

NATIONS



UNIES

UN. LIBRARY

9 SEP 1957

UN/DA COLLECTION

**RAPPORT
DU
COMITÉ SPÉCIAL
POUR LA
QUESTION DE HONGRIE**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : ONZIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 18 (A/3592)

New-York, 1957

NATIONS UNIES

**RAPPORT
DU
COMITÉ SPÉCIAL
POUR
LA QUESTION DE HONGRIE**



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DOCUMENTS OFFICIELS: ONZIÈME SESSION
SUPPLÉMENT N° 18 (A/3592)

New-York, 1957

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>
<i>Comité spécial pour la question de Hongrie</i>	vii
<i>Glossaire de termes hongrois</i>	viii
<i>Chapitre premier — Organisation et fonctions du Comité</i>	
A. — Introduction	1
B. — Les témoins	1
C. — Audition des témoins	2
D. — Documentation	3
E. — Tentatives faites par le Comité pour enquêter en Hongrie et rencontrer Imre Nagy	3
F. — Agencement du rapport du Comité	3
G. — Observations générales sur les travaux du Comité	4
<i>Annexe A : Résolution 1132 (XI) de l'Assemblée générale des Nations Unies</i>	5
<i>Chapitre II. — Bref historique de l'insurrection hongroise</i>	
A. — Les événements avant le 22 octobre 1956	6
B. — Meetings et manifestations	6
C. — Les premiers coups de feu	7
D. — L'insurrection armée	8
E. — Les conseils révolutionnaires et les conseils d'ouvriers	8
F. — Les événements politiques	9
G. — M. Nagy précise sa position	9
H. — La déclaration de neutralité	10
I. — Les forces soviétiques interviennent de nouveau	11
J. — M. Kádár constitue un gouvernement	11
K. — L'enlèvement de M. Nagy	12
L. — L'occupation militaire soviétique	13
M. — Les événements récents	13
N. — Résumé des conclusions	14
<i>Chapitre III. — L'insurrection vue par l'URSS et par le Gouvernement de János Kádár</i>	
A. — Introduction	16
B. — Les questions en jeu	16
C. — Justification de l'intervention soviétique	17
D. — La marche des événements	
1. Griefs légitimes	19
2. Préparatifs prétendus de contre-révolution	20
3. La réaction au pouvoir	22
E. — Conclusion	24
PARTIE A. — L'INTERVENTION MILITAIRE ET SON ARRIÈRE-PLAN POLITIQUE	
<i>Chapitre IV. — L'intervention militaire soviétique (24 octobre - 3 novembre 1956)</i>	
A. — Introduction	27
B. — Mouvements des forces soviétiques et zones de combat	27
C. — Résistance du peuple hongrois à l'attaque soviétique	28

D. — Retrait des troupes soviétiques de Budapest	30
E. — Déploiement logistique de nouvelles forces soviétiques	31
F. — Conclusions	32

Chapitre V. — La deuxième intervention militaire soviétique

A. — Introduction	33
B. — Rapports entre les insurgés et l'armée hongroise	33
C. — Les combats dans Budapest	34
D. — Les combats dans les quartiers industriels de Budapest	35
E. — Combats en province	36
F. — Conclusions	39

Chapitre VI. — Les circonstances politiques de la première intervention militaire

A. — Introduction	40
B. — La popularité d'Imre Nagy	40
C. — Des doutes surgissent à l'égard de la position de M. Nagy	41
D. — Difficultés que les délégations ont éprouvées à se rendre auprès du Président du Conseil Nagy avant le 29 octobre	42
E. — Les dénégations de M. Nagy	43
F. — Détention de M. Nagy au siège du Parti communiste	44
G. — Y a-t-il réellement eu invitation ?	45
H. — Conclusions	46

Chapitre VII. — Les circonstances politiques de la seconde intervention soviétique

A. — Introduction	47
B. — La situation politique de M. Kádár avant le 4 novembre	47
C. — Les relations de M. Kádár avec M. Nagy	50
D. — Le renversement du Gouvernement de M. Nagy	51
E. — La formation du Gouvernement de M. Kádár	53
F. — Conclusions	54

Chapitre VIII. — La question de la présence et de l'emploi des forces armées soviétiques en Hongrie eu égard aux engagements internationaux de la Hongrie

A. — Introduction	55
B. — Instruments internationaux d'après guerre définissant le statut international de la Hongrie	55
C. — Applicabilité de ces instruments internationaux aux interventions militaires de l'Union soviétique	57
D. — Les éléments révolutionnaires demandent le retrait des forces armées soviétiques	59
E. — La question du retrait des forces armées soviétiques après le 4 novembre 1956	64
F. — Observations finales	66

<i>Annexe A : Accord entre le Gouvernement de la République populaire hongroise et le Gouvernement de l'URSS concernant le statut juridique des forces soviétiques stationnées temporairement sur le territoire de la République populaire hongroise, signé à Budapest le 27 mai 1957.</i>	67
--	----

PARTIE B. — EFFETS DE L'EMPLOI OU DE LA MENACE D'EMPLOI DE LA FORCE SUR L'INDÉPENDANCE POLITIQUE DE LA HONGRIE

Chapitre IX. — Historique et buts de l'insurrection

A. — Introduction	73
B. — Historique de l'insurrection	73
C. — Les buts déclarés de l'insurrection	
1. La nature de l'insurrection	76

	<i>Pages</i>
2. Les résolutions et manifestes de la période 19-23 octobre 1956	77
3. Analyse des revendications formulées dès le début de l'insurrection	
a) Revendications politiques	78
b) Revendications économiques	79
c) Revendications culturelles	80
D. — Attitude du peuple hongrois envers la police de sécurité d'Etat (AVH)	81

Annexes

A. — Appel adopté lors d'une réunion des étudiants de l'Université technique de Budapest, tenue au Foyer Andras Hess (foyer central des étudiants de l'Université technique de Budapest), le 19 octobre 1956	32
B. — Appel des membres de la DISZ de la faculté de médecine de l'Université de Budapest, 22 octobre 1956	83
C. — Résolution adressée le 22 octobre 1956 aux participants à la réunion de masse de la Ligue de la jeunesse travailleuse (DISZ) par le Comité exécutif de la DISZ pour l'Université technique	83
D. — Revendications des étudiants de l'Université technique de Budapest (premier état), 22 octobre 1956	84
E. — Les dix points du Cercle Petöfi (22 octobre 1956)	86
F. — Buts de la Ligue de la jeunesse travailleuse (DISZ), groupement de jeunesse du Parti des travailleurs hongrois (Parti communiste) (23 octobre 1956)	86
G. — Appel du Comité révolutionnaire des intellectuels hongrois (28 octobre 1956)	86

Chapitre X. — Manifestations d'étudiants et origine du conflit armé à Budapest

A. — Introduction	87
B. — Les réunions d'étudiants du 22 octobre	87
C. — Origine et organisation des manifestations	88
D. — Manifestations devant les statues de Petöfi et de Bem	89
E. — Manifestation devant le Parlement	90
F. — La statue de Staline abattue	90
G. — Les premiers coups de feu	91
H. — Autres événements	92
I. — Le Parlement le 25 octobre	92

Chapitre XI. — Conseils révolutionnaires et conseils d'ouvriers

I. — Introduction	94
II. — Conseils révolutionnaires	
A. — Conseils territoriaux	
1. En province	95
2. Le Conseil national transdanubien	96
3. Budapest.	97
B. — Conseils professionnels et représentatifs	
1. Etudiants et jeunesse	98
2. Forces armées	98
3. Le Comité révolutionnaire des intellectuels hongrois	99
C. — Constitution de comités révolutionnaires dans les services d'Etat . . .	100
D. — Tentatives de coordination entre les conseils et comités révolutionnaires	100
E. — Rapports entre les conseils révolutionnaires et le gouvernement . . .	101
III. — Conseils d'ouvriers dans les usines	101
A. — Institution et fonctions des conseils d'ouvriers	102
B. — Les syndicats, le Parti et le gouvernement autorisent et favorisent la formation de conseils d'ouvriers	103
C. — Conclusions	105

Chapitre XII. — Le rétablissement des droits politiques (26 octobre - 3 novembre)

A. — Introduction	106
B. — La période de transition: le Gouvernement national du 27 octobre (26-29 octobre)	106

C. — L'abolition du système de parti unique et la formation du Cabinet restreint du 30 octobre	107
D. — La renaissance des partis politiques	108
E. — La coalition remaniée: le gouvernement du 3 novembre	111

Chapitre XIII. — L'intervention soviétique sous le régime actuel

A. — Introduction	113
B. — Administration soviétique de la Hongrie	113
C. — Mesures soviétiques de répression	115
D. — Rapports des conseils d'ouvriers avec les autorités soviétiques	117
E. — Attitude adoptée à l'égard du Gouvernement hongrois	118
F. — L'enlèvement du Président du Conseil Imre Nagy	119
G. — Conclusions	120

Chapitre XIV. — Les droits politiques après la révolution

I. — Conseils d'ouvriers	
A. — Rapports entre les conseils d'ouvriers et le gouvernement	121
B. — Rôle du Parti communiste dans les conseils d'ouvriers	126
C. — Conseils d'ouvriers et syndicats	128
II. — Organisations politiques après la révolution	
A. — Négociations avec les partis politiques	129
B. — Le sort d'autres organisations et de la presse	
1. Conseils révolutionnaires	131
2. La presse	132
3. Organisations de jeunesse	133
III. — Conclusions	134

PARTIE C. — EXEMPLES DE VIOLATIONS D'AUTRES DROITS DU PEUPLE HONGROIS

Chapitre XV. — Déportations

A. — Introduction	137
B. — L'enquête du Comité	138
C. — Les arrestations	138
D. — Les déportés en URSS	139
E. — L'existence de déportations reconnue par les autorités soviétiques	141

Chapitre XVI. — Autres violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales

A. — Observations préliminaires	142
B. — Les hostilités	142
C. — La répression	144
D. — Le spectre de l'AVH	147
E. — Les droits de l'homme	149

Chapitre XVII. — Conclusions 151

Annexe

Liste de documents relatifs à la question de Hongrie	154
--	-----

Index au Rapport

Index	157
-----------------	-----

Cartes

Carte de la Hongrie	} Hors-texte en fin de volume
Carte de Budapest	

COMITÉ SPÉCIAL POUR LA QUESTION DE HONGRIE

DANEMARK: Mr. Alsing Andersen, membre du Parlement (*Président du Comité*).

AUSTRALIE: S.E. M. K. C. O. Shann, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire aux Philippines (*Rapporteur du Comité*).

CEYLAN: S.E. M. R. S. S. Gunewardene, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

TUNISIE: S.E. M. Mongi Slim, Ministre d'Etat, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

URUGUAY: S.E. M. Enrique Rodriguez Fabregat, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

GLOSSAIRE DE TERMES HONGROIS

A. — Abréviations

AVH	Állam Védelmi Hatóság; également appelé Állam Védelmi Osztály	Service de sécurité de l'Etat; également appelé Division de sécurité de l'Etat
DISZ	Dolgozó Ifjúság Szövetsége	Ligue de la jeunesse travailleuse [groupement de jeunesse du Parti des travailleurs hongrois (Parti communiste)]
HNF	Hazafias Népfront	Front populaire patriotique, abrégé en FPP ¹
IBUSZ	Idegenforgalmi, Beszerzési, Utazási és Szállítmányozási Iroda	Office national hongrois du tourisme
KISZ	Kommunista Ifjúsági Szövetség	Ligue de la jeunesse communiste (nouvelle organisation de jeunesse communiste créée en mars 1957)
MÁVAG	Magyar Államvasutak Gépgyára	Ateliers des chemins de fer de l'Etat
MDP	Magyar Dolgozók Pártja	Parti des travailleurs hongrois (titre du Parti communiste avant le 1 ^{er} novembre 1956)
MEFESZ	Magyar Egyetemi és Főiskolai Hallgatók Egyesületeinek Szövetsége	Fédération hongroise des associations d'étudiants des universités et collèges
MSZMP	Magyar Szocialista Munkáspárt	Parti socialiste des travailleurs hongrois (titre du Parti communiste après le 1 ^{er} novembre 1956)
MTI	Magyar Távirati Iroda	Agence télégraphique hongroise
NEKOSZ	Népi Kollégiumok Országos Szövetsége	Association nationale des collèges populaires

B. — Presse ²

<i>Irodalmi Ujság</i>	La gazette littéraire	Hebdomadaire de l'Union des écrivains hongrois
<i>Kis Ujság</i>	Le petit journal	Organe officiel du Parti des petits propriétaires indépendants, 1 ^{er} -3 novembre 1956
<i>Magyar Közlöny</i>	Journal officiel hongrois	Journal officiel de la République populaire hongroise
<i>Népakarát</i>	La volonté populaire	Organe officiel des syndicats hongrois après le 1 ^{er} novembre 1956
<i>Népszabadság</i>	La liberté populaire	} Principaux organes officiels du Parti des travailleurs hongrois et du Parti socialiste des travailleurs hongrois
<i>Szabad Nép</i>	Le peuple libre	
<i>Népszava</i>	La voix du peuple	Organe officiel des syndicats hongrois avant le 1 ^{er} novembre 1956; devenu le quotidien du Parti social-démocrate reconstitué, 1 ^{er} -3 novembre 1956
<i>Statisztikai Szemle</i>	Revue statistique	Revue du Bureau central de statistique
<i>Szabad Ifjúság</i>	La jeunesse libre	Organe officiel de la DISZ
<i>Uj Magyarország</i>	La Hongrie nouvelle	Organe officiel du Parti Petöfi (précédemment Parti national paysan), 2-3 novembre 1956

¹ Voir chap. XII, par. 565.

² Voir également chap. XII, par. 587, note 4.

Chapitre premier

ORGANISATION ET FONCTIONS DU COMITÉ

A. — Introduction

1. Le Comité spécial pour la question de Hongrie — composé des représentants de l'Australie, de Ceylan, du Danemark, de la Tunisie et de l'Uruguay — a été créé par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies le 10 janvier 1957¹. Les représentants suivants ont été désignés par leurs gouvernements: Australie: M. K. C. O. Shann; Ceylan: M. R. S. S. Gunewardene; Danemark: M. Alsing Andersen; Tunisie: M. Mongi Slim; Uruguay: M. Enrique Rodriguez Fabregat. Le Secrétaire général a nommé M. W. M. Jordan Secrétaire principal du Comité, et M. P. Bang-Jensen Secrétaire adjoint. Le Comité a tenu sa première séance au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New-York, le 17 janvier 1957. Il a élu M. Alsing Andersen Président, et M. K. C. O. Shann Rapporteur.

2. L'Assemblée générale avait chargé le Comité de fournir à l'Assemblée et aux Membres de l'Organisation des Nations Unies « des renseignements aussi complets et exacts que possible sur la situation créée du fait de l'intervention de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, par l'emploi de la force armée et d'autres moyens, dans les affaires intérieures de la Hongrie, ainsi que sur l'évolution de la situation touchant les recommandations adoptées par l'Assemblée générale à ce sujet ».

3. Le 20 février 1957, le Comité a présenté un rapport intérimaire à l'Assemblée générale². Dans ce rapport, le Comité spécial a défini les limites de l'enquête qu'il était chargé d'entreprendre et il a indiqué, dans un aperçu du déroulement de l'intervention soviétique en Hongrie, les problèmes qui retiendraient plus spécialement son attention.

4. Le Comité avait pour tâche d'établir les faits et de présenter, après une étude approfondie des preuves et des renseignements disponibles, un rapport objectif ainsi que des conclusions sur la question de Hongrie. Le Comité regrette qu'en raison de l'attitude du Gouvernement hongrois, il ne lui ait pas été possible d'établir et de maintenir un système d'observation directe en Hongrie comme l'Assemblée générale l'en avait chargé par sa résolution.

5. Après un examen préliminaire de la documentation disponible, le Comité a entendu trente-cinq témoins au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New-York. Le Comité s'est ensuite rendu en Europe où, du 11 mars au 16 avril 1957, il a entendu des témoins à l'Office européen des Nations Unies à Genève, puis à Rome, à Vienne, à Londres et de nouveau à Genève. Grâce à ces témoignages, le Comité a pu rassembler des renseignements beaucoup plus complets qui lui ont permis de mieux comprendre la signification des événements de Hongrie. A sa

58^e séance, tenue à Genève le 8 avril 1957, le Comité a approuvé provisoirement un plan détaillé du rapport présenté par le Rapporteur. Après avoir entendu d'autres témoins, le Comité est rentré à New-York pour y mettre au point le rapport. Le Comité a adopté le rapport à l'unanimité et a tenu le vendredi 1^{er} juin 1957 la dernière séance qu'il a consacrée à l'examen du rapport.

B. — Les témoins

6. Le Comité a entendu 111 témoins: 35 à New-York, 21 à Genève, 16 à Rome, 30 à Vienne et 9 à Londres.

7. Le Comité a entendu en séance publique les trois premiers témoins, savoir: M^{lle} Anna Kéthly, Ministre d'Etat depuis le 3 novembre 1956 dans le gouvernement hongrois d'Imre Nagy, le général Béla Király, commandant de la place de Budapest et commandant en chef de la Garde nationale pendant l'insurrection hongroise, et M. József Kóvágó, maire de Budapest de 1945 à 1947 et, de nouveau, du 31 octobre au 4 novembre 1956³.

8. Ces trois témoins et d'autres personnalités hongroises ont prié le Comité d'entendre certaines personnes. Conformément à la résolution de l'Assemblée générale et sur la demande du Comité, la Belgique, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Italie et le Royaume-Uni ont également fait au Comité des suggestions à ce sujet. Ces pays ont donné des renseignements sur les ressortissants hongrois qui se trouvaient sur leur territoire et dont le témoignage semblait présenter un intérêt tout spécial. Au cours des auditions, certains témoins ont également cité le nom d'autres témoins qu'ils jugeaient en mesure de confirmer ou de compléter leur déposition. Deux cents Hongrois environ ont pris l'initiative d'écrire au Comité pour lui demander à être entendus; le Comité s'est prononcé sur ces demandes après avoir obtenu des intéressés les renseignements complémentaires sur leur personne et sur les faits dont ils pouvaient témoigner.

9. Le Président et le Rapporteur étaient chargés de choisir les témoins. Ils se sont surtout attachés à retenir les personnes les mieux en mesure de présenter au Comité des preuves fondées sur une connaissance directe et personnelle des événements. Ils ont aussi veillé à ce que les témoins représentent toutes les couches de la population hongroise et toutes les parties du pays. Vers la fin de la session, le Comité a dû se montrer de plus en plus strict dans le choix des témoins pour éviter que les dépositions ne se répètent trop souvent.

10. La plupart des témoins étaient des ouvriers qualifiés ou non qualifiés de l'industrie légère et de l'industrie

¹ Résolution 1132 (XI) [Annexe A du présent chapitre].

² A/3546.

³ Chap. XI, par. 512.

lourde, mais le Comité a aussi entendu un certain nombre d'employés de bureau ainsi que des ouvriers qui avaient pris une part active à la vie syndicale hongroise. Beaucoup de ces travailleurs avaient participé à la révolte comme simples « combattants de la liberté » mais plusieurs d'entre eux avaient occupé divers postes de commandement au cours de l'insurrection. Parmi ces derniers figuraient des membres des Conseils révolutionnaires de Budapest et des provinces ainsi que des personnalités des Conseils d'ouvriers de Budapest et des provinces, dont certains membres du Conseil central des ouvriers de Csepel.

11. Le Comité a également recueilli le témoignage d'ingénieurs, de techniciens et de dirigeants d'entreprises d'Etat telles que les mines d'uranium de Pécs.

12. Le Comité a entendu assez peu de personnes venant des régions rurales du fait que les combats ont été relativement rares dans ces régions, mais beaucoup d'ouvriers et d'étudiants qui ont déposé devant le Comité étaient d'origine paysanne.

13. Il y avait des intellectuels tant communistes que non communistes au nombre des témoins. Le Comité a entendu plusieurs membres du Cercle Petöfi, d'éminents écrivains et journalistes hongrois, une actrice, un artiste, un architecte, des professeurs de droit, de médecine, de philosophie, d'histoire, de sciences, d'arts et métiers, d'économie politique et d'agriculture, ainsi que plusieurs hommes de loi dont un procureur adjoint. Le Comité a aussi recueilli les dépositions d'un certain nombre de lycéens et lycéennes et d'étudiants et étudiantes dont plusieurs appartenaient à des conseils d'étudiants.

14. Outre plusieurs officiers et soldats de l'armée et de l'aviation hongroises, le Comité a entendu des membres de la Garde nationale et de la police régulière ainsi que certains chefs des forces révolutionnaires, à savoir: le commandant et le commandant adjoint de la Garde nationale de Csepel, le commandant du « bloc » Corvin, le commandant des forces révolutionnaires de Budapest-sud et le chef des « combattants de la liberté » et des guérillas de la Hongrie du Sud-Ouest. Les médecins et infirmières qui avaient soigné les blessés et rempli des missions de Croix-Rouge ont fourni des renseignements précieux; il en a été de même, en ce qui concerne les mouvements de troupes, des ouvriers des chemins de fer et du personnel des communications.

15. Un grand nombre de fonctionnaires de l'Etat, y compris des diplomates, ont également déposé. Certains d'entre eux avaient occupé des postes élevés ou servi d'adjoints à des hommes politiques hongrois en vue ou à des ministres appartenant aux divers partis. Plusieurs étaient restés avec le Président du Conseil Nagy dans le Palais du Parlement jusqu'au 4 novembre et ont pu fournir des renseignements précieux et détaillés sur les événements survenus à l'intérieur du Gouvernement hongrois au cours de cette période critique.

16. Il y avait des catholiques, des protestants et des juifs parmi les témoins.

17. Plusieurs témoins étaient d'anciens députés ou d'anciens dirigeants de partis politiques. De nombreux témoins étaient communistes ou l'avaient été. D'autres étaient membres du Parti social-démocrate ou du Parti des petits propriétaires indépendants.

18. Il y avait aussi un pacifiste convaincu qui, sous le coup des événements de Hongrie, avait oublié ses principes et s'était surpris à prendre part au combat.

19. De nombreux témoins avaient passé des années en prison avant 1945 pour s'être opposés à Horthy ou aux nazis. Certains d'entre eux avaient en outre été emprisonnés pendant des années sous le régime communiste. Plusieurs témoins avaient été inculpés dans le procès Rajk; on les avait soumis à la torture, contraints à signer des aveux et détenus illégalement en prison ou dans des camps de travail forcé pendant de nombreuses années. Certains d'entre eux avaient été libérés et réintégrés dans le parti communiste après la chute de Rákosi en 1953. Un témoin avait été sténographe dans la police de sécurité.

20. Aucun des témoins n'avait quitté la Hongrie avant la révolution d'octobre; certains s'étaient échappés quelques semaines à peine avant de comparaître devant le Comité; l'un d'eux était rentré plusieurs fois en Hongrie pour y chercher sa famille et des amis.

21. La plupart des témoins ont expliqué qu'ils s'étaient enfuis parce qu'ils craignaient d'être arrêtés et déportés. Huit témoins avaient été déportés en URSS mais s'étaient évadés ou avaient été renvoyés en Hongrie; d'autres témoins avaient été libérés alors qu'ils se trouvaient dans des trains de déportés. Beaucoup ont déclaré que leurs appartements avaient été fouillés et étaient surveillés, de sorte qu'ils n'osaient y rentrer. Plusieurs témoins avaient été membres de Conseils d'ouvriers ou de Conseils révolutionnaires dont d'autres membres avaient été arrêtés.

22. La grande majorité des témoins étaient âgés de moins de trente-cinq ans; nombre d'entre eux étaient beaucoup plus jeunes et le plus jeune avait seize ans.

23. Les témoins ont impressionné le Comité par l'attitude dont ils ont fait preuve dans les circonstances parfois pénibles des interrogatoires et par la force et la cohérence de leurs dépositions. Malgré les vicissitudes qu'ils avaient traversées, ils déposaient d'ordinaire avec calme et pondération. La gravité et le sérieux des jeunes témoins ont produit une impression particulièrement profonde sur les membres du Comité.

C. — Audition des témoins

24. Les trois premiers témoins importants, M^{lle} Anna Kéthly, le général Király et M. Kóvágó, ancien maire de Budapest, ont été entendus par le Comité en séance publique. Toutefois, le Comité a jugé préférable de tenir des séances privées, car la plupart des réfugiés craignaient que leur famille et leurs amis en Hongrie ne fissent l'objet de représailles, et cela lui permettait d'autre part de faire subir aux témoins un interrogatoire plus serré. Quarante-et-un des 111 témoins ont demandé à garder l'anonymat; le Président et le Rapporteur ont eu connaissance de leur nom, ainsi que les autres membres du Comité qui le désiraient.

25. Chaque témoin commençait généralement par donner les renseignements le concernant et faisait ensuite une déclaration sur les faits dont il avait eu plus particulièrement connaissance. Les intéressés étaient priés de donner un témoignage fondé sur leur expérience personnelle. Après cette déclaration, qui pouvait durer quelques minutes aussi bien que plusieurs heures, les témoins étaient interrogés de très près par les membres du Comité. Certains témoins ont soumis des documents et des textes originaux importants, et certains ont rédigé des mémoires pour confirmer ou compléter leur déposition. Les comptes

rendus sténographiques des dépositions représentent quelque 2.000 pages de texte.

26. Le Comité a toujours scrupuleusement cherché à se rendre compte de la valeur des dépositions et de la documentation dont il était saisi. Il a pris soin de faire subir aux témoins un interrogatoire détaillé afin de voir dans quelle mesure on pouvait accorder créance à leurs déclarations. Le Comité a pu, sur bien des points, vérifier la véracité d'une déposition par recoupements avec les dépositions d'autres témoins et les documents qu'il avait à sa disposition. Au fur et à mesure que les auditions progressaient, il lui a été possible de poser aux témoins des questions de plus en plus précises.

D. — Documentation

27. Ainsi qu'il est dit dans le rapport intérimaire, le Comité a prié les Etats Membres, par l'entremise du Secrétaire général, de bien vouloir lui communiquer tous les renseignements pertinents qu'ils pourraient avoir en leur possession. Les gouvernements représentés à Budapest ont reçu du Comité une demande spéciale à cet effet.

28. Le Comité remercie les Etats Membres qui, comme suite à la demande qu'il leur avait adressée, lui ont fait parvenir une volumineuse documentation qui lui a été fort utile. Les Gouvernements belge, français, néerlandais, italien, britannique et américain ont notamment soumis des rapports, établis d'après les renseignements dont ils disposaient, qui tracent un tableau fort complet des événements de Hongrie. Le Gouvernement australien a fait parvenir au Comité un intéressant mémoire rédigé d'après les témoignages de trente-huit Hongrois réfugiés en Australie.

29. Plusieurs organisations non gouvernementales ont envoyé des mémoires et de la documentation. Un mémoire détaillé a été reçu de la Commission internationale de juristes, à La Haye. Sir Hartley Shawcross, Q.C., a pu présenter ce document au Comité et a répondu aux questions que les membres du Comité ont posées au sujet des faits et des opinions consignés dans le mémoire.

30. Le Comité a d'abord travaillé essentiellement d'après les rapports d'écoute, en anglais et en hongrois, des émissions officielles que la radio hongroise a diffusées jusqu'à ce jour, et des programmes des stations clandestines qui émettaient pendant la révolution. Le Comité s'est servi des documents officiels hongrois qu'il avait à sa disposition, notamment de certains numéros du Journal officiel hongrois, du Livre Blanc hongrois et de déclarations officielles faites par le Gouvernement hongrois. La documentation utilisée pour la préparation du rapport comprend aussi des journaux hongrois parus avant, pendant et après la révolution, notamment plusieurs journaux et tracts de l'insurrection. On trouvera en annexe une liste des documents de cette nature dont dispose le Comité.

31. Le Comité a également eu l'occasion de voir certains films pris pendant l'insurrection.

E. — Tentatives faites par le Comité pour enquêter en Hongrie et rencontrer Imre Nagy

32. Ainsi qu'il est dit dans le rapport intérimaire, le Comité a, dès le début, demandé au Gouvernement hongrois, par l'entremise du Secrétaire général, de bien vou-

loir lui fournir, pour ses travaux, l'assistance et les facilités nécessaires, notamment en ce qui concernait l'entrée en territoire hongrois des membres du Comité et leurs collaborateurs. Dans sa réponse en date du 5 février 1957, le représentant permanent de la Hongrie a informé le Secrétaire général que, de l'avis de son gouvernement, le Comité « violait, de par ses fonctions, la Charte des Nations Unies » et que, « en conséquence, le Gouvernement hongrois n'est pas en mesure de permettre aux membres du Comité spécial et à son personnel de pénétrer en territoire hongrois ».

33. Comme il s'était engagé à le faire dans le rapport intérimaire, le Comité, alors qu'il se trouvait en Europe, a adressé une nouvelle demande au Gouvernement hongrois. Le Gouvernement hongrois a répondu, par une note du 25 mars 1957, qu'il maintenait sa position.

34. Le 14 mars 1957, le Comité a également demandé au Secrétaire général de faire savoir au Gouvernement roumain que le Comité désirait rencontrer Imre Nagy afin de s'acquitter pleinement des fonctions que l'Assemblée générale lui avait confiées. Le représentant permanent de la Roumanie a répondu, le 30 mars, que le Gouvernement roumain estimait que la création du Comité était contraire à l'esprit et aux dispositions de la Charte des Nations Unies et n'était pas dans l'intérêt de la collaboration internationale.

F. — Agencement du rapport du Comité

35. Le Comité a cherché à faire en sorte que la forme du rapport reflète la nature des fonctions que lui avait confiées l'Assemblée générale.

36. Le Comité a indiqué dans son rapport intérimaire que son principal souci était « d'établir dans quelle mesure il y a eu intervention étrangère, par la menace ou l'emploi de forces armées ou d'autres moyens, et quelles ont pu être les répercussions de cette intervention sur les affaires intérieures et l'indépendance politique de la Hongrie, ainsi que sur les droits du peuple hongrois ». Le Comité devait considérer que les affaires intérieures de la Hongrie et les événements politiques et autres qui s'étaient produits dans ce pays avant 1956 n'entraient pas dans le cadre de son enquête, sauf dans la mesure où ils avaient pu influencer directement sur l'insurrection d'octobre 1956, sur les interventions de l'URSS qui ont suivi et sur les aspects actuels de la situation en Hongrie.

37. Dans ces conditions, le Comité a estimé qu'un exposé chronologique des faits ne conviendrait pas. Il lui a paru préférable de consacrer chaque chapitre du rapport à un aspect donné de la situation sur laquelle il avait été chargé d'enquêter. Comme, de ce fait, les renseignements ne sont pas présentés chronologiquement, le Comité a cru bon, dans le chapitre qui suit, d'indiquer rapidement dans l'ordre chronologique les événements survenus en Hongrie depuis le 22 octobre 1956 et de faire précéder cet exposé d'un résumé de l'évolution politique en Hongrie au cours des années précédentes. On trouvera au chapitre II l'indication des passages du rapport où les différentes questions sont reprises et développées. En même temps, le Comité a cherché à faire en sorte que ce chapitre, consacré au récit des événements de Hongrie, puisse se lire indépendamment du reste du rapport.

38. Au chapitre III, le Comité s'est efforcé d'exposer objectivement les raisons avancées par les Gouvernements

hongrois et soviétique pour justifier le recours à l'assistance des forces armées de l'URSS. Il s'est aussi efforcé, dans ce même chapitre, d'indiquer dans quelle mesure les affirmations de ces deux gouvernements correspondent aux faits tels qu'on les connaît.

39. Le reste du rapport se divise en trois parties. La Partie A traite des aspects de la situation qui ont directement trait à l'intervention des forces armées de l'URSS. Deux chapitres retracent les mouvements des forces soviétiques en Hongrie au cours des derniers jours d'octobre et des premiers jours de novembre 1956. Ensuite viennent deux chapitres consacrés aux demandes que les Gouvernements hongrois auraient adressées au Gouvernement de l'URSS pour qu'il intervienne. Cette Partie A se termine par un examen des instruments internationaux ayant trait à l'intervention soviétique et relate les négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement hongrois et le Gouvernement soviétique au sujet du retrait des troupes soviétiques de Hongrie et de la proclamation de la neutralité hongroise.

40. Après avoir, dans cette Partie A, examiné les problèmes immédiats posés par l'intervention soviétique, le Comité s'est efforcé, dans la Partie B, d'évaluer les conséquences que l'emploi de la force par le Gouvernement de l'URSS a eues sur l'indépendance politique de la Hongrie. A cette fin, il a jugé indispensable de se renseigner avec soin sur les événements qui ont précédé immédiatement l'insurrection et sur les fins que se proposaient les différents éléments du peuple hongrois. Afin de bien mettre en lumière les buts et les aspirations de ce dernier, le Comité a, dans un chapitre spécial, le chapitre IX, analysé ses idées sociales et politiques. Le chapitre X relate les différentes phases de l'insurrection, en commençant par les manifestations d'étudiants qui ont eu lieu vers le milieu d'octobre 1956.

41. Comme un des aspects saillants de l'insurrection a été la création de conseils révolutionnaires et de conseils d'ouvriers à Budapest et en province, les données y relatives sont groupées dans le chapitre XI, qui contient des renseignements au sujet des événements qui ont marqué l'insurrection dans les provinces. Dans le chapitre XII, le Comité s'est efforcé de donner un récit fidèle des événements politiques survenus en Hongrie au cours de la brève période qui se situe entre le succès de l'insurrection et sa répression par une deuxième intervention des forces soviétiques. Deux autres chapitres de la Partie B sont consacrés aux caractéristiques du régime qui est au pouvoir en Hongrie depuis le 4 novembre; le premier contient des renseignements sur la prolongation de l'intervention soviétique en Hongrie, et le deuxième sur la suppression des droits et des libertés politiques que le peuple hongrois avait cherché à rétablir.

42. La Partie C du rapport, consacrée à des cas précis de violation d'autres droits du peuple hongrois, concerne des questions relatives au traitement de particuliers en

Hongrie. Un chapitre a trait aux violations des droits de l'homme en général. Un autre problème de la déportation de Hongrois en URSS.

43. Le dernier chapitre renferme les conclusions générales du Comité.

G. — Observations générales sur les travaux du Comité

44. Le Comité regrette que le refus de coopérer que lui ont opposé le Gouvernement hongrois et le Gouvernement de l'URSS l'ait privé des renseignements que ces gouvernements ont à leur disposition. Les renseignements que ces deux gouvernements auraient pu donner au Comité lui auraient certainement été fort utiles. Toutefois, la documentation et les témoignages ont été si complets et si détaillés que, de l'avis du Comité, les données que le Gouvernement de l'URSS et le Gouvernement hongrois auraient pu lui fournir auraient peut-être pu l'amener à modifier ou à compléter certains points précis de son rapport, mais n'auraient pas modifié les principales conclusions auxquelles il est parvenu au sujet de ce qui s'est réellement passé en Hongrie. Sachant qu'il lui incombait de tenir compte de tous les points de vue, le Comité a soigneusement examiné tous les éléments de preuve contenus dans la documentation et les témoignages qui pourraient être invoqués à l'appui des thèses des deux gouvernements. De plus, lorsqu'ils ont interrogé des témoins, les membres du Comité ont toujours eu présentes à l'esprit la description et l'interprétation que les deux gouvernements ont données des événements de Hongrie, et ils ont cherché à voir si elles cadraient avec les faits.

45. Le Comité sait fort bien que l'on posséderait un jour d'autres documents et d'autres témoignages sur la situation dont on l'avait chargé de s'occuper, mais la gamme des renseignements qu'il a obtenus a été beaucoup plus étendue que l'on aurait pu l'espérer au début de l'enquête. Le Comité a toujours cherché à appliquer aux éléments de preuve produits les critères d'authenticité et de cohérence qui sont indispensables à l'objectivité de toute enquête de ce genre.

46. Tout en ayant donc présentes à l'esprit les résolutions de l'Assemblée générale, le Comité a abordé sa tâche avec un esprit non prévenu car il était indispensable, à son avis, de présenter un rapport qui se borne à exposer les faits tels qu'ils ressortent d'un examen attentif de témoignages et d'éléments de preuve dignes de foi. Le Comité s'est toujours gardé de porter sur les faits un jugement dicté par les sentiments. Il s'est efforcé de dépeindre en termes mesurés la situation telle qu'elle ressortait des témoignages recueillis. Le Comité a estimé que la meilleure façon de s'acquitter de sa tâche était de présenter à l'Assemblée générale une étude impartiale de la situation sur laquelle on l'avait chargé d'enquêter.

Annexe A

Résolution 1132 (XI) de l'Assemblée générale des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Rappelant les résolutions qu'elle a déjà adoptées au sujet du problème hongrois,

Réaffirmant les objectifs qui y sont énoncés et les préoccupations que ce problème ne cesse de causer aux Nations Unies,

Ayant reçu le rapport du Secrétaire général en date du 5 janvier 1957 ⁴,

Désireuse de faire en sorte que l'Assemblée générale et tous les Etats Membres possèdent des renseignements aussi complets et exacts que possible sur la situation créée du fait de l'intervention de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, par l'emploi de la force armée et d'autres moyens, dans les affaires intérieures de la Hongrie, ainsi que sur l'évolution de la situation touchant les recommandations adoptées par l'Assemblée générale à ce sujet,

1. *Crée* à ces fins un Comité spécial, composé de représentants de l'Australie, de Ceylan, du Danemark, de la Tunisie et de l'Uruguay, qui sera chargé d'enquêter ainsi que d'établir et de maintenir un système d'observation directe en Hongrie et ailleurs, et, à cette fin, de recueillir des témoignages, de réunir des preuves et d'obtenir des renseignements, selon qu'il sera besoin, afin de communiquer ses constatations à l'Assemblée générale, à sa onzième session, et,

par la suite, d'établir de temps à autre des rapports supplémentaires pour l'information des Etats Membres et de l'Assemblée générale, si elle est en session;

2. *Demande* à l'Union des Républiques socialistes soviétiques et à la Hongrie de coopérer à tous égards avec le Comité, et en particulier d'autoriser le Comité et son personnel à entrer en territoire hongrois et à y circuler librement;

3. *Prie* tous les Etats Membres d'aider le Comité dans l'accomplissement de sa tâche par tous les moyens appropriés, en lui fournissant les renseignements pertinents, y compris les témoignages et les preuves qu'ils peuvent avoir en leur possession, et en l'aidant à obtenir ces renseignements;

4. *Invite* le Secrétaire général à fournir au Comité toute l'assistance et toutes les facilités voulues;

5. *Demande* à tous les Etats Membres de donner suite sans tarder à la présente résolution et à celles que l'Assemblée générale a déjà adoptées au sujet du problème hongrois;

6. *Prie de nouveau* le Secrétaire général de continuer à prendre toute initiative qu'il jugera utile en ce qui concerne le problème hongrois, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et aux résolutions de l'Assemblée générale.

⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, onzième session, Annexes, point 67 de l'ordre du jour, document A/3485.

636^e séance plénière,
10 janvier 1957

Chapitre II

BREF HISTORIQUE DE L'INSURRECTION HONGROISE

A. — Les événements avant le 22 octobre 1956

47. Immédiatement après la deuxième guerre mondiale, le peuple hongrois a cherché à donner une expression à ses opinions politiques. Des élections générales ont eu lieu en 1945, où se sont affrontés six partis politiques autorisés par la Commission de contrôle alliée. Cinq d'entre eux ont remporté des sièges au Parlement: le Parti des petits propriétaires indépendants 245 sièges, les sociaux démocrates 69 sièges, les communistes 70 sièges, les nationaux paysans 23 sièges et le Parti démocratique 2 sièges. Les quatre partis principaux ont formé une coalition, mais l'influence communiste n'a cessé de s'affirmer. Dès 1948, les chefs des partis non communistes avaient été réduits au silence, s'étaient enfuis à l'étranger ou avaient été arrêtés et, en 1949, la Hongrie est devenue officiellement une démocratie populaire. La réalité du pouvoir se trouvait entre les mains de Mátyás Rákosi, communiste formé à Moscou. Sous son régime, la Hongrie s'est conformée de plus en plus étroitement au modèle soviétique. La liberté d'expression et la liberté individuelle ont cessé d'exister. Les emprisonnements arbitraires sont devenus monnaie courante et des épurations ont été entreprises tant à l'intérieur qu'en dehors des rangs du Parti. En juin 1949, le Ministre des affaires étrangères, László Rajk, a été arrêté, accusé d'avoir tenté de renverser le régime démocratique et pendu. Un grand nombre d'autres personnes ont été, elles aussi, victimes de mesures aussi radicales¹. Cela a été facilité par l'existence d'une police d'Etat fortement organisée, l'AVH, instrument de terreur aux mains du régime qui devint aux yeux du peuple le symbole même du régime de Rákosi².

48. Le vingtième congrès du Parti communiste de l'URSS tenu au début de 1956 a encouragé à l'intérieur du Parti des travailleurs hongrois (Parti communiste) un mouvement en faveur d'une certaine démocratisation, d'une certaine indépendance nationale et d'un relâchement du système policier. En mars 1956, Rákosi a annoncé que la Cour suprême avait établi que Rajk et d'autres avaient été condamnés sur la base d'«accusations inventées de toutes pièces»³. Le fait qu'on avouait ainsi officiellement que le régime avait commis des crimes a eu de profondes répercussions en Hongrie. Ont suivi, en juillet, la démission de Rákosi et, au début d'octobre, les obsèques solennelles de László Rajk et d'autres victimes des procès de 1949, qui ont eu lieu en présence d'une grande foule. Rákosi a eu pour successeur Ernő Gerő comme Premier secrétaire du Comité central du Parti. A compter de la chute de Rákosi, le peuple hongrois s'est attendu à un adoucissement du régime. Dans son esprit,

le souvenir de l'ancien Président du Conseil Imre Nagy était associé à des jours meilleurs du fait que son gouvernement, de 1953 à 1955, avait été marqué par un assouplissement des contrôles imposés par Rákosi. On avait aussi reproché à Nagy d'être un déviationniste; il avait échappé à un procès, mais on l'avait expulsé du Parti et démis de toutes ses fonctions. Son nom continuait de représenter une politique plus libérale aux yeux d'un grand nombre de communistes hongrois, qui souhaitaient qu'il reprenne son activité politique⁴.

49. Les premières protestations contre le régime dictatorial du Parti ont été formulées par certains écrivains hongrois, dès l'automne 1955. Les articles publiés par ces écrivains concernaient principalement la doctrine de l'obéissance au Parti dans le domaine de la littérature et l'intervention des porte-parole et bureaucrates du Parti dans la création littéraire ou artistique. Bien qu'un grand nombre d'écrivains eussent été arrêtés, le champ de ces protestations s'est élargi progressivement et il s'est étendu à d'autres griefs du peuple hongrois. Au cours de l'été 1956, la création du Cercle Petőfi a fourni un nouveau centre de discussions où, souvent, on critiquait le régime. Ce cercle était patronné par le DISZ, organisation officielle de la jeunesse communiste, et la plupart de ceux qui assistaient à ses débats étaient de jeunes intellectuels communistes⁵.

50. Le 19 octobre, le Ministre de l'éducation, Albert Kónya, a annoncé certains changements comme suite aux demandes formulées par les étudiants hongrois. En particulier, il prenait l'engagement d'abolir l'enseignement obligatoire du russe dans les écoles. Cette déclaration a été suivie, à Szeged et dans d'autres villes, de manifestations d'étudiants au cours desquelles les étudiants ont discuté et adopté diverses revendications allant plus loin encore⁶. Au cours de la même journée du 19 octobre, est parvenue la nouvelle que la Pologne acquérait une plus grande indépendance vis-à-vis de l'URSS et cette nouvelle a été reçue en Hongrie avec enthousiasme. Une amitié traditionnelle unit les deux peuples depuis des siècles⁷.

51. On a dit que les troupes soviétiques avaient été appelées pour faire face aux désordres qui ont commencé dans la nuit du 23 au 24 octobre, mais certains faits montrent que les autorités soviétiques prenaient leurs dispositions dès le 20 ou le 22 octobre pour intervenir en Hongrie avec leurs forces armées. Les 20 et 21 octobre, des ponts flottants étaient établis à Záhony, sur la frontière hungaro-soviétique. Les 21 et 22 octobre, les officiers

⁴ *Ibid.*, par. 386-389, et chap. VI, par. 218.

⁵ *Ibid.*, par. 379-385. Sándor Petőfi (1823-1849) était un poète hongrois qui fut tué pendant la guerre de l'indépendance.

⁶ Chap. X, par. 437-438.

⁷ Chap. IX, par. 390.

¹ Chap. IX, par. 375-376.

² *Ibid.*, par. 423-434, et chap. XVI, par. 768-777.

³ *Ibid.*, par. 377-378.

soviétiques en permission et les officiers de réserve parlant le hongrois qui se trouvaient dans les régions voisines de Roumanie étaient rappelés. Le 22 octobre, on observait que les forces soviétiques stationnées dans l'ouest de la Hongrie étaient en marche vers Budapest⁸.

B. — Meetings et manifestations

52. La veille du jour où ont eu lieu des manifestations de masse, c'est-à-dire le 22 octobre, un certain nombre de meetings d'étudiants ont été organisés à Budapest. Au plus important de ces meetings, tenu par les étudiants de l'Université technique, les étudiants ont adopté une liste de seize revendications exprimant leur opinion en matière de politique nationale. Ces revendications portaient sur la plupart des points qui ont été énoncés au cours de l'insurrection elle-même. Y figuraient le retrait immédiat de toutes les troupes soviétiques, la création d'un nouveau gouvernement sous la direction d'Imre Nagy, qui entre temps avait été réintégré dans le Parti communiste, des élections libres, la liberté d'expression, la restauration des partis politiques et des changements radicaux dans la situation tant des ouvriers que des paysans. On a appris au cours du meeting que l'Union des écrivains hongrois se proposait d'exprimer sa solidarité avec la Pologne le lendemain en déposant une couronne au pied de la statue du général Bem, l'un des héros de la guerre d'indépendance de 1948-49 et qui était d'origine polonaise. Là-dessus, les étudiants ont décidé de participer silencieusement à cette manifestation⁹.

53. De bonne heure le lendemain, tout Budapest connaissait les revendications des étudiants. Les témoins parlent d'une atmosphère d'exaltation et d'espoir. Radio-Budapest a mentionné la manifestation projetée, mais publié ensuite un communiqué du Ministre de l'intérieur interdisant la manifestation. Cependant, l'interdiction a été levée au début de l'après-midi quand la manifestation avait déjà commencé. Des milliers de jeunes gens y ont participé, parmi lesquels des étudiants, des ouvriers d'usine, des soldats en uniforme, etc. Une manifestation analogue a eu lieu devant la statue de Petőfi¹⁰.

54. Devant la statue du général Bem, Péter Veres, Président de l'Union des écrivains, a lu un manifeste à la foule, qui a aussi entendu lecture des seize revendications des étudiants¹¹. La plus grande partie de la foule a traversé ensuite le Danube pour se joindre aux manifestants qui se trouvaient devant le Palais du Parlement où, vers 18 heures, se sont trouvées réunies de 200.000 à 300.000 personnes. Réclamé à maintes reprises, Imre Nagy, ancien Président du Conseil, a paru enfin au balcon du Palais et prononcé une courte allocution à l'adresse de la foule¹².

C. — Les premiers coups de feu

55. Jusque-là tout laissait penser que la manifestation se terminerait par le retour des manifestants dans leurs foyers. Mais un événement s'est produit à 20 heures, qui a exaspéré le peuple. Le Premier Secrétaire du Comité central du Parti, Ernő Gerő, était rentré le matin même

d'une visite au maréchal Tito et le public attendait avec impatience le discours qu'il allait prononcer à la radio. L'espoir général était qu'il tiendrait compte des revendications populaires formulées par les étudiants et ferait une déclaration conciliante à ce sujet. Mais Ernő Gerő n'a fait dans son discours aucune des concessions qui étaient espérées et le ton de ce discours a mis le peuple en colère¹³. A la même heure, un autre groupe de manifestants avait pris sur lui de mettre à exécution l'une des revendications des étudiants: faire disparaître la statue géante de Staline¹⁴. La statue était renversée à 21 h. 30 et à cette heure-là le mécontentement se donnait libre cours au sujet du discours de M. Gerő.

56. Le 22 octobre au soir, quelques étudiants avaient essayé de faire radiodiffuser leurs revendications par Radio-Budapest pour les porter à l'attention du peuple hongrois tout entier. Le Service de la censure n'avait pas consenti à radiodiffuser les revendications relatives au retrait des troupes soviétiques et à des élections libres et les étudiants avaient refusé de ne laisser publier qu'une partie de leurs revendications¹⁵. Le lendemain, quelques étudiants qui étaient partis de la statue de Bem se sont rendus à l'immeuble de la radiodiffusion avec l'intention de faire une nouvelle tentative pour faire radiodiffuser leurs revendications. Une grande foule s'est réunie auprès de l'immeuble, qui était gardé par l'AVH (police de sécurité d'Etat). Les étudiants ont envoyé une délégation dans le bâtiment pour négocier avec le Directeur. La foule a attendu en vain le retour de cette délégation et le bruit a fini par courir qu'un délégué avait essuyé un coup de feu. Peu après 21 heures, des bombes lacrymogènes ont été lancées des fenêtres des étages supérieurs et, une ou deux minutes plus tard, les hommes de l'AVH ont ouvert le feu sur la foule, tuant ou blessant un grand nombre de gens. Dans la mesure où l'on peut fixer avec précision le moment où une manifestation pacifique s'est transformée en une insurrection, on peut dire que c'est le moment où les agents de l'AVH, déjà abhorrés et universellement craints par leurs compatriotes, ont attaqué des personnes sans défense. La colère de la foule a redoublé à l'arrivée d'ambulances blanches, portant les plaques de la Croix-Rouge. Au lieu des équipes de secours d'urgence, ce sont des policiers de l'AVH qui sont sortis des voitures, portant la blouse blanche des docteurs. Des manifestants furieux les ont attaqués et c'est de cette façon que les manifestants se sont procuré leurs premières armes. Des forces hongroises furent dépêchées pour renforcer l'AVH, mais, après avoir hésité un moment, elles se sont rangées du côté de la foule¹⁶.

57. Pendant ce temps, des ouvriers de Csepel, d'Ujpest et d'autres quartiers ouvriers apprenaient les événements par téléphone. Ils se sont emparés de camions et se sont dirigés sur Budapest, se procurant en chemin des armes auprès de soldats ou de policiers sympathisants ou dans des casernes ou des fabriques d'armes qu'ils connaissaient. A partir de 23 heures environ, l'immeuble de la radio était soumis au feu d'armes légères et à minuit la radio annonçait que des échauffourées avaient eu lieu en « plusieurs points » de la ville. Au cours des premières heures de la matinée du 24 octobre, les manifestants se

⁸ Chap. IV, par. 157-159.

⁹ Chap. IX, par. 403, et chap. X, par. 438-452.

¹⁰ Chap. X, par. 453-458.

¹¹ Chap. IX, par. 403, et chap. X, par. 458-460.

¹² Chap. X, par. 461-463, et chap. VI, par. 221.

¹³ *Ibid.*, par. 464-466.

¹⁴ *Ibid.*, par. 467.

¹⁵ *Ibid.*, par. 444 et 451.

¹⁶ *Ibid.*, par. 468-471.

sont emparés de l'immeuble de la radio, mais ils en ont été délogés par la suite. Aux bureaux du journal du Parti communiste, *Szabad Nép*, d'autres policiers de l'AVH ont ouvert le feu sur des manifestants sans armes. Ultérieurement, des insurgés qui s'étaient procuré des armes sont venus à bout de l'AVH et ont occupé les locaux du journal¹⁷.

58. Pendant que l'on se battait à l'immeuble de la radio, les premiers tanks soviétiques faisaient leur apparition à Budapest vers 2 heures du matin le 24 octobre et, peu après, ils entraient en action. L'intervention soviétique n'a cependant pas été annoncée avant 9 heures¹⁸.

D. — L'insurrection armée

59. Avant de parler des troupes soviétiques, Radio-Budapest avait annoncé à 8 h. 13 qu'Imre Nagy avait été proposé comme prochain Président du Conseil à une réunion nocturne du Comité central du Parti des travailleurs hongrois (Parti communiste). Une demi-heure plus tard, on annonçait l'entrée en vigueur d'une procédure soviétique et d'après l'annonceur l'ordre était « signé d'Imre Nagy, Président du Conseil ». Ce n'est qu'ensuite, à 9 heures, qu'il a été dit que le gouvernement avait « demandé l'aide des formations soviétiques stationnées en Hongrie ». Aucune indication n'était donnée sur la manière dont cette prétendue demande avait été faite. Malgré l'habileté avec laquelle la radio présentait les événements en donnant l'impression que M. Nagy était l'auteur de ces décisions, certains, se rappelant son opposition aux mesures arbitraires et la lutte qu'il avait menée pour assouplir le régime, ont soupçonné la supercherie. En outre, M. Nagy n'avait aucun titre officiel la veille encore¹⁹. Si vraiment l'appel à l'aide soviétique avait émané de lui, on se rendait compte que les forces soviétiques de Cegléd et de Székesfehérvár n'auraient pas pu arriver à Budapest le 24 à 2 heures du matin.

60. Les premiers coups de feu aux abords de l'immeuble de la radio ont marqué le début d'une dure bataille de cinq jours au cours de laquelle le peuple de Budapest a lutté contre les blindés soviétiques et l'AVH. La police ordinaire a sympathisé avec les insurgés, leur donnant des armes ou luttant à leurs côtés. Certaines unités de l'armée hongroise sont passées telles quelles du côté des insurgés mais, dans l'ensemble, l'armée s'est désintégrée dès le début de l'insurrection. Partout où ils pouvaient le faire, les soldats hongrois ont livré armes et munitions à leurs compatriotes insurgés et, dans de très nombreux cas, ont déserté individuellement ou en groupe pour rejoindre leurs rangs. D'une manière générale, cependant, les officiers de rang supérieur étaient prosoviétiques et les insurgés se défiaient d'eux. On n'a pas enregistré un seul exemple de troupes hongroises combattant du côté soviétique contre leurs compatriotes.

61. Les combattants de la liberté, dont la plupart étaient des ouvriers et qui comptaient aussi dans leurs rangs un certain nombre d'étudiants, ont en général combattu par petits groupes, encore que certains d'entre eux aient occupé des points de résistance comme le cinéma Corvin. Une arme fréquemment utilisée contre les chars russes a été le « cocktail Molotov », une bouteille remplie

d'essence, dont le bouchon n'était pas solidement fixé et qui explosait lorsqu'on la jetait contre un char. Ces méthodes improvisées se sont révélées très efficaces contre les véhicules blindés soviétiques, qui ont éprouvé de la difficulté à manœuvrer, particulièrement dans des rues étroites, et à rivaliser en mobilité avec les jeunes combattants hongrois, dont certains étaient des enfants. Les forces mécanisées soviétiques se sont aussi trouvées gênées du fait qu'elles n'étaient pas assez appuyées par l'infanterie et que les troupes n'étaient pas suffisamment ravitaillées. Des témoignages montrent qu'un certain nombre de soldats russes détestaient la mission qui leur était confiée. Ceux qui avaient passé quelque temps en Hongrie avaient souvent des relations amicales avec des Hongrois et dont beaucoup pouvaient s'adresser à eux en russe. Il y a eu un certain nombre de cas de fraternisation avec les Hongrois²⁰.

E. — Les conseils révolutionnaires et les conseils d'ouvriers

62. La plupart des troupes soviétiques disponibles avaient été envoyées à Budapest et, pendant ce temps, il y avait relativement peu de combats en province. Là, pendant les premiers jours de l'insurrection, on a assisté à un transfert du pouvoir, qui est passé de la bureaucratie communiste aux nouveaux conseils d'ouvriers et conseils révolutionnaires. Dans la plupart des cas, ces conseils ont pris le pouvoir sans opposition, encore que des incidents se soient parfois produits. Les conseils représentaient une réaction spontanée contre les méthodes dictatoriales du régime. Les conseils révolutionnaires ont assumé les diverses responsabilités de l'administration locale. Il y a eu aussi des conseils ou des comités révolutionnaires dans l'armée, dans les services ministériels, dans les professions libérales et dans des services tels que la radio et l'Agence télégraphique hongroise. Les membres des conseils étaient généralement choisis au cours d'une réunion des intéressés. Ils étaient censés préparer l'institution d'un système de gouvernement vraiment démocratique. Les conseils ont aussi énoncé diverses revendications politiques et économiques, demandant le retrait des troupes soviétiques, des élections libres au scrutin secret, une complète liberté d'expression et la suppression du parti unique. Celui de ces organes qui a exercé le plus d'influence a probablement été le Conseil national transdanubien, qui représentait la population de la Hongrie occidentale. Utilisant la station de radio libre de Győr, ce Conseil a demandé avec insistance que la Hongrie dénonce le Traité de Varsovie et proclame sa neutralité. Il se proposait de constituer un gouvernement indépendant s'il n'était pas donné suite à ses revendications²¹.

63. Les conseils d'ouvriers se sont constitués dans des centres d'activité divers : usines, mines, entreprises industrielles, etc. Ils ont eux aussi avancé des revendications politiques et ont exercé une influence considérable. Mais leur objet essentiel était de permettre aux ouvriers d'avoir vraiment leur mot à dire dans la gestion des entreprises, et de préparer la création de dispositifs destinés à protéger leurs intérêts. Des mesures impopulaires, telles que la fixation de « normes » de production pour chaque travailleur, ont été rapportées. L'apparition des conseils

¹⁷ Chap. X, par. 472-475.

¹⁸ Chap. IV, par. 154; chap. VI, par. 226; chap. X, par. 479.

¹⁹ Chap. VI, par. 225-229.

²⁰ Chap. IV.

²¹ Chap. XI, deuxième partie.

révolutionnaires et des conseils d'ouvriers dans toute la Hongrie a été l'un des traits les plus caractéristiques de l'insurrection. Elle a représenté la première mesure pratique tendant à rétablir l'ordre et à réorganiser l'économie hongroise sur une base socialiste, mais sans que le Parti exerce son contrôle rigide ou que la terreur sévisse²².

F. — Les événements politiques

64. Un incident sérieux s'est produit le 25 octobre, qui a considérablement aigri la population et détourné les sympathies populaires de M. Nagy, dont le rôle dans l'invitation qui aurait été adressée aux troupes soviétiques demeurerait obscur. Des chars soviétiques qui gardaient le Palais du Parlement — où le Président du Conseil des ministres avait ses bureaux — ont, pour défendre l'AVH, ouvert le feu sur des manifestants non armés. Ce massacre, au cours duquel beaucoup de gens ont perdu la vie, a bouleversé le pays²³. Ce que le peuple hongrois ne savait pas, à ce moment-là, c'était que M. Nagy était détenu au siège du Parti communiste alors que les chars soviétiques tiraient sur la foule sans armes²⁴.

65. Le même jour, les insurgés ont été encouragés en apprenant qu'Ernő Gerő avait été remplacé comme Premier Secrétaire du Comité central du Parti par János Kádár. Le lendemain, M. Gerő, pour assurer sa sécurité, a cherché refuge auprès de chars soviétiques — avant de gagner le territoire soviétique. M. András Hegedüs, Vice-Président du Conseil des ministres et ancien Président du Conseil, s'est aussi enfui du siège du Parti communiste²⁵.

66. M. Nagy était maintenant libre de s'installer au Palais du Parlement. Le 27 octobre, il a constitué un ministère en faisant appel à la participation tant de communistes que de non-communistes. Parmi ces derniers, on peut citer Zoltán Tildy, ancien Chef d'Etat, Béla Kovács, ancien Secrétaire général du Parti des petits propriétaires indépendants, et Ferenc Erdei, du Parti national paysan. Cependant, les non-communistes étaient en fonctions à titre personnel, non en qualité de représentants de leur parti, et plusieurs « staliniens » avaient été gardés dans le ministère²⁶.

67. Immédiatement après le départ de MM. Gerő et Hegedüs, le Comité central du Parti des travailleurs hongrois (Parti communiste) a annoncé que le gouvernement entamerait des négociations avec l'URSS en vue du retrait immédiat des forces soviétiques²⁷. Le 28 octobre, le Gouvernement de M. Nagy a ordonné un cessez-le-feu²⁸. Les conditions du cessez-le-feu étaient, dans une large mesure, celles des insurgés. Non seulement les combattants avaient adopté avec succès la tactique des guerillas, mais encore des groupes importants d'insurgés avaient résisté aux blindés soviétiques dans des nids de résistance tels que le pâté de maisons où se trouve le cinéma Corvin. A la caserne Kilian, des unités de l'armée hongroise avaient repoussé des attaques répétées, sous la direction du colonel Pál Maléter, passé du côté des insurgés alors qu'on l'avait envoyé les combattre.

68. Le jour même où le Gouvernement Nagy ordonnait le cessez-le-feu, le Président du Conseil a annoncé qu'il supprimerait l'AVH une fois l'ordre rétabli. Le ressentiment populaire contre l'AVH était si universel et si profond que M. Nagy a dû prendre cette décision capitale dès le lendemain, le 29 octobre²⁹. Il se libérait ainsi lui-même pour la première fois du contrôle de l'AVH, qui agissait pour le compte des dirigeants communistes. La conséquence inévitable était la chute d'un régime pour lequel, dans toute la Hongrie, seule l'AVH était prête à combattre. Le 30 octobre, M. Nagy annonçait que le Cabinet avait supprimé le « système du parti unique ». Prenant la parole au nom du Parti communiste, M. Kádár, qui était encore Premier Secrétaire du Comité central, a approuvé cette mesure qui était destinée, a-t-il dit, à éviter « de nouvelles effusions de sang ». Zoltán Tildy, ancien Chef du Parti des petits propriétaires indépendants, a annoncé que des élections libres auraient lieu dans toute la Hongrie. Des représentants du Parti des petits propriétaires indépendants et du Parti national paysan entrèrent dans le ministère restreint, où les deux partis comptèrent, à eux deux, autant de postes que les communistes. Un poste était réservé pour un social-démocrate³⁰.

69. Une fois l'AVH dissoute, M. Nagy s'est senti libre d'expliquer sa conduite du 24 octobre et des jours qui avaient suivi. La presse et la radio ont publié une série de déclarations émanant de lui-même ou faites en son nom. La plus importante de ces déclarations faisait savoir que M. Nagy n'avait signé aucun décret demandant l'intervention militaire des Soviets ou proclamant la loi martiale. Il a aussi été déclaré que M. Nagy n'avait pas approuvé par la suite l'appel adressé aux forces soviétiques. Ces éclaircissements ainsi que les mesures politiques adoptées par M. Nagy ont permis de dissiper dans l'esprit du peuple les doutes qui existaient au sujet de son attitude à l'égard de l'insurrection et sa popularité revint rapidement³¹.

70. Bien qu'un cessez-le-feu eût été ordonné le 28 octobre, quelques escarmouches isolées ont eu lieu après cette date, mais le cessez-le-feu est devenu pleinement effectif quand le nouveau ministère est entré en fonctions le 30 octobre. Le même jour, les forces armées soviétiques ont commencé à se retirer de Budapest. L'attente générale était que les négociations en vue de leur évacuation complète du territoire hongrois allaient bientôt aboutir³². Un grand nombre d'organes révolutionnaires³³, les nouveaux partis politiques³⁴, les journaux³⁵ qui commençaient à apparaître dans les rues, tous secondaient les efforts du gouvernement en vue de mettre un terme aux dernières manifestations de désordre. Cependant, un grand nombre de témoins dignes de foi ont rapporté qu'il ne s'est produit aucun pillage, bien qu'un grand nombre de vitrines de magasins aient été détruites et que des objets de valeur, même des bijoux, soient restés à portée de la main des passants sans que

²² Chap. XI, première partie.

²³ Chap. X, par. 481-482.

²⁴ *Ibid.*, par. 483, et chap. VI, par. 246-254.

²⁵ Chap. VI, par. 255-256.

²⁶ Chap. XII, par. 565-571.

²⁷ Chap. VI, par. 238.

²⁸ Chap. IV, par. 170.

²⁹ Chap. XII, par. 572.

³⁰ *Ibid.*, par. 573-575.

³¹ Chap. VI, par. 241-245.

³² Chap. VIII, par. 330.

³³ Chap. XI, par. 510-536 et 556-557.

³⁴ Chap. XII, par. 576-587.

³⁵ *Ibid.*, par. 587, note 4.

personne les prenne. Des centaines de bâtiments à Budapest avaient été démolis à la suite des combats, et des milliers d'autres ont été gravement endommagés³⁶ encore que quelques quartiers eussent peu souffert.

71. Les jours qui ont suivi le cessez-le-feu jusqu'au 4 novembre, la population de Budapest a commencé à enlever les moellons et le verre brisé, à rétablir l'ordre et une situation normale³⁷. Il était généralement entendu que le travail reprendrait le lundi 5 novembre³⁸. La dissolution de l'AVH, la confiance dont jouissait à nouveau M. Nagy, la victoire de ceux qui avaient pris part à l'insurrection, tout cela contribuait à créer un sentiment général de bien-être et d'espoir, qui a impressionné tous les observateurs. Le 2 novembre, le gouvernement a invité les agents de l'AVH à se présenter aux autorités en vue de comparaître devant un comité d'enquête et, dès le lendemain, un très grand nombre d'anciens agents de la police de sécurité se sont présentés au Parquet. Dans le même temps, les prisonniers politiques qu'ils avaient détenus et torturés étaient libérés par le peuple. Le plus célèbre des prisonniers politiques remis en liberté a été le cardinal Mindszenty, qui est rentré à Budapest et, par radio, s'est adressé à la nation. Il semble qu'au moment où les prisons ont été ouvertes, on ait libéré également des criminels de droit commun. Le 1^{er} novembre, les combattants de la liberté, tout en préservant leur identité, ont accepté d'être incorporés dans une garde nationale³⁹ dont les membres seraient les seuls Hongrois — en dehors de l'armée et de la police — autorisés à être armés.

72. Le 3 novembre, un nouveau gouvernement était formé. Plusieurs communistes étaient démis de leurs fonctions (certains d'entre eux avaient été chassés de leur ministère par leur propre personnel). Les communistes, les sociaux-démocrates et les petits propriétaires indépendants se sont vu attribuer trois portefeuilles chacun, et le Parti Petöfi deux portefeuilles. Les partis de la coalition étaient les mêmes que ceux qui, en 1945, avaient reçu la bénédiction de la Commission de contrôle alliée, où l'URSS était représentée. Imre Nagy était maintenant le chef d'un gouvernement provisoire. Le peuple voyait en lui un bon Hongrois à qui l'on pouvait confier le soin d'organiser les élections générales libres réclamées par tous les conseils révolutionnaires et conseils d'ouvriers et un homme bien placé pour négocier avec les dirigeants soviétiques le retrait des troupes russes et les relations futures avec l'URSS. Pál Máteier, l'un des chefs de la révolution qui inspirait le plus confiance, devenu général, avait été nommé Ministre de la défense. Plusieurs dirigeants ont fait des déclarations rassurantes sur la politique qui allait être suivie⁴⁰. Ferenc Farkas, Ministre d'Etat et membre du Parti national paysan, a annoncé que les quatre partis étaient unanimes à vouloir garder, conformément à la volonté du peuple, toutes les réalisations socialistes compatibles avec un régime libre, démocratique et socialiste⁴¹. Il a été expliqué sans équivoque que la condamnation de l'ancien système, condamnation qui s'était traduite par l'insurrection, n'aurait pas de répercussion sur les réformes en vertu desquelles la

propriété des exploitations agricoles et industrielles été transférée. Les partis paysans n'étaient pas d'accord sur tous les points avec les sociaux-démocrates, mais étaient, eux aussi, fermement opposés au rétablissement des grands domaines, comme ils l'étaient à la collectivisation forcée et aux livraisons obligatoires de produits imposées par le régime communiste.

73. Le Parti communiste s'est lui-même rendu compte qu'il lui fallait réviser radicalement ses méthodes. Il voulait regagner la confiance de ses partisans dès le 1^{er} novembre, vers 21 h. 50, M. Kádár a donné l'ordre à Radio-Budapest d'un message du Comité préparatoire chargé de réformer le parti sous le nom de Parti social des travailleurs hongrois. Il a parlé de l'insurrection au cours de laquelle « les écrivains, journalistes et étudiants communistes, les jeunes du Cercle Petöfi, appuyés par des milliers d'ouvriers et de paysans, ainsi que par d'anciens combattants qui avaient été injustement emprisonnés, ont combattu en première ligne contre le capitalisme rakosiste et le gangstérisme politique ». Le nouveau Parti défendrait la cause du socialisme et de la démocratie, « non pas en imitant servilement les exemples étrangers, mais en s'engageant dans une voie qui conviendrait aux particularités historiques et économiques de l'histoire hongroise ». M. Kádár s'est adressé aux partis démocratiques nouvellement créés pour « disparaître le danger » de l'intervention étrangère en consolidant le gouvernement. Le peuple hongrois a prouvé sa volonté inébranlable d'appuyer les efforts déployés par le gouvernement pour obtenir le retrait complet des forces soviétiques. « Nous ne voulons pas vivre dans la dépendance. Nous ne voulons pas que notre pays devienne un champ de bataille⁴². »

H. — La déclaration de neutralité

74. Le matin du 1^{er} novembre, M. Nagy a assumé directement la responsabilité des affaires étrangères. Il a convoqué l'Ambassadeur soviétique, et lui a fait savoir que le Gouvernement hongrois avait appris de son autorité que de nouvelles unités soviétiques étaient entrées en Hongrie. Il a informé l'Ambassadeur que son action constituait une violation du Traité de Varsovie, que le Gouvernement hongrois dénoncerait le Traité si les renforts n'étaient pas retirés. Plus tard dans la journée, l'Ambassadeur soviétique a déclaré que les troupes soviétiques n'avaient franchi la frontière que pour assurer la relève des troupes qui avaient combattu et protéger la population civile russe en Hongrie. Le Gouvernement soviétique, a-t-il dit, était prêt à négocier un retrait partiel des troupes soviétiques; on pourrait charger des commissions de discuter, l'une des questions politiques et l'autre des questions techniques soulevées par le retrait des forces soviétiques. A 14 heures, M. Nagy a téléphoné à l'Ambassadeur, l'informant que de nouvelles troupes soviétiques avaient franchi la frontière au cours des dernières heures. En conséquence, la Hongrie dénonçait le Traité de Varsovie, cette décision prenant effet immédiatement. A 16 heures, le Conseil des ministres, comprenait M. Kádár, a approuvé cette décision sans opposition; au cours de la même réunion, il a déclaré la Hongrie neutre. A 17 heures, le Conseil des ministres a convoqué l'Ambassadeur soviétique et l'a informé

³⁶ Chap. XIV, par. 748.

³⁷ Chap. XI, par. 511.

³⁸ *Ibid.*, par. 559.

³⁹ *Ibid.*, par. 522.

⁴⁰ Chap. XII, par. 588-591.

⁴¹ *Ibid.*, par. 592.

⁴² Chap. VII, par. 280-284.

ces décisions. Le Gouvernement hongrois a mis plusieurs chefs de mission diplomatique à Budapest au courant de ces événements, ainsi que d'une requête adressée par M. Nagy à l'Organisation des Nations Unies, dans laquelle il demandait l'aide des quatre grandes Puissances pour défendre la neutralité hongroise. A 19 h. 54, dans une allocution radiodiffusée au peuple hongrois, M. Nagy a donné lecture de la Déclaration de neutralité. Son allocution se terminait par ces mots : « Nous demandons solennellement à nos voisins, aux pays qui sont près de nous et à ceux qui en sont loin, de respecter la décision immuable de notre peuple. Car il est bien vrai que les habitants de la Hongrie se sont montrés plus unis, au moment de prendre cette décision, qu'à toute autre époque de leur histoire. Travailleurs hongrois, qui vous comptez par millions, veillez à ce que votre foi révolutionnaire, vos sacrifices et le maintien de l'ordre protègent et fortifient notre pays : la Hongrie libre, indépendante, démocratique et neutre⁴³. »

I. — Les forces soviétiques interviennent de nouveau

75. Tandis que l'on recevait des dépêches annonçant des concentrations de forces armées soviétiques, les négociations se poursuivaient en vue du retrait des troupes soviétiques de Hongrie. Dans l'après-midi du 3 novembre, l'accord paraissait proche et il ne restait à régler que certains détails techniques touchant le retrait. Une délégation hongroise composée du général (anciennement colonel) Maléter, Ministre de la défense, de M. Ferenc Erdei, Ministre d'Etat, du général Kovacs, Chef d'état-major et du colonel Szucs, a été invitée à régler ces détails au Quartier général soviétique à Tókök près de Budapest, à 22 heures. Les négociateurs hongrois ont assisté à un banquet donné en leur honneur par les représentants militaires soviétiques à Tókök. Il était près de minuit quand la réception a été interrompue par l'arrivée du général Serov, chef de la police de sécurité soviétique, qui a pénétré dans la salle accompagné d'agents du NKVD et ordonné l'arrestation de la délégation hongroise⁴⁴.

76. Les communications ayant été interrompues entre le Gouvernement de M. Nagy et le général Maléter, on a commencé à éprouver une vive inquiétude au Palais du Parlement. Pendant la nuit, la gravité de la situation a été mise en lumière par de nombreuses communications téléphoniques reçues au Palais du Parlement. Ces communications venaient des banlieues industrielles de Budapest et de plusieurs conseils révolutionnaires de province. Tous les correspondants signalaient que des forces soviétiques, en formation de combat, ne cessaient de progresser, et les organes révolutionnaires demandaient d'urgence la permission de s'opposer à cette avance par la force. On a estimé qu'environ 2.500 tanks et 1.000 véhicules d'appui soviétiques étaient en Hongrie le 3 novembre. Les centres stratégiques, les aérodromes⁴⁵, les voies ferrées et les routes étaient tous passés sous contrôle soviétique. Cependant, M. Nagy a donné expressément l'ordre de ne pas ouvrir le feu sur les troupes russes car il croyait que l'on comptait encore voir aboutir les négociations en vue du retrait des troupes soviétiques.

Cet ordre n'a été rapporté qu'après l'annonce de la création d'un autre gouvernement par M. Kádár. M. Nagy a convoqué alors un conseil de cabinet où il fut décidé de résister aux troupes soviétiques par la force. Prenant la parole au micro de Radio-Budapest à 5 h. 20, M. Nagy a annoncé que les troupes soviétiques avaient attaqué la capitale « dans l'intention manifeste de renverser le gouvernement légal et démocratique de la Hongrie ». Il a ajouté que son Gouvernement était à son poste et que les troupes hongroises combattaient. En fait, on se battait sur les grandes routes aux environs de Budapest. Malgré la supériorité écrasante des forces soviétiques, les barricades construites à la hâte par les combattants hongrois, ont constitué un premier obstacle à l'avance russe. L'armée hongroise, la garde nationale et des groupes de combattants de la liberté qui étaient pour la plupart équipés uniquement d'armes légères luttèrent côte à côte contre les chars qui progressaient. Peu après 8 h., Radio-Budapest se faisait entendre pour la dernière fois ; c'était un appel invitant les écrivains et les savants du monde à aider le peuple hongrois. Les unités blindées soviétiques avaient alors percé les défenses de Budapest et elles contrôlaient les ponts du Danube, le Palais du Parlement et le central téléphonique principal⁴⁶.

J. — M. Kádár constitue un gouvernement

77. A 5 h. 5, un quart d'heure à peine avant que M. Nagy annonçât à la radio la deuxième intervention soviétique, un autre poste émetteur avait annoncé la formation d'un gouvernement par M. Kádár. Le communiqué comprenait une lettre ouverte, signée par M. Kádár et trois autres anciens membres du Gouvernement Nagy. Les signataires déclaraient qu'ils avaient quitté le Gouvernement Nagy le 1^{er} novembre, parce que ce gouvernement était incapable de lutter contre le « danger contre-révolutionnaire ». Pour écraser « le fascisme et la réaction » ils avaient constitué le Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans de Hongrie. A 6 h., on a entendu la voix de M. Kádár sur la même longueur d'onde annoncer la composition de son gouvernement. Il a déclaré que des éléments réactionnaires cherchaient à renverser le socialisme en Hongrie et à ramener les capitalistes et les propriétaires terriens au pouvoir. Le nouveau gouvernement, disait M. Kádár, avait demandé l'aide des troupes soviétiques pour vaincre ces « forces réactionnaires »⁴⁷.

78. M. Kádár n'a nullement expliqué pourquoi il avait changé d'attitude depuis la soirée du 1^{er} novembre où il avait annoncé à la radio qu'il appuyait M. Nagy⁴⁸. Rien ne prouve qu'il ait fait quoi que ce soit pour se désolidariser de la politique de M. Nagy ou pour démissionner de son gouvernement. On sait que M. Kádár s'était rendu à l'ambassade soviétique après son allocution radiodiffusée de la soirée du 1^{er} novembre, mais qu'il était présent lors de négociations avec des représentants des conseils révolutionnaires le lendemain⁴⁹. Si les circonstances dans lesquelles il a constitué son cabinet sont mystérieuses, ses mouvements et ceux de ses collègues à l'époque ne le sont pas moins. D'après des

⁴³ Chap. VIII, par. 336-340.

⁴⁴ *Ibid.*, par. 341-345, et chap. VII, par. 290.

⁴⁵ Chap. IV, par. 178-184.

⁴⁶ Chap. VII, par. 289 et 291-295.

⁴⁷ *Ibid.*, par. 289 et 296-297.

⁴⁸ *Ibid.*, par. 287.

⁴⁹ Chap. XI, par. 537.

témoins, M. Kádár était à Moscou au début novembre et ni lui ni ses ministres ne se montrèrent en public à Budapest avant leur prestation de serment le 7 novembre. L'autorité en Hongrie appartenait au Commandement militaire soviétique; c'était lui qui donnait des ordres au peuple hongrois touchant la remise des armes, la circulation dans les rues, le ravitaillement et d'autres questions relevant de l'administration civile. Rien ne permet de penser qu'aucun groupement hongrois se soit opposé aux actions de M. Nagy qui, dans la plupart des cas, ne faisaient que correspondre aux revendications sur lesquelles les conseils révolutionnaires et les conseils d'ouvriers avaient insisté depuis le début du soulèvement. Tous les éléments de preuve montrent que les troupes soviétiques ont combattu seules contre les Hongrois. A l'exception d'anciens agents de l'AVH et de quelques anciens fonctionnaires du Parti, aucun Hongrois, organisé ou non, n'a lutté aux côtés des Russes⁵⁰. Une bonne partie des troupes fraîches amenées en Hongrie pour la deuxième intervention soviétique venaient de régions éloignées de l'Asie centrale. Beaucoup de ces soldats croyaient qu'ils étaient en Egypte et que leur mission était de combattre les « impérialistes » anglo-français. Il semblerait que les autorités soviétiques avaient plus confiance dans des troupes n'ayant pas eu l'occasion d'être influencées par des contacts européens et dont on pouvait penser qu'elles seraient indifférentes à l'attitude du peuple hongrois.

79. Une fois Budapest occupée par les forces soviétiques, la résistance s'est poursuivie localement dans divers centres. De durs combats ont eu lieu jusqu'au mardi soir, 6 novembre; la plupart des combattants hongrois avaient alors épuisé leurs munitions. Quelques nids de résistance ont tenu cependant dans la ville jusqu'au 8 et, dans les banlieues industrielles, les combats ont continué jusqu'au 11. Les forces armées soviétiques qui, bien souvent, ont dirigé le feu de leurs canons contre les façades des immeubles ont causé de lourdes pertes matérielles et humaines. Pendant cette deuxième intervention des troupes soviétiques, les combats les plus violents ont eu lieu dans les faubourgs ouvriers de Budapest, tels qu'Ujpest et l'île de Csepel. Les ouvriers de Csepel ont rejeté plusieurs appels à la reddition lancés par les Soviétiques, et ils ont résisté jusqu'au 9 novembre au soir, malgré des tirs d'artillerie venant de plusieurs directions, complétés par des bombardements aériens. Dans le grand centre industriel de Dunapentele, anciennement Sztálinváros, les ouvriers ont fait preuve d'une égale volonté de résistance aux troupes soviétiques. Le 7 novembre, la bataille a fait rage toute la journée, les ouvriers ont repoussé une attaque soviétique lancée de trois directions avec un important contingent de blindés, des canons automoteurs et des appareils de l'aviation tactique. Des témoins oculaires ont décrit l'unité totale — indépendamment de leur appartenance politique ou religieuse — des ouvriers d'usine, des officiers hongrois et des hommes de la garnison locale. Seuls les anciens agents de l'AVH, a-t-on dit, rejetaient la politique du Conseil révolutionnaire⁵¹.

K. — L'enlèvement de M. Nagy⁵²

80. Lorsque le Gouvernement de M. Nagy a été renversé par les forces armées soviétiques, ce sont les autorités militaires russes — et non le gouvernement de M. Kádár — qui ont exercé le pouvoir. Le sort de M. Nagy et de son entourage immédiat n'a pas tardé à montrer que le Gouvernement hongrois était dans l'incapacité de maintenir son indépendance souveraine en face des interventions soviétiques. M. Nagy a quitté le Palais du Parlement vers 6 heures du matin le 4 novembre et a cherché asile à l'ambassade de Yougoslavie, où il a été rejoint dans la journée par d'autres personnalités hongroises — dont la veuve de László Rajk — avec quinze femmes et dix-sept enfants. Au cours des négociations qui ont eu lieu en novembre — entre le Gouvernement yougoslave et M. Kádár — le Gouvernement yougoslave a proposé que M. Kádár garantisse par écrit que M. Nagy et les membres de son groupe seraient autorisés à regagner librement leurs domiciles ou, si cela n'était pas possible, à se rendre en Yougoslavie. M. Kádár ayant suggéré que M. Nagy et son groupe cherchent refuge en Roumanie, cette suggestion a été rejetée par M. Nagy. Le Gouvernement de M. Kádár a présenté d'autres demandes que M. Nagy a jugées inacceptables; il a suggéré notamment que M. Nagy démissionne de ses fonctions gouvernementales, fasse l'autocritique de ses actes et se déclare favorable au Gouvernement de M. Kádár. Finalement, le Gouvernement yougoslave a écrit à M. Kádár qu'il n'accepterait le départ de M. Nagy et de ses amis que si M. Kádár, en tant que Président du Gouvernement hongrois, garantissait par écrit que les membres du groupe auraient un sauf-conduit leur permettant de regagner en toute liberté leurs domiciles respectifs. Dans sa réponse, M. Kádár a confirmé par écrit que le Gouvernement hongrois ne désirait pas prendre de sanctions contre Imre Nagy et les membres de son groupe pour leurs actes passés.

81. Le lendemain, 22 novembre, à 18 h. 30, un autobus est arrivé à l'Ambassade de Yougoslavie pour emmener chez eux les membres du groupe. Des militaires soviétiques se sont présentés et ont insisté pour monter à bord de l'autobus, ce sur quoi l'Ambassadeur de Yougoslavie a demandé que deux fonctionnaires de l'ambassade accompagnent l'autobus pour s'assurer que M. Nagy et les membres de son groupe parviendraient à leurs domiciles comme convenu. L'autobus s'est rendu au Quartier général du Commandement militaire soviétique, où un lieutenant-colonel russe a ordonné aux deux fonctionnaires yougoslaves de se retirer. L'autobus est alors parti pour une destination inconnue, escorté par des voitures blindées soviétiques.

82. Dans une note verbale, le Gouvernement yougoslave a flétri l'acte commis par les Hongrois comme « une violation flagrante de l'accord conclu ». Il précisait dans cette note que M. Nagy et les membres de son groupe avaient refusé de se rendre en Roumanie et il déclarait que l'acte des Hongrois était absolument contraire aux pratiques de droit international généralement acceptées. En dépit de cette réaction, le Gouvernement de M. Kádár a annoncé publiquement que M. Nagy et quelques-uns de ses collègues qui avaient cherché refuge à l'Ambassade de Yougoslavie étaient partis pour la Roumanie sur leur

⁵⁰ Chap. XIII, par. 597-600.

⁵¹ Chap. V, par. 204-214.

⁵² Chap. XIII, par. 630-639.

demande car ils avaient sollicité précédemment l'autorisation de se rendre dans le territoire d'un autre pays socialiste.

L. — L'occupation militaire soviétique

83. L'intervention du Commandement militaire soviétique, après l'arrangement conclu entre le Gouvernement de M. Kádár et l'Ambassade de Yougoslavie, montre à quel point M. Kádár était soumis aux forces soviétiques. S'étant emparées de la Hongrie par une intervention armée, les autorités soviétiques se sont trouvées obligées, par suite de l'arrêt complet des rouages administratifs, d'administrer un pays dont elles avaient renversé le Gouvernement soutenu par le peuple. Le Gouvernement de M. Kádár installé par les Soviétiques n'avait pas de partisans dans le pays, sauf quelques agents de l'ancienne AVH et quelques officiers supérieurs de l'armée hongroise ainsi qu'un petit groupe d'anciens fonctionnaires du Parti communiste relevés de leurs fonctions pendant l'insurrection. Ayant brisé la résistance armée du peuple hongrois par une attaque massive, les autorités soviétiques ont eu à faire face à la résistance passive de la population hongroise. Elle était particulièrement marquée chez les ouvriers, qui avaient supporté la plupart des combats. Dans les districts industriels et miniers, ils maintenaient fermement leurs revendications⁵³.

84. Se trouvant aux prises avec cette résistance de toute la nation, le Commandement militaire soviétique a commencé par recourir à des arrestations massives⁵⁴. Nombre des personnes ainsi arrêtées n'avaient pas participé directement aux combats. Fréquemment, les prisonniers n'étaient pas remis aux autorités hongroises mais entassés dans des trains ou des camions et déportés, sous escorte russe, en URSS. Dans certains cas, en raison de l'activité des résistants et des cheminots hongrois, il a fallu faire circuler les trains avec un personnel entièrement russe. On ne possède pas de chiffres précis quant au nombre des citoyens hongrois déportés, mais il s'élève certainement à plusieurs milliers. En janvier 1957, quelques-uns d'entre eux avaient été renvoyés en Hongrie, mais il semblerait qu'un nombre considérable reste encore en URSS⁵⁵.

85. Cherchant à gagner l'appui populaire, M. Kádár a annoncé que la politique de son gouvernement serait de faire droit à diverses revendications présentées lors de l'insurrection. Il s'agissait notamment de l'élévation du niveau de vie des travailleurs, de la direction des usines par les conseils d'ouvriers et de l'abolition des livraisons obligatoires de produits agricoles par les paysans. Ces promesses, toutefois, n'ont pas suffi à satisfaire le peuple hongrois qui a continué à réclamer avec instance le retrait des troupes soviétiques, des élections libres et le retour de M. Nagy⁵⁶. Depuis le 23 octobre, la production industrielle était complètement désorganisée en Hongrie et la situation a continué à s'aggraver après le 4 novembre, les ouvriers refusant de reprendre le travail jusqu'à ce que le gouvernement montrât qu'il satisferait leurs revendications.

86. Comme du temps du Ministère Nagy, les conseils d'ouvriers demeuraient les principaux truchements par

lesquels ces revendications étaient portées à la connaissance du Gouvernement de M. Kádár. Le résultat des négociations a laissé les conseils absolument insatisfaits. Le 14 novembre, les conseils d'usines ont créé le Conseil des ouvriers du Grand Budapest afin de former un front unique. Jusqu'à sa dissolution le 9 décembre, ce Conseil s'est efforcé de parvenir à un accord avec M. Kádár et son gouvernement. Il est apparu nettement à l'attitude du gouvernement que celui-ci n'était pas à même de donner satisfaction aux revendications des ouvriers. Entre-temps, pour s'assurer le contrôle du pays, on a organisé de nouvelles forces de sécurité comprenant nombre d'anciens agents de l'AVH. On a sapé progressivement l'autorité des conseils d'ouvriers par l'arrestation de certains de leurs membres et par le noyautage, des postes-clefs étant confiés aux hommes sûrs du Parti. Le Conseil des ouvriers du Grand Budapest ayant ordonné une grève de protestation de quarante-huit heures pour les 11 et 12 décembre, le gouvernement a promulgué un décret dissolvant tous les conseils d'ouvriers au-dessus de l'échelon usine. On a pris aussi des décrets rendant passibles de la peine de mort un grand nombre de délits, notamment la participation à une grève⁵⁷.

87. Les usines hongroises étaient restées à peu près improductives pendant près de deux mois. Les centrales électriques n'avaient produit qu'une quantité minimum d'électricité en raison de la grève perlée des mineurs hongrois. Cependant, les travailleurs hongrois ne pouvaient employer indéfiniment l'arme de la résistance passive. Vers le milieu de décembre, l'implacable nécessité avait amené une reprise du travail; les ouvriers hongrois ont eu alors à compter dans les usines et les mines de charbon avec un élément nouveau: la présence de soldats russes.

M. — Les événements récents⁵⁸

88. Parmi les autres mesures prises par le Gouvernement de M. Kádár pour établir son autorité sur le peuple hongrois, il faut citer la création, le 20 décembre, d'un Office national de l'information chargé de contrôler la presse. Les quelques journaux qui ont commencé à paraître comme « indépendants » ont été graduellement amenés à suivre la ligne officielle. Le Conseil révolutionnaire des intellectuels a été dissous le 9 décembre et l'Union des écrivains, qui avait flétri l'intervention soviétique en Hongrie en la qualifiant de « faute historique », a été dissoute le 21 avril. Le Cercle Petöfi a lui aussi cessé son activité et les Hongrois n'ont plus eu aucune tribune d'où faire entendre leurs idées. Tout espoir d'un gouvernement de coalition s'est évanoui bien que, dans les négociations avec M. Kádár, les principaux partis démocratiques aient clairement précisé qu'ils acceptaient que les moyens de production soient propriété de l'Etat et qu'ils étaient disposés « à défendre les réalisations socialistes ». A partir du début de 1957, les organisations non communistes ont été, en fait, exclues de tout rôle dans la vie publique. Il a été officiellement annoncé que le Parti social-démocrate ne serait pas autorisé à fonctionner, les dirigeants du Parti des petits propriétaires indépendants ont été écartés de la vie publique et le Parti Petöfi s'est pratiquement dissous.

⁵³ Chap. XIII, par. 617-621.

⁵⁴ *Ibid.*, par. 611.

⁵⁵ Chap. XV.

⁵⁶ Chap. XIV, par. 642-643.

⁵⁷ *Ibid.*, par. 643-662.

⁵⁸ *Ibid.*, par. 691-707.

Le mandat de l'Assemblée hongroise actuelle devait expirer le 17 mai 1957. Mais il a été prorogé de deux ans par un amendement à la Constitution, ce qui prive le peuple hongrois de la possibilité d'exercer son droit politique fondamental de participer à l'exercice du gouvernement par l'intermédiaire de représentants élus de son choix.

N. — Résumé des conclusions⁵⁹

89. Aux termes du mandat que lui avait donné l'Assemblée générale, le Comité spécial était chargé de mener une enquête complète et objective sur tous les aspects de l'intervention soviétique — par l'emploi de la force armée et d'autres moyens — en Hongrie et sur les effets de cette intervention sur l'évolution de la situation en Hongrie. En s'acquittant de ce mandat, le Comité a étudié une abondante documentation fournie par divers gouvernements ou obtenue d'autres sources et a interrogé en détail plus de témoins représentant toutes les couches de la société hongroise et dont les dépositions représentent deux mille pages de texte. L'Assemblée générale avait demandé que l'enquête ait lieu également en Hongrie, mais l'attitude du Gouvernement hongrois n'a pas permis au Comité de s'acquitter de cette partie de son mandat. Le Comité a résumé en treize points ses conclusions sur les faits essentiels concernant l'insurrection hongroise. Ces points sont les suivants:

i) Ce qui s'est produit en Hongrie a été une insurrection nationale spontanée provoquée par des griefs de longue date dont l'un était la situation d'infériorité de la Hongrie par rapport à l'URSS.

ii) L'insurrection a été dirigée par des étudiants, des ouvriers, des soldats et des intellectuels parmi lesquels il y avait de nombreux communistes ou anciens communistes. Les insurgés ont souligné que le socialisme démocratique devait être la base de la structure politique hongroise et que la réforme agraire et d'autres réalisations sociales devaient rester acquises. Il est faux de dire que l'insurrection ait été fomentée par des milieux réactionnaires en Hongrie ou qu'elle ait tiré ses moyens de milieux « impérialistes » occidentaux.

iii) L'insurrection n'était pas préméditée et, en fait, elle a surpris les participants eux-mêmes. Elle a coïncidé avec les événements au cours desquels la Pologne a réussi à se rendre plus indépendante de l'URSS et avec la déception causée par le discours prononcé par Ernő Gerő à son retour de Yougoslavie, le 23 octobre, alors qu'on espérait le voir adopter une attitude bienveillante à l'égard des revendications populaires formulées le 22 octobre par les étudiants hongrois.

iv) Il semble que les autorités soviétiques aient pris, dès le 20 octobre, des mesures en vue d'une éventuelle intervention militaire. Il est établi que des mouvements de troupe ont eu lieu ou ont été prévus dès cette date et que des troupes soviétiques venues d'autres pays ont été employées en Hongrie dès la première intervention. En Hongrie, des signes d'opposition étaient apparus avant le 23 octobre.

v) Les manifestations du 23 octobre ont été au début tout à fait paisibles; rien ne montre qu'aucun des mani-

festants ait eu l'intention de recourir à la force. Le revirement s'est produit quand l'AVH a ouvert le feu sur la foule qui se trouvait devant l'immeuble de la radio et lorsque les soldats russes sont apparus à Budapest comme des combattants ennemis.

vi) M. Nagy a établi qu'il n'a pas invité les autorités soviétiques à intervenir; le Comité ne dispose pas d'éléments de preuve quant aux circonstances dans lesquelles une invitation aurait été adressée à ces autorités et il n'a même pu établir si une telle invitation leur a été réellement adressée. Des considérations analogues s'appliquent à l'invitation que le Gouvernement de M. Kádár aurait adressée aux troupes soviétiques en leur demandant d'intervenir, la deuxième fois. Il existe de nombreux éléments de preuve qui démontrent que les forces soviétiques avaient préparé cette intervention depuis les derniers jours du mois d'octobre.

vii) M. Nagy n'a pas été libre tout d'abord d'exercer tous les pouvoirs d'un président du Conseil. Au moment où l'emprise de l'AVH s'est relâchée, le pouvoir véritable appartenait aux conseils révolutionnaires et aux conseils d'ouvriers. M. Nagy, constatant que ses compatriotes étaient unanimes à désirer une autre forme de gouvernement et le départ des troupes soviétiques, a fait cause commune avec les insurgés.

viii) Pendant les quelques jours où a régné la liberté, le caractère populaire du soulèvement s'est manifesté par l'apparition d'une presse et d'une radio libres et par des manifestations d'allégresse générale par la population.

ix) Les victimes des lynchages et des voies de fait auxquels la foule s'est livrée étaient, dans presque tous les cas, des agents de l'AVH ou des personnes dont on disait qu'elles avaient collaboré avec eux.

x) Les mesures prises au cours de cette période par les conseils d'ouvriers étaient destinées à donner aux ouvriers le contrôle effectif des entreprises nationalisées et à abolir des institutions impopulaires comme le système des normes de production. En même temps, des négociations se poursuivaient en vue du retrait complet des troupes soviétiques, et la vie à Budapest commençait à redevenir normale.

xi) Par opposition à ce qui s'est passé pendant cette période où l'on a réclamé le rétablissement des droits politiques, les divers gouvernements hongrois avaient, jusqu'au 23 octobre et surtout jusqu'à l'automne de 1955, violé les droits fondamentaux du peuple hongrois, et ces violations ont repris après le 4 novembre. Il faut considérer comme véridiques les nombreux récits des traitements inhumains et des tortures infligés par l'AVH. On a, pour écraser la révolution, déporté en Union soviétique de nombreux Hongrois, y compris des femmes, et certains n'ont peut-être pas été renvoyés chez eux.

xii) Depuis la seconde intervention soviétique, le 4 novembre, il n'y a eu aucun signe d'appui populaire en faveur du Gouvernement Kádár. M. Kádár a systématiquement anéanti le pouvoir des ouvriers. De strictes mesures répressives ont été imposées et les élections générales ont été retardées de deux ans. M. Kádár refusa, dans les circonstances présentes, de discuter du retrait des forces soviétiques. Sur les 190.000 Hongrois qui ont fui leur pays, il n'y en a qu'un petit nombre qui aient accepté l'invitation qui leur était faite d'y retourner.

⁵⁹ Chap. XVII.

xiii) L'Organisation des Nations Unies était fondée en droit à examiner la question hongroise, et l'on ne saurait se fonder sur le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte pour justifier des objections contre cet examen. L'intervention armée massive d'une Puissance sur le territoire d'une autre Puissance, dans l'intention avouée

de s'ingérer dans les affaires intérieures de cette dernière, doit, aux termes de la définition que l'Union soviétique elle-même a donnée de l'agression, être considérée comme une question dont la communauté internationale a lieu de se préoccuper.

Chapitre III

L'INSURRECTION VUE PAR L'URSS ET PAR LE GOUVERNEMENT DE JANOS KADAR

A. — Introduction

90. Le Comité regrette que le Gouvernement de M. Kádár lui ait par deux fois refusé l'autorisation de se rendre en territoire hongrois. Par ce refus, il a notamment privé le Comité de la possibilité de s'informer de première main de la façon de voir de ce Gouvernement. Le désir de présenter un tableau objectif des événements a guidé le Comité tout au long de son enquête. C'est pourquoi il a tenu à faire figurer dans son rapport l'exposé des opinions exprimées par le Gouvernement de l'URSS et le Gouvernement János Kádár.

91. Les pages qui suivent donnent un aperçu de ces opinions, dans la mesure où il a été donné au Comité d'en prendre connaissance. Les sources principales comprennent: les deux volumes déjà parus du Livre Blanc hongrois (*La contre-révolution et les événements d'octobre en Hongrie* et *Les forces contre-révolutionnaires dans les événements d'octobre de Hongrie*), publiés par l'Office d'information du Conseil des ministres de la République populaire hongroise, le mémoire adressé aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies sur la question de Hongrie, le 4 février 1957, par M. Péter Mód, Représentant permanent de la Hongrie¹, des déclarations faites devant le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale par des membres des délégations de l'URSS et de la Hongrie, et d'autres discours officiels ou articles parus dans des publications de caractère officiel.

92. Les vues exprimées par M. Imre Nagy trouvent leur place dans les chapitre VI et XII, où le Comité a réuni des renseignements relatifs aux actes et aux déplacements de M. Nagy pendant la durée de l'insurrection.

93. Le Comité tient à préciser que, s'il a fait figurer dans le présent rapport l'exposé des opinions soutenues par le Gouvernement de l'URSS et par le Gouvernement de M. Kádár, il n'entend pas les reprendre à son compte pour autant. En fait, cette interprétation des événements de Hongrie, comme le montrera la lecture de ce rapport, est en contradiction, sur de nombreux points, avec la documentation que le Comité a recueillie de témoins oculaires et d'autres sources dignes de foi, et qu'il considère comme satisfaisante.

94. On trouvera résumés ci-après les principaux points que le Gouvernement de l'URSS et le Gouvernement de M. Kádár ont cherché à établir.

B. — Les questions en jeu

95. « Tant qu'il y aura dans le monde des exploiters et des exploités, tant qu'il y aura des capitalistes qui

détiennent le pouvoir et une classe ouvrière » disait un éditorial que la *Pravda* consacrait le 18 décembre 1956 à la situation de Hongrie, « le conflit entre la bourgeoisie et le prolétariat restera le point de départ de toute analyse des événements historiques. Le révisionnisme s'est efforcé à maintes reprises d'arracher des mains de la classe ouvrière cette boussole marxiste qui permet d'apprécier correctement la direction des événements ».

96. Ces mots paraissent donner la clé des vues exprimées par le Gouvernement de l'URSS et le Gouvernement de M. Kádár sur l'origine et la nature de l'insurrection hongroise. Il semble qu'elles procèdent d'un désir de faire rentrer les événements dans un cadre préconçu que du souci de les étudier en examinant objectivement les faits. Le récit que le Gouvernement de l'URSS et le Gouvernement de M. Kádár font de ce qui s'est passé repose sur l'hypothèse qu'il faut considérer tous les événements historiques comme des aspects de la conception communiste du marxisme et de la lutte des classes et comme l'illustration d'un conflit permanent entre les « bons » éléments communistes et les « mauvais » éléments bourgeois. Tout en admettant que des erreurs et même des « crimes » puissent se produire dans une société communiste, les tenants de cette hypothèse estiment que la marche inéluctable de l'histoire ne tolère pas que ces fautes soient d'une gravité telle que la supériorité du système politique communiste s'en trouve mise en doute. Il suit que toute critique radicale, qui prendrait par exemple la forme d'une demande d'élections libres, serait l'expression, non pas du désir authentique d'améliorer la situation, mais d'efforts « bourgeois » dont le but est de tromper les masses laborieuses et de remettre le capitalisme au pouvoir. Le Comité a jugé, à la lumière des témoignages recueillis, que cette interprétation des événements de Hongrie était tout à fait insuffisante et complètement superficielle. Rien ne lui a permis non plus de conclure que le Gouvernement de l'URSS ou le Gouvernement de M. Kádár aient jusqu'à présent publié quoi que ce soit qui ressemble à un exposé objectif des faits qui étaient à l'origine de l'insurrection hongroise². Cependant, divers indices laissent à penser que les autorités soviétiques ont été déconcertées par l'insurrection spontanée de la population hongroise et que, semble-t-il, elles se sont efforcées d'obtenir de divers côtés des renseignements à ce sujet. Le Comité a appris par exemple que certains insurgés déportés en Union soviétique ont été minutieusement questionnés sur les causes et sur la nature de

¹ A/3521.

² Chap. XV, par. 733.

l'insurrection. Qu'un mouvement ouvrier se soit attaqué aux méthodes et aux idéaux chéris du communisme et aux emblèmes de l'Union soviétique pris comme symboles de ces méthodes est un phénomène qui semble avoir troublé les dirigeants soviétiques, et certains Hongrois ont eu l'impression que ceux qui les interrogeaient n'étaient pas sans sympathiser avec eux.

97. Dans le mémoire qu'elle a fait distribuer le 4 février, la délégation hongroise auprès de l'Organisation des Nations Unies déclare: « Le but de la contre-révolution hongroise était de rétablir le régime dirigé par les capitalistes et les grands propriétaires fonciers, qui n'ont jamais abandonné l'espoir depuis leur défaite de 1945. » L'article de la *Pravda* sur la Hongrie, auquel il a été fait allusion plus haut, laisse entendre que quiconque se prétend marxiste ne peut manquer de comprendre qu'une transformation radicale du système politique de la Hongrie équivaldrait inévitablement à une restauration du capitalisme.

98. C'est en se fondant sur ces considérations que les porte-parole du Gouvernement de l'URSS et du Gouvernement de János Kádár ont appelé l'attention sur ce qu'ils regardent comme deux éléments distincts de la situation hongroise. En premier lieu, le peuple hongrois avait un certain nombre de griefs légitimes, qui se sont exprimés aussi bien avant le 23 octobre 1956 qu'après cette date. Ces griefs portaient sur des erreurs et des insuffisances manifestes du Gouvernement présidé par Rákosi, qui n'avait pas été capable — pas plus que n'en ont été capables ses successeurs — de satisfaire les demandes même les plus justifiées³. En second lieu, les porte-parole de ces gouvernements soutiennent que les éléments réactionnaires de Hongrie et les milieux impérialistes étrangers ont profité de ces griefs légitimes et de l'agitation qui en résultait pour tromper le peuple et chercher à renverser par la violence la République démocratique populaire.

99. Dans l'avant-propos du Livre Blanc hongrois, *La contre-révolution et les événements d'octobre en Hongrie* (vol. 1), la politique de Rákosi est qualifiée de « criminelle ». Selon le Livre Blanc, cette politique avait provoqué « une indignation extrême et un large mouvement populaire ». Cependant, « les forces ténébreuses de la contre-révolution avaient dès le début essayé d'exploiter le mouvement... en vue de renverser le pouvoir du peuple ». (Souligné dans l'original.) « C'est la première fois depuis la défaite du facisme, à la fin de la deuxième guerre mondiale », déclarait le 22 novembre M. D. T. Chepilov, Ministre des affaires étrangères de l'URSS, devant l'Assemblée générale, « que le monde a vu les forces fascistes, regroupées dans la clandestinité, essayer ouvertement de lancer un défi aux forces de la démocratie et de prendre leur revanche par les armes ».

100. L'introduction du deuxième volume du Livre Blanc reprend ce thème de « la mise en route de la restauration capitaliste » et tire ce que l'auteur appelle « quelques constatations irréfutables ». Ce sont les suivantes:

« 1. Les fauteurs et les organisateurs de l'insurrection armée furent des agents étrangers, des émigrés horsthystes et les chefs des organisations clandestines travaillant dans le pays; ils ont participé en tant

qu'organisateurs aux mouvements de masse et sont devenus de plus en plus les dirigeants de ceux-ci.

» 2. Les représentants du régime déchu il y a douze ans avaient déjà commencé dans la capitale et dans de nombreuses villes, communes et cantons de province la restauration de l'ancien pouvoir, et l'émigration était déjà sur le point de s'emparer, de connivence avec ses agents du pays, de tout le pouvoir.

» 3. La campagne de haine déclenchée par *Radio Free Europe*, financée en dollars, dirigée d'Amérique et fonctionnant en territoire ouest-allemand, a joué un rôle important dans la préparation idéologique et dans la direction pratique de la contre-révolution, dans le déclenchement de la lutte armée, dans la non-observation du cessez-le-feu, dans l'hystérie massive aboutissant au lynchage de personnes innocentes, fidèles au peuple et à la patrie. Les dirigeants de cet émetteur sont tout particulièrement responsables de l'effusion de sang entre Hongrois, puis des incitations à la fuite vers l'Occident à la suite desquelles des milliers et des milliers de familles hongroises se trouvent dispersées.

» 4. L'objectif des rebelles contre-révolutionnaires devint de plus en plus évident après le 29 octobre: renverser le régime populaire socialiste et étendre sur la Hongrie la sphère d'intérêt du capitalisme occidental, en un mot, la restauration bourgeoise. »

101. Le Livre Blanc soutient que le succès des forces contre-révolutionnaires aurait fait plus qu'effacer dix ans de « progrès socialiste » en Hongrie et que livrer le peuple hongrois à un régime cruel et réactionnaire. Ce succès, affirme-t-il, aurait augmenté le danger de voir la Hongrie s'affronter avec ses voisins et devenir le premier théâtre d'opérations d'une nouvelle guerre mondiale. « La seule possibilité de sauver le pouvoir populaire et d'écarter la menace d'une nouvelle guerre dévastatrice dans la vallée du Danube » conclut l'avant-propos du premier volume du Livre Blanc hongrois, « c'était d'écraser la contre-révolution ».

102. C'est ce que les forces du Gouvernement et du peuple hongrois étaient incapables de faire seules, d'après les auteurs de ce document, en raison du soutien massif donné aux éléments « contre-révolutionnaires » par les milieux « réactionnaires » et « impérialistes » de l'Occident.

C. — Justification de l'intervention soviétique

103. La décision, prise par le Gouvernement soviétique, de venir en aide aux « forces révolutionnaires » qui luttèrent contre la « réaction » de Hongrie était, selon l'opinion officielle des dirigeants soviétiques, la seule « correcte » dans les circonstances du moment.

104. Dans la Déclaration soviétique du 30 octobre sur les bases du développement et du renforcement ultérieur de l'amitié et de la coopération entre l'Union soviétique et les autres Etats « socialistes », on lisait le passage suivant sur l'intervention soviétique: « Le Gouvernement soviétique, comme le peuple soviétique tout entier, regrette profondément que les événements en Hongrie aient abouti à des effusions de sang. A la demande du Gouvernement populaire hongrois, le Gouvernement soviétique a accepté d'introduire à Budapest des unités militaires soviétiques afin d'aider

³ Chap. IX, par. 375-376.

l'armée populaire hongroise et les organes du pouvoir hongrois à rétablir l'ordre dans la ville. » Après avoir reconnu qu'il fallait retirer les troupes, la Déclaration poursuivait : « La défense des conquêtes socialistes de la Hongrie démocratique populaire est à l'heure actuelle le devoir principal et sacré des ouvriers, des paysans, des intellectuels, de tout le peuple travailleur de Hongrie⁴. »

105. Le 23 novembre 1956, l'éditorialiste de la *Pravda* commentait en ces termes l'intervention soviétique : « Un Etat socialiste ne pouvait se contenter d'observer passivement le règne sanglant de la réaction fasciste dans la démocratie populaire hongroise. Quand le calme reviendra en Hongrie, quand la vie y redeviendra normale, il ne fait pas de doute que la classe ouvrière, la paysannerie et les milieux intellectuels hongrois comprendront mieux nos actes et jugeront que nous avons eu raison. Nous estimons qu'il est de notre devoir international de porter secours à la classe ouvrière hongroise dans sa lutte contre les intrigues de la contre-révolution. »

106. Selon la thèse du Gouvernement de l'URSS, c'est le Gouvernement hongrois qui, conformément au Traité de Varsovie, aurait officiellement sollicité l'aide des unités militaires soviétiques installées en Hongrie. L'assistance prêtée par ces troupes aurait uniquement visé à rétablir l'ordre. Son efficacité aurait fait battre en retraite les « forces de la réaction » et c'est alors que, pour satisfaire à la demande d'Imre Nagy, le Gouvernement soviétique aurait donné à ses troupes l'ordre d'évacuer Budapest. Sur ces entrefaites, toujours selon la thèse soviétique, les forces contre-révolutionnaires de Hongrie auraient entrepris un violent règlement de comptes avec les communistes et les membres des services de la Sûreté d'Etat, ainsi qu'avec les amis « progressistes » de l'Union soviétique. Retranché dans le Palais du Parlement, le Gouvernement d'Imre Nagy n'aurait eu de contact avec la population que « par le truchement du microphone ». On lui aurait reproché de n'avoir fait aucun effort pour empêcher les « éléments contre-révolutionnaires » de s'emparer d'armes et de constituer des « bandes armées » qui, selon les porte-parole soviétiques, se seraient mises en devoir de terroriser le peuple hongrois. Dans ces circonstances, voyant la République démocratique populaire en danger de s'écrouler d'un moment à l'autre, János Kádár et d'autres membres du Gouvernement Nagy auraient rompu avec ce gouvernement, formé un nouveau gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan et demandé à l'Union soviétique l'aide sans laquelle, reconnaissent-ils, ils n'auraient pu établir l'autorité de leur gouvernement⁵.

107. Au moment de former son gouvernement, M. Kádár a dit qu'il ne restait plus que deux moyens de sortir de la situation grave à laquelle on était arrivé. Le premier était de rester passif pendant que « la terreur blanche massacrait, d'abord à Budapest, ensuite en province, les masses actives des ouvriers, des paysans, des intellectuels et des communistes, puis tous ceux qui sympathisaient avec les communistes, puis enfin tous les patriotes démocrates ». Selon M. Kádár, une contre-révolution aurait ensuite créé un gouvernement qui

aurait anéanti les forces populaires et livré l'indépendance de la Hongrie aux « colonisateurs impérialistes ». La deuxième solution était d'utiliser « toutes les forces disponibles, et notamment de faire appel aux unités soviétiques, pour empêcher la guerre contre-révolutionnaire... L'intérêt de l'Etat et du peuple nous obligeait à choisir ce moyen, le seul qui nous permit de sortir de la grave situation où nous nous trouvions. Nous l'avons donc choisi »⁶.

108. Les objectifs de l'insurrection auraient été tout différents de ceux que les insurgés proclamaient publiquement. Dans l'introduction du deuxième volume du Livre Blanc hongrois, on lit le passage suivant : « La propagande de restauration bourgeoise était caractérisée... par l'hypocrisie et le camouflage des buts effectifs. Cette hypocrisie était un moyen rusé et bien réfléchi pour induire en erreur les masses imbues de pensée socialiste ». Le Livre Blanc soutient que les revendications et programmes publiés par la presse pendant l'insurrection étaient « sensiblement dépassés » par « ce que les agitateurs de la contre-révolution exigeaient de *vive voix* ». Il indique par exemple que le mot d'ordre de révoquer tous les fonctionnaires de l'Etat et des municipalités, tous les directeurs d'usine communistes ou collaborant avec les communistes, ayant occupé jusqu'alors un poste de direction, n'a pas été imprimé. « Mais », affirme le Livre Blanc, « son exécution était déjà en train de se faire dans les différents secteurs de l'administration publique, dans de nombreuses institutions et entreprises ». En outre, le Livre Blanc indique que, tout en parlant d'amitié avec l'Union soviétique, les « contre-révolutionnaires » arrachaient les étoiles rouges, profanaient les monuments aux morts soviétiques et brûlaient les livres russes.

109. Les mêmes autorités n'ont cessé de soutenir que, malgré ces « provocations », les forces armées soviétiques qui sont intervenues à la fin d'octobre et au début de novembre ont agi dans un esprit de sacrifice et de camaraderie. Le 5 novembre, le Commandant des troupes soviétiques en Hongrie a fait radiodiffuser un communiqué où il disait que ses soldats étaient « les amis désintéressés » des Hongrois. « Une sombre réaction sévit en Hongrie », déclarait ce communiqué. « Les bandes contre-révolutionnaires se livrent au pillage et au meurtre. Le Gouvernement d'Imre Nagy s'est écroulé. La Hongrie s'est adressée aux troupes soviétiques pour leur demander de rétablir l'ordre dans le pays... Nous nous adressons à notre tour aux soldats et aux officiers de l'armée hongroise pour leur demander de combattre avec nous jusqu'à la victoire sacrée. »

110. A maintes reprises, János Kádár a rendu hommage à ce qu'il affirme avoir été les nobles motifs de l'intervention soviétique. Dans une interview diffusée le 29 novembre par Radio-Moscou, il déclarait que l'aide apportée par l'URSS montrait non seulement que ce pays était résolu à s'acquitter des obligations qui lui incombaient en vertu du Traité, mais aussi qu'il faisait preuve de beaucoup de compréhension dans une situation compliquée. Le 6 janvier 1957, le Gouvernement de M. Kádár a déclaré que l'armée soviétique en Hongrie protégeait le peuple hongrois contre l'éventualité d'une attaque militaire par des forces étrangères et impérialistes

⁴ Chap. VIII, par. 331-332.

⁵ Chap. VII, par. 296.

⁶ *Pravda*, 13 novembre 1956.

et leur donnait ainsi l'assurance de pouvoir vivre en paix et consacrer leur énergie à la noble cause de la construction socialiste et de la prospérité du pays. De nombreuses déclarations ont repris ce thème par la suite.

111. Telles sont les principales raisons que le Gouvernement de l'URSS et le Gouvernement de M. Kádár ont avancées pour justifier l'intervention soviétique. En gros, ces gouvernements soutiennent qu'il fallait cette intervention pour protéger le peuple hongrois contre les propriétaires terriens réactionnaires et contre les impérialistes étrangers. On verra dans le présent rapport combien cette thèse est en contradiction avec les conclusions auxquelles est parvenu le Comité. Les témoignages écrits et oraux qu'il a examinés ne lui ont laissé aucun doute quant au caractère général de l'insurrection. Ce sont les travailleurs hongrois, hommes et femmes, qui ont combattu avec le plus d'acharnement contre les tanks soviétiques, et ce fait n'a pas manqué, dans plusieurs cas, de faire impression sur les unités soviétiques qui leur étaient opposées. Des témoins ont relaté l'attitude amicale dont de nombreux soldats soviétiques ont fait preuve envers les insurgés lors des premières phases de l'insurrection. Le Comité a également entendu beaucoup de récits selon lesquels on aurait dit aux contingents soviétiques amenés en Hongrie au cours de la deuxième intervention, et dont beaucoup étaient d'origine tartare ou mongole, non pas qu'ils allaient combattre des travailleurs hongrois dans une démocratie populaire, mais qu'on les envoyait en Egypte pour repousser les « impérialistes anglo-français ». Le Comité est parvenu à la conclusion que l'on avait induit en erreur une grande partie de ces soldats soviétiques quant au véritable caractère de leur mission, et qu'ils prenaient le Danube pour le canal de Suez; le commandant soviétique a probablement fait appel à eux parce qu'il ne pouvait pas compter sur les forces engagées lors de la première intervention pour exécuter brutalement les ordres en restant insensibles à l'attitude de la population hongroise.

112. Quand on étudie la thèse soviétique touchant les motifs de l'intervention, il convient aussi de rappeler que certains des épisodes les plus farouches de la résistance aux troupes russes se sont produits dans des quartiers typiquement ouvriers de Budapest, Ujpest et l'île de Csepel. Les ouvriers des usines sidérurgiques de Dunapentele ont déclaré qu'ils défendraient contre les envahisseurs soviétiques l'usine et les maisons qu'ils avaient construites de leurs propres mains. Quand les forces soviétiques sont parvenues à écraser l'insurrection armée, ce sont encore une fois les travailleurs hongrois qui ont continué à combattre, par des grèves massives et en pratiquant la résistance passive, le régime même pour le soutien duquel les troupes soviétiques étaient intervenues. Partout, les travailleurs hongrois ont proclamé leur intention de conserver la gestion des mines et des usines. Au sein des conseils d'ouvriers comme en d'autres circonstances, ils ont affirmé avec toute la clarté voulue qu'ils ne toléreraient jamais un retour à la situation d'avant 1945. Ces travailleurs avaient montré, d'un bout à l'autre de la Hongrie, la force de leur volonté de résistance. Ils avaient des armes entre les mains et, jusqu'à la deuxième intervention soviétique, ils dominaient pratiquement le pays. Le Comité est persuadé qu'aucun putsch organisé par des propriétaires terriens réactionnaires ou par des industriels dépossédés n'au-

rait pu avoir raison de la détermination de ces ouvriers et de ces paysans, acharnés à défendre les réformes qu'ils avaient obtenues et à en exiger l'application intégrale.

D. — La marche des événements

113. Les porte-parole du Gouvernement de l'URSS et du Gouvernement de M. Kádár ont toujours soutenu que le cours des événements en Hongrie, étant bien connu, n'appelait aucune enquête supplémentaire. On peut résumer de la façon suivante la version que les deux gouvernements donnent de ces événements, et tout d'abord leur avis sur les griefs légitimes du peuple hongrois.

1) GRIEFS LÉGITIMES

114. « Il est incontestable que la faute des événements de Hongrie incombe à ceux qui avaient gouverné l'Etat et le Parti en Hongrie, sous la direction de Rákosi et Gerő » a écrit la *Pravda* du 23 novembre.

115. « Il y aurait eu de graves erreurs de commises, d'après ces porte-parole, dans le domaine politique, le domaine économique et le domaine culturel, et on ne se serait pas efforcé d'y remédier, parce que les dirigeants hongrois s'étaient aliéné la classe ouvrière, les paysans et les intellectuels de Hongrie. Les méthodes employées par Rákosi et ses partisans auraient ébranlé la foi des masses travailleuses du Parti et sapé les fondements de sa puissance. Le 1^{er} novembre on a annoncé que le Parti des travailleurs hongrois s'appelait désormais Parti socialiste des travailleurs hongrois, pour faire bien comprendre qu'il y avait rupture complète avec le passé. »

116. Parmi les griefs légitimes mentionnés par les porte-parole de l'URSS et de János Kádár il y avait des « violations les plus flagrantes de la légalité » dont de nombreux « honnêtes travailleurs du Parti de l'Etat » avaient souffert injustement; l'affaire Rajk n'en était qu'un exemple parmi tant d'autres bien connus. Il n'y aurait guère eu de protestations contre ces violations de la loi, parce que le développement excessif de la bureaucratie à l'intérieur du Parti encourageait « les lécheurs de bottes et les laquais » de Rákosi, qui répétaient des mots d'ordre comme des perroquets pour conserver leur emploi; les meilleurs fonctionnaires eux-mêmes étaient forcés d'appliquer de nombreuses instructions contraires aux intérêts des masses. Cette situation aurait pris naissance d'autant plus facilement que le Parti comptait plus de 900.000 membres, dans un pays dont la population totale n'était que de 9 millions d'habitants. Cela revient à dire, a expliqué le porte-parole soviétique, que des éléments « nationalistes » et « étrangers » avaient gonflé ses rangs et, quand des difficultés ont surgi, il est apparu que le Parti manquait de formation de base dans un « esprit marxiste-léniniste » et qu'il était incapable d'exalter l'énergie du peuple pour lutter contre la « réaction »⁷.

117. Les commentateurs soviétiques ont critiqué Rákosi et Gerő pour avoir mécaniquement appliqué le mot d'ordre de l'industrialisation accélérée, qui convenait dans le cas de l'URSS, mais qui, en Hongrie, avait abouti à la construction de grandes entreprises nouvelles hors de proportion avec la capacité d'un petit peuple. En agissant ainsi, ils n'auraient pas tenu compte des « conseils

⁷ *Pravda*, 23 novembre 1956.

amicaux » de l'Union soviétique, qui étaient de partir des conditions particulières à la Hongrie et d'élever le niveau de vie du peuple hongrois en consacrant plus de ressources au développement de l'agriculture et à la production de biens de consommation. Ce n'est pas seulement en s'inspirant servilement des méthodes industrielles appropriées à la situation de l'Union soviétique que les chefs du Parti n'ont pas, de l'avis des porte-parole soviétiques, « tenu suffisamment compte des particularités nationales de leur pays ». Ils auraient dû élever plus souvent des Hongrois à des situations d'influence à l'intérieur du Parti, et s'abstenir d'autres mesures qui blessaient l'orgueil national, par exemple l'adoption d'un uniforme militaire analogue à celui de l'URSS. Est-ce en imposant aux soldats la même coupe de cheveux ou en adoptant le même système de classes dans les écoles que l'on prouve réellement l'unité et la solidarité internationale des pays socialistes ? » a demandé la *Pravda* ⁸.

118. De nombreux griefs du peuple hongrois étaient justifiés, mais, disaient ces mêmes autorités, il fallait opposer aux demandes de changement certaines limites acceptables, si l'on ne voulait pas laisser ces demandes devenir une menace pour la structure même du système démocratique populaire. C'est cette occasion que des éléments réactionnaires et bourgeois auraient saisie pour « troubler » le peuple et présenter des revendications telles que leur acceptation aurait causé l'effondrement de la démocratie populaire. En raison de son dynamisme propre, a déclaré un porte-parole soviétique, la contre-révolution ne peut jamais s'arrêter à mi-chemin.

119. Certains communistes avaient soutenu que les excès de la bureaucratie risquaient de devenir le principal danger que les communistes devaient combattre ; cette thèse était, de l'avis des commentateurs soviétiques, fallacieuse et dangereuse. Elle risquait de faire oublier que les ennemis de classe, c'est-à-dire les éléments bourgeois et réactionnaires, constitueraient toujours une menace permanente pour tout peuple communiste. L'idée que la bureaucratie, même excessive, puisse être le plus grand danger pour les communistes conduirait facilement à une justification des rébellions contre-révolutionnaires contre la démocratie populaire elle-même ⁹.

2) PRÉPARATIFS PRÉTENDUS DE CONTRE-RÉVOLUTION

120. Pour les observateurs soviétiques, il est bien établi que des idées contre-révolutionnaires de ce genre étaient courantes dans les milieux intellectuels hongrois avant le 23 octobre. Les forces de la réaction, disent-ils, étaient à l'œuvre depuis longtemps, attendant l'occasion. Un littérateur russe a déclaré que l'idéologie bourgeoise, « vent d'ouest empesté de l'odeur de la corruption », s'insinuait depuis longtemps parmi les écrivains hongrois ¹⁰. Avant les événements d'octobre, de nombreux écrivains hongrois avaient ouvertement combattu le principe léniniste de la fidélité au Parti en littérature. Ils auraient répandu des conceptions fausses et « nihilistes » sous l'étendard de la « liberté de pensée » ou de la « liberté de création artistique ». On avait mené contre le gouvernement et le Parti une propagande intense sous le masque de critiques qui visaient tel ou tel dirigeant. Parmi les

censeurs se trouvaient les écrivains qui, disaient ces porte-parole, s'étaient depuis longtemps « séparés du peuple et avaient vendu leur âme à l'Occident ».

121. Un célèbre exemple des écrits ainsi visés est l'article publié en juin 1956, dans le *Irodalmi Ujság*, par le dramaturge Gyula Háry ancien militant du régime communiste de 1919 en Hongrie. L'article de Háry était un plaidoyer en faveur de la liberté de la presse. Il aurait créé de l'effervescence parmi les intellectuels hongrois. L'auteur russe déclarait d'ailleurs que la « corruption » dont il se plaignait avait progressé en raison directe des efforts croissants que l'on avait faits à l'étranger, d'après lui, pour amener l'effondrement des démocraties populaires.

122. Les volumes I et II du Livre Blanc hongrois et le mémoire adressé aux Nations Unies le 4 février ¹¹, donnent des exemples de ce que l'auteur appelle des organes contre-révolutionnaires encouragés par l'Ouest. Le mémoire affirme expressément que des faits révélés « tant au cours des événements mêmes que chaque jour par la suite » prouvent l'existence d'une activité contre-révolutionnaire organisée. Dans le mémoire le représentant de la Hongrie affirme que les masses qui se livraient à une manifestation pacifique le 23 octobre n'auraient pas pu organiser des attaques simultanées comme il en a été lancé « contre le Service international du central téléphonique de Józsefváros à Budapest, l'émetteur radio de Lakihegy, l'aéroport de Ferihegy, l'usine de munitions et l'arsenal de la rue Timót ». Le fait que ces attaques se soient produites presque en même temps et « d'une manière organisée », l'amène à conclure que « la contre-révolution avait un but bien défini et était dirigée par un commandement militaire unifié ».

123. Les porte-parole du Gouvernement soviétique et de celui de M. Kádár placent l'origine de ce dessein et le centre de ce commandement militaire en Europe occidentale et, en fin de compte, aux Etats-Unis. C'est ainsi que le volume II du Livre Blanc cite un certain magazine américain qui aurait déclaré, dès le 9 avril 1948, que certaines conceptions en faveur à Washington et à l'étranger voulaient que « l'opération X » applique derrière le rideau de fer la même tactique que celle que l'*Office of Strategic Services* avait employée pendant la guerre. Il fallait employer des méthodes impitoyables, « y compris, si nécessaire, le meurtre », « pour maintenir la partie russe du monde en état d'inquiétude ». « En octobre 1951, déclare le Livre Blanc, le Congrès des Etats-Unis a adopté un amendement à la loi connue sous le nom de *Mutual Security Act* aux termes duquel une somme de 100 millions de dollars pouvait être consacrée au financement des activités que mèneraient des « personnes sélectionnées » qui « résident dans des pays d'Europe orientale ou bien sont réfugiées de ces pays ». Selon le Livre Blanc, un programme d'action détaillé, élaboré aux Etats-Unis au printemps de 1955, « envisageait une... préparation armée dans laquelle on enrôlait également les traîtres dissidents des pays de démocratie populaire ». Toujours selon le Livre Blanc, la presse américaine aurait relaté que le Président de la *Radio Corporation of America* avait préconisé l'utilisation massive de « groupes anti-communistes bien montés et bien endoctrinés ».

124. Les tenants de la thèse soviétique ont déclaré que

⁸ *Pravda*, 23 novembre 1956.

⁹ *Pravda*, 18 décembre 1956.

¹⁰ Al. Romanov, *Literaturnaya Gazeta*, 1^{er} décembre 1956.

¹¹ A/3521.

l'on avait créé un réseau d'organisations en Allemagne occidentale pour former des espions, des saboteurs et des « diversionnistes ». On aurait enseigné à des dirigeants la formation de groupes de résistance et on les aurait préparés à exercer des fonctions administratives après le renversement du régime démocratique populaire. Selon le volume II du Livre Blanc, « il serait sans doute impossible de dire le nombre des dissidents fascistes, journalistes ou radio-reporters » qui ont passé la frontière à cette époque, mais il y a eu des étrangers « plus importants » qui ont franchi dans tous les sens la frontière hongroise « dans un dessein évident ».

125. Dans son mémoire du 4 février 1957, le représentant permanent de la Hongrie prétend que la fourniture d'armes en provenance de l'étranger avait été prouvée par la saisie de certaines de ces armes par les forces armées. Il y aurait eu notamment des pistolets, des pistolets-mitrailleurs et des fusils du modèle des armées de l'Ouest.

126. Le Livre Blanc et le mémoire hongrois du 4 février — et d'ailleurs toutes les sources où l'on a pu se renseigner sur les idées du Gouvernement de l'URSS et de celui de M. Kádár — insistent sur le rôle que *Radio Free Europe* aurait joué en encourageant l'insurrection et en la prolongeant. Ce poste aurait tout d'abord incité à la révolte, puis aurait donné des instructions aux combattants une fois la révolte commencée. *Radio Free Europe* aurait été l'un des principaux moyens choisis par l'Ouest pour organiser un mouvement qui devienne une contre-révolution.

127. Les porte-parole de la version soviétique et kadarienne des événements déclarent que les autorités hongroises étaient instruites des agissements qui, disaient-ils, les visaient. Le 14 juillet 1956, la police de sécurité d'Etat aurait arrêté un groupe de personnes qui se livraient à l'espionnage depuis des mois, sous la direction d'un ancien officier de Horthy. Peu avant l'insurrection, la Cour suprême de Hongrie aurait examiné le cas de dix-sept hommes accusés d'avoir constitué une organisation contre-révolutionnaire.

128. Ce qui précède est l'exposé succinct des vues exprimées par des porte-parole officiels du Gouvernement de l'URSS et de celui de M. Kádár. Ces gouvernements ont soutenu que l'insurrection hongroise était organisée longtemps à l'avance, qu'elle était conçue avec soin et qu'elle était dirigée, pendant le combat, par des dirigeants venus de l'étranger ou conseillés par l'étranger et par des stations étrangères de radiodiffusion. Le Comité a examiné de façon très complète l'hypothèse que le soulèvement aurait pu être organisé d'avance, mais il n'a pu trouver aucun élément de preuve qui corrobore cette hypothèse. Le Comité est persuadé que les manifestants du 23 octobre n'avaient à l'origine aucune intention de recourir à la violence. Les armes que les insurgés se sont procurées, les travailleurs s'en sont presque toujours emparé dans des dépôts connus d'eux ou bien ce sont des soldats hongrois, la police hongroise régulière — non pas l'AVH — et, dans certains cas, les soldats russes eux-mêmes qui les leur ont volontairement remises.

129. Après avoir examiné tous les faits, le Comité est persuadé que le soulèvement hongrois a eu un caractère non seulement national, mais aussi spontané. Le Comité a été méticuleux dans les questions qu'il a posées à ce sujet et s'est efforcé de diverses manières de découvrir la possibilité d'une préparation préalable. Mais la façon

dont un si grand nombre de gens, qui n'avaient certainement pas pu d'avance avoir connaissance d'ordres secrets, se sont organisés pour insister sur leurs revendications et combattre les troupes soviétiques semble, aux yeux du Comité, porter la marque de l'improvisation. Leurs efforts ont échoué à cause de l'intervention de l'armée soviétique et parce qu'ils n'ont reçu aucun appui de l'étranger. La thèse que l'insurrection devrait son origine à un tel appui n'a pas résisté à l'examen auquel le Comité l'a soumise.

130. Le Comité s'est appliqué à déterminer, d'après les témoignages, quel rôle précis *Radio Free Europe* avait pu jouer dans les événements d'octobre et de novembre. Il a acquis la certitude que cette station avait, en Hongrie, de nombreux auditeurs, lesquels semblent, pour la plupart, s'être tournés vers elle, et aussi vers la BBC et d'autres stations occidentales, pour chercher un soulagement aux informations stéréotypées, surabondamment élogieuses du régime, auxquelles ils étaient habitués. « J'ai eu le sentiment, a déclaré un témoin étudiant, que sa contribution la plus effective est d'avoir cherché à donner une idée complète de la situation en Occident et d'avoir aidé les jeunes Hongrois par ses programmes consacrés à la jeunesse, tout en fournissant, sur la situation politique, des renseignements détaillés que nous ne pouvions malheureusement pas obtenir de nos journaux. » On a dit au Comité que, pendant l'insurrection, *Radio Free Europe* « avait été très encourageante » et manifestement compatissante. Les auditeurs avaient eu l'impression que *Radio Free Europe* promettait une aide; mais, a-t-on déclaré nettement, cette station n'a jamais laissé espérer une aide militaire. Le ton général de ces émissions permettait plutôt de s'attendre à un appui qui, selon l'espoir de certains auditeurs, pouvait prendre la forme d'un contingent symbolique des Nations Unies chargé d'aider à stabiliser la situation.

131. Dans une atmosphère tendue comme celle qui a régné en Hongrie pendant ces semaines critiques, des émissions optimistes et encourageantes qui louaient les buts de l'insurrection étaient accueillies favorablement. Il se peut que les Hongrois aient exagéré le ton généralement optimiste de ces émissions en se communiquant de bouche à oreille les paroles attribuées à divers speakers¹². On ne peut sans doute pas mieux résumer l'attitude du peuple hongrois envers les émissions étrangères que ne l'a fait l'étudiant mentionné plus haut, en disant: « C'était notre seul espoir, un espoir avec lequel nous essayions de nous consoler. » Il semblerait que certaines émissions de *Radio Free Europe* aient contribué à créer l'impression que les Hongrois pouvaient peut-être compter sur un appui. Le Comité croit qu'en pareilles circonstances il y aurait lieu de faire preuve de la modération et de la circonspection les plus extrêmes dans les émissions internationales.

¹² Au cours d'une conférence de presse, le 25 janvier 1957, le Chancelier de la République fédérale d'Allemagne a fait la déclaration ci-après au sujet de *Radio Free Europe*: « L'enquête a montré que les allégations parues dans la presse — à savoir que *Radio Free Europe* avait promis aux Hongrois l'assistance de l'Occident, l'assistance armée de l'Occident — ne sont pas conformes aux faits. Il n'en reste pas moins que des remarques ont été faites qui ont pu être mal interprétées. Cependant, à la suite d'une discussion et d'un échange de vues, des changements de personnel ont été faits et je crois que l'on peut considérer l'affaire comme classée pour le moment. »

3) LA RÉACTION AU POUVOIR

132. Les porte-parole de l'URSS et du Gouvernement de M. Kádár soutiennent que les influences réactionnaires ont, en quelques jours, transformé l'insurrection en une contre-révolution fasciste. Un professeur à l'Ecole des Beaux-Arts de Budapest a comparé ce qui s'était passé avec ses souvenirs des débuts de la contre-révolution blanche en 1919. « Je puis dire, a-t-il écrit, que, le matin du 23 octobre, mes élèves, tout en ayant quelques revendications justifiées, n'avaient pas la moindre idée du cours que les événements allaient prendre; en quelques heures, ils sont positivement devenus des instruments aveugles entre les mains des forces contre-révolutionnaires¹³ ».

133. Le Gouvernement de Janós Kádár a condamné celui de Imre Nagy parce qu'il n'avait pas pris de mesures pour contenir ce mouvement qui s'étendait. Il a accusé M. Nagy de s'être laissé aller à la dérive sans réagir devant les événements, en faisant aux forces de droite concession sur concession. Devant ses hésitations, disent ceux qui l'incriminent, les forces de la réaction ont redoublé de violence, tandis que l'appui donné par l'Occident augmentait d'autant. Le 2 novembre, l'Agence soviétique *Tass*, citant le journal communiste autrichien *Österreichische Volksstimme*, déclarait : « Des escadilles quittent constamment les aéroports autrichiens en direction de Budapest. Elles ne transportent pas seulement des fournitures médicales, comme les communiqués officiels essaient de le faire croire; les appareils sont si nombreux qu'ils pourraient approvisionner tous les continents en fournitures médicales. Les observateurs sont persuadés que l'on envoie d'Occident en Hongrie des centaines de soldats hongrois, parmi lesquels d'anciens officiers de l'armée Horthy et des centaines d'officiers et soldats hongrois qui ont servi dans l'armée hitlérienne. Parmi les appareils, on a pu voir des avions qui appartenaient aux services de frontière de l'Allemagne occidentale, des avions britanniques et d'autres. »

134. Selon de nombreuses allégations, les moyens de transport de la Croix-Rouge ont servi à transporter des agents contre-révolutionnaires et des armes. Suivant une information, de 100 avions de la Croix-Rouge qui ont atterri en Hongrie avant novembre 1956, plus de 40 ont amené des contre-révolutionnaires.

135. Cependant, une véritable frénésie — disent les défenseurs de cette thèse — s'emparait de la population de Budapest et d'autres villes où, à les en croire, sous l'influence de provocateurs fascistes, des bandes armées circulaient, pillant et terrorisant les habitants. On organisait la chasse à l'homme contre les membres des services de sécurité de l'Etat, ainsi que, selon les défenseurs de la même thèse, d'honnêtes membres du parti communiste et les amis « libéraux » de l'URSS, dont beaucoup auraient été pendus dans les rues ou mis à mort par d'autres moyens. Ceux qui exposent les événements sous ce jour ont affirmé que les foules hongroises, dans leur fureur sadique, n'ont pas fait de distinction entre les membres de l'AVH et les simples membres du parti ou les fonctionnaires communistes. Le Comité croit pouvoir affirmer que les actes de violence qui ont eu lieu étaient dirigés dans tous les cas, à de très rares exceptions près, contre des membres avérés de l'AVH et qu'il y avait

beaucoup de communistes dans les foules qui ont leur vengeance sur eux.

136. Aussitôt que les chefs « réactionnaires » éprouvèrent leur puissance, les demandes populaires auraient pris rapidement un caractère de menace et auraient menacé la structure même de la démocratie populaire. Le Livre Blanc hongrois (volume II) l'archiduc Joseph, et l'archiduc Otto, héritier du trône, étaient de ceux dont les noms « revinrent alors à la surface ». Le 16 novembre, la *Pravda* signalait que l'amiral Horthy lui-même, alors âgé de 88 ans, avait offert ses services, et les correspondants de la *Pravda* à Budapest disaient que le prince Pál Eszterházy, alors le plus grand propriétaire foncier de Hongrie, avait été réinstallé dans la ville après avoir été libéré de prison et parlait d'entrer dans le gouvernement.

137. Les porte-parole de l'URSS et de M. Kádár ont beaucoup insisté sur la réapparition du cardinal Mindszenty, dont la libération aurait été, selon eux, l'œuvre du commandant Anton Palinkas qu'ils ont dit comte Pallavicini, « boucher des ouvriers hongrois pendant la Terreur blanche de 1919. Selon le Livre Blanc hongrois, le cardinal « n'a pas tardé à se mettre au travail » et, le 3 novembre, lançait un appel à la « prudence » et, malgré tous ses efforts pour se contenir, il exprimait assez clairement les buts de la contre-révolution. Il parlait de la victoire de la contre-révolution comme d'un fait accompli. La présence de troupes soviétiques aux abords de Budapest et l'annonce de l'arrivée prochaine de nouvelles unités soviétiques obligeaient le cardinal à « la prudence », selon les mots mêmes du Livre Blanc. Il aurait dit notamment que l'on procéderait « dans les domaines aux mises en jugement légitimes ». Dans le Livre Blanc, cette remarque revenait à « proclamer une croisade générale contre les défenseurs du pouvoir horthyste ».

138. Les porte-parole de l'Union soviétique et du Gouvernement de M. Kádár ont beaucoup insisté sur le phénomène des conseils d'ouvriers, aspect de l'insurrection hongroise qui la rattache à des mouvements analogues observés en Russie après la révolution de 1917. Ils affirment que des éléments « horthystes » et autres éléments contre-révolutionnaires se sont installés dans les conseils et s'en sont servi, conformément à la tactique contre-révolutionnaire normale, pour égarer les troupes hongroises et pour faire échec aux « organes légitimes de l'autorité populaire ». En juillet 1917, Lénine avait vu dans l'obligation de retirer le slogan « Tout le pouvoir aux soviets », parce que les menchéviks et les sociaux-démocrates qui s'étaient infiltrés dans les soviets au plus fort de la lutte, étaient passés aux « ennemis de la classe ouvrière ». Selon Lénine, si l'autorité politique était restée entre des bolchéviks à une alliance mal définie d'éléments hétérogènes, légèrement à droite des bolchéviks ou à leur gauche, cela aurait toujours signifié une victoire pour la contre-révolution. Les porte-parole de l'URSS et de M. Kádár déclarent que ce sont essentiellement des tactiques que les « éléments réactionnaires hongrois » ont employées dans les conseils d'ouvriers hongrois.

139. En interrogeant les témoins, le Comité croit intéressé tout particulièrement à la thèse selon laquelle l'insurrection hongroise aurait rapidement dégénéré

¹³ O. Chirikov, *Sovietskaja Kouloura*, 11 décembre 1956.

un mouvement réactionnaire qui rappelait le fascisme¹⁴. Il croit opportun de résumer ici certaines observations sur cet aspect de la thèse soviétique.

140. Le Comité a effectivement relevé qu'à plusieurs reprises, au cours de la dernière semaine d'octobre et des premiers jours de novembre, d'éminentes personnalités ont mis la population en garde contre les prodromes d'une contre-révolution¹⁵. Le 2 novembre, Gyula Kelemen, Secrétaire général du Parti social-démocrate, écrivait: « Paysans sociaux-démocrates nous devons unir nos forces pour déjouer tout essai de rétablir les grands domaines¹⁶ ». Bien que le Comité ait pris acte de cet avertissement et d'autres semblables, il est d'avis qu'à aucun moment il n'y a eu en Hongrie un sérieux danger de contre-révolution. Les très rares propriétaires fonciers dépossédés qui vivaient encore dans le pays n'exerçaient aucune influence sur les dirigeants de l'insurrection ni sur la masse de ceux qui y ont pris part. Il n'a jamais été question de rendre les domaines à leurs anciens propriétaires, ni de revenir sur la nationalisation de l'industrie hongroise. Même les propriétaires fonciers aristocrates tels que le prince Pál Eszterházy se sont défendus d'avoir cette intention; d'autre part, le cardinal Mindszenty a dit en personne à un témoin, au début de novembre, qu'il n'avait nullement l'intention de réclamer la restitution des grands domaines d'Eglise, mais qu'il se proposait de demander la réouverture des écoles catholiques. « Il ne faut pas s'imaginer, a dit Béla Kovács, Chef du Parti des petits propriétaires, que l'ancien régime va revenir: le régime des comtes, des banquiers et des capitalistes appartient à tout jamais au passé¹⁷. »

141. En examinant attentivement les faits survenus du 23 octobre au 4 novembre, le Comité n'a rien trouvé qui indiquât qu'aucune personnalité politique associée au régime d'avant guerre ait exercé la moindre influence sur les événements. A aucun moment une telle personnalité n'a demandé à faire partie du nouveau gouvernement. En outre, il est intéressant de noter que les autorités soviétiques ne semblent pas avoir parlé de contre-révolution pendant leurs négociations avec le Gouvernement de M. Nagy. Le gouvernement qu'il formait pendant les premiers jours de novembre était une coalition des partis qui constituaient le Front National hongrois d'indépendance de 1945. Les partis qui composaient cette organisation avaient reçu la sanction de la Commission de contrôle alliée, où le Gouvernement de l'URSS avait un représentant.

142. Non moins intéressant est l'épisode de la conversation téléphonique qui, d'après le récit fait au Comité, a eu lieu entre M. Tildy et M. Ferenc Nagy, Président du Conseil de février 1946 à juin 1947, qui lui téléphonait de l'étranger. M. Tildy a répondu que les faits nouveaux survenus en Hongrie étaient des faits que M. Ferenc Nagy aurait du mal à comprendre, et il a dit à M. Nagy que ses idées et apparentements politiques appartenaient au passé.

¹⁴ Deux chapitres ultérieurs de ce rapport concernent également la thèse du danger contre-révolutionnaire: le chapitre IX, qui expose les buts et le caractère de l'insurrection; le chapitre XII, qui traite des réformes apportées au régime politique hongrois pendant la semaine qui a précédé la deuxième intervention de l'URSS.

¹⁵ Chap. XII, par. 590-592.

¹⁶ *Népszava*, 2 novembre 1956.

¹⁷ *Kis Újság*, 1^{er} novembre 1956.

143. Le Comité rejette l'allégation selon laquelle un bon nombre d'agents, de saboteurs, d'anciens fascistes et autres éléments, seraient entrés en Hongrie pendant l'insurrection. A cet égard, il a relevé que le Gouvernement autrichien avait adressé une note au Gouvernement hongrois, le 3 novembre, pour protester précisément contre cette allégation. « Le Gouvernement autrichien », disait la note, « a ordonné la création d'une zone interdite le long de la frontière austro-hongroise... Le Ministre de la défense a inspecté cette zone en compagnie des attachés militaires des quatre grandes Puissances, dont l'URSS. Les attachés militaires ont ainsi pu constater par eux-mêmes les mesures prises dans la zone frontière pour protéger la frontière autrichienne et la neutralité autrichienne¹⁸ ».

144. Quant à l'allégation selon laquelle, de 100 appareils de la Croix-Rouge qui ont atterri à Budapest pendant les derniers jours d'octobre, 40 auraient transporté des armes et des agents, le Comité a appris de source digne de foi que les seuls avions de la Croix-Rouge qui soient arrivés à Budapest à cette époque étaient cinq avions yougoslaves et un avion suisse, dont chacun faisait trois à quatre voyages par jour, deux avions polonais, deux tchèques, un roumain et un belge, dont chacun n'a fait qu'un voyage par jour pendant la période envisagée. L'aéroport de Ferihegy a été occupé par les forces soviétiques le 29 octobre vers midi et n'a été rendu aux autorités hongroises que le 28 décembre.

145. Reste la question des revendications populaires qui ont débordé le cadre rigide du communisme orthodoxe à mesure que les forces populaires prenaient de la vigueur. De l'avis du Comité, le fait que ces revendications, à leur paroxysme, aient abouti à demander la proclamation de la neutralité et la dénonciation du Traité de Varsovie n'avait rien à voir avec une influence fasciste ni avec la prétendue puissance des agents réactionnaires. Il faut chercher l'origine de ces revendications radicales dans des facteurs tels que la haine populaire contre l'AVH et le ressentiment contre l'occupation du pays par des troupes étrangères, haine et ressentiment intensifiés par l'intervention armée de l'URSS et par l'acharnement avec lequel l'AVH avait lutté contre l'insurrection en collaboration avec les troupes soviétiques.

146. Avant d'en finir avec ses observations sur la thèse de la contre-révolution, le Comité tient à souligner qu'en l'étudiant, il faut se rappeler que les écrivains soviétiques emploient des mots comme « contre-révolutionnaire », « fasciste », « réactionnaire » et « chauvin » dans un sens particulier, c'est-à-dire qu'ils leur servent à qualifier ceux qui refusent d'accepter le crédo politique de l'Union soviétique. C'est ainsi que M. Gerő, dans le message très mal accueilli qu'il a prononcé à la radio le soir du 23 octobre, a dit qu'il ne pouvait pas y avoir de chauvinisme, pas de relâchement des liens avec l'Union soviétique.

147. Le 5 décembre, dans la première résolution que le parti de M. Kádár ait adoptée sous son nouveau nom de Parti socialiste des travailleurs, il a défini le caractère

¹⁸ Dans la même note le Gouvernement autrichien faisait savoir au Gouvernement hongrois que M. Ferenc Nagy était arrivé inopinément à Vienne le 29 octobre et que les autorités autrichiennes l'avaient prié de quitter immédiatement le territoire autrichien. Le Gouvernement soviétique a été également informé de cette mesure.

de la contre-révolution qui, selon lui, s'était produite en Hongrie. Il l'a appelée: « contre-révolution des fascistes horthystes, des capitalistes et féodaux hongrois »¹⁹. Le Comité s'est attaché avec beaucoup d'attention à rechercher les preuves de l'existence d'un mouvement hétérogène de cet ordre, mais il n'a rien trouvé. La seule contre-révolution qui ait eu lieu est celle que les autorités soviétiques ont opérée quand, avec des forces armées d'une supériorité numérique écrasante, elles ont remplacé le régime socialiste, mais démocratique, qui était en train de se former en Hongrie par un Etat policier.

148. Le Comité croit intéressant de consigner que certains écrivains, sympathisants communistes, dont on lui a communiqué les écrits, ont rejeté la thèse de l'URSS et de M. Kádár sur les événements de Hongrie. Dans leurs efforts pour publier ce qu'ils considéraient comme une version plus exacte des faits, ils se sont heurtés à l'obstacle de « l'obéissance au Parti en littérature », à laquelle le Comité a déjà fait allusion en citant un littérateur russe. L'un de ces écrivains, Péter Fryer, se dit le premier journaliste communiste étranger qui soit entré en Hongrie après l'insurrection. Le *Daily Worker* de Londres, qui l'avait envoyé en Hongrie, a plus tard étouffé ou rigoureusement censuré les dépêches qu'il envoyait de Hongrie²⁰. « Ce n'était pas une contre-révolution organisée par des fascistes et des réactionnaires, disait Fryer dans une dépêche envoyée à Londres et qui est restée inédite, c'était l'insurrection d'un peuple entier, auquel la masse communiste a pris part, contre une dictature policière déguisée en société socialiste, une dictature policière soutenue par la force armée de l'URSS. » Le lendemain, tout ce que les lecteurs du *Daily Worker* ont appris était que des « bandes de réactionnaires battaient les communistes à mort dans les rues »; le jour suivant, la Hongrie avait complètement disparu de la première page. Par suite de ce qu'il avait vu en Hongrie et du refus de son journal de publier les

faits tels qu'il les lui relatait, Fryer a donné sa démission du *Daily Worker* après huit ans de services. Son témoignage semble particulièrement précieux en ce qui concerne la version des événements hongrois présentée par le Gouvernement de l'URSS et celui de M. Kádár, parce que Fryer est resté fidèle à l'idéal communiste, « un mouvement, dit-il, qui signifiait tout pour moi ». Il a expliqué son expulsion ultérieure du Parti communiste en disant que les chefs du Parti ont « peur de la vérité ».

E. — Conclusion

149. On voit que la version des événements qui a la faveur du Gouvernement de l'URSS et de celui de M. Kádár est en désaccord sur beaucoup de points, points d'importance capitale, avec ce que le Comité considère comme la vérité. Pour plus de commodité, on trouvera résumée ci-après la version que l'URSS et M. Kádár donnent de l'insurrection hongroise.

150. Les porte-parole de l'URSS et du Gouvernement Kádár disent que les événements de Hongrie ont suivi le modèle classique de la contre-révolution. Tout d'abord, les insuffisances des dirigeants hongrois ont créé dans la population une atmosphère de mécontentement justifié. Les éléments bourgeois et réactionnaires attendaient, paraît-il, l'occasion de reprendre l'empire politique et économique qu'ils avaient perdu. Ils auraient utilisé adroitement le mécontentement pour semer la confusion jusque dans l'esprit des travailleurs et les inciter à présenter des revendications excessives. Les porte-parole en question ajoutent que les réactionnaires hongrois étaient puissamment aidés par des organisations étrangères de sabotage, par la propagande, par des agents spécialement formés et par d'abondantes fournitures d'armes. Ils disent que le peuple hongrois apprécie pleinement les avantages qu'il y a à vivre dans une démocratie populaire, mais qu'il n'avait pas les forces matérielles ni les chefs énergiques avec lesquels il aurait pu résister à un ennemi aussi rusé. Ils affirment que seule l'aide des troupes soviétiques a permis aux vrais chefs de la Hongrie de repousser les forces armées de la « réaction ».

¹⁹ *Népszabadság*, 8 décembre 1956.

²⁰ Péter Fryer, *Hungarian Tragedy*.

Partie A

L'INTERVENTION MILITAIRE ET SON ARRIÈRE-PLAN POLITIQUE

Chapitre IV

INTERVENTION MILITAIRE SOVIÉTIQUE

(24 octobre — 3 novembre 1956)

A. — Introduction

151. Au chapitre premier, le Comité a expliqué pourquoi il estimait ne pas avoir à donner, dans son rapport, un compte rendu chronologique détaillé des événements de Hongrie. On rappellera brièvement ici les considérations émises au chapitre premier dans la mesure où elles se rapportent plus spécialement au présent chapitre et à ceux qui suivent immédiatement. Les réunions d'étudiants du 22 octobre 1956 et les manifestations du 23 octobre visaient les sévères restrictions qui étaient devenues des traits caractéristiques du régime. Si le cours des événements ne s'était pas modifié, de nombreux Etats Membres de l'Organisation auraient, sans aucun doute, suivi avec sympathie les efforts déployés par le peuple hongrois pour changer la forme du gouvernement, mais des événements internes de ce genre n'auraient pas constitué une question d'ordre international de nature à retenir l'attention des Nations Unies. Ce qui, dans les événements de Hongrie, a forcé l'attention de l'Organisation a été l'intervention des forces armées soviétiques. Cette intervention a transformé l'insurrection, qui était à l'origine dirigée contre le gouvernement intérieur et visait à en changer la forme et la nature, en un mouvement de libération nationale et de résistance à l'oppression extérieure. Il est donc normal que le rapport fournisse d'abord des détails sur l'intervention de l'armée soviétique. Les explications soviétiques ont exclusivement cherché à justifier cette intervention, non à la nier.

152. Dans le présent chapitre, le Comité ne se propose pas de traiter de l'insurrection proprement dite, ni de discuter les raisons qui ont été invoquées pour justifier l'intervention soviétique. Le présent chapitre et le suivant sont consacrés uniquement à l'exposé des faits connus sur l'étendue de l'intervention des forces armées soviétiques et sur la nature du conflit qui a mis ces forces aux prises avec le peuple hongrois. Le présent chapitre donne un compte rendu chronologique de la première intervention armée, qui a commencé ouvertement le 24 octobre 1956, et le chapitre suivant, un compte rendu chronologique de la deuxième intervention armée, à partir des premières heures du 4 novembre, jusqu'à l'écrasement de la résistance armée hongroise.

B. — Mouvements des forces soviétiques et zones de combat

153. Le Comité a reçu de nombreuses sources des renseignements sur les mouvements des forces armées soviétiques et, d'après ces renseignements, il lui est possible de présenter le compte rendu suivant des opérations militaires.

154. Au moment de l'insurrection, les troupes soviétiques les plus proches de Budapest étaient cantonnées à Cegléd et à Székesfehérvár, à environ 70 kilomètres de Budapest, au sud-est et au sud-ouest respectivement. Les chars venus du sud-ouest sont apparus à Budapest le 24 octobre vers 2 heures du matin; ils ont été vus alors au rond-point Mórícz Zsigmond, à Buda, se dirigeant vers Pest. Ils avaient passé le pont Szabadság (anciennement pont Ferencz József) et ont stationné à l'est du pont, c'est-à-dire du côté de Pest, de 3 heures 30 à 5 heures. Les tanks venus du sud-ouest n'ont pas tous franchi le pont Szabadság. Entre 4 heures 30 et 5 heures 30, d'autres chars ont franchi le pont Margit, se rendant de Buda à Pest. Quelques chars sont restés près des ponts, surveillant la traversée du fleuve. D'autres ont occupé plus loin la route qui longe la rive est du Danube dans la direction nord-sud. D'autres encore se sont concentrés autour des principaux édifices de Pest. A ces derniers points, ils ont été bientôt rejoints par des chars venant de Cegléd; ces derniers avaient traversé la banlieue de Budapest — Pestszenterzsébet et Soroksár — vers 6 heures. Ainsi, le mouvement des forces soviétiques donne l'impression d'une opération militaire préparée d'avance.

155. Au moment de l'entrée des forces soviétiques, la population de Budapest était aux prises avec l'AVH depuis quelques heures. Le combat avait commencé devant l'immeuble de la radio, la veille au soir, et, pendant la nuit, la population, s'étant procuré des armes, avait continué à attaquer les éléments de l'AVH partout où elle en rencontrait¹.

156. Au lever du jour, le 24 octobre, la population s'est trouvée en présence non plus seulement de l'AVH discréditée, mais aussi des forces armées de l'Union soviétique qui défilaient en grand nombre dans les rues de la capitale hongroise. A 6 heures, une des colonnes de véhicules soviétiques venant de l'ouest a ouvert le feu sans avertissement à l'endroit où la principale artère, la rue Ullői, atteint le Parc du peuple (*Népliget*); aucun combat n'y avait lieu alors. D'après les renseignements recueillis, des véhicules soviétiques venant de l'est ont ouvert le feu dans les faubourgs à 6 heures, à proximité de l'abattoir, et à 7 heures, au coin de l'avenue de Soroksári et de la rue Sándor Nagy. Ainsi a commencé le conflit entre la population de Budapest et les forces armées de l'Union soviétique².

157. Le déclenchement des combats a retenu l'attention sur l'entrée des forces soviétiques dans Budapest, mais le Comité a de bonnes raisons de croire que, pendant

¹ Chap. X, par. 469-475.

² *Ibid.*, par. 479-480.

les deux jours précédents, on avait pris discrètement des mesures en vue d'employer les forces soviétiques pour réprimer le mécontentement en Hongrie. Le Comité a appris de bonne source que les 21 et 22 octobre, dans les régions voisines de Roumanie, des officiers soviétiques en permission et des officiers de réserve parlant hongrois ou allemand avaient été rappelés.

158. Les 20 et 21 octobre, des ponts flottants avaient été assemblés à Záhony, à la frontière qui sépare l'URSS de la Hongrie; c'est sur ces ponts que des troupes soviétiques venant de l'URSS sont passées le matin du 24 octobre. Le Comité a aussi appris de source sûre que des forces soviétiques ont été vues en marche entre Szombathely et Székesfehérvár dès le 22 octobre, venant de l'ouest et se dirigeant vers Budapest. Dans la nuit du 23 au 24 octobre, des forces soviétiques commençaient à traverser Szeged et prenaient la route qui conduit à Budapest. Ce mouvement a continué pendant près de 36 heures.

159. Des témoignages attestent également que, dès la première intervention des forces armées de l'URSS, celles-ci se composaient non seulement de troupes soviétiques stationnées en Hongrie, mais aussi de troupes soviétiques venues d'URSS et de Roumanie. Il semble que, sur les forces soviétiques utilisées au cours de la première intervention, deux divisions seulement étaient stationnées en Hongrie avant l'insurrection, à savoir la Deuxième Division mécanisée et la Dix-septième Division mécanisée. Apparemment, les autorités soviétiques avaient prévu que les troupes stationnées sur le territoire hongrois seraient probablement insuffisantes pour faire face à la situation, et avaient pris des mesures pour faire venir des forces de l'extérieur de la Hongrie. Les troupes soviétiques venues de l'URSS qui ont passé les ponts jetés à Záhony se sont dirigées vers Miskolc, tandis que celles qui ont franchi la frontière près de Beregsurány ont poursuivi leur route vers Nyiregyháza et Debrecen. La police politique hongroise de Nyrbátor a signalé le 24 octobre à 1 heure, au Ministère de la défense, que des troupes soviétiques étaient entrées en Hongrie en provenance de la Roumanie. Le 28 octobre, des soldats des Trente-deuxième et Trente-quatrième Divisions mécanisées qui étaient soignés à la clinique Verebely à Budapest ont été, au cours d'un interrogatoire, trouvés en possession de monnaie roumaine. Une partie des deux divisions avait été stationnée à Timisoara. Ainsi, les forces employées pour réprimer l'insurrection d'octobre n'étaient pas exclusivement des forces stationnées en Hongrie en vertu du Traité de Varsovie.

C. — Résistance du peuple hongrois à l'attaque soviétique

160. On avait donné à entendre aux forces soviétiques que leur tâche consisterait à liquider des bandes contre-révolutionnaires. Or elles se sont trouvées devant l'opposition unanime d'un peuple indigné. Les éléments sur lesquels elles avaient probablement compté, à l'exception de la police secrète, ne leur ont pas donné l'appui qu'elles attendaient. Le parti communiste, qui avait tenu le pays sous sa coupe pendant les années précédentes, se désagrégeait rapidement. L'AVH exécrée, qui avait été le principal instrument de l'oppression, était paralysée par le ressentiment unanime de la population. Ses membres avaient été contraints de chercher refuge dans divers

retranchements où ils étaient en butte à des assauts répétés, car la sauvagerie dont ils avaient fait preuve se retournait maintenant contre eux. Pour autant que l'on sache, l'armée qui, selon les nouvelles données par la radio de Budapest, combattait aux côtés des forces soviétiques, ne leur a pas donné la moindre assistance, alors que, dans plusieurs cas, elle leur a livré bataille et que, dans beaucoup d'autres cas, elle a aidé et appuyé le peuple hongrois dans sa résistance contre l'armée soviétique³.

161. Pour combattre cet ennemi nouveau, les habitants, quels que fussent leur âge et leur occupation, se sont montrés remarquablement unis. Si important qu'ait été le rôle des étudiants au début des manifestations, les ouvriers n'ont pas témoigné moins de détermination à mesure que les combats devenaient plus intenses. Nulle part, la bataille n'a été aussi acharnée que dans certains quartiers d'usines. Les paysans sont venus en aide aux combattants de Budapest en les approvisionnant en vivres à des prix modiques ou gratuitement. En outre, si l'on a souvent vu des gens d'âge mûr participer aux combats, c'est la jeunesse de la capitale qui a joué le premier rôle.

162. On peut citer deux des premiers cas où les Hongrois aient employé des « cocktails Molotov »: il y a d'abord celui d'un homme d'une cinquantaine d'années qui a détruit une automitrailleuse le 24 octobre, à 7 heures 30, près de la caserne Kilián; puis, celui d'enfants qui auraient fait sauter une automitrailleuse avec ses occupants à 8 heures 30. Les efforts des dirigeants pour empêcher la distribution d'armes aux jeunes garçons semblent être souvent restés vains; ceux-ci ont rapidement appris à se servir avec succès des fusils qui tombaient entre leurs mains.

163. Dans le quartier très industriel de l'île de Csepel, à l'extrémité sud du Grand-Budapest, les ouvriers, soutenus par des éléments de la police et des batteries d'artillerie qui étaient passés de leur côté, ont constitué pour leur compte une formation de défense efficace. Bien que les chars soviétiques soient arrivés à Csepel le 24 octobre à 7 heures, ils n'ont pas fait d'efforts suivis pour y écraser l'insurrection. On signale qu'un engagement s'est produit lorsque huit automitrailleuses soviétiques avec des renforts de l'AVH ont ouvert le feu près de l'ancienne usine Manfréd Weiss⁴; cependant, quand les ouvriers ont poussé leur attaque contre l'AVH, les voitures blindées soviétiques se sont retirées sur Budapest. Les ouvriers de Csepel ont alors pu aller au secours de ceux qui combattaient dans Budapest. En voiture, à bicyclette ou à pied ils se sont portés vers le nord pour arriver jusqu'au centre de la ville.

164. Au centre de Pest, deux des principaux points de résistance à l'invasion soviétique étaient la caserne Kilián et le cinéma Corvin. Dans la caserne Kilián (ancienne caserne Mária Terézia, vieil et solide édifice de briques situé dans l'avenue Üllői), une unité de l'armée hongroise, sous la conduite du colonel Pal Maléter, s'est rangée aux côtés des insurgés et a continué à résister aux assauts répétés des forces soviétiques. Les défenseurs de la caserne Kilián, avec les renforts civils, étaient, dit-on, 2.000 environ. Lorsque les combats ont pris fin à cet endroit, soixante

³ Chap. XII, par. 563.

⁴ Appelée par la suite « usine Rákosi »; connue maintenant sous le nom de « usine de Csepel ».

à soixante-dix soldats soviétiques avaient perdu la vie. A 50 mètres environ de la caserne Kilián, au-delà de l'avenue Üllői, le cinéma Corvin, qui se trouve au carrefour de trois voies de passage (l'avenue Üllői, le boulevard József et le passage Kisfaludy), était rapidement transformé en retranchement. Il était difficile de donner l'assaut au cinéma, construction solide de forme circulaire, parce qu'il était entouré de tous côtés d'immeubles de quatre étages.

165. Le Comité a entendu un compte rendu saisissant de la bataille du Corvin et de l'emploi du « cocktail Molotov » par les insurgés. Un canon anti-char, pris sur un char soviétique hors de combat, avait été placé contre les marches devant le cinéma et l'on avait monté un mécanisme qui permettait de tirer de l'intérieur. Les chars ou automitrailleuses venaient des rues latérales et lorsqu'ils tournaient sur le boulevard, se trouvaient dans le champ de tir du canon antichar qui pouvait détruire les chenilles avant que les chars ne puissent pointer leur canon sur le cinéma. Des observateurs postés aux étages supérieurs d'immeubles situés dans les rues latérales signalaient l'approche des véhicules soviétiques. Au signal, on commençait à préparer les « cocktails Molotov ». On emplissait presque entièrement d'essence une bouteille — ou à l'occasion un bocal de tomates en conserves vidé à cette fin. On la bouchait à demi en entourant le bouchon d'un chiffon. A un deuxième signal, donné lorsque le char arrivait à proximité du cinéma Corvin, on inclinait le goulot de la bouteille vers le bas, de manière que l'essence imbibe le chiffon. Au troisième signal, on allumait le chiffon et on lançait la bouteille. Lorsque le bouchon, qui n'était pas enfoncé, tombait, la bouteille explosait. Une station d'essence située dans les locaux du cinéma Corvin approvisionnait les défenseurs de l'immeuble. Le « bloc » Corvin est l'un des points de résistance de Budapest qui ont soutenu les attaques avec succès pendant les premiers combats.

166. Il est arrivé que les Hongrois rencontrent de la sympathie chez les troupes russes. Les forces soviétiques qui étaient régulièrement cantonnées en Hongrie ou en Roumanie n'étaient pas restées imperméables à l'influence du milieu. Beaucoup de Hongrois avaient appris un peu de russe, soit à l'école où il était enseigné obligatoirement, soit dans un camp de prisonniers de guerre. Ils ont ainsi pu reprocher aux troupes russes, quand l'occasion s'est présentée, d'intervenir dans les affaires hongroises. Les soldats soviétiques se trouvaient, à vrai dire, dans une position assez embarrassante. Parmi les civils contre lesquels ils luttèrent, il y avait des femmes, des enfants et des vieillards. Ils pouvaient voir que la population était unanime dans sa lutte contre l'AVH et contre l'intervention étrangère; que les hommes que l'armée soviétique combattait et les prisonniers qu'elle faisait étaient non pas des fascistes, mais des ouvriers et des étudiants, qui de toute évidence considéraient les soldats soviétiques non comme des libérateurs, mais comme des oppresseurs. Il était aussi tout à fait inusité pour les soldats soviétiques, comme pour les Hongrois eux-mêmes, d'entendre des gens parler ouvertement de sujets jusqu'ici bannis de la conversation. Apparemment, quelques officiers et soldats russes ont combattu et sont morts du côté hongrois.

167. Rencontrant à Budapest une opposition dont elles ne pouvaient venir à bout, les forces soviétiques étaient dans l'impossibilité de contrôler les provinces. Il

semble que la concentration des forces à Budapest ait pratiquement vidé de troupes soviétiques certaines régions du pays, notamment la région située entre le Danube et les frontières occidentales (Transdanubie). Dans des agglomérations telles que Pécs, il n'est arrivé de troupes soviétiques qu'au début de novembre. Dans d'autres où les garnisons étaient présentes, mais isolées, les relations avec la population locale étaient assez amicales. Le 28 octobre, la Radio libre de Győr annonçait que le commandant militaire soviétique avait dit qu'il n'avait nullement l'intention d'intervenir « dans les affaires politiques intérieures du peuple hongrois », ajoutant que « le soulèvement du peuple hongrois contre des chefs tyranniques était justifié ». Le commandant soviétique a remercié la population de fournir du lait pour les enfants de la garnison soviétique et l'a invitée à lui signaler toute infraction au règlement commise par des soldats soviétiques. En conclusion, il a assuré la population de Győr que les troupes soviétiques ne se préparaient pas à attaquer la ville.

168. A Veszprém, le conseil révolutionnaire, apprenant, le 28 octobre, que le bruit courait que les troupes soviétiques de la caserne Hajmáskér se préparaient à attaquer la ville pour y réinstaller les anciens cadres, a envoyé au commandant soviétique une délégation de trois hommes. Le commandant a déploré que trois citoyens soviétiques aient été tués à Várpalota, dans le comitat de Veszprém, mais il a reconnu que le peuple hongrois avait le droit de choisir le régime qui lui convenait et de renverser les chefs qui ne s'acquittaient pas de leur tâche comme ils le devaient. Il a donné l'assurance que, si les Hongrois s'abstenaient d'attaquer, les troupes soviétiques n'attaqueraient pas Veszprém. Le même commandant soviétique a refusé de donner asile à des membres de l'AVH qui avaient cherché refuge auprès des troupes russes. A Jászberény, le commandant soviétique a pris l'initiative d'aller trouver le conseil révolutionnaire. Accompagné de deux officiers soviétiques, il a promis au conseil qu'il n'interviendrait pas dans les affaires intérieures de la Hongrie et que les troupes ne quitteraient pas la caserne pour des manœuvres. Jászberény a été ultérieurement le théâtre d'un incident grave, mais seulement après le 4 novembre, alors que la politique soviétique avait changé. A Debrecen, les forces soviétiques ont quitté la ville pour se retirer dans la campagne. Des chars soviétiques y sont arrivés le 24 octobre, mais, quand les négociations ont commencé, dans l'après-midi du 26, entre le Conseil révolutionnaire et le commandant soviétique, ce dernier a accepté de retirer les troupes soviétiques de la ville et de lever le couvre-feu; le retrait des troupes soviétiques de Debrecen a commencé le 27.

169. Dans les provinces, il semble que les forces soviétiques se soient plutôt efforcées d'éviter tout conflit avec le peuple hongrois.

170. A Budapest, les combats se sont poursuivis du 24 au 28, les forces blindées soviétiques essayant d'anéantir les positions où les résistants étaient retranchés. Le massacre de la place voisine du Parlement⁵ a exaspéré plutôt que terrorisé la population et les violentes attaques soviétiques du 27 octobre sont restées sans succès. Il n'y a eu d'accalmie qu'après le cessez-le-feu du 28 octobre, et, le 30 octobre au soir, la lutte était pratiquement terminée.

⁵ Chap. X, par. 481-483.

D. — Retrait des troupes soviétiques de Budapest

171. Au premier rang de leurs revendications, les insurgés de Budapest réclamaient le retrait des troupes soviétiques de la capitale. Des délégations des conseils révolutionnaires de province et des groupes combattants de Budapest faisaient pression sur le Gouvernement pour qu'il accepte leurs revendications. Ils affirmaient qu'ils ne déposeraient pas les armes tant que le Gouvernement n'aurait pas précisé sa position quant à l'évacuation du pays tout entier par les troupes soviétiques. Toutefois, les insurgés admettaient que l'évacuation de Budapest constituerait la première étape et qu'ensuite les forces soviétiques abandonneraient dans un délai donné le territoire hongrois. Telles étaient les revendications du Conseil révolutionnaire des étudiants, du Conseil révolutionnaire de Miskolc, du Conseil national transdanubien et d'un grand nombre de villes et de villages de toutes les régions du pays ⁶.

172. Le 28 octobre à 17 heures 25, M. Imre Nagy, Président du Conseil hongrois, a annoncé que le Gouvernement soviétique avait accepté de commencer à retirer ses troupes de « l'enceinte de la ville ». Le lendemain matin, au Ministère de la défense, M. Imre Nagy, Président du Conseil, et le général Károly Janza, Ministre de la défense, ont eu une entrevue avec les représentants des principaux groupes d'insurgés. Selon les témoignages recueillis, le général Janza a, au cours de cette réunion, insisté sur le fait que le retrait des troupes était une opération complexe qui soulevait divers problèmes techniques et qu'il était difficile de l'exécuter dans les délais fixés par les insurgés. Toutefois, comme les pourparlers portaient également sur le rétablissement de l'ordre à Budapest, la réunion s'était terminée sur une note d'espoir. Le Gouvernement devait s'efforcer de mettre au point avec les autorités soviétiques le calendrier des opérations d'évacuation et les insurgés devaient lui prêter concours en maintenant l'ordre et en manifestant le respect voulu aux troupes soviétiques qui quitteraient la ville ⁷.

173. Les négociations entre le Gouvernement et les autorités soviétiques se sont poursuivies pendant la journée. En même temps, le général Király, en sa qualité de chef du conseil révolutionnaire, jetait les bases de la garde nationale afin de diriger et de coordonner l'action des divers groupes d'insurgés. Dans la soirée, le général Janza a annoncé que les troupes soviétiques évacuaient le huitième arrondissement de Budapest et a invité les insurgés à déposer les armes conformément à l'accord. Le lendemain, il a annoncé que l'évacuation de Budapest par les forces soviétiques serait achevée le 31 octobre à l'aube ⁸.

174. ...⁹ Dans les derniers jours d'octobre, les blindés et les autres véhicules soviétiques ont commencé à évacuer Budapest, à l'exception de certaines positions clés comme l'Ambassade soviétique et les principales voies d'accès aux ponts du Danube. Cependant, au moment même où se déroulaient ces opérations de retrait, les principaux aéroports de Budapest étaient encerclés, acte qui amena l'état-major de l'armée de l'air hongroise à proclamer le 30 octobre que, si les troupes soviétiques n'avaient

pas évacué Budapest dans les douze heures, l'armée de l'air hongroise « entrerait en action pour appuyer les revendications de la population laborieuse hongroise tout entière ». Les aéroports de Ferihegy, Budaors et Tököl, près de Budapest, étaient aux mains des troupes soviétiques ou peu s'en fallait, car elles avaient installé des batteries d'artillerie et des unités blindées à proximité. Il en était de même de l'aéroport de Szentkirályszabadja (entre Veszprém et le lac Balaton) et des aéroports de Kecskemét et de Szolnok. Budapest est entourée de trois aérodromes dans la proche banlieue et trois autres, situés à une centaine de kilomètres, occupent des positions stratégiques. Il apparaissait toutefois que six aérodromes militaires — ceux de Pápa, Székesfehérvár et Kaposvár dans l'ouest de la Hongrie, ceux de Kiskunlacháza et de Kalocsa dans le centre et celui de Kunmadaras dans le nord-est du pays — n'étaient pas encore occupés par l'armée soviétique. Selon les renseignements recueillis, ils disposaient de 200 avions hongrois de types divers, prêts à entrer immédiatement en action.

175. Sur les instructions de M. Imre Nagy, Président du Conseil, le général Király a interdit formellement à l'armée de l'air hongroise d'intervenir. Le Président du Conseil estimait en effet que, puisque des discussions relatives au retrait des troupes soviétiques étaient en cours, toute manifestation de belligérance de la part des forces hongroises, surtout si elle n'était pas due à une provocation directe, détruirait les chances de parvenir à une solution par voie de négociations et risquerait en fait d'inciter les autorités soviétiques à prendre des mesures de représailles. Cependant la reconnaissance aérienne était autorisée et les autorités hongroises furent informées des mouvements de troupes soviétiques en Hongrie au cours de la période allant du 29 octobre au 2 novembre. Le 30 octobre, quelque 200 chars et autres véhicules blindés soviétiques étaient stationnés au voisinage de Budapest, au nord et au sud de la ville, sur les routes de Vác, de Cegléd et de Kecskemét. A l'ouest de Budapest, il y avait environ 30 chars à proximité immédiate de la ville et 25 à Székesfehérvár. Dans l'ouest de la Hongrie, 10 ou 15 chars et autres véhicules militaires se trouvaient aux alentours de Győr et autant près de Szombathely. Quelques chars restaient à Kecskemét, à Szolnok, à Békéscsaba et à Debrecen. On a calculé que le nombre total des chars soviétiques engagés alors en Hongrie était inférieur à 400. Le 30 octobre, un service aérien a été organisé à partir de Tököl, de Ferihegy et d'autres aéroports et on estime que 200 avions de transport environ ont été utilisés pour évacuer les familles du personnel militaire et civil soviétique ainsi que les combattants blessés. Le dernier jour d'octobre, malgré des informations selon lesquelles les avions qui arrivaient en Hongrie apportaient du matériel militaire, le sentiment général était que le retrait soviétique avait des chances de devenir rapidement une réalité.

176. Cet espoir fut de courte durée. A 23 h. 30 le 1^{er} novembre, Radio-Budapest annonçait que, selon un communiqué de l'Ambassade soviétique, des détachements blindés de l'armée soviétique avaient encerclé des aérodromes de l'armée de l'air hongroise pour assurer le transport par avion des familles du personnel militaire soviétique et des blessés. La déclaration radiodiffusée ajoutait : « L'armée de l'air hongroise tout entière est prête à se défendre contre des forces écrasantes. Toutefois,

⁶ Chap. XII, par. 504-505, et chap. VIII, par. 329.

⁷ Chap. VIII, par. 330.

⁸ *Ibid.*, par. 333.

⁹ Pour les quatre paragraphes suivants, voir chap. VIII, par. 333-335.

le Gouvernement, pleinement conscient de ses responsabilités, a interdit aux troupes d'ouvrir le feu. Ainsi, les forces de l'armée de l'air font actuellement face aux forces soviétiques présentes, sans intervenir et avec discipline. Elles attendent le départ des troupes soviétiques. » Dès lors, l'armée de l'air hongroise se voyait rapidement privée de toute possibilité d'action. Les aérodromes militaires hongrois et ceux que l'armée de l'air soviétique avait occupés précédemment comme Pápa et Veszprém étaient devenus les têtes d'étape des forces soviétiques. Comme le nombre des soldats blessés et des civils à évacuer était relativement faible, le communiqué de l'Ambassade soviétique semblait avoir pour objet de justifier la mainmise sur les aérodromes et l'immobilisation de l'armée de l'air hongroise.

177. Selon les renseignements recueillis, la population de Budapest a en général, au cours des journées qui ont suivi le 29 octobre, observé une attitude d'attente, calme mais non dépourvue de tension, devant la perspective du retrait des troupes soviétiques. La nouvelle presse libre et la radio, tout en se félicitant des résultats positifs obtenus dans les négociations en vue de l'évacuation de Budapest par les forces soviétiques, demandaient à la population de s'abstenir de toute manifestation d'hostilité envers les troupes étrangères. De fait, les forces soviétiques ont évacué la ville sans encombre. Dans le vingtième arrondissement, à Soroksár et à Pestszenterzsebet, qui relevaient de l'état-major unifié de la Garde nationale, les seuls incidents signalés le 29 octobre ont été des combats avec quelques unités soviétiques qui, coupées de leur approvisionnement en vivres, pillaient des boutiques d'alimentation. Le lendemain, le cessez-le-feu est devenu général et la trêve armée a été respectée de part et d'autre; aucune violation n'a eu lieu jusqu'aux premières heures du 4 novembre. Il en a été de même dans les banlieues nord et ouest de la capitale. Dans les centres de province, les troupes soviétiques évacuaient les villes ou bien, lorsqu'elles étaient en garnison, se retiraient dans les casernes, donnant l'impression que leur intervention en Hongrie prenait fin.

E. — Déploiement logistique de nouvelles forces soviétiques

178. En réalité, dans les derniers jours d'octobre et au début de novembre, les forces soviétiques ont effectué en Hongrie trois mouvements distincts. Le premier a consisté à évacuer les troupes de la capitale et à cesser de les montrer en province. Le deuxième a été l'envoi sur certains centres stratégiques hongrois de nouvelles troupes venues de l'est et destinées en apparence, comme l'avait annoncé M. Andropov, Ambassadeur de l'URSS, à permettre l'évacuation ordonnée des forces soviétiques. Quant au troisième, il a consisté à masser aux frontières de la Hongrie ou en territoire hongrois les unités blindées lourdes qui, quatre jours plus tard, devaient servir à écraser l'insurrection hongroise. Les deux premiers mouvements — évacuation des troupes de Budapest et entrée de nouvelles forces par la frontière orientale — semblent avoir convergé en des points stratégiques, situés le long des principales artères routières pour former un arc de cercle à environ 150 km à l'est de Budapest. Les troupes ainsi regroupées étaient déployées sur une ligne s'étendant de Gyönggös et Hatvan au nord de la route Budapest-Miskolc, puis passant par Cegléd et

Szolnok sur la route Budapest-Debrecen et par Kecskemét sur la route Budapest-Szeged, et allant jusqu'à Dunaföldvár, sur la rive occidentale du Danube. Jusqu'au 31 octobre, ce regroupement militaire n'avait pas pris dans les régions situées à l'ouest du Danube des proportions aussi importantes que dans la plaine danubienne, sauf à Székesfehérvár, ville sur laquelle certaines des troupes stationnées à Budapest s'étaient repliées.

179. Sur la frontière orientale, après deux jours de calme relatif — le 27 et le 28 octobre — on a observé de nouveaux mouvements de troupes. A Záhony, poste-frontière situé aux confins de la Transcarpatie, 100 chars au moins ont été mis en place sur le territoire hongrois et d'importantes formations d'infanterie et d'artillerie motorisées, accompagnées d'unités blindées de soutien, se sont portées vers l'ouest en direction de Nyiregyháza. Le lendemain, 133 chars et 80 chars lourds du dernier modèle traversaient la frontière à Záhony, ce qui faisait plus que compenser le départ des quelques chars et véhicules d'infanterie qui avaient quitté Nyiregyháza en direction de l'est, joyeusement salués au passage par la population locale.

180. Dans certains cas, comme on l'a signalé du village frontière de Csaroda, les convois en route vers l'est n'ont pas vraiment quitté la Hongrie, mais ont exécuté un mouvement circulaire, revenant vers l'ouest par une autre route. Il semble qu'à partir du 29 octobre, on ait signalé chaque jour l'entrée de nouvelles troupes en territoire hongrois. Le secteur de Záhony a d'abord été la principale zone de concentration, mais, à partir du 31 octobre, la plupart des routes menant vers la Hongrie ont servi au passage de troupes soviétiques. Depuis le village frontière de Nyírbátor, près de Satu Mare en Roumanie, jusqu'au poste-frontière de Battonya, près d'Arad en Roumanie, les routes étaient encombrées de véhicules entrant en territoire hongrois. A Debrecen, où un avion de reconnaissance de l'armée de l'air hongroise a été abattu le 31 octobre par une batterie anti-aérienne soviétique, l'activité militaire était également intense. Au cours des trois jours suivants, la reconnaissance aérienne est devenue de plus en plus difficile parce que le nombre des aérodromes échappant au contrôle soviétique diminuait rapidement.

181. Il est alors apparu avec évidence que les nouvelles troupes soviétiques avançaient par étapes vers des positions stratégiques dans la plaine danubienne et même jusqu'aux régions situées à l'ouest du Danube. C'est ainsi que des troupes fraîches sont arrivées le 1^{er} novembre à Szolnok et à Kecskemét et qu'une autre unité semble avoir franchi le Danube et pris position le 1^{er} novembre également à Dombovár, à 20 kilomètres au nord de la ville de Pécs. L'armée soviétique a également utilisé pour le transport de ses troupes la grande ligne de chemin de fer passant par Záhony. On sait que des détachements soviétiques ont pris possession des gares de Záhony, de Kiskváda et de Nyiregyháza dans les journées du 1^{er} et du 2 novembre et quelques coups de feu ont été échangés entre cheminots hongrois et soldats soviétiques. Le commandement soviétique a réquisitionné les lignes de l'est et à partir du 2 novembre les trains hongrois n'ont pu circuler entre Szolnok et Nyiregyháza.

182. Le commandement soviétique a également utilisé le réseau de communications tchécoslovaque, qui est plus dense. Il s'en est bien trouvé car, malgré la construction

de ponts flottants auxiliaires sur la Tisza, un goulot d'étranglement avait tendance à se former sur la voie d'accès à la Hongrie qui passe par Záhony. Quant au franchissement de la frontière roumaine, bien que ces lignes de communications aient été utilisées jusqu'à Timisoara, vers le sud, elles avaient l'inconvénient d'étendre le réseau de communications soviétiques sur une trop grande distance. Ainsi, les forces soviétiques se sont déployées au nord à travers la Slovaquie et le long du Danube, poussant peut-être à l'est jusqu'à Esztergom (au nord de Budapest) et Rajka (au nord de Magyaróvár). Le 2 novembre, des troupes soviétiques venues de Tchécoslovaquie ont franchi le Danube par le pont de Komárom.

183. Le 2 novembre au soir, la Hongrie était bel et bien envahie à nouveau. M. Imre Nagy, Président du Conseil, poursuivait ses négociations avec les représentants soviétiques, espérant que ces puissantes formations soviétiques n'étaient là que pour faire une démonstration de force. Selon les évaluations, le nombre des chars soviétiques en Hongrie se situait entre 1.600 au minimum et 4.000 et les effectifs entre 75.000 et 200.000 hommes. D'après les renseignements recueillis par le Comité, le chiffre de 2.500 chars et voitures blindées et de 1.000 véhicules divers serait le plus plausible.

184. Le soir du 3 novembre, Budapest n'était plus reliée à la province que par le téléphone, car les forces soviétiques interdisaient pratiquement l'usage des routes et du chemin de fer. L'accord entre le Gouvernement hongrois et les autorités soviétiques au sujet de l'évacuation de la Hongrie par les troupes soviétiques avait été conclu dans l'après-midi. Certaines questions relatives à l'évacuation restaient encore en suspens. Pour les régler,

le général Maléter, à la tête d'une délégation, fut habilité à représenter le Gouvernement. A 22 heures, il se rendit au quartier général soviétique à Tököl, dans l'île de Csepel¹⁰. Ainsi, malgré la présence dans le pays d'importantes formations militaires soviétiques, M. Imre Nagy, Président du Conseil, avait des raisons de croire que la Hongrie allait devenir libre.

F. — Conclusions

185. Dans le présent chapitre, le Comité a résumé les renseignements qu'il a pu recueillir sur les mouvements des forces soviétiques en Hongrie depuis le début de la première intervention jusqu'à la veille de la seconde. Au moment où se produisaient les nouvelles concentrations de troupes relatées dans ce chapitre, des négociations avaient lieu entre le Gouvernement hongrois et le Gouvernement de l'URSS en vue du retrait des forces soviétiques de Hongrie. Le déroulement de ces négociations est exposé au chapitre VIII. La question se pose de savoir comment concilier ce qu'on sait des négociations politiques en vue de l'évacuation complète et le fait nettement établi que les autorités soviétiques ne cessaient de réintroduire des forces et de les concentrer dans le pays. Il se peut fort bien que, à la veille même de la deuxième intervention, les autorités politiques et militaires de l'URSS aient eu des opinions divergentes quant au meilleur moyen de faire face à la situation exceptionnelle devant laquelle elles se trouvaient et que les autorités militaires n'aient à aucun moment cessé de penser que le recours à la force était le seul moyen de venir à bout des difficultés qui avaient surgi en Hongrie.

¹⁰ Chap. VIII, par. 343, et chap. VII, par. 290.

Chapitre V

DEUXIÈME INTERVENTION MILITAIRE SOVIÉTIQUE

A. — Introduction

186. Moins d'une semaine s'est écoulée entre la fin des hostilités d'octobre et la deuxième attaque des forces armées soviétiques, qui a eu lieu le dimanche matin 4 novembre. Le Comité a entendu des témoignages dignes de foi sur la situation qui régnait à Budapest pendant cette brève période. A la veille de la deuxième attaque, l'ordre se rétablissait rapidement dans les rues endommagées de la capitale. La population avait déjà commencé à enlever les gravats et les éclats de verre. Quantité de magasins avaient leurs vitrines cassées; il n'y a pourtant pas eu de pillage. On avançait d'un bon pas dans le sens d'une consolidation politique, et l'on pouvait compter sur une reprise du travail pour le lundi 5 novembre¹. On avait fini de négocier la formation d'une garde nationale², sous les ordres du général Király, en vue d'assurer la sécurité intérieure. Un sentiment de confiance s'éveillait chez les habitants de Budapest.

187. Il a été établi dans le chapitre précédent que depuis plusieurs jours les troupes soviétiques entraient en Hongrie en très grand nombre et d'autres préparatifs militaires avaient lieu. Etant donné les difficultés que présente l'organisation d'une action militaire de grande envergure, il semble très probable que les plans de la deuxième intervention ont été dressés pendant les derniers jours d'octobre, voire plus tôt. Le présent chapitre a pour but de rassembler les témoignages recueillis sur les combats proprement dits qui ont eu lieu entre le début de la matinée du 4 novembre et le moment où la résistance armée a cessé. Il semble cependant opportun d'examiner dès maintenant un aspect des combats qui a très sensiblement influé sur la façon dont ils se sont déroulés: l'attitude de l'armée régulière hongroise envers l'insurrection et celle des insurgés envers l'armée.

B. — Rapports entre les insurgés et l'armée hongroise

188. Il est significatif de constater que, pendant toute la durée de l'insurrection, aucune unité de l'armée hongroise n'a combattu en tant que telle aux côtés des troupes soviétiques. Non seulement dans la caserne Kilián, mais aussi plus tard dans la Citadelle de Budapest et dans les montagnes de Mátra et de Bükk, des unités de l'armée hongroise ont combattu aux côtés des insurgés. En dehors de ces unités organisées, de nombreux soldats hongrois sont passés aux insurgés ou leur ont remis des armes et des munitions. Il ne serait pas exagéré de dire que l'armée hongroise n'a, dans toute la Hongrie, été d'aucune utilité au commandement soviétique pour réprimer l'in-

surrection. En fait, elle a commencé à se désintégrer dès le début. Les désertions ont été tellement nombreuses que le Ministre de la défense, István Bata, a été obligé, le 25 octobre à 8 h. 56 — 36 heures seulement après le début de la révolte — de lancer à la radio l'appel suivant: « J'ordonne aux membres de l'armée qui, pour une raison quelconque, se sont trouvés séparés de leur unité de rejoindre leur formation immédiatement, au plus tard le 25 octobre à midi, et de se présenter devant leur chef de corps. » D'autres appels radiodiffusés ont plus tard enjoint aux soldats de se présenter au poste militaire le plus proche, parce qu'alors de nombreux soldats avaient quitté leur garnison de province pour se rendre à Budapest ou pour venir en aide à l'insurrection ailleurs³.

189. Comme les hommes de troupe et les officiers subalternes venaient de familles paysannes ou ouvrières, qui connaissaient bien les griefs du peuple, les insurgés se sont rapidement acquis leur sympathie; d'ailleurs, selon des témoignages recueillis, des griefs analogues à ceux de la population civile s'étaient fait jour dans les garnisons. Par exemple, l'adoption d'un uniforme du type russe pour les soldats hongrois et la position subordonnée de l'armée hongroise avaient suscité de l'amertume. Ce qui démontrait cette position d'infériorité, c'était la surveillance que des officiers soviétiques exerçaient sur l'état-major général hongrois, le contrôle soviétique des armes tactiques lourdes, du matériel de transmission lourd et de l'aviation, et l'infiltration de l'armée hongroise par des organes de la sûreté de l'Etat sous contrôle soviétique. Les hommes de troupe de l'armée hongroise éprouvaient ainsi un sentiment d'infériorité qui s'était depuis quelque temps déjà traduit par des réclamations.

190. La résistance du peuple hongrois s'est trouvée notablement fortifiée par l'attitude des soldats, tout d'abord par leur refus de combattre contre les insurgés et bientôt par leur aide effective. Toutefois, la plupart des officiers supérieurs n'ont pas adopté cette attitude. Sous l'inspiration soviétique, on avait créé des cadres spéciaux d'officiers communistes pour l'exécution de toutes les opérations importantes, et on avait choisi les chefs d'unité en raison de leur affiliation au Parti plutôt que de leur formation militaire. Les officiers supérieurs expérimentés avaient, pour la plupart, été mis à la retraite ou chargés d'enseigner dans telle ou telle école militaire. En revanche, un grand nombre de jeunes officiers s'étaient formés dans l'Union soviétique et étaient présumés être non seulement communistes, mais aussi prosoviétiques. Le reste des officiers avaient à un moment ou à un autre, au cours des dix dernières années, fait l'objet d'un endoctrinement communiste spécial, et beaucoup passaient pour avoir des

¹ Chap. XI, par. 511 et 559.

² *Ibid.*, par. 522.

³ Chap. XIII, par. 597.

sentiments prosoviétiques. Dans les écoles militaires de Budapest cependant, contrairement à ce que l'on aurait pu attendre, les élèves-officiers n'ont pas réagi dans ce sens devant les événements. Ils connaissaient par expérience personnelle les griefs des travailleurs et participaient ardemment à des discussions comme celles du Cercle Petöfi. D'après des informations diffusées par la radio de Budapest, environ 800 élèves-officiers de l'Ecole militaire Petöfi à Buda se trouvaient au nombre des personnes qui ont manifesté devant la statue de Bem, lors des manifestations du 23 octobre. La présence dans le cortège d'élèves-officiers en uniforme a été pour les manifestants un grand encouragement.

191. Tous ces facteurs avaient créé de la sympathie et de la confiance entre les insurgés et les soldats de l'armée hongroise. Mais la plupart des insurgés ont continué à se méfier du Commandement militaire et des officiers supérieurs en général. Pendant les jours de la liberté, le Conseil militaire révolutionnaire de l'armée et le Commandement de la garde nationale ont noué des liens de collaboration avec les insurgés du Grand Budapest. En province, la situation était encore confuse. Elle dépendait beaucoup de l'attitude du chef de la garnison locale et de celle de son état-major. Souvent, les officiers supérieurs s'étaient montrés adversaires de l'insurrection ou s'étaient déclarés neutres. Dans certains cas, la garnison, ayant effectivement pris parti pour les insurgés, avait été incapable d'agir en unité organisée, faute de munitions ou par suite de l'action de l'AVH ou du NKVD soviétique.

192. Les combattants de la liberté ont volontiers accueilli parmi eux les soldats et officiers déserteurs et se sont largement servis des armes et du matériel que l'armée leur donnait, mais ils ont préféré que le commandement des groupes insurgés reste entre les mains des civils. Pendant les « jours de la liberté », on a envisagé de réorganiser l'armée en lui donnant un caractère non politique et d'exclure certains des officiers connus pour leurs opinions prosoviétiques. Mais cela aurait pris du temps et, dans l'intervalle, les conseils révolutionnaires n'avaient guère confiance dans le Ministère de la défense ni dans le Commandement militaire hongrois. Ils ont souvent insisté pour que les instructions données aient la confirmation personnelle d'un chef en qui ils avaient confiance, comme le général Maléter ou le général Király.

193. A la première réunion du Comité de défense nationale révolutionnaire⁴, le 31 octobre, les généraux Maléter et Király et le colonel Nádar, de l'armée de l'air, avaient exprimé l'avis qu'il fallait hâter la réorganisation de l'armée hongroise. Ils estimaient cependant que l'attitude de l'armée et des insurgés envers les Russes devait être irréprochable pendant les négociations relatives au retrait des troupes soviétiques. On envisageait déjà la possibilité d'une nouvelle attaque soviétique. Tandis que les généraux Maléter et István Kovács s'occupaient exclusivement des négociations techniques relatives au retrait des troupes soviétiques, le Comité a fait venir de l'Ecole militaire Zrinyi le colonel András Marton pour dresser un plan de défense qui devait servir dans le cas d'une deuxième attaque soviétique. Mais le colonel Marton n'a pu quitter ses fonctions à l'Ecole Zrinyi que le 2 novembre. A ce moment-là, des mouvements de troupes soviétiques avaient lieu dans diverses parties du pays,

et les communications devenaient extrêmement difficiles. Il était évident que si le Commandement soviétique allait frapper, il avait en Hongrie plus de troupes qu'il n'en fallait pour rendre impossible toute résistance organisée.

194. Les 2 et 3 novembre, divers groupes révolutionnaires, qui occupaient des emplacements comme le « bloc » Corvin ou la caserne Kilián ou qui se trouvaient dans les faubourgs industriels de Budapest, ont retiré leurs stocks de munitions avec le concours de la Garde nationale. Il semble toutefois qu'ils n'aient guère que des balles de fusil. Quelques officiers et sous-officiers attachés aux divers groupes ont entrepris de donner à leurs compagnons d'armes une formation élémentaire d'artilleurs. Ces groupes ont amélioré leurs positions défensives ou ont choisi des emplacements différents, meilleurs pour le tir des canons antiaériens. Il semble, cependant, qu'il n'y ait eu aucun plan d'ensemble pour protéger Budapest en cas d'attaque soviétique. Les organisateurs de la résistance ont agi à l'échelon local et avec des moyens de fortune.

195. Les chefs des conseils révolutionnaires ne pouvaient éprouver une satisfaction particulière à la communication téléphonique directe avec M. M. Tildy ou le général Király. A partir de 21 heures le 3 novembre, M. Nagy et le général Király ont reçu des conseils, des communications par téléphone et par radio, mais pas de lettres spéciales car ils n'avaient pas confiance dans la hiérarchie des cadres pour transmettre leurs communications depuis les échelons d'exécution jusqu'aux échelons les plus élevés. Cette circonstance jette quelque lumière sur le caractère individualiste des opérations militaires hongroises. La résistance n'a suivi aucun plan général, elle s'est limitée à des engagements locaux, bien que parfois très violents. Il importe de remarquer, à propos de ces engagements, que l'armée hongroise avait pratiquement cessé d'exister en tant que telle et qu'il était par conséquent impossible à la plupart des unités de l'armée de combattre en formation, mais, en revanche, la participation de soldats individuellement ou collectivement à la résistance est devenue le trait commun à tous les combats. C'est dans ces conditions que les habitants de Budapest se sont trouvés de nouveau sous le feu soviétique.

C. — Les combats dans Budapest

196. Depuis le 3 novembre à 21 heures, la capitale était complètement encerclée. Des postes d'observation placés sur les routes principales ont fait savoir qu'il y avait certaines de chars d'assaut s'avancant lentement vers Budapest. On a appris qu'en certains endroits, notamment à Pestszenterzsébet, de petits détachements avaient été envoyés dans le canton, peut-être dans l'intention d'inciter les insurgés à ouvrir le feu. Comme les troupes soviétiques devaient évacuer Budapest et sa banlieue aux termes de l'accord du 31 octobre, les commandants locaux ont reçu de M. Nagy l'ordre de ne pas tirer. De son côté, le Ministère de la défense a donné à maintes reprises des instructions dans le même sens. Des témoins ont attesté que les insurgés n'avaient pas ouvert le feu pour la seule fois. A 3 heures du matin, des chars ont avancé sur l'avenue de Soroksár jusqu'à la place de Boráros, sur la rive gauche du fleuve, et coupaient l'île de Csepel.

⁴ Chap. XI, par. 518-521.

centre de la capitale. De même, des chars descendaient de l'avenue Vaci au nord et longeaient la rive orientale du fleuve pour couper Ujpest de Buda. On ne possède pas de renseignements précis pour les autres secteurs, mais on sait que les troupes soviétiques ont ouvert le feu à 4 h. 25 sur la caserne de l'avenue de Budaörsi, au sud de la vieille ville de Buda. Peu de temps après, on a entendu le canon de tous les quartiers de la ville et de certains faubourgs.

197. Des combats ont éclaté en de nombreux points de résistance. Les chars soviétiques se sont avancés sur les principaux boulevards qui rayonnent du Danube. Les insurgés ont dressé des barricades à des carrefours importants de l'enceinte extérieure de Pest et des combats acharnés se sont déroulés avenue Ullői, place Marx, place Kálvin, à la caserne Kilián et au cinéma Corwin. Du côté de Buda, on se battait au Mont Gellért, à la Citadelle et au Mont du Palais royal, à la gare du Sud, place Széna et rond-point Zsigmond Móricz. La résistance était plus ou moins ferme selon les hommes, les armes et les munitions dont elle disposait. En quelques heures, les troupes soviétiques ont réussi à se frayer un passage par les armes jusqu'à certains points stratégiques de la ville: la place proche du Palais du Parlement, les rives du Danube, les têtes de pont, la station de radio et le siège de la police. Si l'on avait conçu pour l'ensemble de la ville une résistance organisée, elle avait cessé à 8 heures du matin, c'est-à-dire peu de temps après le moment où les troupes soviétiques se sont emparées de la station de radio. Par la suite, les groupes ont continué de se battre jusqu'à épuisement de leurs munitions ou jusqu'à l'anéantissement de leurs positions défensives par le feu nourri des chars d'assaut. La caserne Kilián a subi un assaut de trois heures et un bombardement aérien, mais elle a résisté trois jours. Les unités de la Citadelle, renforcées par des combattants de la liberté, ont tenu jusqu'au 7 novembre. Les troupes soviétiques ont subi de lourdes pertes, car la défense de ces positions était bien organisée. Des combats acharnés se sont aussi déroulés sur le rond-point Zsigmond Moricz et dans d'autres parties de la ville. D'après les témoignages recueillis, il semble que, pendant les deux premiers jours, le Commandement soviétique ait surtout dirigé ses attaques contre celles des positions fortifiées qui l'empêchaient, par leur résistance obstinée, de se proclamer maître de Budapest tout entier. On a l'impression que les troupes soviétiques ont évité de réduire systématiquement les positions secondaires et les tireurs isolés, parce qu'elles croyaient que l'ordre serait bientôt complètement rétabli. Quant il est apparu qu'il n'en était rien, les chars soviétiques ont recommencé à parcourir les grands boulevards en faisant feu au hasard sur les maisons pour terroriser les habitants et les forcer à se rendre. Cette action a causé de gros dégâts aux maisons des boulevards et des rues transversales, même là où les combattants de la liberté n'avaient pas récemment opposé de résistance. Le 8 novembre, une grande partie de Budapest portait la trace de combats acharnés. Des centaines d'édifices étaient complètement détruits et des milliers gravement endommagés. Certains quartiers avaient particulièrement souffert, mais beaucoup d'autres étaient intacts, ce qui se comprend dans une ville aussi grande que Budapest. Le 7 novembre, à la tombée de la nuit, les combats n'étaient plus qu'intermittents et se limitaient dans l'ensemble aux faubourgs industriels.

198. Il faut cependant signaler que, d'après les éléments de preuve dont le Comité a eu connaissance, il est tout à fait raisonnable de penser que l'ensemble de la population de Budapest a pris part à la résistance. Il n'était donc pas possible de distinguer entre civils et militaires. Des « cocktails Molotov » ont été jetés des fenêtres d'appartements des étages supérieurs, un peu partout par des hommes, des femmes et des enfants. Il aurait par conséquent été difficile à une armée d'invasion de choisir les objectifs à attaquer.

D. — Les combats dans les quartiers industriels de Budapest

199. Dans les quartiers industriels de Budapest, la plupart des combattants étaient des ouvriers et le combat s'est transformé en une lutte entre les Hongrois, ouvriers d'usine, et l'armée de l'Union soviétique. Il en a été surtout ainsi dans les quartiers situés sur la rive gauche du Danube où sont concentrées la plupart des industries lourdes de la Hongrie. Comme dans la capitale, les cadres des mouvements de résistance se sont constitués à l'échelon local. Tous les quartiers ou groupes de quartiers placés sous le commandement de leurs conseils révolutionnaires ont reçu du matériel militaire et ont été renforcés des soldats qui ont rejoint les combattants de la liberté. Le Conseil révolutionnaire de Csepel a obtenu de la caserne de l'île quelque 85 pièces d'artillerie quand de nombreux officiers et soldats ont rallié le Conseil contre les ordres de leur chef de corps.

200. C'est dans les quartiers industriels qui vont d'Ujpest au nord à Pestszenterzsébet, Soroksár et l'île de Csepel au sud, en passant par Kőbánya, que la résistance a été la plus forte. Elle s'y est poursuivie jusqu'au 11 novembre. A l'exception de quelques engagements survenus après cette date dans les hauteurs des comitats de Nógrád et de Baranya, on peut dire que ces quartiers ont été le théâtre de la résistance armée la plus tenace que les Hongrois aient opposée au cours de la deuxième intervention. Il est impossible de rendre compte en détail des combats qui ont eu lieu dans tous les quartiers, mais le Comité a rassemblé une documentation assez considérable sur la situation d'ensemble. Il semble que les forces soviétiques aient eu avant tout pour objectif de s'emparer de la capitale et d'y exercer leur autorité. Elles n'ont pénétré dans les quartiers industriels de la périphérie que pour autant qu'elles devaient les traverser en suivant les grandes routes. Le matin du 4 novembre, les principaux combats avaient lieu sur la route de Vác et sur les autres routes qui convergent au sud vers l'île de Csepel. Les troupes soviétiques, équipées de véhicules blindés, de tanks légers et lourds et d'artillerie auto-tractée se sont, comme dans la capitale, heurtées aux carrefours à des insurgés armés de canons antichars, de pièces d'artillerie de types divers, de mitrailleuses et de grenades incendiaires. Les combattants de la liberté étaient toujours inférieurs en nombre mais, selon les témoignages recueillis, quand la situation devenait désespérée, ils battaient en retraite pour revenir par une autre rue et s'attaquer à l'arrière-garde d'une colonne blindée. Dans certains cas, les militaires soviétiques étaient obligés de quitter leur tanks pour démolir les barricades, et donnaient ainsi aux combattants de la liberté la possibilité de les attaquer avec des armes légères. Il semble que le 4 et le 5 novembre, la situation

ait eu pour caractéristique le harcellement constant des colonnes soviétiques. Les unités blindées soviétiques ouvraient le feu sur tous les bâtiments qui bordaient les avenues et les rues et infligeaient de lourdes pertes aux non-combattants. Plusieurs maisons et immeubles locatifs ouvriers se sont écroulés sous les projectiles de l'artillerie ensevelissant de vingt à cinquante personnes dans leurs caves.

201. Dans de nombreux quartiers, les établissements industriels, comme la brasserie de Kőbánya, les usines Ganz, la fabrique de lampes électriques et l'usine sidérurgique de Csepel, ont servi d'arsenal aux Hongrois. Toutefois, l'intensité des combats variait d'un quartier à l'autre suivant les armes lourdes et les munitions dont disposaient les insurgés. Des témoins ont déclaré que les engagements continuaient jusqu'à épuisement de tous les projectiles d'artillerie. Ensuite, les combattants de la liberté se joignaient à un autre groupe en emportant leurs armes légères ou bien ils allaient se cacher. L'armée soviétique, en revanche, avait une telle puissance de feu qu'elle n'a pas eu besoin d'engager toutes les unités blindées dont elle disposait.

202. Dans le xx^e arrondissement — Pestszerterzsébet et Soroksár — un commandement unique dirigeait les combats, qui ont duré du 4 au matin jusqu'au 8 au soir. Ensuite, des combats isolés ont continué à se livrer jusqu'à la matinée du 11. La station de radio-diffusion « Róka », entendue hors de Hongrie jusqu'au 8 novembre était située dans cet arrondissement et a fait beaucoup pour maintenir le moral des combattants de la liberté. L'avenue de Soroksár relie Csepel et l'aéroport militaire de Tököl à la capitale. Les troupes soviétiques se sont emparées rapidement de cette avenue, mais harcelées, elles auraient subi de lourdes pertes en hommes et en matériel. Elles ont entrepris un certain nombre de sorties punitives dans les rues latérales, tuant de nombreux non-combattants et détruisant de nombreux immeubles. Au cours de ces attaques, les troupes soviétiques, d'après les informations du Comité, tiraient au hasard sur tout ce qui était à leur portée, même si leur cible n'avait rien de militaire. Parmi les exemples rapportés au Comité, on relève le cas de femmes et d'enfants qui faisaient la queue devant une boulangerie le 4 novembre et qui ont essuyé des coups de feu. Le 7 novembre, un tir de mitrailleuse a détruit une ambulance de la Croix-Rouge et a tué les blessés et les infirmières qui s'y trouvaient.

203. Le Conseil révolutionnaire de Csepel constituait un autre centre de résistance. Il est à noter que certains témoins, anciens membres du Conseil révolutionnaire de Csepel, ont certifié devant le Comité qu'à la veille de la deuxième intervention, ils avaient, ainsi que d'autres membres du Conseil, soutenu qu'en cas d'attaque soviétique, les ouvriers de Csepel ne devraient pas résister. Les forces soviétiques, pensaient-ils, ne pouvaient que l'emporter, et toute résistance aurait abouti à sacrifier inutilement des vies humaines. Mais les ouvriers ont fait comprendre que cette proposition leur paraissait inacceptable. En fin de compte, la bataille de Csepel a été la plus acharnée de toutes, car les ouvriers étaient unanimement résolus à combattre et étaient bien pourvus d'armes. Comme l'aérodrome de Tököl risquait d'être coupé de Budapest tant que les ouvriers de Csepel ne se seraient pas soumis, l'état-major soviétique était forcé de briser

leur résistance. Entre le 4 et le 9 novembre, les combats ont continué sans interruption dans l'ensemble du secteur, tout en n'ayant en certains points qu'un caractère intermittent. Pendant toute la durée de ces cinq jours, les combattants de la liberté ont poursuivi dans la plus grande partie du secteur une résistance armée efficace et bien organisée. Le 7, un barrage d'artillerie s'est déclenché, concentré, contre tout le secteur, et un bombardement aérien est venu l'appuyer. Le lendemain, un émissaire du chef soviétique des opérations est venu demander aux combattants de la liberté de se rendre. Ils ont refusé et le combat a continué. Le lendemain, 9 novembre, un autre émissaire a déclaré aux insurgés que, s'ils ne se rendaient pas, il n'y aurait pas de quartier. Les insurgés ont refusé encore une fois de se soumettre. Les tirs des unités d'artillerie, convergeant à partir du nord, et des canons lourds désormais en position sur le Mont Gellért, devenaient de plus en plus intenses. A 14 heures, les forces soviétiques ont employé des mortiers lance-fusées antipersonnels qui ont causé de graves dégâts aux usines, aux installations et aux immeubles avoisinants. A 18 heures, le Conseil révolutionnaire a décidé d'arrêter le combat. Ses munitions étaient presque épuisées. Les hostilités ayant pris fin à Budapest, les forces soviétiques pouvaient dès lors se concentrer sur Csepel. Le lendemain, 10 novembre, il y a encore eu quelques coups de feu, mais la résistance armée avait pratiquement pris fin, et les tanks soviétiques occupaient déjà toutes les usines et tous les entrepôts qui avaient servi précédemment de bases à la résistance.

E. — Combats en province

204. Bien que l'objectif de la stratégie soviétique ait été la répression du mouvement national hongrois et le renversement du Gouvernement Nagy, à qui il était échoué de donner suite aux revendications des insurgés, le Haut-Commandement soviétique s'est manifestement efforcé d'éviter les engagements partout où il pouvait. Ainsi, dans toute la Hongrie méridionale, de Békéscsaba, à l'est, à Körmend, à l'ouest, — sauf à Pécs, qui constitue à cet égard une exception notable — il n'y a eu aucun combat véritable pendant la durée de l'insurrection. Cette absence de résistance est due à toute une série de raisons.

a) Dans les villes et les villages où ne séjournaient ni troupes soviétiques ni troupes hongroises, les conseils révolutionnaires constitués entre le 25 et le 30 octobre n'ont pas pu se procurer d'armes. Dans la plupart des cas, la question ne présentait d'ailleurs aucune urgence, car les membres locaux de l'AVH avaient consenti, comme on le leur avait demandé, à céder leurs bureaux et à rester chez eux. Lors de la seconde intervention, ces conseils révolutionnaires n'avaient pas les armes qui leur auraient permis d'opposer une résistance armée.

b) Dans les villes comme Szeged, où il y avait habituellement des troupes en garnison, le service de renseignements de l'armée soviétique avait pris des mesures spéciales pour empêcher les officiers supérieurs de l'armée hongroise d'intervenir. Dès le début, les troupes soviétiques ont donc fait en sorte que les insurgés ne puissent pas recevoir d'armes. Tel a également été le cas à Kecskemét, où le commandant de la garnison hongroise, officier formé en Union soviétique, avait fait le nécessaire pour

que son unité, en tant que telle, reste inactive pendant l'insurrection.

205. L'exposé complet des événements qui se sont déroulés dans tout le pays serait beaucoup trop long et n'ajouterait rien à la conclusion que, quelles qu'aient été l'intensité ou la durée de la résistance armée du peuple hongrois, son écrasante majorité était résolue à obtenir satisfaction pour ses revendications. On se bornera, dans le présent rapport, à faire état des événements qui ont eu lieu dans quelques centres de province et qui donnent une idée générale de ce qui s'est passé en dehors de Budapest pendant la seconde intervention⁵.

206. A Pécs, chef-lieu du comitat de Baranya, centre dont l'importance vient de ce qu'il est proche des mines d'uranium, aucun événement important du point de vue militaire n'est survenu entre le 23 octobre et le 1^{er} novembre. L'AVH a bien ouvert le feu contre les premiers manifestants; mais, le 1^{er} novembre, lors d'une deuxième manifestation, elle a été forcée de déposer les armes et le conseil révolutionnaire a assumé l'exercice de toutes les fonctions remplies jusque-là par les fonctionnaires du parti communiste. Le conseil a rédigé une déclaration qui exposait sa politique et dont le premier point demandait le départ des troupes soviétiques. La déclaration demandait également que l'Etat hongrois se charge de l'exploitation des mines d'uranium⁶. Le soir du 1^{er} novembre, le conseil a demandé aux fonctionnaires soviétiques de quitter les mines d'uranium avec leur famille; ils les a fait transporter par camion à Szekszárd, où étaient installées quelques unités soviétiques. Les deux jours suivants se sont passés sans incidents et le conseil révolutionnaire a entrepris la réorganisation des différents services publics. Après le 1^{er} novembre, cependant, la nouvelle du renforcement progressif des effectifs soviétiques installés à Dombóvár, à 25 kilomètres environ au nord de Pécs, a créé une atmosphère d'inquiétude. Les mines d'uranium ont été inondées avant le retour des Russes.

207. Dès le soir du 3 novembre, il était manifeste que les troupes soviétiques se proposaient d'intervenir militairement contre les insurgés. Le commandant de la garnison hongroise de Pécs, qui avait d'abord promis de livrer combat en cas d'attaque soviétique, a décidé pendant la nuit de désarmer ses troupes. Pour éviter la destruction de la ville, le conseil révolutionnaire a résolu de résister dans les régions montagneuses des alentours de Pécs. Le matin du 4 novembre, les troupes soviétiques ont occupé la ville. Entre temps, quelque 5000 volontaires — pour la plupart des mineurs et des étudiants pourvus d'armes et de munitions — se sont joints aux insurgés dans les contreforts des Monts Meczek. A maintes reprises, les troupes soviétiques ont lancé des attaques contre les positions des insurgés, mais ceux-ci, grâce à leur mobilité et à leurs tactiques foudroyantes de guérilla, ont pu leur résister trois semaines environ, en leur infligeant de lourdes pertes. Le 8 novembre, les insurgés ont attaqué un convoi et tué le chef des forces soviétiques. Divisés en petits détachements, ils ont, jour après jour, harcelé les troupes soviétiques et, malgré leurs grosses pertes, c'est surtout le manque de munitions qui les a obligés à

abandonner la lutte et à se réfugier en Yougoslavie. Le Comité a appris — de la bouche de deux témoins — qu'un grand nombre de blessés hongrois, que des ambulances de la Croix-Rouge devaient évacuer de l'hôpital de la montagne, n'ont jamais atteint leur destination. Un témoin a déclaré que des soldats soviétiques, après avoir fait sortir d'un camion deux résistants blessés et leur avoir attaché les mains derrière le dos, les ont forcés à s'agenouiller sur une place publique, puis les ont abattus d'une rafale de mitraillette. Ce cas isolé n'a cependant pu être vérifié par le Comité.

208. Les événements qui se sont déroulés pendant l'insurrection dans l'important centre industriel de Dunapentele présentent un intérêt particulier en raison du caractère représentatif de sa population. Naguère petit village, Dunapentele a connu, depuis la guerre, un développement rapide et est devenu une ville industrielle baptisée du nom de Sztálinváros. Par suite de la création d'aciéries, d'usines métallurgiques et de fabriques de produits chimiques, la population industrielle de la ville se chiffrait en 1956 à 28 000 personnes. Sztálinváros représentait le résultat de l'expérience la plus importante que le Parti eût entreprise dans le cadre de son programme d'industrialisation; on la considérait comme une des citadelles du communisme. Le 24 octobre, les travailleurs ont décidé de suivre l'exemple de Budapest. Ils ont constitué un conseil révolutionnaire pour les représenter et ont institué des conseils d'ouvriers dans les différentes usines. Le lendemain, au cours d'une manifestation, l'AVH a ouvert le feu contre la foule, tuant 8 personnes et en blessant 28. Au cours des deux jours suivants, il y a eu de nouveaux engagements avec l'AVH, qui s'était retranchée dans la caserne de l'armée. Le 29, un hélicoptère a atterri dans la cour de la caserne et est reparti en évacuant un fonctionnaire soviétique, accompagné de sa famille, ainsi que les officiers supérieurs de l'AVH et deux officiers supérieurs de l'armée hongroise. Peu après, des parlementaires envoyés de la caserne ont annoncé que l'armée se ralliait aux insurgés.

209. Les jours suivants ont été consacrés à l'organisation des travaux du conseil révolutionnaire et à l'insurrection militaire d'environ 800 travailleurs. « Radio-Rákóczi », qui a commencé à émettre de Dunapentele après le 4 novembre, a demandé à plusieurs reprises des armes et du matériel et a invité le poste *Radio Free Europe* à retransmettre ses appels à une aide extérieure contre l'intervention soviétique. En outre, « Radio-Rákóczi » répétait les appels lancés par d'autres « radios libres ». Le 5 novembre, le même poste émetteur a adressé à la Croix-Rouge internationale une demande de fournitures médicales. Le 6, une unité blindée russe est arrivée aux abords de la ville et a demandé aux insurgés de déposer les armes. Le chef de l'unité, accompagné d'un interprète de l'AVH, a été conduit en ville sous escorte et s'est entretenu avec les dirigeants du conseil révolutionnaire, qui lui ont fait observer que les insurgés n'étaient ni des « fascistes » ni des « agents du capitalisme », mais, pour la plupart, des travailleurs, dont un grand nombre avaient résolument appuyé le parti communiste. Pour l'en convaincre, ils lui ont demandé d'écouter deux ouvriers, titulaires de cartes de membre du Parti, qui se trouvaient parmi les personnes rassemblées dans la rue. Ces deux hommes ont dit qu'on leur avait enseigné que l'Union soviétique défendait les droits

⁵ On trouvera au chapitre XI, par. 497-498, un compte rendu de ce qui s'est passé dans d'autres villes.

⁶ Chap. IX, par. 416.

de l'homme et qu'elle était le libérateur des peuples. Ils ont déclaré qu'ils voulaient maintenant être débarrassés de l'intervention soviétique et qu'ils avaient réclamé la dissolution de l'AVH. L'officier soviétique a répondu qu'il devait exécuter ses ordres. Les deux résistants communistes ont alors déchiré leur carte de membre et l'ont jetée à ses pieds. Le commandant soviétique s'est retiré en déclarant qu'il ne prendrait aucune mesure contre Dunapentele avant d'avoir reçu de nouveaux ordres. Mais le lendemain, 7 novembre, les forces soviétiques, appuyées de nombreux blindés, de canons automoteurs et d'appareils de l'aviation tactique, ont attaqué la ville de trois côtés à la fois. Le combat a duré toute la journée, mais les insurgés avaient organisé leur défense sur de fortes positions et ont pu résister à l'assaut. Le soir du 8 novembre, les munitions étaient épuisées et le gros des combattants a reçu l'ordre de prendre le maquis. Quelque 300 hommes légèrement armés sont parvenus à s'échapper pendant la nuit. Ils ont continué à résister activement en dehors de la ville jusqu'au 11 novembre puis, comme il semblait vain de poursuivre la lutte, ils ont décidé de se disperser.

210. On a signalé qu'à Dunapentele les combats ont causé moins de dégâts aux usines qu'aux quartiers habités, qui ont considérablement souffert des bombardements aériens. Les combattants de la liberté ont perdu 240 hommes au cours des engagements; 12 chars et 8 véhicules blindés soviétiques ont été détruits. Des témoins ont déclaré devant le Comité que le but de la résistance des travailleurs de Dunapentele était de montrer que tous les Hongrois voulaient voir leur pays affranchi de la domination étrangère. Les témoins ont affirmé avec énergie que les ouvriers des usines, ainsi que les officiers et les soldats de la garnison, quelles que fussent leur religion, leurs convictions et leur appartenance politique, étaient absolument unis dans la poursuite de leurs objectifs et que, pendant toute la période du 25 octobre au 8 novembre, tous, sauf les membres de l'AVH, ont suivi les directives du conseil révolutionnaire.

211. Dans le comitat de Veszprém, au nord-ouest du lac Balaton, le conseil révolutionnaire, qui le 26 octobre avait consolidé sa situation, s'est principalement occupé des questions politiques et administratives, les questions militaires semblant moins urgentes. Sauf à Várpalota, où les mineurs, en attaquant l'AVH, avaient aussi tué trois conseillers politiques soviétiques, la première intervention n'avait pas donné lieu, dans le pays, à des combats contre les troupes russes. Le Conseil révolutionnaire de Veszprém a cependant participé à l'élaboration d'une politique commune avec les autres conseils provinciaux de Transdanubie en vue d'instituer un commandement militaire chargé de protéger la Transdanubie en cas de deuxième intervention militaire. Son premier acte a été d'exclure de son sein quatre des cinq membres du bureau primitivement élu, que l'on soupçonnait de conserver des contacts avec les forces soviétiques; il a élu à leur place un soldat et le chef de la police du comitat, créant ainsi, selon les témoignages reçus, un conseil vraiment représentatif de tous les groupes de la population de la province. Les trois jours suivants ont été consacrés à des négociations politiques en vue de la reprise du travail et de l'organisation de la garde nationale. Mais, le samedi 3 novembre,

les concentrations systématiques de troupes soviétiques dans le comitat étaient devenues si évidentes que la garde nationale, composée d'étudiants, de travailleurs et de soldats, a préparé en toute hâte la ville de Veszprém en prévision d'une attaque soviétique. Cette attaque s'est produite à trois heures le lendemain matin. Pendant deux jours et demi, la garde nationale, assiégée dans la vieille ville de Veszprém, a lutté contre des forces soviétiques très supérieures, qui avaient attaqué de trois directions. Le 6 novembre à midi, les insurgés avaient épuisé leurs munitions. Quelque 40 Hongrois et peut-être un nombre égal de Russes avaient perdu la vie. Les combats avaient causé dans la ville des dégâts assez importants notamment à des bâtiments d'un intérêt historique ou artistique. La plupart des insurgés ont pu s'échapper et ont tenté de cacher leurs armes légères. Le soir cependant, on chargeait des camions soviétiques d'étudiants que l'on avait arrêtés chez eux, pour les emmener vers des destinations inconnues⁷. Selon les témoignages, aucun de ces étudiants n'était revenu au 1^{er} décembre. Les combats terminés, certains éléments soviétiques — a-t-on rapporté — ont, par esprit de vengeance, pénétré dans les bâtiments de l'Université et y ont détruit les installations du laboratoire de chimie.

212. A Miskolc, ville universitaire et industrielle du nord-est de la Hongrie, les opérations militaires qui se sont déroulées au cours de la deuxième intervention soviétique ont été différentes, à certains égards, de celles dont la Hongrie occidentale a été le théâtre. On peut certainement attribuer ce fait à la présence, dans la région, de troupes soviétiques qui passaient et repassaient constamment par la ville, située sur une des grandes routes qui relient Budapest à la frontière du nord-est. La présence des troupes soviétiques a empêché les insurgés de prendre la ville pour centre d'un plan de résistance. Le même problème s'est posé aux insurgés d'autres villes de Hongrie orientale, et, comme ils n'avaient pas le temps d'organiser la résistance dans la campagne, la résistance armée n'a pas duré aussi longtemps en Hongrie orientale qu'à Pécs, Dunapentele et à Veszprém. Aux premières heures du dimanche 4 novembre, le passage de troupes à travers la ville n'avait rien d'extraordinaire, et l'attaque lancée contre les bâtiments de l'Université, un des principaux centres de résistance de la ville, a eu, à certains égards, un effet de surprise. Les étudiants ont combattu une heure environ avec les armes qu'on avait pu leur donner. Plusieurs d'entre eux ont été tués et les troupes soviétiques ont éprouvé, elles aussi, quelques pertes. On a déclaré au Comité qu'après les combats, les troupes soviétiques ont arrêté de nombreux étudiants et les ont emmenés vers une destination inconnue. D'autre part, les troupes de la garde nationale qui avaient combattu toute la journée à Miskolc et dans le canton de Hejőcsaba se sont retirées vers les monts Bükk. Dans la ville même, les combats se sont poursuivis jusque dans l'après-midi; à ce moment, le conseil révolutionnaire du comitat de Borsod a dû capituler.

213. Des renseignements de sources diverses, notamment les informations radiodiffusées tant par les postes « libres » de Hongrie que par ceux qui étaient aux mains des forces soviétiques, permettent de conclure que,

⁷ Chap. XV, par. 723.

pendant la nuit du 3 au 4 novembre, les troupes soviétiques ont avancé à marches forcées de Dunaföldvár, et peut-être de Baja, en direction de Kaposvár et de Nagykanizsa, qu'elles ont prises sans résistance ou presque. On s'est battu toute la journée du 4 novembre dans la région qui s'étend de Szombathely vers le nord. Des combats ont eu lieu au nord, à Győr, sur la route Győr-Sopron et sur la route Győr-Hegyeshalom, contre des parachutistes et des forces qui avaient traversé la frontière tchécoslovaque, peut-être par Rajka. A Komárom sur le Danube, des unités militaires hongroises et des combattants de la liberté ont lutté pendant toute la journée contre les puissantes unités soviétiques qui attaquaient à partir du territoire hongrois ou qui venaient de Tchécoslovaquie par le pont sur le Danube. A Tatabánya, les mineurs ont combattu avec les armes qu'ils avaient reçues de l'armée. A Székesfehérvár, la garnison hongroise, après avoir rompu l'encerclement soviétique, est allée occuper des positions sur les monts Vértes, tandis que d'autres se dirigeaient vers le sud-ouest en direction des monts Bakony. Ils y ont jeté les bases d'opérations de guérilla contre les mouvements de troupes soviétiques le long des routes qui relient Budapest à la Hongrie occidentale. Les étudiants de l'Ecole militaire Zrinyi à Budapest et la brigade blindée de Budapest ont vaillamment combattu, sur les monts Mátra, contre une division blindée. Les renseignements relatifs à un passage du Danube par les troupes soviétiques en d'autres points, à l'est de Komárom, sont considérés comme incertains, car, pendant plus de dix jours, diverses unités hongroises ont pu se déplacer du nord-est, entre les monts Bükk et Mátra, en direction de la chaîne sud-ouest des monts Vértes, en traversant le Danube.

214. Les combats qui se sont déroulés autour des centres militaires danubiens de Szolnok, Kecskemét et Kalocsa montrent bien la mainmise de l'Union soviétique sur l'armée hongroise. Ces trois garnisons ont été, pendant toute la période de la révolution, sous le commandement d'officiers prosoviétiques. Le renforcement continu des troupes soviétiques, à partir du 1^{er} novembre, a empêché les garnisons hongroises d'aider la garde nationale locale comme d'autres garnisons avaient pu le faire. Quand les hostilités ont éclaté, le 4 novembre, les casernes de Szolnok étaient cernées, et les tanks soviétiques ont fait de nombreuses victimes parmi les troupes hongroises, attaquées par surprise. A Kecskemét et à Kalocsa, il n'y a pas eu de combats dans la ville, mais un certain nombre d'officiers et de soldats ont pu rompre l'encerclement et ont combattu

pendant plusieurs jours, avec les combattants de la liberté, dans la plaine du Danube, où ils ont infligé des pertes, en hommes et en matériel, aux troupes soviétiques qui se déplaçaient sur les routes.

F. — Conclusions

215. L'étude des mouvements de troupes soviétiques en Hongrie pendant la période du 29 octobre au 4 novembre montre qu'en dépit des assurances données à M. Nagy, Président du Conseil, par des personnalités politiques soviétiques, il existait un plan bien précis de reconquête et d'asservissement militaire de la Hongrie. Ce plan a été intégralement exécuté. Contrairement à ce que prétend le Gouvernement soviétique, selon qui la révolution hongroise, d'inspiration capitaliste, aurait été fomentée de l'étranger, le Comité est obligé de conclure que la résistance de la Hongrie à la deuxième intervention soviétique a été l'héroïque démonstration de la volonté du peuple hongrois de lutter pour son indépendance nationale ⁸.

⁸ Le Comité ne possède pas de chiffres qu'il pourrait considérer comme sûrs quant au nombre des victimes de l'insurrection hongroise. Une source officielle hongroise [*Statistikai Szemle* (Revue statistique), n^{os} 11-12, vol. XXXIV, novembre-décembre 1956, p. 929] déclare que le nombre total des décès enregistré d'octobre à décembre 1956 a été de 27.400, c'est-à-dire supérieur de 10 pour 100 à celui des mois correspondants de 1955. Le nombre des personnes qui sont mortes au cours des combats peut être estimé selon la même source, à 1.800 ou 2.000 pour Budapest et à 2.500 ou 3.000 pour l'ensemble du pays. Sur le total de ceux qui sont morts au combat entre le 23 octobre et le 30 novembre, et dont le décès était enregistré au 1^{er} janvier 1957, 84 pour 100 étaient des hommes et 16 pour 100 des femmes. Plus d'un cinquième avait moins de 20 ans, 28 pour 100 de 20 à 29 ans, 15 pour 100 de 30 à 39 ans et 15 pour 100 de 40 à 49 ans. En province, c'est dans les comitats de Pest, de Győr-Sopron, de Fejér et de Bács-Kiskún que les combats ont fait le plus de morts.

La même source officielle hongroise a déclaré que les hôpitaux et cliniques avaient traité environ 13.000 blessés (11.500 à Budapest) jusqu'à la fin novembre. On signale en outre que les médecins, les ambulances et les postes de premiers secours ont donné les premiers soins à un grand nombre de personnes légèrement blessées. Il est possible que les chiffres ci-dessus ne rendent pas pleinement compte de la situation. Selon certaines sources, le nombre des morts et des blessés serait bien supérieur à celui qu'indique le Gouvernement hongrois. Parlant devant le Parlement indien le 13 décembre, M. Nehru a dit que, d'après ses informations, « il semble qu'environ 25.000 Hongrois et 7.000 Russes aient trouvé la mort au cours des combats ». Le Comité a toutefois eu l'impression que ces chiffres pourraient bien être exagérés. Il s'est efforcé en plusieurs occasions d'obtenir des renseignements précis sur le nombre des victimes qu'a faites l'insurrection. Cela ne lui a pas été possible, et il s'écoulera peut-être un certain temps avant que l'on ait des chiffres précis. D'après un médecin du plus important des hôpitaux, 80 pour 100 des blessés ont été sauvés.

Chapitre VI

LES CIRCONSTANCES POLITIQUES DE LA PREMIÈRE INTERVENTION MILITAIRE

A. — Introduction

216. Dans son Rapport intérimaire, le Comité a indiqué qu'il faudrait poursuivre l'enquête pour savoir exactement dans quelles circonstances et à quel moment il a été « décidé » de demander l'aide des troupes soviétiques. Comme l'explique ce Rapport, Radio-Budapest a annoncé l'élection d'Imre Nagy à la présidence du Conseil des ministres le mercredi matin 24 octobre, avant d'annoncer l'appel à l'aide soviétique. D'autre part, M. Nagy a déclaré le 25 octobre au soir, dans une allocution radiodiffusée, que l'intervention des troupes soviétiques était exigée par « les intérêts fondamentaux de notre ordre socialiste ». Cependant, dans une déclaration du 30 octobre et dans des déclarations ultérieures, M. Nagy a affirmé qu'il n'était ni responsable, ni même au courant, de la décision de faire appel aux forces soviétiques.

217. Le Comité a examiné attentivement l'importance qu'il y a lieu d'attacher à ces démentis. En fait, M. Nagy n'était pas encore Président du Conseil quand, dans les premières heures du 24 octobre, les premiers chars soviétiques sont arrivés à Budapest pour réprimer l'insurrection. Abstraction faite de cet élément, des témoignages recueillis par le Comité tendent à prouver qu'après sa désignation, M. Nagy n'a, pendant près de trois jours, été Président du Conseil que de nom; il n'occupait pas en fait son bureau présidentiel au Parlement, mais était détenu au Siège du Parti communiste.

B. — La popularité d'Imre Nagy

218. M. Imre Nagy, qui est âgé de 61 ans, est de souche paysanne; il s'est inscrit au Parti communiste en 1918 et a dû s'exiler pendant le régime Horthy. Il a vécu à Moscou pendant environ quinze ans avant de retourner à Budapest avec l'armée soviétique en 1944. Il a été nommé Ministre de l'agriculture dans le premier ministère d'après guerre; en cette qualité, il a dirigé l'application de la réforme agraire. Il est devenu Ministre de l'intérieur en novembre 1945 et a détenu ensuite d'autres portefeuilles. En juillet 1953, après la mort de Staline, il est devenu Président du Conseil, remplaçant Rakosi, protégé de Staline. Pendant le temps qu'il a passé à la tête du gouvernement, il a réussi à améliorer le sort des ouvriers et des paysans, d'une part en ralentissant le développement de l'industrie lourde, et d'autre part en mettant fin à la collectivisation forcée et à la persécution des « koulaks ». Mais ce qui a peut-être contribué plus encore à le rendre populaire a été son opposition ferme et efficace aux illégalités de la police et des organes judiciaires, et sa condamnation des méthodes administratives contraires à la loi, ainsi que des abus et des crimes commis par des

fonctionnaires du Gouvernement et ceux du Parti communiste. Il a réussi à faire libérer un grand nombre des victimes qui avaient survécu à ces abus et à ces crimes, à améliorer le régime auquel étaient soumis les autres prisonniers politiques et à mettre fin aux « déplacements forcés » à l'intérieur de la Hongrie.

219. M. Hegedüs lui a succédé comme Président du Conseil en avril 1955, et M. Nagy a immédiatement été expulsé du Politburo, et ensuite du Parti. Au début, il s'est tenu plus ou moins à l'écart de la vie publique, mais après un certain temps il a commencé à écrire et à entrer en relations avec des intellectuels, des paysans et des ouvriers. Il est ainsi devenu, à l'intérieur du Parti communiste, l'un des leaders des groupes antistaliniens et l'avocat d'une politique de libéralisation. Il avait des admirateurs au-delà du cercle limité des communistes. Plusieurs témoins non communistes ont déclaré au Comité que, bien qu'Imre Nagy fût communiste, ils le considéraient pourtant comme « un bon Hongrois », comme un homme honnête, compétent et courageux, encore que, selon certains, il fût un médiocre homme d'Etat. M. Nagy semble posséder une certaine humanité chaleureuse qui plaisait aux masses.

220. Le 4 octobre, il a envoyé au Comité central¹ une lettre où il exigeait d'être réintégré dans sa qualité de membre du Parti. Ayant été expulsé, à ce qu'il affirmait, en violation des statuts du Parti, il demandait que les accusations idéologiques et politiques portées contre lui fissent l'objet d'un débat public devant un tribunal composé de membres dirigeants du Parti. Au cours de ce débat, il serait prêt à reconnaître les erreurs dont il était réellement coupable, tout en demandant justice des accusations sans fondement portées contre lui. Evoquant ses quarante années d'activité au sein du Parti, M. Nagy se déclarait d'accord avec la ligne directrice de la politique du Parti: l'économie nationale tout entière devait avoir pour base le socialisme, dans l'esprit du marxisme-léninisme, mais compte tenu des circonstances particulières à la Hongrie. M. Nagy était également d'accord avec le principe léniniste du centralisme démocratique: en tant que membre du Parti, il avait le devoir de s'incliner devant ses décisions, même s'il n'était pas d'accord avec elles. Enfin, il était en principe d'accord avec les objectifs énoncés dans la résolution de juillet 1956 du Comité central qui visait à instaurer la démocratie socialiste dans l'esprit du Vingtième Congrès du Parti communiste de l'URSS; tout en ayant son opinion propre sur certains points, il se considérait comme tenu de se conformer à la résolution. La position prise par M. Nagy était déjà au centre des discussions auxquelles se livraient les

¹ Szabad Nép, 14 octobre 1956.

intellectuels et les étudiants au cours des mois qui ont précédé l'insurrection. Il a été en fait rétabli le 13 octobre dans sa qualité de membre du Parti, et peu de temps après dans sa chaire de professeur d'économie agricole; mais cela n'a pas suffi à satisfaire le public. La participation de M. Nagy au Gouvernement et sa réintégration comme membre du Politburo sont devenues l'objet de l'une des revendications formulées les 22 et 23 octobre par les étudiants et les écrivains².

C. — Des doutes surgissent à l'égard de la position de M. Nagy

221. Le mardi 23 octobre au soir, M. Nagy et son gendre, Ferenc Jánosi, pasteur protestant, ont été conduits au Parlement par certains de leurs amis, car la foule massée devant le Palais du Parlement demandait avec insistance à voir Imre Nagy. Quand M. Nagy est arrivé, Ferenc Erdei lui a demandé d'essayer de calmer la foule. La courte allocution de M. Nagy n'a pas été très bien reçue, en partie peut-être parce que fort peu de gens, semble-t-il, pouvaient l'entendre. Un peu plus tard dans la soirée, peu après 21 heures, la fusillade a commencé à l'immeuble de la radio³.

222. Tous les renseignements que le public hongrois a pu avoir sur M. Nagy au cours des jours suivants lui sont venus par la radio. C'est le fond et la forme des communiqués et des déclarations radiodiffusés qui ont suscité des doutes à l'égard de la position de M. Nagy.

223. Le 22 octobre à 20 h.⁴, au cours d'une allocution radiodiffusée qui a exaspéré la population de Budapest, Ernő Gerő, Premier secrétaire du Comité central du Parti des travailleurs hongrois (communiste), a annoncé que le Politburo avait décidé de réunir le Comité central au cours des quelques jours à venir⁵. Mais, le même soir, à 22 h. 22, on a annoncé, après les premiers coups de feu, que le Comité central se réunirait immédiatement pour examiner les mesures à prendre. Avant ce communiqué, la radio avait annoncé: «Le camarade Imre Nagy s'entretient actuellement avec des délégués de la jeunesse et divers députés».

224. La radio n'a mentionné des combats que le mercredi matin, 24 octobre, à 4 h. 30, dans un communiqué qui, disait-elle, était signé au Conseil des ministres. Ce communiqué déclarait: «Des éléments fascistes et réactionnaires ont lancé une attaque armée contre nos bâtiments publics et nos forces de sécurité... En attendant d'autres mesures, toute réunion, tout rassemblement et tout défilé sont interdits...» La radio a répété ce communiqué deux fois au cours des quelques heures qui ont suivi, à la seule différence que le mot «fascistes» était remplacé par le mot «contre-révolutionnaires».

225. Le mercredi, à 8 h. 13, un communiqué officiel a annoncé que le Comité central avait recommandé au Présidium de la République populaire d'élire M. Nagy à la présidence du Conseil des ministres, en remplacement de M. Hegedüs, qui devait devenir Premier Vice-Président⁶. Il annonçait également que M. Nagy avait été élu

membre du Politburo du Comité central du Parti communiste. D'après ce communiqué, il n'était pas possible de savoir nettement si le Présidium avait déjà élu M. Nagy Président du Conseil ni, dans l'affirmative, à quelle heure il était entré en fonctions⁷. Cependant, une demi-heure plus tard, à 8 h. 45, la radio a fait entendre un communiqué qui, disait-elle, était signé de «Imre Nagy, Président du Conseil des ministres». Ce communiqué déclarait:

«Le Conseil des ministres... a donné l'ordre d'appliquer dans tout le pays une procédure sommaire pour punir les actes qui viseraient à renverser la République populaire, ainsi que: les actes de révolte; l'incitation et l'encouragement à la révolte et la conspiration à cette fin; l'assassinat; le meurtre; l'incendie volontaire; la détention d'explosifs; les crimes commis à l'aide d'explosifs; les crimes indirects; les actes de violence contre les autorités; les actes de violence contre des particuliers; la détention illégale d'armes. Les personnes coupables de crimes qui relèvent de la procédure sommaire sont passibles de la peine de mort. L'ordre du Conseil des Ministres est immédiatement applicable.»

226. Quinze minutes plus tard, à 9 heures, un autre communiqué a déclaré: «L'ignoble attaque armée déclenchée au cours de la nuit par des bandes contre-révolutionnaires a créé une situation extrêmement grave... Les organes du Gouvernement, qui n'avaient pas prévu ces attaques sanglantes et ignobles, ont donc demandé l'aide des formations soviétiques stationnées en Hongrie en vertu du Traité de Varsovie⁸.» Le Gouvernement demandait également aux habitants de rester calmes et d'appuyer partout les troupes hongroises et soviétiques qui maintenaient l'ordre. Le communiqué déclarait en conclusion: «Tout travailleur hongrois honnête a pour devoir le plus sacré de liquider les bandes contre-révolutionnaires.» La source de ce communiqué officiel n'était pas indiquée, non plus que le nom de ses signataires, s'il en avait, mais beaucoup d'auditeurs ont apparemment eu l'impression qu'il s'agissait d'un communiqué du nouveau Gouvernement Imre Nagy, car il venait peu après l'annonce de la création de ce Gouvernement et la lecture du décret relatif à la procédure sommaire qui, d'après la radio, portait la signature de M. Nagy.

227. Plusieurs témoins ont déclaré avoir eu immédiatement le sentiment qu'il s'agissait d'une supercherie, car les chars soviétiques avaient fait leur apparition à Budapest et participaient au combat depuis plusieurs heures avant ces communiqués. Il était particulièrement difficile à certains de croire que Imre Nagy, qui était le champion de la légalité, avait signé ce décret aux termes duquel la simple détention d'armes relèverait de la procédure sommaire et rendrait l'inculpé passible de la peine de mort. Cependant, il est certain que même un grand nombre de ceux qui admiraient M. Nagy ont commencé à douter de ses véritables sentiments.

24 octobre à 6 heures, à la suite d'un coup de téléphone reçu du bureau de l'Union des écrivains hongrois.

⁷ Le 9 mai 1957, M. István Dobi, Président du Présidium de la République populaire Hongroise, a déclaré à l'Assemblée nationale que le Présidium avait «élu Imre Nagy Président du Conseil», le 24 octobre.

⁸ Voici le texte original hongrois de cette dernière phrase: «A kormányzati szervek nem számoltak a véres orvátmadásokkal s ezért segítségért fordultak a varsói szerződés értelmében a Magyarországon tartózkodó szovjet alakulatokhoz.»

² Chap. IX, par. 389 et 412.

³ Chap. X, par. 461-474.

⁴ *Ibid.*, par. 464-466.

⁵ Szabolcs-Szatmári Néplap, 24 octobre 1956.

⁶ Le 29 octobre, l'*Egyetemi Ifjúság* a rapporté que M. Nagy n'avait appris sa nomination à la Présidence du Conseil que le

228. Leurs soupçons ont augmenté quand, à midi, ils ont entendu M. Nagy prononcer à la radio l'allocution suivante :

« Peuple de Budapest, je vous annonce que la procédure sommaire ne s'appliquera à aucun de ceux qui, pour éviter de nouvelles effusions de sang, cesseront le combat aujourd'hui avant 14 heures et déposeront leurs armes. En même temps, je déclare que, par tous les moyens à notre disposition et en nous fondant sur le programme de gouvernement que j'ai exposé au Parlement en juin 1953, nous procéderons aussitôt que possible à la démocratisation systématique de notre pays dans tous les domaines de la vie du Parti, de l'Etat, de la politique et de l'économie. Entendez notre appel, cessez le combat et assurez la restauration du calme et de l'ordre au nom de l'avenir de notre peuple et de notre pays... »

229. Dans cette allocution, M. Nagy parlait également d'« éléments hostiles » qui s'étaient « mêlés aux rangs des jeunes Hongrois dont les manifestations étaient pacifiques » et qui s'étaient « retournés contre la démocratie populaire, contre le pouvoir du peuple ». Il demandait aux auditeurs de « s'aligner derrière le Parti et derrière le Gouvernement ». Cette allocution a renforcé l'impression que M. Nagy avait effectivement signé le décret relatif à la procédure sommaire et détenait réellement le pouvoir.

230. Ce qui a semé dans les esprits des doutes nouveaux, c'est l'allocution radiodiffusée que M. Nagy a prononcée le lendemain 25 octobre à 15 h. 25, peu de temps après le communiqué qui annonçait que M. Kádár était nommé Premier Secrétaire du Comité central du Parti, en remplacement de M. Gerő. M. Nagy déclarait :

« En ma qualité de Président du Conseil, j'ai l'honneur d'annoncer que le Gouvernement hongrois va entamer des négociations au sujet des relations entre la République populaire hongroise et l'Union soviétique ; ces négociations porteront notamment sur le retrait des forces soviétiques présentes en Hongrie. Elles se feront sur la base de l'amitié soviéto-hongroise et de l'internationalisme prolétarien, sur la base de l'égalité des différents Partis communistes et différents pays socialistes, et sur la base de l'indépendance nationale. Je suis persuadé que des relations soviéto-hongroises reposant sur ces bases permettront d'asseoir solidement l'amitié future de nos peuples, notre progrès national et notre avenir socialiste. L'ordre de retirer les troupes soviétiques, dont les intérêts fondamentaux de notre ordre socialiste exigeaient l'intervention, sera donné dès que l'ordre public sera rétabli. »

231. La formule « dont les intérêts fondamentaux de notre ordre socialiste exigeaient l'intervention » était manifestement de nature à donner l'impression que M. Nagy approuvait au moins la décision de faire appel aux forces soviétiques.

232. Les nombreux appels lancés au cours des premiers jours de l'insurrection par le Président du Conseil Nagy, ou en son nom, pour exhorter les travailleurs et les étudiants à cesser le feu, ont eu peu d'effet, à cause des doutes éprouvés par la population à l'égard de l'intégrité de M. Nagy et de sa véritable position. Peut-être M. Nagy aurait-il pu faire cesser les combats plus tôt si M. Gerő ne l'avait pas placé dans une situation compromettante

en associant son nom à la décision de faire appel aux forces soviétiques et au décret relatif à la procédure sommaire. Des témoins ont rapporté au Comité combien il a fallu que des délégations d'étudiants, d'ouvriers et d'autres combattants fassent de visites à M. Nagy et aient avec lui de longs entretiens pour que leur confiance renaisse ; ce n'a été que les derniers jours d'octobre que la plupart d'entre eux ont reconnu son autorité et ont prêté l'oreille à ses appels au rétablissement de l'ordre⁹.

D. — Difficultés que les délégations ont éprouvées à se rendre auprès du Président du Conseil Nagy avant le 29 octobre

233. Au cours de la nuit critique du 23 au 24 octobre, une délégation de l'Union des écrivains hongrois a essayé de voir M. Nagy au Palais du Parlement, mais on a refusé de l'admettre auprès de lui. Mardi, à 22 h. 03, la radio a annoncé : « Le camarade Imre Nagy poursuit actuellement des entretiens avec des représentants de la jeunesse et divers députés », mais rien ne prouve que cette nouvelle ait été exacte. En fait, le Comité a appris, comme on le verra dans la suite de ce chapitre, que M. Nagy était gardé au secret au siège du Parti communiste, rue de l'Académie ; il semble qu'aucune délégation n'ait eu l'occasion de le voir avant le début de la soirée du jeudi 25 octobre. Ce jour-là, une réunion s'est tenue dans des circonstances peu communes. Nous allons relater cette réunion et celles qui ont eu lieu dans la suite avec M. Nagy, car elles montrent quelle était, à ce moment, la liberté d'action de M. Nagy.

234. Voici comment la rencontre du 25 octobre s'est déroulée. Certains manifestants s'étaient emparés d'une imprimerie, l'*Étincelle rouge*, pour y imprimer le texte des seize points, qui devait être distribué dans toute la ville¹⁰. Ils avaient élu six représentants qui devaient se charger des travaux d'impression ; il a été décidé que quatre d'entre eux iraient porter au Président du Conseil Nagy un exemplaire imprimé des seize points. Ils se sont mis en rapport avec le siège du Parti communiste, et des gardes armés les ont conduits dans la cave du siège, où on les a interrogés. Ils ont dit qu'ils représentaient les travailleurs d'Ujpest et d'Angyalföld et qu'ils voulaient parler à Imre Nagy. Peu de temps après, M. Nagy est arrivé et s'est assis à une table en face de la délégation ; il y avait derrière lui, selon des témoins, quatorze ou quinze personnes armées de mitraillettes.

235. Après avoir pris connaissance des seize points, M. Nagy a dit qu'ils étaient tous inscrits à son programme et que les quatre délégués devaient se rassurer, rentrer chez eux et s'efforcer de calmer la foule puisque tous les points seraient mis à exécution. La délégation n'était pas satisfaite. Elle a demandé à M. Nagy si son programme prévoyait le retrait des troupes soviétiques au 30 décembre. M. Nagy a répondu qu'il fallait savoir gré aux autorités soviétiques et que la question de l'évacuation n'était pas simple ; il était naïf de vouloir fixer une date précise. La délégation a demandé quand le gouvernement démobiliserait l'AVH et traduirait devant les tribunaux ordinaires ceux de ses agents qui avaient commis des crimes. M. Nagy a répondu qu'il fallait réformer et réorganiser la police de sécurité et que c'était

⁹ Chap. XI, par. 514.

¹⁰ Chap. X, par. 443 et 450.

inscrit à son programme, mais qu'il ne fallait pas en faire une revendication; les membres de la délégation devaient lui faire confiance car il était, comme eux, un bon Hongrois. Les témoins ont rapporté qu'à ce moment — comme à d'autres moments de ses réponses — M. Nagy a cherché à montrer qu'il ne pensait pas vraiment ce qu'il disait.

236. Le lendemain, vendredi 26 octobre, une autre délégation s'est rendue auprès de M. Nagy au début de la soirée. Le Président du Conseil révolutionnaire de Budapest-Sud, qui faisait partie de cette délégation, a témoigné devant le Comité spécial au sujet de cette entrevue, qui a eu lieu au Palais du Parlement; comme on le verra plus loin, M. Nagy, ayant pu quitter le siège du Parti communiste après la fuite de M. Gerő et de M. Hegedüs¹¹, venait de se rendre au Parlement. La délégation se composait de huit membres dont plusieurs ouvriers, un étudiant, un épicier et un paysan. Aux côtés de M. Nagy se trouvaient son gendre, M. Jánosi, M. Erdei et deux autres personnes dont on n'a pas dit le nom et qui appartenaient à l'AVH, comme la délégation l'a appris plus tard.

237. La délégation a présenté à M. Nagy un mémorandum en provenance de Budapest-Sud. Les revendications des conseils révolutionnaires et des conseils d'ouvriers de tout le pays y figuraient: départ des troupes soviétiques; dénonciation du Traité de Varsovie; dissolution de l'AVH; organisation de partis politiques; élections libres; formation d'un gouvernement de coalition sous la présidence de M. Nagy. M. Nagy a lu à haute voix plusieurs de ces points, mais il a reçu la délégation assez froidement. Il a cependant promis de donner suite à ces revendications dans la mesure du possible. Pour ce qui était des élections libres, il faudrait y surseoir jusqu'au moment où le Parlement pourrait examiner la question. La délégation a répondu qu'ayant été élu sur une seule liste de candidats, le Parlement n'était pas en état de décider s'il fallait organiser des élections libres. M. Nagy n'a pas répondu à cette objection.

238. Deux jours plus tard, le dimanche 28 octobre, quand la délégation a revu M. Nagy, les gardes de l'AVH en civil étaient encore à ses côtés. Cependant, M. Nagy aurait été plus à l'aise et aurait déclaré qu'il pensait arriver à faire cesser le feu moyennant l'évacuation de Budapest par les troupes soviétiques; le Gouvernement engagerait des négociations au sujet du départ total des troupes soviétiques; il reconnaîtrait la compétence des conseils révolutionnaires; les conseils d'ouvriers se constitueraient dans les usines et l'on rétablirait les partis politiques; quant aux élections libres, le Parlement devrait en débattre de façon plus approfondie. M. Nagy a souligné qu'à son avis la nouvelle politique devrait se fonder sur le socialisme marxiste, et qu'il ne pouvait être question d'une déviation vers la droite.

239. Le 29 octobre, le Président du Conseil révolutionnaire de Budapest-Sud s'est rendu à nouveau auprès de M. Nagy, parce qu'il avait appris qu'après l'annonce du cessez-le-feu, de nouvelles troupes soviétiques étaient passées de Roumanie et de Tchécoslovaquie en territoire hongrois. Au début de l'entretien, M. Nagy a fait observer à la délégation que les deux personnes en civil n'étaient plus là; il s'agissait d'agents de l'AVH qui l'avaient surveillé jusqu'à la dissolution de l'AVH¹²; c'était la

première fois qu'il pouvait parler à une délégation sans être surveillé et contrôlé par le Parti communiste par le moyen de l'AVH. Il ne pouvait pas donner l'assurance que les troupes soviétiques quitteraient Budapest parce que cela ne dépendait pas de lui. Par souci de ne pas tout perdre, la délégation devait prendre soin de ne pas trop demander, car l'URSS craindrait alors de voir la Hongrie quitter l'axe communiste, et refuserait purement et simplement de retirer ses troupes.

240. Pendant cette période (jusqu'au 28 octobre), Radio-Budapest et Radio-Miskolc ont annoncé que M. Nagy avait reçu trois autres délégations, dont une délégation des ouvriers du Comitat de Borsod. Mais ces communiqués ne permettent nullement de juger du contrôle exercé alors sur M. Nagy.

E. — Les dénégations de M. Nagy

241. Au cours de la réunion du 29 octobre dont il vient d'être question, on a, d'après certains témoignages, demandé à M. Nagy s'il avait agi selon sa conscience en faisant appel aux troupes soviétiques. M. Nagy a d'abord fait remarquer qu'il lui aurait été matériellement impossible de faire appel aux troupes soviétiques, puisqu'elles étaient entrées à Budapest à peu près à l'époque où il avait été nommé Président du Conseil, sinon avant. M. Nagy a également déclaré que les premiers discours qu'il avait prononcés à la radio après son élection, il les avait faits un revolver dans le dos. D'autres témoins ont déclaré avoir entendu M. Nagy tenir le même propos.

242. On trouve la première explication publique de la position de M. Nagy dans un article paru, le 29 octobre, dans l'une des revues révolutionnaires publiées par les étudiants¹³; il y était déclaré que M. Nagy avait été isolé du peuple par la « clique Gerő », qui avait émis des ordres en son nom et à son insu, et l'avait empêché d'agir. Maintenant que M. Nagy était de nouveau libre d'agir, poursuivait l'article, ses actes prouveraient que c'était un bon Hongrois et « l'homme de notre révolution ». L'appel adressé aux forces militaires soviétiques était attribué dans cet article à M. Hegedüs, qui avait précédé M. Nagy à la présidence du Conseil. Le 30 octobre, la radio a fait entendre le communiqué que voici:

« Peuple hongrois! Pour notre douleur et pour notre honte, deux décisions officielles ont provoqué l'éruption des passions et de terribles effusions de sang. La première a été d'appeler les forces soviétiques à Budapest, la deuxième a été l'institution sinistre d'une procédure sommaire. Devant l'histoire, et pleinement conscients de notre responsabilité, nous déclarons ici même que Imre Nagy, Président du Conseil, n'a eu aucune connaissance de ces deux décisions. La signature d'Imre Nagy ne figure ni sur la résolution du Conseil des ministres qui demandait l'aide militaire soviétique ni sur le décret qui instituait une procédure sommaire. C'est András Hegedüs et Ernő Gerő qui ont ces deux décisions sur la conscience. Ces deux hommes en porteront toute la responsabilité devant la nation et devant l'histoire! »

243. Le lendemain, mercredi 31 octobre, la radio a répété à plusieurs reprises l'allocution que, dans l'après-

¹¹ Voir par. 255 ci-dessous.

¹² Chap. XII, par. 572.

¹³ *Egyetemi Ifjúság*, 29 octobre 1956.

midi du même jour, M. Nagy avait prononcée sur la place Kossuth en présence d'une « foule immense »

« Mes chers amis! Nous vivons les premiers jours de notre souveraineté et de notre indépendance. Nous avons éliminé de notre chemin des obstacles formidables. Nous avons chassé du pays la clique Rákosi-Gerő. Ils répondront de leurs crimes. Ils ont essayé de me déshonorer en prétendant que c'est moi qui avais appelé les troupes russes dans le pays. C'est là un mensonge infâme. Comment le champion de la souveraineté hongroise, de la liberté hongroise et de l'indépendance hongroise aurait-il pu faire appel à ces troupes? Au contraire, c'est lui qui s'est battu pour obtenir leur départ. »

244. Dans la soirée, la radio a rapporté que le Conseil révolutionnaire des étudiants avait publié, sous le titre « Nous plaçons notre confiance en Imre Nagy », un manifeste où l'on pouvait lire la déclaration suivante:

« Notre confiance, ébranlée pendant deux ou trois jours, est maintenant plus forte que jamais. On sait désormais que, pendant deux jours, Imre Nagy a été prisonnier de l'AVH et que c'est un revolver dans le dos qu'il a prononcé sa première allocution radio-diffusée. Il ressort de sa récente déclaration que ce n'est pas lui qui avait institué la procédure sommaire ni demandé l'intervention des troupes soviétiques. Les Rákosi-Gerő et autres bandits de la même espèce ont répandu ce mensonge pour provoquer sa chute. »

Le manifeste demandait à M. Nagy de prendre des mesures pour faire évacuer la Hongrie par les troupes soviétiques et concluait: « Si Imre Nagy satisfait les légitimes revendications du peuple, notre confiance en lui grandira. »

245. Le même soir, Radio-Vienne a fait entendre l'enregistrement en allemand d'une interview accordée l'après-midi même, à Budapest, par M. Nagy; dans cet entretien, M. Nagy, en réponse à un certain nombre de questions, déclarait que ce n'était pas lui qui avait invité les troupes soviétiques à entrer dans Budapest; il ajoutait qu'il n'avait jamais par la suite donné son approbation à cette invitation.

F. — Détention de M. Nagy au siège du Parti communiste

246. Le Comité a reçu de témoins oculaires des dépositions détaillées au sujet des événements qui ont eu lieu au siège du Parti communiste, rue de l'Académie, entre le moment où le Président du Conseil, M. Nagy, y a été amené le 24 octobre au matin, et l'après-midi du vendredi 26 octobre, date à laquelle MM. Gerő et Hegedüs ont quitté le bâtiment dans des chars soviétiques.

247. M. Nagy ayant, sans succès, harangué la foule massée devant le Parlement dans la soirée du mardi 23 octobre¹⁴, il a été prié de se rendre auprès de M. Hegedüs, Président du Conseil. M. Hegedüs était l'un de ses ennemis les plus acharnés mais, après quelques instants d'hésitation, M. Nagy s'est rendu dans son bureau. Il y a rencontré M. Gerő, qui l'a violemment pris à partie, l'a rendu responsable de tout ce qui arrivait et lui a dit: « Vous pouvez maintenant cuire dans votre jus. » M. Nagy a protesté et a fait observer qu'il avait à plusieurs reprises dit au Parti et au Gouvernement de ne pas jouer avec

le feu. Une violente discussion s'est engagée. M. Nagy a ensuite été prié d'accompagner les dirigeants communistes au siège du Parti, mais il a refusé, disant qu'il n'était pas membre du Politburo; à ce propos, il a demandé à être lavé devant le peuple des calomnies lancées contre lui par les chefs du Parti. Mais lorsqu'il est descendu, on l'a emmené, avec son gendre, M. Jánosi, dans une voiture jusqu'au siège du Parti, dans la rue de l'Académie, toute proche.

248. On ne sait pas exactement à quelle heure, dans la matinée de mercredi, M. Nagy a appris qu'il avait été nommé Président du Conseil. Toutefois, des témoins ont dit que M. Nagy leur avait déclaré avoir protesté contre cette nomination.

249. D'après les renseignements qu'a recueillis le Comité spécial, M. Nagy se trouvait au siège du Parti le mercredi 24, le jeudi 25 et la plus grande partie du vendredi 26 octobre. Au début de cette période, il lui a été interdit de voir qui que ce soit de l'extérieur, de recevoir des appels téléphoniques ou de téléphoner. Pendant une partie du temps, il est resté enfermé dans une pièce avec son gendre.

250. Le mercredi 24 octobre, avant midi, on a appris que des manifestants armés se dirigeaient vers le Parlement et le siège du Parti. M. Gerő s'est alarmé, bien que les deux bâtiments fussent protégés par des chars soviétiques. Il a dicté un discours et l'a remis à M. Nagy en lui disant: « Allez dicter ceci au magnétophone ». M. Nagy a lu le texte et, selon un témoin, il a déclaré qu'il ne prononcerait jamais un pareil discours, son refus dût-il lui coûter la vie. Selon un témoin, également, les premiers mots du discours étaient les suivants: « Rebelles, fascistes, bandits! »; ensuite venaient d'autres injures du même ordre et il était également question de loi martiale.

251. Cependant, des rapports de plus en plus nombreux indiquaient que la situation s'aggravait. M. Gerő, sur un ton un peu différent, a alors demandé à M. Nagy pourquoi il n'apportait pas lui-même certaines modifications au texte. M. Nagy y a consenti, et le discours, après être repassé plusieurs fois des mains de M. Nagy à celles de M. Gerő, a reçu sa forme définitive. M. Nagy l'a alors lu au micro d'un magnétophone, et on a immédiatement emporté l'enregistrement pour le radiodiffuser.

252. Le discours de M. Nagy que la radio a fait entendre dans la soirée du 25 octobre avait été enregistré dans les mêmes circonstances. M. Nagy aurait une fois encore refusé de lire le texte qu'avaient préparé les chefs du Parti et n'aurait consenti à le faire qu'après y avoir apporté certaines modifications.

253. Au cours de ces journées de mercredi, de jeudi et de vendredi, M. A. Souslov, membre du Présidium du Comité central du Parti communiste soviétique, et M. A. I. Mikoyan, Vice-Président du Conseil de l'Union soviétique, se sont entretenus à diverses reprises avec M. Gerő et d'autres chefs du Parti. Bien qu'on eût annoncé, le mercredi matin, que M. Nagy avait été nommé Président du Conseil et élu membre du Politburo, des témoins ont rapporté qu'il n'avait pas participé à ces conférences et qu'on ne l'avait fait venir qu'à la fin des séances, pour l'informer, en quelques minutes, des résultats.

254. Le jeudi 25 octobre, MM. Souslov et Mikoyan ont eu un entretien avec les chefs du Parti à peu près au

¹⁴ Chap. X, par. 463.

moment où la foule s'assemblait devant le Parlement et réclamait M. Nagy, provoquant le désordre et l'affolement au siège du Parti. L'AVH a donné l'assurance qu'elle défendrait les dirigeants et a aménagé dans la cave une pièce où la conférence s'est transportée. C'est alors qu'il a été décidé que M. Kádár remplacerait M. Gerő au poste de Premier Secrétaire du Parti. Toutefois, d'après un témoin, ce changement ne s'est guère fait sentir à l'intérieur du bâtiment. M. Kádár semblait n'avoir aucune autorité, et M. Gerő a continué à prendre les décisions et à s'adresser à M. Nagy et à tous sur le même ton qu'auparavant.

255. Le vendredi 26 octobre, on a appris que le nombre des insurgés allait croissant et que, dans les provinces, dans les régions industrielles en particulier, l'insurrection gagnait rapidement les villes. La nervosité de MM. Gerő et Hegedüs s'est accrue. Jusqu'alors, les chefs du Parti n'avaient pas quitté le siège et avaient couché dans les bureaux. Au cours de l'après-midi, M. Hegedüs, puis M. Gerő, ont quitté le bâtiment. Ils ont fait en sorte que leur absence ne soit pas immédiatement remarquée. On a dit plus tard qu'ils étaient partis dans des chars soviétiques. D'après des informations de presse, que le Comité n'a pas pu vérifier, ils auraient été emmenés à Moscou. Pour autant que le Comité sache, ni M. Gerő, ni M. Hegedüs n'ont fait depuis de déclaration publique.

256. Quand on a eu la certitude, à la fin de l'après-midi du 26 octobre, que MM. Gerő et Hegedüs avaient quitté le siège du Parti, M. Nagy s'est rendu au Parlement avec M. Erdei et son gendre. Toutefois, comme on l'a vu dans la section précédente, M. Nagy est resté pendant deux jours encore, jusqu'au dimanche 28 octobre, sous la surveillance étroite d'agents de l'AVH. Durant cette période, des chars soviétiques continuaient à entourer le Palais du Parlement.

257. L'interview du Chef de la police de Budapest, Sándor Kopácsi, qui a paru le 2 novembre dans le journal *Magyar Világ*, confirme que telle était bien la situation. M. Kopácsi a dit que M. Nagy était « resté deux jours prisonnier de l'AVH dans le Palais du Parlement ». Il a ajouté qu'il avait lui-même envoyé au Palais du Parlement un représentant qui avait cherché à convaincre les agents de l'AVH qu'il était « de l'intérêt du pays de laisser le Président du Conseil se déplacer et agir librement » et que si l'AVH ne lui rendait pas sa liberté d'action et de mouvement, les unités armées de la police emploieraient la force. L'AVH a alors « cédé ».

258. Il est donc établi qu'entre le 24 et le 28 octobre, M. Nagy n'était aucunement en mesure d'agir comme il l'entendait. Mais on aurait certainement tort aussi de conclure que ce sont uniquement les pressions auxquelles il était soumis qui ont empêché M. Nagy de faire, dès le début, cause commune avec l'insurrection. Il est peu probable qu'au départ, M. Nagy ait prévu la tournure que prendraient les événements ou pressenti qu'il serait appelé à jouer un rôle de premier plan. Si on lui a confié à nouveau les fonctions de Président du Conseil, ce n'est nullement parce qu'il s'était mis en avant, mais parce que cette nomination servait les fins de M. Gerő, qui n'ignorait pas que, dans une situation aussi tendue que celle qui régnait le 24 octobre au matin le régime communiste avait besoin de s'abriter derrière un chef jugé acceptable par l'opinion publique. M. Nagy est alors peu à peu devenu pour les Hongrois, apparemment contre son

attente, le symbole de leur unité. Toutefois, dans les jours qui ont suivi le 24 octobre, il a semblé hésiter entre deux voies: demeurer fidèle à sa formation marxiste — cette fidélité étant appuyée par un appareil militaire — ou faire cause commune avec ses compatriotes. La situation extrêmement délicate dans laquelle il s'est trouvé entre le 24 et le 28 octobre ne peut s'expliquer entièrement, il s'en faut, par des considérations de force majeure. M. Nagy a été emporté, loin de ses attaches marxistes et communistes, par des événements auxquels il ne pouvait rien, et il a pris peu à peu conscience de la violence des passions libérées par l'insurrection et de la réalité des griefs des insurgés et peu à peu acquis la conviction qu'il devait accepter les responsabilités que lui imposaient les circonstances.

G. — Y a-t-il réellement eu invitation ?

259. Il est chronologiquement impossible que le Gouvernement Imre Nagy ait invité les forces soviétiques à intervenir à Budapest le matin du mercredi 24 octobre. D'autre part, on s'est demandé si le Gouvernement de M. Hegedüs, qui a précédé celui de M. Nagy, n'aurait pas pu demander l'aide militaire des troupes soviétiques pendant la journée du mardi 23 octobre, lorsque les manifestations ont commencé à Budapest.

260. Cependant, si l'on tient compte de la situation politique en Hongrie, on peut aborder la question sous un autre aspect. Au lieu de chercher à déterminer quel Président du Conseil a apposé sa signature sur la demande adressée aux troupes soviétiques — à supposer qu'il y ait eu un pareil document — il conviendrait peut-être d'essayer d'établir quel est l'organe ou la personne qui, dans le système politique de la République populaire hongroise, avait qualité pour prendre une telle mesure. Aux termes de la Constitution hongroise, il semblerait que le Conseil des ministres, avec l'assentiment du Présidium, avait compétence pour assumer cette responsabilité. Toutefois, le texte de la Constitution n'aide guère à savoir comment le régime fonctionne dans la pratique. La Constitution hongroise est muette en ce qui concerne le Comité central et les autres organes du Parti (communiste) des travailleurs. Elle ne mentionne pas notamment une prérogative comme celle de recommander au Présidium le Président et les membres du Conseil des ministres; et pourtant, au moment de sa promulgation, le système était déjà en vigueur. Aucun article ne mentionne les pouvoirs secrets du Comité central du Parti, qui, d'après un témoin, transforment le Président et les membres du Conseil des ministres en de simples pantins tenus d'accepter les idées de la hiérarchie communiste et de mettre ses décisions en application. Ce n'était pas M. Hegedüs, mais M. Gerő, Premier Secrétaire du Comité central du Parti qui seul, avant la réunion du Comité central, avait suffisamment de pouvoir pour prendre une telle décision, qu'il ait ou non consulté ses collègues du Politburo lorsque celui-ci s'est réuni le 23 octobre. Il se peut fort bien qu'en l'occurrence, les formalités juridiques aient été laissées de côté et que M. Gerő ait décidé d'agir directement au lieu de passer par l'intermédiaire du Gouvernement de M. Hegedüs. M. Hegedüs, d'après les témoins, ne pouvait vraiment pas rejeter une demande de M. Gerő. En vertu de la procédure alors en vigueur, le Conseil des ministres était désigné par le Parti et aucune candidature proposée par le Parti n'avait jamais

— autant qu'on sache — été rejetée. Le Comité central du Parti était donc à même de dominer le Conseil des ministres.

261. Si un appel a vraiment été adressé aux troupes soviétiques, il a dû, selon toute vraisemblance, être lancé, alors que rien ne permettait de prévoir que la manifestation fixée pour le même après-midi se transformerait en échaffourée et que des coups de feu seraient tirés. Les premières unités de chars soviétiques d'importance sont entrées à Budapest le mercredi à 2 heures du matin. Or, les unités blindées les plus rapprochées se trouvaient à 70 kilomètres de la capitale, à Cegléd et à Székesfehérvár. En outre, les numéros des chars et d'autres renseignements indiquent qu'un grand nombre des chars venaient d'endroits beaucoup plus éloignés de Budapest.

262. On a la preuve que, dès les 20 et 21 octobre, des ponts flottants avaient été jetés sur la rivière qui sépare l'URSS de la Hongrie, et que les forces militaires soviétiques ont franchi la frontière le 24 octobre à 1 heure du matin. Il est aussi établi que les troupes soviétiques en Roumanie avaient été mises en état d'alerte le 21 ou le 22 octobre. A cet égard, il convient de rappeler que, du 13 octobre jusqu'au 23 à la fin de la matinée, M. Hegedüs, Président du Conseil, M. Gerő, Premier Secrétaire du Parti communiste, ainsi que plusieurs autres ministres et dirigeants du Parti communiste étaient en visite en Yougoslavie. On notera également que le communiqué officiel anonyme qui a été diffusé le mercredi matin 24 octobre, peu après que la nomination de M. Nagy à la présidence du Conseil eut été annoncée, se bornait à signaler que le gouvernement avait fait appel aux « forces soviétiques stationnées en Hongrie ».

263. Le Comité s'est efforcé en vain de découvrir des preuves établissant qu'un appel avait effectivement été lancé. Aucun élément autorisant à conclure dans ce sens n'est apparu. Deux témoins ont déclaré que, le 25 octobre, M. Gerő avait essayé de faire signer à M. Nagy un document antidaté invitant les troupes russes à intervenir et que M. Nagy avait écrit, dans la marge: « Je n'accepte pas ceci. Je ne signerai pas. »

264. Le 19 novembre 1956, M. D. T. Chepilov, alors Ministre des affaires étrangères de l'URSS, a déclaré à l'Assemblée générale que « le télégramme que le Conseil des ministres de l'Union soviétique a reçu du Président du Conseil des ministres de la République populaire hongroise, le 24 octobre 1956, était ainsi rédigé:

« Au nom du Conseil des ministres de la République populaire hongroise, je prie le Gouvernement de

l'Union soviétique d'envoyer à notre aide des troupes soviétiques pour liquider les troubles qui ont éclaté à Budapest, pour rétablir rapidement l'ordre et pour créer des conditions propices aux travaux constructifs de la paix¹⁵. »

265. M. Chepilov n'a pas dit qui avait signé ce télégramme. En fait, il est difficile au Comité de comprendre comment des chars soviétiques ont pu arriver à Budapest le mercredi 24 octobre à 2 heures du matin, à la suite d'un appel que le Gouvernement de l'URSS aurait reçu le même jour.

H. — Conclusions

266. Le Comité a consacré le présent chapitre à l'exposé complet des renseignements qui lui ont été fournis sur la question de savoir si l'intervention des forces soviétiques dans la matinée du 24 octobre avait eu lieu à la suite d'un appel lancé par le Gouvernement hongrois. A cet égard, les conclusions suivantes semblent plausibles:

1) Les déclarations faites par les autorités hongroises et par le Gouvernement de l'URSS au sujet du caractère du message demandant aux forces soviétiques d'intervenir sont imprécises, assez contradictoires et difficilement compatibles avec les faits établis en ce qui concerne la chronologie des mouvements de troupes.

2) Le Président du Conseil des ministres qui, selon les déclarations officielles, était au pouvoir lors de la phase effective, sinon du déclenchement de l'intervention militaire, a ultérieurement nié avoir fait appel aux forces soviétiques.

3) Il est établi que le Président du Conseil des ministres n'a pu exercer la plénitude de ses pouvoirs au cours des journées qui ont suivi le 24 octobre.

4) Il se peut que l'appel aux forces soviétiques ait été adressé par M. Hegedüs, lorsqu'il était encore Président du Conseil des ministres, sur l'ordre du Premier Secrétaire du Parti communiste. Toutefois, le Comité n'a pu formellement établir que telle ait été l'origine de l'appel.

5) Le fait d'appeler les forces d'une Puissance étrangère pour réprimer des troubles intérieurs est d'une telle gravité que l'on s'attendrait normalement à savoir en toute certitude si un gouvernement dûment constitué a effectivement lancé cet appel.

¹⁵ A/PV. 582. Voir également chap. VIII, par. 318.

Chapitre VII

LES CIRCONSTANCES POLITIQUES DE LA SECONDE INTERVENTION SOVIÉTIQUE

A. — Introduction

267. Nous nous proposons, dans le présent chapitre, d'examiner la situation politique de la Hongrie à la veille de la seconde intervention soviétique, celle du 4 novembre 1956, ainsi que les circonstances de cette intervention.

268. Le chapitre V a retracé les aspects militaires du conflit déclenché par le nouvel assaut des forces soviétiques contre la ville de Budapest et leurs opérations contre d'autres villes hongroises aux premières heures du dimanche 4 novembre 1956. L'explication radiodiffusée que János Kádár a donnée au peuple hongrois ce matin-là, à 6 heures (heure d'Europe centrale) était que son nouveau Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans avait prié le Gouvernement soviétique de l'aider à « écraser les forces sinistres de la réaction » ; le Commandement de l'armée a lui-même répété cette explication le lendemain, en ajoutant que le Gouvernement Nagy « s'était désagréé et avait, en fait, cessé d'exister »¹. Le caractère de l'insurrection et les actes politiques du Gouvernement Nagy étaient-ils de nature à justifier un nouveau recours à la force armée, soit par les autorités hongroises soit par les autorités soviétiques, c'est là une question sur laquelle les chapitres IX et XII exposent plus complètement les renseignements fournis au Comité. Tout en y faisant aussi allusion, le présent chapitre a pour but essentiel de présenter les données que le Comité a rassemblées au sujet de la formation d'un gouvernement dirigé par János Kádár.

269. Le Gouvernement de l'Union soviétique a affirmé que la seconde intervention soviétique du 4 novembre était légitime parce que, disait-il, il avait reçu un appel du nouveau Gouvernement hongrois ; le Gouvernement Nagy, de son côté, a proclamé que l'attaque avait en réalité pour but de renverser le Gouvernement hongrois dûment constitué. On se trouve donc en face de deux versions éminemment différentes des événements du 4 novembre. Dans l'une de ces versions, l'Union soviétique est intervenue pour répondre à l'appel d'un nouveau gouvernement hongrois, incapable, sans cette aide, de maintenir l'ordre dans son propre pays. Dans l'autre, les troupes soviétiques se sont livrées à une attaque flagrante contre un peuple de plus en plus uni derrière son vrai gouvernement dans un effort destiné à donner une nouvelle orientation à sa vie politique.

270. Quand on considère la situation qui régnait en Hongrie au moment où les troupes soviétiques sont intervenues pour la seconde fois, le rôle de M. Kádár revêt une importance cruciale. On allègue que M. Kádár a

quitté le Gouvernement Nagy dès le 1^{er} novembre, avec l'intention de former le Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans. Dans son rapport intérimaire², le Comité a insisté sur l'importance des circonstances qui ont entouré la formation de ce gouvernement et a indiqué qu'elles constitueraient un élément essentiel de l'enquête. Le Comité est maintenant en mesure de donner des renseignements plus complets sur ce qui s'est passé. Cependant, seuls le Gouvernement soviétique et le Gouvernement Kádár peuvent apporter des témoignages complets et décisifs sur cet aspect de l'enquête du Comité qui regrette que, même sur ce point, ces gouvernements n'aient pas cru devoir accéder en aucune façon à la demande de l'Assemblée générale qui sollicitait leur concours. Le Comité s'est employé dans le présent chapitre à résumer, parmi les renseignements qui lui ont été communiqués, ceux qui font la lumière sur la formation du ministère Kádár et sur l'appel adressé, affirme-t-on, aux forces soviétiques.

B. — La situation politique de M. Kádár avant le 4 novembre

271. Quand M. Rákosi s'est démis de ses fonctions de Premier secrétaire du Comité central, János Kádár, qui avait été persécuté sous le régime Rákosi, a vu son importance grandir dans la hiérarchie du Parti. A sa réunion du 24 octobre, le Comité central du Parti des travailleurs hongrois a réélu M. Kádár parmi les treize membres du nouveau Politburo et les trois secrétaires du Comité central. A sa séance du 25 octobre, le Politburo a désigné M. Kádár comme successeur d'Ernő Gerő au poste de Premier Secrétaire du Comité central.

272. M. Kádár avait exercé une grande influence dans le passé. Il avait été membre actif du parti communiste depuis 1929. Il a commencé à jouer un rôle de premier plan après la fusion forcée du parti communiste et du parti social-démocrate en juin 1948. Il a fait partie du Comité central et du Politburo et, quand Laszlo Rajk est devenu Ministre des affaires étrangères, M. Kádár lui a succédé au Ministère de l'intérieur. Selon les témoignages reçus, M. Kádár a été l'un des principaux acteurs du procès Rajk. Quelque temps avant le procès, ont dit des témoins, il avait prié Rajk, au cours d'un entretien, de faire une fausse déclaration où il s'incriminerait, et lui avait promis qu'on le laisserait vivre sous un nom d'emprunt. M. Kádár n'en a pas moins été, en tant que Ministre de l'intérieur, l'une des quatre personnes qui ont signé l'arrêt de mort de Rajk.

¹ Chap. III, par. 106 et 109.

² A/3546.

273. M. Kádár a gardé le portefeuille de l'Intérieur jusqu'à l'été 1950; il a été réélu au Comité central et au Politburo au début de 1951. En avril 1951, on l'a arrêté pour espionnage, haute trahison et déviationnisme nationaliste. Il est resté en prison jusqu'en août 1954; on l'a, pendant cette période, cruellement torturé sur l'ordre et sous la surveillance directe de Vladimir Farkas, lieutenant-colonel à l'AVH. Quand il a été remis en liberté, on ne l'a pas autorisé à participer immédiatement aux affaires publiques, mais il a repris son activité politique au printemps de 1956, époque à laquelle il a participé, au nom du Parti des travailleurs hongrois (communiste), aux conversations engagées avec Imre Nagy et ses amis, naguère honnis par le régime Rákosi. Au cours de ces conversations, M. Kádár a insisté pour qu'Imre Nagy se livre à une autocritique sévère avant d'être réadmis dans le Parti. Rákosi a réussi à retarder le retour de M. Kádár au Comité central; selon un témoin, l'entretien entre MM. Kádár et Rajk, dont il a été question plus haut, avait été enregistré; en mai 1956, Rákosi a fait entendre cet enregistrement aux membres du Comité central. Cependant, le 18 juillet, après la chute de Rákosi, M. Kádár a été réintégré au Politburo ainsi qu'au Comité central, dont il est devenu le Secrétaire. C'est à ce titre qu'il a dirigé la délégation hongroise au septième congrès du parti communiste chinois qui s'est ouvert à Pékin le 15 septembre 1956, et a fait partie de la délégation hongroise qui s'est rendue en Yougoslavie le 14 octobre sous la présidence de M. Gerő.

274. Dans plusieurs déclarations qu'elle a faites à la veille de la révolution, la Ligue de la jeunesse travailleuse (DISZ) — section jeunesse du Parti des travailleurs hongrois — a demandé pour János Kádár une influence plus grande³. La popularité apparente de M. Kádár à ce moment-là tient peut-être au fait qu'il s'était officiellement prononcé pour l'adoption de certains engagements dans l'organisation du Parti et qu'il condamnait avec une véhémence particulière les atrocités de l'AVH. En revanche, il n'y a pas de doute qu'il est toujours demeuré attaché à la cause du Parti communiste et à sa discipline et qu'il s'est montré sans cesse partisan du maintien de liens étroits avec l'Union soviétique. On peut donc considérer qu'en donnant à M. Kádár, le 24 octobre, un rôle politique plus important, le Comité central cherchait à répondre aux vœux du peuple hongrois en ce qui concerne tant l'abolition de l'AVH que la nécessité de réformer le Parti des travailleurs hongrois.

275. Le 24 octobre, à 20 h. 45, M. Kádár a condamné l'insurrection dans un discours à la radio, en déclarant qu'il s'agissait d'une « attaque réactionnaire contre-révolutionnaire », et a approuvé le Comité central et le Gouvernement d'avoir pris la « seule attitude qui convienne ». Il devait s'écouler plus d'un mois avant que M. Kádár ne s'exprime de nouveau dans les mêmes termes au sujet de l'insurrection⁴. Le 24 octobre, en effet — selon plusieurs témoins — M. Gerő était encore effectivement au pouvoir. Le lendemain, quand M. Kádár a pris la succession de M. Gerő au poste de Premier Secrétaire du Comité central, il s'est rallié plus franchement au programme de l'insurrection. L'après-midi du 25, il a déclaré à la radio, au sujet du « règlement des questions pendantes » entre la Hongrie et l'URSS, « que le Comité central avait proposé

au Gouvernement d'ouvrir, après le rétablissement de l'ordre, des négociations avec l'Union soviétique, dans une atmosphère d'égalité complète, de collaboration amicale et d'internationalisme ». Il a ajouté qu'une fois l'ordre rétabli, la direction du Parti serait prête à résoudre toutes « les questions brûlantes dont on ne peut plus différer la solution ».

276. Comme, le 26 octobre, la situation militaire évoluait en faveur des insurgés, le Comité central, cédant à la pression des circonstances, a proposé de former un nouveau gouvernement, dirigé par Imre Nagy et constitué de manière à assurer une « représentation nationale aussi large que possible »⁵. Il a aussi approuvé la constitution dans les usines, de conseils d'ouvriers « avec le concours des syndicats ». Les changements à apporter « à l'économie du pays, à la politique agraire, à la politique du Front populaire patriotique et à la direction du Parti » devaient avoir pour objet la création d'une véritable démocratie socialiste. Le communiqué se terminait ainsi : « De concert avec la population tout entière, nous élaborerons et réaliserons le grand programme national auquel peut prétendre une Hongrie démocratique, socialiste, indépendante et souveraine... »

277. Le 28 octobre, le Comité central du Parti avait perdu sa situation dominante. Il a plus nettement approuvé l'attitude du peuple hongrois tout entier et s'y est plus étroitement adapté. Le Gouvernement avait été remanié la veille; le Comité central s'est mis en devoir de réaliser de nouveaux aménagements essentiels pour satisfaire les exigences pressantes de l'insurrection victorieuse. Dans un communiqué radiodiffusé, le Comité a fait connaître qu'en « raison de la situation exceptionnelle », il avait confié le mandat dont le troisième Congrès du Parti l'avait investi — celui de diriger le Parti — à un Présidium de six membres dont János Kádár était président, les cinq autres membres étant Antal Apró, Károly Kiss, Ferenc Münnich, Imre Nagy et Zoltán Szántó. Ce Présidium devait conserver son mandat jusqu'à la réunion du quatrième Congrès, qui devait avoir lieu aussitôt que possible. Un communiqué que Radio-Budapest a fait entendre plus tard dans la soirée a souligné l'importance de cet événement. Il y était dit :

« Les événements, non pas seulement d'aujourd'hui mais depuis quelque temps, ont prouvé que le Comité central était incapable de diriger les affaires du pays conformément aux vues, aux efforts et aux intérêts du peuple hongrois. Les décisions du Comité central ne correspondaient même pas aux aspirations et aux revendications des communistes, ni même à celles des fonctionnaires du Parti. En fait, les agents du Parti étaient déçus depuis quelque temps par le Comité central... Ils constataient que tout arrivait trop tard, et seulement au moment où les masses étaient prêtes à recourir à la violence... Mais jusque là, les communistes n'avaient même pas eu le droit d'exprimer leur avis sur ce qui se passait dans leur propre Parti. Cela a changé et, dans l'ambiance nouvelle qui se crée, il est possible de vivre, de penser et de travailler librement, donc de réaliser ainsi la démocratie du Parti dans le sens du léninisme véritable... Ce qui est arrivé a été pour nous une triste leçon, mais... les méthodes staliennes appartiennent maintenant au passé et nous

³ Voir chap. IX, annexe C.

⁴ Chap. XIV, par. 651.

⁵ Chap. XII, par. 562 et 571.

devons approuver le nouveau Présidium du Parti, composé de six des meilleurs et des plus honnêtes membres du Comité central... Au quatrième congrès, le Parti des travailleurs hongrois doit élire un Comité central de ce genre, un Comité qui servira résolument, ouvertement et sans relâche les intérêts de notre peuple, le peuple hongrois... »

278. Non moins révélateur du changement d'attitude a été l'éditorial publié le même jour par le *Szabad Nép*, organe central du Parti. Il attaquait les déclarations faites les quelques jours précédents, selon lesquelles les événements de Hongrie n'étaient qu'une « tentative de coup d'Etat fasciste et contre-révolutionnaire » et disait que l'insurrection était « un vaste mouvement national démocratique qui a uni notre nation tout entière, écrasée par le despotisme des dernières années ». L'éditorial poursuivait :

« Ce mouvement a exprimé la revendication des travailleurs qui veulent devenir les maîtres véritables de leurs usines ; il a également exprimé la revendication humaine des paysans qui veulent être libérés des incertitudes constantes de l'existence et des mesures vexatoires injustifiées qui leur sont infligées et qui veulent aussi pouvoir vivre leur vie à leur guise, soit comme exploitants à leur compte, soit comme membres d'une coopérative. La lutte menée par les intellectuels, communistes ou non, qui réclament la liberté du travail créateur et la pureté morale de notre système, a renforcé ce mouvement. C'est l'amour de notre pays qui a donné à ce mouvement populaire sa plus grande force, sa chaleur, sa passion, et qui a amené notre nation à tout accepter, même la mort. Parmi tous ceux qui parlent notre langue maternelle, il n'en est pas un qui ne réclame l'égalité et l'indépendance de notre pays. »

279. Le 30 octobre, l'édifice communiste a fini de se désintégrer, quand M. Kádár, parlant après MM. Nagy, Tildy et Erdei, a déclaré à la radio que les membres du Présidium du Parti des travailleurs hongrois s'étaient tous ralliés à la décision, prise par le Gouvernement d'abolir le système du parti unique. S'adressant à la population et utilisant des expressions telles que : « camarades ouvriers, compagnons de travail, amis », M. Kádár a dit que, personnellement, il approuvait sans réserve les trois orateurs qui l'avaient précédé ; « je les connais bien, ils sont mes amis, mes compatriotes pour qui j'ai la plus grande estime ». Son appel était adressé « aux communistes qui ont adhéré au Parti parce qu'ils ont foi en l'idéal progressiste de l'humanité et du socialisme, et non parce qu'ils cherchent à servir leurs intérêts personnels ; à ceux qui, comme nous, représentent des idéaux purs et justes qu'il faut atteindre par des moyens purs et justes ». M. Kádár a ajouté : « Quelques vacillations atteindront les rangs du Parti, mais je ne crains pas que des communistes purs et honnêtes, et bien intentionnés, trahissent leurs idéaux. Ceux qui se sont joints à nous pour des motifs égoïstes et personnels, pour servir leur carrière ou pour tout autre motif seront ceux qui partiront ». M. Kádár a reconnu que le Parti devrait peut-être repartir de zéro, mais que, s'étant affranchi du fardeau des crimes commis par certains de ses anciens chefs, il serait maintenant en meilleure position pour s'attaquer aux tâches qui l'attendaient ⁶, « pour reprendre le travail

et la production, et pour jeter les bases de la paix et de l'ordre, et c'est avec le prestige qu'ils auront ainsi gagné que les communistes auront mérité le respect de leurs concitoyens » ⁷. Dans la soirée, M. Kádár a annoncé que la réorganisation du Parti des travailleurs hongrois était en cours.

280. Au cours de son enquête, le Comité a recueilli des témoignages sur la situation politique de M. Kádár à ce moment précis. Il n'est pas douteux que M. Kádár est toujours resté partisan convaincu des principes essentiels de la doctrine marxiste-léniniste, en ce qui concerne la méthode à suivre pour réaliser une nouvelle société sans classes d'ouvriers et de paysans. Il ne pouvait cependant que constater que l'immense majorité des insurgés étaient des ouvriers qui, selon tous les témoignages, avaient l'appui total des paysans. Il est bientôt apparu, même aux yeux des communistes convaincus, que l'insurrection était le mouvement spontané — et non pas le mouvement organisé — d'un peuple unanime à protester contre un état de choses auquel le Parti des travailleurs hongrois n'avait pu porter remède. Il semblait donc indispensable et urgent de changer radicalement de politique pour sauver le Parti communiste hongrois. Le Parti lui-même avait besoin de changer de nom et le Comité préparatoire a décidé de l'appeler « Parti socialiste des travailleurs hongrois » ⁸.

281. Le 1^{er} novembre, un jour après l'évacuation de Budapest par les troupes soviétiques, M. Kádár a lu à la radio, vers 21 heures 50, un message que la Commission préparatoire adressait aux « ouvriers, paysans et intellectuels hongrois ». Dans ce message, il admettait que le Parti avait dégénéré en instrument de despotisme et avait asservi la nation tout entière en suivant la « politique aveugle et criminelle » des représentants hongrois du stalinisme qui avaient dilapidé « l'héritage moral et idéologique » accumulé au cours des années par une lutte honnête et par le sacrifice du sang. Dans la glorieuse insurrection, « les écrivains, journalistes et étudiants communistes, les jeunes du Cercle Petöfi, appuyés par des milliers d'ouvriers et de paysans, ainsi que par les anciens combattants qui avaient été injustement emprisonnés, ont combattu en première ligne contre le despotisme rakoïste et le gangstérisme politique ». Mais la Hongrie était maintenant à la croisée des chemins et devait choisir entre la consolidation des résultats obtenus et le risque d'une contre-révolution ouverte. « Nous n'avons pas combattu pour qu'on arrache les mines et les usines des mains de la classe ouvrière et la terre des mains des paysans... Une intervention armée étrangère risque de valoir à notre pays le sort tragique de la Corée... En ces heures graves, les communistes qui ont lutté contre le despotisme de Rákosi ont décidé, conformément au vœu de nombreux patriotes et socialistes véritables, de constituer un parti nouveau qui « en se fondant sur l'indépendance nationale... entretiendra des relations fraternelles avec tous les mouvements et partis socialistes et progressistes du monde ». Le nouveau Parti défendrait les conquêtes comme la réforme agraire et la nationalisation et soutiendrait la cause du socialisme et de la démocratie « non pas en imitant servilement des exemples étrangers, mais en s'engageant dans une voie qui convienne aux particularités historiques et économiques, en s'inspirant

⁶ Chap. XII, par. 573.

⁷ *Népszava*, 31 octobre 1956.

⁸ *Magyar Szocialista Munkáspárt*.

des enseignements du marxisme-léninisme, d'un socialisme scientifique dont le stalinisme et toute espèce de dogmatisme seront absents, et en suivant les traditions révolutionnaires et progressistes de l'histoire hongroise ». La Commission préparatoire, composée de Ferenc Donát, János Kádár, Sándor Kopácsi, Géza Losonczy, György Lukács, Imre Nagy et Zoltán Szántó, devait commencer à réorganiser le Parti et convoquer d'urgence un congrès national pour sa fondation officielle⁹. M. Kádár a ajouté que le Parti aurait son organe central, la *Népszabadság*. Il s'est ensuite adressé « aux partis démocratiques nouvellement créés et, en tout premier lieu, au deuxième parti des travailleurs, le Parti social-démocrate », pour leur demander « de consolider le Gouvernement pour faire disparaître le danger de la contre-révolution menaçante et de l'intervention étrangère ». Le peuple hongrois avait prouvé son intention d'appuyer sans réserve le Gouvernement dans les efforts qu'il faisait pour obtenir le retrait complet des forces soviétiques. « Nous ne voulons plus vivre dans la dépendance. Nous ne voulons pas que notre pays devienne un champ de bataille. »

282. Il semblerait que cette déclaration reflétait les sentiments de la grande majorité de la population. Les témoignages prouvent cependant de façon concluante que M. Kádár n'était aucunement fondé à craindre que l'insurrection ne déclenche une réaction en faveur du régime politique et économique qui était celui de la Hongrie avant 1945; ces appréhensions n'étaient que la répétition d'un état d'esprit hérité du passé et ne reflétaient nullement un mûr jugement de la situation. Le Comité a déjà exposé¹⁰ les raisons sur lesquelles il se fonde pour affirmer le caractère illusoire de la croyance de M. Kádár dans le danger d'une contre-révolution. A ce moment-là, cependant, ces appréhensions n'étaient qu'une réserve mineure, car dans l'ensemble il acceptait et justifiait les conquêtes de l'insurrection; c'est une attitude que partageaient, semble-t-il, les autres membres du Comité préparatoire du Parti socialiste des travailleurs hongrois, lequel, le 1^{er} novembre, comprenait vraisemblablement les communistes les plus capables et les plus convaincus de la Hongrie.

283. On trouvera aussi un témoignage de l'attitude adoptée par M. Kádár à cette époque dans l'interview qu'il a accordée au journal *Igazság* (organe de l'armée et de la jeunesse révolutionnaire hongroise) et qui a paru le 1^{er} novembre 1956. Il y disait qu'au Comité central, les militants avaient lutté contre la politique criminelle de Rákosi et de ses compagnons, qui avaient déshonoré le nom du Parti. Les membres du Parti devaient considérer que leur tâche fondamentale était de conserver et d'étendre les principaux résultats obtenus par le peuple, en maintenant leur unité avec tous les travailleurs et, en particulier, avec les travailleurs sociaux-démocrates. Le Présidium du Parti, disait M. Kádár, « n'a pas seulement condamné les déviations politiques des dirigeants précédents, mais encore les méthodes bureaucratiques appliquées au Parti et dans l'Etat. Nous estimons », a-t-il ajouté, « que c'est l'amertume et l'indignation profondes des masses contre une politique dangereuse et des méthodes néfastes qui ont provoqué l'insurrection, laquelle est devenue un puissant mouvement populaire ». Il y a lieu de noter aussi les opinions qu'a continué à exprimer le nouvel organe du nouveau Parti de M. Kádár: le 3 novembre, la *Népszabadság*

déclarait dans son deuxième numéro que le nouveau Parti ne pourrait plus admettre que l'organisation vienne d'en haut et qu'il se construirait en partant de la base. Le fait d'être membre du Parti ne donnerait plus droit à « un poste magnifique ou à quelque situation élevée... Nous nous trouvons maintenant face au pays, moins nombreux, mais purifiés... D'ailleurs, ne cherchons pas pour l'instant ce qui nous sépare des partis nouvellement créés et de leurs programmes, mais bien plutôt ce qui nous unit à eux ». Un autre article du même numéro déclarait que « c'est sous la pression de l'opposition qui s'était manifestée au sein du Parti que les dirigeants avaient été contraints de célébrer la réinhumation des martyrs injustement exécutés... A présent, après la défaite de la clique Rákosi-Gerő, il existe une possibilité de chasser les criminels. Ne permettons pas de nouvelles illégalités; veillons à ce qu'après avoir été jugés de façon impartiale par les tribunaux locaux, les criminels reçoivent le châtiment qu'ils méritent ». Dans son numéro du 3 novembre, la *Népszabadság* approuvait aussi la déclaration d'Imre Nagy sur la neutralité du pays et le retrait des troupes soviétiques.

284. Telles étaient les convictions de M. Kádár, mûrement pesées et publiquement exprimées, ainsi que celles du Parti qu'il avait réorganisé à la veille, pour ainsi dire, de la deuxième intervention des forces armées soviétiques; de plus, pour autant qu'on sache, il n'a fait entendre aucune note différente jusqu'au moment où, aux premières heures du 4 novembre, il a radiodiffusé son message fatidique.

C. — Les relations de M. Kádár avec M. Nagy

285. Tout porte à croire que M. Kádár a travaillé en étroite collaboration avec M. Nagy du 25 octobre jusqu'au 1^{er} novembre au moins. Il a fait avec lui une déclaration à la radio le 25 octobre et l'a reconnu comme son chef dans une déclaration du 26 octobre; le 30 octobre, il a de nouveau pris la parole avec lui à la radio et ce jour-là, il est entré dans son Gouvernement¹¹. Les jours suivants, il a participé aux entretiens que M. Nagy a eus avec les représentants des conseils d'ouvriers et de divers comités révolutionnaires qui étaient venus le voir au Palais du Parlement¹². Bien que sa participation n'eût pas été aussi active que celle de Béla Kovács ou de Zoltán Tildy, son attitude semblait indiquer, d'après tous les renseignements que l'on possède, qu'il approuvait les déclarations du Président du Conseil et de ses collègues. Il semble que le 1^{er} novembre au matin, M. Nagy ayant proclamé la neutralité de la Hongrie et l'abrogation du Traité de Varsovie, le Président du Conseil et M. Andropov, Ambassadeur de l'URSS, ont eu une entrevue en présence de M. Kádár. Au cours de la discussion qui, dit-on, a eu lieu, M. Nagy a fait connaître à l'Ambassadeur que son Gouvernement s'en tenait fermement à sa déclaration de politique étrangère; M. Kádár a, paraît-il, appuyé M. Nagy et a déclaré à l'Ambassadeur qu'il ne lui échappait pas que son avenir était désormais plein d'incertitude mais qu'en sa qualité de Hongrois il était prêt, s'il le fallait, à se battre personnellement. Il aurait dit: « Je descendrai dans la rue et je lutterai sans armes contre vos tanks. » Des témoins ont rapporté qu'à ce moment, il était manifestement en proie

⁹ Chap. XIII, par. 625.

¹⁰ Chap. III, par. 139-148.

¹¹ Chap. XII, par. 573-575.

¹² Chap. XI, par. 537.

à une profonde émotion et que sa déclaration était visiblement sincère. L'Ambassadeur soviétique est parti peu de temps après, et tous ceux qui avaient assisté à l'entretien étaient persuadés que le Gouvernement n'avait rien cédé et s'était montré solidaire en face du représentant de l'URSS.

286. D'après l'*Igazság* du 1^{er} novembre, M. Kádár a mené des négociations sur le retrait des troupes soviétiques avec MM. Mikoyan et Souslov, en présence de Imre Nagy et de Ferenc Münnich. Ces négociations ont eu lieu au siège du Parti des travailleurs hongrois. MM. Mikoyan et Souslov ont regagné Moscou aussitôt après.

287. Après la déclaration qu'il a faite à la radio le 1^{er} novembre, vers 21 heures 50, au sujet de la création du Parti socialiste des travailleurs hongrois, M. Kádár a regagné son domicile. Un peu avant 22 heures, M. Münnich a demandé, selon des témoins, que l'on mette à sa disposition une des voitures du Palais du Parlement. Il est passé prendre M. Kádár et tous deux se sont rendus à l'ambassade soviétique. On a rapporté que, devant l'ambassade, ils sont montés dans une autre voiture, garée derrière celle qui les avait amenés. Par la suite, M. Kádár s'est montré moins actif autour de M. Nagy, encore qu'on l'ait vu de temps en temps au Palais du Parlement le 2 novembre et, semble-t-il, aux premières heures du 3 novembre. Dans l'ensemble, les renseignements indiquent qu'à cette époque, M. Nagy et ses collègues ne soupçonnaient pas M. Kádár de déloyauté. D'après des témoins, M. Nagy a montré de l'étonnement et même de l'incrédulité lorsqu'il a appris, à l'aube du 4 novembre, que M. Kádár avait formé un gouvernement.

288. Quand on considère les changements politiques qui ont abouti à la deuxième intervention soviétique, il faut tenir compte de la difficulté qu'il y a à concilier l'attitude de M. Kádár jusqu'au soir du 1^{er} novembre avec celle qu'il a adoptée par la suite et qui revenait, en fait, à répudier les principes auxquels il avait souscrit en tant que membre du Gouvernement de M. Nagy. Ce problème est d'importance quand on veut juger l'affirmation de M. Kádár qui prétend avoir formé un gouvernement le 4 novembre ou vers cette date. Le 4 novembre, M. Münnich a déclaré que János Kádár, Antal Apró, István Kossa et lui-même avaient, le 1^{er} novembre, rompu toutes relations avec le Gouvernement de M. Nagy, pour entreprendre de former le Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans de Hongrie¹³. Cette déclaration ne correspond pas aux faits dont le Comité spécial a eu connaissance. Il est vrai que le Gouvernement Nagy, formé le 27 octobre et remanié le 30 octobre par la constitution d'un ministère restreint, a marqué le début de l'élimination de nombreux membres communistes tels que MM. Münnich, Horvath, Apró et Kossa, tous quatre anciens adhérents du groupe Rákosi-Gerő. Le fait qu'ils aient fini par être éliminés s'explique parce que les conseils révolutionnaires qui demandaient avec instance le remaniement du Gouvernement leur refusaient leur agrément. Pour commencer, le ministère restreint du 30 octobre a concentré le pouvoir entre les mains du Président du Conseil, M. Nagy, et de ses cinq collaborateurs immédiats; M. Kádár était l'un de ces nouveaux ministres¹⁴. De plus, le Gouvernement

remanié du 3 novembre comptait M. Kádár parmi ses membres¹⁵. M. Kádár n'a jamais démissionné officiellement du nouveau Gouvernement Nagy, pour autant que le Comité le sache.

D. — Le renversement du Gouvernement de M. Nagy

289. Le 4 novembre, entre 3 heures et 4 heures du matin, le représentant à Budapest d'un conseil révolutionnaire de province serait venu au Palais du Parlement annoncer à M. Nagy que des troupes soviétiques étaient entrées dans le chef-lieu de sa province et que le Conseil demandait avec instance la permission de combattre. Ce représentant aurait été le premier à apprendre à M. Nagy que M. Kádár avait formé un nouveau Gouvernement prosoviétique à Szolnok. Le Président du Conseil a convoqué lui-même le Conseil révolutionnaire de l'armée et a appris que la nouvelle semblait exacte. Il a convoqué en hâte un conseil de cabinet, mais il semble que seuls MM. Tildy, B. Szabó et Bibó se soient trouvés à ce moment au Palais du Parlement. M. Losonczy est arrivé un peu plus tard. M. Nagy leur a annoncé brièvement la nouvelle; il a été aussitôt décidé que le Gouvernement passerait immédiatement à l'action en définissant sa position et en alertant les forces hongroises. L'annonce de la formation d'un gouvernement rival a eu lieu à 5 h. 5, sous la forme d'une « lettre ouverte aux travailleurs hongrois » lue à la radio et qui portait la date « Budapest, le 4 novembre ». Dans cette lettre, M. Ferenc Münnich disait que MM. Antal Apró, János Kádár, István Kossa et lui-même avaient rompu avec le Gouvernement Nagy le 1^{er} novembre et avaient pris l'initiative de former le Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans de Hongrie. Voici comment il justifiait cette initiative: « Quand nous faisons partie du Ministère Nagy... nous ne pouvions rien faire contre le danger contre-révolutionnaire... »; « des champions respectés du mouvement ouvrier » et « un grand nombre de fils respectés de la classe ouvrière et du paysannat ont été exterminés »; « ... nous ne pouvions plus rester des spectateurs passifs » alors que « toute la nation allait pour longtemps tomber sous le joug des contre-révolutionnaires ». Les signataires de la déclaration avaient « résolu de lutter... contre le fascisme, la réaction et ses bandes d'assassins ». La lettre concluait: « Nous faisons appel à tous les fidèles enfants de notre démocratie populaire, à tous les partisans du socialisme — et, en premier lieu, à tous les communistes... pour soutenir... le Gouvernement des ouvriers et paysans de Hongrie et lutter à ses côtés pour la libération du peuple. »

290. Il semble que ce soit l'interruption des négociations relatives au retrait des forces soviétiques qui ait averti M. Nagy du changement d'attitude des autorités soviétiques. Ces négociations s'étaient engagées dans l'après-midi du 3 novembre¹⁶, au Palais du Parlement, en présence de M. Nagy. La délégation hongroise se composait de Ferenc Erdei, Ministre d'Etat, du général Pál Maléter, Ministre de la défense, du général István Kovács, Chef de l'état-major général et du colonel Miklós Szücs. Les généraux Malinine, Tcherbanine et Stépanov représentaient l'Union soviétique. A la fin des entretiens de l'après-midi, qui s'étaient déroulés dans une

¹³ Voir par. 296 ci-dessous.

¹⁴ Chap. XII, par. 573-575.

¹⁵ *Ibid.*, par. 589.

¹⁶ *Magyar Függelenség*, 3 novembre 1956.

atmosphère d'amitié et de confiance mutuelle, on avait décidé de se réunir à nouveau au Quartier général soviétique de Tököl (île de Csepel), à 22 heures, pour continuer l'examen de questions techniques relatives au retrait des forces soviétiques. Les pourparlers se sont poursuivis jusqu'à minuit environ et n'ont porté que sur des points secondaires tels que la cérémonie de retrait et le remplacement des monuments commémoratifs soviétiques. M. Nagy recevait régulièrement des rapports sur le progrès des entretiens. Vers minuit, la liaison téléphonique avec la délégation hongroise à Tököl a été coupée. Des groupes de reconnaissance envoyés à Tököl par le général Király ne sont pas revenus. Le Comité a appris que les conversations qui se déroulaient à Tököl entre les délégations militaires de l'URSS et de la Hongrie s'étaient trouvées en fait interrompues par l'entrée d'un personnage « qui ne portait pas d'insignes de grade » : le général Sérov, chef de la police de sécurité soviétique. Accompagné d'officiers soviétiques, il a annoncé qu'il arrêterait la délégation hongroise. Surpris par cette interruption, le général Malinine, chef de la délégation soviétique, a fait un geste d'indignation. Le général Sérov lui a alors dit quelques mots à l'oreille, sur quoi le général Malinine a haussé les épaules et a ordonné à la délégation soviétique de quitter la pièce. La délégation hongroise a ensuite été arrêtée. C'est donc en vain qu'à 5 h. 56, M. Nagy a enjoint par radio aux généraux Maléter et István Kovács, ainsi qu'aux autres membres de la mission, de regagner leur poste immédiatement et de reprendre leurs fonctions.

291. A 5 h. 20, le Président du Conseil, M. Nagy, a fait la déclaration suivante au poste libre de Radio-Kossuth : « Ici Imre Nagy, Président du Conseil des ministres de la République populaire hongroise. Aujourd'hui, à l'aube, les troupes soviétiques ont attaqué notre capitale avec l'intention évidente de renverser le Gouvernement démocratique et légal de la Hongrie. Nos troupes se battent. Le Gouvernement est à son poste. Je porte ces faits à la connaissance de notre peuple et du monde entier. » A ce moment, on pouvait entendre le canon en plusieurs endroits des abords de la ville. L'avis a été répété en plusieurs langues et suivi de l'hymne national hongrois. Un témoin a déclaré que M. Nagy avait alors dicté la déclaration suivante : « La lutte qui s'engage est la lutte du peuple hongrois pour la liberté, contre l'intervention russe. Je ne pourrai peut-être plus rester à mon poste qu'une heure ou deux. Le monde entier verra comment les forces armées russes écrasent la résistance du peuple hongrois au mépris de tous les traités et de toutes les conventions. Il verra aussi comment elles enlèvent loin de la capitale le Président du Conseil d'un pays Membre de l'Organisation des Nations Unies. Il n'y a donc pas le moindre doute qu'il s'agisse de la forme la plus brutale de l'intervention. En ces derniers moments, je demande aux chefs de la révolution de quitter le pays s'ils le peuvent. Je demande que l'on consigne dans un mémorandum tout ce que j'ai dit dans mon appel à la radio et tout ce dont nous sommes convenus avec les chefs révolutionnaires au cours de nos réunions au Parlement. Que les chefs demandent aide et assistance à tous les peuples du monde et leur expliquent qu'aujourd'hui, c'est le tour de la Hongrie et que demain ou après-demain, ce sera celui d'autres pays, parce que l'impérialisme de Moscou ne connaît pas de frontières et ne cherche qu'à gagner du temps. »

292. Deux heures plus tard, le poste libre de Radio-Kossuth lançait encore des appels au nom du Gouvernement de M. Nagy. A 7 h. 14, il a diffusé en hongrois et en russe l'avis suivant : « Le Gouvernement hongrois demande aux officiers et aux soldats de l'armée soviétique de ne pas faire usage de leurs armes. Evitez les effusions de sang ! Les Russes sont nos amis et ils le resteront. »

293. Le poste a ensuite annoncé la réunion d'urgence du Conseil de sécurité. Ce communiqué a été suivi à 7 h. 57 de l'appel ci-après de l'Union des écrivains hongrois : « L'Union des écrivains hongrois vous parle ! Nous demandons l'aide des écrivains, des savants, des associations de gens de lettres, des académies, des organisations scientifiques et de l'élite intellectuelle du monde entier. Le temps presse ! Vous connaissez tous la situation, il est inutile de vous l'expliquer. Aidez la Hongrie ! Aidez le peuple hongrois ! Aidez les écrivains, les savants, les ouvriers, les paysans et les intellectuels de Hongrie ! Au secours ! Au secours ! Au secours ! » Cet appel a été répété en anglais, en allemand et en russe.

294. Le poste libre de Radio-Kossuth a cessé d'émettre à 8 h. 07, mais malgré son silence, on a pu détecter son onde porteuse jusqu'à 9 h. 45.

295. Une fois lancée l'attaque soviétique, les membres du Ministère Nagy se sont dispersés. M. Nagy lui-même aurait quitté le Palais du Parlement avec l'intention de se rendre à l'Ambassade de l'URSS pour y élever une protestation, mais on sait qu'il est allé demander asile à l'Ambassade de Yougoslavie¹⁷. M. Losonczy l'y a suivi plus tard. Parmi les membres du Gouvernement, seuls Zoltán Tildy, István B. Szabó et István Bibó sont restés au Palais du Parlement quand les troupes soviétiques l'ont entouré. Il semble que M. Tildy ait conclu un accord avec les forces soviétiques : pour éviter toute effusion de sang, les forces soviétiques seraient autorisées à occuper le Palais et les civils à le quitter librement. Cet accord conclu, M. Tildy a quitté le Palais. M. Bibó y est resté comme seul représentant du Gouvernement. Le Comité a appris que son dernier acte avait été de faire la déclaration suivante :

« La Hongrie n'a pas l'intention de suivre une politique antisoviétique ; en fait, elle veut vivre pleinement dans cette communauté de nations libres d'Europe orientale qui désirent organiser leur vie dans une société où règnent la liberté et la justice et où l'exploitation n'existe pas. Je repousse devant le monde entier les imputations calomnieuses selon lesquelles la glorieuse révolution hongroise aurait été entachée d'excès fascistes ou antisémites... Le peuple hongrois ne s'en est pris qu'à l'armée étrangère conquérante et à des groupes de bourreaux hongrois. Le nouveau gouvernement aurait pu mettre fin en très peu de temps aux manifestations de la justice populaire que nous avons connues dans les rues pendant quelques jours ainsi qu'à l'apparition des vieilles forces conservatrices sans armes. Il est cynique et insensé de prétendre qu'il a fallu appeler ou plutôt rappeler pour cela dans le pays une énorme armée étrangère. Au contraire, la présence d'une armée étrangère dans le pays a été la principale source d'agitation et de troubles. Je demande au peuple hongrois de ne pas reconnaître comme autorités légales les forces d'occupation ou le gouvernement fantoche

¹⁷ Chap. XIII, par. 630-639.

qu'elles pourraient constituer, et je vous invite à employer contre elles tous les moyens de résistance passive à l'exception de ceux qui entraîneraient l'interruption des services publics et de l'approvisionnement de Budapest en eau. »

E. — La formation du Gouvernement de M. Kádár

296. Alors que le poste libre de Radio-Kossuth diffusait les appels du Président Nagy, Kádár, parlant sur la longueur d'onde utilisée précédemment par M. Ferenc Münnich, a annoncé la formation du Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans de Hongrie. Ce communiqué a été diffusé à 6 heures. M. Kádár a déclaré que le noyau du nouveau gouvernement serait formé de lui-même, de Ferenc Münnich, Président du Conseil-adjoint, qui remplirait également les fonctions de Ministre des Forces armées et de la Sécurité publique, de György Marosán, Ministre d'Etat, d'István Kossa, Ministre des finances, d'Imre Horvath, Ministre des Affaires étrangères, d'Antal Apró, Ministre de l'industrie, d'Imre Dögei, Ministre de l'agriculture et de Sándor Rónai, Ministre du commerce. Dès que l'ordre serait rétabli dans le pays, d'autres ministres seraient désignés parmi des personnalités étrangères au Parti, qui seraient prêtes à « défendre les réalisations du socialisme ». M. Kádár a accusé la clique Rákosi-Gerő d'avoir commis de nombreuses fautes au cours des douze années écoulées. D'autre part, « les réactionnaires s'étaient efforcés de détruire les réalisations du socialisme en essayant de rendre les usines et les entreprises aux capitalistes et la terre aux grands propriétaires. Des éléments fascistes avaient exploité les erreurs commises dans le passé et avaient dupé les nombreux travailleurs et les jeunes gens qui, de bonne foi, s'étaient soulevés contre le gouvernement populaire dans les meilleures intentions patriotiques ». Il a exhorté la population tout entière à mettre fin aux excès des éléments contre-révolutionnaires, soulignant qu'il avait formé son gouvernement pour protéger le peuple et l'aider à sortir de la grave situation dans laquelle il se trouvait. Il a ensuite fait connaître le programme du Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans de Hongrie. Ce programme se composait de quinze points. Il se terminait en ces termes :

« Le Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans de Hongrie, agissant dans l'intérêt de notre peuple, de notre classe ouvrière et de notre pays, a demandé au Commandement de l'armée soviétique d'aider notre nation à écraser les forces sinistres de la réaction et à rétablir l'ordre et le calme dans le pays.

» Une fois l'ordre et le calme rétablis, le Gouvernement hongrois entamera des négociations avec le Gouvernement soviétique et avec les autres parties au Traité de Varsovie au sujet de l'évacuation de la Hongrie par les troupes soviétiques. »

A la fin de son communiqué, M. Kádár a demandé au peuple de désarmer les « bandes contre-révolutionnaires » et d'aider le nouveau Gouvernement à appliquer son programme. Il est à noter que cette déclaration politique en quinze points ne différait que sur deux points importants des recommandations de M. Nagy : M. Kádár n'a

pas parlé de la question de la neutralité ni de l'organisation d'élections libres¹⁸.

297. Les communiqués qui annonçaient la formation du Gouvernement de M. Kádár ont été diffusés sur 1187 kilocycles, longueur d'onde normalement utilisée par le poste émetteur Balatonszabadi et réservée généralement aux émissions de la radio hongroise vers l'étranger. On a dit que ces émissions ont été faites de Szolnok, localité située sur la Tisza, à une centaine de kilomètres au sud-est de Budapest. Le Comité ne possède cependant aucune preuve de la présence de M. Kádár à Szolnok le matin du 4 novembre ; il est fort possible que — comme des témoins l'ont déclaré — le communiqué ait été préalablement enregistré sur magnétophone. En fait, d'après les renseignements fournis au Comité, il semblerait que, si M. Kádár n'était pas arrivé à Moscou avant le 4, il s'y trouvait en tout cas le 4 ; il était à Prague le 5, ou peut-être le 6, et à Budapest dans l'après-midi du 6, ou, au plus tard, dans la matinée du 7. Le Comité n'est pas en mesure de vérifier les mouvements de M. Kádár.

298. L'un des traits les plus remarquables du nouveau Gouvernement Kádár est certainement le fait qu'il était absent du théâtre des événements au moment de la deuxième intervention soviétique. Son autorité ne s'est manifestée d'aucune façon dans la répression de l'insurrection et, d'ailleurs, à la connaissance du Comité, aucun Hongrois n'a joué un rôle de ce genre pendant cette période critique. Pendant trois jours, aucun représentant du Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans ne semble même avoir fait acte de présence pour diriger le combat que le peuple hongrois et son armée étaient censés livrer au Gouvernement d'Imre Nagy et aux insurgés du 23 octobre. D'après les renseignements dont dispose le Comité, il semblerait que, si des Hongrois se sont battus contre les insurgés pendant ces journées du 4 au 6 novembre, il s'agit uniquement de quelques anciens agents de l'AVH dissoute, qui servaient de guides aux troupes soviétiques lors des diverses batailles ou escarmouches qui ont eu lieu à Budapest et dans le reste du pays. Il ne semble pas que le Gouvernement de M. Kádár ait pris la moindre mesure ou se soit manifesté en aucune façon au peuple de Hongrie avant le mardi 6 novembre : ce jour-là, à midi, dans une déclaration faite en son nom, M. Kádár a exprimé l'espoir que le pays reprendrait bientôt sa vie normale et il a lancé un appel général pour obtenir des vivres, des matériaux de construction et des médicaments. Les seules traces qui restent de ces journées au cours desquelles s'est constitué le Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans sont celles de l'activité du Commandement de l'armée soviétique, les injonctions qu'il a adressées au peuple hongrois et de sa mainmise sur le pouvoir administratif¹⁹.

299. Plusieurs témoins ont déclaré devant le Comité que le Gouvernement Kádár était inconstitutionnel, car les formalités prévues par la Constitution hongroise n'avaient pas été respectées lors de sa formation. Ils ont soutenu que les dispositions de l'article 23 (2) n'avaient pas été appliquées. Cet article prévoit que le Conseil des Ministres ou ses membres sont élus ou relevés de leurs fonctions par le Parlement, sur la recommandation du Présidium de la République populaire. Selon les témoins,

¹⁸ Chap. XIV, par. 642.

¹⁹ Chap. XIII, par. 597-600.

M. Nagy n'avait pas été relevé de ses fonctions par le Présidium qui, en l'occurrence, aurait assumé le rôle du Parlement étant donné que cet organe n'était pas en session [article 20 (4)]. En outre, M. Nagy n'avait pas démissionné. Les témoins en concluaient que le Gouvernement de M. Nagy restait le gouvernement légitime de la Hongrie. Ils estimaient que leur thèse était d'autant plus fondée que M. Kádár et les autres membres de son Gouvernement n'avaient prêté serment que le matin du 7 novembre, c'est-à-dire 3 jours après avoir assumé le pouvoir²⁰. Ils ont déclaré que, puisque aux termes de la Constitution hongroise (comme le confirme le mémoire adressé au Secrétaire général le 4 février 1957 par le Gouvernement Kádár²¹), le gouvernement doit d'abord prêter serment avant d'assumer le pouvoir, toute mesure prise par un gouvernement avant d'avoir accompli cette formalité est nécessairement nulle et non avenue; par conséquent, l'intervention militaire des troupes soviétiques n'a pas eu lieu en réponse à l'appel du Gouvernement hongrois légitimement au pouvoir²².

300. Après avoir examiné cette thèse, le Comité, tout en reconnaissant qu'elle n'était pas dénuée de fondement, surtout s'il pouvait être établi que le Président du Présidium n'avait pas relevé M. Nagy de ses fonctions avant l'annonce de la constitution du Gouvernement Kádár, n'a pas estimé matériellement utile, aux fins du présent rapport, de se prononcer sur ces considérations. Il suffit d'appeler l'attention sur les éléments qui indiquent clairement les circonstances dans lesquelles le Gouvernement de M. Kádár ne s'est constitué qu'à la suite de l'intervention militaire.

F. — Conclusions

301. De l'examen des faits qui lui ont été soumis, le Comité a tiré certaines conclusions sur la seconde intervention soviétique. En premier lieu, il est persuadé qu'aucun observateur bien placé ne pouvait penser que le Gouvernement Nagy commençait à n'être plus maître de la situation pendant les premiers jours de novembre. Au contraire, les conseils d'ouvriers et les conseils révolutionnaires qui se constituaient dans tout le pays remplaçaient rapidement l'appareil communiste tombé en discrédit. En deuxième lieu, le Comité est persuadé qu'aucun

observateur bien placé ne pouvait considérer que le Gouvernement de M. Nagy était gravement menacé par les forces contre-révolutionnaires. Dès les premiers jours qui ont suivi les manifestations du 23 octobre, les travailleurs et les étudiants de Hongrie avaient réussi à détruire les chars soviétiques. Une semaine plus tard, les travailleurs étaient plus capables qu'auparavant de faire face à toute attaque. Après plusieurs jours de combats intensifs, les chefs populaires s'étaient mis à la tête de nombreux groupes et les formations de travailleurs combattants hâtivement constituées, avaient reçu le baptême du

302. De l'avis du Comité, l'analyse des faits ne permet qu'une conclusion: le retrait des troupes soviétiques, aux derniers jours d'octobre, n'était qu'une simple manœuvre temporaire des autorités militaires soviétiques qui visaient à être en mesure d'intervenir avec des moyens puissants dans le plus bref délai possible. Les préparatifs de cette intervention étaient en cours depuis les derniers jours d'octobre.

303. On a dit au Comité que l'Union soviétique redoutait les conséquences qu'aurait entraînées pour le communisme la consolidation des réformes de M. Nagy et que, pour cette raison, elle avait hâte de renverser son régime avant que le monde ne puisse se réjouir au spectacle d'un peuple tout entier uni pour maintenir ses réalisations socialistes tout en se libérant de la terreur de la dictature communiste. On a aussi déclaré que les autorités soviétiques voyaient parfaitement qu'en attaquant ouvertement le peuple hongrois elles s'attireraient la réprobation universelle; c'est pourquoi elles s'étaient trouvées un porte-parole hongrois qui pût conférer un semblant de légitimité à leur action. Ce porte-parole a été M. Kádár. Le Comité n'est en mesure ni de prouver ni de réfuter les motifs ainsi attribués à l'intervention soviétique. Toutefois, il est significatif de constater à cet égard, que jusqu'au dernier moment, M. Kádár s'est apparemment associé à M. Nagy sans donner, à la connaissance du Comité, le moindre signe de sa prétendue intention de quitter le Gouvernement. Quand, le matin du 4 novembre, M. Kádár a annoncé la constitution de son propre ministère, il n'est douteux qu'il ait disposé de l'appui de Hongrois auxquels la poignée de politiciens dont il est question dans son communiqué radiodiffusé et les agents de la police de sécurité, sur lesquels il pouvait compter. Il semblerait que la question de la constitutionnalité ne se pose même pas en ce qui concerne la manière dont le Gouvernement de M. Kádár s'est formé: puisqu'il a pris lui-même cette mesure, lui seul est compétent pour faire connaître les faits qui prouveraient qu'il a formé, comme il le prétend, un gouvernement véritable. A ce sujet, le Comité désire rappeler ici qu'il a, par deux fois, demandé à se rendre en Hongrie — ce qui aurait sans aucun doute permis d'examiner ces importantes questions — et que, dans les deux cas, il a essuyé un refus catégorique.

²⁰ *Szabad Nép*. 8 novembre 1956.

²¹ A/3521.

²² Le *Magyar Közlöny*, journal officiel de la République populaire hongroise, n'a pas paru du 20 octobre au 12 novembre. Le numéro du 12 novembre contenait le texte de deux décrets du Présidium de la République populaire. Le premier, non numéroté, relevait de leurs fonctions Imre Nagy et ses ministres. Le second, ou Décret n° 28 de 1956, élisait János Kádár, Président du Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans de Hongrie, ainsi que sept membres du Gouvernement. Ni l'un ni l'autre des décrets n'était daté.

Chapitre VIII

LA QUESTION DE LA PRÉSENCE ET DE L'EMPLOI DES FORCES ARMÉES SOVIÉTIQUES EN HONGRIE, EU ÉGARD AUX ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX DE LA HONGRIE

A. — Introduction

304. Dans cette partie de son rapport, le Comité croit devoir rappeler les instruments internationaux essentiels qui définissent le statut international actuel de la Hongrie, et plus spécialement les dispositions qui ont été rendues publiques et se rapportent aux conditions de la présence et de l'emploi des forces armées soviétiques en territoire hongrois. Tout le monde admet que l'intervention de ces forces et de renforts soviétiques assez importants venus d'URSS et de Roumanie a été nécessaire pour réprimer l'insurrection hongroise. Le Comité rappellera également les justifications données par le Gouvernement soviétique et par le Gouvernement de M. Kádár dans la mesure où elles reposent sur ces instruments internationaux; il n'entreprendra pas d'analyse juridique détaillée mais évaluera brièvement, en s'inspirant de ses conclusions touchant la signification véritable des événements d'octobre et de novembre, ce que l'Assemblée générale a fait au sujet de la question hongroise à sa deuxième session extraordinaire d'urgence et à sa onzième session ordinaire.

305. Le reste du chapitre sera consacré aux demandes persistantes qui se sont exprimées publiquement avec force au cours de l'insurrection en vue du retrait complet des forces armées soviétiques de Hongrie. Le Comité exposera, en se fondant sur tous les faits dont il dispose, les tentatives faites par M. Nagy et les membres de son cabinet pour obtenir ce retrait par voie de négociation avec l'Union soviétique ainsi que les aspirations des révolutionnaires hongrois concernant le statut international futur de la Hongrie. Le Comité définira ensuite, sur la base de leurs déclarations officielles, la position que le Gouvernement de M. Kádár et le Gouvernement soviétique ont prise au sujet de ces questions depuis le renversement du Gouvernement de M. Nagy et la répression armée de l'insurrection, et il terminera par quelques observations.

B. — Instruments internationaux d'après guerre définissant le statut international de la Hongrie

306. Le Traité de paix avec la Hongrie, signé le 10 février 1947 et entré en vigueur le 15 septembre 1947, proclamait la cessation de l'état de guerre entre la Hongrie et les « Puissances alliées et associées ». Toutes les forces armées alliées devaient être retirées de Hongrie, « l'Union soviétique se réservant le droit de conserver en territoire hongrois les forces armées qui (pourraient) lui être nécessaires pour le maintien des lignes de communication

de l'armée soviétique avec le zone soviétique d'occupation en Autriche » (article 22).

307. La Partie III du Traité disposait que les forces armées et les armements que la Hongrie était autorisée à conserver seraient strictement limités de manière à répondre aux « tâches d'ordre intérieur et à la défense locale des frontières ». L'effectif total de l'armée de terre hongroise ne devait pas dépasser 65.000 hommes et l'aviation devait compter, au maximum, 90 avions et un personnel de 5.000 hommes (article 12). Chacune de ces « clauses militaires et aériennes » devait demeurer en vigueur aussi longtemps qu'elle n'aurait pas été « modifiée, entièrement ou partiellement, par accord entre les Puissances alliées et associées et la Hongrie, ou, après que la Hongrie (serait) devenue Membre de l'Organisation des Nations Unies, par accord entre le Conseil de sécurité et la Hongrie » (article 20).

308. Le préambule du Traité contient une référence à l'admission éventuelle de la Hongrie à l'Organisation des Nations Unies. Le 22 avril 1947, la Hongrie a présenté sa demande d'admission, dans laquelle elle s'est déclarée prête à accepter les obligations énoncées dans la Charte. Le 14 décembre 1955, la Hongrie a été admise à l'ONU.

309. Par un « Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle » signé le 18 février 1948 et entré en vigueur le 22 avril 1948, les Gouvernements de l'Union soviétique et de la Hongrie ont proclamé leur intention de coopérer plus étroitement et de rester fidèles aux buts et aux principes des Nations Unies ainsi qu'aux principes de la non-ingérence dans les affaires intérieures et du respect mutuel de l'indépendance et de la souveraineté. Chaque pays s'engageait à ne conclure aucune alliance et à ne participer à aucune coalition, action ou mesure qui serait dirigée contre l'autre pays. En outre, chaque Partie contractante devait prêter immédiatement à l'autre Partie, par tous les moyens en son pouvoir, son aide militaire et autre, au cas où cette autre Partie se trouverait « entraînée dans des opérations militaires dirigées contre l'Allemagne ou contre quelque autre Etat qui aurait participé, conjointement avec l'Allemagne, à des actes d'agression en Europe, lesdits Etats tentant de reprendre leur politique d'agression, ou contre tout autre Etat qui, directement ou de toute autre manière, se serait uni à l'Allemagne dans une politique d'agression » (article 2).

310. Des témoignages dignes de foi ont confirmé au Comité que depuis 1948, les effectifs de l'armée hongroise avaient été portés au-delà des limites fixées par le Traité de paix et que dans le même temps, l'armée hongroise

avait reçu des armes et du matériel interdits par le Traité.

311. En 1956, l'armée hongroise comptait neuf divisions d'infanterie, deux divisions blindées « mécanisées », quatre brigades d'artillerie, un bataillon pour la guerre chimique, une brigade de cavalerie, un régiment des transmissions, une brigade des communications et trois régiments d'engins blindés lourds. L'effectif total de ces forces s'élevait à 250.000 hommes. Comme on continuait de constituer de nouvelles unités, il semble que l'on se proposait d'augmenter encore l'effectif permanent de l'armée. L'armée de l'air consistait en une division de chasse qui comprenait trois régiments (de 120 avions chacun), six groupes isolés représentant un régiment de 120 avions, un régiment d'aviation de 50 avions et un régiment de 37 chasseurs-bombardiers. Les effectifs de la division de chasse dépassaient 500 avions. Il faut ajouter que la flottille du Danube se composait de deux brigades fluviales et que la police de sécurité comptait plusieurs régiments d'infanterie armée ainsi que des unités blindées.

312. En exécution du Traité d'Etat autrichien du 15 mai 1955 — qui est entré en vigueur le 27 juillet 1955 et a mis fin à l'occupation de l'Autriche — les dernières unités soviétiques ont quitté Vienne le 19 septembre 1955. Le 14 mai 1955, à la veille de la signature du Traité d'Etat autrichien, l'Union soviétique et la Hongrie avaient conclu à Varsovie, avec l'Albanie, la Bulgarie, la Pologne, la République démocratique allemande, la Roumanie et la Tchécoslovaquie, un traité « d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle ». Ce Traité est entré en vigueur le 6 juin 1955 pour une durée d'au moins vingt ans. Dans le préambule, les Parties déclarent avoir conclu le traité par suite de la création de « l'Union de l'Europe occidentale » et de l'intégration d'une Allemagne occidentale remilitarisée au « bloc de l'Atlantique Nord », et elles proclament à nouveau leur fidélité aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies ainsi que leur désir de raffermir et de développer entre elles l'amitié, la coopération et l'assistance mutuelle. Dans l'article premier, elles s'engagent, conformément à la Charte des Nations Unies, à s'abstenir dans leurs relations internationales de recourir à la menace de la force ou à l'emploi de la force. Dans le préambule et l'article 8, les Parties déclarent adhérer aux principes du respect de l'indépendance et de la souveraineté des Etats ainsi qu'à celui de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures. L'article 3 dispose que les Parties se consulteront immédiatement chaque fois que, de l'avis d'une d'entre elles, surgira une menace d'agression armée contre une ou plusieurs Parties contractantes, « pour assurer une défense collective et maintenir la paix et la sécurité ». L'article 4 prévoit que, si un Etat ou un groupe d'Etat quelconque se livre, en Europe, à une agression armée contre une ou plusieurs des Parties contractantes, chaque Partie contractante, « dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l'Article 51 de la Charte des Nations Unies, accordera, individuellement et d'accord avec les autres Etats Parties au Traité, une assistance immédiate à l'Etat ou aux Etats victimes de l'agression, par tous les moyens qu'il jugera nécessaires, y compris l'emploi de la force armée ». Les Parties contractantes doivent se consulter au sujet des « mesures à prendre de concert pour rétablir et maintenir la paix et la sécurité internationales » ; les mesures prises seront

notifiées au Conseil de sécurité et prendront fin dès que « le Conseil de sécurité aura adopté les mesures indispensables pour rétablir et maintenir la paix et la sécurité internationales ». Dans l'article 7, les Parties déclarent que les obligations qui leur incombent en vertu de traités internationaux en vigueur ne sont pas en contradiction avec les dispositions du Traité.

313. A l'article 5 du Traité de Varsovie, les Parties contractantes déclarent s'être mises d'accord sur la question de la création d'un Commandement unifié pour les forces armées « qu'elles conviendront de placer sous ses ordres ; ce Commandement fonctionnera sur la base de principes établis d'un commun accord ». Dans cet article, il est dit également que les Parties prendront « toutes autres mesures concertées qui pourront être nécessaires pour renforcer leur capacité défensive, de manière à protéger le travail pacifique de leurs peuples, garantir l'intégrité de leurs frontières et territoires et assurer la défense contre toute agression éventuelle ».

314. En même temps qu'elles concluaient le Traité, les Parties contractantes annonçaient leur décision de nommer le Maréchal de l'Union soviétique I. S. Koniev au poste de Commandant en chef des Forces armées unifiées, et elles ajoutaient : « Les Ministres de la défense ou d'autres chefs militaires des Etats signataires du Traité seront nommés adjoints du Commandant en chef des forces armées unifiées ; ils seront chargés du commandement des contingents que chaque Etat signataire du Traité affectera aux forces armées unifiées. » Le communiqué se terminait comme suit : « La répartition des forces armées unifiées sur le territoire des Etats signataires du Traité se fera conformément aux besoins de la défense mutuelle d'un commun accord entre ces Etats. »

315. Telles sont, à la connaissance du Comité, les dispositions juridiques rendues publiques sur lesquelles reposait la présence des forces armées de l'URSS en territoire hongrois¹. Le Comité a appris qu'avant les événements d'octobre, les 2^e et 17^e divisions motorisées soviétiques tenaient garnison en Hongrie et que leurs effectifs s'élevaient à 20.000 hommes et 600 chars d'assaut environ.

316. Le 11 mai 1955, à l'une des séances de la Conférence de Varsovie tenue peu de temps avant la signature du Traité², M. N. A. Boulganine a déclaré que la conclusion du traité s'expliquait par « la menace à la sécurité » des Etats contractants « accrue par les mesures agressives des Puissances occidentales » et que les « mesures concertées » prévues par les Parties étaient « indispensables au renforcement de leur capacité de défense, afin de garantir l'inviolabilité de leurs frontières et de leurs territoires et de se prémunir contre une agression éventuelle ». Il ajoutait : « Les blocs créés par les Etats impérialistes se fondent sur les principes de la domination et de la subordination. Telle est la nature des blocs qui servent les intérêts de leurs organisateurs, les grandes Puissances impérialistes. Pour se ménager des réserves humaines, de nouveaux avant-postes et des bases militaires, les milieux dirigeants de ces Puissances entraînent les petits pays dans les groupements d'agression par eux créés... Le projet de traité soumis à notre examen se

¹ Il convient de mentionner ici l'Accord du 27 mai 1957 entre la Hongrie et l'URSS, dont le texte est joint en annexe au présent chapitre.

² *Temps nouveaux*, n° 21, 21 mai 1955 — « Textes ».

fonde sur de tout autres principes. Nos Etats, nos peuples, notre système social sont étrangers au principe de la domination d'un Etat sur l'autre, d'un peuple sur l'autre. Notre projet de traité part des principes du respect de la souveraineté nationale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures, base de la politique extérieure de tous les Etats représentés ici... Le projet de traité soumis à notre Conférence est entièrement conforme aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies ».

317. M. András Hegedüs, qui était à cette époque Président du Conseil des Ministres de Hongrie³, a abondé dans le même sens lorsqu'il a pris la parole à la Conférence, et a relevé notamment « la garantie, offerte par le traité, qu'en cas d'agression les Parties contractantes se (porteraient) immédiatement, avec tous les moyens dont elles disposent, au secours de la partie attaquée ». Il a ajouté : « Nous saurons défendre et nous protégerons effectivement ce trésor si longtemps convoité et d'autant plus cher : la liberté et l'indépendance de notre patrie. »

C. — Applicabilité de ces instruments internationaux aux interventions militaires de l'Union soviétique

318. Le 24 octobre à 9 heures, un communiqué radio-diffusé de Budapest annonçait que « l'infâme attaque armée perpétrée par des bandes contre-révolutionnaires pendant la nuit avait créé une situation extrêmement grave... Le gouvernement ne s'attendait pas à ces... attaques et avait par conséquent demandé l'aide des formations soviétiques qui tenaient garnison en Hongrie en vertu du Traité de Varsovie. Pour répondre à la demande du gouvernement, les formations soviétiques prennent part au rétablissement de l'ordre... »⁴. Le 19 novembre 1956, à la 582^e séance plénière de l'Assemblée générale, M. Chepilov, qui était à cette époque Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, a donné lecture d'un télégramme que le Conseil des ministres de l'URSS avait apparemment reçu le 24 octobre du Premier Ministre de la République populaire hongroise — dont M. Chepilov n'a pas dit le nom — et par lequel le Conseil des ministres de la République populaire hongroise priait le Gouvernement de l'Union soviétique d'envoyer des troupes à Budapest « pour liquider les troubles qui (y avaient) éclaté..., pour rétablir rapidement l'ordre et pour créer des conditions propices aux travaux constructifs de la paix ». M. Chepilov ajoutait que « de toute évidence, l'Union soviétique ne pouvait refuser d'accéder à la demande de secours d'un Etat ami ».

319. Quant à la seconde intervention des troupes soviétiques, M. János Kádár a déclaré le 4 novembre : « Le Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans de Hongrie a prié le Commandement de l'armée soviétique... d'aider notre nation à écraser les forces sinistres de la réaction et à rétablir l'ordre et le calme ». A la 582^e séance plénière de l'Assemblée générale, M. Chepilov a mentionné cette requête par laquelle le nouveau Gouvernement hongrois demandait à l'Union soviétique « de l'aider à repousser l'assaut des forces du fascisme et à rétablir l'ordre et la vie normale dans le pays », et il a ajouté : « Il n'était pas facile, il faut bien le dire, pour le Gouvernement soviétique, de résoudre cette question. Nous nous rendions pleinement compte

des difficultés qu'entraînerait inévitablement l'emploi des troupes d'un pays dans un autre pays. Mais le Gouvernement soviétique ne pouvait se désintéresser du sort de la Hongrie amie. »

320. Les explications officielles que le Gouvernement de l'URSS et le Gouvernement Kádár ont données des interventions militaires de l'Union soviétique en Hongrie ont été résumées, dans leur contexte et en détail, au chapitre III du présent rapport. En voici les points principaux tels qu'ils ressortent de déclarations officielles faites à l'Organisation des Nations Unies et ailleurs : Le 23 octobre (M. Kádár et ses porte-parole parlent rarement de la nature véritable de la première demande d'intervention adressée à l'Union soviétique) puis à nouveau le 4 novembre, « des éléments antidémocratiques » ont troublé gravement l'ordre public et fait naître le danger « de voir s'instaurer un régime de type fasciste, non démocratique et opposé au progrès social ». Faisant usage du droit souverain que tout Etat possède « de prendre, par l'intermédiaire de son gouvernement, toutes les mesures qu'il juge nécessaires pour maintenir l'ordre public et assurer une vie paisible à la population », le Gouvernement hongrois a demandé aux troupes soviétiques stationnées en Hongrie en vertu du Traité défensif de Varsovie « de l'aider à mettre un terme aux désordres et à la violence, ainsi qu'à sauvegarder l'ordre démocratique et l'autorité du peuple. Ainsi, le gouvernement a évité que la Hongrie ne tombe dans l'anarchie et a prévenu une situation qui aurait gravement menacé la paix et la sécurité »⁵. Quant au Gouvernement de M. Nagy, il s'était effondré et les communications adressées par lui à l'Organisation des Nations Unies étaient dépourvues de valeur juridique. Comme les événements en question ne compromettaient pas la paix ou la sécurité internationales et qu'il s'agissait de faits survenus en Hongrie ou simplement de l'application d'un traité international qui concernait « uniquement les Gouvernements hongrois et soviétique, et les autres signataires du Traité de Varsovie »⁵, l'Organisation des Nations Unies ne pouvait, en vertu du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, intervenir ni même examiner la question.

321. C'est la seule disposition de la Charte des Nations Unies que le Gouvernement soviétique et le Gouvernement Kádár aient mentionnée, mais ils ont fait état de deux dispositions d'autres instruments internationaux : l'article 4 du Traité de paix avec la Hongrie, qui oblige la Hongrie à ne pas tolérer à l'avenir l'existence et l'activité d'« organisations politiques, militaires ou paramilitaires de caractère fasciste » en territoire hongrois, et l'article 5 du Traité de Varsovie qui prévoit que les Parties contractantes prendront les « mesures concertées qui pourront être nécessaires pour renforcer leur capacité défensive, de manière à protéger le travail pacifique de leurs peuples, garantir l'intégrité de leurs frontières et territoires et assurer la défense contre toute agression éventuelle ».

322. Pendant les débats prolongés que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont consacrés à la question hongroise, les représentants des Etats Membres ont examiné en détail les arguments qui viennent d'être rappelés, et d'autres encore. Les dispositions de l'article 2

³ *Temps nouveaux*, n° 21, 21 mai 1955 — « Textes ».

⁴ Chap. VI, par. 226.

⁵ Mémoire du 4 février 1957 transmis par le représentant permanent de la Hongrie au Secrétaire général pour être distribué aux Membres de l'Organisation des Nations Unies (A/3521).

du Traité de paix avec la Hongrie garantissant au peuple hongrois la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris les droits politiques; les principes et la nature du Traité de Varsovie, en tant qu'accord défensif contre une agression étrangère; l'inacceptabilité de la proposition selon laquelle des forces armées stationnées dans un pays étranger en vertu d'une alliance défensive contre une agression étrangère pourraient être utilisées afin de réprimer des mouvements populaires visant à un changement de gouvernement ou de régime; les protestations contre l'intervention soviétique et les demandes, adressées à l'Union soviétique et à l'Organisation des Nations Unies en vue du retrait des forces soviétiques, qui ont été faites par le Gouvernement régulièrement constitué de M. Imre Nagy; la constitutionnalité douteuse du Gouvernement Kádár au moment où il a requis l'assistance militaire soviétique — toutes ces considérations ont été invoquées contre la thèse du Gouvernement soviétique et du Gouvernement Kádár, de même que les dispositions de la Charte relatives à l'égalité souveraine des Etats Membres, les principes de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes et les principes énoncés au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte qui interdisent le recours à la menace ou à l'emploi de la force contre l'indépendance politique de tout Etat. Toutes ces considérations sont à l'origine de la déclaration solennelle par laquelle l'Assemblée générale, dans sa résolution 1131 (XI) du 12 décembre 1956, a affirmé que : « en ayant recours à la force armée contre le peuple hongrois, le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques viole l'indépendance politique de la Hongrie », ainsi que de la condamnation, par la même résolution, de la « violation de la Charte que le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques commet en privant la Hongrie de sa liberté et de son indépendance et le peuple hongrois de l'exercice de ses droits fondamentaux ».

323. Le Comité n'estime pas nécessaire d'examiner à nouveau ces arguments. Il tient simplement à rappeler celles de ses constatations et conclusions, figurant dans d'autres chapitres du présent rapport, qui ont directement trait aux hypothèses sur lesquelles se fondent les explications juridiques et politiques fournies par le Gouvernement soviétique et le Gouvernement hongrois, à savoir : que le soulèvement n'avait pas un caractère fasciste ou antidémocratique, au sens où l'on entend en général ces mots ; qu'en toute probabilité, l'assistance des forces armées soviétiques a été requise avant qu'une manifestation paisible n'ait revêtu un caractère violent et que le Comité n'a pas été à même d'établir si l'intervention s'est faite de façon régulière ou irrégulière au regard de la procédure constitutionnelle hongroise, que le Gouvernement de M. Imre Nagy, dont la légitimité au cours des événements était incontestée, avait pris des mesures pratiques pour rétablir l'ordre et un état de choses permettant à la population de vaquer paisiblement à ses occupations normales, et qu'il s'efforçait de reconstituer un régime démocratique et parlementaire qui aurait permis à tous les Hongrois d'exercer leurs droits politiques et les droits qui appartiennent à toute personne humaine; que le Gouvernement Nagy s'efforçait d'amener le retrait et non l'intervention des forces armées soviétiques dont il ne jugeait pas la présence nécessaire pour se maintenir au pouvoir ; que le Gouvernement de M. Kádár, par contre, outre qu'il est parvenu au pouvoir grâce à l'aide

des forces armées soviétiques, ne pouvait aucunement, lorsqu'il a demandé au Commandement soviétique d'intervenir, prétendre à autre chose qu'à une légalité des plus douteuses. Les conclusions du Comité appuient donc les hypothèses sur lesquelles se fondaient les résolutions de l'Assemblée générale relatives à la question hongroise, et notamment la résolution 1131 (XI).

324. Ainsi qu'un groupe international de juristes l'a fait observer dans une communication qu'il a adressée au Comité, l'intervention soviétique en Hongrie, considérée sous son jour véritable, serait probablement susceptible de condamnation aux termes des définitions que le Gouvernement soviétique lui-même a données de l'agression. Le Comité se contente à cet égard de rappeler que — dans la longue série de propositions tendant à l'établissement de principes directeurs permettant de déterminer l'Etat coupable d'agression, dont les plus récentes ont été soumises au Comité spécial de 1956 pour la question de la définition de l'agression⁶ — le Gouvernement de l'URSS a cherché à obtenir de l'Assemblée générale une déclaration aux termes de laquelle serait reconnu pour agresseur dans un conflit international l'Etat « dont les forces armées, même sans déclaration de guerre, auraient [les premières] envahi le territoire d'un autre Etat ». Aux termes de la même proposition, serait reconnu coupable d'un acte d'agression indirecte l'Etat qui « favorise un soulèvement dans un autre Etat ou des changements de politique favorables à l'agresseur ». La proposition de l'URSS prévoit notamment qu'une attaque directe ou une agression indirecte ne peuvent être justifiées par : « A. La situation intérieure d'un Etat quelconque, soit par exemple : ... b) Défauts imputés à son administration ; ... d) Mouvements révolutionnaires ou contre-révolutionnaires, guerre civile, troubles ou grèves ; e) Etablissement ou maintien, dans un Etat quelconque, de tel ou tel régime politique, économique ou social ».

325. Si on laisse de côté les arguments de caractère juridique, il semble tout à fait évident au Comité que l'intervention militaire de l'URSS a été essentiellement motivée par le désir de sauver un régime politique et de conserver un allié militaire dans la sphère qu'il domine économiquement. Comme l'a signalé la radio de Budapest, le 15 novembre 1956, M. Kádár a fait à une délégation du Conseil des ouvriers du Grand Budapest la déclaration suivante : « Nous étions tenus de demander l'intervention des troupes soviétiques... Les événements de ces dernières semaines ont prouvé que nous étions menacés par le danger immédiat d'un renversement de l'autorité populaire... Nous savions que ce mouvement dans son ensemble ne pouvait être qualifié de contre-révolutionnaire, mais nous aurions été aveugles si nous avions méconnu qu'en dehors des sentiments de vive indignation provoqués par de graves erreurs et qu'en dehors des justes revendications des travailleurs, nous nous trouvions également en présence de revendications contre-révolutionnaires... C'est dans ces conditions que plusieurs d'entre nous sont parvenus à la conclusion qu'en premier lieu et par tous les moyens, même avec l'aide des troupes soviétiques, la contre-révolution devait être brisée par le pouvoir populaire renforcé de l'appui de travailleurs armés... »⁷ A la sixième session du Soviet

⁶ Voir A/3574, Rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression, annexe II (document A/AC.77/L.4).

⁷ *Népszabadság*, 16 novembre 1956.

suprême de l'URSS qui s'est tenue en février 1957, M. Chepilov a déclaré: « En aidant le peuple hongrois, l'URSS s'est acquittée du devoir international qui lui incombe à l'égard des travailleurs de Hongrie et des autres pays socialistes, et ce dans l'intérêt de la paix mondiale »; dans la Déclaration publiée conjointement par le Gouvernement de l'Union soviétique et le Gouvernement de la République populaire hongroise à l'issue des négociations entre les deux gouvernements qui ont eu lieu à Moscou du 20 au 28 mars 1957, il était dit de même: « La participation d'unités de l'armée soviétique à l'écrasement des rebelles fascistes était un acte suprême de solidarité prolétarienne »⁸. György Marosán, ancien Premier Président adjoint du Conseil des ministres du Gouvernement Hegedüs et actuellement Ministre d'Etat dans le Gouvernement Kádár, parlant Place de la République à Budapest, le 29 mars 1957, et rappelant que pendant la nuit du 23 au 24 octobre 1956, il avait personnellement demandé l'intervention des troupes soviétiques, semble avoir exactement résumé la situation, du point de vue des dirigeants hongrois actuels, lorsqu'il a déclaré: « Nous ne connaissons qu'une légalité: la légalité de la révolution. »⁹

D. — Les éléments révolutionnaires demandent le retrait des forces armées soviétiques

326. On se rappelle qu'entre le 23 octobre et le 7 novembre 1956, l'Organisation des Nations Unies a reçu de Hongrie quatre communications importantes:

a) Le 28 octobre, une « Déclaration du Gouvernement de la République populaire hongroise »¹⁰ a été distribuée aux membres du Conseil de sécurité à la demande de M. Péter Kós, alors Représentant permanent de la Hongrie, pour protester contre l'inscription de la question hongroise à l'ordre du jour du Conseil; il était dit dans cette Déclaration: « les événements qui se sont déroulés le 22 octobre 1956 et les jours suivants relèvent exclusivement de la compétence nationale de la République populaire hongroise et ne relèvent donc pas de la compétence de l'Organisation des Nations Unies ».

b) Le 1^{er} novembre 1956, M. Imre Nagy, Président du Conseil des ministres et « Ministre des affaires étrangères désigné », a adressé à l'Organisation des Nations Unies un télégramme¹¹ dans lequel il indiquait qu'après avoir appris que de « nouvelles » forces soviétiques pénétraient en Hongrie, il avait exigé le retrait immédiat de ces forces et déclarait que le Gouvernement hongrois avait pris la décision de répudier le Traité de Varsovie avec effet immédiat et de proclamer simultanément la neutralité de la Hongrie. M. Imre Nagy demandait au Secrétaire général d'inscrire la « Question de la neutralité de la Hongrie et de la défense de cette neutralité par les quatre grandes Puissances » à l'ordre du jour de la « prochaine session de l'Assemblée générale ». Le Gouvernement hongrois, disait ce télégramme, « s'adresse à l'Organisation des Nations Unies et demande que les quatre grandes Puissances l'aident à défendre la neutralité du pays ».

⁸ *Népszabadság*, 29 mars 1957.

⁹ Dépêche de l'Agence télégraphique hongroise, transmise en français par Radio-Budapest le 29 mars 1957, à 23 heures.

¹⁰ S/3691.

¹¹ A/3251.

c) Le 2 novembre, une lettre de M. Imre Nagy distribuée aux membres du Conseil de sécurité¹² parlait d'« informations nouvelles et précises » selon lesquelles « d'importantes unités soviétiques avaient traversé la frontière hongroise et se dirigeaient vers Budapest »; il y était également question des communications que le Gouvernement hongrois avait adressées à l'Ambassade de l'URSS et à toutes les autres missions diplomatiques à Budapest au sujet de « ces mesures prises contre notre République populaire ». Il était dit dans cette lettre que « le Gouvernement de la République populaire hongroise transmettait des propositions concrètes touchant le retrait des troupes soviétiques cantonnées en Hongrie, ainsi que le lieu où se dérouleraient les négociations concernant la mise en œuvre de la dénonciation du Traité de Varsovie » et qu'il avait désigné les membres de deux délégations du Gouvernement hongrois. Le Gouvernement hongrois priait le Secrétaire général « d'inviter les Grandes Puissances à reconnaître la neutralité de la Hongrie » et demandait « au Conseil de sécurité de donner pour instructions au Gouvernement soviétique et au Gouvernement hongrois d'entamer immédiatement des négociations ».

d) Le 7 novembre, un télégramme du 4 novembre, signé de MM. János Kádár et Imre Horváth, a été distribué au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale réunie en deuxième session extraordinaire d'urgence¹³. Il était dit dans ce télégramme: « ... Les demandes adressées par Imre Nagy à l'ONU, pour qu'elle examine la question hongroise, sont dépourvues de valeur légale et ne peuvent être considérées comme des demandes émanant de la Hongrie en tant qu'Etat. Le gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans de Hongrie s'élève catégoriquement contre tout examen de cette question, que ce soit au Conseil de sécurité ou à l'Assemblée générale, la question étant de la compétence exclusive de la République populaire hongroise. » A cette date, le Gouvernement Kádár avait prêté serment.

Le Comité s'est efforcé, avec les moyens dont il disposait, de réunir tous les renseignements possibles sur les événements de Hongrie, qui ont provoqué l'envoi de ces communications.

327. Après l'étude à laquelle a procédé le Comité et les témoignages qu'il a recueillis, il ne fait absolument aucun doute que le peuple hongrois aspirait intensément au retrait total des forces soviétiques. Tous les dirigeants hongrois, que ce soit pour des raisons idéologiques ou pour des raisons liées à la situation géographique de leur pays, ont souligné, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la nécessité d'entretenir avec l'Union soviétique des relations amicales et fondées sur une confiance mutuelle. Toutefois, pour les intellectuels aussi bien que pour le peuple en général, le retrait des divisions soviétiques et la fin de la longue occupation militaire matérialisaient leur désir très vif de voir triompher le double idéal de l'indépendance nationale et de l'égalité entre Etats. Il est bien évident que cette aspiration, si l'on s'en entretenait souvent dans le privé, était rarement mentionnée dans la presse ou à la radio. Mais une fois exprimée, elle est devenue l'un des principaux points de ralliement de l'insurrection et un élément essentiel du programme révolutionnaire.

¹² S/3726.

¹³ A/3311; S/3739.

328. On verra, dans d'autres chapitres du présent rapport¹⁴, comment des voix se sont élevées en octobre 1956 pour réclamer publiquement le départ des unités soviétiques¹⁵. Ce chapitre relate aussi dans quelles circonstances, lors de la réunion plénière mémorable qu'ont tenue les étudiants de l'Université technique le 22 octobre, « à l'aube d'une ère nouvelle de l'histoire hongroise », le « retrait immédiat de toutes les troupes soviétiques, conformément aux dispositions du Traité de paix » a été le premier des points de ce qui est devenu par la suite une résolution historique. Une autre revendication formulée lors de la réunion était la suivante: « Réexamen et revision des relations politiques, économiques et intellectuelles hungaro-soviétiques et hungaro-yougoslaves sur la base d'une complète égalité économique et politique et du principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats. » Le point 8 concernait la publication d'accords de commerce extérieur et de renseignements concernant des concessions accordées à l'Union soviétique, en particulier pour le minerai d'uranium. Le premier point de la proclamation du 23 octobre de l'Union des écrivains hongrois, conçue en des termes plus prudents, était le suivant: « Une politique nationale indépendante, fondée sur les principes du socialisme. Il faut régulariser nos relations avec tous les pays, et en premier lieu avec l'URSS et les démocraties populaires, selon le principe d'égalité. Nous voulons que l'on revise les traités et accords économiques internationaux en s'inspirant du principe de l'égalité des droits. » Voici un extrait du deuxième point: « Nous voulons une amitié véritable et sincère avec nos alliés: l'URSS et les démocraties populaires. On ne peut y arriver que par l'application des principes léninistes. » Mais le mot d'ordre « Retrait des troupes soviétiques », imprimé sur des milliers de tracts et repris par la foule, a été l'un des slogans les plus populaires et les plus souvent répétés de la manifestation du 23 octobre¹⁶.

329. L'intervention militaire des forces soviétiques, le 24 octobre et les jours suivants, n'a fait qu'aviver ce sentiment et a apporté la preuve tangible qu'il serait impossible d'atteindre les buts de l'insurrection et notamment de procéder à des élections libres et de rétablir les libertés fondamentales tant qu'il y aurait des troupes soviétiques sur le territoire hongrois. De toutes parts sont arrivées au siège du Gouvernement des requêtes instantes demandant que les forces soviétiques quittent immédiatement Budapest et ultérieurement le reste du territoire hongrois; c'est à cette condition que les conseils d'ouvriers et les conseils révolutionnaires¹⁷, les associations d'écrivains, d'artistes et de jeunesse, les dirigeants politiques ainsi que la presse et la radio libres se déclaraient disposés à appuyer M. Nagy et son gouvernement. C'est à cette condition que les combattants de la liberté se déclaraient disposés à cesser le combat et à déposer les armes. Dans presque tous les documents des conseils d'ouvriers figurait la phrase: « Le travail ne reprendra que lorsque les Russes auront quitté le pays ». Selon le témoignage de l'un des principaux chefs révolutionnaires du Grand Budapest,

le retrait de toutes les troupes soviétiques avait fini par devenir « la condition préalable de toutes nos autres revendications, y compris les droits politiques et les droits fondamentaux de la personne humaine. La prise de position du parti social-démocrate, à savoir qu'il ne participerait au Gouvernement hongrois que s'il était fait droit aux revendications concernant le retrait des forces soviétiques, était encore exposée par Anna Kéthly, le 3 novembre 1956¹⁸.

330. M. Nagy n'a pas tardé à se faire l'interprète des sentiments du peuple hongrois et des revendications qui lui étaient présentées au cours des entretiens qu'il ne cessait d'avoir avec les dirigeants révolutionnaires et les représentants de tous les groupes d'opinion. Il avait annoncé à la radio dès le 25 octobre que le Gouvernement hongrois entamerait des négociations avec l'Union soviétique au sujet du retrait des forces soviétiques stationnées en Hongrie. Le 28 octobre, à 17 h. 25, après avoir annoncé qu'un accord avait été conclu avec le Gouvernement soviétique touchant le retrait des troupes soviétiques de Budapest¹⁹, il a déclaré: « Le Gouvernement hongrois entamera des négociations concernant les relations entre la République populaire hongroise et l'Union soviétique, et notamment la question du retrait des troupes soviétiques présentes en Hongrie; ces négociations auront lieu dans l'esprit de l'amitié soviéto-hongroise et sur la base de l'égalité entre pays socialistes et de l'indépendance nationale de ces pays. » Le 30 octobre, lorsqu'il a annoncé la formation de son nouveau Cabinet, M. Nagy a répété que « le Gouvernement national entamerait sans délai des négociations avec le Gouvernement de l'Union soviétique en ce qui concerne l'évacuation de la Hongrie par les troupes soviétiques ». Le même jour, une note relative au retrait des troupes soviétiques rédigée par le Président du Conseil avec le concours de MM. Zoltán Tildy, Géza Losonczy et Zoltán Vas, a été adressée au Gouvernement soviétique.

331. Le 30 octobre, le Gouvernement soviétique a fait une importante Déclaration sur les « Bases du développement et du renforcement ultérieur de l'amitié et de la coopération entre l'Union soviétique et les autres Etats socialistes²⁰, dans laquelle il disait: « il y a eu bien des difficultés, des tâches non résolues et des erreurs caractérisées, notamment dans les relations mutuelles entre les pays socialistes; il y a eu des infractions et des erreurs qui lésaient le principe de l'égalité en droits dans les rapports entre Etats socialistes ». La Déclaration ajoutait: « Le XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique a très vigoureusement condamné ces infractions et ces erreurs, et a posé pour tâche la stricte application par l'Union soviétique, dans ses rapports avec les autres pays socialistes, des principes léninistes de l'égalité en droits des peuples. Il a proclamé la nécessité de tenir pleinement compte du passé historique et des particularités de chaque pays ». Le Gouvernement soviétique indiquait dans la Déclaration qu'il était prêt à entrer en pourparlers avec les gouvernements des autres

¹⁴ Chap. IX et X.

¹⁵ C'est lors d'un meeting tenu à Győr, le 16 octobre, qu'un écrivain aurait, pour la première fois, réclaté en public le retrait des troupes soviétiques (*Győr - Sopronmegyei Hirlap*, 19 octobre 1956).

¹⁶ Chap. IX, par. 403, et chap. X, par. 442.

¹⁷ Chap. XI, par. 504, 506 et 548.

¹⁸ Chap. XII, par. 508.

¹⁹ Le paragraphe pertinent du discours de M. Nagy est ainsi conçu: « Le Gouvernement hongrois et le Gouvernement soviétique sont convenus que les troupes soviétiques commenceront immédiatement à se retirer de Budapest et que, simultanément avec la création des nouvelles forces de sécurité, elles quitteront le territoire de la ville. »

²⁰ *Temps nouveaux*, n° 45, novembre 1956.

« Etats socialistes... pour que soit écartée la moindre possibilité d'enfreindre le principe de la souveraineté nationale, de l'avantage réciproque et de l'égalité en droits dans les rapports économiques ». Le Gouvernement soviétique estimait « urgent » d'étudier, conjointement avec les autres Etats socialistes, « la question de l'opportunité de la présence ultérieure dans ces pays des conseillers soviétiques ». Il se déclarait disposé « à étudier, conjointement avec les autres pays socialistes parties au Traité de Varsovie, la question des troupes soviétiques se trouvant en territoire des pays énumérés plus haut », et rappelait « le principe général que le stationnement des troupes de tel ou tel Etat, membre du Traité de Varsovie, en territoire d'un autre Etat, membre du Traité de Varsovie, se fait par accord entre tous ses signataires et uniquement avec le consentement et sur la demande de l'Etat en territoire duquel on fait stationner ou l'on se propose de faire stationner ces troupes ».

332. A propos des événements de Hongrie, il était dit dans la Déclaration du 30 octobre : « Considérant que le prolongement du stationnement des unités militaires soviétiques en Hongrie pourrait fournir le prétexte d'une plus grande aggravation de la situation, le Gouvernement soviétique a prescrit à son commandement militaire de retirer les unités soviétiques de la ville de Budapest aussitôt que cela aura été reconnu nécessaire par le Gouvernement hongrois. En même temps, le Gouvernement soviétique est disposé à engager des pourparlers appropriés avec le Gouvernement de la République populaire hongroise et les autres signataires du Traité de Varsovie sur la question de la présence des troupes soviétiques en territoire de la Hongrie. »

333. Lorsqu'elle a été connue, cette déclaration a suscité de grands espoirs dans les milieux gouvernementaux de Budapest et parmi la population. Dans la soirée du 30 octobre, les troupes soviétiques avaient commencé à se retirer en bon ordre de Budapest et on avait annoncé que le retrait serait terminé le 31 octobre. Le 31 octobre, parlant devant plusieurs milliers de personnes réunies devant le Parlement, M. Nagy a exprimé les sentiments de triomphe et d'espoir des Hongrois²¹. « Notre Gouvernement, a-t-il dit, combattra pour l'indépendance et la liberté. Nous ne tolérerons aucune ingérence dans les affaires intérieures de la Hongrie. Nous nous appuyons sur les principes d'égalité, de souveraineté nationale et d'égalité entre Etats. La volonté du peuple hongrois nous dictera notre politique... Nous vivons l'aube de notre souveraineté et de notre indépendance. » Il a ajouté : « Nous avons entamé aujourd'hui des négociations en vue du retrait des troupes soviétiques et de l'abrogation des obligations que nous impose le Traité de Varsovie. Toutefois, nous vous demandons de patienter encore un peu et je crois que les résultats justifieront la confiance que vous aurez mise en moi... » Peu après ce discours, M. Nagy a reçu plusieurs journalistes étrangers auxquels il a dit qu'« il était possible que la Hongrie se retire du Traité de Varsovie seule, c'est-à-dire sans qu'il y ait dissolution générale du Traité, et que c'était cette position que la Hongrie défendrait énergiquement lors des négociations hungaro-soviétiques. Comme on lui demandait si la Hongrie deviendrait le noyau d'une zone neutre dans l'Est de l'Europe, le Président du Conseil a répondu : « Cette question se posera tôt ou

tard. » Le soir même, lors d'une interview retransmise en différé par Radio-Vienne, M. Nagy a dit que, si la Hongrie était partie au Traité de Varsovie « à l'heure actuelle », elle avait entamé des négociations aux fins de ne plus y être partie.

334. Il semble, selon un témoin, que Zoltán Tildy ait puisé des encouragements dans l'entretien qu'il a eu, le même jour, avec M. Mikoyan. Comme il abordait la question des troupes soviétiques qui arrivaient en Hongrie depuis le 23 octobre, il a reçu de M. Mikoyan l'assurance que ces troupes, qui ne se trouvaient pas en Hongrie en vertu du Traité de Varsovie, seraient retirées. D'autre part, une dépêche de presse a signalé que, le même jour, János Kádár avait « mené des négociations » avec MM. Mikoyan et Souslov au sujet du retrait des troupes soviétiques.

335. Toutefois, cet optimisme a été éphémère. Radio-Budapest et les émetteurs plus proches des frontières diffusaient des nouvelles contradictoires au sujet du repli des troupes soviétiques. Pendant que certains éléments de l'armée soviétique semblaient s'éloigner de la capitale, de nouvelles formations déferlaient sur le territoire hongrois. Le retour des forces soviétiques, avec des effectifs accrus, a bientôt été confirmé au siège du gouvernement par de nombreux rapports émanant de sources militaires et privées.

336. Le matin du 1^{er} novembre, M. Nagy a pris la direction du Ministère des affaires étrangères. Il a convoqué l'Ambassadeur soviétique, M. Andropov, et lui a fait savoir que le Gouvernement hongrois avait appris de source autorisée que de nouvelles unités soviétiques étaient entrées en Hongrie; leur entrée n'avait été ni demandée ni acceptée par le Gouvernement hongrois; elle constituait une violation du Traité de Varsovie et, si les nouveaux renforts n'étaient pas ramenés sur leurs anciennes positions, le Gouvernement hongrois dénoncerait le Traité. L'Ambassadeur soviétique a pris acte de la protestation et a promis de demander à son gouvernement de faire connaître immédiatement sa réponse. M. Nagy a adressé au Président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS un télégramme confirmant que le Gouvernement hongrois désirait « engager immédiatement des négociations en vue de l'évacuation de la totalité du territoire hongrois par les troupes soviétiques ». Dans ce télégramme, M. Nagy, se fondant sur la Déclaration faite le 30 octobre par le Gouvernement de l'URSS, demandait à ce gouvernement de nommer une délégation et de fixer le lieu et la date des négociations²².

337. Selon les témoignages reçus par le Comité, le même jour, vers midi, l'Ambassadeur soviétique a informé M. Nagy par téléphone que le Gouvernement soviétique maintenait entièrement sa Déclaration du 30 octobre et était disposé à entamer des négociations en vue d'un retrait partiel des troupes soviétiques. Il a proposé que deux délégations soient constituées, l'une pour examiner les questions politiques et l'autre les problèmes techniques liés à l'évacuation des troupes. M. Andropov a ajouté que les troupes soviétiques n'avaient franchi la frontière que pour relever les unités qui avaient combattu et protéger les civils russes en Hongrie. M. Nagy a répondu qu'il ne jugeait pas satisfaisante l'explication donnée par le Gouvernement

²¹ *Magyar Nemzet*, 1^{er} novembre 1956.

²² *Ibid.*

soviétique; comme les troupes soviétiques continuaient de pénétrer en Hongrie malgré la Déclaration soviétique du 30 octobre, le Gouvernement hongrois allait s'adresser aux Nations Unies. Le Président Nagy a de nouveau téléphoné à l'Ambassadeur Andropov à 14 heures, l'informant que des experts militaires avaient établi de façon formelle que de nouvelles unités soviétiques avaient franchi la frontière au cours des trois dernières heures. Le Gouvernement soviétique, a poursuivi M. Nagy, s'efforçait de réoccuper la Hongrie au mépris de sa propre Déclaration; en conséquence, la Hongrie dénonçait le Traité de Varsovie, avec effet immédiat. Le Conseil des ministres s'est réuni à 16 heures; il a adopté la Déclaration de neutralité hongroise et approuvé la dénonciation du Traité de Varsovie. Selon un témoin, János Kádár était présent à cette séance et la décision a été prise sans opposition. A 17 heures, l'Ambassadeur de l'Union soviétique a été invité à se rendre au Palais du Parlement, où la Déclaration de neutralité de la Hongrie lui a été remise en présence du Conseil des ministres. Au cours de ces entretiens, M. Andropov a donné à M. Nagy l'assurance que les troupes soviétiques quitteraient le pays, et a apparemment demandé au Gouvernement hongrois de retirer sa plainte aux Nations Unies. M. Nagy a accepté en principe de prendre cette mesure, à condition que les troupes soviétiques soient effectivement retirées.

338. Le soir même, les chefs de différentes missions diplomatiques à Budapest ont été convoqués d'urgence au Ministère des affaires étrangères, où on leur a remis une note verbale les informant de la protestation faite par M. Nagy auprès de l'Ambassadeur soviétique, de la Déclaration de neutralité et de la demande adressée à l'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire de laquelle les quatre grandes Puissances étaient invitées à aider la Hongrie à défendre sa neutralité²³. A 19 h. 50, dans une allocution radiodiffusée au peuple hongrois, M. Nagy a donné lecture de la Déclaration de neutralité, qui avait été examinée dans la matinée par le Présidium du parti communiste — sans soulever aucune opposition — et approuvée dans l'après-midi par le Conseil des ministres. Le texte de cette Déclaration était le suivant:

« Peuple hongrois! Profondément conscient de sa responsabilité envers le peuple hongrois et envers l'histoire et certain d'exprimer la volonté unanime de millions de Hongrois, le Gouvernement national hongrois proclame la neutralité de la République populaire de Hongrie. Le peuple hongrois souhaite entretenir, dans l'indépendance et l'égalité, conformément à l'esprit de la Charte des Nations Unies, des relations d'amitié véritable avec ses voisins, l'Union soviétique et tous les peuples du monde. Les Hongrois sont désireux de consolider et d'étendre les réalisations de leur révolution nationale sans entrer dans tel ou tel bloc de Puissances. Le rêve séculaire du peuple hongrois est en train de se réaliser. Le combat révolutionnaire mené par le peuple et les héros hongrois a finalement fait triompher la cause de la liberté et de l'indépendance. Cette lutte héroïque a permis l'application, dans les relations de notre pays avec les autres Etats, d'un principe capital pour les intérêts de notre nation: la neutralité. Nous demandons solennellement à nos voisins, aux pays qui sont près

de nous et à ceux qui en sont loin, de respecter la décision immuable de notre peuple. Car il est bien vrai que les habitants de la Hongrie se sont montrés plus unis, au moment de prendre cette décision, qu'à toute autre époque de leur histoire. Travailleurs hongrois, qui vous comptez par millions, veillez à ce que votre foi révolutionnaire, vos sacrifices et le maintien de l'ordre protègent et fortifient notre pays: la Hongrie libre, indépendante, démocratique et neutre. »²⁴

339. Apparemment, la Déclaration de neutralité n'a pas étonné outre mesure les Hongrois qui étaient en rapports avec M. Nagy avant les événements d'octobre. On a signalé au Comité qu'en 1955, alors qu'il avait cessé de prendre une part active à la vie politique, M. Nagy avait envisagé, dans ses écrits, la possibilité pour la Hongrie d'adopter un statut de neutralité analogue à celui de l'Autriche et qu'il avait informé le parti des travailleurs hongrois et les dirigeants soviétiques de ses vues à ce sujet. Il semble qu'à partir du 27 octobre, il se soit entretenu de cette question avec ses collaborateurs et avec certains de ses visiteurs. Les 29, 30 et 31 octobre, après que le bruit se fut répandu à Budapest et dans le reste du pays qu'il nourrissait ces intentions, plusieurs conseils d'ouvriers et autres organes révolutionnaires, ainsi que des personnalités politiques, militaires et religieuses, manifestèrent leur appui d'une manière non équivoque. Une fois proclamée, la nouvelle politique a été chaleureusement accueillie par la presse. Le 2 novembre, *Igazság* écrivait: « Neutralité, indépendance! Quel jour sublime pour notre nation. C'est là le début d'une prospérité et d'un progrès culturel illimités... Vive notre pays bien-aimé, neutre et indépendant! ».

340. Il semble cependant qu'à partir du 1^{er} novembre, le but de la Déclaration de neutralité ait été double. En effet, non seulement elle répondait manifestement au désir général des Hongrois d'obtenir un statut international analogue à celui de l'Autriche ou de la Suisse, mais en outre elle visait très vraisemblablement, dans l'esprit de M. Nagy et de ses conseillers, à convaincre l'Union soviétique que la Hongrie n'adhérerait à aucune alliance militaire ou politique dirigée contre l'URSS et ne servirait de base aux forces armées d'aucune autre Puissance étrangère. On espérait, grâce à l'appui que d'autres grandes Puissances accordaient éventuellement à la neutralité hongroise, arrêter l'avance des troupes soviétiques vers Budapest.

341. Le 2 novembre, le Gouvernement hongrois a adressé à l'Ambassade soviétique trois notes verbales dans lesquelles il protestait contre les mouvements des troupes soviétiques en Hongrie et la mainmise sur les lignes ferroviaires, les gares, etc., par l'armée soviétique²⁵. Le Gouvernement hongrois suggérait que des négociations au sujet de la dénonciation du Traité de Varsovie et de la neutralité de la Hongrie soient engagées, de préférence à Varsovie; la délégation hongroise serait composée de Géza Losonczy, Ministre d'Etat, de József Kővágó, du général András Marton, de Ferenc Farkas et de Vilmos Zentai. Il proposait que le comité chargé d'examiner les aspects militaires de la question du retrait des troupes se réunisse le même jour au siège du Parlement hongrois; la délégation hongroise à ce comité serait composée de

²³ *Népszabadság*, 2 novembre 1956.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ Voir le *Népakarat* du 3 novembre 1956.

Ferenc Erdei, Ministre d'Etat, du général Pál Maléter, du général István Kovács et du colonel Miklós Szücs.

342. Le 3 novembre, dans un Budapest complètement encerclé par l'armée soviétique, qui occupait en force les autres régions du pays, un nouveau Gouvernement Nagy s'est constitué; il comprenait des représentants des quatre principaux partis politiques. Dans une déclaration radiodiffusée le 3 novembre, Ferenc Farkas, Ministre d'Etat, a dit que les membres du gouvernement s'étaient notamment mis d'accord sur les points suivants: 1. « Continuer à entretenir les relations économiques et culturelles les plus sincères et les plus cordiales avec tous les pays socialistes, même après que nous aurons obtenu notre neutralité ». 2. « Nouer des relations économiques et culturelles avec les autres pays épris de paix ». 3. « Poursuivre les efforts et les négociations engagées avec l'Union soviétique touchant la reconnaissance de la neutralité et de l'indépendance de la Hongrie et le retrait des troupes soviétiques ». 4. « Nous estimons absolument nécessaire » de demander instamment à l'URSS, à la République populaire de Chine, à la Yougoslavie, et à la Pologne « de nous aider à atteindre pacifiquement notre objectif »²⁶.

343. Dans la matinée du 3 novembre, M. Andropov avait informé M. Nagy que le Gouvernement de l'URSS acceptait les propositions relatives à l'ouverture de négociations. Le Gouvernement soviétique n'était pas encore en mesure de désigner les membres de la délégation politique, mais il était prêt à entamer immédiatement des négociations au sujet des aspects militaires du retrait des troupes soviétiques. Ces négociations ont commencé vers midi: la délégation hongroise se composait, en plus de M. Nagy, des quatre personnalités mentionnées plus haut, et la délégation soviétique comprenait le général Malinine, le général Stepanov et le général Tcherbanine. A l'issue des pourparlers, les négociateurs hongrois, notamment le général Maléter, Ministre de la défense nationale, et le général Kovács, Chef de l'état-major général, semblaient satisfaits. Les négociations s'étaient déroulées dans une bonne atmosphère et les généraux soviétiques s'étaient montrés accommodants. Les négociateurs avaient réglé un certain nombre de questions techniques en se fondant sur l'hypothèse que toutes les troupes soviétiques seraient retirées de Hongrie. Les vues ne divergeaient vraiment que sur la date à laquelle le retrait devrait être achevé: les négociateurs hongrois demandaient que l'évacuation soit complètement terminée avant le mois de décembre, tandis que les représentants soviétiques préconisaient, pour des raisons techniques, le 15 janvier comme date limite. Un comité spécial devait être constitué pour organiser le retrait des troupes et du matériel. Les négociateurs hongrois ont accepté, comme le demandaient les représentants soviétiques, que les honneurs militaires soient rendus aux troupes soviétiques lorsqu'elles quitteraient le pays et que la musique militaire accompagne le départ des dernières unités. Les monuments érigés par l'armée soviétique à la mémoire de ses soldats tombés pendant la guerre, qui avaient été détruits pendant la révolution, devaient être reconstruits et entretenus (la statue de Staline à Budapest ne semble cependant pas avoir été mentionnée). Les pourparlers devaient se poursuivre à 22 heures au Quartier général de l'armée soviétique à Tököl, où les négociateurs soviétiques seraient en communication téléphonique directe avec Moscou.

344. Une atmosphère temporaire de confiance et d'espoir s'était donc créée au cours de l'après-midi au Parlement. Un communiqué radiodiffusé a annoncé que la délégation soviétique avait donné l'assurance que plusieurs trains de troupes soviétiques ne franchiraient pas la frontière hongroise. Le sentiment d'optimisme n'était pas uniquement inspiré par le fait que les négociateurs avaient annoncé que l'armée soviétique se retirerait peut-être si elle pouvait sauver les apparences en se faisant rendre les honneurs militaires et en faisant saluer son départ par des manifestations de gratitude de la population hongroise. Dans les milieux gouvernementaux hongrois, certains estimaient que, quelle que fût l'opinion des généraux soviétiques, les dirigeants politiques de l'URSS avaient peut-être compris qu'une occupation partielle de la Hongrie ne présenterait aucune garantie pour l'avenir, notamment en temps de crise, et qu'une occupation totale serait coûteuse et entraînerait une perte de prestige considérable aux yeux du monde extérieur. Pour obtenir une promesse formelle d'évacuation, les dirigeants hongrois étaient disposés à faire des concessions au sujet de la date effective d'évacuation des troupes soviétiques et à consentir à ce que — comme les négociateurs soviétiques l'avaient demandé aux dires d'un témoin — les Hongrois remboursent à l'Union soviétique le prix de toutes les armes fournies à l'armée hongroise depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

345. Les événements de la soirée sont relatés dans d'autres chapitres du présent rapport: l'ouverture des négociations au Quartier général soviétique, l'intervention d'officiers soviétiques et l'arrestation des représentants hongrois, suivie de leur transfert en Union soviétique²⁷. Il est inutile de rappeler ici les derniers appels lancés pendant la nuit par M. Nagy et les autres ministres, ou le communiqué dans lequel la radio de Budapest annonçait la convocation du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies²⁸.

346. Qu'attendait l'insurrection hongroise de l'Organisation des Nations Unies? Loin de penser que la situation en Hongrie n'intéressait pas l'Organisation et dès que des doutes ont surgi au sujet de l'intention de l'Union soviétique de retirer ses troupes de Hongrie, le Gouvernement Nagy, appuyé sans réserve par les organisations révolutionnaires, a cherché à obtenir l'aide des Nations Unies afin d'atteindre les buts internationaux de l'insurrection et, par l'intermédiaire de l'Organisation, l'appui des grandes Puissances. Le 28 ou le 29 octobre, il a révoqué Péter Kós, représentant permanent de la Hongrie, et a chargé János Szabó de transmettre ses communications aux organes des Nations Unies. La délégation hongroise — composée de Imre Horváth, Endre Sik et Imre Vajda — qui se trouvait déjà à Vienne, avait reçu l'ordre de ne pas se rendre à New-York et de regagner Budapest. On a signalé au Comité que le gouvernement envisageait activement d'envoyer une nouvelle délégation composée des chefs des partis représentés au Conseil des ministres. On a signalé aussi que M. Nagy lui-même avait songé à se rendre personnellement à New-York pour demander l'appui de l'Organisation des Nations Unies; le nom de M^{lle} Anna Kéthly a également été mentionné à cet égard. Toutefois, le gouvernement a estimé que leur présence à Budapest était indispensable.

²⁷ Chap. VII, par. 290.

²⁸ *Ibid.*, par. 291-293.

²⁶ Chap. XII, par. 591.

347. Le gouvernement et le peuple hongrois espéraient que l'Organisation appuierait activement leurs demandes concernant le retrait des troupes soviétiques et la neutralité de leur pays. Ils pensaient que la visite d'une délégation de l'Organisation des Nations Unies ou du Secrétaire général pouvait arrêter l'avance des forces soviétiques et empêcher le renversement final du gouvernement. La population espérait un peu que l'Organisation des Nations Unies prendrait des mesures analogues à celles qu'avait suscitées la situation au Moyen-Orient: un appel demandant un cessez-le-feu et, peut-être, l'envoi d'une force des Nations Unies. Cependant, ces espoirs étaient assez imprécis. Sans aucun doute, a-t-on été déçu de constater que l'Organisation des Nations Unies n'agissait pas avec plus de promptitude et de détermination. Néanmoins, à quelques rares exceptions près, aucun des témoins interrogés par le Comité ne souhaitait une intervention militaire de l'extérieur qui aurait pu provoquer une guerre générale. La plupart estimaient qu'une intervention militaire de ce genre ne serait pas nécessaire et qu'une action politique suffirait²⁹.

E. — La question du retrait des forces armées soviétiques après le 4 novembre 1956³⁰

348. Même après le renversement du Gouvernement Nagy, la réoccupation militaire de Budapest et la fin des hostilités, le peuple hongrois n'a pas cessé de réclamer le départ des troupes soviétiques. Non seulement des affiches et des tracts ont continué de paraître au nom de diverses organisations hongroises, demandant notamment que les forces soviétiques se retirent, que la Hongrie soit déclarée indépendante et neutre et que le gouvernement étudie ces questions avec l'Union soviétique et avec l'Organisation des Nations Unies, mais des dirigeants hongrois n'ont pas hésité à exprimer publiquement ces revendications.

349. Au cours d'une entrevue que les représentants d'un Conseil d'ouvriers ont eue, le 8 novembre, avec le Commandant soviétique de la place, le général Grebennik a, selon un témoin, demandé pourquoi les ouvriers ne reprenaient pas le travail. Le Président du Conseil des ouvriers a formulé quatre revendications, demandant notamment le retrait des forces soviétiques de Budapest et du reste de la Hongrie, la proclamation d'une neutralité sur le modèle autrichien et la dénonciation du Traité de Varsovie. Le commandant soviétique a répondu en substance que les troupes soviétiques quitteraient le territoire hongrois quand les poules auraient des dents.

350. Des délégués de conseils d'ouvriers réunis le 13 novembre à Ujpest, dans un endroit encerclé par les chars soviétiques, ont rédigé un programme en sept points, dont le premier était « le retrait immédiat des troupes russes du territoire hongrois »; le quatrième, des élections libres à une date déterminée, sous le contrôle de l'Organisation des Nations Unies; le cinquième, la dénonciation immédiate du Traité de Varsovie; le sixième, des négociations en vue de faire reconnaître la neutralité de la

Hongrie dans le monde entier; le septième, la révision et la publication de tous les accords commerciaux. Le même jour, Sándor Gáspár, président de la Fédération nationale des syndicats libres, a déclaré que les syndicats appuyaient les revendications du peuple touchant l'évacuation de Budapest et de tout le pays par les troupes soviétiques.

351. Le même jour encore, deux tracts imprimés étaient largement distribués dans la ville de Budapest: une proclamation publiée par l'Union des écrivains, l'Académie des sciences, l'Agence télégraphique hongroise et d'autres organismes, exigeait notamment le retrait des troupes soviétiques et la neutralité de la Hongrie; une résolution présentée par le Conseil des ouvriers des quartiers industriels de Budapest, offrait de reprendre le travail à la seule condition que certaines revendications soient satisfaites. Au nombre de ces revendications figuraient l'évacuation de Budapest par les troupes soviétiques et des négociations en vue de leur évacuation systématique de la Hongrie. Le 15 novembre, les délégués du Conseil des ouvriers du Grand-Budapest, rendant compte de leur entrevue avec M. Kádár, ont déclaré que le gouvernement avait « sincèrement promis » de donner satisfaction, dans un avenir assez proche, aux revendications révolutionnaires qu'ils avaient formulées le 23 octobre, en ce qui concernait notamment « le retrait progressif » des troupes soviétiques du territoire national. Dans la déclaration, le Conseil ajoutait que, si le Gouvernement ne respectait pas ses engagements, les ouvriers feraient encore usage de leur arme, la grève. On a expliqué que les délégués du Conseil comprenaient que le gouvernement ne pouvait satisfaire leur demande touchant le retrait immédiat des troupes soviétiques étant donné « la situation internationale actuelle ».

352. Dans un document publié à Budapest le 17 novembre, le Conseil révolutionnaire des intellectuels hongrois déclarait que, dans le domaine des affaires étrangères, les buts des révolutionnaires étaient la dénonciation du Traité de Varsovie, la fin de la participation hongroise au « Conseil d'aide économique mutuelle », l'évacuation de toutes les bases militaires étrangères et la neutralité de la Hongrie. Le Conseil révolutionnaire était d'avis de mettre tout le minerai d'uranium extrait en Hongrie à la disposition de « l'Organisme international créé pour utiliser l'énergie atomique à des fins pacifiques » et d'inviter les troupes d'autres Etats à remplacer celles de l'Union soviétique, ainsi que, en cas de besoin, à se charger de défendre les frontières et à assumer d'autres fonctions militaires pour une durée limitée. Au cours d'une entrevue que le Conseil central des ouvriers de Csepel a eue avec le Commandant soviétique, le 23 novembre, les ouvriers ont encore une fois demandé « que des négociations pour obtenir le retrait des troupes soviétiques s'engagent immédiatement ».

353. Dans une note publiée le 26 novembre, le Parti Petöfi (précédemment Parti national paysan) demandait également que des conversations aient lieu avec le Gouvernement soviétique et le Commandement militaire soviétique afin d'obtenir que les troupes soviétiques se retirent d'abord sur leurs bases, puis évacuent toute la Hongrie. Le 30 novembre, la Fédération hongroise des associations d'étudiants des universités et collèges (MEFESZ) a publié une proclamation où il était dit notamment: « La jeunesse universitaire s'en tient au programme qu'elle a publié

²⁹ Le 2 novembre, la nouvelle s'est répandue à Budapest de l'arrivée d'une « délégation des Nations Unies venant de Prague ». Géza Losonczy a confirmé cette nouvelle à sa conférence de presse du 3 novembre, disant qu'il avait « appris ce matin » l'arrivée de la délégation, mais qu'il ne l'avait pas encore rencontrée (*Népszabadság*, 3 novembre 1956; Radio-Budapest, 3 novembre, 22 h. 30).

³⁰ Chap. XIV, par. 644-646.

le 23 octobre » ; « nous considérons que l'ordre et le calme, ainsi que la reprise de la production et des transports, sont nécessaires pour réaliser les vœux de notre révolution démocratique nationale (vœux dont la contre-révolution a abusé), tels que le retrait des troupes soviétiques ». Le 5 décembre, 2.000 personnes environ se sont rassemblées devant les légations de quelques Puissances occidentales, chantant l'hymne national hongrois et scandant notamment les phrases « Russes, rentrez chez vous », « Nous voulons l'aide des Nations Unies ».

354. Le 8 décembre, un mémoire contenant un important exposé de politique étrangère était publié au nom du Parti des petits propriétaires indépendants, du Parti Petőfi, du Conseil des ouvriers du Grand-Budapest, du Conseil révolutionnaire des intellectuels hongrois, de l'Union des écrivains hongrois et de la Fédération hongroise des associations d'étudiants des universités et collèges. Notant que « l'un des principaux facteurs qui ont provoqué la grave situation actuelle, ce sont les renseignements tendancieux et l'exposé du caractère et des buts de la révolution hongroise transmis aux dirigeants de l'Union soviétique par les partisans du régime funeste renversé le 23 octobre 1956 ou par ceux qui veulent rétablir ce régime et ses méthodes », les auteurs du mémoire disaient que « la décision du Gouvernement soviétique de ne pas engager de négociations concernant le retrait des troupes soviétiques stationnées en Hongrie et le règlement des relations hungaro-soviétiques jusqu'à ce que l'ordre soit définitivement rétabli s'explique par cette interprétation erronée des faits ». « La présence même des troupes soviétiques », poursuivait le mémoire « empêche de remplir la condition que le Gouvernement soviétique pose au retrait de ses forces ». Les auteurs du mémoire étaient d'avis que, le seul moyen de sortir de l'impasse était que le Gouvernement soviétique et un Gouvernement hongrois provisoire, qui serait constitué selon des principes démocratiques, se mettent d'accord sur la revision, avec les autres Etats parties, des obligations énoncées dans le Traité de Varsovie, sur les modalités et la date de l'évacuation de la Hongrie par les forces armées soviétiques, sur le rapatriement des citoyens hongrois arrêtés par les autorités soviétiques et sur l'ajustement des relations économiques hungaro-soviétiques dans l'esprit de l'accord économique intervenu entre la Pologne et l'URSS. Si le Gouvernement soviétique jugeait nécessaire d'avoir plus de garanties, ajoutait le mémoire, une loi constitutionnelle stipulerait l'interdiction d'installer des forces armées étrangères et des bases militaires étrangères en territoire hongrois, ainsi que l'emploi de matières fissiles uniquement à des fins non militaires sous le seul contrôle de l'organisme international.

355. Quant à M. Kádár, on se rappellera que, dans son message radiodiffusé du 4 novembre où il annonçait la formation du Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans de Hongrie, il citait, dans le programme de son gouvernement, un quinzième point ainsi conçu : « Une fois l'ordre rétabli, le Gouvernement hongrois entamera des négociations avec le Gouvernement soviétique et avec d'autres parties au Traité de Varsovie au sujet de l'évacuation de la Hongrie par les troupes soviétiques ». Le principe qui faisait du maintien de l'ordre la condition indispensable pour entamer des négociations sur le retrait des troupes a été de nouveau

proclamé par la presse et par la radio. L'auteur d'un éditorial paru dans le *Népszabadság* du 14 novembre déclarait : « Quant au départ des troupes soviétiques, tout le monde, à l'exception de quelques Rakosistes, le souhaite. Il n'est pas un patriote hongrois qui puisse se réjouir d'entendre les chars soviétiques rouler dans la capitale hongroise. Le Gouvernement soviétique a annoncé que les troupes soviétiques ne quitteraient notre capitale et notre pays qu'une fois l'ordre rétabli. Nous ne pouvons rien changer à cette décision. La grève ne peut que nous être fatale. Elle retarde encore, au lieu de le hâter, le départ des troupes soviétiques. En fin de compte, elle diffère l'évolution politique démocratique qui doit avoir lieu dans notre pays.

356. Le 8 novembre, M. Kádár a réaffirmé à la radio sa position concernant les négociations éventuelles avec l'Union soviétique pour l'évacuation de la Hongrie par les troupes soviétiques : « Le Gouvernement approuve la demande tendant à ce que les troupes soviétiques quittent la Hongrie aussitôt la paix et l'ordre établis et il entamera des négociations à cette fin. » Le 11 novembre, M. Kádár déclarait que, une fois la contre-révolution écrasée et la République populaire consolidée avec l'aide des forces soviétiques des négociations commenceraient « sur la question de l'évacuation du pays par les forces soviétiques ». M. Kádár a fait une nouvelle déclaration en ce sens le 28 novembre.

357. Dans le télégramme qu'il a adressé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le 12 novembre, M. Kádár, tout en affirmant que le Gouvernement hongrois et le Gouvernement soviétique avaient « seuls compétence pour négocier au sujet du retrait des troupes soviétiques de Hongrie », déclarait ce qui suit : « Quand l'ordre aura été complètement rétabli, le Gouvernement hongrois entreprendra immédiatement des négociations avec le Gouvernement de l'Union soviétique pour le retrait de ses troupes de Hongrie »³¹. Le 19 novembre 1956, M. Chepilov déclarait à l'Assemblée générale : « La question de la présence de troupes soviétiques en Hongrie sera... réglée conformément à [la] déclaration [que le Gouvernement soviétique a faite le 30 octobre 1956]. D'accord avec le Gouvernement de la Hongrie, les troupes soviétiques seront retirées de Budapest dès que la situation sera redevenue normale dans la capitale hongroise. D'autre part, le Gouvernement soviétique engagera les négociations appropriées avec le Gouvernement de la République populaire hongroise, signataire du Traité de Varsovie, en ce qui concerne le séjour des troupes soviétiques en territoire hongrois. »

358. Le 3 décembre 1956, M. Imre Horváth, Ministre des affaires étrangères, déclarait à l'Assemblée générale : « Les forces armées soviétiques se trouvent en Hongrie avec le consentement du Gouvernement hongrois, et même à la demande de ce gouvernement. Aussitôt que le Gouvernement hongrois en manifestera le désir, les forces soviétiques quitteront le pays, comme elles ont déjà évacué une première fois Budapest. » Le 10 décembre, à l'Assemblée générale, M. Kouznetsov se référait une fois encore à la Déclaration du 30 octobre, indiquant que le Gouvernement soviétique était disposé à entamer des négociations avec le Gouvernement hongrois et les gouvernements des autres pays parties au Traité de

³¹ A/3341.

Varsovie en ce qui concernait le stationnement de forces armées soviétiques en Hongrie. Néanmoins, il a établi un lien entre ce problème et la présence de forces armées étrangères sur le territoire d'autres Etats.

359. A partir de la mi-décembre, il est apparu que l'attitude du Gouvernement Kádár se modifiait. La Milice organisée par M. Münnich avait alors augmenté ses effectifs et reprenait aux forces soviétiques les services du maintien de l'ordre. Les forces soviétiques ont commencé à se retirer dans des casernes autrefois occupées par l'armée hongroise et leur présence est devenue peu à peu moins visible dans les rues de Budapest.

360. Dans une déclaration de principes intitulée : « Les tâches essentielles » et publiée le 5 janvier 1957³², le Gouvernement Kádár disait qu'il comptait sur « la solidarité internationale des travailleurs et sur une alliance durable avec l'Union soviétique et tous les pays du camp socialiste ». Quant à « l'armée soviétique, dans la situation actuelle d'extrême tension », elle « défend le peuple hongrois en territoire hongrois contre une attaque militaire possible des forces impérialistes étrangères et elle garantit ainsi que notre peuple pourra vivre en paix et consacrer ses efforts à cette grande tâche : construire le socialisme et rendre le pays prospère ». Après avoir noté que les facteurs de discorde dans les relations hungaro-russes avaient été récemment éliminés en plein accord, le Gouvernement Kádár, dans la Déclaration du 5 janvier, poursuivait en ces termes : « Les Gouvernements hongrois et soviétique sont désireux de régler, conformément aux relations amicales et fraternelles qui lient les deux pays, par voie de négociations amiables, toutes les questions qui se posent et se poseront au sujet des relations hungaro-soviétiques, et notamment celles qui concernent les troupes soviétiques en Hongrie. Le règlement qui interviendra sera fondé sur l'internationalisme prolétarien, le respect de l'égalité, de la souveraineté et de l'indépendance nationale, la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui et les avantages mutuels, comme l'Union soviétique l'a déclaré dans sa note du 30 octobre où elle définissait ses relations avec les démocraties populaires. » La Déclaration précitée ne mentionne pas autrement la question du retrait des forces soviétiques de Hongrie.

361. L'attitude nouvelle concernant la présence de l'armée soviétique en Hongrie dans une allocution prononcée par M. Kádár a Salgótarján, le 2 février 1957 : « ... On dit qu'il y a en Hongrie des troupes étrangères et l'on fait allusion aux troupes soviétiques. Camarades, ces soldats sont des soldats qui appartiennent à l'armée d'un pays socialiste ami, ce sont des fils et des filles de la Révolution d'octobre, nos frères et nos associés. Pour nous, ce ne sont pas des troupes étrangères. Ce que sont les troupes étrangères, les étudiants dupés l'auraient su si le 23 octobre avait duré deux ou trois semaines de plus et si vraiment des troupes étrangères, celles des pays et des gouvernements impérialistes, étaient venues ici. Ils auraient alors compris ce que c'est que d'avoir des troupes étrangères sur le territoire d'un pays. »

362. Cependant, dans le mémoire qu'il a adressé à l'Organisation des Nations Unies le 4 février 1957, le Gouvernement Kádár déclarait ce qui suit : « La question de la présence de troupes soviétiques sur le territoire

hongrois et de leur retrait concerne uniquement Gouvernements hongrois et soviétique, et les autoritaires du Traité de Varsovie. Le 6 janvier, le Gouvernement hongrois a manifesté à nouveau l'intention de régler les questions relatives au stationnement de troupes soviétiques en Hongrie par voie de négociations avec le Gouvernement soviétique. Les principes sur lesquels sera fondé ce règlement sont exposés dans la Déclaration bien connue que l'Union soviétique a faite le 30 octobre. »

363. Dans la « Déclaration des Gouvernements la République populaire hongroise et de l'Union soviétique », du 28 mars 1957, les deux gouvernements bornent à exprimer leur volonté « d'appuyer résolument et de renforcer les clauses du Traité de Varsovie qui donnent une garantie sûre contre toutes les tentatives des milieux agressifs des Etats impérialistes ». Quant à la présence de troupes soviétiques en territoire hongrois, les gouvernements en question déclarent : « La présence de troupes soviétiques en territoire hongrois est un facteur décisif qui protège le pays des intrigues agressives des impérialistes, comme les événements d'octobre de novembre l'ont montré. » Les deux gouvernements déclarent que « la présence temporaire de troupes soviétiques conformément aux dispositions du Traité de Varsovie est requise par la situation internationale actuelle ». Ils ajoutent que « les deux parties auront prochainement des entretiens sur la présence d'unités militaires soviétiques en Hongrie, en vue de déterminer leurs effectifs, leur composition et leur cantonnement et elles concluront un accord sur le statut juridique des troupes soviétiques temporairement stationnées sur le territoire de la République populaire hongroise »³³. Dans la Déclaration, il n'était pas question de retrait de l'avenir immédiat. Comme suite à la Déclaration, un accord a été conclu le 27 mai 1957 entre le Gouvernement de l'URSS et le Gouvernement de la République populaire hongroise concernant « le statut juridique des forces soviétiques stationnées temporairement sur le territoire de la République populaire hongroise »³⁴.

364. Le renversement d'attitude semble maintenant complet : comme la presse l'a relaté, M. Kádár a dit le 11 mai 1957, dans son discours au Parlement hongrois : « Nous sommes partisans du Traité de Varsovie et par conséquent, nous sommes aussi partisans de la présence de troupes soviétiques en Hongrie, tant que nous devons faire face aux ambitions agressives des Etats impérialistes et à la coalition des forces impérialistes ».

F. — Observations finales

365. Dans les paragraphes précédents, on a rappelé les dispositions essentielles des instruments internationaux publiés qui se rapportent aux engagements de la Hongrie en ce qui concerne le stationnement et l'utilisation éventuelle de forces soviétiques en territoire hongrois. On a suivi pas à pas les efforts qu'à la demande instantanée de la nation hongroise, le Gouvernement National a faits pour obtenir la cessation de l'intervention soviétique.

³² *Ibid.*, 29 mars 1957.

³⁴ *Népakarat*, 29 mai 1957. Pour le texte de l'accord, voir l'annexe au présent chapitre.

³⁵ *Ibid.*, 12 mai 1957.

³³ *Népszabadság*, 6 janvier 1957.

tique et finalement le retrait permanent de Hongrie des forces armées soviétiques.

366. Il est incontestable que le Gouvernement Nagy, dont la légalité aux termes de la Constitution hongroise — jusqu'à sa déposition — ne peut être mise en doute, a protesté contre l'entrée et l'utilisation de forces soviétiques en territoire hongrois, et que ce Gouvernement a non seulement demandé que ces forces n'interviennent pas dans les affaires hongroises, mais engagé des négociations et instamment réclamé qu'elles soient finalement retirées de Hongrie. Les actes du Gouvernement Nagy prouvent la volonté résolue des Hongrois — aussi longtemps qu'ils ont pu exprimer publiquement leurs aspirations — de parvenir à un statut international d'authentique indépendance.

367. Il est non moins incontestable que le Gouvernement Nagy a été renversé par la force. Son successeur a pris le pouvoir par suite de l'aide militaire d'un Etat étranger. Le Gouvernement Nagy n'a pas démissionné ni transmis ses pouvoirs au Gouvernement Kádár. Il est significatif que le Gouvernement Kádár, après avoir fait au début des déclarations en sens contraire, ait accepté que les forces soviétiques demeurent en Hongrie.

368. Il est impossible de douter des aspirations de l'immense majorité du peuple hongrois. Dans la présence de l'armée soviétique sur leur territoire, les Hongrois voient un témoignage de la subordination de leur pays à une puissance étrangère, un témoignage de l'impossibilité de la Hongrie à poursuivre ses propres idéaux.

Le profond patriotisme des Hongrois, découlant de leur histoire, est à la base de leur désir de voir les forces armées soviétiques évacuer la Hongrie. Leur volonté de recouvrer la plénitude de leur indépendance nationale est ardente et n'a pu qu'être fortifiée par deux facteurs: le rôle joué par le Commandement militaire soviétique dans les années d'après guerre lorsqu'il s'est agi d'établir un régime politique s'inspirant de celui de l'Union soviétique et, plus récemment, l'intervention militaire soviétique destinée à permettre à ce régime de survivre.

369. D'après ce que le Comité a pu constater, ces sentiments et aspirations ne traduisent pas une hostilité à l'égard de l'Union soviétique en tant qu'Etat ou des citoyens soviétiques pris individuellement et ils n'excluent pas chez beaucoup de Hongrois une certaine sympathie pour plusieurs traits du système économique et social soviétique. Si l'idée de neutralité a été mise en avant, on n'a pas précisé les conséquences de pareil statut international; elle ne constituait, selon le Comité, que l'une des façons dont les Hongrois exprimaient leur volonté de recouvrer l'indépendance et la souveraineté d'un pays virtuellement soumis à l'occupation militaire. Des dirigeants hongrois qui ont comparu devant le Comité, ou dont les déclarations ont été examinées, ont affirmé la nécessité pour leur pays de maintenir avec l'Union soviétique des relations politiques, militaires et économiques correctes et même amicales et ont indiqué qu'il étaient prêts à donner, dans ce domaine, toutes les garanties nécessaires.

Annexe A

Accord entre le Gouvernement de la République populaire hongroise et le Gouvernement de l'URSS concernant le statut juridique des forces soviétiques stationnées temporairement sur le territoire de la République populaire hongroise, signé à Budapest, le 27 mai 1957 ³⁶

Le Gouvernement de la République populaire hongroise et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont fermement résolus à mettre tout en œuvre pour sauvegarder et renforcer la paix et la sécurité en Europe et dans le monde entier. en tenant compte du fait que, dans la conjoncture internationale actuelle — alors que l'on se trouve en présence de l'alliance agressive de l'Atlantique nord, alors que l'Allemagne occidentale est en cours de remilitarisation et que l'on assiste, dans ce pays, à une mobilisation croissante des forces revanchardes, alors que les Etats-Unis et d'autres pays participant à l'alliance de l'Atlantique nord maintiennent des effectifs considérables et des bases militaires importantes dans le voisinage immédiat d'Etats socialistes — il se dessine une menace à la sécurité de ces Etats; le Gouvernement de la République populaire hongroise et le Gouvernement de l'URSS, tenant compte du fait que, dans ces circonstances, la présence temporaire sur le territoire de la République populaire hongroise de forces soviétiques ayant pour mission d'assurer la défense commune contre l'éventualité d'une agression est opportune et compatible avec les accords internationaux, et désireux de régler les questions que pose cette présence temporaire de forces soviétiques sur le territoire de la République populaire hongroise, ont décidé, conformément à leur déclaration en date du 28 mars 1957, de conclure le présent Accord et ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Gouvernement de la République populaire hongroise: Imre Horváth, Ministre des affaires étrangères de la République populaire hongroise; Géza Révész, Ministre de la défense de la République populaire hongroise;

Le Gouvernement de l'URSS: A. A. Gromyko, Ministre des affaires étrangères de l'URSS; G. K. Joukov, Ministre de la défense de l'URSS,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

La présence temporaire de forces soviétiques sur le territoire de la République populaire hongroise ne porte nullement atteinte à la souveraineté de l'Etat hongrois; les forces soviétiques ne s'immiscent pas dans les affaires intérieures de la République populaire hongroise.

Article II

1. L'effectif des forces soviétiques stationnées temporairement sur le territoire de la République populaire hongroise, ainsi que leurs lieux de garnison, seront fixés par voie d'accords particuliers entre le Gouvernement de la République populaire hongroise et le Gouvernement de l'URSS.

2. Tout déplacement des forces soviétiques stationnées sur le territoire de la République populaire hongroise en dehors de leurs lieux de garnison sera subordonné à l'approbation du Gouvernement de la République populaire hongroise ou des organes hongrois mandatés par ce Gouvernement.

3. Les exercices et les manœuvres des troupes soviétiques stationnées sur le territoire de la République populaire hongroise ne pourront être effectués en dehors des lieux de garnison que conformément aux plans arrêtés de concert avec les organes compétents du Gouvernement hongrois ou avec l'approbation expresse du Gouvernement

³⁶ Traduction non officielle du texte original hongrois publié dans le n° 123 de *Népakrat*, en date du 29 mai 1957.

de la République populaire hongroise ou des autorités hongroises compétentes.

Article III

Les membres des forces soviétiques stationnées sur le territoire de la République populaire hongroise, ainsi que les personnes à leur charge et les membres de la famille desdites personnes, sont tenus de respecter et d'observer les dispositions de la législation hongroise.

Article IV

1. Les troupes soviétiques stationnées sur le territoire de la République populaire hongroise porteront l'uniforme conformément aux règles en vigueur dans l'armée soviétique, et pourront posséder et porter des armes conformément auxdites règles.

2. Les véhicules de transport des formations militaires soviétiques devront être munis d'une plaque d'immatriculation portant un numéro lisible qui sera déterminé par le Commandement des troupes soviétiques et communiqué aux organes hongrois compétents.

3. Les organes hongrois compétents accepteront comme valable, sans exiger ni examen ni droit, le permis de conduire délivré par les organes soviétiques compétents aux membres des forces soviétiques stationnées sur le territoire de la République populaire hongroise.

Article V

Les questions de compétence se rattachant à la présence des troupes soviétiques sur le territoire de la République populaire hongroise seront réglées de la manière suivante:

1. En matière pénale et dans les affaires portant sur des infractions commises sur le territoire de la République populaire hongroise par les membres des forces soviétiques ou les membres de leurs familles, les lois hongroises seront en principe applicables et les tribunaux et parquets hongrois, ainsi que les autres organes hongrois habilités à poursuivre les crimes et délits seront compétents. Les infractions commises par les militaires soviétiques feront l'objet d'une enquête des cours martiales et seront jugées par des organes de la justice militaire de la République populaire hongroise.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne sont pas applicables:

A. Lorsque les crimes ou délits commis par des membres des forces soviétiques ou des membres de leurs familles sont dirigés uniquement contre l'Union soviétique, le personnel des forces soviétiques, ou les membres de leurs familles;

B. Lorsque les crimes ou délits imputables à des membres des forces soviétiques ont été commis en service.

Dans les cas mentionnés aux alinéas A et B, les lois soviétiques seront applicables et les tribunaux et parquets soviétiques ainsi que les autres organes soviétiques habilités à poursuivre les crimes et délits seront compétents.

3. Les organes compétents soviétiques et hongrois pourront s'adresser réciproquement des demandes de délégation ou d'acceptation de compétence dans des cas d'espèce tombant sous le coup des dispositions du présent article. Ces demandes seront examinées avec bienveillance.

Article VI

En cas de crimes ou délits commis contre les troupes soviétiques stationnées sur le territoire de la République populaire hongroise ou contre des militaires qui sont membres des forces soviétiques, les personnes ayant commis ces crimes ou délits seront poursuivies par les tribunaux de la République populaire hongroise dans les mêmes conditions que si les crimes ou délits avaient été commis contre les forces armées hongroises ou des militaires hongrois.

Article VII

1. Les organes compétents soviétiques et hongrois se prêteront mutuellement toute l'aide nécessaire, y compris une assistance judiciaire, pour la poursuite des crimes ou délits énumérés aux articles V et VI du présent Accord.

2. Les principes et les modalités suivant lesquels sera octroyée l'aide mentionnée au paragraphe 1 du présent article, ainsi que l'aide nécessaire pour régler les affaires civiles qui pourraient surgir à

l'occasion de la présence des troupes soviétiques sur le territoire de la République populaire hongroise seront définis dans un accord spécial entre les parties contractantes.

Article VIII

A la demande des organes hongrois compétents, tout membre des forces soviétiques qui se sera rendu coupable de violation des lois hongroises sera rappelé du territoire de la République populaire hongroise.

Article IX

1. Le Gouvernement de l'URSS s'engage à indemniser le Gouvernement de la République populaire hongroise pour tout préjudice matériel qui pourrait être causé à l'Etat hongrois en raison des actes ou de la négligence de formations soviétiques ou de militaires individuels, ainsi que pour tout dommage qui pourrait être causé par les troupes, formations ou militaires soviétiques dans l'exercice de leurs fonctions, à des locaux ou à des citoyens hongrois ou à des citoyens d'autres Etats qui se trouveraient sur le territoire de la République populaire hongroise; dans l'un et l'autre cas, le montant des indemnités sera fixé par une commission mixte constituée conformément à l'article XVII du présent Accord, sur la base des réclamations présentées et compte tenu des dispositions de la législation hongroise. La Commission mixte examinera également, dans les mêmes conditions, les litiges auxquels pourraient donner lieu les obligations des formations militaires soviétiques.

2. Le Gouvernement de l'URSS s'engage en outre à indemniser le Gouvernement de la République populaire hongroise pour tout dommage qui pourrait être causé à des locaux ou à des citoyens hongrois, ou à des citoyens d'autres Etats qui se trouveraient sur le territoire de la République populaire hongroise, en raison des actes ou de la négligence de membres des forces soviétiques, si les faits se sont produits en dehors du service, ainsi que pour tout dommage résultant des actes ou de la négligence des membres des familles de militaires appartenant aux troupes soviétiques; dans l'un et l'autre cas, le montant des indemnités sera fixé par le tribunal hongrois compétent, sur la base des réclamations présentées contre les auteurs du dommage.

Article X

1. Le Gouvernement de la République populaire hongroise s'engage à indemniser le Gouvernement de l'URSS pour tout dommage qui pourrait être causé à des biens appartenant aux formations militaires soviétiques stationnées sur le territoire de la République populaire hongroise et à des membres des forces soviétiques, en raison des actes ou de la négligence de services publics hongrois, jusqu'à concurrence des montants fixés par la commission mixte constituée conformément à l'article XVII du présent Accord, sur la base des réclamations présentées et compte tenu des dispositions de la législation hongroise.

La Commission mixte examinera également, dans les mêmes conditions, les litiges auxquels pourraient donner lieu les obligations des services publics hongrois envers les formations militaires soviétiques.

2. Le Gouvernement de la République populaire hongroise s'engage en outre à indemniser le Gouvernement de l'URSS pour tout dommage qui pourrait être causé soit à des formations militaires soviétiques stationnées sur le territoire de la République populaire hongroise, soit à des membres des forces soviétiques, soit à des membres de leurs familles, en raison des actes ou de la négligence de citoyens hongrois; le montant des indemnités sera fixé par le tribunal hongrois compétent sur la base des réclamations présentées contre les auteurs du dommage.

Article XI

1. Le Gouvernement de l'URSS et le Gouvernement de la République populaire hongroise paieront les indemnités prévues aux articles IX et X dans un délai de trois mois à compter de la date de la décision de la commission mixte ou de la date à laquelle la décision du tribunal sera devenue exécutoire. Le règlement des sommes dues aux personnes ou aux services lésés sera effectué par les organes hongrois compétents dans les cas prévus à l'article IX

du présent Accord, et par les organes soviétiques compétents dans les cas prévus à l'article X.

2. La Commission mixte examinera les demandes en réparation des dommages prévus aux articles IX et X, qui ont été présentées depuis l'entrée en vigueur du Traité de paix avec la Hongrie et qui n'ont pas été réglées avant l'entrée en vigueur du présent Accord.

Article XII

Dans les lieux où sont stationnées les forces soviétiques, la construction de bâtiments, aérodromes, routes, ponts et installations permanentes de radio-communications, y compris la fixation des fréquences et de la puissance d'émission, sera subordonnée à l'approbation des autorités hongroises compétentes. Cette approbation sera également nécessaire pour la création, en dehors des lieux de garnison des forces soviétiques, d'établissements pour la commodité des membres des forces soviétiques.

Article XIII

Les questions touchant les modalités et les conditions d'utilisation par les forces soviétiques, pendant leur présence temporaire sur le territoire de la République populaire hongroise, de baraquements et locaux administratifs, d'entrepôts, d'aérodromes, de terrains de manœuvre, de moyens de transport et de communication, d'énergie électrique, d'installations communes et de services de formation, seront réglées par des accords particuliers conclus entre les organes compétents des parties signataires; le cas échéant, les accords actuellement en vigueur sur les questions susmentionnées feront l'objet d'un nouvel examen en vue de préciser davantage la portée de leurs dispositions.

Article XIV

Au cas où les forces soviétiques cesseraient d'utiliser les biens et installations énumérées à l'article XIII, ceux-ci devront être restitués aux services hongrois. Les questions touchant la rétrocession aux autorités hongroises de biens situés sur le territoire de la République populaire hongroise que les forces soviétiques auront cessé d'utiliser, y compris les bâtiments construits par les forces soviétiques, seront réglées par des accords particuliers.

Article XV

En vue de régler les problèmes d'ordre général se rattachant à la présence des forces soviétiques en Hongrie, le Gouvernement de la République populaire hongroise et le Gouvernement de l'URSS désigneront des plénipotentiaires chargés de traiter les questions relatives à la présence des forces soviétiques en Hongrie.

Article XVI

Au sens du présent Accord:

L'expression « un membre des forces soviétiques » désigne:

A. Un militaire de l'armée soviétique;

B. Un civil de nationalité soviétique affecté à une formation des forces soviétiques dans la République populaire hongroise.

L'expression « lieu de garnison » désigne tout territoire mis à la disposition des forces soviétiques, notamment les lieux où sont installés des formations militaires, y compris les terrains de manœuvre, les champs de tir ou d'exercice, et tous autres biens utilisés par lesdites formations.

Article XVII

En vue de régler les questions relatives à l'interprétation ou à l'application du présent Accord et des accords complémentaires dont il prévoit la conclusion, il est créé une commission mixte hungaro-soviétique à laquelle chacune des Parties signataires nommera trois représentants. La commission mixte se conformera au règlement qu'elle adoptera.

La commission mixte aura son siège à Budapest. Au cas où la commission mixte ne parviendrait pas à résoudre une question qui lui aurait été soumise, cette question sera réglée dans les plus brefs délais par la voie diplomatique.

Article XVIII

Le présent Accord est soumis à ratification; il entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Moscou.

Article XIX

Le présent Accord demeurera en vigueur pendant tout le temps que les forces soviétiques resteront stationnées sur le territoire de la République populaire hongroise; il pourra être modifié avec l'agrément des Parties signataires.

Le présent Accord a été établi à Budapest, le 27 mai 1957, dans les langues hongroise et russe, les deux textes faisant également foi. En foi de quoi, les représentants susmentionnés, dûment autorisés, ont signé le présent Accord et y ont apposé leur sceau.

Pour le Gouvernement de la République populaire hongroise: Imre Horváth, Ministre des affaires étrangères, G. Révész, Ministre de la défense.

Pour le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques: A. Gromyko, Ministre des affaires étrangères, G. Joukov, Ministre de la défense.

Partie B

EFFETS DE L'EMPLOI OU DE LA MENACE D'EMPLOI DE LA FORCE SUR L'INDÉPENDANCE POLITIQUE DE LA HONGRIE

Chapitre IX

HISTORIQUE ET BUTS DE L'INSURRECTION

A. — Introduction

370. « Le principal souci du Comité », a-t-on dit dans le rapport intérimaire, « est d'établir dans quelle mesure il y a eu intervention étrangère, par la menace ou l'emploi de forces armées ou d'autres moyens, et quelles ont pu être les répercussions de cette intervention sur les affaires intérieures et l'indépendance politique de la Hongrie, ainsi que sur les droits du peuple hongrois ». Le Comité a donc étudié en premier lieu l'emploi fait des forces armées soviétiques pour réprimer l'insurrection hongroise; il a examiné divers aspects de cette intervention dans la première partie du rapport. Dans la deuxième partie, le Comité envisage un autre aspect de la tâche que l'Assemblée générale lui a confiée par sa résolution, savoir: l'étude des effets de l'intervention soviétique sur la politique intérieure de la Hongrie.

371. D'après les porte-parole de l'URSS et du Gouvernement de M. Kádár (voir chap. III), l'intervention de l'Union soviétique était nécessaire parce qu'il s'agissait de réprimer un mouvement d'une force redoutable. Le Comité a rejeté l'allégation selon laquelle ce mouvement tenait sa force de l'étranger. Il faut donc expliquer comment a pu se produire, dans un petit pays, une insurrection irrésistible au point de ne pouvoir être réprimée sans l'intervention des forces armées d'une grande puissance. Dans le présent chapitre, le Comité examine les causes de l'insurrection et les buts qu'elle devait atteindre. Le chapitre suivant traite des événements qui se sont déroulés pendant la première partie de l'insurrection. Dans les chapitres XI et XII, le Comité s'est efforcé d'expliquer certains changements d'ordre administratif et politique qui sont intervenus au cours de la brève période pendant laquelle le peuple hongrois a paru sur le point de se libérer de la pression des forces armées soviétiques. Lus en liaison avec les chapitres XIII et XIV, qui traitent d'événements postérieurs au 4 novembre, ces chapitres aideront à mieux comprendre la question — que le Comité est chargé de traiter dans son rapport — des effets que l'intervention étrangère a exercés sur la vie politique autonome de la Hongrie.

372. Toute étude des causes de l'insurrection doit nécessairement réserver la première place à la pénétration soviétique que la Hongrie a subie pendant plusieurs années. L'influence de l'Union soviétique se faisait sentir dans la vie de chaque citoyen hongrois. Elle lui imposait la langue étrangère qu'il devait étudier à l'école; elle obligeait la Hongrie à conclure avec l'URSS des accords commerciaux défavorables qui compromettaient son niveau de vie et elle permettait au gouvernement d'entretenir, comme en URSS, l'appareil d'une police secrète qui tenait la population sous son emprise. C'est précisément contre cette situation que le peuple hongrois a lutté.

Les critiques dirigées contre le régime avant octobre 1956 témoignaient un ressentiment à l'égard des influences étrangères. La première protestation des écrivains hongrois visait la doctrine soviétique de la soumission au Parti en matière de littérature. De même, l'une des premières revendications des étudiants tendait à supprimer le russe en tant que langue obligatoire dans les écoles. Pour comprendre l'insurrection hongroise, il faut se rendre compte des influences ou pressions d'ordre politique, économique et culturel contre lesquelles les manifestants du 23 octobre ont protesté.

373. Le présent chapitre se divise en trois sections. Dans la première, le Comité signale certaines caractéristiques de la vie hongroise sous le régime communiste qui ont provoqué du mécontentement et indique la manière dont ce mécontentement s'est manifesté avant octobre 1956. Dans la deuxième section, il décrit les caractères généraux de l'insurrection et analyse ses buts en se fondant sur les résolutions et manifestes publiés à la veille de l'insurrection. Le chapitre se termine par une description de l'institution qui, plus que tout autre facteur, explique que l'on soit passé des manifestations politiques à la lutte proprement dite: l'AVH.

374. On constatera que les réformes réclamées par les divers groupes différaient dans le détail. Du fait de la nature spontanée de l'insurrection, de son caractère sporadique et de l'absence de commandement, il ne pouvait y avoir de plan préétabli. Cependant, les revendications des différents participants s'inspiraient, dans l'ensemble, des mêmes desseins. Sans doute, on ne saurait prétendre que tous les griefs mentionnés ci-après ont influencé le comportement de tous ceux qui ont participé aux manifestations ou aux combats. Il reste que, dans l'ensemble, ceux qui ont pris part à l'insurrection savaient parfaitement contre quoi ils luttèrent au péril de leur vie. Ils refusaient tous de tolérer plus longtemps l'intervention d'une Puissance étrangère dans les affaires hongroises.

B. — Historique de l'insurrection

375. Aucun porte-parole du Gouvernement hongrois n'a jamais affirmé que tout allait bien en Hongrie avant le 23 octobre. Au contraire, les milieux officiels ont déclaré à plusieurs reprises qu'on avait laissé se développer une situation très grave et que le peuple hongrois avait de nombreux motifs d'irritation. On a mentionné le Livre Blanc hongrois, intitulé *Les forces contre-révolutionnaires dans les événements d'octobre de Hongrie*, qui n'hésite pas à qualifier de « criminelle » la politique de Rákosi et qui déclare que cette politique « a provoqué une indignation extrême et un large mouvement populaire »¹.

¹ Chap. III, par. 99.

376. Si un régime peut être qualifié de « criminel », on ne saurait guère s'étonner qu'un peuple contraint de vivre sous ce régime pendant des années finisse par manifester son ressentiment. Certains des dirigeants qui ont condamné par la suite les buts du soulèvement ont été parmi les critiques les plus sévères de la situation qui régnait en Hongrie. C'est ainsi que le 1^{er} décembre 1956, István Dobi, président du Présidium, s'est exprimé en ces termes : « Si l'on pouvait se plaindre du caractère inhumain du régime qui a été balayé le 23 octobre — et chacun sait qu'il y avait de nombreuses causes de mécontentement — les villages étaient beaucoup plus fondés à se plaindre que les villes. Il serait difficile de savoir ce qui l'emportait, de la stupidité ou de l'iniquité, dans la politique rurale du régime de Rákosi »². Le 8 novembre, Sándor Rónai, Ministre du commerce dans le Gouvernement de M. Kádár, a dénoncé « la politique immorale et sans scrupules de Rákosi et de sa clique ». Certaines critiques véhémentes ont été dirigées contre le régime par M. Kádár lui-même. Il a déclaré dans un discours radiodiffusé le 11 novembre : « Mon expérience personnelle me permet d'affirmer qu'il n'est pas en Hongrie un seul homme occupant un poste de direction dans l'Etat ou le Parti qui désire reprendre l'ancienne politique erronée ou les anciennes méthodes de gouvernement. Mais, même s'il se trouvait quelqu'un pour vouloir restaurer les méthodes anciennes, il est certain qu'il ne pourrait le faire, car les masses ne veulent plus des fautes du passé et chasseraient sans pitié du pouvoir tout dirigeant qui voudrait entreprendre cette tâche. »

377. Ainsi donc, même pour les adversaires de l'insurrection ou pour ceux qui le sont devenus ultérieurement, la situation antérieure au 23 octobre était grosse de dangers. Certaines des plaintes formulées contre le régime sont liées au culte de Staline. Le vingtième Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, tenu à Moscou au début de 1956, avait déclenché une désaffection pour ce culte et un mouvement favorable à une certaine libéralisation du système communiste. Les effets de ces nouveaux mots d'ordre se sont immédiatement fait sentir en Hongrie, comme en Pologne et dans les autres pays de l'Europe orientale. Des membres du Comité central du Parti (communiste) des travailleurs hongrois ont essayé de mettre en œuvre certains éléments de la nouvelle doctrine. Toutefois, ces efforts ont été considérablement freinés sous l'influence de Mátyás Rákosi, premier secrétaire du Comité central et fidèle adepte des méthodes soviétiques et du culte de Staline. Une résolution adoptée par le Comité central en mars 1956³ dénonçait Staline et prônait la démocratisation, mais insistait encore sur la nécessité de collectiviser l'agriculture — contrairement au vœu des paysans — et de faire passer l'industrie lourde avant la production des biens de consommation — mesure mal vue des travailleurs et des Hongrois en général. La résolution réitérait en outre les accusations portées contre Imre Nagy, qui gardait la faveur de beaucoup de gens et dont le retour au pouvoir devait figurer parmi les premières revendications des réunions d'octobre⁴.

378. Alors que le gouvernement ne semblait nullement enclin à modifier son attitude à l'égard de M. Nagy, Rákosi a pris, le 27 mars 1956, une initiative qui devait

avoir un grand retentissement dans tout le pays. Il a annoncé qu'une enquête avait amené la Cour suprême à conclure que tout le procès de Rajk, de même que les affaires connexes, reposaient sur des « accusations montées de toutes pièces » par le général Gábor Péter et ses collègues de l'AVH, qui avaient abusé de leur pouvoir⁵. Cette décision de la Cour suprême a été suivie d'une revision au cours de laquelle environ 300 personnes « condamnées sans motif » ont été remises en liberté; la plupart avaient appartenu au Parti et certaines y avaient occupé des postes de direction. La déclaration relative à Rajk a révélé que l'une des mesures les plus connues du régime Rákosi n'avait été qu'une parodie de justice. De l'aveu du plus puissant de ses chefs, le régime était coupable d'avoir versé un sang innocent. Trois semaines plus tard, Rákosi admettait publiquement, pour la première fois, les « erreurs » qui avaient été commises sous son régime⁶.

379. Ces événements ont incité certains écrivains et autres intellectuels à réaffirmer les critiques qu'ils avaient eu le courage de formuler contre le régime dès l'automne de 1955. A cette époque, des écrivains communistes, tels que Gyula Háry et Tibor Déry, avaient commencé à protester contre la doctrine soviétique selon laquelle la littérature doit alléger au Parti et contre l'ingérence constante des bureaucrates du Parti dans les lettres et les arts. De nombreux membres du Comité exécutif de l'Union des écrivains avaient démissionné pour protester contre les « méthodes antidémocratiques qui paralysent la vie culturelle du pays » — pour reprendre les termes du mémoire de Tibor Déry qui a été, dit-on, la première manifestation d'une opposition organisée en Hongrie. En réaffirmant son « droit incontestable » de dicter sa volonté aux auteurs, le Comité central n'a fait qu'élargir la brèche⁷.

380. Les écrivains hongrois ont toujours exercé une grande influence sur le public; aussi ces protestations littéraires ont-elles été accueillies avec sympathie par la masse des lecteurs. Bientôt, les écrivains ont pu constater que leurs protestations mêmes les avait rapprochés du peuple hongrois dans son ensemble. Délaissant les griefs purement littéraires et artistiques, ils ont commencé à exprimer le mécontentement et les aspirations du Hongrois moyen.

381. Telle était la situation lorsque les ouvriers polonais de Poznan se sont révoltés à la fin de juin 1956. Les répercussions ont été immédiates en Hongrie. En dépit des appels du Parti, les travailleurs ont organisé à la hâte des manifestations pour montrer leur solidarité avec les Polonais, solidarité qui s'était affirmée pendant les siècles où les deux peuples avaient lutté pour préserver leur identité. Des témoins ont déclaré au Comité spécial qu'à leur avis, les événements qui se sont déroulés en Pologne en 1956 ont eu plus d'influence sur le peuple hongrois que tout autre événement extérieur depuis la mort de Staline.

382. Ce sont l'Union des écrivains hongrois et sa revue *Irodalmi Ujság* (La gazette littéraire) qui ont surtout exprimé les critiques des écrivains contre le régime. En avril 1956, l'Union des écrivains, réunie en assemblée

² *Népszabadság*, 2 décembre 1956.

³ *Szabad Nép*, 15 mars 1956.

⁴ Chap. VI, par. 218-220.

⁵ *Szabad Nép*, 29 mars 1956.

⁶ *Ibid.*, 19 mai 1956.

⁷ *Pravda*, 11 décembre 1955.

générale pour élire un nouveau bureau, a repoussé la liste officielle de candidats émanant du Parti et a choisi d'autres personnes à une forte majorité. C'est ainsi que le candidat officiel du Parti aux fonctions de secrétaire général a été battu par 100 voix contre 3, le poste étant confié à un poète, ancien membre du Parti national paysan. D'autres écrivains hostiles au régime, dont Pál Ignóty et Lajos Kassák, ont été élus au comité directeur de l'Union.

383. L'Union des écrivains devenait ainsi une tribune où chacun pouvait exprimer ses doléances; mais elle n'était pas la seule de son espèce. Vers la fin du printemps de 1956, de jeunes intellectuels, écrivains, journalistes et compositeurs, appartenant à la Ligue de la jeunesse travailleuse (DISZ), c'est-à-dire la fédération des jeunes communistes, ont créé le Cercle Petőfi. Cette initiative allait contribuer puissamment à mettre en relief les critiques formulées par les jeunes intellectuels hongrois. Le Cercle a organisé des débats sur des sujets très variés, politiques, économiques et sociaux; même des élèves des écoles militaires ont pris part avec enthousiasme à ces débats. Le Cercle Petőfi avait pour principal objet, dit-on, d'éclairer le peuple sur les affaires hongroises à la suite du vingtième congrès du Parti communiste de l'URSS. S'il comptait parmi ses membres des communistes et des intellectuels d'âge mûr, il était surtout un lieu de réunion pour les éléments jeunes. Le 24 juin, le *Szabad Nép*, organe du Parti, déclarait que le Cercle Petőfi offrait une tribune précieuse et il ajoutait que les dirigeants de la Hongrie auraient intérêt à participer à ses débats.

384. Deux réunions du Cercle illustrent l'intérêt qu'il prenait aux problèmes politiques et la tension croissante qui gagnait la Hongrie. Le 18 juin, le Cercle a débattu la réhabilitation de László Rajk et fait à sa veuve « une ovation chaleureuse »⁸. Huit jours plus tard, le 27 juin 1956, une foule de 5.000 à 6.000 personnes a suivi dans la rue, autour d'un haut-parleur, un débat du Cercle au cours duquel la question d'Imre Nagy était soulevée pour la première fois en public. La réunion a duré toute la nuit et a failli tourner en émeute contre Rákosi et son régime, qui étaient critiqués même par des hommes considérés jusque-là comme des membres sûrs du Parti⁹.

385. Le mécontentement ne s'est pas manifesté seulement dans les villes. Tamás Aczél, lauréat du prix Staline, a décrit dans la revue *Béke és Szabadság* (Paix et Liberté) la profonde méfiance que le régime inspirait aux paysans. Un témoin a dit au Comité qu'on s'arrachait, même dans les campagnes, les numéros de l'*Irodalmi Ujság*¹⁰ contenant des critiques. Un jour des paysans se sont rendus en carriole chez un libraire, lui ont remis 100 forints, pour un exemplaire qui se vendait normalement un forint, et ont emporté la revue dans leur village pour la passer de famille en famille.

386. Pendant les mois qui ont précédé octobre, deux autres événements ont provoqué un violent sursaut d'émotion en Hongrie. Ce sont le renvoi de Rákosi le 18 juillet, après une séance du Comité central à laquelle avait assisté A. I. Mikoyan, Vice-Président du Conseil de l'URSS¹¹, puis, le 6 octobre, la réinhumation solennelle

de László Rajk et des autres victimes des procès de 1949.

387. Le départ de Rákosi a été salué comme faisant augurer une rupture complète avec l'ancien régime et ses méthodes impopulaires — espoir que devait renforcer, quatre jours plus tard, la nouvelle que le général Mihály Farkas, ancien ministre de la Défense et personnage très impopulaire, venait d'être expulsé du Parti. Cependant, les actes d'Erő Gerő, le successeur de Rákosi au poste de Premier secrétaire du Comité central, ont démenti cet espoir. Tout en faisant entrer un antirakosiste, János Kádár, au Politburo, Gerő a rappelé József Révai, grand maître de l'idéologie sous Rákosi, et un autre ami de Rákosi, Imre Horváth, auquel il a donné le portefeuille des affaires étrangères.

388. La réinhumation de László Rajk a eu lieu le 6 octobre, alors que le public hongrois avait pu voir le régime Gerő à l'œuvre et constater combien il répondait peu à ses espoirs. Des milliers de personnes ont assisté à la cérémonie et ont manifesté leur compassion pour Rajk et les autres victimes. Moins d'une semaine plus tard, on apprenait que le général Farkas avait été arrêté, ainsi que son fils Vladimir, lieutenant-colonel de l'AVH, pour avoir « violé les principes du socialisme »¹². La mise en accusation publique du général Farkas figurait au premier rang des revendications formulées par les étudiants à la veille des manifestations¹³.

389. Les sanctions ainsi réclamées contre Farkas révèlent la défiance qu'éprouvaient les étudiants et d'autres éléments de la population quant au désir du Gouvernement Gerő de prendre, pour rompre réellement avec le passé, les mesures dont l'urgence était désormais reconnue. Lorsqu'on jette un regard rétrospectif sur l'année 1956 en Hongrie, on a l'impression qu'il y avait un sentiment d'espoir, mais que cet espoir s'est changé en déception quand ni la réhabilitation de Rajk ni le renvoi de Rákosi n'ont amené de changements de grande portée. Même les nouvelles, l'une du 14 octobre, annonçant le rétablissement de M. Nagy dans sa qualité de membre du Parti, et l'autre le 18, annonçant qu'on lui rendrait sa chaire à l'Université n'ont pu dissiper les soupçons, dès lors qu'il n'était pas invité à faire partie du gouvernement. La réinhumation solennelle de Rajk avait introduit un élément affectif dans la situation et avait déjà rassemblé des foules autour de la figure symbolique de sa veuve. La pratique des manifestations de masse avait ainsi commencé à Budapest.

390. Moins de quinze jours plus tard, la Hongrie recevait les premières nouvelles du mouvement qui se dessinait en Pologne dans le sens d'une plus grande indépendance. Ces nouvelles plus que tout autre événement, ont été le catalyseur que les Hongrois attendaient, plus ou moins consciemment. Les événements du 22 octobre en Pologne ont enthousiasmé les étudiants hongrois et rallumé l'espoir d'une libéralisation du régime. Les messages officiels de félicitations adressés à la Pologne par la radio et les articles de la presse étaient peu faits pour refroidir les esprits. On y affirmait que le mouvement de démocratisation avait sans aucun doute l'appui total de la grande masse du peuple polonais, et en particulier celui des ouvriers¹⁴. S'étant réunis, entre autres motifs,

⁸ *Magyar Nemzet*, 20 juin 1956.

⁹ Le Comité central a blâmé ultérieurement le Cercle Petőfi, qu'il a accusé d'avoir des « opinions hostiles au Parti ». *Szabad Nép*, 1^{er} juillet 1956.

¹⁰ Numéros du 9 et du 16 mai 1956.

¹¹ *Szabad Nép*, 19 et 21 juillet 1956.

¹² *Ibid.*, 12 octobre 1956.

¹³ Chap. IX, par. 412.

¹⁴ *Hétféi Hírlap* (Les Nouvelles du lundi), 22 octobre 1956.

pour manifester leur soutien à la Pologne, les étudiants se sont trouvés soudain en train de réclamer des réformes concrètes que la nation n'avait pas cessé d'espérer depuis la chute de Rákosi en juillet.

391. Il reste à relier ces éléments de la pensée des étudiants et des manifestants à deux autres faits qu'il ne faut pas perdre de vue si l'on veut comprendre la situation qui existait au 23 octobre. L'un de ces faits est le maintien en Hongrie des troupes soviétiques, troupes qui n'étaient pas impopulaires en elles-mêmes, mais que le peuple hongrois identifiait néanmoins avec la puissance étrangère qui avait soutenu le régime contre lequel il protestait. Le second fait, c'est que les protestations et les résolutions émanaient, dans une grande mesure, d'intellectuels et d'étudiants communistes. Ce serait cependant se faire une idée fautive de la situation que de négliger d'autres éléments du peuple hongrois, notamment les membres des partis politiques proscrits, tels que le Parti social démocrate, le Parti des petits propriétaires indépendants et le Parti national paysan. Il ne peut faire de doute que l'un des buts de l'insurrection hongroise était de consolider les relations amicales avec l'URSS. Il n'est pas moins certain qu'aux dernières élections libres, celles de 1945, 17 pour 100 seulement des sièges du Parlement avaient été remportés par le Parti qui allait pousser son admiration des méthodes soviétiques jusqu'à vouloir les transplanter sur le sol hongrois.

C. — Les buts déclarés de l'insurrection

1. — *La nature de l'insurrection*

392. « Nous voulions la liberté et non une bonne vie confortable », a déclaré au Comité une étudiante de 18 ans. « Nous pouvions manquer de pain et d'autres choses essentielles à la vie, mais nous voulions la liberté. Nous, les jeunes, nous étions particulièrement désavantagés parce que nous avions été élevés dans le mensonge. Nous devions continuellement mentir. Nous ne pouvions avoir une seule idée saine car tout en nous était étouffé. Nous voulions la liberté de pensée... ».

393. Il a semblé au Comité que les paroles de cette jeune étudiante exprimaient avec toute la concision voulue l'idéal qui a rendu possible une grande insurrection. Les motifs qui ont rapproché tant de groupes de la population étaient simples dans leur essence. Ce n'est pas par accident, semble-t-il, qu'ils ont été exprimés de façon aussi claire par une étudiante, non dans un discours, mais simplement et spontanément en réponse à une question imprévue.

394. De même, les foules qui se sont rassemblées à Budapest le 23 octobre l'ont fait sans grande préparation. Il est certain que les événements de Pologne, dont la nouvelle est parvenue à Budapest le 19 octobre ou peu après, ont puissamment contribué à déterminer la date de l'insurrection hongroise. Ce n'est pas simplement parce que, à ce moment-là, les étudiants et les travailleurs de Pologne et de Hongrie avaient un but semblable. Depuis des siècles, des liens de sympathie unissaient ces deux peuples. Dans un poème connu de chaque écolier hongrois, Petőfi a écrit : « Dans nos cœurs, deux peuples, le polonais et le hongrois, sont mêlés. Si tous deux se fixent le même but, y a-t-il une destinée qui puisse triompher d'eux ? » Il était inévitable qu'un mouvement

du peuple polonais, en faveur de l'indépendance, leur rappelle les vers de Petőfi et réveille les passions d'un peuple très émotif. L'un des buts des réunions d'étudiants était de proclamer la solidarité avec la Pologne, et ce sentiment de solidarité avec les revendications de la Pologne a aidé à cristalliser celles des Hongrois.

395. Les manifestants affluaient de toutes parts. « Des jeunes travailleurs, des passants, des soldats, des vieillards, des lycéens et des automobilistes se sont joints à eux », a dit un témoin. « Bientôt la foule allait se compter par dizaines de milliers. Les rues retentissaient de mots d'ordre... le drapeau national flottait au vent. »

396. « Fait unique dans l'histoire, la révolution hongroise n'avait pas de chefs », a déclaré un autre témoin, professeur de philosophie. « Elle n'était pas organisée; elle n'était pas dirigée par un organe central. Le désir de liberté était à l'origine de chaque action. Au début de la révolution, ce sont, presque exclusivement, les communistes qui ont joué le rôle principal. D'ailleurs, on ne faisait pas de différence entre les combattants de la révolution, quelle que fût leur appartenance politique ou leur origine sociale. Chacun aidait les combattants. On leur donnait la priorité dans les files d'attente devant les boutiques d'alimentation. Ce sont nos fils, tel était le slogan. »

397. Les griefs qui sont à l'origine de ce mouvement national ont été d'abord exprimés par des intellectuels et des étudiants dans leurs propres sphères : la liberté de l'expression littéraire et les études supérieures. Mais, bientôt, ces protestations contre l'ingérence du Parti communiste dans la création littéraire et contre l'enseignement obligatoire du russe ont été élargies pour inclure des revendications qui dépassaient de beaucoup les intérêts des étudiants et ceux des écrivains. Dans leurs premières demandes écrites, les organisations d'étudiants réclamaient notamment des changements politiques en Hongrie, l'indépendance réelle et la satisfaction des griefs des travailleurs. De cette manière, les étudiants sont devenus avec les écrivains les porte-parole de l'ensemble du peuple hongrois. Leur but n'était pas de critiquer les principes du communisme en tant que tel. Au contraire, en tant que marxistes ils voulaient montrer que le système de gouvernement appliqué en Hongrie était une déformation de ce qui était pour eux le vrai marxisme. Les premières protestations de ces écrivains contre la suppression de pensée libre les ont rapprochés de l'ensemble du peuple hongrois qui leur a paru souffrir, sans pouvoir s'exprimer, de la même absence de liberté.

398. L'influence des étudiants, immédiatement avant l'insurrection, a contribué à donner à ce mouvement une empreinte de jeunesse qu'il devait garder jusqu'au bout. Lorsque les réunions de protestations et les manifestations de rues ont cédé la place au combat, c'est encore la jeune génération, cette fois-ci les jeunes travailleurs, qui a joué le rôle dominant. La plupart des témoins entendus par le Comité avaient moins de 35 ans; beaucoup étaient encore bien plus jeunes. C'est ce groupe d'âge, longuement endoctriné par le Parti, qui, par son enthousiasme, a déclenché et entretenu l'insurrection hongroise. En décrivant au Comité les buts de l'insurrection avec tant de simplicité et de justesse, la jeune étudiante citée plus haut a bien rendu, en somme, l'impression qui se dégage de tant de témoignages divers.

399. Malgré la force de l'impulsion qui a réuni ces éléments différents dans l'insurrection commune, nul ne pensait à la violence au début. C'est la vue de l'AVH tirant sur une foule sans défense qui a excité la colère du peuple. Saisissant toutes les armes qu'elle pouvait trouver, la foule a riposté. En quelques heures, l'insurrection avait détruit l'appareil de terreur grâce auquel le Parti communiste, avec le concours de l'AVH, exerçait son autorité. Dans la première ivresse de la victoire, les insurgés ont compris que le Parti n'avait pour tout appui que celui de l'AVH¹⁵.

400. Le passage de la manifestation pacifique à l'action révolutionnaire a eu deux causes: l'emploi de la violence par l'AVH et l'intervention des forces soviétiques¹⁶. C'est parce que les autorités soviétiques ont eu recours à la force armée pour écraser l'insurrection et parce que l'AVH s'est montrée solidaire de ces autorités que le peuple hongrois s'est trouvé plus fortement uni contre les autorités soviétiques et contre l'AVH. Dans quelle mesure cette union existait déjà avant les combats, c'est ce que montrera l'étude des premières résolutions et des premiers manifestes.

2. — Les résolutions et manifestes de la période 19-23 octobre 1956

401. Nulle part les buts du soulèvement hongrois n'apparaissent aussi clairement que dans les résolutions et manifestes divers qui ont paru à la veille ou au cours de l'insurrection. Les plus importants de ces textes ont été publiés par des groupes d'étudiants et d'intellectuels avant le début des hostilités. Ce sont là les sources authentiques pour ce qui est de l'insurrection et l'on ne peut comprendre celle-ci sans les avoir étudiées. C'est pourquoi on a jugé indispensable de faire figurer des spécimens de ces documents dans le présent rapport.

402. Tous ces programmes d'action, sauf un, ont paru avant le début des combats. Le point est important pour qui veut essayer de déterminer les raisons qui ont poussé les premiers manifestants à se réunir. Le seul texte qui fasse exception, le programme daté du 28 octobre, est repris ici parce qu'il a été publié par un important Conseil révolutionnaire des intellectuels, représentant un certain nombre de groupes influents, et qu'il avait pour objet de résumer des revendications importantes émanant de sources diverses.

403. Deux de ces programmes sont reproduits dans les pages qui suivent. Il s'agit des fameux 16 points qui ont été adoptés, le 22 octobre, à la réunion plénière des étudiants de l'Université technique de Budapest. On trouvera au chapitre X¹⁷ une description de cette réunion et l'énumération des moyens qu'ont utilisés les étudiants pour faire connaître au public ces 16 points. L'autre programme inséré dans le corps du chapitre est la proclamation de l'Union des écrivains hongrois. C'est cette proclamation qui a été lue à haute voix devant la statue du général Bem, le 23 octobre, par Peter Veres, président de l'Union des écrivains, comme on l'indique au chapitre X¹⁸.

404. Les textes d'autres résolutions et manifestes significatifs sont réunis dans une annexe au présent cha-

pitre. Une brève analyse des principales revendications politiques, économiques et culturelles fait suite aux deux résolutions qui figurent ci-dessous.

A

REPRODUISEZ CE TEXTE ET FAITES-LE CIRCULER PARMI LES TRAVAILLEURS HONGROIS

Les 16 points politiques, économiques et idéologiques de la résolution adoptée à la réunion plénière des étudiants de l'Université technique

Etudiants de Budapest! *

La résolution qui suit a vu le jour le 22 octobre 1956, à l'aube d'une ère nouvelle de l'histoire hongroise, dans la grande salle de l'Université technique, et elle est issue d'un mouvement spontané de plusieurs milliers de jeunes Hongrois qui aiment leur patrie:

1) Nous demandons l'évacuation immédiate de toutes les troupes soviétiques conformément aux dispositions du Traité de paix.

2) Nous demandons l'élection au scrutin secret par tous les membres du Parti, de la base au sommet, de nouveaux dirigeants aux échelons inférieur, moyen et supérieur du Parti des travailleurs hongrois. Ces dirigeants doivent convoquer le congrès du Parti le plus tôt possible et élire un nouveau comité central.

3) Le Gouvernement doit être reconstitué sous la direction du camarade Imre Nagy; tous les chefs criminels de l'ère stalino-rákossiste doivent être immédiatement relevés de leurs fonctions.

4) Nous demandons un procès public dans l'affaire criminelle de Mihály Farkas et de ses complices. Mátyás Rákosi, qui est le principal responsable de tous les crimes d'un passé récent ainsi que de la ruine du pays, doit être ramené en Hongrie et traduit devant un tribunal populaire.

5) Nous demandons que des élections générales aient lieu dans le pays, au scrutin universel et secret et avec la participation de plusieurs partis, pour élire une nouvelle Assemblée nationale. Nous demandons que l'on reconnaisse le droit de grève aux travailleurs.

6) Nous demandons la revision et le rajustement des rapports hungaro-soviétiques et hungaro-yougoslaves dans les domaines politique, économique et culturel, sur la base d'une complète égalité politique et économique et de la non-intervention dans les affaires intérieures des uns et des autres.

7) Nous demandons la réorganisation de toute la vie économique en Hongrie, avec le concours de spécialistes. L'ensemble de notre système économique, fondé sur la planification, doit être réexaminé en fonction des conditions propres à la Hongrie et des intérêts vitaux du peuple hongrois.

8) Nos accords commerciaux avec l'étranger et le montant exact des réparations qui ne pourront jamais être payées doivent être rendus publics. Nous demandons des renseignements précis et exacts sur les gisements d'uranium du pays, leur exploitation et la concession accordée aux Russes. Nous demandons que la Hongrie ait le droit de vendre son uranium librement au prix du marché mondial pour obtenir des devises fortes.

9) Nous demandons la revision complète des normes en vigueur dans l'industrie et un rajustement immédiat et radical des salaires pour répondre aux revendications des travailleurs et des intellectuels. Nous demandons qu'un salaire minimum vital soit fixé pour les travailleurs.

10) Nous demandons que le système des livraisons soit organisé sur des bases nouvelles et que les produits agricoles soient utilisés de façon rationnelle. Nous demandons l'égalité de traitement pour les exploitations individuelles.

11) Nous demandons la revision par des tribunaux indépendants de tous les procès politiques et économiques ainsi que la mise en

* Ceci est une des versions du manifeste.

¹⁵ Chap. X, par. 469.

¹⁶ *Ibid.*, par. 478.

¹⁷ *Ibid.*, par. 439-449.

¹⁸ *Ibid.*, par. 460.

liberté et la réhabilitation des innocents. Nous demandons le rapatriement immédiat des prisonniers de guerre et des civils déportés dans l'Union soviétique, y compris les prisonniers condamnés hors des frontières de la Hongrie.

12) Nous demandons la reconnaissance complète de la liberté d'opinion et d'expression, de la liberté de la presse et de la radio-diffusion, ainsi que la création d'un nouveau quotidien à grand tirage pour l'organisation MEFESZ¹⁹. Nous demandons que toutes les « fiches » soient divulguées puis détruites.

13) Nous demandons que la statue de Staline, symbole de la tyrannie stalinienne et de l'oppression politique, soit enlevée le plus vite possible et que l'on élève à sa place un monument à la mémoire des combattants et martyrs de la liberté de 1848-49.

14) Nous demandons que l'on remplace l'écusson actuel, qui est étranger au peuple hongrois, par les vieilles armoiries hongroises de Kossuth. Nous demandons pour l'armée hongroise de nouveaux uniformes dignes de nos traditions nationales. Nous demandons que le 15 mars soit fête nationale et jour férié et que le 6 octobre soit une journée de deuil national et un jour de congé pour les écoles.

15) Les étudiants de l'Université technique de Budapest se déclarent unanimement solidaires des travailleurs et de la jeunesse de Varsovie et de la Pologne à l'occasion du mouvement polonais d'indépendance nationale.

16) Les étudiants de l'Université technique organiseront le plus rapidement possible des cellules locales de la MEFESZ, et ont décidé de convoquer à Budapest, le samedi 27 octobre, un Parlement de la jeunesse, où toute la jeunesse du pays sera représentée par des délégués. Les étudiants de l'Université technique et des autres universités se réuniront demain, le 23 octobre, à 14 h. 30, sur l'avenue Gorki, devant le siège de l'Union des écrivains, d'où ils se dirigeront vers la statue de Bem, place Pálffy (place Bem), devant laquelle ils déposeront des couronnes pour manifester leur solidarité avec le mouvement d'indépendance des Polonais. Les travailleurs des usines sont invités à se joindre à ce défilé.

B

Proclamation de l'Union des écrivains hongrois (23 octobre 1956)

Nous voici arrivés à un tournant de notre histoire. Nous ne pourrions pas acquiescer convenablement des devoirs qui nous incombent dans cette situation révolutionnaire que si tous les travailleurs hongrois se rassemblent dans l'union et la discipline. Les chefs du Parti et de l'Etat n'ont pas su jusqu'ici présenter de programme réalisable. Les responsables de cette situation sont ceux qui, au lieu de développer la démocratie socialiste, préparent avec obstination le rétablissement du régime de terreur que Staline et Rákosi ont fait régner en Hongrie. Nous, écrivains hongrois, avons formulé en sept points les revendications de la nation hongroise :

1) Nous voulons une politique nationale indépendante, fondée sur le principe du socialisme. Il faut régulariser nos relations avec tous les pays, et en premier lieu avec l'URSS et les démocraties populaires, selon le principe d'égalité. Nous voulons que l'on revise les traités et accords économiques internationaux en s'inspirant du principe de l'égalité des droits des nations.

2) Il faut mettre fin à la politique suivie à l'égard des minorités nationales, car elle nuit à la cohésion du pays. Nous voulons une amitié véritable et sincère avec nos alliés : l'URSS et les démocraties populaires. On ne peut y arriver que par l'application des principes léninistes.

3) Il faut faire clairement connaître la situation économique du pays. Nous ne pourrions survivre à la crise actuelle que si tous les ouvriers, paysans et intellectuels peuvent jouer le rôle qui leur revient dans la direction politique, sociale et économique du pays.

4) Ce sont les ouvriers et les spécialistes qui doivent diriger les usines. Il faut réformer le régime humiliant qu'est actuellement

¹⁹ MEFESZ : Fédération hongroise des associations d'étudiants des universités et collèges.

celui des salaires, des normes et de la sécurité sociale. Les syndicats doivent être les véritables représentants des intérêts de la ouvrière hongroise.

5) Nous devons donner une nouvelle base à notre politique paysanne. Les paysans doivent avoir le droit de décider librement de leur propre sort. Il faut enfin créer les conditions politiques et économiques qui permettront aux paysans de s'affilier librement aux coopératives. Le système actuel des livraisons à l'Etat et le paiement des impôts doit faire progressivement place à un système socialiste qui assure la liberté de la production et des échanges de marchandises.

6) Si l'on veut que ce programme se réalise, il faut que les changements de structure et de personnel aient lieu dans la direction du Parti et de l'Etat. La clique de Rákosi, qui cherche à reprendre le pouvoir, doit disparaître de notre vie politique. Imre Nagy, vaillant et pur communiste qui jouit de la confiance du peuple hongrois, et tous ceux qui, ces dernières années, ont travaillé systématiquement pour la démocratie socialiste doivent occuper les postes qu'ils méritent. En même temps, il faut s'opposer résolument à toutes les tentatives et à toutes les aspirations contre-révolutionnaires.

7) L'évolution de la situation exige que le FPP²⁰ assure la représentation politique des couches laborieuses de la société hongroise. Notre système électoral doit répondre aux exigences de la démocratie socialiste. Le peuple doit élire ses représentants au Parlement, dans les conseils et dans tous les organes d'administration, librement et au scrutin secret.

Nous sommes convaincus que cette Proclamation est l'expression de la volonté de la nation.

3. — Analyse des revendications formulées dès le début de l'insurrection

a) Revendications politiques

405. Ce sont les revendications d'ordre politique qui venaient au premier plan dans les résolutions d'étudiants et autres manifestes du même ordre.

406. La plupart des programmes politiques précisaient des relations amicales avec l'URSS mais, toujours sur une nouvelle base d'égalité. La Hongrie devait d'abord être libre d'adopter une politique indépendante de son choix²¹. Après quoi, elle établirait dans le cadre de cette politique des relations nouvelles et amicales avec l'URSS. Certains manifestes réclamaient des relations

²⁰ Front populaire patriotique, chap. XII, par. 565.

²¹ L'examen des méthodes employées pour aligner la politique étrangère du Gouvernement hongrois sur celle du Gouvernement de l'URSS dans les problèmes mondiaux est une étude que le Comité n'était pas en mesure d'entreprendre. Néanmoins, l'étudiant les relations entre les deux gouvernements, dans les années sur lesquels a porté son enquête, le Comité n'a pu manquer d'enregistrer une suite de témoignages concordants dont il ressort qu'à partir de 1949, après le prétendu « procès » de Rajk, la plupart des hauts fonctionnaires du Ministère hongrois des affaires étrangères ont été recrutés dans la police de sécurité ; que les titulaires de postes diplomatiques importants étaient souvent des membres importants de l'AVH ; que nombre de ces fonctionnaires avaient la nationalité soviétique qu'ils avaient acquise avant la guerre ; pendant la deuxième guerre mondiale ; qu'il y avait, tant au Ministère des affaires étrangères qu'au Ministère de la défense, ainsi que dans les autres services gouvernementaux, un certain nombre de « collaborateurs » et de « techniciens » soviétiques sans l'approbation desquels aucune décision importante ne pouvait, paraît-il, être prise ; que le Parti communiste hongrois exerçait une influence déterminante sur toutes les décisions et tous les actes politiques importants, et qu'il avait la haute main sur le Ministère des affaires étrangères ; enfin, que, dans toutes les occasions importantes, les Ministres hongrois étaient convoqués à Moscou et que, pendant les événements d'octobre-novembre, divers dirigeants soviétiques et notamment MM. Mikoyan et Souslov se sont fréquemment rendus à Budapest.

indépendantes avec les démocraties populaires et la Yougoslavie.

407. Au cours des premières réunions, les manifestants ne réclamaient pas encore le retrait complet des troupes soviétiques de Hongrie, mais, une fois formulé, cet objectif a été l'un de ceux qui ont été assignés avec le plus d'insistance à l'insurrection. Lorsque celle-ci s'est heurtée à la résistance armée soviétique on a supposé que la liberté viendrait avec le départ des troupes russes. L'égalité des droits avec l'URSS était réclamée également sur le plan militaire.

408. En même temps qu'ils exigeaient une politique nationale vraiment indépendante, les Hongrois réclamaient le rétablissement de certains emblèmes et certaines fêtes qui avaient été délibérément supprimés sous le régime communiste. Ils voulaient, tout d'abord, rétablir la fête nationale du 15 mars, anniversaire du jour où les chefs de la guerre d'indépendance hongroise lancèrent, en 1848, leur manifeste en douze points. Lorsque ce premier soulèvement eut été écrasé par les troupes russes en 1849, treize généraux qui combattaient du côté hongrois furent exécutés par les Autrichiens. Le 6 octobre, jour anniversaire de cet événement, était précédemment considéré comme journée de deuil national et marqué par la fermeture des écoles. Les manifestants demandaient que cette date retrouve sa place dans le calendrier national.

409. Ils réclamaient également la suppression de certains emblèmes, comme le marteau, la gerbe de blé et l'étoile rouge d'inspiration soviétique, et leur remplacement par les « armes » de Kossuth adoptées par la révolution de 1848-49, et représentant l'antique emblème de la Hongrie moins la couronne de St-Etienne. Il est significatif que les Hongrois de 1956 se soient servis de l'emblème de Kossuth et n'aient pas demandé le rétablissement des armes hongroises surmontées de la couronne, qui avaient été officiellement employées jusqu'en 1944, sous le régime Horthy²².

410. A travers toute la Hongrie, des foules se sont chargées de mettre elles-mêmes en œuvre les revendications des étudiants en faisant disparaître des bâtiments publics et des drapeaux les emblèmes d'inspiration soviétique²³; soldats et policiers les ont arrachés également de leur uniforme. Dans le même ordre d'idées, on réclamait l'enlèvement de la statue de Staline à Budapest; le 23 octobre une foule exaltée est passée aux actes²⁴. Le port généralisé de cocardes aux trois couleurs hongroises traditionnelles: rouge, blanc et vert, n'a été au début que l'expression spontanée du sentiment national hongrois. Toutefois, lorsque les combats ont commencé, le port de cette cocarde a servi à identifier les combattants qui, lorsqu'ils portaient l'uniforme de l'armée hongroise, pouvaient facilement être pris pour des soldats russes, les deux uniformes se ressemblant beaucoup.

411. L'orgueil national s'est manifesté également par la demande d'un nouvel uniforme pour l'armée hongroise. Celui-ci devait s'inspirer non plus de l'uniforme soviétique, mais des traditions et de l'histoire de l'armée hongroise.

412. La plupart des revendications formulées par les étudiants et les autres groupes portaient également sur les réformes dont le besoin urgent se faisait sentir dans la vie nationale du pays. Les revendications touchant la politique intérieure tendaient essentiellement à l'établissement d'un régime démocratique sans police secrète. Pour atteindre cet objectif, il était nécessaire de procéder à des remaniements parmi le personnel du gouvernement. On insistait pour que tous les anciens collaborateurs de Rákosi fussent révoqués et que les responsables de crimes passés, et notamment Mihály Farkas, fussent jugés publiquement. Presque tous les manifestes exigeaient le retour d'Imre Nagy au gouvernement ou à un poste dirigeant. Diverses revendications portaient sur la révision du système électoral, considéré comme condition préalable et nécessaire aux élections libres qu'on espérait. Le scrutin secret en était une condition essentielle. Une autre revendication visait la liberté de la presse, de la radio et des moyens d'expression en général²⁵. On exigeait également le développement de la « démocratie socialiste » ainsi qu'une nouvelle direction nationale compétente.

413. Plusieurs des revendications d'ordre politique semblent avoir été inspirées de la haine généralement ressentie contre la police secrète et des pratiques de délation et d'intimidation, des arrestations arbitraires et des condamnations illégales²⁶. Certaines résolutions réclamaient la libération des prisonniers politiques et la révision des procès. Certaines autres demandaient la destruction des « fiches » de la police, qui permettaient aux autorités d'exercer un contrôle sur les activités de chaque citoyen et de les soumettre à diverses formes d'intimidation. D'autres enfin demandaient l'abolition de la peine de mort pour crimes politiques.

b) Revendications économiques

414. On peut énumérer brièvement les revendications économiques formulées dans les premières résolutions et manifestes du début: publication de faits relatifs au commerce extérieur et aux difficultés que traversait la Hongrie, publication de faits concernant l'uranium, réformes visant la direction des entreprises et les syndicats, systèmes des « normes » et autres conditions de travail, révision de la politique agraire pour ce qui était, en particulier, des coopératives agricoles et des livraisons forcées. Les griefs d'ordre économique dont ces manifestes faisaient état visaient à la fois la situation de dépendance dans laquelle la Hongrie était placée vis-à-vis de l'URSS et la pression qu'exerçait l'Union soviétique sur l'économie hongroise. Cela ressortait, explicitement, des revendications concernant les relations commerciales entre les deux pays, et, implicitement, des doléances relatives au niveau de vie en Hongrie et aux conditions imposées aux travailleurs, ces deux éléments étant considérés comme déterminés par l'influence soviétique. La révision du programme économique du pays faisait l'objet de nombreuses revendications. Beaucoup se rendaient compte que l'on avait caché au peuple hongrois des renseignements importants sur la manière dont était dirigée la vie économique du pays. On demandait donc que soient rendus publics les faits expliquant les difficultés économiques de la Hongrie en même temps qu'on insistait pour connaître la vérité

²² Lajos Kossuth était un des chefs de la guerre d'indépendance 1848-49.

²³ Chap. XI, par. 497.

²⁴ Chap. X, par. 467.

²⁵ Chap. XII, par. 587, note 3.

²⁶ Par. 432-434 ci-après, et chap. XVI, par. 768-777.

sur le commerce extérieur hongrois. Un certain nombre de témoins ont parlé au Comité des mesures discriminatoires que, d'après eux, l'URSS avait prises contre la Hongrie sur le plan économique. Depuis 1948, la Hongrie était devenue une sorte d'arrière-pensée économique de l'Union soviétique et les modifications de sa politique économique n'avaient fait que refléter les modifications intervenues en Union soviétique. Après l'ouverture des hostilités en Corée en 1950 et bien que la Hongrie manquât de la plupart des matières premières indispensables pour soutenir le rythme de l'industrialisation, le gouvernement avait dû orienter ses efforts dans une direction différente et accélérer le développement des industries lourdes. Sur le plan agricole, cette politique avait entraîné une intensification de la collectivisation; sur le plan industriel, elle avait amené une élévation des normes et une diminution de la production de biens de consommation, ce qui avait eu pour résultat d'abaisser le niveau de vie des paysans comme celui des ouvriers.

415. Après une période de pause relative entre 1953 et 1955, l'industrie lourde est redevenue l'élément essentiel de la vie économique hongroise. Des témoins ont rapporté que, pendant toute la période considérée, c'est conformément aux directives soviétiques qu'ont été fixés les contingents de production, les prix et les conditions du commerce extérieur; les dispositions des traités de commerce étaient tenues secrètes. Le Comité a été informé que la Hongrie exportait des produits industriels de qualité supérieure et des produits alimentaires vers l'URSS, alors que celle-ci envoyait en Hongrie essentiellement des matières premières destinées à l'industrie métallurgique hongroise qui, à son tour, exportait sa production vers l'URSS.

416. Les auteurs de plusieurs manifestes demandaient en particulier des renseignements sur les gisements hongrois de minerai d'uranium et leur exploitation. Les gisements d'uranium de Hongrie sont réputés riches, mais le public avait peu de renseignements à leur sujet; tout au plus les croyait-il exploités au bénéfice de l'URSS et non de la Hongrie.

417. On réclamait aussi que les postes de direction de l'économie soient attribués sur la base de la compétence et des aptitudes professionnelles et techniques.

418. Les revendications visant expressément la situation des travailleurs portaient sur le système des normes d'après lequel tout travailleur était tenu de fournir une certaine production dont le niveau était constamment relevé. Les travailleurs protestaient contre ces normes, en partie parce qu'ils estimaient qu'on exigeait d'eux toujours davantage et qu'on leur accordait toujours moins. Une opposition assez générale se manifestait à l'encontre des syndicats du régime qui, institués en principe pour protéger les droits et les intérêts des travailleurs, n'étaient en fait que des instruments dont le Parti se servait pour mieux exercer son contrôle. Plusieurs témoins ont critiqué ces syndicats et les manifestes montrent qu'il existait un désir très répandu de voir des changements intervenir dans ce domaine. Il est certain que l'on souhaitait également assurer aux travailleurs une participation effective à la gestion des entreprises. L'institution rapide de conseils d'ouvriers, dès le début de l'insurrection, montre bien l'impopularité des anciens syndicats²⁷.

419. Les étudiants et les intellectuels se sont également chargés de formuler certaines revendications au nom des paysans hongrois. Dans la grande majorité des cas, les paysans étaient profondément hostiles à la politique du gouvernement tendant à imposer la collectivisation de l'agriculture ainsi qu'au système en vertu duquel ils étaient tenus de livrer une fraction importante de leurs produits à l'Etat. Les paysans qui résistaient quand on voulait les obliger à entrer dans les fermes collectives faisaient l'objet de diverses mesures discriminatoires. Il ne semble pas qu'on n'ait jamais réclamé la restitution de terres à leurs anciens propriétaires. Il paraît ressortir des témoignages recueillis que les paysans étaient en faveur d'un système de petite propriété exploitée individuellement; cependant, le Comité a appris que nombre d'entre eux ne s'opposaient pas en principe à la formation de coopératives, à condition de rester libres d'y adhérer ou non et pourvu qu'elles fussent gérées dans l'intérêt des participants²⁸.

420. On a moins de renseignements sur l'attitude des paysans hongrois à l'égard de l'insurrection que sur celle des autres classes de la population. Toutefois, on doit noter que les paysans qui vivaient à proximité de Budapest ont approvisionné les insurgés pendant les combats, souvent à leurs risques et périls. Les paysans habitant des régions plus lointaines ont coopéré en grand nombre avec les conseils révolutionnaires qui sont décrits au chapitre XI²⁹. On sait, d'après des commentaires autorisés concernant l'accueil favorable réservé à l'insurrection par les paysans hongrois, que le seul élément certain dans le chaos où la Hongrie s'est trouvée pendant les premiers mois de 1957 a été le sentiment de gratitude des paysans envers Imre Nagy qui avait aboli la collectivisation forcée et les livraisons obligatoires de produits agricoles.

c) Revendications culturelles

421. Dans le cadre des revendications culturelles, des écrivains réclamaient la liberté de création et des étudiants manifestaient leur mécontentement en ce qui concernait leur programme d'études et leurs conditions d'existence. Les revendications des écrivains ont été formulées à diverses tribunes ainsi que dans un certain nombre d'articles et de mémoires (voir la première section du présent chapitre); elles ne figurent pas parmi les résolutions et les manifestes examinés ici. Ce serait cependant une erreur que de sous-estimer leur effet sur un peuple comme le peuple hongrois, passionné de lecture et de littérature³⁰. L'appui donné aux revendications des écrivains se reflétait dans l'enthousiasme avec lequel les lecteurs accueillaient les efforts déployés en vue de leur faire connaître des écrits plus libres que ceux qu'ils pouvaient attendre des auteurs de leur pays. Les rééditions d'ouvrages publiés entre les deux guerres ont connu une très grande vogue. C'est ainsi qu'une anthologie en deux tomes des œuvres de Frigyes Karinthy, esprit libre et humoriste, mort en 1938, a été épuisée en deux heures; on se battait dans les librairies pour une publication contenant des traductions d'auteurs étrangers, la plupart occidentaux, et l'on offrait de l'acheter à des prix dépassant plusieurs fois le prix marqué.

²⁸ *Ibid.*, par. 504.

²⁹ *Ibid.*, par. 505.

³⁰ L'organe syndical *Népszava*, annonçant le 25 octobre la destitution de Gerő, reproduisait en première page, en guise de manchette, un vers de Petőfi. La page ne contient guère que de gros titres et cette citation célèbre.

422. Les revendications des étudiants portaient sur le droit de faire des voyages d'études à l'Ouest comme à l'Est, sur l'indépendance des universités, abolie par le gouvernement communiste, sur la liberté de choisir les langues étrangères qu'ils désiraient étudier, des manuels meilleur marché et les modifications à apporter au régime des examens. On a annoncé le 19 octobre que l'étude du russe cesserait d'être obligatoire et, de ce fait, cette question ne figurait plus parmi les revendications des étudiants. Les étudiants de la faculté de médecine ont réclamé expressément la liberté d'échanger des renseignements et des opinions scientifiques. Le fait que les revendications portaient sur la liberté de communication avec le monde extérieur et la liberté de voyager à l'étranger témoigne de l'existence d'interdictions que l'on en était venu à considérer comme incompatibles avec la démocratie préconisée dans les manifestes en question.

D. — Attitude du peuple hongrois envers la police de sécurité d'Etat (AVH) ³¹

423. Une étude des revendications brièvement examinées plus haut laisse peu de doutes sur l'importance et le nombre des griefs du peuple hongrois. Le mécontentement existait dans toutes les couches de la population. On se rappellera l'observation faite par M. Kádár le 1^{er} novembre, et rapportée par le journal *Igazság*, sur la révolte qu'il a qualifiée de « puissant mouvement populaire » provoqué « surtout par l'indignation et l'amertume des masses ». On a vu que le système des normes et des salaires et l'activité des syndicats inspiraient un vif ressentiment aux travailleurs. Les écrivains et les artistes s'élevaient contre l'absence de liberté dans le domaine de la création artistique. Les étudiants réclamaient de profonds changements dans leurs programmes et l'amélioration des moyens mis à leur disposition. Les paysans étaient fortement hostiles à la collectivisation forcée de l'agriculture et à la livraison obligatoire des produits agricoles.

424. D'autres griefs, partagés par l'ensemble de la population hongroise, s'ajoutaient à ces revendications particulières. La population hongroise protestait contre l'inégalité du statut de la Hongrie par rapport à l'URSS, l'abolition des fêtes nationales hongroises, la suppression des emblèmes nationaux, les accords commerciaux dont les termes étaient gardés secrets mais qu'on croyait humiliants ou injustes pour la Hongrie. Au fond, toutes les classes souhaitaient voir la Hongrie libre d'adopter une politique et mener une vie qui lui soient propres et, pour y parvenir, elles jugeaient essentielles la liberté d'expression et l'organisation d'élections libres. Deux obstacles s'opposaient à la réalisation de ces aspirations: le stationnement des troupes soviétiques, négocié par le gouvernement qui n'avait pas réussi à satisfaire aux revendications du peuple hongrois et l'omniprésence de la police de sécurité d'Etat ou AVH. Ces deux faits expliquent pourquoi le retrait de l'armée soviétique de Hongrie et la dissolution de l'AVH ont été si souvent réclamés. C'est en raison de la résistance de l'une et de l'autre que les manifestations se sont transformées en insurrection armée, comme on le verra au chapitre X. Aux yeux des Hongrois les soldats soviétiques n'étaient que des soldats étrangers qu'ils désiraient voir rentrer chez eux. Ils réservaient leur plus grande indignation à l'AVH qui, grâce à son réseau d'in-

formateurs, était pratiquement devenue l'instrument par lequel le Parti se maintenait au pouvoir. Tout indique que c'est surtout la police de sécurité d'Etat qui a provoqué la colère de la population hongroise et qu'elle a eu une influence prépondérante sur les événements.

425. Les renseignements, écrits et oraux, parvenus au Comité ne laissent aucun doute quant à la haine et à la crainte inspirées à tous par l'AVH pendant des années avant l'insurrection. Pour ceux qui ont pris part à la révolte, l'AVH était devenue un symbole du règne de terreur qu'ils combattaient.

426. La création de la police de sécurité remonte à décembre 1944, lorsqu'à Debrecen le Gouvernement provisoire de Hongrie a envoyé 22 personnes suivre un cours de formation dont le but était de former une police politique. On avait admis pour principe que seuls les membres du Parti communiste seraient nommés aux postes-clés de l'AVH. Selon des témoins, l'une des conséquences les plus graves de l'ingérence soviétique dans les affaires intérieures de la Hongrie est apparue après les élections de 1945, où le Parti communiste n'a obtenu que 17 pour 100 des sièges au Parlement. Le portefeuille du Ministère de l'intérieur, sous l'autorité duquel était alors placée l'AVH, a été retiré au Parti des petits propriétaires indépendants.

427. Après 1949, la police de sécurité et la garde-frontière (formation militaire) ont relevé de l'AVH et sont devenues directement responsables devant le Conseil des ministres, la police régulière demeurant placée sous l'autorité du Ministère de l'intérieur. La compétence de l'AVH s'étendait à l'espionnage, la conspiration, la trahison, etc. A partir de 1949, et avec une interruption pendant le Gouvernement Nagy (1953-55), l'AVH aurait, dit-on, adopté entièrement les méthodes de la NKVD et aurait été l'instrument par lequel le Parti exerçait réellement son empire.

428. Pendant le second semestre de 1956, à la suite, semble-t-il, du vingtième Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique et après la réhabilitation de László Rajk, le Gouvernement hongrois a décidé de soumettre à un contrôle plus strict l'organe chargé de la sécurité de l'Etat. Il voulait « assurer intégralement la légalité socialiste et garantir aux citoyens le libre exercice des droits reconnus par la loi ». « La légalité socialiste » avait été définie par l'un des principaux juristes hongrois, le professeur Imre Szabó, comme « l'adhésion absolue et entière aux principes juridiques socialistes, aux lois, ordonnances et décisions exprimant la volonté des travailleurs et de la classe ouvrière » ³². Le 26 juin 1956, le Ministre de la justice, Erik Molnár, se plaignait que, pendant les dernières années, les affaires politiques ayant une certaine importance pour le Parti eussent échappé à la compétence de son Ministère et des tribunaux réguliers hongrois et que « il devait être mis un terme à cette pratique illégale et néfaste » ³³.

429. Le 31 juillet, parlant devant l'Assemblée nationale hongroise, le Procureur général György Non a critiqué la situation privilégiée de l'AVH; un grand nombre de dirigeants de cette organisation, a-t-il affirmé, avaient abusé de leurs pouvoirs et avaient extorqué de faux aveux de culpabilité en recourant à la « pression

³¹ Chap. XVI, par. 768-777.

³² *Társadalmi Szemle*, septembre 1955.

³³ *Szabad Nép*, 26 juin 1956.

morale et physique ». Le Procureur général les a accusés de violer la légalité socialiste « de la façon la plus brutale » et a attiré une fois de plus l'attention sur le fait que l'AVH n'était soumise à aucune espèce de contrôle. Cependant, il a déclaré que les infractions à la légalité étaient maintenant punies et que l'AVH ainsi que les autorités judiciaires méritaient l'appui de tous les patriotes véritables ³⁴.

430. Des témoins ont rapporté que l'AVH se composait surtout de Hongrois, mais qu'une douzaine de conseillers de la NKVD travaillaient au siège de l'AVH. Un témoin a déclaré qu'un officier de la NKVD était affecté en permanence à chaque service de l'AVH et que deux officiers de la NKVD, un lieutenant-colonel et un commandant, étaient toujours présents au service des enquêtes. On a signalé que de nombreux agents hongrois de l'AVH étaient des citoyens soviétiques et que la plupart des Hongrois qui faisaient partie de cette organisation avaient été formés en URSS.

431. Un certain nombre de témoins ont déclaré que l'AVH travaillait directement sous l'autorité des Soviétiques; ils ont cité comme exemple le procès Rajk, dont la préparation avait été confiée, selon eux, au général Bielkine du siège de la NKVD à Moscou, qui, de son quartier général à Baden, près de Vienne, dirigeait la police de tous les pays sous contrôle soviétique. D'après les témoins, le général Bielkine était arrivé en Hongrie au début de 1950 et avait établi son QG dans l'immeuble de l'AVH, au numéro 60 de la rue Staline (Andrássy). Plusieurs ont révélé au Comité qu'ils avaient reçu la visite d'inspecteurs entre 1953 et 1955 et qu'on leur avait enjoint de ne rien dire du rôle joué par la NKVD lors de l'affaire Rajk.

432. D'après les dépositions, le personnel de l'AVH avait été trié sur le volet, non seulement par l'AVH elle-même, mais également par la NKVD. Les agents de l'AVH étaient nettement mieux payés que les travailleurs hongrois ordinaires. En outre, ils bénéficiaient d'une pension et de nombreux avantages inconnus au prolétariat, tels que logement et habillement gratuits, denrées alimentaires à prix réduits, écoles privées spéciales pour les enfants et diverses primes y compris une prime pour chaque arrestation effectuée. Lorsqu'on leur confiait une mission spéciale, ils recevaient d'un fonds secret une prime équivalant environ à cinq ou six fois leur traitement et qui, dans la comptabilité, figurait sous les rubriques « construction de nouveaux immeubles ou aménagements ».

³⁴ *Szabad Nép*, 1^{er} août 1956.

433. Tous les témoins ont affirmé que l'AVH entretenait un réseau soigneusement organisé d'espions, d'indicateurs et d'agents provocateurs. On a dit qu'il y avait dans tous les bureaux et dans toutes les usines des agents de l'AVH ou des informateurs à leur solde, de sorte que l'on ne savait jamais, même lorsqu'on parlait à des amis, où les mots que l'on prononçait seraient répétés une demi-heure plus tard. Selon des témoins, des documents trouvés au Ministère de l'intérieur, à Budapest, pendant l'insurrection, ont démontré l'importance du réseau d'espionnage organisé par l'AVH. On a trouvé notamment six armoires métalliques pleines d'enregistrements sur ruban magnétique; c'était pour la plupart des communications téléphoniques tenues avec des personnes se trouvant à l'étranger. On a également découvert des agendas où des extraits de conversations avaient été notés. Tous ces documents prouvaient que le réseau d'espionnage utilisait les services d'une fraction très importante de la population hongroise, depuis de hauts fonctionnaires jusqu'à de simples ouvriers d'usines. Parmi ceux-ci, plusieurs avaient été anti-communistes avant la guerre, d'autres avaient été inscrits au Parti national socialiste hongrois et d'autres encore avaient quelque chose à cacher dans leur vie privée. En vertu de la Loi II de 1952, quiconque se rendait coupable de discrimination à l'égard d'une personne servant d'indicateur pour l'AVH était passible de peines allant jusqu'à six mois d'emprisonnement.

434. La Commission a reçu de nombreux témoignages concernant le traitement inhumain et les tortures auxquels recourait l'AVH pour obtenir des confessions ou des dénonciations ³⁵. Ces dépositions correspondent exactement à des témoignages analogues recueillis ailleurs et le Comité a toutes les raisons de les considérer comme vraies. Il n'a toutefois pas cru utile d'entreprendre — au présent chapitre — une description détaillée des actes de sauvagerie qu'un grand nombre de témoins ont rapportés. Etant donné l'objectif qu'il poursuit, le Comité estime qu'il est plus important de mettre en relief deux traits généraux de la situation en Hongrie. Il s'agit en premier lieu de la violation des droits de l'homme par la Hongrie qu'implique l'existence de l'AVH. En second lieu, il est établi que le peuple hongrois a vécu des années dans la terreur de l'AVH et que rien n'a davantage contribué à l'unir contre une forme de gouvernement qui ne pouvait demeurer au pouvoir qu'en s'appuyant sur cette terreur.

³⁵ Chap. XVI, par. 771-774.

ANNEXES

ANNEXE A

Appel adopté lors d'une réunion des étudiants de l'Université technique de Budapest, tenue au Foyer Andras Hess (foyer central des étudiants de l'Université technique de Budapest), le 19 octobre 1956

Nous savons très bien que des modifications importantes sont intervenues récemment dans la vie politique et économique de notre pays. Des déclarations réconfortantes ont été faites pour dénoncer les erreurs commises, mais on a fait fort peu de chose pour remédier aux abus.

L'éducation de la jeunesse est elle aussi engagée dans la mauvaise voie. Nous, étudiants de l'Université technique, nous désapprouvons

le rôle que la DISZ a joué dans l'éducation de la jeunesse hongroise. Dans notre université, l'Université technique, le comité de la DISZ est devenu l'instrument aveugle d'organes supérieurs. La DISZ aurait dû avoir pour tâche de représenter l'opinion de la jeunesse, mais elle a failli à ce devoir. Depuis des années, on ne se soucie pas des problèmes qui nous préoccupent le plus.

Les étudiants de l'Université technique de Budapest ne peuvent pas supporter plus longtemps l'impuissance du comité central de la DISZ, qui s'est montrée incapable de mener une lutte suivie pour la défense des intérêts des étudiants.

Le nouveau comité des étudiants du Foyer central de l'Université, technique comme les étudiants eux-mêmes, estiment que la situation des étudiants est intolérable. Comme suite aux revendications

formulées, nous, étudiants de l'Université technique, réunis le 19 octobre à 21 heures, avons demandé que soient prises les mesures les plus urgentes ci-après:

1. Nous demandons pour les ingénieurs une situation morale et matérielle convenable. Ils devraient être affectés à des postes d'ingénieurs exclusivement, recevoir un traitement de 1.500 à 1.600 forints environ et avoir droit également à des primes.

2. Les postes de direction devraient être attribués en fonction de la formation technique et des connaissances techniques des intéressés.

3. Nous demandons l'abolition de l'obligation d'assister aux cours, l'enseignement facultatif des langues vivantes et de matières d'ordre autre que professionnel, l'enseignement obligatoire d'une seule langue vivante que les étudiants auront la faculté de choisir librement.

4. Les étudiants doivent pouvoir entreprendre des voyages à l'étranger, par groupes, en bénéficiant de subventions de l'Etat, et entreprendre des voyages à titre privé, indépendamment de l'IBUSZ³⁶.

5. Les jeunes ingénieurs devraient pouvoir trouver des emplois à l'étranger, sans que joue aucune condition d'ordre politique ou familial.

6. Les foyers d'étudiants sont comblés; il faut les agrandir.

7. Nous demandons que dans les cantines d'étudiants les « normes forints » soient portées à 15 forints par jour.

8. Les entreprises chargées de fournir les repas des étudiants doivent être placées sous le contrôle des autorités universitaires compétentes.

9. Il faut rendre l'autonomie aux universités.

10. Nous demandons la réorganisation du mouvement de la jeunesse universitaire et l'élection démocratique d'un nouveau comité directeur.

11. Nous demandons le rétablissement de la réduction de 50 pour 100 accordée aux étudiants une fois par mois sur le prix des transports.

12. Nous demandons une réduction du prix des ouvrages techniques destinés aux étudiants et l'octroi d'une indemnité à chaque étudiant en vue de l'achat de manuels.

13. Nous demandons que l'on fixe un nombre raisonnable d'ingénieurs à former chaque année.

14. Les étudiants devraient recevoir des bourses d'un montant plus élevé pendant la période où ils préparent leur thèse de dernière année (« plans de diplôme »).

15. Nous demandons pour FARKAS et ses coaccusés un procès public.

Nous avons adopté une résolution précisant que s'il n'est pas donné satisfaction sur les points 3, 4, 7, 11, 14 et 15, dans un délai d'une quinzaine, les étudiants organiseront une manifestation pour exprimer leur mécontentement.

Nous demandons aux étudiants de toutes les universités de nous appuyer dans cette lutte et de nous aider à obtenir satisfaction. Nous sommes de notre côté disposés à appuyer les revendications d'autres universités.

Signé: Les participants à la réunion du Foyer central des étudiants de l'Université technique et le Comité des étudiants.

ANNEXE B

Appel des membres de la DISZ de la Faculté de médecine de l'Université de Budapest, 22 octobre 1956

Les étudiants de notre université tiennent à appuyer les revendications formulées par les étudiants des autres universités, comme les revendications justifiées de toute la jeunesse hongroise.

Ils pensent que, pour que suite soit donnée à leurs revendications justifiées, deux conditions fondamentales doivent être remplies:

1. L'unité et le caractère de « masse » de nos mouvements de jeunesse doivent être préservés, une fédération unie de la jeunesse

pouvant seule lutter avec l'énergie et l'esprit de suite voulus pour défendre les intérêts de toute la jeunesse de notre pays.

2. Nous jugeons nécessaire d'organiser de nouvelles élections pour tous les organes directeurs de la DISZ, des échelons les plus bas au CC³⁷, et de réunir un congrès de la DISZ.

La Conférence des délégués de la DISZ de la Faculté de médecine de l'Université de Budapest s'est assigné les objectifs suivants:

1. Nous exigeons que les traditions nationales progressistes se traduisent dans les faits; que le 15 mars et le 6 octobre soient déclarés jours de fête nationale et que les armoiries de Kossuth soient remises en usage.

2. Nous exigeons une information libre, véritablement internationale, et le libre échange des opinions et de la documentation scientifique.

3. Nous exigeons la pleine application des principes de la démocratie parlementaire, ainsi que l'élaboration et l'application d'un système d'élections démocratiques nouveau.

4. Les étudiantes doivent être exemptées de la formation militaire; le service militaire et la formation militaire théorique et pratique des étudiants doivent être modifiés.

5. Nous exigeons que soit substitué au système d'examen par groupes un système d'examens individuels.

6. Les manuels et les textes en langue hongroise doivent être fournis à temps, en quantités suffisantes, et le prix doit pouvoir en être acquitté par versements échelonnés.

7. Nous exigeons que le système des bourses soit revu et réclamons pour les étudiants orphelins, orphelins de père ou de mère ou ayant une famille à charge une bourse d'un montant au moins égal à 500 forints par mois.

(Les points 8, 9 et 10 se réfèrent aux problèmes du logement.)

Nous exprimons notre complète solidarité avec l'évolution démocratique qui a lieu en Pologne. Nous désirons jouer un rôle de premier plan dans le développement sain et démocratique de notre pays en demeurant fermement sur le terrain du marxisme-léninisme.

*La Conférence des délégués de la DISZ
de la Faculté de médecine
de l'Université de Budapest.*

ANNEXE C

Résolution adressée le 22 octobre 1956 aux participants à la réunion de masse de la Ligue de la jeunesse travailleuse (DISZ) par le Comité exécutif de la DISZ pour l'Université technique

A la suite de la résolution adoptée en juillet par le Comité central, une nouvelle ère de démocratisation s'est ouverte. Nous estimons que les décisions prises alors n'ont pas été mises à exécution avec assez de rapidité; nous avons constaté maints retards, c'est ce qui amène la jeunesse universitaire à proclamer avec détermination les revendications suivantes qu'elle estime justes et opportunes.

Nous saluons et nous appuyons les résolutions de la jeunesse universitaire. Nous réclamons des mesures énergiques et rapides pour résoudre les problèmes nationaux et les problèmes universitaires. La jeunesse étudiante de l'Université technique, vu la situation politique et économique actuelle du pays, demande qu'il soit donné satisfaction de la manière la plus urgente aux revendications ci-après:

I

1. Nous voulons que la direction des affaires politiques et nationales soit confiée à des chefs compétents qui ont la confiance du peuple. Par exemple, les camarades János Kádár, Imre Nagy, Zoltán Vas, Géza Losonczy, György Lukács. Egalement, Árpád Kiss.

2. Nous voulons des audiences publiques dans le procès contre Mihály Farkas et consorts. Nous voulons savoir qui était au courant de l'innocence de Rajk.

3. Nous voulons que l'amitié hungaro-soviétique soit établie sur la base de l'égalité totale.

³⁶ L'Office national hongrois du tourisme.

³⁷ Comité central de la DISZ.

4. Nous voulons connaître toute la vérité au sujet de l'utilisation du minerai d'uranium hongrois.

5. Dans le choix des nouveaux uniformes de l'armée nationale hongroise, il faudrait tenir compte de nos traditions nationales. On devrait se servir des anciens uniformes pendant la période d'entraînement.

6. Nous demandons que le 15 mars soit proclamé jour de fête nationale complètement chômé et le 6 octobre jour férié pour les écoles.

7. Nous réclamons la réintégration du camarade Imre Nagy dans ses fonctions officielles antérieures.

8. Nous demandons que le représentant de la jeunesse universitaire, István Friss, rende compte de son activité à ce jour et qu'il fournisse, notamment, des éclaircissements au sujet de son article dans *Szabad Nép*.

II

9. Nous demandons que, dans les nominations aux postes de direction de l'économie nationale, on tienne compte en premier lieu de l'instruction et des aptitudes professionnelles des intéressés.

10. Nous demandons que le barème des salaires et les normes de travail dans l'industrie du bâtiment soient fixés par des experts.

11. Nous demandons que le Parlement enquête sur la situation de notre commerce extérieur. Nous voulons connaître les causes du déficit et savoir qui en est responsable. Par exemple, dans quelle mesure Ferenc Biró est-il responsable?

12. Nous sommes en faveur de la réorganisation sur des bases entièrement nouvelles du système des livraisons. Il faudrait offrir des avantages aux paysans pour les inciter à produire davantage.

III

13. Nous demandons un appui moral et financier pour les membres des professions techniques. De jeunes ingénieurs devraient être affectés à l'exécution de programmes techniques. Leur traitement de début, au cours du premier trimestre, ne devrait pas être inférieur à 1.300 forints, primes non comprises.

14. Nous demandons que des voyages éducatifs à l'étranger soient organisés indépendamment de ceux qui ont lieu sous les auspices de l'IBUSZ. Aucune discrimination ne devrait être faite entre les voyages vers l'Ouest et les voyages vers l'Est. Quiconque, abusant de sa liberté de mouvement, refuse de revenir en Hongrie, n'y sera pas regretté.

15. Nous demandons que l'autonomie soit rendue aux universités. On doit nous faire confiance.

16. Nous réclamons, pour les détenteurs de la carte d'identité d'étudiant, une réduction de 50 pour 100 sur le prix d'admission à toute manifestation sportive ou spectacle culturel. Il faut faire des sacrifices pour assurer l'éducation du peuple.

17. Nous demandons que les restaurants d'étudiants soient placés sous l'autorité des universités. Il y aurait peut-être lieu d'augmenter le pouvoir d'achat du forint.

18. Nous demandons, pour les étudiants, une réduction de 50 pour 100 — cinq fois par an — sur le prix des billets de chemin de fer, comme c'était la règle avant 1951.

19. Nous demandons que le prix des manuels universitaires soit réduit.

20. Les logements offerts aux étudiants des universités laissent à désirer. Nous demandons une amélioration progressive de la situation, car les conditions actuelles ne contribuent guère à élever les normes. Le travail de dessin exige plus d'espace. Il faut remédier à cette situation.

IV

21. Nous demandons la liberté des examens.

22. Les résultats des examens militaires ne devraient être pris en considération que pour l'avancement dans l'armée.

23. Les étudiants devraient avoir la faculté de choisir, au cours du premier semestre de la première année, la langue étrangère qu'ils désirent étudier.

V

24. Nous n'approuvons pas la décision des étudiants de l'Université de Szeged qui ont résolu de se retirer de la DISZ étant donné que cela aurait pour résultat de disperser nos forces. Leurs inquiétudes ne sont pas justifiées, car l'expérience de ces derniers temps a montré que le Comité de Budapest et le Comité central de la DISZ ont véritablement défendu nos intérêts. L'attitude combative qu'a prise *Szabad Ifjúság*, quotidien du Comité central de la DISZ, en fournit la preuve. La situation actuelle commande l'union de la jeunesse à l'intérieur de la DISZ.

25. Nous demandons la réorganisation du mouvement des étudiants d'université dans le cadre de la DISZ. Un parlement de la jeunesse devrait être institué. Nous demandons la réunion d'un congrès de la DISZ.

A moins d'obtenir une réponse précise aux revendications exposées aux points 2, 7, 8, 14, 16, 18 et 19, nous aurons recours à des manifestations.

Nous considérons que nos revendications sont justes et tiennent compte des réalités. Nous exhortons la jeunesse de notre université à lutter pour qu'il y soit fait droit. Cependant nous condamnons catégoriquement toute démagogie.

Nous ne cherchons pas à troubler l'ordre; notre but est de faire reconnaître les droits de la jeunesse universitaire et de faire en sorte que le mouvement de démocratisation qui a déjà commencé à se dessiner se poursuive.

Le Comité préparatoire de la réunion de masse
Budapest, le 22 octobre 1956.

ANNEXE D

Revendications des étudiants de l'Université technique de Budapest (premier état), 22 octobre 1956

(Traduit du hongrois)

Introduction: Constitution de la MEFESZ (Fédération hongroise des associations d'étudiants des universités et collèges). Cette organisation a compétence pour régler les problèmes des étudiants.

1. Nouveau Comité central pour le Parti.

2. Gouvernement dirigé par Imre Nagy.

3. Amitié hungaro-soviétique et hungaro-yougoslave.

4. Nouvelles élections.

5. Nouvelle politique économique. Uranium, commerce extérieur, etc.

6. Rajustement des normes de travail et autonomie des travailleurs dans les usines.

7. Situation des travailleurs agricoles et des paysans exploitant à leur compte.

8. Revision des procès politiques et économiques et octroi d'une amnistie.

9. 15 mars, 6 octobre. Les anciennes armoiries.

10. Liberté de la presse et organe officiel pour la MEFESZ. Destruction des «fichés» de police.

Déclaration: Solidarité entière avec Varsovie et avec le mouvement d'indépendance polonais.

1916. 10. 22. - 18-48. (2)

Béla: Helyen megállás, az helyen
megállás, az helyen

1. Uj köz. Városi
Ez a városi köz.
2. Helyen az új városi
(X)
3. Helyen az új városi
(X) Helyen az új városi
a városi köz.
4. Helyen az új városi
(X)
5. Uj köz. Városi. Helyen, Helyen.
6. Helyen az új városi
(X)
7. Helyen az új városi
(X)
8. Helyen az új városi
(X)
9. Helyen az új városi
(X)
10. Helyen az új városi
(X)

Képek: Helyen az új városi
Helyen az új városi

ANNEXE E

Les dix points du Cercle Petöfi (22 octobre 1956)

1. Etant donné la situation qui s'est produite dans notre pays, nous proposons que le Comité central³⁹ soit convoqué le plus tôt possible. Le camarade Imre Nagy devrait participer à la préparation de cette réunion.

2. Nous estimons nécessaire que le Parti et le Gouvernement fassent connaître au pays tous les faits relatifs à la situation économique de la Hongrie, qu'ils réexaminent les principes directeurs du Deuxième plan quinquennal et qu'ils mettent au point un programme constructif de mesures concrètes répondant aux conditions qui existent dans notre pays.

3. Le Comité central et le Gouvernement devraient user de tous les moyens possibles pour favoriser l'établissement en Hongrie d'une démocratie socialiste, en assignant au Front populaire⁴⁰ tout le rôle qui lui revient, en faisant droit aux justes revendications politiques de la classe ouvrière et en instituant l'autonomie des usines et la démocratie des travailleurs.

4. Pour donner du prestige à la direction du Parti et des organes de l'Etat, nous proposons que l'on confie au camarade Imre Nagy et aux autres camarades qui luttent pour la démocratie socialiste et pour les principes de Lénine la place qu'ils méritent dans la direction du Parti et du Gouvernement.

5. Nous proposons que Mátyás Rákosi soit expulsé du Comité central du Parti et exclu de l'Assemblée nationale et du Présidium. Pour rendre le calme au pays, le Comité central doit s'élever contre les tentatives de ceux qui actuellement cherchent à rétablir le régime stalinien ou rákosiste.

6. Dans l'affaire Mihály Farkas, nous proposons, conformément à la légalité socialiste, un procès public.

7. Nous proposons que l'on réexamine les résolutions récemment adoptées qui se sont révélées être une erreur et une manifestation d'esprit sectaire, notamment la résolution de mars 1955, la résolution de décembre 1955, relative aux activités littéraires, et la résolution du 30 juin 1956, relative au Cercle Petöfi⁴¹. Ces résolutions devraient être annulées et le Comité central devrait, pour sa part, en tirer les conclusions qui s'imposent.

8. Que l'on dévoile à l'opinion publique en quoi consistent les problèmes prétendument si délicats que soulèvent la balance économique, nos accords commerciaux avec l'étranger et les projets relatifs à l'exploitation des gisements nationaux d'uranium.

9. En vue de resserrer davantage l'amitié soviéto-hongroise, que l'on établisse des liens encore plus étroits avec le Parti, l'Etat et le peuple de l'URSS sur la base du principe léniniste de l'égalité absolue.

10. Nous demandons qu'à sa réunion du 23 octobre, le Comité central de la DISZ se prononce sur les points qui précèdent et adopte une résolution sur la démocratisation des mouvements de jeunesse hongrois.

ANNEXE F

Buts de la Ligue de la jeunesse travailleuse (DISZ), groupement de jeunesse du Parti des travailleurs hongrois (Parti communiste)
(23 octobre 1956)

Devise générale : Vive la liberté hongroise! Vive la Patrie!

Devises particulières :

1. Amitié polono-hongroise, bien-être et liberté!
2. Amitié soviéto-hongroise — sur un pied d'égalité!
3. Notre jeunesse demande que le Parti nous montre la voie!
4. Assez de Rákosi! Nous sommes las de Rákosi; nous avons besoin de nouveaux dirigeants à la tête du Parti!
5. Cette cause est la nôtre, nous voulons de nouveaux dirigeants à la tête du Parti!

³⁹ Comité central du Parti des travailleurs hongrois (communiste).

⁴⁰ Front populaire patriotique. Chap. XII, par. 565.

⁴¹ Chap. IX, par. 379 et 384.

6. Les travailleurs et les étudiants ont les mêmes aspirations, tous ceux qui agissent à nos côtés, tous ceux qui sont Hongrois!

7. A bas la force; vive le droit!

8. Nous ne devons pas tout faire trop tard; mettons Imre Nagy au pouvoir!

9. La dictature du prolétariat demeure toujours la voie qui convient à notre peuple!

10. Vive le Parti léniniste combattant — il doit sauvegarder la vérité sacrée de notre peuple!

ANNEXE G

Appel du Comité révolutionnaire des intellectuels hongrois (28 octobre 1956)

Hongrois!

Il peut y avoir certaines divergences d'opinions entre nous, mais nous sommes d'accord sur les revendications essentielles et nous proposons au gouvernement d'adopter le programme suivant:

1. Le gouvernement devrait régler sans retard et sur la base de l'égalité nos relations avec l'Union soviétique. Les forces soviétiques devraient commencer à évacuer l'ensemble du territoire hongrois.

2. Le gouvernement devrait abroger tous les accords commerciaux avec l'étranger qui sont défavorables à la Hongrie. Il devrait rendre publics tous les accords relatifs au commerce extérieur qui ont été conclus jusqu'ici, notamment les accords relatifs au minerai d'uranium et à la bauxite.

3. Nous demandons des élections générales au scrutin secret. Le peuple devrait pouvoir désigner librement ses candidats.

4. Les usines et les mines devraient réellement devenir la propriété des travailleurs. Nous ne restituerons pas les usines et les terres aux capitalistes et aux propriétaires fonciers. Nos usines devraient être dirigées par des conseils d'ouvriers librement élus. Le gouvernement devrait garantir l'existence d'une petite industrie et d'un petit commerce privés.

5. Le gouvernement devrait abolir le système dit des « normes », qui est un système d'exploitation. Il devrait augmenter les salaires et les pensions peu élevés dans la limite des possibilités économiques.

6. Les syndicats devraient devenir de véritables organisations ouvrières qui défendent les intérêts des travailleurs et dont les chefs sont librement élus. Les paysans devraient créer leurs propres organisations en vue de sauvegarder leurs intérêts.

7. Le gouvernement devrait garantir la liberté et la sécurité de la production agricole en donnant son appui aux agriculteurs privés et aux coopératives agricoles libres. Le système odieux des livraisons, qui dépouille les paysans des fruits de leur travail, devrait être aboli.

8. Que justice soit rendue aux paysans qui ont été lésés par le remembrement des terres et d'autres mesures illégales, et qu'on les indemnise.

9. Nous demandons la liberté absolue de parole et de la presse, et le libre exercice du droit de réunion.

10. Le gouvernement devrait déclarer jour de fête nationale le 23 octobre, date à laquelle a commencé notre lutte pour la libération de la Hongrie.

*Au nom du Comité révolutionnaire
des intellectuels hongrois*

Le Conseil révolutionnaire des étudiants:

István Pozsár, József Molnár, János Varga.

L'Union des écrivains hongrois: Sándor Erdei, Secrétaire général.

La Fédération nationale des journalistes hongrois:

Sándor Haraszti, Mikló Vásárhelyi, Iván Boldizár, Sándor Fekete.

La Fédération des artistes hongrois: László Bencse, József Somogyi.

La Fédération des musiciens hongrois: Endre Szervánszky, Pál Járdanyi.

Au nom des professeurs d'université:

Tamás Nagy, Máté Major, Iván Kádár, György Markos.

Les Collèges populaires: László Kardos, Ottó Tőkés.

Le Cercle Petöfi: Gábor Tanczos, Balázs Nagy.

MEFESZ: György Liebig.

Chapitre X

MANIFESTATIONS D'ÉTUDIANTS ET ORIGINE DU CONFLIT ARMÉ A BUDAPEST

A. — Introduction

435. Dans le chapitre précédent, on a donné un aperçu des revendications que formulaient les intellectuels et les étudiants hongrois à la veille des manifestations qui ont marqué le début de l'insurrection. On a examiné ces revendications à la lumière de la situation existant en Hongrie, afin de pouvoir comprendre l'état d'esprit et les motifs des manifestants. Le présent chapitre contient le récit des événements survenus à Budapest du 22 au 25 octobre. Il a pour objet de retracer l'évolution des événements durant ces quelques jours, depuis les réunions d'étudiants, puis les manifestations d'étudiants, d'ouvriers, de militaires, etc., jusqu'à la lutte ouverte contre l'AVH. En quelques heures, la participation des chars soviétiques a transformé les hostilités en une action de portée internationale, dont le déroulement militaire a été étudié au chapitre IV.

436. Les chapitres IX et X doivent donc être lus ensemble. Il a été jugé préférable d'exposer d'abord les motifs des manifestants, puis de faire le récit des événements qui en ont été l'expression active. Les événements se sont déroulés avec une telle rapidité qu'il est nécessaire, pour la clarté de l'exposition, de présenter séparément le récit des événements et l'examen des revendications et de l'état d'esprit des insurgés. Le présent chapitre ne prétend aucunement retracer l'histoire complète de ces journées capitales de la vie du peuple hongrois. Le Comité a entendu les récits animés de nombreux témoins oculaires, mais il n'a pas essayé d'en tirer des effets dramatiques. Il a préféré rendre compte sur un ton neutre des témoignages recueillis, car son but est de découvrir ce qui s'est passé réellement.

B. — Les réunions d'étudiants du 22 octobre

437. Les premières revendications formulées par des groupes d'étudiants¹ avaient abouti à certains résultats le 19 octobre, date à laquelle le Ministre de l'éducation avait annoncé que l'on envisageait de supprimer l'étude obligatoire du russe et d'apporter d'autres réformes qui avaient été demandées. Cette déclaration a été suivie par des manifestations d'étudiants dans toute la Hongrie, notamment à Szeged où, le 20 octobre, quelque 200 étudiants ont décidé de créer leur propre organisation de jeunesse indépendante sous le nom de Fédération hongroise des associations d'étudiants des universités et collèges (MEFESZ).

438. La nouvelle de la décision prise à Szeged est parvenue à Budapest le lundi 22 octobre au matin, et divers groupes universitaires des Facultés d'économie politique,

de philosophie et de médecine² ont décidé de se réunir dans la journée. Au cours de ces réunions, les événements de Pologne ont eu un grand retentissement et les étudiants hongrois ont largement affirmé leur solidarité avec la jeunesse et les travailleurs polonais.

439. La réunion d'étudiants la plus décisive de toutes a été probablement celle qui s'est tenue à l'Université technique. Selon les témoignages recueillis par le Comité, le Comité exécutif de la DISZ, organisation des jeunes communistes, y avait organisé une réunion de masse le 22 octobre à 15 heures, afin de « couper l'herbe sous les pieds de la MEFESZ ». La réunion devait examiner un certain nombre de revendications de caractère purement universitaire, qui étaient énumérées dans l'invitation imprimée: tarif réduit sur les lignes de transport public, livres d'études à prix réduit, amélioration de la nourriture et des conditions de logement des étudiants, etc.³. Dans la grande salle de l'Université se trouvaient, avec les étudiants, les professeurs, le secrétaire du parti et des membres du secrétariat du parti. De 4.000 à 5.000 personnes ont assisté à la réunion qui a duré jusqu'aux premières heures du matin du 23 octobre, soit environ 11 heures. Un nombre considérable d'ouvriers sont venus à la réunion au cours de la soirée.

440. Les participants ont décidé, sans grande opposition, de créer une section de la MEFESZ chargée de proclamer les vues des étudiants sur les « graves questions politiques du jour » et d'aborder les problèmes de la vie des étudiants qui n'avaient pas encore été résolus. Au début, cependant, la discussion ne portait que sur des revendications d'ordre pratique; on demandait, par exemple, qu'il y ait moins de cours sur le marxisme et le léninisme et que l'allemand, l'anglais et le français soient enseignés et non seulement le russe.

441. Par la suite, des voix réparties dans toute la salle ont réclamé la discussion de problèmes plus vastes. Un étudiant a émis l'opinion qu'en Pologne M. Gomulka souhaitait une évolution et non une révolution, mais que l'Union soviétique avait essayé de s'y opposer en plaçant des unités armées autour de Varsovie. Ce discours a été accueilli avec un immense enthousiasme, et la foule a crié qu'elle voulait l'établissement de la démocratie en Hongrie. Il a été proposé alors que les étudiants formulent et adoptent un programme visant à établir la démocratie en Hongrie dans l'esprit de la révolution de 1848 et qu'ils soumettent ce programme au gouvernement. Des participants ont demandé qu'Imre Nagy prenne le pouvoir et que le nouveau gouvernement garantisse au peuple hon-

¹ Chap. IX, annexe A.

² *Ibid.*, annexe B.

³ *Ibid.*, annexe C.

grois le respect des droits de l'homme conformément à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

442. Pendant la réunion, les étudiants ont discuté leurs revendications entre eux, dans la salle. L'un d'eux a dit : « Nous pourrions peut-être demander maintenant que les troupes soviétiques évacuent la Hongrie, mais qui devrait être le premier à faire une telle déclaration ? ». On a décidé que ce devrait être un fonctionnaire du Parti communiste. L'un des chefs de la jeunesse communiste a pris alors le microphone et a déclaré que, tant que des troupes soviétiques seraient en Hongrie, l'évolution politique désirée ne pourrait pas avoir lieu, le pays étant soumis à une tyrannie impérialiste. D'autres orateurs ont ajouté que la présence des troupes soviétiques rendait impossible des élections libres, la liberté de parole et de religion, et la jouissance des droits de l'homme. Ces revendications et d'autres ont fait l'objet d'un projet de résolution.

443. C'est ainsi qu'au début de la soirée du 22 octobre, les objectifs de l'insurrection hongroise se trouvaient plus ou moins formulés par des étudiants de l'Université. Les étudiants qui ont improvisé ce document, sur une feuille de papier arrachée d'un cahier de notes⁴, étaient issus pour la plupart de la classe ouvrière ou paysanne ; beaucoup d'entre eux étaient membres du Parti communiste ; les revendications ont été formulées et adoptées à une réunion convoquée par l'organisation de la jeunesse communiste elle-même.

444. Vers 20 h. 30, une délégation d'étudiants s'est rendue à la station radiophonique ; là, le censeur a permis d'insérer, dans le bulletin d'informations de 21 heures, cinq des dix points énoncés dans la résolution, mais il a refusé la permission de diffuser les demandes relatives au retrait des troupes soviétiques, aux élections libres, à l'établissement d'une nouvelle politique économique, à la liberté de la presse et à l'organisation de nouvelles élections à l'intérieur du parti communiste. Radio-Budapest avait déjà donné un premier compte rendu de la réunion, dans lequel la plupart des revendications politiques n'étaient pas mentionnées directement et où il était dit que la majorité des jeunes gens rejetaient certaines « opinions provocatrices et démagogiques ».

445. La délégation d'étudiants, qui ne voulait pas que les dix points de la résolution soient censurés à la station radiophonique, est retournée à l'Université. Les rédacteurs de la *Szabad Ifjúság* (Jeunesse libre), l'organe de la DISZ, qui avaient assisté à la réunion, s'étaient déclarés en faveur des dix points en question ; cependant, craignant pour leur sécurité personnelle, ils ont refusé de publier la revendication relative au retrait des troupes soviétiques. Pendant plusieurs heures, les étudiants se sont efforcés de trouver d'autres moyens de faire connaître ces points au peuple hongrois. Ces moyens ont été bientôt trouvés.

446. Le *Jövő Mérnöke* (L'ingénieur de l'avenir), organe des étudiants de l'Université technique, a publié les dix points. A cet effet, cinq étudiants se sont rendus à l'imprimerie pour remplacer la première page, déjà composée, par une autre contenant les dix points en question. Ce numéro du journal a été tiré à 2.000 exemplaires environ.

447. Les étudiants ont également demandé au recteur de l'Université l'autorisation de reproduire les dix points

au moyen du duplicateur de l'Université. Le recteur n'a pas osé donner d'instructions dans ce sens ; néanmoins, les étudiants ont tiré plusieurs milliers d'exemplaires de la résolution grâce à cette machine.

448. A la réunion, le texte définitif de la résolution avait été lu au microphone ; des étudiants et des professeurs adjoints ont passé la nuit à en établir des copies en se servant de toutes les machines à écrire trouvées à l'Université.

449. La résolution mentionnait que la radio et la presse hongroise avaient refusé d'en publier le texte intégral, mais que les efforts se poursuivaient pour le faire connaître au public.

450. Au cours de la soirée, les dix points primitifs étaient devenus quatorze, puis seize⁵. Le retrait des troupes soviétiques a fait l'objet d'un point séparé et d'autres ont été ajoutés, notamment l'enlèvement de la statue de Staline et la suppression de l'emblème d'inspiration soviétique sur le drapeau national hongrois.

451. Les étudiants ont inséré également dans la résolution leur décision de se réunir à nouveau le 24 octobre, à l'effet d'ouvrir un débat national sur les questions mentionnées dans la résolution. Ils ont invité la Radio hongroise à diffuser, en transmission directe, les débats de cette réunion, afin que « le peuple des travailleurs entende, sans déformation, la vraie voix de la jeunesse hongroise ». Enfin, la réunion a décidé de convoquer à Budapest, pour le 27 octobre, un Parlement de la jeunesse où seraient représentés tous les jeunes Hongrois.

C. — Origine et organisation des manifestations

452. Au cours de la réunion tenue à l'Université technique, un représentant de l'Union des écrivains, Zoltán Zelk, a annoncé que l'Union se proposait d'organiser le lendemain une petite cérémonie commémorative devant la statue du général József Bem, héros national, d'origine polonaise, qui s'était battu aux côtés des Hongrois contre les Autrichiens et les Russes, en 1848-49. L'intention des écrivains était simplement de déposer une couronne en l'honneur de la lutte de la Pologne pour son indépendance. Leur porte-parole a ajouté que l'Union n'envisageait aucune espèce de manifestation. Dans ces conditions, les étudiants de l'Université technique ont décidé d'organiser eux-mêmes une manifestation et d'inviter les étudiants d'autres universités et les ouvriers des usines à se joindre à eux. Dans leur résolution, les étudiants de l'Université technique ont invité tous les étudiants à participer à la manifestation. Leurs professeurs les ayant engagés à la prudence, ils ont déclaré nettement : « Nous voulons une manifestation silencieuse, car seules des manifestations silencieuses, paisibles et ordonnées nous permettront d'atteindre nos buts ».

453. Au cours de la soirée, la nouvelle de la réunion tenue à l'Université technique s'était répandue dans la ville. Les gens continuaient à y affluer, non seulement des étudiants d'autres universités et instituts, mais aussi des ouvriers de Csepel et de l'usine Belójanis, et des mineurs de Dorog. La nouvelle de la manifestation projetée s'est ainsi répandue pendant la nuit et la matinée du lendemain. Le mardi 23 octobre, les seize points des étudiants ont été connus de bonne heure dans toute la

⁴ Chap. IX, annexe D.

⁵ Chap. IX, par. 404.

ville. « Tout travail cessa dans Budapest », a déclaré l'un des manifestants au Comité. « Tout le monde se rendit dans la rue en pleurant. Les gens lisaient les revendications et rentraient à la hâte chez eux ou à l'usine. Dans tous les bureaux, sténographes et dactylographes ne faisaient que recopier le texte des revendications. Le Parti communiste avait beau l'interdire. Tout le monde en parlait; dans les conversations, par téléphone, la nouvelle se répandit en quelques heures et tout Budapest se transforma en fourmilière. Les gens épinglèrent la cocarde nationale hongroise à leurs vêtements et un miracle vraiment incroyable se produisit, car je considère comme un miracle cette union du peuple tout entier. Près de 100.000 espions, indicateurs et mouchards de l'AVH avaient été apostés dans tous les secteurs de la vie nationale hongroise et contraints à fournir des renseignements. Le matin de ce jour quelqu'un avait osé, pour la première fois, dire que les troupes russes devaient quitter la Hongrie. Nous en étions arrivés au point d'oser dire cela publiquement. L'unité était réalisée, les chaînes qui nous avaient liées étaient désormais rompues, nous avions déchiré le filet dans lequel le réseau d'espionnage de l'AVH nous tenait enfermés. Tous étaient unis dans la même foi. Personne, dans la rue, ne demandait: « Qui êtes-vous? », on s'interpellait familièrement même entre étrangers; on se sentait en famille, tout le monde se faisait confiance, chacun avait le sentiment d'une union totale, car, ce matin du 23 octobre, tout un système fondé sur le mensonge s'effondrait d'un seul coup. »

454. Le mardi matin, 23 octobre, à 10 heures, Radio-Budapest signalait que les étudiants avaient décidé d'organiser devant l'Ambassade de la République populaire de Pologne « une manifestation silencieuse pour exprimer la profonde sympathie et la solidarité de la jeunesse à l'occasion des événements de Pologne ». Selon les témoignages, le Politburo s'est réuni vers midi pour étudier la question de la manifestation. Mais, à 12 heures 53, la radio a annoncé subitement que le Ministre de l'intérieur, M. László Piros, venait de publier un communiqué interdisant « les rassemblements et les défilés sur la voie publique ». Plusieurs délégations, dont une de l'Union des écrivains, se sont rendues auprès du ministre pour le mettre en garde contre les graves conséquences que sa décision pourrait entraîner, étant donné que les étudiants mettraient sans doute leurs plans à exécution malgré l'interdiction. M. Piros a répondu que, dans ce cas, il ferait tirer sur les manifestants.

455. Les étudiants avaient déjà commencé à se rassembler lorsqu'une délégation de cinq étudiants est venue trouver M. Piros pour lui déclarer que la manifestation aurait lieu, avec ou sans son autorisation. Après une demi-heure de discussion, M. Piros a cédé et, à 14 heures 23, Radio-Budapest annonçait que l'interdiction était levée. Une demi-heure plus tard, la radio ajoutait même que le Comité central de la DISZ, Organisation des jeunes communistes, avait décidé d'approuver la manifestation et d'y participer.

D. — Manifestations devant les statues de Petőfi et de Bem

456. En fait, la manifestation battait déjà son plein. Un groupe d'étudiants s'était rassemblé autour de la statue de Petőfi à Pest, sur la rive est du Danube, et, avec d'autres groupes d'étudiants et un nombre toujours

croissant d'ouvriers venus de la banlieue, marchait vers la statue du général Bem à Buda, sur la rive ouest du fleuve⁶.

457. Selon tous les rapports, la foule n'était pas armée et défilait dans l'ordre et la discipline. Elle comptait bientôt une dizaine de milliers de personnes, et ce nombre allait augmenter constamment durant l'après-midi, des étudiants, des ouvriers et beaucoup d'autres venant se joindre aux manifestants. La plupart étaient des jeunes gens, garçons et filles, pleins d'enthousiasme. Il y avait parmi la foule de nombreux soldats en uniforme, notamment, comme Radio-Budapest devait l'annoncer à minuit, 800 élèves-officiers de l'Ecole militaire Petőfi. Il s'agissait surtout de fils de hauts fonctionnaires de l'Administration, du Parti communiste ou de l'AVH. Ils avaient joui d'une situation privilégiée à l'Ecole militaire et avaient été endoctrinés pendant des années.

458. Les manifestants portaient des drapeaux hongrois dont l'emblème communiste avait été enlevé au cours de l'après-midi, quelques drapeaux polonais et des placards portant ces inscriptions: « Vive la jeunesse polonaise » et « Pour la liberté sous le signe de l'amitié de Bem et de Kossuth ». Ils chantaient l'hymne national. Dans la soirée, une demi-heure avant le commencement de la fusillade devant l'immeuble de la radio, Radio-Budapest décrivait la manifestation de l'après-midi dans les termes suivants:

« Des drapeaux nationaux, des jeunes gens portant des rosettes aux couleurs nationales et chantant l'hymne de Kossuth, la Marseillaise et l'Internationale, telles sont les couleurs, tels sont les chants au milieu desquels Budapest a célébré aujourd'hui, sous le soleil d'octobre, de nouvelles Ides de mars.

» ... Des écoliers, des élèves des instituts techniques, des étudiants en philosophie, en droit, en économie et des étudiants d'autres facultés ont pris part au défilé, conduits par leurs professeurs et les dirigeants des organisations universitaires du Parti. »

459. Devant la statue de Petőfi, un acteur célèbre, Imre Sinkovits, a récité le poème de Petőfi intitulé « Debout Hongrois! », qui contient les vers suivants:

« Debout Hongrois! Votre pays vous appelle.
L'heure est venue, c'est aujourd'hui ou jamais!
Serons-nous esclaves ou serons-nous libres?
Telle est la question; que répondrez-vous?
Devant Dieu le Très-Haut, nous le jurons, nous le jurons,
Jamais plus nous ne serons esclaves, jamais plus! »

460. Devant la statue du général Bem, le Président de l'Union des écrivains, Peter Veres, a prononcé un discours et donné lecture des sept points de l'Union des écrivains. La foule a accueilli cette déclaration avec froid, alors que les seize points des étudiants ont suscité un grand enthousiasme.

⁶ Budapest est composée de deux villes: Buda, située sur la rive ouest du Danube et comprenant les vieux quartiers, et Pest, située sur la rive est du fleuve, où se trouvent le quartier des affaires et les bureaux de l'Administration. La statue du général Bem se trouve à Buda, alors que presque tous les autres emplacements mentionnés au présent chapitre sont à Pest, notamment le Parlement, l'immeuble de la radio, le siège du Parti communiste, l'hôtel Astoria, la caserne Kilián, le cinéma Corvin et, un peu plus loin du centre de la ville, le siège de l'AVH et la statue de Staline (qui ne se trouvait pas sur la place Staline, au centre de la ville).

E. — Manifestation devant le Parlement

461. De la statue du général Bem, beaucoup d'étudiants sont rentrés en bon ordre à leurs établissements comme il avait été prévu. Mais le gros de la foule a franchi le Danube et s'est porté devant le Parlement, situé à un mille environ de la statue de Bem. La population convergeait là de tous les quartiers de la ville. Vers 18 heures, la foule massée devant le Palais du Parlement et dans les rues adjacentes comptait, estime-t-on, au moins 200.000 personnes et peut-être 300.000. A vrai dire, le nombre des assistants a varié car il ne se passait rien d'intéressant. Peu de gens pouvaient entendre ce qui se disait et il semblait qu'il ne se passait rien de très important. La foule demandait que l'on éteigne l'énorme étoile rouge qui brillait en haut du Parlement. On l'a éteinte au milieu des applaudissements. Puis on a éteint les lumières de la place entière à deux reprises, apparemment pour faire rentrer les gens chez eux, mais la plupart sont restés. Certains roulaient des journaux, y mettaient le feu et les tenaient en l'air comme des torches.

462. A maintes reprises la foule a crié qu'elle voulait Imre Nagy au pouvoir, et qu'elle voulait le voir. La veille au soir, il avait été décidé au meeting de l'Université technique qu'un groupe d'étudiants iraient le voir chez lui pour lui demander de parler au peuple. La délégation était revenue sans avoir rien pu obtenir et avait signalé qu'aux abords de l'appartement de M. Nagy elle s'était heurtée à des hommes de l'AVH, armés de mitrailleuses et de pistolets automatiques, qui lui avaient barré le chemin.

463. Pendant des heures, la foule massée devant le Parlement a continué à réclamer Imre Nagy. A la fin, plusieurs écrivains de ses amis sont allés le voir chez lui et l'ont persuadé de venir au Parlement bien qu'il n'eût aucun titre officiel. Arrivé au Parlement, il a été accueilli par Ferenc Erdei, qui lui a demandé de paraître au balcon du Parlement pour apaiser la foule. M. Erdei s'est montré le premier au balcon et a prononcé quelques mots, mais le peuple n'a pas voulu l'entendre. L'allocution improvisée de M. Nagy a elle aussi été très brève. Il n'y avait pas de microphone. Il semble qu'en fait peu de gens l'aient entendu. Certains disent qu'il s'est adressé aux manifestants en leur disant « Camarades », ce qui aurait irrité la foule; d'autres disent qu'il a commencé sa brève allocution en disant: « Mes amis, il n'y a plus de camarades ». Il semble que M. Nagy se soit borné à demander aux manifestants de rentrer tranquillement chez eux. Que la foule l'ait entendu ou non, ses paroles n'ont guère eu d'effet, peut-être parce que la foule attendait depuis trop longtemps, peut-être parce qu'un sentiment de liberté la grisait et qu'elle s'attendait à une déclaration sensationnelle⁷.

464. Ces mêmes circonstances pourraient aussi expliquer en partie la vive réaction de la population au discours radiodiffusé de M. Gerő, Premier Secrétaire du Parti, à 20 heures⁸. M. Gerő et M. Hegedüs, Président du Conseil, étaient rentrés le matin même d'une visite de dix jours au Gouvernement yougoslave. Depuis midi, Radio-Budapest avait annoncé l'heure du discours. La foule espérait de nouvelles concessions ou détentés qui feraient écho aux événements de Pologne. On attendait

de M. Gerő qu'il réponde au moins aux revendications des étudiants, des écrivains et des manifestants. Il semblerait bien que c'est la teneur agressive du discours plutôt que les formules mêmes dont M. Gerő s'est servi qui a rendu furieuse toute la population de Budapest. Un témoin décrit comment il s'était précipité dans la rue avec un sentiment qu'il fallait faire quelque chose. On entendait partout « A bas Gerő! » et même « A mort Gerő ». Certains des manifestants avaient entendu le discours de Gerő grâce à des radios placées devant des fenêtres ouvertes, mais la plupart n'avaient eu connaissance de son discours que par ouï-dire. Les gens se disaient les uns aux autres que Gerő avait traité les manifestants « racaille fasciste ». Le Comité a vainement cherché une expression de ce genre dans l'allocution de M. Gerő. Mais, il est vrai, indirectement laissé entendre que les manifestants étaient des nationalistes et des chauvins, il a pressé la population de faire preuve de la plus grande vigilance à l'égard de ces éléments hostiles.

465. M. Gerő a repris à son compte la résolution adoptée en juillet 1956 par le Comité central qui, avait invité le Parti communiste à serrer les rangs pour la démocratie socialiste. Contrairement à la démocratie bourgeoise, la démocratie socialiste, a-t-il affirmé, offre aux travailleurs une participation accrue à la gestion des usines, des exploitations agricoles d'Etat, des divers organismes et institutions économiques. Quant aux coopératives de production, leurs membres doivent en être les maîtres. On avait déjà pris de nombreuses mesures, mais on ne pouvait pas appliquer entièrement la résolution de juillet en l'espace de quelques mois. De plus, des erreurs s'étaient produites dans l'application de cette politique. La direction du Parti préférait procéder plus lentement. Le Comité central tiendrait sa prochaine séance « dans quelques jours ». Les réalisations de « notre démocratie populaire » seraient jalousement protégées contre les ennemis du peuple. Ces ennemis cherchaient avant tout à ébranler la foi du peuple dans son propre parti — le Parti des travailleurs hongrois — à affaiblir les liens avec l'URSS, qu'ils ne cessaient de calomnier.

466. Tout en proclamant qu'il n'y avait pas de conflit entre « l'internationalisme prolétarien » et le patriotisme hongrois, M. Gerő a porté sur les événements de la journée le jugement suivant: « Nous proclamons haut et fort que nous sommes des patriotes, mais nous affirmons de façon non moins catégorique que nous ne sommes pas des nationalistes. Nous menons une lutte constante contre le chauvinisme, l'antisémitisme et toutes les autres tendances et opinions réactionnaires, antisociales et inhumaines. Nous condamnons par conséquent ceux qui cherchent à répandre dans notre jeunesse le poison du chauvinisme et qui ont profité des libertés démocratiques que notre Etat assure aux travailleurs pour faire des manifestations nationalistes. »

F. — La statue de Staline abattue

467. Dès le début de la soirée du 23 octobre, une foule s'était assemblée autour de l'énorme statue de Staline. Certains venaient de la manifestation qui avait eu lieu près de la statue de Bem, d'autres du Parlement. L'enlèvement de la statue figurait parmi les seize points des étudiants. Des jeunes gens enthousiastes ont escaladé

⁷ Chap. VI, par. 221.

⁸ Szabolcs-Szatmári Néplap, 24 octobre 1956.

l'énorme monument et se sont mis au travail. Les agents de l'AVH postés aux alentours ne sont pas intervenus. Après le discours de Gerő à 20 heures, la foule a poursuivi le travail avec une ardeur renouvelée, et aux cris de « Rentrez chez vous, les Russes » se sont mêlés des cris de « A bas Gerő » et « A bas Rákosi ». La statue est tombée de son piédestal à 21 h. 30.

G. — Les premiers coups de feu

468. Dans la soirée du 22 octobre, les étudiants de l'Université technique avaient envoyé à l'immeuble de la radio une délégation chargée de demander la radiodiffusion des dix points de leur programme au cours du bulletin d'information du soir et d'obtenir que l'on annonce la manifestation qu'ils projetaient devant la statue du général Bem pour le 24 octobre. Ces deux demandes s'étaient heurtées à un refus. Le mardi après-midi 23 octobre, après la manifestation, un groupe d'étudiants a décidé de réclamer une fois encore la diffusion de leur programme et une foule nombreuse s'est rendue à l'immeuble de la radio. Elle a empli les rues étroites qui entourent le bâtiment et s'est répandue dans les rues voisines. Elle était surtout composée de jeunes gens, tant garçons que filles, tant étudiants qu'ouvriers. Aucun n'était armé. La foule répétait les mots d'ordre qu'elle avait proclamés plus tôt dans la journée et était encore d'humeur tranquille. Mais le discours de Gerő l'a électrisée. Elle avait envoyé une délégation à l'intérieur de l'immeuble de la radio pour négocier avec le Directeur, Valéria Benke⁹. La délégation a demandé la diffusion de tous les points — et non pas seulement de quelques-uns — mais elle s'est heurtée à un refus. Elle est restée à l'intérieur, peut-être pour poursuivre les négociations. Mais le bruit a couru qu'elle était prisonnière.

469. L'immeuble de la radio était gardé par l'AVH et la foule a vu arriver vers 19 h. 30, puis vers 20 h. 30, des renforts armés de fusils, baïonnette au canon. Quelques manifestants ont pris des pièces d'artifice dans un camion en stationnement dans une des rues et les ont allumées. D'une maison, on a lancé de l'eau sur la foule. L'excitation grandissait. Le bruit s'est répandu qu'un membre de la délégation avait été abattu à l'intérieur de l'immeuble. Il a été impossible au Comité de vérifier si cette rumeur était fondée ou non. Certains prétendent qu'ensuite plusieurs manifestants ont essayé de pénétrer de force dans l'immeuble. Quelques témoins ont démenti cette affirmation mais il n'y a que bien peu de gens qui aient pu voir tout ce qui se passait dans les rues étroites et pleines de monde. Peu après 21 heures, on a lancé des bombes lacrymogènes des étages supérieurs. Une ou deux minutes plus tard, des agents de l'AVH sont sortis en courant par la porte principale de l'immeuble et ont commencé à tirer dans toutes les directions. Il y a eu au moins trois tués — quelques-uns disent huit — et de nombreux blessés. Pendant vingt minutes environ, la fusillade a continué des fenêtres de l'immeuble, ce qui a fait de nouvelles victimes parmi les manifestants. La foule a reculé. Certains ont promené par la ville les vêtements sanglants des premiers morts et des groupes de gens se sont joints au cortège. La nouvelle s'est rapide-

ment répandue dans tout Budapest. De nombreux manifestants qui se trouvaient devant le Parlement ont commencé à se diriger vers l'immeuble de la radio, et la foule qui entourait la statue de Staline s'y est aussi précipitée après la chute de la statue à 21 h. 30.

470. Un autre incident a rendu les manifestants encore plus furieux. Des ambulances peintes en blanc, portant des plaques de la Croix-Rouge, ont fendu la foule et sont arrivées jusqu'à l'immeuble de la radio — pour secourir les blessés, pensait-on — mais, selon des témoins oculaires, les manifestants ont découvert qu'elles contenaient des agents de l'AVH qui avaient revêtu des blouses blanches de médecins par-dessus leur uniforme, et qui étaient armés. Un témoin a décrit comment ses amis et lui ont attaqué, sans armes, les agents armés de l'AVH, se sont emparé de l'ambulance et sont ainsi entrés en possession des premières armes qui soient tombées aux mains des manifestants.

471. A 22 heures environ, on a envoyé en renfort un détachement de soldats de l'armée régulière. La foule l'a arrêté. Un vieil ouvrier a sauté sur un camion et a récité un poème célèbre: « Ne tire pas, mon fils, car moi aussi je serai dans la foule ». Les soldats ont hésité un instant, ont regardé leur officier, puis ont sauté des camions et se sont mêlés aux manifestants.

472. Peu après, trois chars de l'armée hongroise sont arrivés devant la radio. Du haut de leurs chars, deux officiers hongrois ont déclaré qu'ils ne tireraient pas sur la foule. Des coups de feu sont alors partis de l'immeuble de la radio, tuant des officiers et plusieurs manifestants.

473. Des ouvriers de Csepel, d'Ujpest et d'autres quartiers ouvriers ont appris par téléphone que des combats avaient éclaté. Ils se sont immédiatement emparés de tous les camions qu'ils pouvaient trouver et se sont dirigés vers le centre de Budapest. De nombreux ouvriers ont reçu leurs armes de soldats ou de policiers qu'ils avaient rencontrés en chemin; d'autres sont allés dans les casernes et se sont fait ouvrir les armureries, à Angyalföld et Zugló par exemple. Vers minuit, un camion chargé d'armes prises dans une usine de la rue de Soroksár est arrivé à l'immeuble de la radio. Un témoin, conducteur de camion, sachant qu'une fabrique de la Société générale des lampes était en réalité une manufacture d'armes, s'y est rendu avec vingt-cinq autres ouvriers et avec plusieurs camions. Ils ont pénétré de force dans les dépôts et se sont emparés de plus de 1.000 fusils et de munitions. Un autre témoin a reçu trois camions d'armes de la caserne Károly de Budaörs, où il était allé avec quelques amis.

474. Plusieurs camions chargés de troupes de l'AVH ont été renversés et brûlés dans les rues autour de l'immeuble de la radio, lequel, depuis 23 heures environ, se trouvait sous le feu d'armes légères. A minuit, la radio a annoncé qu'« en divers endroits de la ville, il y avait eu des échauffourées entre des manifestants et les forces de police ». A un certain moment, au petit jour, les manifestants se sont rendus maîtres de l'immeuble, ou tout au moins d'une partie de l'immeuble, mais ils en ont été chassés. Pendant les quelques jours qui ont suivi, il y a eu des combats intermittents autour de l'immeuble. Finalement, les révolutionnaires s'en sont emparé; ils ont arrêté les membres de l'AVH et les ont conduits dans des casernes pour être jugés.

⁹ Un compte rendu du « Siège de Radio-Budapest » a paru dans *Népszabadság*, 22-28 janvier 1957.

475. Tard dans la soirée du mardi 23 octobre, une partie de la foule est allée au bureau du journal du parti, le *Szabad Nép*, et a réclamé la publication des seize points. L'AVH a tiré sur la foule et il y a eu quelques morts; mais, plus tard dans la nuit, les manifestants, ayant pu se procurer des armes, sont parvenus à occuper le bâtiment tout entier.

H. — Autres événements

476. Pendant la nuit, des manifestants se sont introduits dans plusieurs librairies qui vendaient des livres russes. Ils ont entassé ces livres dans les rues et les ont brûlés. Cependant, aucun pillage n'a eu lieu au cours de cette nuit ou pendant les jours suivants. Pour montrer l'intégrité des mobiles des insurgés, plusieurs témoins ont souligné que, bien que beaucoup de magasins et de boutiques aient eu leurs vitres cassées, les marchandises et même les bijoux sont restés intacts.

477. Dans le courant de la journée du mercredi 24 octobre, les révolutionnaires ont commencé à occuper — dans la plupart des cas sans se heurter à aucune opposition — des postes de police soviétiques ainsi que les locaux de section du parti communiste, où ils ont trouvé des armes, qu'ils ont distribuées à la population.

478. Les témoins ont soutenu que, si les troupes soviétiques n'étaient pas intervenues, il aurait suffi d'un jour ou deux pour que l'ordre revienne dans la capitale, parce que seule l'AVH tirait sur les manifestants et que l'armée et la police étaient en grande partie du côté des insurgés. En fait, il ne semble pas qu'on ait signalé un seul cas où un membre des forces armées hongroises ou de la police ordinaire ait ouvert le feu contre les manifestants.

479. Les premiers chars soviétiques ont fait leur apparition dans la ville le mercredi 24 octobre, à deux heures du matin. Le même jour, des combats acharnés se sont engagés entre les troupes soviétiques et les révolutionnaires appuyés par une partie de l'armée régulière hongroise, notamment à la caserne Kilián et au « bloc Corvin »¹⁰.

480. Le ressentiment de la population à l'égard des Russes n'a cessé de grandir, notamment quand le bruit s'est répandu que des chars soviétiques avaient, à plusieurs reprises, ouvert le feu, sans provocation, sur des groupes non armés. Deux incidents de ce genre ont été signalés au Comité par un ancien membre du Parlement qui appartient au parti des petits propriétaires indépendants et qui a affirmé en avoir été personnellement témoin. Le mercredi 24 octobre, à neuf heures du matin, deux chars soviétiques qui se dirigeaient vers la place Marx ont ouvert le feu sans provocation sur des passants et ont tué deux personnes. A onze heures, un char soviétique a abattu, devant la gare de l'Ouest, un soldat sans armes, âgé d'une vingtaine d'années, qui causait avec un civil. Un jeune garçon, qui voulait s'approcher du soldat pour lui porter secours, a été blessé d'un coup de feu par un soldat russe. Néanmoins, on a également relevé, pendant les deux premiers jours, de nombreux cas de fraternisation entre la population et les soldats soviétiques, dont un grand nombre se trouvaient en Hongrie depuis un certain temps.

I. — Le Parlement le 25 octobre

481. Le jeudi 25 octobre, vers 8 h. 30 du matin, un groupe d'environ 800 personnes s'est réuni près de l'hôtel Astoria. Brandissant des drapeaux hongrois, ce groupe est parti dans la direction du Parlement. Quand il s'est trouvé à environ 300 mètres du Palais, trois chars soviétiques, qui s'étaient mis en position près de la gare de l'Ouest, ont ouvert le feu. La foule s'est abritée dans les rues adjacentes et un certain nombre de personnes sont retournées à l'hôtel Astoria, où se trouvaient six ou huit chars soviétiques ainsi que des camions de transport de troupe. Les hommes des chars conversaient amicalement avec les passants, qui leur avaient demandé pourquoi les forces soviétiques tiraient sur de paisibles manifestants. Après environ une heure de discussion, l'équipage d'un char soviétique a déclaré qu'à son avis, les réclamations des manifestants étaient justifiées et qu'ils devraient se rendre au Parlement tous ensemble et demander que l'on expulse du Gouvernement Gerő et les autres stalinistes. Les chars ont alors été pavoisés aux couleurs hongroises et plusieurs manifestants sont montés avec les soldats soviétiques à bord des chars. Un témoin qui a déposé devant le Comité a pris place dans le premier blindé pour montrer la route. Les tourelles des chars étaient pavoisées. La foule n'avait pas d'armes.

482. Un grand nombre de gens s'étaient massés devant le Parlement et attendaient que M. Nagy, Président du Conseil, fasse son apparition; il y avait là probablement de 20.000 à 25.000 personnes, peut-être plus, dont la moitié se trouvaient être des enfants et des femmes, certaines portant même des bébés dans leurs bras. Entre onze heures et midi, au moment où les manifestants arrivaient sur la place avec les chars soviétiques, les hommes de l'AVH qui avaient pris position sur les toits des bâtiments environnants et peut-être aussi des soldats soviétiques, ont mitraillé la foule. D'autres chars soviétiques ont débouché des rues avoisinantes et, selon des témoins, ont échangé des coups de feu avec les blindés soviétiques qui étaient arrivés sur la place avec les manifestants. Plusieurs témoins ont expliqué que, pendant une heure environ, il a été impossible de secourir les blessés. On tirait sur tous ceux qui essayaient de le faire. Un témoin a rapporté qu'une doctoresse et deux infirmières qui avaient tenté de venir en aide aux blessés, sont tombées sous ses yeux. Parmi les victimes se trouvaient un grand nombre de femmes et d'enfants. L'évaluation du nombre des morts varie entre 300 et 800 selon les témoins. Un membre du personnel de la légation britannique a compté douze camions remplis de cadavres ramassés sur la place plus tard dans l'après-midi.

483. La foule s'était réunie devant le Parlement dans l'espoir de voir M. Nagy, Président du Conseil, qui se trouvait, croyait-elle, dans son bureau. Elle ne savait pas qu'à ce moment-là, le Premier Ministre était détenu au siège du Parti communiste, dans une rue voisine. Un témoin, qui se trouvait alors au siège du Parti, a décrit la panique dont étaient saisis les dirigeants communistes et les membres de l'AVH qui se trouvaient dans le bâtiment et qui craignaient, semble-t-il, que la foule ne fût venue pour attaquer le siège du Parti. Il se trouva que MM. Souslov et Mikoyan venaient d'arriver pour s'entretenir avec les dirigeants du Parti; c'est à l'issue de cette

¹⁰ Chap. IV, par. 164-165.

conférence qu'il a été décidé de remplacer M. Gerő par M. Kádár comme premier secrétaire du Comité central du Parti.

484. Dans l'intervalle, les événements de Budapest avaient eu des répercussions dans toute la Hongrie.

Dans tout le pays, on constituait avec enthousiasme des conseils révolutionnaires et des conseils d'ouvriers dans les usines et les uns et les autres préparaient leur programme d'action. Le chapitre suivant a pour objet l'examen de ces événements.

Chapitre XI

CONSEILS RÉVOLUTIONNAIRES ET CONSEILS D'OUVRIERS

I. — Introduction

485. Rien n'exprime mieux les tendances démocratiques de l'insurrection hongroise, ni sa réaction aux conditions existantes, que la création des conseils révolutionnaires dans les villes, les villages et les comitats et celle de conseils d'ouvriers dans les usines. Dans l'espace de quelques jours, ces organismes ont fait leur apparition dans toute la Hongrie et ont assumé d'importantes responsabilités. Ils avaient principalement pour but de donner au peuple hongrois une autorité effective et non pas purement théorique sur l'administration locale ainsi que sur les usines, les mines et les autres entreprises industrielles. Certains ont même proposé de remplacer l'Assemblée nationale par un Comité national révolutionnaire¹; d'autres, de confier à un conseil mixte national suprême l'exercice des prérogatives du chef de l'Etat². Rien de pareil ne s'est produit, mais le fait que des propositions de ce genre aient pu se faire jour montre à quel point le peuple hongrois les a considérées comme répondant à ses désirs.

486. La première partie du présent chapitre traitera des conseils révolutionnaires; la deuxième des conseils d'ouvriers créés dans les usines.

487. Avant la fin du mois d'octobre, tout l'appareil du Parti sous contrôle communiste s'était effondré, laissant un vide dans l'administration publique. L'article 30 de la Constitution de la République populaire hongroise, du 18 août 1949, avait créé divers conseils comme organes locaux de l'administration de l'Etat: conseils de comitat, conseils de canton, conseils municipaux, conseils d'arrondissement et conseils de quartier. Comme le système en vigueur était celui du parti unique, ces conseils dépendaient directement du Parti, ce qui abolissait l'autonomie locale. Aussitôt que l'appareil du Parti communiste s'est effondré, le peuple hongrois a exigé des élections démocratiques dans les collectivités autonomes et le remplacement des fonctionnaires du Parti communiste, des administrateurs de la police et de leurs adjoints par des gens en qui le peuple aurait confiance. Pour répondre à ces exigences, des conseils révolutionnaires se sont constitués et ont assumé les fonctions de l'administration locale, tant dans les agglomérations urbaines que dans les régions rurales.

488. En outre, notamment après le 27 octobre, des conseils ou comités révolutionnaires se sont créés à l'intérieur des services d'Etat et, dans un grand nombre de cas, ils ont pris en main la direction effective de leur ministère; des conseils ou comités révolutionnaires ont également fait leur apparition dans l'armée, d'autres

parmi les étudiants, les mouvements de jeunesse et les intellectuels.

489. De même que la création de ces conseils révolutionnaires traduisait manifestement le mécontentement populaire à l'égard des conseils locaux créés par le régime, de même les conseils d'ouvriers visaient à mettre la gestion des usines, des mines et d'autres entreprises de ce genre entre les mains des ouvriers eux-mêmes. D'après l'article 6 de la Constitution de 1949, l'Etat et les organismes publics devaient agir en « mandataires du peuple tout entier » pour assurer la gestion des mines, des grandes entreprises industrielles ainsi que des entreprises agricoles d'Etat. En fait, cela revenait à placer ces entreprises sous le contrôle rigoureux du Parti et, comme on l'a vu au Chapitre IX, l'économie hongroise avait, sous le régime Rákosi, largement été assujettie aux intérêts de l'Union soviétique³. Les conseils d'ouvriers constitués dans les usines semblent avoir été l'expression de la désapprobation du peuple à l'égard de cet état de choses, ainsi que la réaction des ouvriers devant les syndicats inféodés au gouvernement.

490. Les conseils révolutionnaires et les conseils d'ouvriers se sont formés dans toute la Hongrie, sans direction centralisée ni coordination, mais ils se sont très vite efforcés de coordonner leur action dans une certaine mesure. Ces efforts en étaient encore à leurs débuts quand, le 4 novembre, la deuxième intervention soviétique s'est produite.

491. Le 28 octobre, le Parti des travailleurs hongrois (communiste) s'est félicité de la création de ces conseils dans un article paru dans le *Szabad Nép*, organe officiel du Parti:

« Des informations nous parviennent constamment de toutes les parties du pays au sujet de la création de conseils municipaux et départementaux, de conseils d'ouvriers, de conseils nationaux ou de comités révolutionnaires socialistes. Leurs noms diffèrent, mais ils se ressemblent tous, en ce sens qu'ils représentent des organes populaires, créés spontanément à la suite de la naissance d'une nouvelle démocratie dans notre pays. Nous ne savons pas qui sont les membres de ces conseils, mais nous savons qu'ils sont les représentants des travailleurs et qu'ils sont élus démocratiquement. Il n'en est pas un qui tromperait la confiance du peuple, qui abuserait de ses pouvoirs ou qui ne penserait qu'à sa situation personnelle. On trouve parmi eux ceux des communistes que le peuple aime et respecte. Le bon sens et l'intelligence des masses travailleuses se reflètent dans les premières mesures qu'aient prises ces organes populaires. »

¹ Par. 533 ci-après.

² Chap. XII, par. 585.

³ *Ibid.*, par. 414.

492. Le 30 octobre, M. Nagy reconnaissait officiellement les conseils révolutionnaires « au nom du Gouvernement national ». Il les qualifiait d'« organes locaux autonomes et démocratiques, formés au cours de la Révolution », et leur demandait de lui accorder leur « appui total ». Dans une déclaration du 26 octobre, le Comité central du Parti des travailleurs hongrois (communiste) recommandait la création de conseils d'ouvriers dans toutes les usines; le même jour, le présidium du Conseil national des syndicats lançait à tous les travailleurs un appel analogue.

II. — Conseils révolutionnaires

A. — CONSEILS TERRITORIAUX

1. — En province

493. A partir du 24 octobre, les conseils révolutionnaires se sont créés un peu partout en Hongrie, dans les villages, les villes, les cantons et les comitats. Des régions entières sont passées sous leur autorité, après des révolutions pacifiques ou après des combats plus ou moins prolongés avec l'AVH. Ces conseils ont immédiatement assumé des responsabilités administratives et ont commencé à présenter au gouvernement leurs revendications, dont certaines ont considérablement influé sur le cours des événements.

494. Ces conseils portaient des noms divers: Conseil révolutionnaire, Conseil national révolutionnaire, Comité révolutionnaire, Conseil d'ouvriers et soldats, Conseil révolutionnaire de travailleurs, Comité national révolutionnaire, Conseil national, Comité national, Comité socialiste révolutionnaire. Beaucoup des conseils révolutionnaires ayant pris le nom de conseil municipal de travailleurs ou de conseil de travailleurs, il a parfois été difficile de les distinguer des conseils d'ouvriers constitués dans les usines. Dans la partie II du présent chapitre, nous les désignerons sous le nom de « Conseil révolutionnaire ».

495. Les Conseils de Dunapentele et Miskolc ont été parmi les premiers conseils révolutionnaires créés en province, immédiatement après le 24 octobre. Les Conseils de Debrecen, Győr et Jászberény se sont créés le 25 octobre; ceux de Mosonmagyaróvár, de Tatabánya et de Veszprém, le 26; ceux d'Eger, de Nyiregyhaza, de Szeged, de Székesfehérvár, de Szolnok et de Zalaegerszeg, le 27; celui de Szombathely, le 28 et celui de Kaposvár, le 30 octobre.

496. Les circonstances de l'élection de ces conseils ont varié d'une localité à l'autre. Bien souvent, ils se sont créés après des manifestations pacifiques au cours desquelles on a libéré des prisonniers politiques; ailleurs, l'AVH s'est opposée aux revendications de la population, parmi lesquelles figurait en bonne place l'élection d'un conseil révolutionnaire, et s'est livrée à un massacre avant que la population n'ait réussi à constituer un conseil. Voici quelques exemples de ce qui s'est passé⁴.

497. A Debrecen, le 23 octobre, au cours d'une manifestation pacifique, l'AVH a tué deux personnes. A la suite de cet incident, un « Comité socialiste révolutionnaire » a pris le pouvoir et, après deux jours de négocia-

tions, a désarmé l'AVH. A Győr, le Conseil s'est créé le 25 octobre, après des manifestations qui avaient eu lieu devant le siège du Parti communiste et auxquelles avaient pris part plus de 10.000 personnes. A l'origine, ce sont des communistes qui ont pris la tête des manifestants, auxquels se sont joints par la suite des ouvriers d'usine; la foule a arraché les emblèmes soviétiques des bâtiments publics et a enlevé des drapeaux l'insigne soviétique en le découpant. Quand les insurgés ont attaqué la prison et libéré les prisonniers politiques, l'AVH est intervenue et a tué quatre personnes. Les manifestations ont continué pendant la nuit; le lendemain, les journaux ont publié un avis au sujet du mode d'élection des conseils révolutionnaires, lesquels ont finalement pris le pouvoir et désarmé l'AVH. Quand la nouvelle du soulèvement de Budapest est parvenue à Jászberény, les travailleurs et les intellectuels se sont mis en grève, ont enlevé des lieux publics les insignes soviétiques et ont hissé le drapeau hongrois. Cent cinquante habitants de la ville se sont réunis pour constituer le Conseil révolutionnaire. Le 29 octobre, le Conseil avait l'appui des paysans de la région. A Miskolc, des manifestations révolutionnaires ont eu lieu les 24 et 25 octobre et un « Conseil d'ouvriers et de soldats » s'est créé. Les manifestations se sont poursuivies le 26 devant le commissariat de police; quand les manifestants ont demandé la mise en liberté de manifestants arrêtés précédemment, l'AVH a ouvert le feu. La foule, composée de mineurs et de travailleurs, a attaqué le commissariat de police, a fait sauter la porte avec des explosifs et a tué plusieurs membres de l'AVH. A la tombée de la nuit, le Conseil s'était rendu maître de la ville. A Mosonmagyaróvár, le 26 octobre, les étudiants et les ouvriers, auxquels s'étaient joints d'autres habitants de la ville, ont manifesté devant le siège de l'AVH et ont demandé que l'on enlève de la façade l'étoile soviétique. Des membres de l'AVH ont ouvert le feu avec quatre mitrailleuses, d'autres ont lancé des grenades à main sur la foule sans défense. Cent une personnes ont été tuées et 150 blessées; il y avait beaucoup de femmes et de petits enfants parmi les victimes. Après ces événements, la population a désarmé les formations de l'AVH, avec l'aide de la police locale, et a créé un Comité national.

498. A Sopron, les habitants, aidés par les ouvriers de Győr et de Mosonmagyaróvár, ont désarmé l'AVH et ont constitué le Conseil national provisoire. A Szeged, le 26 octobre, une administration militaire a pris la place du conseil municipal; le 27 octobre s'est produite une manifestation au cours de laquelle l'AVH a fait de nombreux blessés; au cours de la journée s'est constitué un « Conseil des travailleurs » pour la ville. A Szolnok, des combats ont eu lieu le 26 octobre; les insurgés cherchaient à briser l'organisation communiste hongroise et s'attaquaient également aux troupes soviétiques présentes à Szolnok; la création d'un conseil révolutionnaire a suivi. A Veszprém, des représentants des conseils d'ouvriers des usines ont organisé une réunion à l'université, le 26 octobre, et ont élu un conseil révolutionnaire pour la ville et le comitat. A Zalaegerszeg, le 26 octobre, une foule de plusieurs milliers de personnes a manifesté devant la préfecture du comitat et a demandé la démission du président du conseil de comitat. Le président a donné sa démission et un conseil de travailleurs s'est constitué avec son assentiment. Mais, au cours des manifestations, une fusillade a éclaté; deux personnes ont été tuées et il y a eu de nombreux blessés.

⁴ Au sujet des événements de Pécs, Veszprém et Dunapentele, voir chap. V, par. 206 à 211.

499. La procédure de création des conseils a différé suivant les localités. Tantôt les élections ont eu lieu au scrutin secret, au cours d'une réunion générale ou d'une réunion de délégués des ouvriers d'usines, tantôt le conseil a été élu par les représentants des paysans, des ouvriers d'usine et des organisations professionnelles. Les membres du Conseil étaient nommés tantôt par acclamation, tantôt à la suite d'un vote public des participants à la réunion. Dans certains cas, il semble qu'une direction non communiste se soit imposée *de facto*, sans élections préalables.

500. Les conseils comprenaient des représentants de tous les secteurs de la population. A Debrecen, le Conseil se composait de 100 membres, dont 60 ouvriers, 20 étudiants d'université et 20 représentants des forces armées. Les Conseils de Győr et d'Eger étaient composés d'ouvriers, de paysans, de soldats et d'intellectuels, alors que 14 des 28 membres du Conseil de Jászberény étaient des paysans. Les conseils révolutionnaires ont eu, dès le début, l'appui total des forces armées (par exemple à Debrecen, Eger, Győr, Szeged, Szolnok, Veszprém) et de la police locale (par exemple Debrecen, Győr, Mosonmagyaróvár, Szolnok, Tatafánya, Veszprém).

501. Quelques-uns des conseils révolutionnaires s'étaient constitués avec l'assentiment du Comité local du Parti des travailleurs hongrois (communiste) (à Debrecen, par exemple). Beaucoup d'entre eux comptaient des membres communistes, du commencement à la fin de l'insurrection (Debrecen); certains ont expulsé leurs membres communistes après le 1^{er} novembre. La plupart d'entre eux ont reçu presque immédiatement, dans les éditoriaux, l'appui de l'organe local du Parti des travailleurs hongrois (communiste) (à Pécs, par exemple). En ce qui concerne l'attitude des conseils à l'égard du Parti, le passage ci-après, paru le 29 octobre dans la *Hétfoi Hirlap*, est significatif: « Les revendications [des conseils révolutionnaires] sont, dans l'ensemble, les mêmes et revêtent un caractère essentiellement *socialiste et démocratique* ⁵, elles ne visent pas à détruire le pouvoir du peuple. La preuve en est que, chaque fois que les organisations du Parti ont épousé la cause de la révolution démocratique, les conseils n'ont pris aucune mesure contre elles. »

502. Certains des conseils révolutionnaires disposaient de postes d'émission qui ont fait entendre des nouvelles et des communiqués pendant toute la durée de l'insurrection. Le principal poste émetteur de province se trouvait à Győr, où Radio-Győr libre et Radio-Petőfi libre émettaient, sur ondes moyennes et sur ondes courtes. Un autre centre important était le poste émetteur du Conseil des travailleurs du comitat de Borsod, à Miskolc, qui émettait sur ondes moyennes. D'autres postes libres étaient les suivants: Radio-Damjanich (Szolnok), Radio-Debrecen libre, Radio-Dunapentele libre, Radio-Eger libre, Radio-Rákóczi libre (Kaposvár), Radio-Széchenyi (Szeged), Radio-Szombathely libre, Radio-Vörösmarty (Székesfehérvár) et la station du Conseil des travailleurs du comitat de Szaboles-Szatmár. La plupart de ces derniers postes émettaient sur ondes courtes.

503. Les revendications que les conseils ont adressées au gouvernement au nom de la population de leur circonscription avaient une assez grande portée politique.

Elles différaient considérablement selon la région. Dans l'ouest du pays, les conseils ont adressé des revendications plus radicales que dans l'est. D'autre part, les revendications différaient aussi selon les tendances politiques représentées au sein des conseils.

504. Certains conseils ont accordé leur appui au gouvernement de M. Nagy, mais avec des réserves; ils subordonnaient à certaines conditions la reconnaissance totale de son autorité. La grande majorité des conseils révolutionnaires était unanime à demander la cessation immédiate des hostilités, l'évacuation du territoire hongrois par les troupes soviétiques et des élections libres. D'autres revendications examinées, parmi celles qu'avaient formulées les conseils révolutionnaires de douze villes et comitats de Hongrie ⁶, comprennent les suivantes: liberté et indépendance totale pour la Hongrie; protestation auprès des Nations Unies contre la présence de troupes soviétiques en Hongrie; examen de la situation hongroise par l'Organisation des Nations Unies; égalité avec l'URSS; dénonciation du Traité de Varsovie; rappel de M. Péter Kós, représentant de la Hongrie auprès des Nations Unies; proclamation de la neutralité hongroise. D'autres revendications visaient des modifications dans la structure du gouvernement, l'abolition de l'AVH et la création d'une police nouvelle; la constitution d'une Garde nationale; la libération de prisonniers politiques, notamment du Cardinal Mindszenty; la liberté d'expression, la liberté de la presse, la liberté de religion et d'association; l'institution de conseils d'ouvriers dans les usines; une nouvelle politique agraire, en particulier l'abolition des livraisons obligatoires de produits agricoles par les paysans ⁷. Il était souvent souligné que l'on ne tolérerait pas la restitution des biens fonciers à leurs anciens propriétaires. « Quant à la question des terres, des usines et des ressources du sol, le peuple a déjà décidé », a déclaré au Gouvernement, le 3 novembre, le délégué d'un des conseils. « Le peuple ne reviendra jamais sur cette décision. »

505. Les conseils révolutionnaires ont dirigé l'administration des villes où ils s'étaient constitués; ils ont réglé tous les grands problèmes d'administration locale et ont pris des mesures spéciales pour rétablir et maintenir l'ordre en organisant des contingents locaux de la Garde nationale. Certains conseils ont recueilli des fournitures médicales et des produits alimentaires pour les combattants et les blessés de Budapest. C'est ainsi qu'à partir du 30 octobre, le Conseil révolutionnaire de Jászberény, aidé par les paysans de la région, a fourni gratuitement aux combattants de Budapest près de 10 tonnes de denrées alimentaires par jour.

2. — Conseil national transdanubien

506. De tous les conseils révolutionnaires, celui qui semble avoir exercé la plus grande influence politique est le Conseil national transdanubien. Ce Conseil s'est créé le 30 octobre à Győr, au cours d'une conférence qui

⁶ Debrecen, Győr, Miskolc, Comitat de Nógrád, Comitat de Somogy, Sopron, Szeged, Székesfehérvár, Szolnok, Szombathely, Tatafánya et Veszprém.

⁷ Le Gouvernement de M. Nagy a annoncé, le 30 octobre, l'abolition du système de livraison obligatoire des produits agricoles. Un décret du 12 novembre a maintenu cette mesure (*Magyar Közlöny*, n° 93, 12 novembre 1956).

⁵ En italique dans l'article.

réunissait près de 400 délégués — quatre pour chacun des comitats et deux pour chacune des villes de la région transdanubienne — ainsi que des délégués des conseils révolutionnaires des Comitats de Borsod et de Bach-Kiskun et du Conseil central d'ouvriers de Csepel. Le président du Conseil national révolutionnaire du Comitat de Győr-Sopron, Attila Szigethy, a ouvert la Conférence. Pendant les manifestations qui s'étaient déroulées à Győr les jours précédents, les revendications suivantes s'étaient fait jour : formation d'un « contre-gouvernement » opposé à celui de M. Nagy, demande d'aide militaire aux Puissances occidentales et déclaration de guerre à l'Union soviétique. Mais la Conférence a appris de Budapest que M. Nagy venait de créer un « Cabinet restreint »⁸ qui comptait parmi ses membres Belá Kovács, le leader des petits propriétaires indépendants, de Pécs, dans la région transdanubienne, et qu'il venait d'engager des négociations en vue de l'évacuation des troupes soviétiques. Sous le coup de cette nouvelle, la Conférence a rejeté de façon très nette la proposition de constituer un « contre-gouvernement » et a déclaré qu'elle engagerait immédiatement des négociations avec M. Nagy sur les points suivants : 1) le gouvernement devait garantir de façon satisfaisante l'exécution des promesses faites en réponse aux revendications du peuple, principalement en ce qui concernait l'évacuation des forces soviétiques ; 2) après le départ des troupes soviétiques, et au plus tard en janvier 1957, le gouvernement devait procéder à des élections générales au scrutin secret, en autorisant la participation de plusieurs partis ; 3) le gouvernement devait constituer, avec l'approbation des conseils révolutionnaires compétents, des organes locaux chargés d'assurer le maintien de l'ordre ; 4) en attendant qu'une nouvelle Assemblée nationale puisse être réunie, toutes les nominations de colonels ou d'autres officiers supérieurs devaient avoir l'approbation d'un « Conseil central » qui sera créé à cet effet ; 5) il fallait modifier la composition du gouvernement et les combattants de la liberté devaient être équitablement représentés dans le nouveau gouvernement ; 6) le gouvernement devait faire une déclaration de neutralité et la communiquer aux Nations Unies ; 7) Le Gouvernement devait garantir la liberté d'expression, la liberté de la presse, la liberté de réunion et la liberté de religion. Des délégués à la Conférence ont déclaré que, si ces revendications ne recevaient pas satisfaction, le Conseil transdanubien retirerait son appui au Gouvernement et entamerait des négociations avec les Conseils révolutionnaires de Budapest en vue de constituer un nouveau Gouvernement. La Conférence ajoutait, dans sa déclaration, que le Conseil avait pris acte de l'engagement pris par l'armée dans quatre villes de la Hongrie occidentale, dont Győr, de défendre la population contre toute attaque étrangère, même si elle recevait des ordres contraires. La Conférence déclarait qu'il était indispensable d'instituer un commandement militaire unifié pour l'ensemble du territoire hongrois. Dès le début de la Conférence, le Conseil national transdanubien a annoncé que les négociations avec le Gouvernement commenceraient dans les 24 heures et qu'entretiens, la grève continuerait. Au cours de la nuit, la radio a annoncé que, sans aucune exception, la Neuvième division de l'Armée s'était associée au Conseil. Le Conseil a alors adressé un appel radiodiffusé à toutes les troupes

de la région transdanubienne pour les inviter à suivre l'exemple de la Neuvième division⁹.

507. Sous la présidence de M. Szigethy, une délégation du Conseil national transdanubien s'est rendue à Budapest ; M. Nagy l'a reçue le 31 octobre, au Parlement. Pendant plusieurs jours, Radio-Győr libre avait diffusé sans arrêt les revendications du Conseil, notamment celle qui concernait la neutralité de la Hongrie. Selon un communiqué diffusé le 31 octobre, à 22 h. 30, par Radio-Petőfi libre, M. Nagy a pris acte de la création du Conseil national transdanubien et lui a demandé son appui. Des représentants du Conseil ont déclaré qu'ils appuieraient le Gouvernement, à condition qu'il agrée les revendications du Conseil.

508. Dans sa réponse, le Président du Conseil a demandé aux représentants du Conseil de lui faire confiance ; il leur a déclaré qu'il prenait les mesures voulues pour donner satisfaction à plusieurs revendications du Conseil. Le lendemain, à 19 h. 54, M. Nagy a proclamé à la radio la neutralité de la Hongrie et a annoncé qu'il avait fait appel aux Nations Unies.

509. De retour à Győr, M. Szigethy et ses collègues ont rendu compte au Conseil national transdanubien, lors de sa deuxième réunion, qui a pris fin à l'aube du 1^{er} novembre. Le Conseil s'est prononcé pour la continuation de la grève, en promettant que le travail reprendrait dès que l'évacuation des troupes soviétiques « serait diplomatiquement garantie ». Selon des déclarations faites au Comité spécial, un représentant de József Dudás, Président du Comité national révolutionnaire de Hongrie, a de nouveau proposé, au cours de cette réunion du Conseil, de constituer un « contre-gouvernement » dans le cadre du Conseil. Le Conseil a repoussé cette proposition à une écrasante majorité.

3. — Budapest

510. Des Conseils révolutionnaires et des Comités nationaux se sont constitués dans tout Budapest. Dès la nuit du 23 octobre, certains groupes de combattants ont élu parmi leurs membres les premiers Conseils provisoires destinés à coordonner leurs forces et à présenter leurs revendications au Gouvernement. Après le 28 octobre, ces Conseils ont élargi leurs fonctions et pris en main l'administration publique de leur arrondissement. Très vite, les chefs de ces Conseils se sont joints à ceux des Conseils d'ouvriers de la même région et ont constitué des Conseils révolutionnaires composés de représentants des combattants de la liberté, des Conseils d'ouvriers et des partis politiques. Plusieurs des Conseils révolutionnaires du Grand-Budapest ont été élus suivant les principes démocratiques, mais dans de nombreux arrondissements, il n'a pas été possible d'organiser des réunions de masse en vue d'une élection démocratique avant la nouvelle intervention des forces soviétiques, le 4 novembre.

511. On possède des renseignements sur les Conseils révolutionnaires de Budapest-Sud, de Csepel et des II^e, V^e, VII^e, VIII^e, XII^e, XIV^e et XX^e arrondissements. Ces Conseils et Comités groupaient en moyenne 20 à 25 membres, ouvriers, soldats, agents de police, étudiants, intellectuels, petits artisans et petits boutiquiers. Se réunissant tous les deux ou trois jours, ils ont, comme les Conseils provinciaux, assumé diverses fonctions adminis-

⁸ Chap. XII, par. 573-575.

⁹ Szabad Dunántúl, 1^{er} novembre 1956.

tratives, ainsi que des tâches urgentes imposées par les nécessités du combat. Plusieurs Conseil de Budapest, après avoir adopté comme programme politique les seize revendications des étudiants¹⁰, ont publié d'autres déclarations dans lesquelles ils disaient reconnaître, ou reconnaître sous condition, le Gouvernement Nagy. Les Conseils ont exprimé leurs opinions dans un journal : *Esti Hírlap* (Journal du soir), qui a paru jusqu'au 3 novembre. On peut résumer de la façon suivante les grandes tâches que se sont assignées ces Conseils : a) restauration de l'ordre et de la paix; b) organisation de la Garde nationale; c) réorganisation et démocratisation de l'administration publique; d) tâches administratives immédiates; e) organisation du ravitaillement des hôpitaux, principalement par l'industrie hôtelière; f) traitement et ravitaillement des malades; g) répartition juste et équitable des vivres et autres dons reçus de la province et de l'étranger, en collaboration avec le Comité international de la Croix-Rouge et de la Croix-Rouge hongroise; h) répartition équitable des appartements disponibles; i) réparation des appartements et du réseau des communications; j) déblaiement des décombres. Le 3 novembre, les tramways et autobus recommençaient à circuler; le 5 novembre, le travail devait reprendre dans les écoles et dans tous les domaines. En outre, les Conseils ont consacré beaucoup de temps aux questions politiques. Certains d'entre eux ont proposé un gouvernement de coalition, sur une base démocratique et nationale plus large. D'une manière générale, les Conseils se sont déclarés en faveur d'une Hongrie socialiste et démocratique indépendante et ont appuyé les trois hommes qui leur paraissaient devoir défendre cet idéal : Imre Nagy, János Kádár et Béla Kovács.

512. Le 30 octobre, un Comité national et un Conseil révolutionnaire, composés des représentants des divers partis, ont assumé « l'administration idéologique et politique de la municipalité » de Budapest et se sont engagés à rendre sa pleine autonomie à la capitale. Dans sa séance du 2 novembre, le Comité a élu József Kővágó, Maire, et Péter Bechtler, maire adjoint de la ville; le premier appartenait au Parti des petits propriétaires indépendants, le second au Parti social-démocrate¹¹.

B. — CONSEILS PROFESSIONNELS ET REPRÉSENTATIFS

1. — *Etudiants et jeunesse*

513. Le Conseil révolutionnaire des étudiants (*Egyetemi Forradalmi Diákbizottság*) [du Grand-Budapest] a été créé au début de l'insurrection. Ses membres semblent avoir participé aux diverses manifestations universitaires de Budapest¹². Par la suite, ce Conseil s'est employé à rassembler les divers groupes de combattants étudiants dispersés à travers Budapest et très souvent isolés les uns des autres. Le Conseil a également essayé de coordonner et de diriger leur action, mais des témoins ont déclaré au Comité spécial que ces tentatives du Conseil n'ont pas complètement réussi. Le Conseil est resté constamment en liaison avec le Commandant des unités de l'Armée hongroise qui ont rejoint les insurgés; il possédait une

station radiophonique et, à partir du 29 octobre, il a fait paraître une publication, *Egyetemi Ifjúság* (La jeunesse universitaire). Des représentants du Conseil ont tenu plusieurs réunions avec Imre Nagy et Zoltán Tildy, après le 28 octobre, et le Premier Ministre leur a demandé de l'aider à « bâtir l'avenir de la Hongrie ».

514. Par la suite, le Conseil a aidé le Gouvernement à organiser la Garde nationale, composée en partie d'étudiants. Divers tracts donnent une idée de l'attitude du Conseil. Dans l'un d'eux, il témoigne sa confiance à Imre Nagy, confiance qui avait été ébranlée pendant deux ou trois jours mais était redevenue « plus forte que jamais ». Pour justifier ce changement d'attitude, le tract explique que M. Nagy a été prisonnier de l'AVH¹³. Dans d'autres tracts, le Conseil adresse un appel aux « Hongrois », les invitant à reprendre le travail mais à rester « prêts à combattre » pour défendre les conquêtes de la Révolution. Dans un autre tract, le Conseil déclare qu'« il ne doit y avoir que des soldats hongrois sur le sol hongrois » et que les Nations Unies ne doivent pas envoyer de troupes en Hongrie. En revanche, les Nations Unies devraient fournir une aide économique au pays.

515. L'Alliance révolutionnaire de la jeunesse hongroise libre (*Szabad Forradalmi Magyar Ifjúság Országos Tanácsa*) a été créée le 27 octobre pour regrouper toutes les organisations révolutionnaires de jeunes et d'étudiants. Le Conseil révolutionnaire des étudiants et divers autres nouveaux mouvements de jeunesse de Budapest se sont affiliés à cette Alliance, qui a repris la publication de *Szabad Ifjúság* (Jeunesse libre), ancien organe du Comité central de la DISZ (Organisation des jeunes communistes)¹⁴.

516. L'Alliance et certaines de ses filiales ont publié des tracts qui réaffirmaient les seize revendications des étudiants, demandaient le rappel de M. Kós, envoyé auprès des Nations Unies, et réclamaient la grève jusqu'à l'évacuation du territoire hongrois par les troupes soviétiques. Un des tracts de l'Alliance déclarait « la révolution en danger » et annonçait aux Comités nationaux et aux Conseils révolutionnaires de tous le pays : « De nouvelles troupes soviétiques sont entrées en Hongrie par l'Est; l'ombre de la tyrannie est de nouveau sur nous ». Ce tract demandait que le Conseil militaire révolutionnaire de l'Armée du peuple hongrois concentre immédiatement pour la défense de la capitale les unités de l'Armée hongroise cantonnées dans l'Est.

517. Le 28 octobre, il s'est constitué un comité préparatoire en vue de la formation de l'Organisation combattante des jeunes ouvriers et de la jeunesse travailleuse (*Ifjűmunkások és Fiatal Dolgozók Harcos Szervezete*). Ce comité devait coopérer avec les groupements d'étudiants et de jeunes paysans et aider à renforcer la Garde nationale. Il a publié un journal, le *Magyar Ifjúság* (Jeunesse hongroise), à partir du 7 novembre.

2. — *Forces armées*

518. Le Comité révolutionnaire de la défense nationale (*Forradalmi Honvédelmi Bizottmány*) a été créé le matin du 31 octobre, au cours d'une réunion tenue au Ministère de la défense par deux cent cinquante représentants des groupements suivants : a) Les Forces insur-

¹⁰ Chap. IX, par. 404.

¹¹ *Magyar Nemzet* du 3 novembre 1956. Bien qu'il n'ait été officiellement élu que le 2 novembre, M. Kővágó a assumé les fonctions de maire le 30 octobre.

¹² Chap. X, par. 438-439.

¹³ Chap. VI, par. 244.

¹⁴ La DISZ a cessé ses activités vers le 29 octobre.

gées révolutionnaires (Felkelt Forradalmi Erők); b) Le Conseil militaire révolutionnaire de l'armée du peuple hongrois (Magyar Néphadsereg Forradalmi Tanácsa); c) Le Conseil révolutionnaire de l'état-major de la police nationale (Országos Rendőrkapitányság Forradalmi Tanácsa); d) Le Comité révolutionnaire des gardes-frontières (Határőrségi Forradalmi Bizottmány). Les trois premiers groupes avaient été créés le 30 octobre et représentaient les jeunes combattants de la liberté; ils comprenaient l'Alliance révolutionnaire de la jeunesse hongroise libre, des soldats, sous-officiers et officiers, des élèves officiers et des officiers d'état-major des forces armées, ainsi que les autorités centrales de la Police nationale hongroise. Les gardes-frontières étaient placés sous l'autorité de l'AVH depuis 1949. Cependant, la population hongroise ne les assimilait pas à l'AVH; le 29 octobre, les officiers et soldats des gardes-frontières ont prêté serment de fidélité au Gouvernement de M. Nagy en déclarant qu'ils appuyaient sincèrement la Révolution.

519. La réunion du 31 octobre a été organisée par le Conseil militaire révolutionnaire de l'armée du peuple hongrois qui, dans son invitation, convoquait également les « chefs du Comité militaire révolutionnaire des unités du 3^e Groupe motorisé qui ont remplacé les troupes soviétiques quittant Budapest ». Les termes de cette invitation impliquaient donc qu'à cette date, les forces armées étaient aux ordres du Conseil militaire révolutionnaire, où étaient représentés les chefs de toutes les armes, et non pas du Ministre de la défense, qui était alors M. Károly Janza. Vers le 28 octobre, des comités militaires révolutionnaires et des conseils militaires locaux s'étaient constitués dans tout le pays, sous diverses formes, notamment dans les bases aériennes et les écoles militaires.

520. La réunion du 31 octobre a créé le Comité révolutionnaire de la défense nationale, composé de vingt et un officiers à la tête desquels se trouvaient le général Béla Király, ancien chef des centres de formation du Ministère de la défense; le colonel Pál Maléter, commandant la caserne Kilián; le général Gyula Váradi, du corps d'armée blindé, le colonel Andras Marton, de l'Académie Zringi et le lieutenant-colonel István Marián, chef des combattants de la liberté de l'Université des sciences techniques. Elle a également adopté une résolution de huit points qui demandait l'évacuation de tout le territoire hongrois par les troupes soviétiques, la dénonciation du Traité de Varsovie à la suite d'une conférence des Etats signataires et l'occupation des mines d'uranium par l'Armée hongroise. Le Comité révolutionnaire de la défense nationale a approuvé la dissolution de l'AVH en demandant que ses anciens membres soient exclus, à l'avenir, de toute formation de l'Armée ou de la Garde nationale. Le Comité a déclaré que les formations armées hongroises s'opposeraient par les armes à tout ennemi, extérieur ou intérieur, qui foulerait le sol de la Hongrie et porterait atteinte à son indépendance et que, si les troupes soviétiques ne quittaient pas la Hongrie avant le 31 décembre 1956, les forces armées hongroises feraient usage de leurs armes pour « défendre la liberté du pays et les conquêtes de la révolution victorieuse ».

521. Quelques heures avant la réunion qui allait créer le Comité révolutionnaire de la défense nationale, le 31 octobre, M. Nagy a « reconnu et confirmé », au nom du Conseil des Ministres, la création du comité prépara-

toire du Comité révolutionnaire de la défense nationale lequel, apparemment, existait déjà à cette date. M. Nagy a ajouté: « Une fois créé officiellement, le Comité révolutionnaire de la défense nationale formera les nouvelles forces armées, qui seront composées des unités de l'Armée, de la police, des forces insurgées révolutionnaires ainsi que des brigades d'ouvriers et de jeunes. Avec leur aide, le Comité révolutionnaire de la défense nationale rétablira la paix à l'intérieur du pays et créera les conditions nécessaires à l'application des programmes gouvernementaux énoncés les 28 et 30 octobre¹⁵. Le Comité révolutionnaire de la défense nationale restera en fonctions jusqu'à ce que le nouveau gouvernement soit formé, après des élections au suffrage universel et au scrutin secret, et qu'il ait pris le pouvoir. »

522. Ainsi, à partir du 31 octobre, le Comité révolutionnaire de la défense nationale est devenu l'autorité suprême de l'Armée hongroise, des autres formations semi-militaires et des combattants de la liberté. Du 1^{er} au 3 novembre, le Comité a pris plusieurs décisions de grande importance et a fait des déclarations de principes, avec ou sans l'approbation formelle du Gouvernement. Dans la journée du 31 octobre, il a établi le Comité révolutionnaire des forces armées (Forradalmi Karhatalmi Bizottság), qui représentait l'armée, la police et les gardes d'usine et qui était chargé de coordonner l'action de toutes les forces armées; il a entrepris également de renforcer la Garde nationale (Nemzetőrség), qui devait se composer des membres des formations armées qui ne faisaient pas partie de l'armée, de la police ou des gardes d'usine. Le général Béla Király a été nommé Commandant en chef de la Garde nationale, qui devait se trouver sur un pied d'égalité avec l'armée régulière et la police. Le général Király a fait une déclaration pour exhorter les membres de la Garde nationale à se tenir éloignés des « perturbateurs isolés » et il a annoncé qu'à cette fin, chacun d'eux serait immédiatement pourvu d'une carte d'identité spéciale de garde national; leurs unités recevraient le jour même des drapeaux semblables à ceux de 1848, auxquels ils devraient prêter serment.

3. — *Le Comité révolutionnaire des intellectuels hongrois (Magyar Ertelmiségi Forradalmi Bizottság)*

523. Ce Comité a été créé le 28 octobre, au cours d'une réunion tenue à l'Université Loránd Eötvös de Budapest. A l'origine, il comprenait des organisations révolutionnaires d'étudiants, d'écrivains, de journalistes, d'artistes et de musiciens, ainsi que des représentants des professeurs des universités, des collèges populaires, du Cercle Petöfi et de la MEFESZ; par la suite, il s'est adjoint le Comité national de l'Académie des sciences hongroises et des associations d'historiens et de travailleurs médicaux¹⁶. Après le 4 novembre, ce Comité est devenu le Conseil révolutionnaire des intellectuels hongrois (Magyar Ertelmiségi Forradalmi Tanács) et il a continué à jouer un rôle dans la suite¹⁷. Plusieurs autres comités révolutionnaires ont été établis par divers groupements professionnels ou à leur intention.

¹⁵ Chap. XII, par. 571-572, 573.

¹⁶ On trouvera en annexe au Chapitre IX le texte d'un appel lancé par ce Comité le 28 octobre.

¹⁷ Chap. XIV, par. 693-695.

C. — CONSTITUTION DE COMITÉS RÉVOLUTIONNAIRES DANS LES SERVICES D'ÉTAT

524. A partir du 30 octobre, des Comités révolutionnaires ont été créés dans la plupart des services d'Etat — Ministères de la construction, de l'éducation, du ravitaillement, des affaires étrangères, du commerce intérieur, de la justice, des industries métallurgiques et mécaniques et de l'économie d'Etat. Des comités analogues se sont constitués dans d'autres services: Banque nationale, Cour suprême, Parquet général, Direction générale des chemins de fer et Radiodiffusion hongroise. Des Comités révolutionnaires ont été également formés à l'Ambassade de Hongrie à Belgrade et à la Légation de Hongrie à Vienne. Dans certains cas, le ministre faisait partie du Comité, tel Rezső Nyers, le Ministre du ravitaillement; dans d'autres, les Comités révolutionnaires ont déposé le ministre et parfois même les hauts fonctionnaires de son entourage. D'après les renseignements communiqués au Comité spécial, les Comités révolutionnaires ont assumé les fonctions du ministre déposé dans les ministères et services suivants: Ministère de la construction, du commerce intérieur, de la justice, des industries métallurgiques et mécaniques; Banque nationale, Parquet général et Radiodiffusion. C'est ainsi qu'après le 30 octobre, les Comités révolutionnaires avaient la haute main sur de nombreux services du Gouvernement Nagy du 27 octobre¹⁸. Dans plusieurs cas, il est établi que le Président du Conseil avait approuvé ces changements.

525. Les Comités révolutionnaires de plusieurs ministères ont publié des déclarations et des revendications concernant certains aspects importants de la politique gouvernementale. Les deux déclarations les plus significatives ont été publiées le 30 octobre et le 1^{er} novembre, par le Comité révolutionnaire du Ministère des affaires étrangères, présidé par Péter Mód, l'actuel représentant permanent de la Hongrie auprès des Nations Unies. Dans la première, le Comité s'identifiait avec la « libération hongroise » et condamnait « l'intervention injustifiée des troupes soviétiques et le bain de sang provoqué par les autorités de la sécurité d'Etat »; il réclamait « le châtiment des responsables de ces événements, à savoir la clique Rákosi-Gerő-Hegedüs et l'évacuation immédiate du territoire hongrois par les troupes soviétiques ». Le Comité désavouait le représentant de la Hongrie auprès des Nations Unies, Péter Kós, ainsi que la déclaration qu'il avait faite au Conseil de sécurité, le 28 octobre, et réclamait son rappel immédiat. Le Comité demandait également le rappel et le remplacement des chefs et des membres des missions diplomatiques hongroises « qui sont étrangers au peuple et qui représentent la politique de la clique Rákosi-Gerő »¹⁹.

526. Dans la déclaration du 1^{er} novembre, le Comité révolutionnaire du Ministère des affaires étrangères informait le « peuple hongrois tout entier » de la proposition qu'il avait faite dans la matinée du 30 octobre et lui demandait d'appuyer cette proposition, laquelle définissait « les mesures nécessaires pour que les grandes Puissances et les Etats voisins reconnaissent à jamais la neutralité de la Hongrie... ». En même temps, le Comité exprimait l'opinion que le Gouvernement devait s'adresser aux grandes Puissances pour obtenir une aide maté-

rielle; il demandait aussi que la bauxite et l'uranium de la Hongrie soient employés « au profit de la prospérité nationale ». Le Comité déclarait enfin qu'il « avait pris des mesures » en vue d'empêcher le départ pour New-York de la délégation désignée pour représenter la Hongrie à l'Assemblée générale des Nations Unies et comprenant Imre Horváth et Endre Sik²⁰.

527. Le 1^{er} novembre, le Comité révolutionnaire du Ministère de l'éducation a annoncé que l'enseignement du russe dans les écoles primaires devait cesser et que l'instruction religieuse devait être donnée selon le désir des parents. Le 2 novembre, le Comité déclarait: « Partout où ce sera possible, les cours normaux devront reprendre le 5 novembre. »

528. Le 2 novembre, le Comité révolutionnaire du Ministère de la justice a annoncé qu'un projet de loi portant libération des prisonniers politiques, à l'exception de ceux qui avaient été condamnés pour exécutions illégales, allait être soumis au Conseil des ministres.

529. Le 31 octobre et le 2 novembre, les Conseils révolutionnaires de la Cour suprême et d'autres tribunaux ont réclamé l'abolition des procès secrets.

530. Le Comité révolutionnaire du Parquet général a fait connaître, le 3 novembre, qu'il avait commencé la révision des jugements prononcés pour délits politiques et qu'il avait remis en liberté une centaine de jeunes gens accusés d'avoir voulu fuir le pays, « ne pouvant plus supporter la misère et la terreur ».

531. Le 30 octobre, le Comité révolutionnaire de l'Office central du plan a réclamé la dénonciation de tous les traités économiques, politiques et militaires.

532. Le Comité révolutionnaire de Radio-Kossuth (Radio-Budapest) a déclaré, le 30 octobre: « Nous ouvrons, à cette heure, un nouveau chapitre de l'histoire de la radio hongroise. Pendant de longues années, la radio a été l'instrument du mensonge; elle n'a fait qu'exécuter les ordres; elle a menti la nuit, elle a menti le jour; elle a menti sur toutes les longueurs d'ondes. Même à l'heure où notre pays renaissait, elle a poursuivi sa campagne de mensonges. Mais la lutte, qui a permis à la nation de forger, dans les rues, sa liberté et son indépendance, a gagné la radio. A compter de cette heure, les porte-parole du mensonge ne font plus partie du personnel de la radio hongroise, qui aura le droit, désormais, d'employer les noms de Kossuth et de Petőfi. Nous qui vous parlons maintenant, nous sommes des hommes nouveaux. A l'avenir, vous entendrez de nouvelles voix sur les anciennes longueurs d'ondes. Selon la vieille formule, nous dirons « la vérité, toute la vérité et rien que la vérité ». » Le même jour, l'agence télégraphique hongroise (MTI) publiait une déclaration semblable au nom de son personnel, « membres du Parti des petits propriétaires indépendants et des Partis communiste, social-démocrate et paysan ».

D. — TENTATIVES DE COORDINATION ENTRE LES CONSEILS ET COMITÉS RÉVOLUTIONNAIRES

533. A la fin d'octobre, divers conseils ont jugé nécessaire d'établir une organisation centrale pour coordonner l'action des nombreux Conseils et Comités révolutionnaires. La seconde intervention soviétique a

¹⁸ Chap. XII, par. 569-570.

¹⁹ Radio-Budapest, le 30 octobre 1956 à 20 h. 30.

²⁰ Radio-Budapest, le 1^{er} novembre 1956 à 22 h. 12.

empêché la création de cette organisation, mais certaines tentatives ont été faites dans ce sens. Des témoins ont déclaré qu'il était question de former un Conseil révolutionnaire central pour toute la nation, sur le modèle du Conseil national transdanubien qui a été mentionné plus haut²¹. Un Conseil analogue aurait été institué pour la région située entre le Danube et la Tisza. Cette organisation centrale des Conseils révolutionnaires se serait faite à partir de la base et non du sommet. Elle aurait aidé le gouvernement à préparer des élections libres. Une proposition a été présentée par une délégation que le Conseil des ouvriers du Comitát de Borsod-Abauj-Zemplén a envoyée auprès de M. Nagy et de M. Tildy, le 2 novembre. L'organisation centrale proposée devait comprendre des représentants de conseils d'ouvriers, démocratiquement élus à Budapest et en province.

534. Le Front populaire patriotique (FPP)²² a, le 28 octobre, créé un Comité national central (Országos Nemzeti Bizottság) chargé de coordonner l'action des comités révolutionnaires élus localement. Ce comité devait informer le public, par la presse et par la radio, de l'action de ces organismes et de l'étendue de leurs pouvoirs.

535. Le 2 novembre, le Comité national central s'est joint au Comité révolutionnaire des Forces armées et au Comité révolutionnaire du Parquet général pour adresser à la Garde nationale et aux citoyens hongrois un appel qui les invitait à « préserver la pureté de notre révolution ». Le 3 novembre, le Comité s'est adressé aux Comités et Conseils des comitats, cantons, villes et villages et les a pressés d'user de leur influence auprès des travailleurs pour qu'ils reprennent le travail aussi rapidement que possible dans toutes les usines et entreprises. Le Comité ajoutait dans son appel que le gouvernement « avait donné satisfaction aux insurgés ».

536. Le Conseil révolutionnaire national de Hongrie (Magyar Nemzeti Forradalmi Bizottmány) a été créé vers le 28 octobre par József Dudás, ancien membre du Parti national-paysan. Cet organisme ne doit pas être confondu avec le Conseil révolutionnaire national dont on avait envisagé la création et qui est mentionné au paragraphe 533 ci-dessus. Le Comité a eu, à partir du 30 octobre, son propre journal, le *Magyar Függetlenség* (L'indépendance hongroise), qui a publié dans son premier numéro une résolution en vingt-cinq points adoptée le 28 octobre par le Comité et présentée le même jour au gouvernement. Le Comité a déclaré qu'il ne reconnaîtrait pas le Gouvernement de M. Nagy tant qu'il ne comprendrait pas les « représentants élus » du Comité révolutionnaire national de Hongrie et d'autres comités. Il a réclamé la dénonciation du Traité de Varsovie, la neutralité de la Hongrie et l'évacuation immédiate des troupes soviétiques. M. Dudás a également publié le 30 octobre une déclaration invitant les organisations révolutionnaires à envoyer le 1^{er} novembre des représentants à un Congrès national de délégués révolutionnaires. Il demandait que ces délégués soient des Hongrois à la conscience nette, n'ayant jamais pris part à l'action politique de l'ancien régime ou du régime de Rákosi-Gerő, mais ayant toujours été « du côté de la liberté et du progrès ». Le lendemain, le *Magyar Függetlenség* a annoncé que ce

congrès avait dû être ajourné *sine die*, parce que Budapest était encerclé par des troupes soviétiques qui empêchaient les délégués des provinces de pénétrer dans la ville. Le 2 novembre, le journal a déclaré que les vingt-cinq points soumis au gouvernement le 28 octobre avaient été acceptés, certains d'entre eux « contre la volonté du gouvernement, grâce au sacrifice de nos fils et de nos filles qui ont vaincu les forces soviétiques ».

E. — RAPPORTS ENTRE LES CONSEILS RÉVOLUTIONNAIRES ET LE GOUVERNEMENT

537. A partir du 26 octobre, M. Nagy et plusieurs de ses collègues, en particulier Zoltán Tildy et Ferenc Erdei, ont reçu de nombreuses délégations des conseils révolutionnaires et des comités nationaux de Budapest et de la province. Presque toutes ces délégations ont présenté au gouvernement des revendications, comme on l'a vu dans le cas du Conseil national transdanubien. Le 30 octobre, M. Nagy a reçu des représentants du Comité révolutionnaire national de Hongrie, du Conseil militaire révolutionnaire de l'Armée hongroise, des Forces révolutionnaires insurgées, du Comité révolutionnaire des intellectuels hongrois et du Conseil révolutionnaire des étudiants, lesquels lui ont présenté des propositions de József Dudás, qui agissait, à cette occasion, au nom de tous ces groupes. Selon le *Magyar Függetlenség* du 31 octobre, ces propositions devaient être transmises au Gouvernement par M. Nagy. Après le 1^{er} novembre, les représentants du gouvernement et plusieurs de ces conseils révolutionnaires ont tenu au moins trois autres conférences pour examiner « la situation politique et économique de la révolution nationale ». Le bureau exécutif provisoire du Conseil national des syndicats libres, l'Union des écrivains et les représentants des conseils ouvriers des grandes industries de Budapest ont participé à ces entretiens²³.

538. A plusieurs reprises, des délégués ont rencontré Zoltán Vas, Károly Janza, Ferenc Erdei, ainsi que János Kádár. A la réunion tenue le 2 novembre au siège du Syndicat du bâtiment, les représentants des Conseils révolutionnaires ont déclaré que la Hongrie voulait vivre en paix avec tous les pays, mais ils ont réclamé l'évacuation des troupes soviétiques parce que, disaient-ils, « le pays ne déposerait pas les armes tant qu'il resterait un seul Russe sur le territoire hongrois ». Ils ajoutaient « que la neutralité hongroise ne serait qu'un mot tant que des forces armées russes occuperaient le sol hongrois ».

III. — Conseils d'ouvriers dans les usines

539. Depuis 1947, les syndicats hongrois étaient devenus les instruments du gouvernement et finalement les agents du Parti des travailleurs hongrois (communiste). Depuis lors, ils ont été exclusivement utilisés pour établir les normes de production, fixer les conditions de travail et les salaires de façon à servir les intérêts de l'Etat. Leurs dirigeants étaient nommés par le gouvernement, sous les ordres du Parti, et le président du comité d'entreprise de chaque usine choisissait les membres du comité parmi les travailleurs en qui le Parti avait toute confiance. Un seul candidat a été choisi

²¹ Par. 506-509.

²² Chap. XII, par. 565.

²³ Par. 558-559 ci-dessous.

par voie d'élection, et il a été élu par un vote à main levée. Dans ces conditions, comme l'ont déclaré des témoins, les travailleurs cessèrent de considérer les syndicats comme des organismes qui les représentaient réellement et envisagèrent la création d'authentiques organisations de travailleurs, dont les membres ne resteraient pas indifférents devant leurs réclamations et revendications²⁴. Cette attitude critique à l'égard des syndicats s'était déjà largement répandue avant le soulèvement, et *Népszava*, organe central du Conseil national des syndicats (Szakszervezetek Országos Tanácsa) [SZOT], déclarait, le 9 septembre 1956, dans un éditorial : « En Hongrie, l'activité des syndicats a été détournée de ses objectifs propres et a suivi pendant des années une ligne fautive. Le moment est venu pour le mouvement syndical de redevenir à nouveau un véritable mouvement de travailleurs. »

540. Les travailleurs hongrois savaient que chez leurs voisins, les Yougoslaves, les travailleurs jouissaient d'une situation économique et d'un statut social supérieurs aux leurs et que, par l'intermédiaire des conseils d'ouvriers, ils participaient dans une certaine mesure à la gestion des usines. Les travailleurs hongrois, au dire de témoins, appréciaient particulièrement, dans le système yougoslave, le fait que le directeur de l'usine était élu par le conseil des ouvriers au lieu d'être imposé aux travailleurs comme c'était le cas en Hongrie. Pendant quelque temps, avant la révolution, les relations entre la direction des usines et les travailleurs en général, et notamment les conseils d'ouvriers en Yougoslavie, avaient été amplement discutées dans les syndicats et au Cercle Petöfi. Divers articles avaient été publiés, dont un par le Secrétaire général adjoint du Conseil national des syndicats, Jenő Fock, où l'on proposait d'apporter certaines modifications au statut des syndicats et des comités d'entreprise. Un économiste bien connu, János Kornai, communiste convaincu, a fait une étude critique de « l'économie scientifique planifiée marxiste-léniniste » et, en suggérant des méthodes nouvelles qui permettraient de résoudre les problèmes de l'industrie étatisée, il a souligné le rôle que pourraient jouer les conseils d'ouvriers. Au cours de l'été et de l'automne de 1956, des économistes de premier plan et des dirigeants syndicaux, parmi lesquels le professeur István Friss, Zoltán Vas et Sándor Gáspár — ce dernier, secrétaire général du Conseil national des syndicats — se sont rendus en Yougoslavie pour y étudier le fonctionnement des conseils d'ouvriers et ont publié des articles et fait des conférences publiques à ce sujet.

541. Quelques-unes des revendications formulées à la veille de l'insurrection par des organisations d'étudiants et d'autres organismes d'intellectuels avaient trait à la situation des travailleurs et demandaient l'établissement de conseils d'ouvriers. Le Cercle Petöfi de la Ligue de la jeunesse travailleuse (communiste) (DISZ) proposait dans une résolution adoptée le 22 octobre que le Comité central du Parti et le gouvernement favorisent « l'établissement, en Hongrie, d'une démocratie socialiste en faisant droit aux justes revendications politiques des travailleurs, en instituant l'autonomie des usines et la démocratie des travailleurs »²⁵. L'Union des écrivains hongrois disait notamment dans une

déclaration faite le 23 octobre : « Les usines doivent être gérées par les ouvriers et les spécialistes. Il faut réformer le système humiliant qui régit actuellement la rémunération, les normes de travail et les conditions dans lesquelles fonctionne la sécurité sociale. Les syndicats doivent être les véritables représentants des intérêts des travailleurs hongrois. »²⁶

A. — INSTITUTION ET FONCTIONS DES CONSEILS D'OUVRIERS

542. Le premier conseil d'ouvriers hongrois, qui a été créé à la fabrique générale de lampes de Budapest (Egyesült Izzó), s'est constitué le 24 octobre²⁷, deux jours environ avant que le Comité central du Parti des travailleurs hongrois (communiste) ne donne l'autorisation d'instituer des organismes de cette nature. Dans les provinces, les premiers conseils d'ouvriers ont été créés à Debrecen et à Dunapentele vers le 25 octobre. Le 26 octobre, des conseils d'ouvriers s'étaient formés dans beaucoup d'usines, tant à Budapest que dans les provinces. Ces conseils d'ouvriers ont été élus dans des entreprises de toutes sortes : usines, mines, fermes d'Etat et hôpitaux.

543. Les conseils d'ouvriers dans les usines d'une région donnée ont constitué entre eux des comités de liaison. Un de ces comités, appelé Comité central des ouvriers de Csepel, a été formé vers le 30 octobre par les dix-neuf conseils d'ouvriers du quartier. Les conseils d'ouvriers de Budapest et de sa banlieue ont établi un organisme de liaison après la deuxième attaque soviétique ; c'est ce Conseil des ouvriers du Grand Budapest qui devait jouer un rôle politique capital pendant le mois de novembre et une partie du mois de décembre 1956²⁸.

544. Des témoins ont expliqué comment les conseils d'ouvriers, dont ils avaient fait partie, avaient été élus par les ouvriers d'usines au cours d'élections libres et démocratiques. Parfois, le manque de temps n'avait pas permis d'organiser de véritables élections, mais la constitution d'un conseil d'ouvriers provisoire avait assuré de fait la direction des ouvriers dans l'usine. Parmi ceux qui avaient été élus aux conseils d'ouvriers, il n'y avait que peu de communistes. De l'avis de témoins qui avaient été en rapports avec divers conseils, les ouvriers d'usines n'avaient plus confiance dans les chefs communistes. Beaucoup de dirigeants des syndicats, jusque-là entre les mains des communistes, se sont spontanément démis de leurs fonctions au profit des nouveaux chefs des conseils d'ouvriers.

545. Les fonctions des conseils d'ouvriers ont évolué avec les phases de la révolution. Néanmoins, les conseils ont été, avant tout, les instruments politiques actifs des ouvriers. En fait, du 24 au 31 octobre, ils ont servi de « comités de grève » et de centres d'insurrection pour les ouvriers combattants. Après le 31 octobre et jusqu'à la deuxième intervention soviétique, les conseils ont estimé que leur tâche était surtout de préparer la reprise du travail. A partir de ce moment, les conseils d'ouvriers ont pris part sans réserve aux aspects politiques de la

²⁶ Radio-Budapest, le 23 octobre 1956 à minuit.

²⁷ *Népakarat*, 1^{er} novembre 1956. La création du Conseil a été annoncée à la radio le 26 octobre, à 15 h. 45, dans les termes suivants : « Les ouvriers de la fabrique générale de lampes, se rendant compte de la situation critique dans laquelle se trouve notre pays, ont décidé de créer un conseil d'ouvriers. »

²⁸ Chap. XIV, par. 645-653.

²⁴ Chap. IX, par. 418.

²⁵ *Szab. d. Ifjúság*, 23 octobre 1956.

révolution. Ils ont également joué un rôle majeur dans l'organisation du ravitaillement en vivres de la population de Budapest, surtout des hôpitaux, et ont participé aux travaux de réparation des hôpitaux et des usines endommagés, ainsi qu'au rétablissement des transports et des communications. Leur premier soin a généralement été de licencier le personnel de direction de l'usine ou de l'entreprise. Souvent, ils ont renvoyé des directeurs et des chefs du personnel, qui étaient tous membres du Parti communiste, mais ils ont conservé les chefs de service et les agents de maîtrise à moins qu'il ne s'agît de membres du Parti. Une autre des initiatives prises par les conseils d'ouvriers a été de prélever des fonds sur les comptes en banque ou d'utiliser d'autres ressources disponibles de l'entreprise intéressée pour payer le salaire des ouvriers. Les conseils d'ouvriers se sont également efforcés de procurer des vivres aux travailleurs et à leur famille. Dans quelques cas, ils ont constitué des gardes d'usines pour protéger les installations. Beaucoup de conseils d'ouvriers ont détruit les « fiches blanches » que le chef du personnel tenait sur tous les ouvriers. Très souvent ils ont enlevé les photographies des dirigeants communistes, russes et hongrois, ainsi que les emblèmes soviétiques. Dans certains cas, ils ont dressé des plans pour organiser le travail de l'entreprise de manière à augmenter la production tout en diminuant le prix de revient.

546. Les conseils d'ouvriers se sont également chargés de transmettre au Gouvernement de M. Nagy les revendications politiques et économiques des travailleurs. Cette fonction, d'une importance considérable au début de l'insurrection, a perdu de sa signification par la suite lorsque ce sont les conseils révolutionnaires qui ont formulé les principales revendications. Cependant, elle a repris de l'importance les premiers jours de novembre, quand davantage de troupes soviétiques ont été concentrées en territoire hongrois et, après le 4 novembre, elle est passée au premier plan²⁹.

547. Les conseils d'ouvriers et les conseils révolutionnaires nés de la révolution, sont très intimement liés. Dans beaucoup de villes, les conseils révolutionnaires ont été élus par les délégués des conseils d'ouvriers et la plupart des conseils révolutionnaires comprenaient de nombreux ouvriers. Des témoins ont relaté comment, après l'élection d'un conseil révolutionnaire ou d'un comité national dans ces conditions, des liens se trouvaient créés entre le conseil révolutionnaire et les conseils d'ouvriers qui devaient se constituer dans son ressort. Le journal du Comité révolutionnaire national hongrois a signalé un cas où, l'établissement de certains conseils d'ouvriers n'ayant pas été entériné, une nouvelle élection a été ordonnée « dans l'esprit de la vraie démocratie »³⁰.

548. Les revendications présentées par les conseils d'ouvriers ressemblent, pour la plupart, à celles des conseils révolutionnaires que l'on a exposées dans la deuxième partie du présent chapitre³¹. Très souvent, elles s'accompagnaient de la menace d'une grève, au cas où il n'y serait pas fait droit. C'est ainsi que le 26 octobre, le Conseil d'ouvriers de Miskolc a réclamé l'évacuation immédiate de la Hongrie par l'armée sovié-

tique, la constitution d'un nouveau gouvernement hongrois et une amnistie générale pour tous ceux qui avaient pris part à l'insurrection³². Le Conseil provisoire d'ouvriers de l'industrie hongroise des instruments d'optique a réclamé, le 29 octobre, l'évacuation immédiate de la Hongrie par les troupes soviétiques et le rappel de Péter Kós de l'Organisation des Nations Unies. Il a ajouté que l'usine ne reprendrait le travail que si la délégation qu'elle avait envoyée au gouvernement recevait une réponse satisfaisante³³. Les représentants des conseils d'ouvriers d'un certain nombre d'usines de Budapest et de sa banlieue, qui se sont réunis à l'usine de Belojanis le 31 octobre, ont demandé des élections au scrutin libre et secret, auxquelles plusieurs partis prendraient part, la mise en jugement des responsables des massacres commis par l'AVH, le renvoi immédiat de certains ministres et la dénonciation immédiate du Traité de Varsovie par la Hongrie.

B. — LES SYNDICATS, LE PARTI ET LE GOUVERNEMENT AUTORISENT ET FAVORISENT LA FORMATION DE CONSEILS D'OUVRIERS

549. Les conseils d'ouvriers ont été spontanément formés par les ouvriers des usines et d'autres entreprises désireux d'améliorer leurs conditions de travail; le rôle de ces conseils a été reconnu sans retard par les syndicats, le Parti communiste et le gouvernement.

550. Le Président du Conseil Nagy a reçu, le 25 octobre, une délégation représentant un groupe de travailleurs du comitat de Borsod; cette délégation lui a présenté vingt et une demandes, dont plusieurs concernaient la situation des travailleurs³⁴. Le 26 octobre, à 12 h. 58, Radio-Budapest a annoncé que le Président du Conseil avait accepté ces demandes et en tiendrait compte quand il arrêterait le programme de son nouveau gouvernement.

551. Le matin du 26 octobre, le Présidium du Conseil national des syndicats a annoncé un nouveau programme politique et économique³⁵. Voici quel est le premier point du programme économique: « Création de conseils d'ouvriers dans chaque usine, avec le concours des intellectuels de l'usine. Installation d'un directoire ouvrier, parallèlement à la transformation radicale du système centralisé de planification et de direction économique par l'Etat; direction des usines par les ouvriers et les intellectuels; création immédiate de conseils d'ouvriers chargés de se mettre aussitôt en rapports avec les centres syndicaux pour arrêter un programme. » Il était prévu également que les syndicats hongrois fonctionneraient comme avant 1948 et changeraient de nom pour s'appeler « syndicats hongrois libres ». Le Présidium a adressé plus tard l'appel suivant: « Travailleurs! Le vœu de la classe ouvrière est exaucé. Les entreprises seront dirigées par les conseils d'ouvriers. Ainsi s'achève le processus par lequel les usines deviennent propriété du peuple. Ouvriers et techniciens! Vous pouvez à présent considérer les entreprises comme entièrement à vous. C'est désormais vous qui les dirigerez. La centralisation excessive qui a régné jusqu'à présent dans la direction

²⁹ Chap. XIV, par. 641-662.

³⁰ *Magyar Függelenség*, 31 octobre 1956.

³¹ Par. 504 et 506 ci-dessus.

³² Radio-Miskolc, le 26 octobre 1956, à 1 h. 10.

³³ Radio-Budapest, le 29 octobre 1956, à 20 h. 02.

³⁴ *Népszava*, 26 octobre 1956.

³⁵ *Ibid.*

des usines va cesser, de même que les erreurs qui en ont résulté. Une grande responsabilité incombe aux conseils d'ouvriers; vous devez donc, avec beaucoup de circonspection, choisir les membres de ces conseils parmi les travailleurs les plus expérimentés et les meilleurs. Le nouveau gouvernement augmentera les petits salaires. Plus tôt vous reprendrez le travail dans les usines et mieux vos conseils d'ouvriers fonctionneront, plus tôt on pourra augmenter les salaires. Secondez par conséquent le nouveau Gouvernement hongrois dans les efforts qu'il fait pour édifier le socialisme dans une Hongrie libre et démocratique.»

552. Plus tard, dans la soirée du 26 octobre, le Comité central du Parti communiste a déclaré qu'il approuvait l'élection des conseils d'ouvriers formés « avec la coopération des organismes syndicaux »³⁶. Il a ajouté qu'il fallait augmenter les traitements et salaires afin de satisfaire « les légitimes revendications matérielles de la classe ouvrière ». Pour expliquer cette décision du Comité central, on a précisé plus tard que le Parti avait « une confiance inébranlable dans la classe ouvrière » dans laquelle il voyait l'élément moteur du socialisme et sur laquelle il s'appuyait en toutes circonstances. On a exprimé l'espoir que, grâce à l'organisation des conseils d'ouvriers, la classe ouvrière accorderait son appui au nouveau bureau politique du Parti communiste et au nouveau gouvernement.

553. Le 27 octobre, le Présidium du Conseil national des syndicats a proposé que des conseils d'ouvriers soient formés « partout », dans les usines, les ateliers et les mines; il a publié des instructions concernant l'élection et les fonctions de ces conseils³⁷: « Tous les travailleurs des usines, des ateliers et des mines devraient participer à l'élection des membres des conseils d'ouvriers. Le mode d'élection devrait être arrêté au cours d'une réunion spécialement convoquée pour procéder à l'élection. D'une manière générale, les candidatures aux conseils d'ouvriers devraient être présentées par les comités d'atelier ou par un travailleur jouissant du respect de tous. Les conseils d'ouvriers devraient compter selon la dimension de l'entreprise, de 21 à 71 membres et représenter proportionnellement les diverses catégories de travailleurs. Dans les usines employant moins de 100 ouvriers, tous les travailleurs peuvent faire partie du Conseil. Le conseil d'ouvriers prendra des décisions sur toutes les questions liées à la production, à l'administration et à la direction de l'usine. Dans ces conditions: 1) le conseil élira, parmi ses membres, un comité de direction de 5 à 15 travailleurs qui prendra, conformément aux instructions du conseil d'ouvriers, les décisions relatives à la production et à la direction de l'usine, par exemple celles qui concernent l'engagement et le licenciement des ouvriers, des économistes et des techniciens; 2) le conseil dressera le plan de production et fixera le programme de développement technique de l'entreprise; 3) le conseil d'ouvriers décidera du meilleur système de rémunération applicable, étant donné la situation de l'usine, de la mise en œuvre de ce système, du bien-être social et culturel des travailleurs; 4) le conseil décidera des investissements et de l'utilisation des bénéfices; 5) il fixera le programme des travaux de la mine, de l'usine, etc.; 6) le conseil d'ouvriers sera res-

pensable de sa gestion devant tous les travailleurs et devant l'Etat. Les conseils d'ouvriers ont, dans l'immédiat, la tâche essentielle d'assurer la reprise du travail, de rétablir et de garantir l'ordre et la discipline. Par l'intermédiaire de leurs représentants, les travailleurs devraient protéger ce qui vous fait vivre, votre usine. »

554. Dans plusieurs régions, les conseils révolutionnaires des villes et des campagnes ont donné des instructions complémentaires. C'est ainsi que, d'après le Présidium du Conseil révolutionnaire du comté de Borsod, les conseils d'ouvriers avaient pour tâche « de surveiller le directeur général, le directeur technique, les contremaîtres et les ouvriers de l'usine »; le Présidium demandait aux conseils de veiller de très près au maintien de l'ordre sur les lieux de travail³⁸.

555. Le 30 octobre, le Conseil national des syndicats est devenu le « Conseil national des syndicats libres » et l'ancien comité directeur a été remplacé par un « comité révolutionnaire provisoire » composé « d'anciens chefs syndicalistes autrefois mis à l'écart ou jetés en prison et de nouveaux chefs syndicalistes révolutionnaires ». L'une des premières décisions du Comité a été de déclarer que les syndicats hongrois quitteraient la Fédération syndicale mondiale (FSM) et que, « pour renforcer la solidarité internationale des travailleurs », ils étaient prêts à établir des relations avec n'importe quelle organisation syndicale internationale³⁹. En outre, le Comité a lancé, le 31 octobre, un appel dans lequel il a salué avec enthousiasme les conseils d'ouvriers et « a demandé aux travailleurs de reprendre le travail et d'assurer, sous la direction des conseils d'ouvriers, les conditions propices à une remise en route de la production »⁴⁰.

556. La création des conseils d'ouvriers a été accueillie avec enthousiasme par la presse hongroise, la radio, les organisations professionnelles et autres. C'est ainsi que le Front patriotique populaire a déclaré le 28 octobre: « Cette révolution est notre révolution, car elle abolit les normes inhumaines de production qui nous étaient imposées et confie les usines aux conseils d'ouvriers »⁴¹. Le Comité révolutionnaire des intellectuels hongrois a souligné, dans son programme du 28 octobre, que « les usines et les mines devraient devenir réellement la propriété des travailleurs », qu'elles ne devraient pas être rendues « aux capitalistes » et qu'elles devraient être gérées par des « conseils d'ouvriers librement élus »⁴².

557. Après avoir reçu la bénédiction des syndicats et du Parti communiste, les conseils d'ouvriers se sont vu accorder une place dans le programme élaboré par le nouveau Gouvernement de M. Nagy. Le Président du Conseil a déclaré, le 28 octobre, que le gouvernement se félicitait de « l'initiative prise par les ouvriers des usines pour élargir le domaine de la démocratie à l'usine et qu'il approuvait la formation de conseils d'ouvriers ». Il a ajouté que le Gouvernement hongrois prendrait des mesures pour faire droit aux « revendications anciennes et justifiées de la classe ouvrière et aux plaintes formulées depuis longtemps »⁴³.

558. Le 1^{er} novembre, les Conseils d'ouvriers des

³⁸ *Eszakmagyarország*, 27 octobre 1956.

³⁹ *Népakarat*, 1^{er} novembre 1956.

⁴⁰ *Népszava*, 1^{er} novembre 1956.

⁴¹ Radio-Budapest, le 28 octobre 1956, à 22 h. 48.

⁴² *Egyetemi Ifjúság*, 29 octobre 1956.

⁴³ *Népszava*, 29 octobre 1956.

³⁶ *Szabad Nép*, édition spéciale du 27 octobre 1956.

³⁷ *Népszava*, 30 octobre.

grandes usines de Budapest, des délégués de diverses organisations révolutionnaires et des délégués du Conseil national des syndicats libres ont tenu deux réunions avec les représentants du gouvernement pour examiner la « situation grave » créée par la grève qui se poursuivait dans tout le pays. A ces réunions, Ferenc Erdei, parlant au nom du Gouvernement de M. Nagy, s'est adressé aux travailleurs de Hongrie par l'intermédiaire des représentants des syndicats et des conseils d'ouvriers et leur a demandé de reprendre le travail⁴⁴. Le lendemain, dix-sept grandes usines de Budapest et sa banlieue [dont les Usines sidérurgiques et métallurgiques de Csepel, l'usine MAVAG, les usines Ganz (construction électrique et matériel de chemin de fer), et la fabrique de machines Lang], ainsi que les ouvriers des transports et « tous les ouvriers » des XIII^e, XIV^e et XV^e arrondissements de Budapest ont lancé un appel à tous les ouvriers de Hongrie pour qu'ils « se rendent immédiatement à leur travail » car ils estimaient que le gouvernement avait donné suite aux revendications principales du peuple hongrois : la dénonciation du Traité de Varsovie et la déclaration de neutralité. En outre, on était assuré que des « élections au scrutin secret » auraient lieu « dans un proche avenir » ; d'ailleurs « la continuation des grèves risque de paralyser la vie économique du pays », alors que « la reprise du travail donnera à notre vie politique la force dont elle a besoin en ce moment »⁴⁵.

559. Des témoins ont déclaré devant le Comité que les représentants du gouvernement et les principaux conseils d'ouvriers du Grand Budapest avaient engagé

de nouvelles négociations les 2 et 3 novembre et qu'ils avaient convenu par la suite que le travail reprendrait le lundi 5 novembre dans toutes les usines de Hongrie.

C. — CONCLUSIONS

560. Le Comité conclut de son étude que les conseils révolutionnaires ont été créés à la suite d'un mouvement national et spontané des Hongrois, qui voulaient diriger leurs affaires et leur vie. Ce mouvement, comme l'insurrection elle-même, a pris naissance sur le plan local, et il n'y a guère eu de contacts, au début, entre les différents groupes. Cependant, comme dans le cas des étudiants et des intellectuels, les revendications et les méthodes s'inspiraient de préoccupations très sensiblement identiques. Il est évident que la création de ces conseils répondait à un besoin qu'un grand nombre de Hongrois ressentaient.

561. Il en est de même des conseils d'ouvriers. Tous les témoins ont confirmé que le mécontentement à l'égard des syndicats du régime était l'un des plus sérieux griefs des travailleurs hongrois. En outre, les travailleurs réclamaient une participation effective à la direction de leurs entreprises respectives et c'est à cette fin qu'ils ont élu des conseils selon des principes démocratiques. Ces conseils ont aussitôt assumé de lourdes responsabilités dans les usines, les mines et les autres entreprises, et ils ont exercé une influence considérable sur le gouvernement, avec lequel les délégations de plusieurs conseils étaient en contact direct. L'appui sans réserve que les Hongrois ont accordé aux conseils d'ouvriers confirme l'impression que ces organes étaient l'un des plus importants résultats obtenus par le peuple hongrois pendant ses quelques jours de liberté.

⁴⁴ *Magyar Nemzet*, 2 novembre 1956; *Kis Újság*, 2 novembre 1956.

⁴⁵ *Népszava*, 2 novembre 1956.

Chapitre XII

LE RÉTABLISSEMENT DES DROITS POLITIQUES

(26 octobre-3 novembre)

A. — Introduction

562. On a décrit au chapitre VI les circonstances dans lesquelles M. Imre Nagy est devenu Président du Conseil, ainsi que sa situation pendant les quelques jours qui ont suivi le 26 octobre. Pendant près de trois jours, M. Nagy a été détenu au siège du parti communiste et on a vu au chapitre VI comment M. Nagy s'est rendu au Palais du Parlement le 26 octobre. Le présent chapitre traite de l'évolution de la situation politique intérieure de la Hongrie à partir du 26 octobre, et notamment de la façon dont M. Nagy a remanié son gouvernement.

B. — La période de transition : le Gouvernement national du 27 octobre (26-29 octobre)

563. Le 26 octobre, le Conseil des ministres annonçait le « début » des opérations de nettoyage dirigées contre les derniers éléments des groupes révolutionnaires armés, en des termes maintes fois repris depuis le 24¹. En application d'un nouveau décret d'amnistie qui devait expirer à 22 heures, « les membres des forces armées, les soldats, les travailleurs armés, les camarades » étaient invités à « user de clémence envers ceux qui déposaient les armes » et à « les laisser rentrer chez eux après leur soumission »². Les forces soviétiques furent à peine mentionnées; on continua de prétendre que la lutte avait opposé les forces hongroises d'une part, et, d'autre part, ce que le journal du Parti, *Szabad Nép*, appelait « des forces contre-révolutionnaires et d'autres éléments pernicioeux »³. L'arrêté précité du Gouvernement engageait des forces hongroises non existantes à « exterminer impitoyablement tous ceux qui continueraient à combattre contre l'autorité du peuple » une fois le délai écoulé.

564. De telles expressions correspondaient bien aux slogans de propagande constamment employés les années passées. Bien que l'on eût affirmé, deux jours durant, que les insurgés se rendaient en masse, ils refusaient encore de déposer les armes. Il fallait de toute urgence changer de tactique. Le *Szabad Nép* du 26 octobre condamnait sévèrement « une clique de chefs pervers, indifférents au sort du peuple, que l'on ne pouvait identifier avec le Parti »; ce journal admettait que le peuple, « poussé par le désespoir que suscitait en lui la situation du pays, avait participé au soulèvement ».

565. Le jeudi 25 octobre, M. Kádár remplaçait Ernő Gerő poste de Premier Secrétaire du Comité central.

Dans l'après-midi du 26, M. Gerő et M. Hegedüs s'enfuyaient du siège du Parti et M. Nagy pouvait s'installer dans le bâtiment du Parlement, d'où il se mit immédiatement en rapport, notamment par téléphone, avec un certain nombre de personnalités afin de former un nouveau gouvernement. Le samedi 27 octobre, à 11 h. 18, la radio annonçait la formation du nouveau Conseil des ministres et précisait que le Gouvernement « après avoir prêté serment... était immédiatement entré en fonctions ». Le communiqué expliquait que le Gouvernement avait été « élu par le Présidium de la République populaire de Hongrie, conformément aux recommandations du Comité central du Parti et du Présidium du Conseil national du Front populaire patriotique (FPP) ». Le FPP⁴ auquel le communiqué faisait allusion, en le plaçant sur le même pied que le parti communiste, avait été créé en août 1954 sur l'initiative de Imre Nagy, qui était alors, pour la première fois, Président du Conseil, en vue d'obtenir la participation active des intellectuels, des bourgeois et d'autres éléments non prolétariens pour construire le socialisme hongrois.

566. Le nouveau Conseil des ministres — dont les membres communistes avaient été soigneusement choisis et qui comprenait également des non-communistes — répondait dans une très large mesure aux vœux des insurgés. M. Nagy en avait exclu plusieurs communistes qui avaient donné à des Hongrois l'ordre de tirer sur d'autres Hongrois ou qui étaient « staliniens ». Le Ministre de l'intérieur, Lázló Piros, qui, avec le Premier Secrétaire du parti communiste, avait eu quelque autorité sur l'AVH, ainsi que le Ministre de la défense Istvan Bata, furent révoqués. Le prédécesseur de M. Nagy, András Hegedüs, Vice-Président du Conseil des Ministres depuis le 24 octobre, et Jozsef Darvas, Ministre de la propagande, ne firent pas non plus partie du nouveau Conseil.

567. Ecartant du pouvoir l'aile Rákosi, Imre Nagy fit entrer au gouvernement les adversaires qu'elle avait au sein du parti communiste. György Lukács, le plus éminent des philosophes et érudits marxistes hongrois, devint le nouveau Ministre de la culture populaire. Commentant cette nomination, Radio-Budapest disait le 27 octobre: « le dogmatisme qui a régné en Hongrie ces dernières années a essayé de le reléguer à l'arrière-plan de la vie scientifique du pays. » Ce communiqué ajoutait que Antal Gyenes, nouveau Ministre pour le ramassage des produits agricoles, ancien Secrétaire

¹ Raç. -Budapest, le 26 octobre à 4 h. 30; texte reproduit dans *Szabad Nép*, 26 octobre 1956.

² Radio-Budapest, le 26 octobre à 17 h. 34 et 20 h. 08.

³ *Szabad Nép*, 26 octobre 1956.

⁴ Le FPP ne jouait, en Hongrie, aucun rôle actif depuis le début de 1955. Son relancement a été annoncé par une résolution du Comité central du Parti, en date du 21 juillet 1956.

général de l'Association nationale des collèges populaires (NEKOSZ), avait lui aussi été écarté et que, titulaire d'un diplôme d'économie, il avait dû cependant travailler comme manœuvre jusqu'à ce que M. Nagy fit de lui son assistant à l'Ecole supérieure d'agronomie. Les postes-clés de l'Intérieur et de la Défense furent donnés à Ferenc Münnich, avocat, âgé de plus de 70 ans, qui, bien qu'ancien partisan du groupe Rákosi-Gerő, jouissait de l'estime des derniers disciples de Rajk, et à Károly Janza, bien connu pour ses activités pro-Nagy. De même, Árpád Kiss, nouveau directeur de l'Office national du Plan, avait appuyé la campagne de M. Nagy en faveur de l'expansion de l'industrie légère. Un peu plus tard, le même jour — 27 octobre — M. Zoltán Vas, bien connu de l'Union des écrivains, fut chargé de s'occuper du ravitaillement de Budapest. Il s'était acquitté, avec grand succès, d'une tâche semblable après la libération de Budapest en 1945.

568. Mais le trait le plus caractéristique du nouveau gouvernement était que, conformément à l'esprit du Front populaire patriotique ressuscité, il comprenait trois membres qui avaient occupé des postes de premier plan dans les deux grands partis paysans : Zoltán Tildy, Béla Kovács et Ferenc Erder. Tildy, qui devint Ministre d'Etat, avait été en 1930 l'un des fondateurs du Parti des petits propriétaires indépendants. Il avait participé, pendant la guerre, au mouvement de résistance ; il avait été Président du Conseil en novembre 1945 et Président de la République hongroise de 1946 à 1948. « La clique de Rákosi, cependant, le contraignit à démissionner », rappelait le commentateur de Radio Budapest, « et le maintint en résidence surveillée pendant longtemps ». Béla Kovács, ancien Secrétaire général du Parti des petits propriétaires indépendants, qui devint Ministre de l'agriculture, avait été attaqué par la « clique de Rákosi », accusé de conspiration et maintenu en résidence surveillée pendant quelque temps. Deux autres anciens membres du Parti des petits propriétaires devinrent membres du Gouvernement : József Bognár fut nommé Vice-Président du Conseil et Miklós Ribianszki Ministre des fermes d'Etat. Un des anciens fondateurs du Parti national paysan, Ferenc Erdei, devint Vice-Président du Conseil.

569. L'influence qu'exerçaient encore les anciens cercles dirigeants empêcha Nagy de former un gouvernement qui satisfît entièrement les combattants. Antal Apro devint Vice-Président du Conseil chargé de la construction ; plusieurs autres communistes ou staliniens impopulaires furent repris dans ce nouveau gouvernement. Le choix de István Kossa, de Lajos Bebrits, de János Csergő et de Sándor Czottner, qui furent nommés respectivement ministres des finances, des P.T.T., des industries métallurgiques et mécaniques, des mines et de l'électricité, irrita particulièrement les insurgés, de même que le maintien d'Erik Molnar dans les fonctions de Ministre de la justice, en dépit de la campagne menée contre lui dans la *Irodalmi Ujság*. De plus, la présence au gouvernement de membres des deux partis paysans souleva inévitablement la question de la participation du Parti social démocrate, puisque celui-ci avait été l'un des « trois grands » non communistes aux élections de 1945. Des témoins déclarèrent au Comité spécial que M. Nagy et le Président du Présidium, István Dobi, étaient entrés en pourparlers avec des sociaux-démocrates

tels que Anna Kéthly, Gyula Kelemen et Agostón Valentini, mais sans succès. A ce moment-là, le Gouvernement n'avait même pas encore reconnu les partis paysans dont les membres n'étaient entrés au Gouvernement qu'à titre personnel, bien que l'on eût dit dans les communiqués officiels que les ministres en question étaient associés aux partis paysans. Dans un discours qu'il prononça le 31 octobre, M. Kovács expliqua dans quelles circonstances il avait accepté de participer au Gouvernement. Il déclara qu'il était « surpris » de voir figurer sur la liste des membres du Gouvernement les noms de dirigeants communistes. Il rédigea une lettre de démission, dans laquelle il se déclarait en désaccord sur la composition du Gouvernement ; mais ses amis le dissuadèrent d'envoyer cette lettre ⁵.

570. L'équipe gouvernementale du 27 octobre, fruit d'un savant dosage, ne satisfît pas les insurgés, qui se souciaient peu de subtilités et de compromis politiques. En général, ils acceptaient Imre Nagy sans enthousiasme ; il n'y avait personne d'aussi qualifié que lui qui puisse être agréé par les autorités soviétiques, avec lesquelles tout Président du Conseil hongrois devait avoir affaire.

571. M. Nagy essaya de se concilier les insurgés d'une autre façon, en adoptant une ligne politique favorable à leurs vues dans un discours radiodiffusé le 28 octobre, à 17 h. 25, dans lequel il déclarait : « Le Gouvernement rejette l'allégation selon laquelle le vaste mouvement populaire actuel serait une contre-révolution ». Si « des malfaiteurs ont saisi l'occasion de commettre des crimes de droit commun » et « si des éléments réactionnaires et contre-révolutionnaires se sont joints au mouvement », c'est aussi un fait « qu'un grand mouvement national et démocratique, faisant l'unité de tous, s'est déployé avec une force irrésistible ».

572. Il restait encore une mesure à prendre pour supprimer le régime du parti unique : c'était le licenciement de la police politique. Dans son discours du 28 octobre, M. Nagy avait abordé la question de l'AVH en des termes plutôt prudents : « Lorsque l'ordre aura été rétabli, nous organiserons une nouvelle police d'Etat unifiée, et nous abolirons la Sécurité d'Etat ». En fait, la décision fut prise presque immédiatement. Le 29 octobre, à 17 heures, un communiqué de la radio annonçait que le Ministre de l'intérieur avait commencé, le 28 octobre, à mettre sur pied la « nouvelle police démocratique » et qu'il avait aboli « tous les organes de police investis de pouvoirs spéciaux, ainsi que la Sécurité d'Etat (AVH) » dont on n'avait plus besoin « dans notre régime démocratique ».

C. — L'abolition du système du parti unique et la formation du Cabinet restreint du 30 octobre

573. Dans les Républiques populaires, le Premier Secrétaire et le Chef du Gouvernement avaient coutume d'adresser conjointement au pays des allocutions radiodiffusées. Le message radiodiffusé le 30 octobre à 14 h. 28 était différent. Quatre dirigeants hongrois ont parlé tour à tour, chacun selon son état d'esprit ou celui de son parti ou de son groupe. Continuant à exposer son programme démocratique, Imre Nagy, s'adressant aux « travailleurs hongrois, ouvriers, paysans, intellectuels », a annoncé une décision qui, d'après lui, était « d'un intérêt vital pour

⁵ *Kis Ujság*, 1^{er} novembre 1956.

l'existence du pays. Afin de démocratiser plus encore la vie du pays, le Gouvernement, agissant en plein accord avec le Présidium du Parti des travailleurs hongrois, a aboli le système du parti unique... En conséquence, il crée un Cabinet restreint à l'intérieur du Gouvernement national ». Il était évident que M. Nagy allait plus loin encore qu'auparavant. Dans son message de trois cents mots, on était frappé de l'absence de deux mots : « communiste » et « socialiste ». En revanche, le nouveau slogan était « Vive la Hongrie libre, démocratique et indépendante ! ». L'allocution relativement sobre et brève de Imre Nagy a été suivie d'une déclaration d'un patriotisme retentissant prononcé par Zoltán Tildy : « Frères hongrois ! La volonté de la nation et de la révolution l'emporte. Les représentants de la nation auront été les jeunes qui ont mené une lutte héroïque, les écrivains, les centaines de milliers d'ouvriers, les paysans, les fermiers — bref, tout le pays. La violence et la résistance sont restées vaines contre cette volonté. C'est avec une grande émotion que je me tiens devant le microphone. Je n'ai pas écrit mon discours et il semblera peut-être décousu. Mais je salue, j'étreins notre chère jeunesse hongroise, le cœur débordant d'allégresse ». C'est Tildy qui a exprimé la conséquence qui découlait de l'abolition du système du parti unique en déclarant : « Nous devons préparer des élections libres ».

574. Ferenc Erdei, parlant pour l'autre parti paysan, le Parti national paysan, a salué « le combat de la nation qui se lève » ; mais, dans son allocution, il a également souligné qu'il fallait concilier les gains de la révolution avec les résultats obtenus depuis la guerre. « La force créatrice de la révolution, ... il faut encore la mener au triomphe final. Il faut maintenant défendre la victoire de la révolution avec une détermination inébranlable, surtout contre ceux qui voudraient l'abattre. Il faut aussi la défendre contre ceux qui voudraient la noyer dans l'anarchie ou la retourner contre les intérêts vitaux de notre peuple et contre les droits qu'il a acquis ». Enfin, János Kádár a exprimé l'engagement que le parti communiste prenait de se ranger aux côtés des autres partis et non au-dessus d'eux : « Je déclare que tous les membres du Présidium du Parti des travailleurs hongrois approuvent les décisions prises aujourd'hui par le Conseil des ministres »⁶.

575. Le « Cabinet restreint » annoncé par M. Nagy a été constitué à l'intérieur du Conseil des ministres et se composait du Président du Conseil des ministres, de M. Nagy (communiste) et de trois membres du Gouvernement, Zoltán Tildy et Béla Kovács (Parti des petits propriétaires), Ferenc Erdei (Parti national paysan). En outre, János Kádár et Géza Losonczy (communiste), qui ne faisaient pas partie du Conseil des ministres formé le 27 octobre, devenaient membres du Cabinet restreint. Pour se conformer aux dispositions constitutionnelles, M. Nagy a déclaré dans son allocution du 30 octobre qu'il proposerait au Présidium de la République populaire de les nommer ministres d'Etat. Il a ajouté que le Cabinet restreint comprendrait une personne qui serait désignée par le Parti social-démocrate. Alors qu'au Conseil des ministres la proportion de non-communistes et de communistes était de cinq à vingt, elle était de trois à trois au Cabinet restreint, sans compter la participation éventuelle des sociaux-démocrates. En outre, les membres non com-

munistes n'agiraient plus à titre personnel, mais, selon les termes employés par M. Nagy, le Gouvernement du pays était maintenant fondé « sur la coopération démocratique des partis de coalition ressuscités en 1945 ».

D. — La renaissance des partis politiques

576. A la fin du printemps 1949, les partis politiques hongrois, à l'exception du Parti des travailleurs hongrois (communiste) — qui avait absorbé en juin 1948 une fraction du Parti social-démocrate — avaient pratiquement cessé d'exister bien qu'aucune disposition législative les interdisant ou les dissolvant n'ait été publiée au Journal officiel hongrois.

577. La revendication à laquelle les insurgés étaient le plus attachés, celle qui réapparaissait le plus fréquemment parmi les demandes formulées par divers groupes depuis le 22 octobre, date de l'adoption de la résolution des étudiants de l'Université technique, portait sur l'instauration d'un régime à partis multiples, ce qui impliquait, bien entendu, la résurrection des partis politiques. Il était donc naturel que moins d'une heure après la déclaration dans laquelle le Premier Ministre Imre Nagy annonçait l'abolition du système à parti unique⁷, les partis politiques fussent rétablis à Budapest et dans les provinces. MM. Tildy et Erdei, qui avaient pris la parole après M. Nagy, demandèrent aux dirigeants et aux membres de leurs partis respectifs, le Parti des petits propriétaires indépendants et le Parti national paysan, d'organiser leur renaissance dans tout le pays. Ces deux partis et le Parti social-démocrate furent donc officiellement reconstitués dans l'après-midi du 30 octobre et leur siège national réinstallé à Budapest. Le Parti des petits propriétaires indépendants et le Parti social-démocrate réoccupèrent même leurs anciens locaux. Les organes des partis reparaissaient le 1^{er} novembre tandis que des appels étaient lancés par l'intermédiaire de la radio, de la presse et de dépliant pour inciter les adhérents à se regrouper sur le local. Le 3 novembre, ces trois grands partis politiques avaient reconstitué leurs sections dans la plupart des 22 arrondissements de Budapest ainsi que dans les villes des diverses provinces. En outre, des partis moins importants furent créés.

578. Des trois principaux partis reconstitués le 30 octobre, le Parti des petits propriétaires indépendants⁸ avait été dans le passé le plus puissant. Fondé en 1930 par Gaston Gáal — décédé depuis — ainsi que par Zoltán Tildy et Ferenc Nagy, il avait inscrit à son programme le suffrage universel, la réforme agraire, l'élévation du niveau économique et culturel de la population rurale, l'impôt progressif, la simplification de l'administration publique et l'augmentation des prestations sociales. Aux élections générales du 4 novembre 1945, le Parti des petits propriétaires indépendants avait recueilli 2.688.161 voix sur un total de 4.717.256 voix (soit 57,5 pour 100) et obtenu 245 des 409 sièges à pourvoir. A l'époque, ce Parti représentait donc nettement la majorité du peuple hongrois. Le 30 octobre 1956, la direction du parti fut confiée à un comité directeur provisoire, comprenant parmi ses membres József Kóvágó et Istvan Szabo ; M. Béla Kovács fut élu secrétaire général. En dehors des sections locales mises sur

⁶ Chap. VII, par. 279.

⁷ Radio-Budapest, le 30 octobre à 14 h. 28.

⁸ *Független Kisgazda Párt*.

piéd dans plusieurs régions, diverses formations spécialisées du parti furent organisées au cours des quatre ou cinq jours qui suivirent sa reconstitution, l'une groupant l'élite scientifique, l'autre les pédagogues « qui n'acceptent ni le marxisme, ni le matérialisme » et souhaitent « redonner à l'enseignement hongrois un fondement religieux, moral, national et européen »⁹. D'autres groupes réunissaient les membres du Parti, anciens fonctionnaires du Ministère des affaires étrangères, les chemistres, les médecins et les artistes¹⁰. Le Parti a publié un quotidien sous le titre d'un journal disparu, le *Kis Ujság* du 1^{er} au 3 novembre. A cette dernière date, il n'avait pas encore rédigé son nouveau programme, mais son orientation politique se dégage des témoignages recueillis, des déclarations de ses dirigeants et des résolutions adoptées au cours de réunions tenues entre le 30 octobre et le 3 novembre. Des témoins ont dit au Comité spécial que le Parti des petits propriétaires indépendants était par principe opposé à ce que l'on dirige d'autorité les travailleurs vers des emplois donnés et à ce que l'on enrégimente les agriculteurs dans les kolkhozes; il soutenait que les paysans doivent avoir le choix entre l'exploitation individuelle de leurs biens et l'adhésion à un organisme collectif. Le Parti ne semblait avoir aucun doute quant aux préférences des populations rurales; il était persuadé que le régime du kolkhoze n'est pas fait pour tirer le meilleur du paysan hongrois. Dans un discours prononcé le 30 octobre, lors d'une réunion des membres du Parti à Pécs, Béla Kovács a déclaré que le Parti des petits propriétaires indépendants était le seul parti hongrois qui « depuis 1945, eût souhaité vraiment reconstruire une Hongrie indépendante et libre »¹¹. Se tournant vers l'avenir, il a ajouté que les membres du Parti devaient reviser leurs idées, renoncer aux conceptions périmées et, quel que soit le nouveau programme qu'ils adopteraient, « se fixer pour objectif l'édification d'une Hongrie nouvelle libre et indépendante ». Pour ce qui est des relations étrangères, M. Kovács a déclaré: « Quand les combattants de la liberté hongroise se battaient contre les tanks russes, ils se battaient pour l'indépendance nationale. Cela ne signifie pas que le peuple russe soit notre ennemi, mais il ne nous est pas possible de suivre une politique unilatérale... Nous devons établir des relations, fondées sur la reconnaissance de l'égalité des droits, avec toutes les nations, et nous ne pouvons lier le sort de notre pays à celui de tel ou tel bloc militaire. Le peuple hongrois est pour la neutralité de la Hongrie. » Dans un appel lancé le 2 novembre, le Comité directeur provisoire du Parti des petits propriétaires indépendants a demandé à tous les Hongrois de reprendre le travail: « Rétablissons l'ordre et remettons-nous au travail. La révolution a maintenant besoin de charrues et de marteaux, elle a besoin de produire. La révolution a défini nos revendications nationales: liberté, indépendance et égalité avec les autres nations. Dans notre parti, chaque Magyar peut lutter pour atteindre ces objectifs »¹².

579. Le Parti social-démocrate hongrois¹³, fondé en 1880, et d'inspiration marxiste, obtint soixante-neuf sièges au Parlement lors des élections législatives de 1945 et

cessa d'exister en tant que parti indépendant trois ans plus tard. Au cours des années suivantes, nombre de ses chefs et de ses membres furent emprisonnés ou internés dans des camps de travail et ils furent torturés.

580. Le 30 octobre 1956, Anna Kéthly, qui avait passé de nombreuses années en prison sous le régime Rákosi, devint Présidente du Parti réorganisé. Gyula Kelemen fut nommé Secrétaire général et le Dr András Révész, Secrétaire général adjoint¹⁴. Le Comité exécutif du parti déclara qu'il ne reprendrait pas les anciens chefs sociaux-démocrates (tels que Árpád Szakasits, premier président du Présidium de la République populaire, élu en 1949), qui, en 1948, était partisan de la « fusion » entre communistes et sociaux-démocrates. M. Kelemen, chargé de réorganiser le Parti, s'adressa le 1^{er} novembre aux sociaux-démocrates hongrois dans les termes suivants: « Travailleurs hongrois, mes frères ... des centaines de milliers de travailleurs organisés qui ... ont souffert d'une oppression cruelle, reconstruisent aujourd'hui le Parti social-démocrate hongrois. Le régime capitaliste le plus féroce ne nous aurait pas exploités comme l'ont fait les maîtres [de notre pays] au cours des huit dernières années. Ils mentaient quand ils affirmaient que c'est au nom des travailleurs qu'ils gouvernaient »! M. Kelemen demandait ensuite aux sociaux-démocrates d'aider les conseils révolutionnaires et les comités nationaux à accomplir leur tâche et insistait sur la nécessité de développer les organisations de jeunesse et les groupements de paysans à l'intérieur du Parti¹⁵. Le même jour, un nouvel appel fut adressé aux « jeunes ouvriers et étudiants », leur demandant de s'inscrire au Parti social-démocrate pour promouvoir « l'indépendance et la démocratisation complète du pays ». On annonçait également une réunion en masse de la jeunesse sociale-démocrate¹⁶.

581. Le 30 octobre, Imre Nagy invita le Parti social-démocrate à faire partie du Cabinet restreint créé le jour même. On rapporte que, le 1^{er} novembre, le Parti « négociait » dans ce sens¹⁷. On savait cependant que les chefs socialistes ne tenaient pas à faire partie du gouvernement à cette époque, étant donné la présence continue des troupes soviétiques sur le territoire hongrois¹⁸; ils soutenaient que « toutes les positions-clés du gouvernement étaient aux mains des communistes », ce qui, selon eux, n'est conforme « ni à la justice ni à la situation politique véritable »¹⁹.

582. Le 3 novembre, trois sociaux-démocrates, dont Anna Kéthly, entrèrent au Gouvernement. M^{lle} Kéthly se trouvait à Vienne depuis le 1^{er} novembre, où elle assistait à la réunion d'un comité exécutif de l'Internationale socialiste; le 2 novembre, à la frontière autrichienne, des gardes soviétiques l'empêchèrent de retourner en Hongrie²⁰.

583. Le 1^{er} novembre, *Népszava*, organe central du Parti social-démocrate depuis soixante-seize ans, et porte-parole, entre 1948 et 1956, des syndicats à direction communiste, reparut comme journal social-démocrate; les trois numéros de *Népszava* publiés durant cette

¹⁴ *Népszava*, 1^{er} novembre 1956.

¹⁵ *Ibid.*, 2 novembre 1956.

¹⁶ *Ibid.*, 2 novembre 1956.

¹⁷ *Ibid.*, 1^{er} novembre 1956.

¹⁸ *Ibid.*, 3 novembre 1956 (déclaration d'Anna Kéthly à Vienne).

¹⁹ *Igazság*, 1^{er} novembre 1956 (déclaration de László Faragó).

²⁰ *Kis Ujság*, 3 novembre 1956.

⁹ *Kis Ujság*, 1^{er} novembre 1956.

¹⁰ *Ibid.*, 2 novembre 1956.

¹¹ *Ibid.*, 1^{er} novembre 1956.

¹² *Magyar Nemzet*, 2 novembre 1956.

¹³ *Magyar Szociál-demokrata Párt*.

période ne donnent que peu de renseignements sur le programme du Parti dans la nouvelle conjoncture. Le premier numéro contenait un éditorial où Anna Kéthly affirmait qu'au cours des huit précédentes années, le Parti social-démocrate n'avait été qu'un « géant paralysé par des nains » jusqu'au jour où il avait réussi à se libérer d'un « régime qui s'intitule démocratie populaire » mais qui dans sa forme et dans son essence n'était ni populaire ni démocratique. Dans des numéros plus récents, Anna Kéthly et Gyula Kelemen demandaient avec insistance que la Hongrie devienne un pays socialiste, démocratique et neutre²¹.

584. Le Parti national paysan²² avait été fondé en juillet 1939 par Imre Kovács, Ferenc Erdei et Péters Veres pour représenter les intérêts des travailleurs agricoles; en 1945, il avait vingt-trois députés au Parlement. Après 1948, beaucoup de ses anciens membres, notamment Péter Veres, son dernier président, ont collaboré avec les communistes; à partir de 1955, certains d'entre eux ont pris une part active aux travaux du Cercle Petöfi et de l'Union des écrivains²³. Le Parti a été reconstitué officiellement le 30 octobre et les premières sections locales ont été rétablies le lendemain. *Uj Magyarország* (La Hongrie nouvelle), organe officiel du Parti, a paru le 2 novembre. Le Parti s'est développé rapidement à Budapest et dans le nord-est et l'est de la Hongrie. Le 31 octobre, à sa première réunion publique, il a changé son nom en « Parti Petöfi » et élu un comité exécutif provisoire de onze membres dont István Bibó, professeur de droit, et Attila Szigethly, président du Conseil national révolutionnaire du comitat de Győr-Sopron. Le Parti a élu Ferenc Farkas secrétaire général et constitué, pour faire office de président, un comité de surveillance composé de onze membres bien connus de l'Association des écrivains, dont László Németh et Gyula Illyés²⁴. Bien qu'il eût pris l'initiative de reconstituer le Parti le 30 octobre, M. Ferenc Erdei, Ministre d'Etat, était impopulaire auprès de la grande masse des membres du Parti parce qu'il avait collaboré avec le Parti des travailleurs hongrois; il n'a pas figuré parmi les dirigeants provisoires du Parti²⁵.

585. M. Farkas a défini l'attitude du Parti Petöfi dans un article publié dans le journal du Parti. Le Parti entendait « servir la cause du paysannat » et « des Hongrois en général ». « Aussi longtemps que les troupes soviétiques se trouvaient en Hongrie », le Parti ne pouvait pas participer au Gouvernement. L'insurrection avait été un succès militaire, mais elle n'avait pas encore réussi du point de vue politique. Pour appuyer la décision prise par M. Nagy de dénoncer le Traité de Varsovie, il fallait organiser dans les trois jours un referendum sur les points suivants: abrogation immédiate du traité, neutralité et refus d'adhérer à aucun groupe d'intérêts. Sur le plan de la politique intérieure, il fallait créer un Conseil national

suprême composé de représentants des insurgés armés des partis démocratiques et de l'Union des écrivains, présidé par le compositeur Zoltán Kodály, l'une des dix personnalités que l'on avait choisies, en 1945, pour l'adjoindre aux députés élus du Parlement. Ce conseil sera l'organe gouvernemental suprême au cours de la période révolutionnaire et exercerait en outre les fonctions de chef de l'Etat²⁶.

586. Le Parti des petits propriétaires indépendants et le Parti Petöfi ont appuyé tous deux la reconstitution de l'Alliance de la paysannerie hongroise (*Magyar Paraszt szövetség*)²⁷ qui devait représenter et protéger les intérêts culturels et économiques des paysans.

587. La liberté politique renaissait rapidement, comme le montre le fait qu'un nombre croissant d'organisations ont été créées après le 31 octobre et que plusieurs petits partis politiques se sont constitués entre le 31 octobre et le 3 novembre. Il faut notamment citer le Parti démocratique chrétien²⁸, qui avait été dissous en juin 1947 et s'adressait aux « frères chrétiens de Hongrie » pour leur demander d'aider à édifier « une Hongrie nouvelle, plus heureuse, libre et indépendante sous le signe de la moralité chrétienne ». Au nombre des partis reconstitués figuraient également le Parti démocratique populaire, qui déclarait appuyer l'action du Gouvernement « pour le maintien de l'ordre et la protection des personnes et des biens », et le Parti de l'indépendance hongroise. En outre, le Parti de la jeunesse révolutionnaire hongroise a été créé et on a annoncé la reconstitution du Parti conservateur hongrois, qui agissait « depuis dix ans dans l'illégalité »³⁰.

²⁶ *Uj Magyarország*, 2 novembre 1956. Le 3 novembre, Sándor Varga, Secrétaire organisateur du Parti Petöfi pour le comitat de Borsod, a défini comme suit le programme du Parti à Radio Miskolc:

« Le Parti paysan Petöfi est favorable à la propriété privée et à la liberté de la production et du commerce. Dans le domaine religieux, nous préconisons la liberté de conscience la plus complète, la liberté de religion et la protection officielle des Eglises fidèles à l'esprit du Christ. Le Parti paysan Petöfi ne renoncera pas à ses revendications tendant à améliorer l'éducation des jeunes paysans. Nous déclarons que nous acceptons sans réserve la Loi de 1945 sur la réforme agraire, que nous ne rendrons pas les terres que notre paysannat possède aujourd'hui, et que nous lutterons sans relâche contre quiconque s'efforcerait de mettre en question la légitimité de cette grande œuvre nationale et oserait attaquer les mesures de réforme agraire. Mais nous jugeons nécessaire de rectifier toutes les illégalités que l'on a commises dans ce domaine depuis 1948 jusqu'à notre révolution nationale. Tout en reconnaissant pleinement que les paysans ont le droit de vendre leurs produits sans restriction, nous estimons indispensable de maintenir les coopératives agricoles existantes jusqu'à ce que des coopératives paysannes aient été constituées sur une base solide... ».

²⁷ *Magyar Nemzet*, 1^{er} novembre 1956; *Uj Magyarország*, 2 novembre 1956; *Kis Újság*, 1^{er} novembre 1956.

²⁸ Par exemple la Ligue de la jeunesse chrétienne, dont la radio de Budapest a annoncé la formation le 31 octobre et qui avait pour but de réunir les jeunes chrétiens de Hongrie en un seul groupement « qui représenterait les idéals de la jeunesse en s'inspirant des principes chrétiens, compte tenu des forces qui orientent la vie politique du pays ».

²⁹ *Magyar Világ*, 3 novembre 1956.

³⁰ Voici brièvement exposés les changements intervenus dans la presse: dans les jours qui précédaient la révolution d'octobre 1956, la presse hongroise se composait essentiellement des journaux officiels du Parti. Outre le *Szabad Nép* (le Peuple libre), le Parti avait un journal du soir, le *Esti Budapest* (Budapest-Soir) et la revue mensuelle *Társadalmi Szemle* (la Revue sociale), qui était l'organe scientifique du Parti. Les communistes contrôlaient le Conseil national des syndicats, qui avait lui aussi un quotidien, le *Népszava* (la Voix du Peuple), ainsi que la Ligue de la jeunesse travailleuse

²¹ *Népszava*, 1^{er}, 2 et 3 novembre 1956.

²² *Nemzeti Paraszt Párt*.

²³ Chap. XII, par. 382-383.

²⁴ *Uj Magyarország*, 2 novembre 1956.

²⁵ Le 31 octobre, M. Erdei a fait la déclaration suivante: « Plusieurs collègues de l'ancien Parti paysan m'ont reproché d'avoir été celui qui a lancé l'appel en faveur de la réorganisation du Parti national paysan. Je crois devoir déclarer que si j'ai agi ainsi, c'est simplement parce que j'étais l'un de ceux qui ont pris l'initiative de cette décision et que j'étais seul en mesure de faire la déclaration qu'il fallait. Bien entendu, cela ne signifie pas que je veuille influencer en quoi que ce soit la réorganisation du Parti national paysan. » (*Szabad Szó*, 31 octobre 1956.)

E. — La coalition remaniée: le gouvernement du 3 novembre

588. La création du Cabinet restreint du 30 octobre a eu pour effet de confier le pouvoir exécutif à un petit groupe de personnes aptes à répondre aux vœux des combattants, mais la situation des autres ministres n'était pas nette. Théoriquement, ils restaient en fonctions. Pratiquement, plusieurs d'entre eux étaient en conflit avec le personnel de leur ministère, dont les comités révolutionnaires refusaient parfois de les reconnaître ou de les laisser entrer dans leur bureau. La question de la participation au Cabinet du parti social-démocrate, telle qu'elle avait été envisagée le 30 octobre, n'était pas encore réglée.

589. Le 3 novembre, le Présidium de la République populaire a annoncé que les trois vice-présidents Antal Apró, József Bognár et Ferenc Erdei, et vingt ministres, notamment ceux de l'intérieur (Ferenc Münnich), de la défense (Károly Janza), des affaires étrangères (Imre Horváth) et de la justice (Erik Molnár), étaient « relevés... de leurs fonctions sur leur propre demande »; cependant, « afin de compléter et de renforcer le Gouvernement national », on a procédé à un petit nombre de nominations, dont celle du général Pál Maléter à qui a été confié le

(DISZ), qui était l'organisation communiste de jeunesse et qui avait un journal, le *Szabad Ifjúság* (la Jeunesse libre). Le Front populaire patriotique — auquel la résolution du Comité central du Parti des travailleurs hongrois (communiste) de juillet 1956 avait donné une importante nouvelle — contrôlait le *Magyar Nemzet* (la Nation hongroise), journal de traditions libérales. Le journal officiel, *Magyar Közlöny*, était considéré entre 1950 et 1954 comme une publication « confidentielle » à diffusion très restreinte. Le *Irodalmi Ujság* (la Gazette littéraire), hebdomadaire de l'Union des écrivains hongrois, était le seul organe de la presse hongroise qui, depuis 1955, ne se fut pas plié à l'uniformité ordonnée par le Parti.

L'insurrection a eu de grandes conséquences sur la presse et la radio hongroises. Le ton des journaux a brusquement changé et, après le 30 octobre, plus de vingt quotidiens commencèrent à paraître. Le *Szabad Nép* publia son dernier numéro le 1^{er} novembre et fut remplacé par le *Nepszabadság* (la Liberté populaire), qui s'intitulait « le journal du Parti des travailleurs socialistes hongrois ». Le *Népszava*, quotidien du Conseil national des syndicats, redevint à partir du 1^{er} novembre l'organe central du Parti social-démocrate. Le Conseil national des syndicats libres, une fois réorganisé, a publié le *Népakarat* (la volonté populaire), dont le premier numéro a paru le 1^{er} novembre. Le Parti des petits propriétaires, après six ans de silence, a ressuscité le 1^{er} novembre le *Kis Ujság* (le Petit Journal), tandis que le Parti Petöfi (précédemment Parti national paysan) lançait le 2 novembre le *Uj Magyarország* (la Hongrie nouvelle). Le *Magyar Nemzet* a continué de paraître, mais, à partir du 31 octobre, il cessa de s'appeler l'organe du Front populaire patriotique.

Les organisations révolutionnaires avaient elles aussi leurs journaux: le Comité national révolutionnaire hongrois contrôlait le *Magyar Függetlenség* (l'Indépendance hongroise); l'Armée et la Jeunesse révolutionnaires hongroises publièrent le *Igazság* (la Vérité) le 28 octobre; le Conseil révolutionnaire des étudiants fit paraître le *Egyetemi Ifjúság* (la Jeunesse universitaire) le 29 octobre; l'Organisation combattante des jeunes ouvriers et de la jeunesse travailleuse a lancé le *Magyar Ifjúság* (la Jeunesse hongroise) le 1^{er} novembre. La jeunesse avait deux autres publications: le *Szabad Ifjúság* (précédemment l'organe du Comité central de la DISZ), qui, le 30 octobre, devint le journal de la « Jeunesse révolutionnaire hongroise », et *Magyar Jövő* (l'Avenir hongrois), « le journal de la jeunesse universitaire », dont un numéro parut le 3 novembre. L'armée et la garde nationale publièrent le 30 octobre le *Magyar Honvéd* (le Soldat hongrois) qui remplaçait le *Néphadsereg* (l'Armée populaire), organe central du Ministère de la défense nationale. Deux hebdomadaires catholiques parurent le 3 novembre: *A Szív* (le Cœur), hebdomadaire de la Société du Sacré-Cœur, et *Uj Ember* (l'Homme nouveau). Un hebdomadaire protestant, *Reformáció*, portant la date 4-10 novembre, a été publié sous les auspices de l'Eglise calviniste hongroise; son rédacteur en chef était l'évêque László Ravasz.

Ministère de la défense. Imre Nagy restait Président du Conseil des ministres et prenait le portefeuille des affaires étrangères³¹. Les autres portefeuilles ne furent pas répartis entre les divers membres du gouvernement, qui se composait alors exclusivement de Ministres d'Etat. Quatre d'entre eux avaient été ministres d'Etat dans le Cabinet formé le 30 octobre: János Kádár et Géza Losonczy (communistes); Béla Kovács et Zoltán Tildy (Parti des petits propriétaires indépendants). Six nouveaux ministres d'Etat furent nommés: István B. Szabó (Parti des petits propriétaires indépendants); Anna Kéthly, Gyula Kelemen et József Fischer (Parti social-démocrate); Ferenc Farkas et István Bibó (Parti Petöfi). Le Cabinet du 3 novembre se composait donc des éléments suivants: quatre communistes, trois membres du Parti des petits propriétaires indépendants, trois sociaux-démocrates et deux membres du Parti Petöfi. Le Présidium avait décidé de laisser tous les portefeuilles sans titulaires, à l'exception de ceux que détenaient M. Nagy et le général Maléter, et de nommer des vice-ministres non membres du gouvernement pour assurer la gestion des ministères intéressés. On expliqua que « ces vice-ministres seraient chargés d'assumer la direction des ministères ainsi que de leurs activités gouvernementales et économiques conformément aux décisions et aux mesures adoptées par le Gouvernement national ». Le Gouvernement national devait charger ultérieurement ses membres, en qualité de Ministres d'Etat, d'assumer la direction des ministères par l'intermédiaire des vice-ministres.

590. Un témoin, qui avait été l'un des chefs du Parti des petits propriétaires indépendants, a souligné l'importance de la participation de son parti à la coalition des quatre partis. Etant donné la nette majorité que le Parti des petits propriétaires avait eue aux dernières élections libres, en 1945, sa décision de participer au gouvernement du 3 novembre sur le même pied que les communistes et les sociaux-démocrates montrait, de l'avis du témoin, que son parti n'avait pas l'intention de revenir sur d'authentiques réalisations socialistes comme la réforme agraire.

591. Des vues semblables avaient été exprimées par Béla Kovács, membre du Parti des petits propriétaires indépendants; le 31 octobre, à Pécs, il avait déclaré, lors de la réunion au cours de laquelle avait été constitué son parti: « Personne ne devrait songer à revenir à un monde d'aristocrates, de banquiers et de capitalistes. Ce monde a définitivement disparu! Un véritable membre du Parti des petits propriétaires ne saurait raisonner d'après les principes de 1939 ou de 1945 »³². Ces vues coïncident, en grande partie, avec les opinions exprimées par certains chefs des deux autres partis principaux. Le 1^{er} novembre, Anna Kéthly, Présidente du Parti social-démocrate, déclarait: « Les usines, les mines et la terre doivent rester en la possession du peuple »³³. Le même jour, László Németh écrivait dans le journal du Parti Petöfi que les quatre partis devraient faire une déclaration dans laquelle ils confirmeraient leur foi en certains grands principes du socialisme: les usines devraient continuer d'être dirigées par l'Etat; aucune propriété foncière d'une superficie supérieure à 25-40 hectares ne devrait être

³¹ On a déclaré que M. Nagy avait pris « la direction du Ministère des affaires étrangères le 1^{er} novembre ».

³² *Kis Ujság*, 1^{er} novembre 1956.

³³ *Népszava*, 1^{er} novembre 1956.

restituée à son ancien propriétaire; les ouvriers devraient participer à la gestion des usines et les petites coopératives devraient être encouragées. Pour conclure, Németh préconisait ce qu'il appelait « un système politique d'importance historique: un système associant plusieurs partis et fondé sur un principe de base commun qui réunirait la force de systèmes sociaux ayant un fondement idéologique et la souplesse du système parlementaire »³⁴.

592. L'une des dernières déclarations politiques diffusées par la radio hongroise avant la deuxième attaque des troupes soviétiques concernait également les terrains d'entente entre les quatre partis politiques qui participaient au gouvernement de coalition³⁵. Elle a été faite par Ferenc Farkas, Ministre d'Etat et Secrétaire général du Parti Petőfi. Selon M. Farkas, tous les partis de la coalition montraient qu'ils « s'identifiaient au Gouvernement national dans son action pour parvenir à la neutralité ». Le nouveau gouvernement n'était pas divisé par les divergences qui caractérisaient la coalition de 1945, et il y avait une « complète unité de vues » sur les points suivants ainsi définis dans la déclaration en question:

« 1) Le gouvernement retiendra des réalisations et des résultats socialistes tout ce qui peut être et doit être utilisé dans un pays libre démocratique et socialiste conformément aux vœux du peuple.

» 2) Nous voulons maintenir les relations économiques et culturelles les plus sincères et les plus amicales avec tous les pays socialistes, même quand nous aurons assuré notre neutralité. Nous voulons également établir des relations économiques et culturelles avec les autres nations pacifiques du monde.

» 3) Nous, les partis participant au Gouvernement national, estimons que les intérêts des partis doivent être inconditionnellement subordonnés à ceux de la nation.

» 4) Nous devons poursuivre nos efforts et les négociations que nous avons engagées avec l'Union soviétique touchant la reconnaissance de notre neutralité et de notre indépendance et le retrait des troupes soviétiques.

» 5) Nous estimons qu'il est absolument indispensable d'adresser un appel aux grands pays socialistes amis, la République populaire de Chine, la Yougoslavie et notre voisine la Pologne, pour leur demander de nous soutenir dans le règlement pacifique de notre juste cause.

» 6) Le Gouvernement national est unanime à penser qu'il est absolument indispensable de reprendre le travail et la production si nous voulons atteindre, par des moyens pacifiques, l'indépendance à laquelle nous aspirons.

» 7) Le gouvernement est également unanime dans sa volonté d'empêcher, par les mesures les plus sévères, toutes activités anarchistes ou contre-révolutionnaires et, si pareilles manifestations viennent à se produire, d'en punir les auteurs. »³⁶

593. Par les réformes qu'il a mises en vigueur le 3 novembre, le Gouvernement hongrois a gagné l'appui de tous les éléments de la nation. Les quatre partis qui le composaient avaient obtenu 4.632.972 voix sur les 4.717.256 suffrages exprimés et 407 des 409 sièges à pourvoir³⁷ aux élections libres de 1945.

594. Etant donné que le renversement du Gouvernement de M. Nagy est étroitement lié aux circonstances politiques de la deuxième intervention soviétique, la phase finale de son Gouvernement a été examinée au chapitre VII qui traite aussi de la constitution du Gouvernement de M. Kádár.

³⁴ *Uj Magyarország*, 2 novembre 1956.

³⁵ Radio-Budapest, le 3 novembre 1956 à 21 h. 19.

³⁶ Chap. VIII, par. 342.

³⁷ Les deux autres sièges étaient revenus au Parti démocratique.

Chapitre XIII

L'INTERVENTION SOVIÉTIQUE SOUS LE RÉGIME ACTUEL

A. — Introduction

595. Le chapitre V a traité de la seconde intervention des forces militaires de l'URSS, et le chapitre VII a rapporté les circonstances dans lesquelles s'est constitué le Gouvernement Kádár. Le présent chapitre expose le déroulement des événements en Hongrie en vue d'examiner: 1) la mesure dans laquelle les autorités soviétiques se sont efforcées d'anéantir les résultats de la révolution; 2) la mesure dans laquelle M. Kádár et son gouvernement dépendent de l'appui soviétique; 3) les mesures particulières prises par le Gouvernement soviétique, après la fin des combats, pour imposer le Gouvernement Kádár et le maintenir au pouvoir.

B. — Administration soviétique de la Hongrie

596. En annonçant la constitution du Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans de Hongrie, les communiqués radiophoniques de « Szolnok » du 4 novembre déclaraient que M. Kádár et ses collègues avaient pris cette mesure radicale pour protéger des dangers du fascisme et de la réaction les ouvriers et paysans de Hongrie. Dans son allocution, M. Münnich a déclaré: « Nous avons décidé de lutter de toutes nos forces contre le danger menaçant du fascisme... ». Une heure plus tard, M. Kádár déclarait de même: « Nous devons mettre fin aux excès des éléments contre-révolutionnaires. L'heure de l'action a sonné. Nous allons défendre les intérêts des ouvriers et des paysans, ainsi que les réalisations de la démocratie populaire. »

597. On ignore si M. Kádár ou d'autres membres de son Gouvernement étaient les auteurs des autres déclarations diffusées du 4 au 7 novembre par les stations radiophoniques de Hongrie qui étaient aux mains des autorités soviétiques. Dans ces déclarations, le Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans de Hongrie faisait appel au peuple hongrois, « aux ouvriers, aux paysans et aux soldats » et les exhortait à combattre les « forces de réaction ». Cependant, rien ne semble montrer qu'au cours des combats qui se sont déroulés du 4 au 11 novembre, des soldats hongrois ou des groupes de Hongrois, organisés ou non, se soient battus entre eux. Tout ce que l'on sait prouve, sans équivoque, que tous les combats ont eu lieu exclusivement entre Hongrois et forces soviétiques. Toute l'aide que ces forces ont pu obtenir de la part de Hongrois n'est venue que de personnes qui avaient des antécédents AVH et de personnes étroitement associées au défunt régime de Rákosi.

598. Une des caractéristiques de la période du 4 au 11 novembre, au cours de laquelle les forces soviétiques l'ont finalement emporté, a été que les chefs militaires soviétiques se sont servi des stations radiophoniques pour

donner leurs ordres à la population. Après les déclarations radiodiffusées du 4 novembre, M. Kádár et ses collègues ont cessé de se faire entendre jusqu'au matin du 8 novembre, date où M. Marosán, Ministre d'Etat, a prêché le retour à l'ordre. Ce que l'on a entendu à leur place, c'étaient les appels à l'aide que lançaient les stations encore aux mains des combattants hongrois et, diffusés des autres stations, les ordres que les chefs des troupes soviétiques donnaient au peuple hongrois. C'est ainsi que, le 4 novembre à 10 heures, Radio-Szombathely a fait entendre une ordonnance du commandant soviétique du comitat de Vas, où il était dit notamment: « Comme les organes d'administration locale se sont montrés incapables de maintenir l'ordre et d'assurer la sécurité publique... l'officier commandant la ville et le comitat a donné l'ordre aux patrouilles de l'armée soviétique de garder les entreprises et bâtiments publics. » Aux termes de cette même ordonnance, les civils devaient remettre toutes leurs armes au commandement militaire soviétique, sous peine de châtiments graves; il y avait couvre-feu de telle à telle heure et le ravitaillement faisait l'objet d'une réglementation.

599. Les 4 et 5 novembre, les postes de Szolnok, Pécs, Miskolc et Nyiregyháza ont fait entendre des communiqués analogues, émis par des chefs soviétiques: ordre de livrer les armes, couvre-feu, autres questions administratives, et exhortations à la population à participer au rétablissement de l'ordre et à reprendre le travail.

600. Bien que dans la soirée du 4 novembre le poste de Budapest — qui était aux mains des autorités soviétiques — ait, au nom du Gouvernement Kádár, incité « les fidèles défenseurs de la cause du socialisme » à sortir de la clandestinité, les combats qui avaient lieu en Hongrie n'avaient rien d'une guerre civile, c'est-à-dire d'un conflit armé entre deux parties de la population. Les opérations militaires se réduisaient essentiellement à celles d'une armée étrangère bien équipée, qui, grâce à sa supériorité écrasante, étouffait un mouvement national et avait renversé le gouvernement qui en était la véritable expression. Le pseudo-gouvernement installé par les autorités soviétiques ne pouvait tenir lieu d'une administration efficace. En conséquence, l'armée soviétique, tout en s'efforçant d'atteindre par la force ses objectifs militaires, a été amenée à se charger en outre de diverses fonctions administratives de caractère nettement civil.

601. Il est difficile de déterminer de façon précise l'étendue des pouvoirs de l'Administration militaire soviétique après le 4 novembre; mais il ressort des proclamations dont on a connaissance que des autorités militaires étrangères dirigeaient dans une très large mesure les affaires intérieures de la Hongrie. On peut citer les exemples suivants:

*« Proclamation n° 1 du Commandant militaire
des unités de l'armée soviétique à Budapest*

Budapest, le 6 novembre 1956

« A la demande du Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans de Hongrie, les troupes soviétiques sont entrées provisoirement à Budapest en vue d'aider le peuple hongrois à préserver ses réalisations socialistes, à mettre fin à la contre-révolution et à prévenir le danger fasciste.

» En vue de rétablir l'ordre et une vie normale dans Budapest, j'ordonne ce qui suit:

» 1) Ceux qui sont en possession d'armes les remettront immédiatement, et en tout cas le 9 novembre 1956 à 17 h. 00 au plus tard, aux unités militaires soviétiques ou au Commandement militaire soviétique. Ceux qui remettront leurs armes ne seront pas inquiétés.

» Ceux qui, à la date indiquée, n'auront pas remis leurs armes ou cacheront des armes seront sévèrement punis.

» 2) A dater du 7 novembre 1956, la circulation dans les rues du périmètre municipal de Budapest ne sera autorisée qu'entre 7 heures et 19 heures.

» Chacun est obligatoirement tenu d'obéir aux patrouilles du Commandement militaire soviétique et d'exécuter sans discussion leurs ordres et leurs instructions.

» 3) Nous demandons aux ouvriers et employés des usines, des magasins, des transports en commun et des services municipaux, ainsi que des autres entreprises et bureaux, de reprendre le travail.

» Quiconque empêchera les ouvriers et employés de reprendre le travail sera poursuivi.

» 4) Les autorités locales devront ravitailler la population en produits alimentaires et en combustibles. Le Commandement militaire soviétique prêtera aux services administratifs locaux toute l'assistance requise.

» Tous les magasins d'alimentation seront ouverts pour assurer sans interruption le ravitaillement de la population. Ils resteront ouverts de 8 heures à 18 heures. Les trains et les véhicules automobiles qui transporteront des produits alimentaires et des combustibles pourront — avec une autorisation spéciale — circuler de jour et de nuit.

» Je demande à tous les travailleurs de Budapest d'aider les services administratifs locaux et l'Armée soviétique à rétablir et à assurer l'ordre et la vie normale dans la ville.

» Le Commandant militaire des unités de l'armée soviétique à Budapest. »

*Le général de la Garde
K. GREBENNIK*

« Proclamation du Commandant militaire soviétique¹

« Le Commandant militaire soviétique de Pécs a pris ses fonctions aujourd'hui.

» J'ordonne ce qui suit:

» 1) Les comités nationaux contre-révolutionnaires seront immédiatement dissous.

» 2) Les habitants remettront leurs armes à la Commandanture militaire (bâtiment de l'AVH) le 5 novembre 1956 avant 19 heures. Tous ceux qui détiendront illégalement des armes chez eux seront poursuivis conformément aux règlements d'exception.

» 3) Le travail reprendra dans toutes les usines et dans tous les bureaux le 5 novembre 1956 à l'heure habituelle.

» 4) Les manifestations et les réunions sont interdites.

» Jusqu'à nouvel ordre, les institutions culturelles et les lieux d'amusement demeureront fermés. Tous les citoyens se conformeront aux lois et règlements de la République populaire de Hongrie.

» 5) La circulation dans les rues de la ville est autorisée de 7 heures à 19 heures. Les magasins peuvent rester ouverts aux mêmes heures.

» 6) Si l'on tire sur des soldats soviétiques ou sur des citoyens hongrois, les forces armées soviétiques riposteront avec toutes les armes à leur disposition. »

*Le Commandant militaire soviétique de Pécs
Commandant KORNIUSSINE*

602. Telles étaient les proclamations publiées par les autorités militaires soviétiques au moment de leur agression armée contre le peuple hongrois. Mais, même après la fin des combats, on ne relève aucun signe, de la part de la population, ni même d'une fraction de la population, qui montre qu'elle était disposée à aider le Gouvernement formé sous l'égide de l'URSS dans l'œuvre de reconstruction. Durant les deux semaines qui ont suivi, les journaux et la radio n'ont cessé d'annoncer que l'ordre était rétabli dans tout le pays. Il a fallu mettre fin à de telles déclarations car tous savaient bien qu'elles étaient fausses et que d'importants groupes de la population recherchaient activement le moyen de tenir tête au gouvernement. Le Commandement militaire soviétique s'est ainsi trouvé aux prises avec la nécessité d'assurer l'administration du pays en l'absence de tout appareil administratif. Les conseils révolutionnaires avaient révoqué les administrateurs de l'ancien régime qui n'avaient pas fait cause commune avec la révolution, mais il n'avait pas encore été possible de leur trouver des remplaçants compétents. En outre, certains membres des conseils révolutionnaires avaient participé à la résistance armée et avaient dû se cacher, une fois les combats terminés². Il est arrivé souvent que les services essentiels de Budapest et de sa banlieue n'aient pu fonctionner efficacement, la plupart des agents responsables étant absents. De plus — et cette circonstance est de loin la plus importante — quand les combats ont pris fin, les ouvriers ont décidé d'engager une campagne de résistance passive. Cette phase de la résistance, qui s'est poursuivie jusqu'en janvier 1957, a accru le fardeau de l'Union soviétique, obligée d'étayer l'économie hongroise en lui fournissant des biens et des services.

603. Dans quelques centres de province, où les combats n'avaient eu que peu d'ampleur, les conseils révolutionnaires ont reçu l'autorisation, moyennant certains

¹ Cette proclamation a paru dans l'édition spéciale du *Dunántúli Napló*, publiée à Pécs le 5 novembre 1956.

² Chap. V, par. 199-203.

changements dans leur composition, de demeurer en fonctions sous la haute surveillance du Commandement soviétique. Dans d'autres centres, l'autorité militaire a dissous tous les conseils révolutionnaires. Dans de nombreux centres les fonctionnaires destitués par la révolution sont reparus à la mairie et, en présence d'officiers soviétiques, d'agents de la NKVD ou d'anciens agents de l'AVH, ont repris les fonctions qu'ils occupaient avant le 23 octobre. Selon les renseignements recueillis, ces fonctionnaires se sont souvent trouvés dans l'impossibilité de rendre aucun service effectif aux autorités militaires soviétiques, les employés des administrations locales ou des entreprises locales de services publics ayant, soit abandonné leur poste, soit restreint leur travail de façon à en faire bénéficier les seuls consommateurs, et non pas l'ensemble du pays.

604. Selon les déclarations faites au Comité, la population, notamment à Budapest, n'a pas souffert directement de la désorganisation ou de l'interruption de tous les services publics. Comme ils l'avaient fait au début de la révolution, les paysans des alentours de Budapest ont continué à venir tous les jours à la capitale apporter leurs produits, qu'ils vendaient à très petit bénéfice ou au prix coûtant quand ils ne les donnaient pas à ceux qui n'avaient pas le moyen de les acheter. De même, les mineurs, les conducteurs de camions et le personnel des centrales électriques ont continué à fournir le minimum de produits et de services qu'il fallait pour satisfaire les besoins des hôpitaux et des foyers domestiques, minimum qui était loin de suffire aux besoins de l'industrie ou des services publics. Par leur ténacité, les travailleurs avaient réussi à paralyser complètement la vie économique du pays. Le 28 novembre, le Ministre de l'industrie, M. Antal Apró, au cours d'une réunion organisée au Parlement avec des représentants des conseils d'ouvriers, a souligné la gravité de la situation que les ouvriers d'usine et les mineurs avaient créée en refusant de reprendre le travail. Les usines étaient inactives par suite du manque de matières premières et de combustibles. Les pays communistes avaient envoyé, a-t-il dit, de grandes quantités des matières premières qui faisaient défaut à l'industrie hongroise; ces matières premières étaient maintenant accumulées à la frontière et ne pouvaient arriver jusqu'aux usines.

C. — Mesures soviétiques de répression

605. A moins de donner satisfaction aux revendications du peuple hongrois, il n'y avait qu'une seule manière de rétablir l'ordre: il fallait, d'une part, que le Commandement militaire soviétique instaure une politique de répression et de terreur, que le Gouvernement de M. Kádár poursuivrait avec une ténacité égale; il fallait d'autre part ressusciter le Parti communiste hongrois pour faire disparaître les foyers d'opposition politique. La première mesure est entrée en vigueur dès la fin des combats. La seconde mesure a suivi, vers la fin du mois de novembre; nous l'examinerons dans la suite du présent chapitre.

606. Dans l'appel qu'il a adressé le 5 novembre au peuple hongrois, le général Grebennik, Commandant militaire soviétique en Hongrie, a souligné que les troupes soviétiques ne se trouvaient pas en Hongrie pour assouvir des ambitions d'expansion territoriale ou économique, mais pour répondre à la demande, que le Gouvernement des ouvriers et paysans (de M. Kádár) avait adressée au

Commandement militaire soviétique, « de l'aider à liquider les forces contre-révolutionnaires ». Il demandait aux officiers et soldats de l'armée hongroise de lutter côte à côte avec les troupes soviétiques « contre les forces déchaînées de la réaction, pour la liberté et la démocratie ». Mais les combattants hongrois sont restés sourds à cet appel, et à bien d'autres. Devant cette opposition, le Commandement militaire soviétique en Hongrie a adopté des mesures rigoureuses: arrestations individuelles de gens suspects d'être à la tête de la résistance, arrestations massives et déportations. Occasionnellement, les troupes soviétiques ont eu recours à des exécutions sommaires pour inspirer la terreur au peuple hongrois. En même temps, le Commandement soviétique a mis la main sur les centres nerveux du pays; stations de radio, centraux téléphoniques, transports routiers et principales lignes de chemin de fer, pour tenir en main le pays et écraser tout mouvement d'opposition.

607. Cette mainmise du Commandement militaire soviétique a duré plusieurs mois³. On sait qu'après les combats qui s'étaient déroulés devant le central téléphonique de Budapest, les troupes soviétiques avaient immédiatement occupé le bâtiment; elles y sont apparemment restées pour enregistrer, à la table d'écoute, toutes les communications officielles. Le Comité a appris qu'en décembre un fonctionnaire du Ministère des affaires étrangères d'un pays d'Europe occidentale, qui avait appelé son représentant à Budapest, a été interrompu par une personne qui parlait russe et a coupé la communication. Le Comité a également appris que toutes les voitures, y compris celles qui portaient la plaque diplomatique, devaient avoir un permis soviétique pour circuler. Le personnel diplomatique qui quittait le pays avec des visas de sortie délivrés par le Ministère des affaires étrangères de Hongrie était refoulé à la frontière par les gardes soviétiques s'il n'était pas également muni d'un permis de sortie délivré par les autorités militaires soviétiques.

608. Le Commandement soviétique tenait essentiellement à se rendre maître des voies ferrées. Pendant leur avance lors de la deuxième intervention, les troupes soviétiques se sont emparées des principales lignes qui conduisent à Budapest. La ligne Záhony-Nyiregyháza-Szolnok a été saisie la première, le 2 novembre, après un bref engagement avec les cheminots hongrois de Nyiregyháza. Au début, le Commandement soviétique a cherché à obtenir que les cheminots restent à leur poste, mais il a fallu employer la contrainte, aller chercher les hommes chez eux et les emmener de force aux gares de triage. Par la suite, il a fallu, sur les voies principales, faire appel à du personnel soviétique et poster des gardes soviétiques armés pour protéger les trains contre les saboteurs et les francs-tireurs. Les voies secondaires étaient, semble-t-il, complètement désorganisées.

609. Alors même que les combats se poursuivaient, les troupes soviétiques ont eu recours à différents moyens pour consolider leur position militaire. Dans certains cas, si elles étaient parvenues à leurs fins sans trop d'efforts, les troupes soviétiques, après avoir désarmé les combattants, les laissaient rentrer chez eux. C'est ce qui s'est passé dans les petites villes de province pendant les journées du 4 et 5 novembre. En revanche, à Budapest et partout où les combattants hongrois continuaient la lutte, les troupes

³ Chap. XVI, par. 761.

soviétiques ont fait montre de rigueur. Dans certains districts de Budapest, quand les combats ont commencé à perdre de leur violence, les troupes soviétiques ont procédé, avec l'aide d'hommes de l'AVH, à l'arrestation en masse des gens suspects d'avoir pris part aux combats. De même, à Győr, quand les combats ont pris fin, les troupes soviétiques se sont — aux dires des témoins — emparées de soixante hommes, et en ont exécuté huit séance tenante. Il ressort de témoignages qu'à maintes reprises des hommes et des femmes gardés par des soldats soviétiques armés ont été conduits en prison, par camions entiers, et y sont restés sous la surveillance du personnel soviétique. Des témoins ont dit et redit que ces arrestations étaient bien souvent sans rapport direct avec les combats. Un témoin a rapporté que cinquante prisonniers pris dans une de ces arrestations en masse s'étant échappés, les troupes soviétiques ont immédiatement arrêté cinquante personnes qui se trouvaient dans les maisons avoisinantes.

610. Pour illustrer les méthodes répressives auxquelles le Commandement militaire soviétique a eu recours pour essayer de rétablir l'ordre en Hongrie, voici quelques exemples dont le Comité a eu connaissance.

611. Des témoins ont déclaré que, contrairement aux rapports officiels parus dans la presse, le Commandement militaire soviétique n'a pas remis aux autorités hongroises ceux qu'il avait arrêtés. Le Procureur général, Geza Szénásy, a déclaré qu'il n'était pas compétent pour donner aux troupes soviétiques l'ordre de relâcher leurs prisonniers. Un autre témoin a dit au Comité que, lorsque, avec certains de ses collègues, il s'était adressé au Commandement militaire soviétique de Budapest pour demander le retour d'un groupe de personnes déportées en Union soviétique, un officier supérieur soviétique leur avait déclaré que la chose était possible à condition que ces personnes s'engagent à persuader les ouvriers de reprendre le travail.

612. Le Commandement militaire soviétique était très désireux de soumettre à son autorité les officiers hongrois, car il s'était aperçu qu'un grand nombre des officiers, pourtant nourris de propagande soviétique, avaient pris fait et cause pour les nationalistes. Il ressort des informations du Comité que le Commandement soviétique, quand les hostilités ont éclaté, a, dans les villes de garnison, consigné certaines troupes hongroises dans leur caserne et les a sommées de se rendre. Dans un certain nombre de cas, les Russes n'ont rencontré aucune résistance, car il ne restait dans les casernes que quelques officiers pro-soviétiques. Dans d'autres cas, les troupes soviétiques avaient fait prisonniers des officiers hongrois dès le 3 novembre ou même le 2. A Budapest, dans la journée du 4 novembre, des blindés soviétiques ont entouré l'Ecole de guerre et arrêté les quelques hommes qu'ils ont pu y trouver. Le Comité a appris de source sûre que les troupes soviétiques avaient donné à une unité hongroise, qui était pourtant restée passive, l'ordre d'évacuer la caserne en trente minutes. Elles avaient ensuite occupé les locaux et s'étaient emparées de tous les stocks militaires. A Budapest, d'anciens agents de l'AVH attachés aux unités soviétiques ont aidé à identifier les officiers hongrois suspects d'être favorables aux insurgés. D'après des témoins, on a immédiatement envoyé ces officiers à la base militaire soviétique de Tököl, où on les a mis aux arrêts. Des témoins, qui avaient été eux-mêmes déportés

en Union soviétique, ont dit au Comité qu'une partie des déportés étaient des officiers hongrois.

613. Le Ministre des forces armées et de la sécurité publique, Ferenc Münnich, a, du 8 au 10 novembre, tantôt demandé et tantôt ordonné aux soldats de rejoindre leur corps. Le contre-ordre est arrivé peu après : de nouvelles décisions ont démobilisé une partie assez considérable de l'armée active. Il semble que les généraux pro-soviétiques de l'état-major hongrois aient compris que l'armée s'était désintégrée et qu'il ne suffisait pas, pour la regrouper, de lancer des appels et de donner des ordres. De plus, selon des témoins bien placés pour le savoir, le Commandement militaire soviétique était à ce stade vivement opposé au rétablissement de toute organisation susceptible de reformer une armée hongroise — l'expérience récente ayant montré que les troupes hongroises pouvaient fort bien retourner leurs armes contre leurs alliés soviétiques. Le Commandement militaire soviétique a donc demandé que l'on organise les forces nationales de sécurité de façon à pouvoir surveiller de plus près l'opposition politique du moment et la naissance éventuelle de tout mouvement subversif.

614. M. Münnich, dans son Instruction relative à la mise en œuvre de la « Déclaration des officiers » du 12 novembre, a ordonné de signer le document à tous les officiers de l'armée hongroise qui avaient approuvé la Déclaration et désiraient poursuivre leur carrière militaire. Ceux qui refusaient de signer, « n'approuvaient pas la Déclaration ou voulaient quitter l'armée pour toute autre raison » devaient cesser dans les 24 heures de faire partie de l'active. On dit que, sur les 20 pour 100 qui ont signé la Déclaration, bon nombre l'ont fait pour des raisons de famille.

615. Dans l'une des premières déclarations qu'il ait faites après la fin des combats, M. Kádár a dit, le 11 novembre, que les erreurs du passé ne se renouvelleraient pas. Pour prouver ses bonnes intentions, il a précisé que la liquidation de l'AVH serait achevée. Mais on venait de créer une nouvelle formation de sécurité, connue sous le nom de groupe « R »⁴, qui devait compléter les services ordinaires de police et devait officiellement protéger la population contre « les agissements des éléments criminels ». On a également créé des « régiments de sécurité » dont la mission était de patrouiller la ville, de recueillir les armes et de maintenir l'ordre. La presse a également annoncé l'organisation de diverses autres formations de sécurité ; au total, on comptait donc les « régiments de sécurité », les groupes « R », les groupes « d'action mixte », les « gardes d'usine », les « gardes-frontière », la « garde civile » et la « milice ». A l'exception des « gardes d'usine », ces forces, dont certaines ont fusionné, sont toujours les piliers sur lesquels repose le Gouvernement Kádár. Des témoins ont relaté de quelle manière ces forces, quel que fût leur nom, recevaient l'aide du Commandement militaire soviétique et coopéraient étroitement avec les troupes soviétiques pour réprimer la résistance armée ou passive de la population. On a des raisons de croire que ces groupes de sécurité étaient constitués, au moins dans une large mesure d'anciens agents de l'AVH. Ces groupes comprenaient parfois aussi des agents de la NKVD qui opéraient tantôt en uniforme soviétique, tantôt en uniforme hongrois. Ces groupes

⁴ Initiale du mot hongrois *Riadó* (alarme).

avaient pour but de découvrir les noyaux de résistance, d'arrêter chez eux les individus suspects et de servir de guides et d'interprètes aux troupes soviétiques dans tous les cas où il fallait recourir à la force armée⁵.

616. Après avoir atteint son objectif essentiel, qui était le renversement par la force du Gouvernement Nagy, le Commandement militaire soviétique a dû nécessairement considérer l'ancien personnel de l'AVH — qui avait été dissoute — comme le seul groupe en Hongrie dont les sentiments et les intérêts fussent du côté de l'Union soviétique. Il semble cependant que M. Kádár, arrivé au pouvoir grâce à l'intervention militaire soviétique, ait en partie été choisi comme Président du Conseil parce que le peuple hongrois pouvait croire qu'ayant lui-même été incarcéré, il ne recourrait ni aux méthodes de Rákosi ni à son instrument de terreur, l'AVH. Il est possible que les autorités soviétiques aient pensé que le peuple hongrois, après sa défaite militaire, se soumettrait au nouvel ordre sous M. Kádár et que, grâce à lui, il établirait un nouvel équilibre qui répondrait à un certain minimum d'exigences politiques et stratégiques de l'Union soviétique. Mais, après le 4 novembre, les faits ont montré que le peuple hongrois n'était pas disposé à collaborer avec un gouvernement qui ne voudrait pas ou ne pourrait pas faire droit à ses deux principales revendications : l'évacuation des troupes soviétiques, des élections libres. La résistance s'est poursuivie sous forme de grèves renouvelées, d'envois de délégations chargées de présenter des revendications que l'on savait inacceptables au départ, de démonstrations passives, de manifestes et de guerillas sporadiques. Il en est résulté que les opérations de nettoyage menées par les troupes soviétiques au moment où les combats ont pris fin se sont transformées en une répression armée systématique et organisée.

D. — Rapports des conseils d'ouvriers avec les autorités soviétiques

617. Les rapports des Commandants militaires soviétiques avec les conseils d'ouvriers constituent la preuve la plus flagrante de la mainmise soviétique sur les affaires hongroises. L'un des éléments essentiels de la proclamation n° 1 que le Commandant militaire soviétique a publiée le 6 novembre est l'appel lancé aux ouvriers pour leur demander de reprendre le travail. Au cours des semaines qui ont suivi la révolution, les négociations entre les conseils d'ouvriers et le Commandement soviétique ont porté principalement sur cette question. Dans quelques cas, cependant, les conseils d'ouvriers ont signalé au Commandant soviétique certains incidents précis qui s'étaient produits dans la ville et lui ont demandé d'intervenir. Le Conseil des ouvriers du Grand-Budapest était constamment en communication avec le Commandant soviétique de Budapest.

618. Les dirigeants des conseils d'ouvriers ont été convoqués à plusieurs reprises au Quartier général soviétique afin d'expliquer pourquoi les travailleurs n'avaient pas repris le travail. Une entrevue a eu lieu, le 8 novembre, entre le Commandant militaire soviétique et les dirigeants des Conseils d'ouvriers du XI^e arrondissement de Budapest; d'après plusieurs témoins, cette réunion se serait déroulée dans une atmosphère tendue. Les représentants des ouvriers ont déclaré qu'ils devaient

formuler certaines demandes avant que le travail puisse être repris et ils ont donné lecture de ces demandes, qui s'inspiraient du programme en seize points du 23 octobre. Aux dires d'un témoin, le Commandant soviétique a répondu sur un ton définitif, que, comme les ouvriers n'avaient pas repris le travail dans les usines, les membres des conseils d'ouvriers et les autres révolutionnaires fascistes recevraient une leçon; si les ouvriers ne se rendaient pas à leur travail, les usines seraient fermées et les ouvriers seraient envoyés dans un lieu « où ils auraient tout le temps de songer à la reprise du travail »; M. Nagy et M. Maléter ne seraient pas réintégrés dans le gouvernement, étant donné qu'ils étaient des agents impérialistes; ils iraient ailleurs, mais pas dans le gouvernement. Il n'y aurait pas d'élections au scrutin secret et les Hongrois n'auraient plus jamais la possibilité de remettre les révolutionnaires au pouvoir; le système serait réorganisé sur le modèle de l'Union soviétique. Le Commandant soviétique a déclaré ensuite qu'il espérait que les conseils d'ouvriers useraient de leur influence auprès des travailleurs pour les engager à reprendre le travail dans un délai de deux ou trois jours; sinon, les membres des conseils d'ouvriers et des conseils révolutionnaires seraient mis au travail eux-mêmes.

619. Un autre jour — ont déclaré les témoins — le Commandant soviétique a convoqué à son Quartier général les représentants du Conseil central des ouvriers de Csepel et leur a annoncé que les ouvriers qui refusaient de reprendre le travail seraient « écartés ». Mais les représentants des ouvriers ont répondu que le travail ne serait pas repris « sous la menace des armes ou en présence de soldats étrangers » et ils ont demandé que les troupes soviétiques soient retirées des usines. Après avoir discuté pendant un certain temps, le Commandant soviétique a accepté de donner aux blindés l'ordre d'évacuer l'usine, mais il a ajouté que, si le travail n'était pas repris vingt-quatre heures après leur départ, l'usine serait réoccupée. Après le retrait des troupes soviétiques, 20 pour 100 environ des ouvriers ont repris le travail.

620. Des témoins ont affirmé que les forces armées soviétiques sont intervenues à de nombreuses reprises lors des réunions des conseils d'ouvriers. A Ujpest, vingt chars soviétiques ont pris position autour du bâtiment où les représentants des conseils d'ouvriers devaient se réunir le 13 novembre pour constituer le Conseil des ouvriers du Grand Budapest et ce n'est qu'à la suite de pourparlers prolongés que le Commandant soviétique a autorisé les représentants à se réunir ailleurs. Le 15 novembre, lors d'une autre réunion de représentants des ouvriers tenue au siège du syndicat des tramways, rue Akácfa, un détachement soviétique a encerclé le bâtiment et a fait irruption dans la salle de deux côtés à la fois, au cours de la séance. La réunion s'est poursuivie et, au bout de trois heures, l'officier soviétique qui commandait le détachement a annoncé qu'il s'agissait d'un malentendu et s'est retiré avec ses hommes. Le 16 novembre, alors que les représentants des ouvriers de 28 des plus grandes usines de Budapest étaient réunis au siège du syndicat des ouvriers de la métallurgie, six soldats soviétiques armés de pistolets mitrailleurs se sont postés autour de la salle et les participants ont dû lever la séance. Deux témoins ont signalé qu'un ou deux officiers soviétiques étaient continuellement présents aux réunions du Conseil central des ouvriers de Csepel. La première fois, le Conseil a protesté, mais il

⁵ Chap. XVI, par. 762-763.

a été informé que ces officiers assistaient aux réunions simplement à titre d'observateurs et pour se mettre au courant du fonctionnement des conseils d'ouvriers, étant donné qu'il n'existait rien d'analogue dans l'Union soviétique. Par la suite, les officiers ont déclaré que leur intention était de protéger les travailleurs contre les « menées subversives des agents du fascisme impérialiste ». Ensuite, la présence des officiers soviétiques a fait l'objet d'une discussion : les ouvriers ont indiqué qu'en principe, ils préféreraient rester entre eux, mais que, si les officiers désiraient assister aux réunions, le Conseil serait heureux de leur signaler les problèmes qui se posaient aux travailleurs. Il est arrivé, au cours de ces réunions, que les représentants posent des questions aux observateurs soviétiques. Par exemple, lorsque le Conseil examinait la question du retrait des troupes russes, ils ont demandé l'avis du colonel soviétique qui assistait à la réunion. Il a déclaré que, selon les renseignements dont il disposait, les troupes évacueraient le territoire hongrois dès que le travail serait repris.

621. On a signalé au Comité que de nombreux accrochages ont eu lieu entre les ouvriers d'usines, les forces soviétiques et la milice. Les troupes russes ont participé à la tentative d'arrestation des dirigeants ouvriers de l'usine Danubia et à l'arrestation effective du Président du Conseil d'ouvriers des usines Ganz et MAVAG. Au cours d'une manifestation organisée par les mineurs, au centre minier de Salgotarjan, les troupes soviétiques et la milice ont ouvert le feu. Ceux des manifestants qui étaient armés ont riposté et les pertes ont été élevées. La pression soviétique sur les Conseils d'ouvriers semble avoir continué à se faire sentir quelque temps encore après la dissolution, le 9 décembre, du Conseil des ouvriers du Grand Budapest. A Csepel, ainsi qu'en d'autres endroits, les autorités soviétiques sont allées jusqu'à proférer ouvertement des menaces et à exiger qu'on leur remette les noms et adresses des membres de ce Conseil.

E. — Attitude adoptée à l'égard du Gouvernement hongrois

622. Lorsque les troupes soviétiques eurent atteint le Palais du Parlement, dans la matinée du 4 novembre, le Commandant en chef soviétique et son état-major, installèrent leur Quartier général dans les bureaux que le Président du Conseil Nagy avait dû abandonner quelques heures plus tôt. Divers témoins qui, à plusieurs reprises, ont rendu visite à M. Kádár après le 11 novembre, ont rapporté que le Palais du Parlement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ressemblait à une place forte soviétique. Des tanks soviétiques protégeaient les entrées des bâtiments ; aux portes mêmes, des soldats de l'armée soviétique et des agents de la NKVD vérifiaient les papiers d'identité des personnes qui demandaient à entrer ; à l'intérieur, de nombreux officiers soviétiques circulaient dans les couloirs. Des témoins ont expliqué qu'une ou deux personnes assistaient généralement aux entrevues qu'ils ont eues avec M. Kádár ; ces personnes, qui gardaient le silence pendant toute l'entrevue, jouaient apparemment le rôle d'observateurs. Des témoins ont également informé le Comité qu'aux environs du 17 novembre, au moment où le Conseil des ouvriers du Grand Budapest demandait à M. Kádár, comme condition de la reprise du travail, qu'il obtienne le retrait des troupes soviétiques, le général Grebennik leur a expliqué la situation dans les termes suivants : « Il faut que vous compreniez que ce

n'est pas le Gouvernement Kádár qui dirige ici, mais bien le Commandement militaire soviétique et que celui-ci a le pouvoir de forcer les travailleurs hongrois à retourner au travail ». Lorsqu'une délégation du quartier Kőbánya de Budapest a rendu visite à M. Kádár et lui a demandé d'intervenir auprès du Commandant militaire soviétique pour mettre fin aux déportations de travailleurs, M. Kádár leur aurait dit en aparté : « Vous ne voyez donc pas que je suis entouré de mitrailleuses ! ».

623. Les éléments de preuve dont le Comité a eu connaissance montrent combien le Gouvernement de M. Kádár dépend de l'appui soviétique et illustrent les limitations imposées à sa liberté d'action. Le 6 ou 7 novembre, à son retour de Moscou, M. Kádár s'est entretenu avec Zoltán Tildy et certaines autres personnalités politiques non communistes, pour savoir s'il leur était possible de faire partie de son gouvernement. Le Comité a reçu des témoignages prouvant qu'ils avaient accepté, mais que, lorsque la question fut soumise au Commandant militaire soviétique, il lui opposa immédiatement un refus catégorique.

624. Parmi les nombreuses difficultés auxquelles s'est heurté M. Kádár après avoir été nommé chef du gouvernement, il faut signaler que les divers corps élus, tels que les conseils révolutionnaires, les conseils des travailleurs, les syndicats, les unions d'étudiants et les sociétés professionnelles qui lui rendaient visite au Parlement, ne manquaient pas de déclarer qu'ils ne le considéraient, ni lui ni son gouvernement, comme détenant légalement le pouvoir. De nombreux rapports, publiés dans la presse hongroise et à la radio de Budapest entre le 16 et le 23 novembre, indiquent que les représentants de ces groupes demandaient avec insistance le retour au pouvoir du Président du Conseil Nagy. M. Kádár fut même obligé de déclarer un jour que, dès que le Président du Conseil Nagy quitterait l'ambassade yougoslave, des négociations seraient entreprises en vue de modifier la structure du gouvernement.

625. La mesure dans laquelle le Gouvernement hongrois reflète l'évolution politique autonome du pays se révèle aussi dans les efforts entrepris — sans grand succès — en vue de relancer le Parti communiste hongrois. Lorsque M. Kádár est arrivé au pouvoir, son gouvernement représentait un parti politique qui s'était désagrégé la semaine précédente. Le Comité central du Parti — le Parti des travailleurs hongrois (communiste) — s'était dissous le 28 octobre. Après la déclaration faite, le 30 octobre, par M. Kádár, qui a dit que le Parti avait échoué, les communistes hongrois les plus en vue, dont la confiance était encore intacte, ont décidé de repartir à zéro. A cette fin, ils ont créé le Comité préparatoire du Parti socialiste des travailleurs hongrois. Les sept membres du Comité, dont le but était d'établir un lien entre la tradition communiste et le mouvement communiste réformé de l'avenir, ont tous, à l'exception de M. Kádár, été considérés comme des ennemis de l'Etat après la deuxième intervention soviétique.

626. De nombreux témoins ont déclaré que M. Kádár avait eu du mal à trouver des gens pour former son gouvernement. Ils ont affirmé que beaucoup de chefs communistes avaient fait confiance au Premier ministre Nagy et avaient accepté sa position sur les principales questions politiques, tandis que d'autres avaient encore changé d'avis pendant l'insurrection et refusaient de rester liés

plus longtemps au mouvement communiste. M. Kádár s'est donc trouvé avec quelques associés seulement et avec un Parti qui ne pouvait pas fonctionner.

627. Le Gouvernement de M. Kádár a dû essayer de rassembler les membres du Parti et de les installer dans des positions stratégiques. Dans les provinces et, jusqu'à un certain point, dans la capitale, il a eu recours aux agents de l'AVH qui étaient sortis de leur cachette ou que les troupes soviétiques avaient libérés de prison lors de leur avance. Les divers administrateurs, fonctionnaires et chefs syndicaux locaux qui n'avaient pas pris fait et cause pour l'insurrection et que les conseils révolutionnaires avaient donc destitués ont été réintégrés dans leurs anciennes fonctions. Les témoins ont indiqué cependant que ce n'était pas là une solution, car le nombre des anciens fonctionnaires qui avaient rompu avec le Parti pendant l'insurrection était si élevé que beaucoup de postes-clés ont dû rester vacants. Dans la ville industrielle de Dunapentele, par exemple, tous les habitants, à l'exception de l'AVH et d'un ou deux officiers de l'armée, avaient participé à l'insurrection. Il en était de même dans un certain nombre d'autres villes. Le gouvernement s'est donc trouvé souvent dans l'impossibilité de révoquer immédiatement même ses ennemis déclarés. Il ressort de certains témoignages que le Comitát de Bosord (région de Miskolc) a été administré de manière autonome jusqu'en janvier 1957 et que ses relations avec le Gouvernement central étaient très réduites ou même inexistantes.

628. Les mesures de répression prises par le Commandement militaire soviétique ont contribué à résoudre le problème. Au 17 novembre, alors que le ralentissement de la production par les ouvriers et les mineurs équivalait à une grève perlée, le Commandement militaire soviétique, avec le concours de l'AVH, avait arrêté de nombreux meneurs dans les usines et dans les mines. A mesure qu'il se produisait des vides dans les Conseils d'ouvriers, ils étaient remplis par des personnes que le gouvernement désignait⁶.

629. Des témoins ont affirmé que, sur les 200.000 personnes⁷ qui, d'après le gouvernement, constituent maintenant les effectifs du Parti, une fraction considérable s'est inscrite au Parti uniquement pour des raisons d'ordre pécuniaire et qu'en cas de crise, le gouvernement ne pourrait pas compter sur elle. Certains ont déclaré au Comité que, dans plusieurs cas, une usine ou un groupe d'usines a été invité à augmenter son contingent de membres du Parti. Pour éviter qu'on ne leur impose des gens de l'extérieur, les ouvriers ont décidé de compléter le contingent en tirant au sort parmi le personnel de l'usine.

F. — L'enlèvement du Président du Conseil Imre Nagy

630. Rien ne montre mieux l'impuissance du Gouvernement hongrois à préserver son indépendance souveraine en face de l'intervention soviétique que l'enlèvement de M. Nagy. Le 4 novembre au matin, avant de quitter le Palais du Parlement, le Président du Conseil Nagy déclara aux membres de son cabinet qu'il se rendait à l'ambassade soviétique pour protester en personne contre l'intervention de l'armée soviétique. Mais, en fait, il chercha asile à l'ambassade de Yougoslavie en compagnie

de son gendre, M. Ferenc Jánosi, ainsi que Géza Losonczy, autre communiste membre de son gouvernement. Quelques heures plus tard, MM. Ferenc Donát, Gábor Táncos, Sándor Haraszi, György Fazekas, János Szilágyi, Szilárd Ujhelyi, Miklos Vásárhely et M^{me} Julia Rajk, accompagnés de 15 autres femmes et de 17 enfants, venaient à leur tour demander asile à l'ambassade de Yougoslavie.

631. Selon des nouvelles publiées le 25 novembre par l'Agence de presse yougoslave Tanjug, Zoltán Szántó, membre du Comité provisoire du nouveau Parti socialiste des travailleurs hongrois, a examiné avec un fonctionnaire de l'ambassade de Yougoslavie la possibilité, pour lui-même et quelques autres communistes hongrois, de se réfugier à l'ambassade de Yougoslavie en cas de danger. L'Ambassadeur de Yougoslavie a déclaré le lendemain qu'il était en principe disposé à leur accorder asile, si on lui en faisait la demande.

632. Du 11 au 22 novembre, le Gouvernement yougoslave et M. Kádár ont négocié pour régler le problème que soulevait l'octroi du droit d'asile au Président du Conseil Nagy et aux membres de son groupe. Le Gouvernement yougoslave a proposé a) que le Gouvernement de M. Kádár s'engage par écrit à laisser rentrer chez eux le Président du Conseil Nagy et les membres de son groupe, où, si cela n'était pas possible, b) que les personnes en question soient autorisées à passer librement en Yougoslavie où le droit d'asile leur serait accordé.

633. Au cours des conversations qui ont eu lieu à Budapest entre M. Kádár et M. Dobrivojc Vidić, Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de la République populaire fédérative de Yougoslavie, M. Kádár, tout en acceptant les propositions du Gouvernement yougoslave mentionnées ci-dessus, avait également suggéré, comme autre solution, que le Président Nagy et ses compagnons se réfugient en Roumanie. M. Vidić a fait part de cette proposition au Président Nagy et aux autres intéressés qui l'ont rejetée comme inacceptable. La question a été soumise de nouveau à M. Kádár sur la base des deux propositions envisagées à l'origine, et il semble que M. Kádár ait donné verbalement son accord le 16 novembre. Le lendemain cependant, il posa des conditions nouvelles: le Président Nagy et M. Losonczy démissionneraient du gouvernement; ils devaient, dans une déclaration, approuver les efforts du Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans de Hongrie, reconnaître les erreurs de leur conduite antérieure, et s'engager à ne pas entraver l'activité du Gouvernement hongrois. M. Kádár demandait également que le Président Nagy et M. Losonczy cherchent asile dans une des démocraties populaires, jusqu'à ce que les conditions soient redevenues normales en Hongrie. Ces propositions furent rejetées à la fois par le Président Nagy et par le Gouvernement yougoslave, qui déclara qu'il ne pouvait accepter de rendre les personnes en question sur la base de conditions spéciales qui concernaient exclusivement les affaires intérieures de Hongrie. Les témoins qui avaient rencontré le Président Nagy quand il se trouvait à l'ambassade de Yougoslavie ont affirmé l'avoir entendu dire qu'il avait décliné l'invitation de se rendre en Roumanie.

634. Par une lettre adressée à M. Kádár le 18 novembre, le Gouvernement yougoslave spécifiait que l'ambassade de Yougoslavie n'accepterait de laisser partir le

⁶ Chap. XIV, par. 664.

⁷ *Ibid.*, par. 665.

groupe en question qu'après avoir reçu l'engagement écrit signé de M. Kádár, Président du Gouvernement de la République populaire de Hongrie, que le Président Nagy et ses compagnons, munis de sauf-conduits, pourraient rentrer chez eux sans être inquiétés. Le 21 novembre, M. Kádár répondit en ces termes au Gouvernement de la République populaire fédérative de Yougoslavie :

« Désireux de mettre fin à cette affaire, le Gouvernement hongrois, acceptant les propositions contenues à la page 3, paragraphe 8, de la lettre que le Gouvernement yougoslave m'a adressée le 18 novembre 1956, confirme ici par écrit sa déclaration verbale selon laquelle il n'a pas l'intention de prendre de sanctions contre Imre Nagy et ses compagnons du fait de leurs activités passées. Nous prenons note qu'au reçu de la présente lettre, l'asile accordé au groupe prendra fin et que les membres du groupe quitteront l'ambassade de Yougoslavie et rentreront librement chez eux. »

635. Le lendemain 22 novembre, à 18 heures 30, un autobus qui avait été mis à la disposition des réfugiés par M. Münnich, Ministre des forces armées et de la sécurité publique, s'arrêta devant l'ambassade de Yougoslavie. Au moment où le groupe montait dans l'autobus, des militaires soviétiques arrivèrent et insistèrent pour entrer dans l'autobus. Sur quoi l'ambassadeur de Yougoslavie demanda à deux fonctionnaires de l'ambassade d'accompagner aussi le groupe, pour s'assurer que le Président Nagy et ses compagnons pourraient rentrer chez eux comme il était convenu. L'autobus se dirigea vers le Quartier général soviétique, où un lieutenant-colonel soviétique ordonna aux deux fonctionnaires yougoslaves de s'en aller. Le groupe Nagy fut alors conduit vers une destination inconnue, avec une escorte de voitures blindées soviétiques.

636. A la suite de cet incident, le Gouvernement yougoslave adressa au Gouvernement hongrois une note verbale dans laquelle il dénonçait en termes extrêmement sévères, cette action, qu'il qualifiait de « violation flagrante de l'accord intervenu ». « Le fait même, ajoutait-il, que cette violation ait été commise immédiatement après la conclusion de l'accord la fait apparaître sous un jour singulier. » Le Gouvernement yougoslave démentait ensuite catégoriquement la version selon laquelle le Président du Conseil Nagy et son entourage avaient quitté le pays volontairement pour se rendre en Roumanie, étant donné qu'ils avaient clairement indiqué, pendant qu'ils se trouvaient à l'ambassade de Yougoslavie, qu'ils refuseraient d'aller en Roumanie. Le Gouvernement yougoslave déclarait en outre que cette violation de l'accord aurait des répercussions défavorables sur les relations hungaro-yougoslaves et qu'elle était absolument contraire aux usages généralement admis du droit international.

637. Le 24 novembre, M. Vidić reçut, à Belgrade, le Conseiller de l'ambassade soviétique M. Graznov, auquel il remit une communication où était exposée la teneur de la note adressée au Gouvernement hongrois. Dans cette communication, il était dit en outre : « En portant ce qui précède à la connaissance du Gouvernement de l'URSS, le Gouvernement de la République populaire fédérative de Yougoslavie tient à exprimer au Gouvernement de l'URSS sa surprise du fait que les autorités soviétiques dans la République populaire de Hongrie ont empêché la mise en œuvre de l'accord susmentionné, qui aurait permis de régler à l'amiable une question litigieuse opposant le Gouvernement de la République populaire fédérative de Yougoslavie à la République populaire de Hongrie. »

638. Dans son numéro du 23 novembre, le *Népkarat*, organe des syndicats hongrois, signala qu'à l'issue de la réunion du « Cabinet », qui avait siégé jusqu'à 1 h. 30 du matin, M. Kádár avait assumé l'entière responsabilité du départ de M. Nagy pour la Roumanie. Dans un communiqué publié le 23 novembre au soir, le gouvernement annonça que le Président Nagy et quelques-uns de ses collègues, qui avaient cherché refuge à l'ambassade de Yougoslavie, avaient quitté les locaux de l'ambassade le 22 novembre et étaient allés en Roumanie, conformément à la demande qu'ils avaient antérieurement présentée en vue d'être autorisés à se rendre dans un autre pays socialiste.

639. D'après les éléments de preuve qu'il a recueillis, et sur la foi des dépositions entendues, le Comité est convaincu que le Président Nagy et ses collègues ne se sont pas rendus en Roumanie de leur plein gré, comme l'affirme le communiqué hongrois, mais qu'ils ont été forcés de le faire par suite d'une intervention soviétique. Le Comité a des preuves qui indiquent qu'au moment de monter à bord d'un avion, ils ne savaient même pas où ils seraient emmenés. Il ressort d'autres témoignages que M. Nagy et son entourage sont toujours retenus en Roumanie et que certains d'entre eux sont soumis à un régime pénitentiaire.

G. — Conclusions

640. Ce chapitre doit être lu en tenant compte des renseignements donnés au chapitre VII au sujet de la constitution du Gouvernement de M. Kádár, ainsi qu'au chapitre V au sujet des opérations militaires soviétiques à l'époque. Aux premiers jours du Gouvernement Kádár, l'administration du pays était, en fait, entre les mains du Commandement militaire soviétique. La force de l'armée soviétique était le soutien effectif du Gouvernement qui avait été mis au pouvoir, et les changements politiques décrits au chapitre suivant ne peuvent s'expliquer que dans le cadre de cette intervention.

Chapitre XIV

LES DROITS POLITIQUES APRÈS LA RÉVOLUTION

I. — Conseils d'ouvriers

A. — RAPPORTS ENTRE LES CONSEILS D'OUVRIERS ET LE GOUVERNEMENT

641. Après la seconde attaque soviétique, le 4 novembre, les seuls organismes politiques qui subsistaient étaient les conseils révolutionnaires et les conseils d'ouvriers. Les conseils d'ouvriers étaient les plus importants, par le nombre de personnes qu'ils représentaient, leur organisation perfectionnée et leurs bases économiques dans les usines. Après la révolution, les conseils d'ouvriers étaient les seuls organismes à disposer de l'appui de l'écrasante majorité de la population et capables d'exiger du gouvernement qu'il traite avec eux, car ils représentaient une force dont dépendait la reprise du travail. Au cours des semaines qui ont suivi la répression de la révolution par les forces soviétiques, les conseils ont cherché à consolider leur pouvoir dans les usines en assumant non seulement la direction du travail, mais aussi l'organisation de la production¹.

642. En annonçant la formation de son gouvernement, le 4 novembre, M. Kádár a présenté un programme en quinze points, que voici :

1) Assurer notre indépendance nationale et la souveraineté de notre pays.

2) Protéger contre toutes attaques le régime démocratique et socialiste de notre peuple. Protéger nos réalisations socialistes et veiller à ce que le pays continue à progresser dans la voie du socialisme.

3) Mettre fin aux combats fratricides et restaurer l'ordre public et la paix à l'intérieur du pays. Le Gouvernement ne tolérera sous aucun prétexte que des travailleurs soient persécutés pour avoir pris part aux récents événements.

4) Etablir des relations fraternelles et étroites avec tous les pays socialistes sur la base d'une égalité complète et de la non-ingérence. Le même principe s'applique à celles de nos relations économiques comme à ceux de nos rapports d'assistance mutuelle qui reposent sur une base mutuellement avantageuse.

5) Collaborer avec tous les pays à des fins pacifiques, quels que soient leur organisation sociale et leur régime politique.

6) Elever de façon rapide et substantielle le niveau de vie des travailleurs, en particulier de la classe ouvrière. Il faut davantage de maisons pour les travailleurs. Les usines et les entreprises doivent être en mesure de construire des logements pour leurs ouvriers et employés.

7) Modifier le plan quinquennal, changer les méthodes de gestion en tenant compte des caractéristiques écono-

miques du pays de façon à élever le niveau de vie de la population aussi rapidement que possible.

8) Eliminer la bureaucratie et élargir considérablement le champ de la démocratie dans l'intérêt des travailleurs.

9) Sur la base de la démocratie la plus large possible, confier effectivement aux travailleurs la gestion des usines et des entreprises.

10) Développer la production agricole, abolir les livraisons obligatoires de produits agricoles et aider les exploitants individuels. Le Gouvernement entreprendra une action ferme pour mettre fin à tous les actes faits en violation de la loi dans le domaine des coopératives et du remembrement rural.

11) Assurer des élections démocratiques aux organes administratifs et conseils révolutionnaires existants².

12) Soutenir le commerce de détail et les artisans.

13) Développer systématiquement la culture nationale hongroise dans l'esprit de nos traditions progressistes.

14) Le Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans de Hongrie, agissant dans l'intérêt de notre peuple, de notre classe ouvrière et de notre pays, a demandé au Commandement de l'armée soviétique d'aider notre nation à écraser les forces sinistres de la réaction et à rétablir l'ordre et le calme dans le pays.

15) Une fois l'ordre et le calme rétablis, le Gouvernement hongrois entamera des négociations avec le Gouvernement soviétique et avec les autres parties au Traité de Varsovie au sujet de l'évacuation de la Hongrie par les troupes soviétiques.

643. Cette déclaration comprenait plusieurs points qui visaient à rassurer les travailleurs. Toutefois, ce programme n'a pu ni gagner leur confiance, ni amener les conseils d'ouvriers à reconnaître l'autorité du nouveau gouvernement. Les revendications formulées par les conseils au cours de négociations qu'ils ont engagées avec le Gouvernement Kádár étaient fondées sur le programme révolutionnaire en seize points que les étudiants avaient proposé le 22 octobre³. Elles se résument comme suit :

i) Evacuation immédiate du territoire hongrois par les troupes soviétiques ;

ii) Elections libres tenues à une date précise sous la surveillance de l'Organisation des Nations Unies et avec la participation de tous les partis démocratiques ; en outre, déclaration immédiate du gouvernement annonçant que des observateurs de l'Organisation des Nations Unies seraient autorisés à se rendre en Hongrie ;

iii) En attendant ces élections, constitution d'un nouveau gouvernement de coalition dont les membres du

¹ En hongrois : *eddig*.

² Chap. IX, par. 404.

³ Chap. XI, par. 418.

Gouvernement Kádár ne feraient pas partie; rappel de M. Nagy dans ce nouveau gouvernement et sa nomination comme Ministre d'Etat;

iv) Dénonciation immédiate du Traité de Varsovie;

v) Efforts en vue d'obtenir la reconnaissance de la neutralité hongroise;

vi) Mise en liberté de ceux qui avaient été emprisonnés pour avoir pris part aux combats, avec assurances qu'ils ne seraient pas poursuivis en justice;

vii) Reconnaissance du droit de grève;

viii) Revision et publication de tous les accords commerciaux.

De plus, certaines demandes ont été formulées concernant le statut des conseils d'ouvriers, la constitution d'unités de gardes armés dans les usines et l'interdiction des activités du Parti dans les usines.

644. Au cours des semaines qui ont suivi la seconde intervention soviétique, les conseils d'ouvriers de différentes usines ont envoyé au Palais du Parlement des délégations chargées de discuter de leurs revendications avec des représentants du gouvernement. A quelques modifications près, toutes ces revendications s'inspiraient des points énumérés ci-dessus. En outre, les conseils d'ouvriers étaient tacitement d'accord pour continuer la grève jusqu'au moment où le gouvernement se déclarerait disposé à accéder à leurs principales demandes ou, du moins, à faire un effort dans ce sens. Selon un témoin, l'un des premiers échanges de vues a eu lieu le 6 novembre au Palais du Parlement entre M. Münnich, Ministre des forces armées et de la sûreté publique, et des représentants du Conseil d'ouvriers du onzième arrondissement de Budapest. Des témoins ont rapporté qu'un homme revêtu de l'uniforme de l'armée soviétique assistait aux négociations, sans cependant intervenir dans la discussion. Un accord est intervenu sur un point seulement, à savoir la question de la création d'une garde armée formée de travailleurs. Toutefois, M. Münnich serait revenu sur cette unique concession, le lendemain, par téléphone. En conséquence, le Conseil d'ouvriers du onzième arrondissement a continué la grève. Les délégations de conseils d'ouvriers se sont succédé au siège du Parlement. Elles venaient notamment des mines de Tata et d'Oroszlányváros, des industries du centre de la région transdanubienne, des usines Klement Gottwald, des ateliers de construction de matériel ferroviaire et mécanique Ganz, des ateliers MAVAG⁴, d'usines de Baja et d'autres lieux.

645. Pendant la première partie de novembre, différents conseils d'ouvriers ont examiné la possibilité de coordonner leur activité en créant un organe qui représenterait un territoire plus vaste et, partant, permettrait de négocier avec le gouvernement avec plus d'efficacité. Les 13 et 14 novembre, 500 délégués de conseils d'ouvriers se sont réunis à Ujpest⁵ et ont constitué le Conseil des ouvriers du Grand-Budapest, dont Sándor Rácz fut élu président. A partir de ce moment, les négociations avec le gouvernement ont été, la plupart du temps, menées par le Comité exécutif du Conseil des ouvriers du Grand-Budapest; dans quelques cas, cependant, les représentants de certains conseils d'ouvriers continuaient à négocier directement avec le gouvernement, comme, par exemple,

le Conseil central des ouvriers de Csepel, le plus grand centre industriel de Hongrie. La question de loin la plus importante que le Conseil des ouvriers du Grand-Budapest devait examiner était celle de la reprise du travail. Les représentants de différents conseils d'ouvriers ont indiqué que les travailleurs tenaient à continuer la grève, à leur avis, était la seule arme qui leur restât jusqu'à ce que le gouvernement se soit engagé à accéder à leurs revendications. Au cours de la réunion du 14 novembre, une délégation du Conseil des ouvriers du Grand-Budapest a été chargée de se rendre au siège du Parlement pour présenter à M. Kádár les revendications des ouvriers.

646. Les 15 et 17 novembre, des réunions importantes ont eu lieu entre des représentants du Conseil des ouvriers du Grand-Budapest et M. Kádár. Le Comité a entendu les dépositions de plusieurs témoins sur ce qui s'est passé au cours de ces réunions. A la première réunion, les représentants du Conseil ont indiqué sans équivoque que les conseils d'ouvriers demeuraient fermement attachés aux principes du socialisme et de la propriété collective des moyens de production. Ils ont ensuite présenté leurs revendications. Au sujet de M. Nagy, M. Kádár a déclaré qu'étant donné qu'il se trouvait alors dans les locaux de l'ambassade d'un Etat étranger, où il avait demandé le bénéfice de l'asile politique, on ne pouvait pas le consulter. Si M. Nagy décidait de revenir en territoire hongrois, il serait possible de se mettre en rapport avec lui et peut-être d'arriver à un accord. Au sujet de la revendication relative à l'institution d'un système autorisant plusieurs partis et des élections libres, M. Kádár a déclaré: « Nous renonçons au monopole du Parti nous voulons un système autorisant plusieurs partis, des élections loyales et honnêtes. Nous savons que ce ne sera pas chose facile, car on peut détruire le pouvoir du prolétariat non seulement avec des balles, mais aussi avec des bulletins de vote. Il ne faut pas oublier que nous pouvons bel et bien être battus aux élections, mais nous nous engageons dans la lutte électorale parce que le Parti communiste sera assez fort pour reconquérir la confiance des masses laborieuses. » M. Kádár a ajouté que si les communistes étaient évincés du Parlement, cela conduirait fatalement à la chute du socialisme. En ce qui concerne les troupes soviétiques, il a déclaré: « Nous étions obligés de demander l'intervention des troupes soviétiques..., le danger de voir renverser l'autorité du peuple était imminent...; il faut d'abord que la contre-révolution soit écrasée par la puissance du peuple, soutenue par les travailleurs armés, ... ensuite, les troupes soviétiques seront retirées de Budapest et nous entamerons des négociations en vue de leur retrait du territoire hongrois ». La composition du gouvernement actuel, déclaré M. Kádár, ne doit pas être considérée comme définitive; ses bases seront élargies. Au sujet de la question de la neutralité, M. Kádár a dit: « la revendication est parfaitement normale..., mais c'est en vain que nous demanderons la neutralité lorsque l'impérialisme contre-révolutionnaire crache sur notre neutralité ». Abordant la question des revendications du Conseil des ouvriers concernant les relations économiques entre l'Union soviétique et la Hongrie, M. Kádár a donné à la délégation l'assurance qu'à l'avenir tous les accords commerciaux seraient rendus publics. Le minerai d'uranium hongrois est vendu à l'Union soviétique aux prix du marché mondial, a-t-il dit, « mais nous ne possédons pas l'équipement extrêmement coûteux nécessaire pour la trans-

⁴ Ateliers des chemins de fer de l'Etat.

⁵ Chap. XIII, par. 620.

formation de l'uranium ». La délégation ayant demandé que l'on ne reconstitue pas les cellules du Parti dans les usines, M. Kádár a répondu qu'à son avis l'organisation du Parti dans les usines était indispensable ⁶. Il a cependant réitéré sa promesse que nul ne serait inquiété pour avoir pris part au grand mouvement populaire des dernières semaines. Au cours de la réunion, M. Kádár aurait dit à la délégation que le Conseil des ouvriers du Grand-Budapest, dont elle était le porte-parole, devrait prouver qu'il représentait véritablement les travailleurs hongrois en faisant reprendre le travail.

647. Etant donné l'attitude conciliante du gouvernement à l'égard de certaines des revendications présentées par les travailleurs et, se rendant compte qu'en réussissant à obtenir la reprise du travail, il donnerait la mesure de sa force, le Conseil des ouvriers du Grand-Budapest résolut d'exercer son influence modératrice auprès des conseils d'ouvriers; ceux-ci consentirent à reprendre le travail tout en se réservant le droit de se mettre en grève au cas où le gouvernement ne tiendrait pas ses promesses. Dans ces conditions, les conseils d'ouvriers ont décidé que, le 16 novembre, le Conseil des ouvriers du Grand-Budapest lancerait un appel demandant que le travail soit repris au plus tard le 19 novembre. à 8 heures du matin. La proclamation à cet effet disait qu'il fallait reprendre le travail puisque le gouvernement reconnaissait l'autorité des conseils des ouvriers dans le domaine de la gestion économique des usines et qu'il avait promis solennellement de faire droit, dans un avenir proche, aux revendications révolutionnaires formulées le 23 octobre 1956, et notamment à celle qui concernait le retrait progressif des troupes soviétiques de Hongrie.

648. La deuxième réunion entre les délégués du Conseil des ouvriers du Grand-Budapest et M. Kádár a eu lieu le 17 novembre, entre minuit et 4 heures du matin. La délégation a fait savoir à M. Kádár qu'en signe de bonne volonté envers le gouvernement, le Conseil des ouvriers du Grand-Budapest avait demandé aux conseils d'ouvriers de reprendre le travail. Les délégués ont alors demandé la création d'un organe national suprême qui représenterait les conseils d'ouvriers et dont les activités seraient régies par un décret-loi du Présidium. M. Kádár a répondu que la création d'un organe directeur de cette nature ne lui paraissait pas nécessaire, puisque la Hongrie avait un gouvernement de travailleurs. Il était prêt, toutefois, à reconnaître l'autorité des conseils d'ouvriers des diverses usines, et même à consentir à la création, dans les usines, de gardes ouvrières. Il a ensuite réitéré son appel aux délégués pour qu'ils usent de leur influence afin d'obtenir la reprise du travail; pour sa part, il userait de son influence pour obtenir le retrait des troupes soviétiques de Budapest et entamerait, de concert avec les représentants des conseils d'ouvriers, des négociations avec les pays parties au Traité de Varsovie au sujet de la possibilité de proclamer la neutralité de la Hongrie. La délégation aurait alors demandé à M. Kádár de lui remettre une déclaration écrite — qu'elle pourrait montrer aux conseils d'ouvriers — dans laquelle M. Kádár reconnaîtrait la légitimité de la révolution et affirmerait qu'il ferait tout en son pouvoir pour obtenir le retrait des troupes soviétiques et la libération des combattants de la liberté qui avaient été faits prisonniers. M. Kádár a répondu que sa parole devait suffire.

⁶ Chap. XIII, par. 627.

649. Les rapports entre le régime Kádár et les travailleurs sont devenus très tendus lorsqu'une réunion convoquée le 21 novembre par le Conseil des ouvriers du Grand-Budapest pour examiner un décret-loi ⁷ portant création de conseils d'ouvriers et définissant leur compétence — décret-loi promulgué le même jour — fut interdite et dispersée. Les travailleurs désapprouvaient certaines clauses de ce décret, et en particulier celle qui donnait aux ministres le droit de nommer des directeurs: ils y voyaient une atteinte à leurs droits. En outre, le décret ne prévoyait pas l'institution de conseils d'ouvriers dans l'industrie des transports et des télécommunications, mais impliquait au contraire la suppression des conseils d'ouvriers déjà existants dans ces industries. Pour protester contre l'interdiction de la réunion, le Conseil d'ouvriers du Grand-Budapest a proclamé une grève de 48 heures. La situation s'est aggravée lorsqu'au cours de cette même période, le gouvernement a pris un décret concernant la nomination de commissaires du gouvernement auprès de certaines entreprises ⁸. Pour justifier cette mesure, on a invoqué les « difficultés extraordinaires que connaissaient certaines entreprises en ce qui concerne la reprise du travail, et les mesures à prendre pour quelle s'accomplisse sans heurts ». Il appartenait au Commissaire du gouvernement du régler les différends qui pouvaient opposer conseils d'ouvriers aux ministres. Aussi de nouvelles discussions ont-elles eu lieu les 22 et 23 novembre entre le Conseil des ouvriers du Grand-Budapest et M. Kádár; ce dernier a promis de proposer au Conseil des ministres de modifier le paragraphe du décret-loi qui avait trait à la nomination de directeurs. De plus, le gouvernement aurait déclaré qu'il reconnaissait au Conseil des ouvriers du Grand-Budapest les pouvoirs d'un organe consultatif, dont les recommandations seraient dûment étudiées et prises en considération. Le 23 novembre, à la suite de ces entretiens, le Conseil des ouvriers du Grand-Budapest a lancé un appel pour la reprise du travail, mais il se déclarait par ailleurs insatisfait du résultat des conversations, renouvelait ses premières revendications et insistait pour que les négociations reprennent sans tarder ⁹.

650. Le 25 novembre, de nouvelles négociations se sont engagées lorsque les représentants du Conseil des ouvriers du Grand-Budapest et des membres importants du gouvernement réunis dans le Palais du Parlement ont passé en revue les questions en suspens. Dans leurs revendications, les représentants des ouvriers restaient fidèles au programme du 23 octobre, et ils reprochaient au régime son attitude intransigeante envers leurs revendications du moment et d'autres qui n'avaient pas été satisfaites, telles que la participation des travailleurs aux services de sécurité et à l'organisation de la garde des usines. Ils ont réfuté l'allégation du Ministre Apró selon laquelle de nombreux chefs de conseils d'ouvriers n'étaient pas eux-mêmes des travailleurs: les techniciens et les ingénieurs qui participaient directement à la production étaient bel et bien des travailleurs; un des représentants a déclaré: « Nous ne permettrons pas que l'on creuse un fossé entre l'intelligentsia progressiste et les travailleurs ». En ce qui concerne le droit de grève, les représentants ont

⁷ *Magyar Közlöny*, n° 95, 24 novembre 1956; *Népszabadság*, 22 novembre 1956.

⁸ *Magyar Közlöny*, n° 95, 24 novembre 1956.

⁹ *Népakarat*, 23 novembre 1956.

dit que ce droit appartenait en principe aux syndicats, mais que, tant que les travailleurs eux-mêmes n'auraient pas édifié les syndicats à partir de la base, les syndicats ne seraient pas autorisés à parler en leur nom. En attendant, les conseils d'ouvriers s'estimaient seuls habilités à prendre des décisions en matière de grèves.

651. Plusieurs ministres ont exposé l'attitude du gouvernement à l'égard de problèmes précis, après quoi M. Kádár a fait une déclaration générale dans laquelle il revenait sur ses déclarations antérieures. Pour la première fois, M. Kádár déclarait sans ambages que le Gouvernement Nagy n'avait servi qu'à camoufler des contre-révolutionnaires¹⁰; le gouvernement n'entamerait des négociations avec le Gouvernement soviétique sur la question du retrait des troupes soviétiques qu'après le renforcement du régime de démocratie populaire, le retour à l'ordre et à des conditions de vie normales et la disparition des derniers vestiges de la contre-révolution. Ce n'était qu'à ce moment que le gouvernement serait élargi et accueillerait dans ses rangs des hommes qui n'appartiendraient pas au Parti. M. Kádár justifiait l'enlèvement de M. Nagy en faisant valoir que, si l'on avait laissé M. Nagy retourner chez lui, des éléments contre-révolutionnaires auraient pu l'assassiner et rejeter sur le gouvernement la responsabilité de cet acte afin de provoquer des troubles dans le pays. Le premier devoir du gouvernement était d'écraser ce qui restait de la contre-révolution; de l'avis de M. Kádár, c'était un acte contre-révolutionnaire qu'inciter les travailleurs à la grève. Le lendemain, M. Kádár s'est exprimé en des termes plus violents encore; parlant des responsables des grèves, il a déclaré: « On ne dompte pas un tigre en lui offrant des morceaux de sucre; si l'on veut le dompter, si l'on veut le faire tenir tranquille, on le roue de coups. Au lieu de rédiger et de griffonner les revendications, les travailleurs doivent immédiatement et sans conditions reprendre leur travail et y consacrer tous leurs efforts¹¹. »

652. Cependant, la tension augmentait; les conseils révolutionnaires ont été abolis¹² et il y a eu des heurts entre les ouvriers d'usine, d'une part, les forces russes et la milice, d'autre part, et, le 6 décembre, les présidents des Conseils d'ouvriers des usines Ganz et MAVAG ont été arrêtés¹³. Dans une proclamation du même jour, le Conseil des ouvriers du Grand-Budapest a prévenu le gouvernement que s'il arrêtait les dirigeants ouvriers, il y aurait une grève générale, de nouvelles effusions de sang et une nouvelle tragédie nationale. « Malgré les promesses du camarade Kádár, le gouvernement ne s'appuie pas sur les conseils d'ouvriers. Les dirigeants et les membres des conseils d'ouvriers sont arrêtés, ... arrachés à leur foyer pendant la nuit sans enquête ou instruction de l'affaire, ... les forces armées interrompent ou empêchent toute réunion pacifique des conseils d'ouvriers. » Le Conseil des ouvriers du Grand-Budapest demandait une réponse pour le 7 décembre à 20 heures au plus tard. La proclamation étant restée sans réponse, le Conseil a, le 9 décembre, décrété une grève de 48 heures qui devait avoir lieu les 11 et 12 décembre « pour protester contre les mesures

répressives prises à l'encontre des ouvriers et de leurs représentants élus ». Le gouvernement a alors déclaré illégaux le Conseil des ouvriers du Grand-Budapest et tous les conseils d'ouvriers dont la compétence n'était pas limitée à une usine et les a dissous par décret. En même temps, il a pris toute une série d'autres décrets: aux termes de l'un de ces décrets, tous les gardes d'usines étaient tenus, sous peine d'être traduits devant des tribunaux statuant en procédure sommaire, d'indiquer aux autorités de police compétentes quelles armes ils avaient en leur possession¹⁴. Le même décret disposait que ces tribunaux, habilités à prononcer la peine de mort, connaîtraient des crimes suivants: meurtre, homicide, pillage, vol, incendie volontaire et fait de dissimuler des armes¹⁵. Le 11 décembre, le président du Conseil des ouvriers du Grand-Budapest, Sándor Rácz, et son secrétaire exécutif, Sándor Bali, ont été arrêtés. D'autres dirigeants ouvriers ont été arrêtés les jours suivants et le gouvernement a pris de nouveaux décrets interdisant d'organiser des réunions sans l'autorisation de la police¹⁶ et donnant à la police le droit de détenir pendant six mois ceux qui compromettaient l'ordre public et, en particulier, ceux qui gênaient la reprise du travail¹⁷.

653. D'une façon générale, il semble que le Conseil des ouvriers du Grand-Budapest se soit montré plus conciliant que la masse des ouvriers. En novembre, pour marquer sa bonne volonté, le Conseil a demandé la reprise du travail, alors que de nombreux ouvriers voulaient rester en grève, et ont continué à faire grève parce que le gouvernement n'avait pas fait droit à leurs revendications. En décembre, il semble que le Conseil ait été assez disposé à composer, et c'est apparemment l'intransigeance de M. Kádár ou plutôt, comme l'a dit le Conseil, son impuissance qui a finalement contraint le Conseil des ouvriers du Grand-Budapest à ordonner la grève¹⁸. Ce conseil une fois dissous, les conseils d'ouvriers ont perdu une grande partie de leur pouvoir en tant qu'institution politique, et il est devenu évident que leurs fonctions se borneraient à certains problèmes limités intéressant l'organisation intérieure des entreprises.

654. Des négociations avaient encore lieu, vers la fin de décembre, entre les représentants des conseils d'ouvriers et le gouvernement. Des délégations des centres miniers sont allées voir M. Kádár et ont dit qu'elles

¹⁴ *Magyar Közlöny*, n° 100, 11 décembre 1956.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*, n° 101, 12 décembre 1956 et 27 mars 1957.

¹⁷ *Ib. id.*, n° 102, 13 décembre 1956.

¹⁸ Parlant devant les deux Chambres de l'Assemblée yougoslave réunies le 6 décembre, M. Edvard Kardelj a dit ce qui suit au sujet de l'attitude du Gouvernement hongrois à l'égard des conseils d'ouvriers: « Ce qui surprend le plus dans les derniers événements de Hongrie, c'est que les communistes aient eu peur des conseils d'ouvriers. Lénine a eu le courage de lancer le slogan « Les Soviets au pouvoir », bien que les Bolcheviks n'eussent pas la majorité aux Soviets. Mais, en tant que marxiste, Lénine prévoyait fort justement que, lorsque les masses ouvrières assumeraient les responsabilités du gouvernement, il leur faudrait travailler dans leur propre intérêt, en d'autres termes de façon socialiste. Il ne s'était pas trompé. En Hongrie, personne n'a eu le courage de présenter une telle revendication, pas même les conseils d'ouvriers, qui étaient trop soumis à l'influence de slogans libéraux abstraits et petits bourgeois. Quoi qu'il en soit, ces conseils d'ouvriers étaient la seule force réellement socialiste et se seraient probablement affranchis très vite des influences étrangères antisocialistes si on leur avait confié le gros des responsabilités dans les usines, dans les collectivités locales autonomes et au gouvernement... » *Yugoslav Review*, vol. 6, n° 10, décembre 1956, p. 15.

¹⁰ Chap. VII, par. 275.

¹¹ *Népszabadság*, 27 novembre 1956.

¹² *Magyar Közlöny*, n° 99, 8 décembre 1956. Voir également *Magyar Közlöny*, n° 42, 14 avril 1957, pour les « travaux des conseils ».

¹³ Chap. XIII, par. 621.

aient disposées, si le gouvernement faisait droit à leurs revendications, à reprendre le travail progressivement. Le 27, M. Kádár a également reçu les représentants du conseil central des ouvriers de Csepel, qui désiraient voir depuis un certain temps. Des témoins ont dit que la discussion entre M. Kádár et les ouvriers avait été extrêmement violente. Les délégués ont protesté contre le recrutement, par la milice et par les Services de gardes d'usines, d'anciens membres de l'AVH et d'ouvriers qui s'étaient compromis. M. Kádár aurait répondu: « Et alors? Croyez-vous vraiment que nous allons renforcer la milice avec des fascistes? Tous ces gens sont des victimes de la contre-révolution et sont des soutiens du gouvernement. Il est bien évident que c'est sur eux que nous comptons. » Les ouvriers ayant demandé l'autorisation d'avoir un journal d'usine, M. Kádár aurait répondu: « Tout le monde demande l'autorisation d'avoir un journal. Je peux vous dire que je vous mettrai en titre en première page, ce sera L'héroïque révolution d'octobre du peuple hongrois ». Nous savons déjà trop bien ce qu'il en est, et c'est précisément parce qu'ils contenaient des articles inflammatoires de ce genre que nous avons interdit tous les autres journaux. » La délégation a quitté le Parlement indignée.

655. Lors d'une interview diffusée par Radio-Budapest le 28 décembre, le président du Conseil des ouvriers de Csepel a donné d'autres indications sur les causes du mécontentement. Bien que certaines fonctions aient été officiellement confiées aux conseils d'ouvriers, il était revenu à l'ancien système de gestion. « Les ministères nous tiennent en tutelle, exactement comme au passé; ils ne nous ont même pas permis de renvoyer certains fonctionnaires importants que nous voudrions remplacer par des experts. Sur quels principes socialistes croyez-vous que l'on va construire l'avenir du pays? »

656. Le 5 janvier 1957, M. Kádár a prononcé une déclaration sur les « Tâches principales », qui éclaire l'attitude du gouvernement quant aux objectifs politiques pour lesquels les conseils d'ouvriers avaient si vaillamment combattu. M. Kádár a retracé l'évolution de la situation en Hongrie depuis le 4 novembre et, affirmant que « la trahison d'Imre Nagy avait frayé le chemin à la contre-révolution », il a déclaré que le devoir du gouvernement des ouvriers et paysans de Hongrie était de briser. Il y avait réussi avec l'aide de l'armée soviétique, qui était intervenue « à la requête du gouvernement en vertu d'obligations contractuelles ». Il n'était pas fait mention de négociations en vue de l'évacuation. M. Kádár a proclamé que le but du gouvernement était de favoriser la dictature du prolétariat; par conséquent, seuls pouvaient exercer une activité politique les communistes et ceux qui, sans appartenir au Parti, en acceptaient la politique et les consignes. Les forces dirigeantes en Hongrie étaient le Parti socialiste des travailleurs hongrois (communiste) et le Front populaire patriotique, qui regroupait toutes les forces démocratiques et est guidé par le Parti ». Ce que voulait le gouvernement, c'était assurer la liberté et la démocratie aux ouvriers, aux paysans et à l'« Intelligentzia » dévouée au peuple. Mais les éléments hostiles à la politique du gouvernement n'auraient aucune part à ces libertés; « les châtiments les plus sévères prévus par la loi leur seront toujours appliqués ». M. Kádár a exalté l'institution des conseils d'ouvriers comme l'un des succès du régime. Néanmoins,

il en a redéfini le rôle et, contrairement aux vœux maintes fois exprimés par les conseils d'ouvriers, il a déclaré que les directeurs des entreprises seraient désignés par l'Etat et personnellement responsables de la bonne gestion des usines. Le directeur serait tenu « d'empêcher l'adoption, par le conseil d'ouvriers, d'une résolution incompatible avec une loi ou un décret, et, au cas où elle serait adoptée, d'en refuser l'application ». Les conseils d'ouvriers devaient prêter leur concours à l'administration et à l'industrie de l'Etat socialiste. Avec les pouvoirs publics et les syndicats, ils devaient « mettre au point le barème des salaires et des primes ... et veiller à ce que les ouvriers se conforment scrupuleusement aux décisions du gouvernement »¹⁹.

657. Le ton intransigeant de la déclaration, le fait que le gouvernement oubliait ses promesses, la conviction que le gouvernement cherchait non pas à coopérer avec eux mais à amoindrir leurs pouvoirs, l'activité accrue de la police et du Parti, tous ces facteurs ont amené un certain nombre de conseils d'ouvriers à démissionner. Dans l'usine « Rouge » de Csepel, où deux directeurs avaient été réintégrés dans leurs fonctions malgré les protestations des ouvriers, il régnait une atmosphère de découragement et les ouvriers, dont on avait à maintes reprises critiqué l'attitude « contre-révolutionnaire », se donnaient ironiquement du « baron » et du « comte ». Le 8 janvier, le Conseil central des ouvriers de Csepel, qui avait été élu vers la mi-novembre et qui se composait de 58 membres, dont 40 manœuvres, démissionnait et publiait la proclamation suivante :

« Ce sont les glorieux événements de la révolution hongroise du 23 octobre qui ont créé notre conseil et lui ont donné pour mission de construire une Hongrie indépendante, libre et démocratique et de jeter les fondements d'une société délivrée de la crainte.

» Cependant, les événements qui se sont déroulés depuis prouvent que nous sommes incapables, dans les circonstances actuelles, de nous acquitter de notre mandat. Notre rôle consiste uniquement à exécuter les ordres du Gouvernement. Or, il nous est impossible d'exécuter des ordres contraires à nos convictions et de rester passifs lorsque des membres des conseils d'ouvriers sont arrêtés et persécutés sans raison et que toute l'œuvre des conseils d'ouvriers est qualifiée, en fait, de « contre-révolutionnaire ». Nous sommes finalement arrivés à la conclusion que nous ne pouvons donner satisfaction aux vœux des ouvriers et, quel que doive être notre sort personnel, nous nous démettons unanimement de notre mandat.

» Cette décision ne signifie pas que nous voulions nous dérober à notre devoir; nous estimons simplement que, n'étant pas à même, dans la situation actuelle, de réaliser les vœux des ouvriers, nous ne devons pas, par notre existence, abuser nos camarades. C'est pourquoi nous rendons aux ouvriers le mandat qu'ils nous avaient confié. »

658. Après la disparition des conseils d'ouvriers qui avaient amorti les chocs entre le régime et les ouvriers, les conflits du travail ont éclaté avec plus de violence que jamais. A Csepel, par exemple, une manifestation a été organisée le 11 janvier pour protester contre la confirmation, dans leurs fonctions, du commissaire du gouver-

¹⁹ *Népszabadság*, 6 janvier 1957.

nement et du directeur. La milice a essayé d'empêcher les manifestants d'entrer dans le bâtiment de l'Administration. Elle a reçu des renforts, les troupes soviétiques ont cerné l'usine et, après trois heures de combat, la foule a dû se disperser. Les désordres à Csepel étaient tels que, le 12 janvier, le Gouvernement a formellement interdit aux journalistes de se rendre dans l'île.

659. Le 13 janvier, la radio a annoncé que, devant les grèves et les troubles, la procédure sommaire en vigueur s'était révélée « inefficace » et qu'une « procédure expéditive venait d'être instituée »²⁰. Le décret étendait les attributions des tribunaux de justice sommaire et édictait la peine de mort pour le crime de « détérioration volontaire d'une usine d'intérêt public » ou celui de « perturbation intentionnelle du fonctionnement d'une usine par des appels ou incitations à la grève ». Les personnes accusées de ces crimes pouvaient être inculpées verbalement, sans faire l'objet d'un acte d'accusation²¹.

660. Entre-temps, les autorités auraient édicté une nouvelle réglementation concernant l'activité des conseils d'ouvriers. L'action des conseils d'ouvriers devait tendre à ce que les entreprises puissent obtenir les meilleurs résultats possibles sur le plan économique; les ouvriers des entreprises qui fonctionnent de manière rentable devaient recevoir une quote-part égale à une demi-semaine de salaire. En revanche, si une entreprise ne fonctionnait pas de manière rentable, les ouvriers intéressés ne recevaient pas l'intégralité de leur salaire. Dans ce cas, l'Etat ne garantissait à l'ouvrier que 75 pour 100 du salaire total. Si une entreprise faisait faillite, toutes les décisions concernant son avenir relevaient exclusivement des ministères. Il y a eu de nouvelles plaintes contre le refus du Gouvernement d'autoriser la constitution de conseils d'ouvriers dans les entreprises ferroviaires et postales ainsi que dans le commerce intérieur. A la fin de janvier, M. Kádár a déclaré au Conseil des syndicats qu'à ses yeux, la demande visant à constituer des conseils d'ouvriers dans l'administration des Chemins de fer de l'Etat hongrois s'inspirait de considérations militaires plus que du désir de voir représenter les intérêts des ouvriers.

661. Dans le courant de février, la composition des conseils d'ouvriers restants semble s'être modifiée suffisamment pour permettre au Gouvernement de décréter l'affectation d'ouvriers à la milice et la création de gardes d'usine armées. On réparait de plus en plus de rétablir le système du travail aux pièces et des normes de production; le Ministre des finances, M. Kossa, a qualifié le système du salaire horaire de « démagogie des salaires ».

662. Devant l'Assemblée nationale réunie les 10 et 11 mai, M. Kádár a résumé la situation en Hongrie. Il n'a fait aucune allusion au rôle des conseils d'ouvriers, mais il a reconnu incidemment que les ouvriers étaient mécontents. A cet égard, il a préconisé des relations plus étroites entre les masses et les dirigeants. Il a ajouté :

« A mon avis, le devoir des chefs n'est pas d'exécuter les désirs et la volonté des masses. A mon avis, le devoir des chefs est de satisfaire l'intérêt des masses... Dernièrement, nous avons assisté à ce phénomène que

certaines catégories d'ouvriers agissaient contre leurs propres intérêts: dans ce cas, le devoir du chef est de représenter l'intérêt bien entendu des masses et non pas d'appliquer automatiquement leurs idées fausses. Si les aspirations des masses ne coïncident pas avec le progrès, il faut alors orienter les masses dans une autre direction²². »

B. — RÔLE DU PARTI COMMUNISTE DANS LES CONSEILS D'OUVRIERS

663. L'un des premiers actes des conseils d'ouvriers au cours de la Révolution avait été de dissoudre les cellules du Parti, et les ouvriers tenaient à recevoir du Gouvernement l'assurance qu'il n'autoriserait plus aucune organisation du Parti, quelle qu'elle fût, à fonctionner dans les usines. Mais, à partir du 4 novembre, toutes les déclarations officielles ont été opposées à cette revendication. « Demander la suppression des organes du Parti dans les usines », a déclaré M. Kádár lors de son premier entretien avec des représentants du Conseil des ouvriers du Grand-Budapest « est indiscutablement une revendication contre-révolutionnaire... Il n'y a pas de parti communiste au monde qui n'ait ses organisations d'usine... Le Parti communiste ne peut renoncer à son organisation dans les usines quand bien même quelques ouvriers abusés le réclament maintenant. »

664. En novembre, une campagne a été lancée pour redonner vie au Parti²³. A une réunion des militants du Parti communiste, tenue le 27 novembre, Károly Kiss, membre du comité exécutif provisoire du Parti socialiste des travailleurs hongrois (communiste), a annoncé dans le cadre de ce plan la formation de cellules du Parti dans les usines, ainsi que des « mesures destinées à rallier les classes laborieuses, à éliminer la confusion dans les idées, à combattre un nationalisme encore puissant et à consolider les forces armées ». Il insistait sur l'action de la presse et de la radio « pour rallier les couches passives et, d'abord et avant tout, les ouvriers ». Dans sa première résolution adoptée le 8 décembre, le Parti socialiste des travailleurs (communiste) a déclaré que les conseils d'ouvriers devaient « être remis en main par les communistes et épurés de leurs démagogues indésirables ».

665. Dans l'intervalle, les communistes avaient commencé à s'infiltrer dans les usines, et les organisations du Parti, souvent grâce à l'aide de la milice, avaient occupé des bureaux dans les usines. Quand, le 27 décembre, les délégués du Conseil des ouvriers de Csepel ont discuté la question avec M. Kádár, celui-ci leur a répondu: « Vous verrez, le temps viendra où les ouvriers eux-mêmes insisteront pour que le Parti socialiste des travailleurs hongrois exerce son activité à l'usine ». Cependant, des sources officielles reconnaissaient que les ouvriers étaient opposés à la création d'organisations du Parti dans les usines. C'est ainsi qu'à la fin de décembre, l'Agence télégraphique hongroise annonçait que des militants communistes s'étaient réunis à l'usine métallurgique Jénine « pour informer les ouvriers que le Parti socialiste des travailleurs allait commencer son action à l'usine ». De nombreux ouvriers étaient opposés à la formation d'une organisation du Parti à l'usine, mais les communistes et les ouvriers sympathisants se sont déclarés en

²⁰ Chap. XVI, par. 754.

²¹ *Magyar Közlöny*, n° 5, 15 janvier 1957. Aux termes d'un règlement d'application du décret, les usines qui emploient normalement 100 ouvriers ou davantage sont déclarées « usines d'intérêt public ».

²² *Népszabadság*, 12 mai 1957.

²³ Chap. XIII, par. 627.

faveur de cette initiative. Selon la même source, vers la fin de décembre, le Parti comptait en Hongrie 103.000 membres au total (sur une population de près de 10 millions d'habitants). Le nombre des inscriptions était particulièrement faible dans les quartiers ouvriers de Budapest. L'usine sidérurgique de Csepel ne comptait que 500 membres du Parti; à Budapest, le nombre total des inscrits s'élevait à 21.000.

666. Dans les premiers mois de 1957, les déclarations officielles ont pris un tour plus pressant. Dans la déclaration du 5 janvier consacrée aux « tâches principales », M. Kádár a dit: « Le Gouvernement considère le parti de la classe ouvrière hongroise, c'est-à-dire le Parti socialiste des travailleurs hongrois et le Front populaire patriotique, comme la force dirigeante du pays ». Dans un autre discours prononcé à la fin du même mois, M. Kádár a émis l'opinion que les Conseils d'ouvriers ne pouvaient véritablement remplir un rôle utile et fructueux que sous la direction du Parti communiste, le parti de la classe ouvrière. En nombre de plus en plus grand, les Conseils d'ouvriers ont été amenés ainsi à négocier sur toutes les questions importantes avec les délégués de la cellule d'usine du Parti; des témoins ont signalé des négociations de ce genre à Csepel, ainsi qu'à Dunapentele où, dans une déclaration conjointe, le président de la section du Parti et le président du Conseil d'ouvriers ont affirmé que « le Conseil d'ouvriers avait besoin de l'aide du Parti et lui prêterait son concours pour l'exécution des plans de caractère social destinés à permettre l'édification du socialisme ».

667. Le Parti pouvait bien installer des cellules par la force, mais il ne pouvait contraindre les ouvriers à coopérer avec elles; aussi, au début de l'année, les communistes demeuraient-ils isolés. Le 24 janvier, la presse hongroise constatait qu'« il n'y avait pas de contact réel » entre les fonctionnaires du Parti et les ouvriers, alors qu'« il devrait y avoir des relations amicales et fraternelles entre l'ouvrier et son frère, l'organisateur du Parti ». Même les garanties de non-licencement offertes aux ouvriers membres du Parti n'en ont guère facilité le recrutement. Dans un discours prononcé dans la première quinzaine de février, M. Kiss a reconnu que le Parti se heurtait à des difficultés pour organiser des cellules dans les usines. Il a déclaré: « Dans les mines de charbon, les organisations du Parti se développent parallèlement à la production. Quant aux grandes usines, la confusion interne qui subsiste en maints endroits fait obstacle à la consolidation des organisations du Parti... Même s'il n'en est pas ainsi à l'heure actuelle, les organisations du Parti dans les grandes usines redeviendront nos organisations les plus fortes. »

668. Selon un témoin, le gouvernement est intervenu directement dans certaines usines, quand le Conseil d'ouvriers n'avait pas suivi ses instructions ou celles du Parti, et avait dissous le Conseil mais, dans la plupart des cas, « les Conseils d'ouvriers n'ont pas été supprimés; on a changé leur forme, leur activité et leur personnel et ils s'occupent de tâches qui n'ont rien à voir avec leur mandat primitif. Naguère, les ouvriers discutaient ouvertement et longuement pour savoir qui ils éliraient, tandis que maintenant la seule question qui est posée au sujet d'un candidat est de savoir s'il est partisan ou non du système ». Au fur et à mesure qu'il devenait plus fort, le Parti communiste a dominé dans chaque usine

les élections au Conseil d'ouvriers. « Un membre du Parti demandait la parole et se mettait à critiquer les candidats des autres ouvriers: « un tel est un contre-révolutionnaire, tel autre est un assassin, un troisième a quitté le pays, un quatrième a commis tel autre méfait; aucun n'est donc digne de représenter les ouvriers. En revanche le Parti recommande celui-ci pour sa compétence, celui-là pour sa valeur, et ainsi de suite; tous ont la confiance du Parti et tous feront d'excellents représentants des ouvriers ». Puis le militant ajoutait « Bien entendu, camarades, vous êtes complètement d'accord avec cette élection. Dites « oui » ou « non ». » Le témoin qui a décrit au Comité ce mode d'élection a ajouté: « Je demande au Comité s'il pense, étant donné le régime actuel du pays, qu'un ouvrier soit en mesure de répondre « Je ne suis pas d'accord ». L'ouvrier doit gagner sa vie et celle de sa famille, il veut dormir tranquillement la nuit sans être réveillé par la police, il doit travailler le lendemain, il ne peut donc faire autrement que de s'incliner. »

669. A la fin d'avril, la campagne destinée à consolider les cellules du Parti dans les usines battait son plein. Le 20 avril, un article du journal *Népszabadság* intitulé « Direction communiste des conseils d'ouvriers » mentionnait que les Conseils d'ouvriers donnaient lieu à des discussions animées dans les usines. « Parlons franchement, les conseils d'ouvriers sont-ils seulement nécessaires? » L'article trouvait naturel de poser la question, les conseils d'ouvriers étant nés pendant la contre-révolution et ayant gardé longtemps la marque de leur origine dans leurs buts comme dans leur action²⁴. « Il s'agit maintenant de leur donner un caractère socialiste. Récemment, le processus d'épuration des conseils d'ouvriers s'est accéléré. Les ouvriers eux-mêmes commencent à réclamer le départ des éléments démagogiques et étrangers à leur classe. Les événements des derniers mois... parlent d'eux-mêmes et montrent bien que les conseils d'ouvriers ne peuvent fonctionner sans direction communiste. Dans la dictature du prolétariat la classe ouvrière ne peut avoir une organisation indépendante de celle du Parti. Il est établi que chaque fois que les conseils ont prétendu représenter les intérêts des ouvriers en s'opposant au Parti ou en affirmant leur indépendance, ils ont en réalité fait du tort au peuple. Rappelons à ce propos les grèves contre-révolutionnaires qui ont beaucoup nui au pays. Ce sont les militants communistes du Conseil d'ouvriers qui devront mettre en œuvre la politique du Gouvernement. »

670. « Le Parti doit organiser, regrouper et diriger le peuple », a dit M. Kádár dans son discours à l'Assemblée nationale, le 11 mai. Cependant, le 4 mai, un article du journal *Népszabadság* constatait avec regret qu'à cette date, dans certaines usines, les communistes continuaient à être défavorisés et mal notés à cause de leur appartenance au Parti. Autre doléance: beaucoup de communistes n'avaient pas retrouvé les postes que la contre-révolution leur avait fait perdre. La justice voulait que les chefs communistes et les dirigeants qui, sans être communistes, n'en étaient pas moins fidèles à la République populaire, retrouvent leurs postes et que ceux qui avaient sympathisé avec les contre-révolutionnaires ou

²⁴ On trouvera le programme du Gouvernement au paragraphe 642.

qui ne les avaient pas combattus, ne fussent pas autorisés à conserver leurs fonctions.

C. — CONSEILS D'OUVRIERS ET SYNDICATS

671. Après le 4 novembre, l'ancien Présidium du Conseil national des syndicats a repris ses fonctions; Sándor Gáspár en est resté le Secrétaire général, mais l'organisation a gardé le nom, qu'elle avait pris durant la Révolution, de Conseil national des syndicats libres²⁵. Une certaine indépendance d'esprit a persisté; dans un discours dont le *Daily Worker*, l'organe des communistes britanniques, a publié des extraits le 15 novembre 1956, M. Gáspár a déclaré qu'il était «impensable que le gouvernement du pays puisse un jour tomber entre les mains d'un seul parti politique»; il a ajouté qu'on devrait confier des postes de direction aux représentants d'autres partis et à des hommes sans affiliation politique. Adoptant certains principes posés par le Comité provisoire, il a déclaré: «Nous sommes partisans de la liberté des syndicats et de leur indépendance à l'égard du gouvernement comme des partis politiques.» Il a conseillé néanmoins aux ouvriers d'avoir confiance dans le gouvernement Kádár et les a exhortés à cesser la grève générale. Un certain nombre de syndicats — le Syndicat de l'enseignement, le Syndicat de l'Agence télégraphique hongroise, les musiciens et les travailleurs du commerce et de la finance — ont fait des déclarations analogues en faveur de la non-intervention de l'Etat.

672. Le 24 novembre, le quotidien syndicaliste *Népakarat* a publié un article intitulé «Les conseils d'ouvriers, les démocraties ouvrières et le droit de grève»; il y critiquait le décret relatif aux Conseils d'ouvriers promulgué le 21 novembre par le gouvernement Kádár et appuyait la thèse des conseils d'ouvriers sur la nomination et la révocation des directeurs d'usine. L'article reprochait même au gouvernement de ne pas avoir publié la proposition des conseils d'ouvriers, qui s'écarterait du décret sur certains points et qui était, à certains égards, sensiblement plus libérale. Notant ensuite que les syndicats n'étaient pas d'accord avec le programme social du gouvernement, l'article énonçait le principe qui devait guider les syndicats en ce qui concerne le droit de grève. «Depuis qu'elle existe, la notion de grève a toujours été liée aux syndicats — quels que soient l'époque et le pays considérés. Il en a même été ainsi lorsque la grève était employée à des fins politiques. Nous voulons que les ouvriers, par le truchement des conseils d'ouvriers, soient réellement les maîtres de l'entreprise. Nous voulons qu'ils soient de meilleurs gérants, plus diligents et plus compétents que ne l'étaient les capitalistes. Cependant, le monde n'a jamais connu de maître, capitaliste ou autre, qui ait garanti le droit de grève. Il importe en tout cas que le maître, le propriétaire de l'entreprise, même si celle-ci appartient aux ouvriers eux-mêmes, soit contrôlé par un organe qui ait pour fonction principale de protéger les intérêts des ouvriers. Telle est la mission du syndicat.»

673. Etant donné ce qui précède, le Conseil des syndicats s'est montré singulièrement accommodant dans la déclaration qu'il a publiée de concert avec la délégation de la Fédération syndicale mondiale, qui a séjourné à

Budapest du 23 au 25 novembre. Il y était dit qu'après avoir étudié les divers aspects du mouvement syndicaliste hongrois et les récents événements de Hongrie, les deux délégations en étaient arrivées à la conclusion que «certains éléments réactionnaires et fascistes, exploitant le mécontentement des travailleurs et de la jeunesse... avaient cherché à réaliser leurs desseins contre-révolutionnaires». A la fin du mois, l'organe syndicaliste *Népakarat* a proposé que «les syndicats soient les seuls représentants des intérêts des ouvriers dans leurs rapports avec le gouvernement».

674. Lorsque les représentants du Conseil d'ouvriers de Csepe ont donné leur démission, en janvier, le Conseil des syndicats a critiqué les conseils d'ouvriers, qu'il a accusés d'avoir «cédé aux provocations d'éléments étrangers qui se sont infiltrés dans ces conseils». Il a condamné comme une provocation la démission du Conseil d'ouvriers de Csepe. A la fin de janvier, au cours d'une session de trois jours, le Conseil des syndicats a rapporté officiellement diverses mesures prises pendant la Révolution, notamment la décision de se retirer de la Fédération syndicale mondiale. Les communiqués publiés à cette occasion indiquaient que l'organisation syndicale devait avoir un statut supérieur à celui des conseils d'ouvriers des usines. Dans une résolution du 26 février 1957 consacrée aux problèmes et aux tâches d'actualité, le Comité central provisoire du parti socialiste des travailleurs hongrois (communiste) a précisé l'attitude officielle à l'égard des syndicats. «Nous avons repoussé les revendications réactionnaires tendant à ce que les syndicats soient indépendants à la fois du Parti et du Gouvernement des ouvriers et paysans, et à ce que l'on reconnaisse le droit de faire grève contre la volonté de l'Etat des travailleurs²⁶.»

675. Au cours des derniers mois, les syndicats ont reçu de nouveaux statuts. Le 11 mai, Sándor Gáspár, secrétaire général du Conseil national des syndicats libres, parlant devant l'Assemblée nationale hongroise, a critiqué vivement la contre-révolution d'octobre et a ajouté que les derniers six mois avaient montré que les syndicats étaient capables de maintenir leur unité et de soutenir les attaques de la contre-révolution. Il s'est déclaré résolument partisan des concours entre ouvriers, du système des normes et du salaire aux pièces. Il a annoncé que le Présidium des syndicats présenterait des propositions pour améliorer les concours entre ouvriers et proposerait de réintroduire le titre de travailleur stakhanoviste. Aux efforts ainsi déployés pour plaire au gouvernement, M. Kádár a répondu en reprochant aux syndicats de ne pas avoir suffisamment de rapports avec les travailleurs²⁷.

²⁵ *Népszabadság*, 27 janvier et 28 février 1957.

²⁷ Depuis la fin de la Révolution, l'Organisation internationale du Travail a demandé plusieurs fois au Gouvernement hongrois d'assurer la liberté et l'indépendance des syndicats et d'autoriser une enquête sur place. En outre, le Conseil d'administration du BIT a décidé, sur la recommandation du Comité de la liberté syndicale:

«a) De réaffirmer l'importance qu'il a toujours attachée à ce que, dans tous les cas, y compris lorsque des syndicalistes sont accusés de délits politiques ou criminels que le gouvernement considère comme étant étrangers à leurs fonctions syndicales, les personnes en question soient jugées promptement par une autorité judiciaire impartiale et indépendante;

» b) De réaffirmer l'importance qu'il attache, dans de pareils

²⁵ Chap. XI, par. 549-559.

II. — Organisations politiques après la révolution

A. — NÉGOCIATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES

676. Parallèlement aux négociations entre les conseils d'ouvriers et le régime Kádár, des entretiens politiques ont eu lieu entre M. Kádár et les chefs des trois principaux partis non communistes. Les témoignages que l'on possède sur ces négociations sont beaucoup moins abondants et moins directs. Le Comité n'a donc pas été à même d'en déterminer exactement le cours. Ses renseignements proviennent surtout des déclarations publiques faites par les partis. Il y a quelques différences qui méritent d'être relevées entre les négociations des conseils d'ouvriers avec le gouvernement et celles du régime avec les partis politiques. Les conseils d'ouvriers avaient, dans l'arrêt du travail, un moyen de pression qui préoccupait beaucoup le régime Kádár. Bien qu'ils aient présenté un programme politique étendu, la pression qu'ils ont exercée sur le gouvernement leur a surtout servi à faire reconnaître provisoirement leur position dans les usines. Les partis politiques ne possédaient pas d'atout analogue pour essayer de se faire accepter par le gouvernement. Il a donc été plus facile au régime, semble-t-il, de se débarrasser des représentants des partis en faisant de vagues déclarations. Enfin, il convient de noter que s'il y avait coïncidence assez complète de vues politiques entre les conseils d'ouvriers et les chefs de partis, il ne paraît guère y avoir eu de liaison effective. Le gouvernement a donc pu négocier séparément avec chacun d'eux. Les paragraphes ci-après exposent les principaux faits concernant les négociations avec les chefs de partis et la manière dont leurs espoirs de compromis avec le régime ont en fin de compte été frustrés.

677. Pendant une courte période, une fois pratiquement terminée la phase militaire des opérations qui ont permis d'écraser la révolution, il y a apparemment eu des négociations politiques entre M. Kádár et les chefs des trois principaux partis non communistes. Les conversations ont porté sur la possibilité de ce que certains ont appelé un « élargissement du gouvernement » et d'autres un « gouvernement de coalition ». On ne possède que des indications incomplètes sur le détail des entretiens et le Comité n'est pas en mesure de retracer exactement le cours des événements ni de préciser les raisons pour lesquelles les espoirs de compromis ont été déçus.

678. Des témoins ont signalé que, dès son retour au Palais du Parlement comme chef du gouvernement des ouvriers et paysans de Hongrie, le 6 novembre ou vers cette date, M. Kádár a commencé à négocier avec des représentants du parti des petits propriétaires indépendant et du parti social-démocrate, ainsi qu'avec d'autres personnalités, en vue de former un gouvernement de coalition. Ces négociations ont échoué²⁸.

679. Au cours des discussions qui se sont déroulées entre M. Kádár et les représentants du Conseil des

cas, à ce que soit respectée la garantie de non-application rétroactive d'une loi pénale;

» c) De déclarer que ces principes sont pleinement applicables dans le cas des arrestations de membres des conseils ouvriers effectués par les autorités hongroises; »

Pour plus amples détails et pour le texte de la réponse du Gouvernement hongrois, voir les documents A/3390, A/3571 et A/3578.

²⁸ Chap. XIII, par. 623.

ouvriers du Grand Budapest le 15 novembre, M. Kádár a dit que, s'il pouvait être souhaitable d'avoir un régime fondé sur plusieurs partis et de procéder à des élections libres et honnêtes, il fallait se rappeler que l'on peut détruire l'autorité du prolétariat « non seulement avec des balles, mais aussi avec des bulletins de vote ». Il a ajouté qu'il fallait veiller à ce que les communistes ne soient pas évincés du Parlement car une telle situation « conduirait fatalement à la chute du socialisme et de l'autorité du peuple ». Cependant, M. Kádár a reconnu que la composition du gouvernement n'était pas définitive et qu'il fallait l'élargir; il s'est déclaré disposé à entamer des négociations avec M. Nagy si celui-ci consentait à quitter l'Ambassade yougoslave. Cette attitude a fait espérer que des non-communistes feraient éventuellement partie du gouvernement.

680. Des témoins ont aussi relaté que M. Kádár avait de nouveau discuté la formation éventuelle d'un gouvernement de coalition pendant la deuxième quinzaine de novembre et qu'il avait exprimé la conviction que sa première idée était la bonne et constituait la seule solution possible. Ces projets et ces espoirs ont été de nouveau déçus par l'opposition des personnalités soviétiques, tant civiles que militaires, qui se sont rendues à Budapest à cette époque et parmi lesquelles figurait, selon un témoin, le maréchal Koniev, Commandant en chef soviétique. Après la visite des dirigeants soviétiques, l'attitude de M. Kádár concernant la formation d'un gouvernement de coalition a changé. Son allocution du 26 novembre contenait encore des allusions à la possibilité d'élargir le gouvernement pour y faire entrer sinon des représentants d'autres partis, du moins des non-communistes qui « reconnaissaient l'ordre socialiste et étaient disposés à travailler à la défense des réalisations socialistes et à la construction du socialisme »²⁹. Un message radiodiffusé le 1^{er} décembre par M. Dobi, Président du Présidium, restait dans cet ordre d'idées en affirmant que « Nous construirons le socialisme à notre manière, d'une façon spécifiquement hongroise, conformément... à nos traditions nationales » et que le gouvernement « serait élargi de façon à faire une place aux dirigeants des anciens partis démocratiques qui acceptent les principes du socialisme ».

681. Le 8 décembre, les partis non communistes et d'autres organisations ont publié un mémorandum exposant un programme en dix points et les conditions auxquelles ils participeraient au gouvernement³⁰. Ce mémorandum montrait jusqu'où les partis non communistes étaient prêts à aller pour la « défense des réalisations socialistes » sur quoi M. Kádár insistait comme condition à la participation à son gouvernement. Dans le mémorandum, les partis déclaraient que leur but était « de protéger la liberté et l'indépendance du pays, de garantir les résultats obtenus jusqu'ici par le socialisme, de consolider et de stabiliser les réalisations démocratiques de la révolution (parmi lesquelles les conseils d'ouvriers et leur autonomie, le droit de grève, la liberté pour les agriculteurs de vivre comme ils l'entendent, l'abolition du système des livraisons obligatoires de récoltes) et enfin, de mettre fin au système du parti unique ». Ils reconnaissaient que le Parti communiste devait jouer un rôle important. Ils affirmaient que « le Parti commu-

²⁹ *Népszabadság*, 27 novembre 1956.

³⁰ Chap. XII, par. 578-587.

niste hongrois, fondé sur un socialisme démocratique, était nécessaire à la vie politique du pays, car la révolution avait prouvé que la grande masse des communistes hongrois admettait les principes énoncés ci-dessus ».

682. Parmi les principes énoncés dans le mémorandum figuraient ceux qui suivent :

a) L'ordre économique et social devait reposer sur la propriété publique des moyens de production ; les mines, les usines, les banques et les autres entreprises qui étaient propriété de l'État ou sous son contrôle le 23 octobre 1956, devaient le rester.

b) Les terres devaient être distribuées conformément à la réforme agraire de 1945, la propriété privée étant limitée à la superficie qu'une famille pouvait cultiver sans aide extérieure. Les paysans et les petits industriels seraient autorisés à faire partie de coopératives s'ils le voulaient ; il fallait reconnaître à l'entreprise privée une liberté limitée ; les syndicats devaient être libres et indépendants ; il fallait garantir aux fonctionnaires le droit de participer à la gestion des entreprises d'État par l'intermédiaire des conseils d'ouvriers ; la peine de mort devait être supprimée. Les partis politiques qui visaient à subvertir l'ordre politique, social et économique existant, ne seraient pas autorisés à fonctionner.

c) A titre de mesure immédiate, était recommandée la formation d'un conseil national provisoire de gouvernement, constitué de sept membres représentant les partis politiques démocratiques, qui exercerait les principales fonctions gouvernementales. Le mémorandum demandait la promulgation d'une nouvelle loi électorale aux termes de laquelle des élections nationales au Parlement auraient lieu à l'automne 1957.

683. Les principes énoncés dans le mémorandum au sujet de l'influence des relations soviéto-hongroises sur la coopération entre les partis étaient les suivants : il fallait gagner la confiance et l'appui du Gouvernement de l'Union soviétique, pays pour lequel la Hongrie éprouvait une sincère amitié. Nombre des difficultés existantes venaient de ce que les anciens dirigeants hongrois avaient mal renseigné les dirigeants de l'Union soviétique sur le caractère et les objectifs de la révolution hongroise. L'Union soviétique ne savait donc pas que les forces révolutionnaires étaient, sans exception, en faveur du socialisme et qu'elles étaient prêtes à défendre les réalisations du socialisme contre les attaques des réactionnaires. C'est à cause de ce malentendu que l'on avait décidé de ne pas engager de négociations en vue du retrait des troupes soviétiques avant que l'ordre ne soit entièrement rétabli à l'intérieur du pays. Cependant, c'était précisément la présence des troupes soviétiques qui empêchait la consolidation de l'ordre et la reprise de la production. Dans le mémorandum, on proposait que le Gouvernement soviétique en autorise la publication et se déclare disposé à négocier avec le gouvernement provisoire hongrois envisagé sur un certain nombre de points, dont le Traité de Varsovie, les modalités et les dates du retrait des troupes soviétiques, le retour sous la juridiction hongroise des citoyens hongrois détenus par les autorités soviétiques et, enfin, l'établissement de relations économiques soviéto-hongroises analogues à celles qui existaient entre la Pologne et l'URSS. Dans ces conditions, les partis et organisations démocratiques et le gouvernement pourraient rétablir l'ordre sans aide extérieure. La Hongrie était prête à donner des garanties juridiques de grande

portée assurant que son territoire ne serait pas utilisé comme base pour des pays ou des forces hostiles à l'Union soviétique et qu'aucune unité armée étrangère ne résiderait en Hongrie. En outre, la fabrication de produits fissiles à des fins militaires serait interdite³¹.

684. On a rapporté que, ce même 8 décembre, le parti socialiste des travailleurs hongrois (parti communiste) avait adopté une résolution dans laquelle il manifestait clairement qu'il n'avait nulle intention de partager le pouvoir avec un autre parti et réaffirmait que la politique en vigueur reposait sur la fusion du parti communiste et du parti social-démocrate qui avait eu lieu en 1948 :

685. Au cours du mois de décembre, il semblait encore aux observateurs extérieurs qu'un gouvernement de coalition pourrait être constitué. Des agences de presse occidentales annoncèrent à plusieurs reprises que des non-communistes allaient bientôt faire partie du gouvernement et que des négociations avaient lieu entre M. Kádár et des représentants d'Imre Nagy. Des membres du parti des petits propriétaires indépendants étaient, disait-on, actifs, et le bruit courait, sans être démenti, que des remaniements allaient avoir lieu au gouvernement. On espérait que le programme des principales tâches à accomplir que le gouvernement devait publier au début de janvier reprendrait au moins certains des principes énoncés dans le mémorandum des partis démocratiques et que des représentants de ces partis seraient admis aux commissions gouvernementales chargées d'établir les programmes relatifs aux divers secteurs de la vie du pays.

686. La déclaration gouvernementale du 5 janvier sur les principales tâches s'offrant au pays n'a pas exclu la possibilité d'un remaniement ministériel. Il y était dit que le gouvernement se proposait d'engager des négociations en vue d'admettre à participer à la direction des affaires diverses des personnalités éminentes affiliées ou non à un parti, qui seraient disposées à appuyer la politique du gouvernement consistant à « développer la dictature du prolétariat ». Les conditions politiques ainsi posées limitaient, en fait, les possibilités aux communistes et aux personnes qui, sans appartenir au Parti communiste, en acceptaient la politique et l'autorité. Cette déclaration a causé une déception à ceux qui avaient espéré qu'un gouvernement de coalition était sur le point d'être constitué.

687. Depuis le début de l'année en cours, les organisations politiques non communistes ont été en fait tenues entièrement à l'écart de la vie publique. Parlant du Parti social-démocrate, l'un des ministres, M. Marosán, ancien social-démocrate, a déclaré dans un discours prononcé à Komló, le 5 janvier, que la classe ouvrière « n'a et n'aura qu'un seul parti. Demander aujourd'hui la réorganisation du parti social-démocrate est un acte d'hostilité, car elle diviserait la classe ouvrière ». Le 15 janvier, il a exprimé de nouveau cette idée en disant : « le Parti ne permettra jamais qu'une concurrence politique vienne rompre l'unité de la classe ouvrière ». Cette déclaration de M. Marosán a été faite moins de 24 heures après que l'on eut annoncé que M. Béla Kovács, chef du Parti des petits propriétaires indépendants, avait décidé de se retirer de la vie politique pour raisons de santé. Le Parti de Petöfi, le troisième de ceux avec lesquels M. Kádár négociait, s'était pratiquement dissous.

³¹ Chap. VIII, par. 359-364.

688. Néanmoins, dans un discours prononcé à Ujpest le 9 février, M. Kádár a déclaré que des négociations seraient engagées, à une date ultérieure non précisée, avec le Parti des petits propriétaires indépendants et le Parti de Petöfi, afin d'élargir la composition du gouvernement existant. M. Kádár a toutefois répété que le Parti social-démocrate serait « liquidé » parce qu'il était illégal et que la Hongrie n'avait pas besoin d'un tel parti.

689. Au début de mai, l'Assemblée nationale a approuvé un amendement à la Constitution prolongeant de deux ans son mandat, qui devait expirer le 17 mai. Pour justifier cette mesure, qui retarde les élections de deux ans, on a affirmé que des élections empêcheraient les forces de se regrouper en vue de la reconstruction. « A ce stade, nous ne devons rien faire qui puisse nous distraire des tâches beaucoup plus importantes qui nous attendent. » On a nié que les chefs du gouvernement craignissent l'échec du Parti communiste aux élections. On a affirmé que des élections ne serviraient pas au mieux les intérêts du peuple. On a dit aussi qu'en raison de la révolution, on n'avait pas eu le temps de mettre au point la loi électorale nécessaire.

690. Plusieurs faits se dégagent de cet exposé. Aucun gouvernement de coalition n'a été formé, et aucune personnalité non communiste de renom ne fait partie du Gouvernement Kádár. Pour ce qui est de la collaboration avec les éléments étrangers au Parti socialiste des travailleurs hongrois (parti communiste), la politique de M. Kádár semble avoir été influencée de façon décisive, sinon même dirigée, par les autorités militaires et civiles soviétiques. Les partis non communistes ont formellement accepté la condition principale que M. Kádár avait mise à leur participation au gouvernement, à savoir la défense des réalisations socialistes d'après guerre. Il semble que ce qui, plus que tout autre fait, a disqualifié les non-communistes comme collaborateurs du Gouvernement Kádár, a été l'insistance avec laquelle ils ont réclamé, comme conditions préalables du rétablissement de l'ordre dans le pays, la restauration de l'indépendance nationale hongroise et le retrait des troupes soviétiques. Que les partisans d'un tel programme soient maintenant baptisés contre-révolutionnaires³² montre à quel point les Soviets déterminent la politique du Gouvernement Kádár. Il ne paraîtrait donc pas déraisonnable de se hasarder à dire que les nombreuses allusions faites par les communistes à la coalition et à la collaboration ne traduisent nullement une intention d'élargir les bases du gouvernement. La situation dans laquelle M. Kádár se trouvait en novembre, le manque de soutien qui est apparu lorsqu'il a tenté de saisir les rênes du gouvernement — manque de soutien qu'il a reproché à ses collègues à l'Assemblée nationale le 11 mai dernier — l'ont contraint de ménager ceux qui jouissaient de l'appui du peuple, en attendant le jour où il aurait lui-même une organisation assez forte pour exiger que ce loyalisme se reporte sur son propre régime.

B. — LE SORT D'AUTRES ORGANISATIONS ET DE LA PRESSE

1. — Conseils révolutionnaires

691. Pendant les jours qui ont suivi le 4 novembre, le Gouvernement Kádár a entretenu des rapports avec

les conseils révolutionnaires régionaux. Selon les témoins, plusieurs collaborateurs de M. Kádár ont téléphoné à plusieurs reprises aux conseils régionaux pour leur demander de déposer les armes, de débarrasser leurs rangs des contre-révolutionnaires et de collaborer avec le gouvernement. Des témoins ont également décrit la manière dont les conseils révolutionnaires avaient été traités dans certaines localités; quand les troupes soviétiques occupaient une localité, le commandant de ces troupes, accompagné d'agents de l'AVH, se présentait au siège du conseil révolutionnaire et demandait à ses membres de demeurer en fonctions. Le lendemain, d'anciens chefs communistes hongrois arrivaient et donnaient des ordres sans tenir compte de la présence du Président et des membres du conseil révolutionnaire. Ensuite venait l'arrestation des membres du conseil, la plupart du temps, de nuit. Les comités et conseils révolutionnaires ont été dissous par un décret du 8 décembre³³.

692. Bien avant le décret de dissolution, les conseils révolutionnaires régionaux avaient perdu beaucoup de leur importance, et ce sont d'autres conseils qui ont dû négocier avec le gouvernement au nom du peuple hongrois³⁴. Pendant les jours qui ont suivi la révolution, l'Union des écrivains est devenue une fois de plus le porte-parole des ouvriers et des paysans qui venaient lui exposer leurs doléances. Les membres de cette Union sont demeurés en contact étroit avec les conseils d'ouvriers, ont assisté à leurs réunions et les ont conseillés sur la position qu'il convenait d'adopter dans les négociations avec le gouvernement. Ce sentiment de solidarité que l'Union des écrivains éprouvait pour les travailleurs a été exprimé avec justesse dans une lettre ouverte qu'elle a adressée au Conseil des ouvriers du Grand-Budapest et de sa banlieue, lettre qui contenait le passage suivant: « Nous, écrivains hongrois, ne pouvons penser qu'en hongrois, ne pouvons écrire qu'en hongrois et notre sort est, par conséquent, lié à celui du peuple hongrois. Sans les ouvriers hongrois, sans les paysans hongrois, il ne peut y avoir de littérature hongroise ». En conséquence, le Presidium de l'Union des écrivains a conçu son rôle de façon très large pour y faire entrer des questions concernant le peuple hongrois dans son ensemble, et non pas seulement des problèmes particuliers relatifs à l'exercice de la profession littéraire.

693. Le 12 novembre, les organisations composant le Comité révolutionnaire des intellectuels hongrois — qui avait interrompu son activité le 4 novembre³⁵ — ont lancé un appel commun « aux intellectuels hongrois et au peuple du pays ». Elles déclaraient que tant que le peuple hongrois n'aurait pas la possibilité d'exprimer sa volonté par des moyens pacifiques, les écrivains, les artistes, les hommes de science et les intellectuels ne formuleraient aucune revendication pour eux-mêmes. Parlant au nom du peuple hongrois dans son ensemble, elles exposaient les grandes lignes d'un programme en six points pour la Hongrie, programme qui était fondé sur les résultats acquis grâce à la révolution. Parmi ces

Dobi, Président du Presidium, a prononcé le 9 mai 1957 à l'Assemblée nationale hongroise. Il semble que M. Dobi ait prononcé ce discours pour se faire pardonner son rôle pendant l'insurrection.

³³ *Magyar Közlöny*, n° 99, 8 décembre 1956.

³⁴ Dont les plus importants, les conseils d'ouvriers, ont été examinés plus haut dans le présent chapitre.

³⁵ Chap. IX, annexe G.

³² On trouvera un exposé de la position actuelle du gouvernement à l'égard de tout régime à partis multiples dans le discours qu'István

points, on peut citer l'indépendance de la Hongrie, y compris le retrait des troupes soviétiques, le respect par la Hongrie de toutes ses obligations de Membre de l'Organisation des Nations Unies, la réorganisation du régime social et économique de la Hongrie sur la base du socialisme démocratique, et des garanties assurant que le régime ancien ne serait pas rétabli et que la justice régnerait dans la légalité. L'appel déclarait de façon formelle que les organisations composant le conseil révolutionnaire des intellectuels collaboreraient non seulement avec les partis politiques mais, en premier lieu, avec les ouvriers, les paysans et la jeunesse, et leurs organisations.

694. Sur l'initiative de l'Union des écrivains, le Comité révolutionnaire des intellectuels a été officiellement reconstitué le 21 novembre, sous le nom de Conseil révolutionnaire des intellectuels hongrois, la présidence en étant confiée au compositeur Zoltán Kodály. L'appel lancé à cette occasion par l'Union des écrivains hongrois est conçu dans les termes suivants: « Le droit le plus sacré que la révolution a permis de faire connaître dans le domaine de la littérature et des arts est le droit à la liberté, le droit de dire la vérité. Nous protégerons ce droit et, animés par un sentiment de responsabilité envers le peuple hongrois, nous nous en prévaudrons et nous ne prendrons part à l'avenir à aucune activité journalistique, dans la presse écrite ou radiophonique, dont le principe directeur ne sera pas le respect de la vérité et le souci de servir le peuple. Nous soumettrons cette résolution aux organisations d'intellectuels qui ont signé la déclaration commune du 12 novembre et nous leur demanderons de se joindre à nous. »

695. Le lendemain, les représentants du Conseil révolutionnaire des intellectuels hongrois ont rencontré des représentants du gouvernement pour discuter de la situation générale en Hongrie et, le 24 novembre, ils ont publié un nouveau manifeste portant les signatures de 110 personnalités occupant une place de premier plan dans la vie culturelle de la Hongrie. Les signataires déclaraient s'associer aux « héros qui poursuivent le combat pour la liberté de la Hongrie. Nous acceptons, ont-ils dit, toutes les conséquences qui pourront découler pour nous de nos actes ou de nos paroles: la prison, la déportation et, s'il le faut, la mort ». Ils élevaient une protestation contre les déportations, affirmant de nouveau qu'ils ne recherchaient pas le retour à l'ancien ordre social et ne toléreraient pas une contre-révolution. Ils déclaraient en conclusion: « Conscients de la justesse de nos idéaux, nous adressons un appel aux écrivains, aux artistes et aux hommes de science de l'Union soviétique et du monde entier. »

696. Après la dissolution de cette organisation, l'Union des écrivains a poursuivi son activité. Le 12 décembre, elle a élevé une protestation contre l'arrestation de plusieurs écrivains et journalistes, dont Gyula Obersovszky, qui avait publié, pendant l'insurrection, le journal *Igazság*. Le 28 décembre, au cours d'une séance à huis clos, elle a, par 150 voix contre 8, qualifié l'intervention soviétique en Hongrie de « faute historique ». A cette occasion, elle a relevé qu'un certain nombre d'écrivains étaient encore en prison. En réponse, le Ministre de l'intérieur a écrit dans le numéro de Noël du *Népszabadság*: « Les contre-révolutionnaires qui exer-

cent la profession d'écrivain ne jouissent d'aucun privilège ». Le gouvernement a pris le silence des écrivains hongrois pour une provocation. Dans un discours prononcé à Pécs, M. Marosán, Ministre d'Etat, a déclaré que le gouvernement briserait sans la moindre hésitation toute résistance des écrivains et des journalistes; le gouvernement avait attendu longtemps et patiemment dans l'espoir que certains écrivains changeraient d'avis; certains interprétaient la patience du gouvernement comme un signe de faiblesse et l'administration recourrait désormais à des mesures plus rigoureuses. « Toute tendance contre-révolutionnaire, bourgeoise, nationaliste ou anarchiste qui s'exprimerait dans les publications hongroises sera réprimée sans pitié. » L'heure était venue pour les écrivains de se libérer enfin de la « terreur intellectuelle » que faisaient régner leurs collègues contre-révolutionnaires maintenant incarcérés.

697. Le 17 janvier, le Ministre Münnich a annoncé que l'Union des écrivains était provisoirement suspendue. Le 20 janvier, le Cercle Tancsics a tenu sa séance inaugurale dans l'ancien local du Cercle Petöfi et il a entendu une allocution de M. Münnich. D'autres écrivains ont été arrêtés et menacés des peines prévues par la loi martiale. Le Ministre de l'agriculture a dit dans un discours: « La majorité des écrivains hongrois ont choisi le chemin de la trahison ». Enfin, le 21 avril, la radio hongroise a diffusé un avis du Ministre de l'intérieur touchant la dissolution de l'Union des écrivains hongrois: « Un groupe actif de membres de l'Union des écrivains s'est servi de cette organisation pour attaquer l'ordre social de la République populaire hongroise. C'est pourquoi le Ministre de l'intérieur a dissous l'Union des écrivains. La police a arrêté Tibor Déry, domicilié à Budapest, que l'on soupçonnait à bon droit d'avoir commis un crime contre l'Etat. »

2. — La presse

698. Le plupart des journalistes hongrois qui travaillaient pour la presse du régime avant la révolution ont participé activement à la préparation psychologique du soulèvement et servi la presse révolutionnaire. Aussi le Gouvernement de M. Kádár devait-il revoir entièrement l'organisation de la presse. Au cours des premiers mois, il n'a autorisé la publication que de quelques journaux, de sorte que la plupart des journalistes se trouvaient sans travail. Ceux qui avaient gardé leur emploi répugnaient à signer leurs articles et les publiaient anonymement. Plusieurs journalistes ont été arrêtés pour avoir écrit des articles pendant la révolution ou avoir participé par la suite à des débats sur les moyens d'instaurer une presse libre et honnête. Le *Népszabadság*, qui avait remplacé le *Szabad Nép* comme organe officiel du Parti communiste, semblait au début plus varié et se présentait assez bien; cependant, le public l'a mal accueilli et l'a, dit-on, brûlé systématiquement à certains endroits de Budapest. Le *Népakarat* a continué de paraître en tant qu'organe officiel du Conseil national des syndicats libres.

699. La liberté limitée dont les journalistes et vendeurs de journaux ont bénéficié pendant les premières semaines qui ont suivi la révolution a été de courte durée. Peu à peu, le gouvernement a resserré son contrôle sur la presse. Le 20 décembre, il a annoncé la création d'un Office national d'information chargé de surveiller les

services de presse et d'information³⁶. Les journalistes ont reçu l'assurance qu'ils resteraient libres d'aborder des questions « délicates » telles que le rôle des troupes soviétiques en Hongrie et l'organisation d'élections libres: le gouvernement voulait avoir l'avis de la presse et n'avait que faire de journaux insipides. On a même envisagé la possibilité de fonder un journal des conseils d'ouvriers et l'Office national d'information n'a fait connaître son opposition qu'après qu'on eut pris tous les arrangements nécessaires. Il a été dit que, pour gagner à son point de vue les journalistes sans emploi, le gouvernement tardait à accorder les autorisations requises pour commencer ou reprendre la publication d'un journal.

700. A la fin de décembre, le gouvernement a autorisé la publication d'un illustré apolitique destiné aux familles: l'*Erdekes Ujság*; cet illustré a d'abord publié d'intéressantes photographies de Budapest et même de pays occidentaux mais plus tard, il a semblé se préoccuper surtout de la reconstitution des coopératives de producteurs et de l'enthousiasme des mineurs pour leur travail. Le gouvernement a également autorisé la publication de l'*Esti Hírlap*, quotidien qu'il a chargé de publier des informations attrayantes sur la vie de tous les jours et sur le théâtre ainsi que des nouvelles intéressantes concernant l'Ouest. Ce quotidien se qualifiait en manchette de « Journal politique indépendant » et ses premiers numéros ont été accueillis avec beaucoup d'enthousiasme. Peu à peu, il a changé de ton au point de devenir une simple copie du *Népszabadság*. Plusieurs de ses rédacteurs et de ses correspondants se sont enfuis et ont été remplacés par des hommes sûrs du Parti.

701. Au milieu de février, la presse avait perdu toute apparence d'indépendance. Les journalistes ont reçu l'ordre de signer leurs articles et de tenir compte de l'avertissement que le Ministre Marosán avait donné à plusieurs correspondants: « Les journalistes doivent se souvenir que la police peut les arrêter même quand ils écrivent. » Le 19 janvier, le gouvernement a suspendu provisoirement l'Association des journalistes, qui avait exprimé sa solidarité envers l'Union des écrivains.

3. — Organisations de jeunesse

702. Après la révolution, la Fédération hongroise des associations d'étudiants des universités et collèges (MEFESZ), qui continuait à se réunir et à adopter une attitude indépendante, a fait l'objet de violentes attaques de la part de la presse officielle à cause de son attitude pendant les événements d'octobre. On s'est efforcé de neutraliser l'indépendance de l'organisation, d'intimider les étudiants en les arrêtant et en les détenant pendant un certain temps et de noyauter l'organisation afin de la dominer. Malgré cela, le journal *Esti Hírlap* annonçait le 6 janvier que la MEFESZ avait élaboré un nouveau programme dans lequel les étudiants acceptaient « l'ordre socialiste » mais n'en restaient pas moins loyaux à l'idéal révolutionnaire proclamé par les étudiants des universités le 23 octobre; « il est indispensable de faire le nécessaire pour que les troupes soviétiques se retirent de notre pays le plus tôt possible; de plus, on devrait former des partis qui se fondent sur l'idéologie socialiste ».

³⁶ Cet Office a été supprimé au bout de quelques mois et les divers ministères en ont assumé les fonctions.

703. C'est pour contrebalancer l'influence de la MEFESZ que le 26 février 1957 le Comité central provisoire du Parti socialiste des travailleurs hongrois a créé la Ligue de la jeunesse communiste (KISZ). Dans la résolution portant création de cette ligue, le Comité central du Parti considérait que la mesure était nécessaire pour l'unité nationale, l'éducation de la jeunesse hongroise et la formation de nouvelles réserves pour le Parti. La KISZ est entrée en fonctions le 21 mars. L'une de ses premières mesures a été de lancer un appel contre la Ligue de la jeunesse travailleuse (DISZ) qu'elle jugeait incapable d'unir les différentes branches de la jeunesse hongroise. Dans cet appel, la KISZ ajoutait qu'avant la révolution, la majeure partie des étudiants avait adopté une attitude plutôt nihiliste et cynique. « Nous devons maintenant créer une nouvelle organisation de jeunesse qui profitera de l'expérience de la DISZ et des autres organisations de jeunesse hongroises, sans toutefois répéter leurs erreurs. La principale tâche de la KISZ est d'aider à l'édification d'une société socialiste en Hongrie. »

704. Au cours des derniers mois, la presse a maintes fois souligné l'importance de la KISZ, organisation qui se consacre à l'idéal communiste et qui atteint à la fois la jeunesse travailleuse et les étudiants. Les numéros d'avril du journal *Népszabadság* déclarent que la KISZ est l'un des organes de la dictature du prolétariat; à l'avenir, la jeunesse communiste dirigerait la jeunesse hongroise; il fallait s'efforcer de créer des sections de la KISZ dans les usines et dans les universités. Les étudiants communistes ont tenu des réunions activistes au cours desquelles ils ont insisté pour que la MEFESZ collabore avec la KISZ. « La KISZ a pour principale tâche de former un front uni et de faire preuve de discipline et d'audace parmi les étudiants des universités, et d'organiser des débats. » Il fallait se préoccuper davantage des étudiants et organiser le conseil universitaire de la KISZ. Les jeunes communistes avaient le devoir de participer avec entrain à la vie politique dans le cadre de la MEFESZ. La KISZ devait éduquer les jeunes communistes authentiques qui resteraient toujours loyaux envers le Parti et le peuple.

705. Cependant, la KISZ ne semble pas avoir acquis une grande popularité. Dans un article publié à la fin de mars, le journal *Népszabadság* examinait le programme de l'organisation. L'auteur de l'article posait la question suivante: « Faut-il doter la KISZ d'un programme nettement communiste ou lui donner un programme non communiste libellé en termes généraux, ainsi qu'un nom qui dissimulerait nos buts, afin d'y attirer tant les jeunes qui ont une activité politique que ceux qui n'en ont pas? ». L'auteur répondait à cette question en rappelant que depuis les événements d'octobre, le terme « communiste » inscrit au fronton du siège de la Fédération avait repoussé, au lieu de l'attirer, une grande partie de la jeunesse. Il conseillait cependant d'être sincère et d'avouer franchement les buts communistes de la Fédération bien que cette politique ralentisse le recrutement.

706. Dans un discours, dont les journaux du 29 janvier ont rendu compte, M. Marosán a déclaré que les universités étaient exploitées par des éléments contre-révolutionnaires qui cherchaient à répandre des notions réactionnaires. « La jeunesse doit être élevée dans l'esprit du marxisme-léninisme et par conséquent l'éducation

marxiste-léniniste continuera d'être donnée dans les universités.» L'Université de Budapest a rouvert ses portes en février et le Ministre de l'éducation a lancé un appel radiodiffusé concernant la réouverture de toutes les universités hongroises. Le Vice-Ministre de l'éducation — qui était en même temps membre du Comité exécutif du Parti communiste — a prononcé alors une déclaration dans laquelle il a dit que les universités seraient fermées de nouveau au premier signe de désordre. Les étudiants qui avaient provoqué des difficultés seraient expulsés immédiatement, quant aux instigateurs, ils ne seraient plus à l'avenir considérés comme s'étant simplement laissés entraîner. Enfin, on n'avait jamais décidé de supprimer l'enseignement du russe dans les écoles ; cet enseignement resterait obligatoire.

707. Le Comité a la preuve que le gouvernement n'est pas satisfait de l'attitude de la jeunesse hongroise. Dans son discours du 11 mai, à l'Assemblée nationale, M. Kádár a parlé du comportement de la jeunesse pendant les événements d'octobre. La leçon à en tirer, selon lui, c'était qu'il fallait, quand on s'adressait à la jeunesse, dépeindre l'existence dans tout ce qu'elle a de dur sans l'idéaliser en rien. En tout état de cause, les jeunes avaient trop tendance à l'idéalisme. Leur foi dans la démocratie populaire et le socialisme était affective et sentimentale au lieu d'être intellectuelle. Nul ne leur avait dit la vérité, savoir que la vraie société socialiste n'existait pas et qu'elle était tout juste en train de naître au milieu des luttes, des épreuves et des douleurs ; c'est ce qui expliquait que la jeunesse hongroise eût ressenti une déception aussi brutale. Dorénavant, ses aînés devaient se garder des superlatifs afin d'éviter une répétition des journées d'octobre qui avaient vu les enfants de la classe laborieuse passer à la contre-révolution et au fascisme. M. Kádár a ajouté qu'il n'était pas insensible aux appels à la patience et à la clémence dont un membre du Parlement avait parlé. Il fallait, a-t-il souligné, mêler à cette patience et à cette clémence la sévérité voulue à l'égard des coupables. Les 170.000 personnes³⁷ qui avaient quitté la Hongrie pendant la confusion consécutive aux journées d'octobre n'étaient pas toutes des ennemis du peuple ; cependant, étant donné le grand nombre de morts de part et d'autre, les coupables devaient être sévèrement châtiés « car la vie de la nation nous est plus chère que tout ».

III. — Conclusions

708. Il n'existe pas à l'heure actuelle de gouvernement représentatif en Hongrie. Entre le 23 octobre et le 4 novembre 1956, le peuple hongrois a pu se faire entendre grâce à des organisations qui virent le jour ou réapparurent dans l'ambiance de liberté qui régna dans le pays durant ces dix jours. Contrairement à ce que l'on aurait pu penser, les voix qui se sont fait entendre par le truchement de ces organisations étaient harmonieuses et nullement discordantes. Le Comité demeure convaincu que ces voix exprimaient la volonté du peuple hongrois et que ces organisations d'ouvriers, de paysans, d'écrivains et de jeunes étaient représentatives du peuple hongrois.

³⁷ Selon les chiffres fournis par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le nombre des personnes qui, de Hongrie, se sont réfugiées en Autriche et en Yougoslavie s'élevait, au 30 avril 1957, à 193.216 (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, *Reference Service*, n° 1, mai 1957).

709. Une fois M. Kádár installé à la Présidence du Conseil, les ouvriers, les paysans, les intellectuels et les jeunes Hongrois continuèrent à se faire entendre par l'intermédiaire des organisations qui avaient parlé en leur nom durant la révolution. Le régime Kádár était hostile à l'idée de reconnaître que ces organisations représentaient le peuple. Les gestes de conciliation, les discussions au sujet d'un élargissement de Gouvernement, l'acceptation apparente de certaines revendications dans divers domaines, apparaissent rétrospectivement comme un procédé dilatoire qui permit à M. Kádár de renforcer sa position et d'éliminer ces organisations l'une après l'autre. On a vu plus haut comment le gouvernement a progressivement rogné les attributions et les pouvoirs des Conseils d'ouvriers, comment il les a provoqués en incarcérant leurs présidents et un grand nombre de leurs membres, ce qui engendra une grève de protestation dont le Gouvernement a profité pour bannir le Conseil des ouvriers du Grand-Budapest et tous les conseils d'ouvriers au-dessus des conseils d'usine. Les gardes ouvrières d'usines furent désarmées.

710. Dans les usines mêmes, les ouvriers se sont trouvés organisés sur le plan politique lorsque le rôle de leurs conseils a été progressivement réduit tandis que des organisateurs du Parti communiste créaient des cellules locales en dépit de l'opposition ouvrière. Les activités de grève ont été rendues punissables de la peine de mort.

711. Les mêmes méthodes ont été utilisées contre les partis politiques non communistes et leurs représentants. Le parti social-démocrate, qui avait réapparu à la fin d'octobre pour quelques jours d'indépendance, a été liquidé par le Parti communiste, dont le porte-parole proclama qu'il constituait par son existence même un danger pour l'Etat hongrois. La presse est retombée au niveau d'avant la révolution. Les journalistes se sont vus rappeler par la voie officielle que le Ministre de l'Intérieur regarde par-dessus leur épaule tandis qu'ils écrivent. Néanmoins, le gouvernement peut si peu compter sur la fidélité des intellectuels qu'il a dû dissoudre leurs groupements.

712. Selon M. Kádár, il n'y avait au début du mois de novembre que peu de candidats aux postes ministériels. Depuis lors, les victoires politiques de son régime n'ont pas réussi à lui rendre, même chez les communistes, l'appui dont il jouissait avant la révolution. En dépit de ce fait, le gouvernement a remis à deux ans les élections nationales et poursuit sa tâche avec un corps législatif qui date d'avant les événements. A l'Assemblée nationale, les 10 et 11 mai, presque tous les orateurs se sont efforcés de reprendre à leur compte la ligne tracée par le gouvernement et ont flétri les événements d'octobre comme une « contre-révolution ». Chaque orateur s'est engagé à suivre dans l'avenir la politique du gouvernement. La prolongation du mandat de l'Assemblée nationale pour deux ans prive le peuple hongrois d'un droit politique, celui de participer à l'exercice du gouvernement par l'intermédiaire de représentants élus de son choix. Le Parlement a joué un rôle dominant dans l'histoire politique du peuple hongrois. Il est significatif qu'au cours des événements d'octobre 1956, la Hongrie a été gouvernée depuis le Palais du Parlement. Le Parlement redevient maintenant un organe subordonné au Gouvernement et au Parti communiste.

Partie C

**EXEMPLES DE VIOLATIONS D'AUTRES DROITS
DU PEUPLE HONGROIS**

Chapitre XV

DÉPORTATIONS

A. — Introduction

713. Peu d'aspects de l'insurrection ont fait l'objet de rapports plus contradictoires que la déportation de citoyens hongrois en URSS. L'attitude adoptée par le Gouvernement de M. Kádár à cet égard a été équivoque. Dans un communiqué diffusé par Radio-Budapest le 18 novembre, le gouvernement déclarait que, pour créer la panique, des éléments contre-révolutionnaires hostiles faisaient courir des rumeurs fausses et « provocatrices », selon lesquelles des arrestations auraient lieu et des jeunes gens ainsi que d'autres citoyens hongrois seraient déportés en Union soviétique. Ce communiqué expliquait que, dans l'intérêt des travailleurs, les autorités avaient été obligées de mettre hors d'état de nuire des contre-révolutionnaires, des terroristes, des agitateurs antisociaux, des bandits armés, des voleurs et d'autres criminels de droit commun. On opère des arrestations, ajoutait le communiqué, mais aucune des personnes arrêtées n'a été déportée de Hongrie¹.

714. D'autres stations obéissant aux directives des autorités soviétiques ont démenti également les rumeurs concernant les déportations. C'est ainsi que le 21 novembre, Radio-Pécs demandait à la population de ne pas croire ces rumeurs. Elle lui donnait l'assurance que personne n'avait été emmené hors de Hongrie. Le lendemain, Radio-Szombathely, après avoir mentionné que les étudiants avaient refusé d'aller au cours en raison des bruits de déportations, a affirmé que ces rumeurs étaient sans fondement et que les étudiants n'avaient rien à craindre.

715. Le 19 novembre, à la 582^e séance de l'Assemblée générale, un délégué hongrois a donné lecture du communiqué, distribué le même jour aux délégations, qui annonçait qu'aucune déportation n'avait eu lieu. Le 22 novembre, l'organe officiel *Népszabadság* a rendu compte d'une déclaration semblable dont l'auteur aurait été M. Ferenc Münnich, Ministre des forces armées et de la sécurité publique qui ajoutait que le Gouvernement hongrois avait demandé au Commandement militaire soviétique de remettre entre les mains des autorités hongroises toutes les personnes arrêtées².

716. Ces assurances n'ont pas suffi à calmer les craintes et l'indignation populaire. Ces délégations des conseils d'ouvriers et des conseils révolutionnaires ont protesté contre les déportations tant auprès de M. Kádár qu'auprès du Commandement militaire soviétique. Le 15 novembre, Radio-Budapest annonçait des négociations entre une délégation du Conseil central des ouvriers du Grand-Budapest et M. Kádár. En réponse aux ques-

tions posées par les travailleurs, M. Kádár aurait dit que « l'on avait conclu avec les autorités soviétiques compétentes un accord aux termes duquel personne ne serait emmené hors du pays ». De même, une déclaration de l'Union des écrivains hongrois, diffusée par Radio-Budapest le 22 novembre, a révélé qu'une délégation de l'Union des écrivains s'était rendue le 20 novembre au Quartier général des troupes soviétiques afin de discuter la question des arrestations et des déportations; des représentants de la police hongroise assistaient à la réunion. Selon cette déclaration, les autorités soviétiques et hongroises ont donné à la délégation l'assurance que personne n'avait été emmené hors de Hongrie, ni persécuté pour avoir pris part à l'insurrection.

717. Le 3 décembre, plusieurs correspondants de pays occidentaux ont rapporté qu'au cours d'une interview à Budapest, István Szirmai, Chef du service de presse du Gouvernement hongrois, avait admis que « pendant les premiers jours de désordre qui avaient suivi le 4 novembre, les autorités russes avaient arrêté et déporté des jeunes gens; c'était là des cas isolés. Dès que la situation s'était stabilisée le gouvernement était intervenu et toutes les personnes déportées avaient été rapatriées³. Toutefois, le 4 décembre, la Radio ADN de Berlin-Est a annoncé que M. Szirmai avait nié avoir dit à des correspondants occidentaux que certains citoyens hongrois avaient été déportés en URSS. Ce communiqué déclarait « En exposant les faits réels, M. Szirmai a précisé que lorsque les correspondants lui ont demandé s'il y avait eu des déportations il a répondu: « Il n'y a pas eu de déportations de Hongrie et par conséquent vos reportages précédents ne correspondent pas à la réalité ». »

718. Pendant ce temps, les tracts distribués par les groupements de la résistance et les articles de journaux publiés en Hongrie continuaient à parler de déportations. Le 16 novembre, le journal de Debrecen, *Napló*, faisait paraître un article dans lequel il était dit que l'opinion publique s'était émue des nouvelles selon lesquelles des personnes enfermées dans des wagons fermés auraient traversé Debrecen en direction de Záhony à la frontière russe. L'article disait encore que l'on avait annoncé « officiellement » que de tels faits ne se reproduiraient plus et que l'on avait pris des mesures pour que ces wagons soient immédiatement renvoyés. Le 18 novembre, le journal *Szabolcs Szatmármegye Népe* a annoncé qu'une commission spéciale, créée par le Comité du Parti socialiste des travailleurs du Comitat de Szabolcs (com-

³ Ce reportage fut publié dans les journaux suivants: le *Manchester Guardian*, 4 décembre; *The Times* de Londres, 4 décembre; le *News Chronicle*, 4 décembre; le *Daily Telegraph*, 4 décembre; le *Daily Mail*, 4 décembre; le *New York Times*, 4 décembre et *Le Monde*, 4 décembre.

¹ Pour le texte du communiqué, voir A/3367.

² A/3367.

muniste) afin d'enquêter sur les déportations, avait établi que « le 14 novembre à 15 heures un train formé de six wagons avait transporté des prisonniers hongrois au-delà de la frontière ». Cet article ajoutait que le Comité s'était mis immédiatement en rapport avec János Kádár et lui avait dit qu'aucun Hongrois, pas même ceux qui avaient participé à l'insurrection, ne devait être déporté.

719. Des tracts reproduisant des récits présentés comme étant des témoignages sur les déportations ont été distribués à Budapest. L'un d'eux, intitulé *Magyar Október* (l'Octobre hongrois), affirmait le 15 novembre 1956 que des personnes vivant près de la gare de l'Ouest à Budapest entendaient le bruit de martèlement sur des wagons de marchandises et que des combattants de la liberté qui avaient pu s'échapper attestaient que des centaines de combattants faits prisonniers avaient été entassés dans des wagons de marchandises. Près de la frontière soviétique, un portefeuille aurait été jeté d'un train à destination de l'URSS. Ce portefeuille aurait contenu une liste où figuraient les noms de jeunes gens de Budapest qu'on déportait en Union soviétique.

B. — L'enquête du Comité

720. Devant ces témoignages contradictoires, le Comité a entrepris de faire une étude objective et impartiale des faits en cause. Le 14 janvier 1957, la Commission internationale contre le régime concentrationnaire lui a transmis 22 dépositions signées concernant les déportations. Aucun des réfugiés qui avaient signé ces dépositions n'avait été en fait emmené en Union soviétique, mais plusieurs d'entre eux déclaraient qu'ils avaient été libérés alors que les trains dans lesquels ils se trouvaient roulaient vers l'est et, vraisemblablement, vers l'Union soviétique. Le Comité a estimé qu'aucune des dépositions et autres témoignages dont il disposait au début ne pouvait lui permettre de se prononcer dans un sens ou dans l'autre. En poursuivant son enquête, le Comité s'est rendu compte que les témoins questionnés à ce sujet semblaient convaincus que l'on avait procédé à des déportations. Plusieurs témoins ont cité le cas de parents ou d'amis qui auraient été déportés. On a dit qu'on avait ramassé des listes de noms et d'adresses et des appels à l'aide rédigés par les personnes déportées et jetés de trains se dirigeant vers l'est. Des étudiants ont déclaré s'être rendus aux adresses indiquées et avoir reçu confirmation que des membres des familles visitées avaient disparu. D'autres témoins ont affirmé avoir des renseignements de première main sur les déportations et ont indiqué notamment qu'ils avaient vu des trains plombés se dirigeant vers la frontière. Aucun de ces premiers témoins, cependant, n'avait été lui-même déporté et le Comité n'était pas prêt à se prononcer sur la foi de renseignements de seconde main.

721. Au bout de quelque temps, cependant, le Comité a eu l'occasion d'entendre les dépositions de plusieurs témoins — sept hommes et jeunes gens et une jeune fille, infirmière secouriste — qui avaient été effectivement déportés en Union soviétique après les événements du 4 novembre 1956. L'un de ces témoins avait réussi à s'échapper d'une prison russe. Les autres, pour diverses raisons, avaient été rapatriés en Hongrie. Plusieurs autres réfugiés ont offert de déposer devant le Comité au sujet de leur déportation, mais le Comité n'a pu les entendre. Le Comité a interrogé également un certain

nombre de témoins que l'on avait fait monter dans des trains ou des camions de déportés se dirigeant vers la frontière soviétique, mais qui avaient été libérés par les cheminots hongrois ou par des combattants de la liberté. D'autres témoins avaient pris part à des opérations organisées pour libérer les déportés et ont indiqué comment ils avaient arrêté les trains ou les camions et délivré les prisonniers.

722. Le Comité a soumis tous ces témoins à des interrogatoires contradictoires serrés. Après avoir étudié leurs dépositions et d'autres témoignages qui les corroboraient, le Comité a été amené à conclure qu'il était hors de doute que des personnes avaient été déportées, et même en nombre considérable, vers l'Union soviétique. Il a acquis la conviction que ces déportations avaient effectivement eu lieu, en général, dans les circonstances décrites par les témoins. Les déclarations officielles qui nient qu'il y ait eu des déportations en Hongrie ne correspondent donc pas à la réalité. Ces déportations peuvent être considérées comme un effort en vue d'étouffer toute velléité d'opposition en Hongrie.

C. — Les arrestations

723. D'après les témoignages recueillis, la déportation de citoyens hongrois vers l'Union soviétique a commencé dans la période qui a suivi la deuxième intervention armée des troupes soviétiques. Le nombre des personnes déportées semble avoir été particulièrement important au cours des trois semaines qui ont suivi le 4 novembre. Au dire de témoins, plusieurs trains de déportés ont quitté Budapest certains jours vers le milieu de novembre. Des trains de déportés arrivaient encore en Russie, dit-on, à la mi-décembre, et quelques Hongrois ont même déclaré avoir été déportés en janvier. Il semble que la plupart des déportés aient été originaires de la province et en particulier des régions orientales de la Hongrie. Des témoins ont rapporté qu'ils avaient vu dans les prisons soviétiques des déportés venant de villes telles que Karcag, Szombathely, Győr, Kecskemét, Miskolc, Debrecen, Nyiregyháza et Veszprém.

724. A Budapest même, les premières arrestations ont le plus souvent été faites au hasard. Des rafles avaient lieu dans les rues et les gens étaient pris par groupes qui comprenaient jusqu'à des centaines de personnes parmi lesquelles se trouvaient parfois des vieillards et des enfants. Au dire des témoins, la tactique généralement employée consistait à isoler un tronçon de rue en postant un char à chaque extrémité. Toutes les personnes qui se trouvaient dans cet espace étaient arrêtées. On rapporte qu'un jour, cinquante personnes ayant été libérées d'un certain nombre de camions, les soldats russes ont immédiatement arrêté cinquante autres personnes à leur place⁴. Des gens ont été arrêtés dans des centres de résistance, par exemple dans les casernes où les soldats s'étaient joints à l'insurrection et qui avaient été occupées par les troupes soviétiques. D'autres personnes ont été arrêtées au cours de perquisitions effectuées de maison en maison par des équipes de soldats russes et d'anciens agents de l'AVH après la fin des combats. En province, il y a eu peu d'arrestations dans les rues, mais des groupes importants d'étudiants, d'ouvriers ou de combattants de

⁴ Chap. XIII, par. 609.

la liberté ont été parfois arrêtés ensemble. Il est arrivé que tous les membres du conseil révolutionnaire d'une ville ou du conseil d'ouvriers d'une usine aient été arrêtés en même temps.

725. Les prisonniers étaient emmenés en camions ou dans des autos blindées soviétiques et conduits généralement dans les prisons politiques ou vers d'autres lieux de rassemblement. Des témoins ont décrit comment, à Budapest, des groupes de 400 ou 500 personnes ont été constitués dans des salles souterraines des gares de l'Est et de l'Ouest. Le 6 novembre, selon un témoin, 90 hommes et 8 femmes ont été retenus pendant trois jours dans une église de Budapest avant d'être embarqués dans un train de déportation. Des prisonniers ont été gardés dans des casernes, comme les casernes Kilián et Petőfi, à Budapest, et de là ont été transportés à Vecsés, gare située au sud-est de Budapest. On fouillait les prisonniers pour leur enlever leurs armes, on les interrogeait et on confisquait les objets de valeur ou les papiers qu'ils pouvaient avoir en leur possession. Dans certains cas, il semble qu'on leur a enlevé leurs chaussures et qu'on les a déshabillés en ne leur laissant que leurs sous-vêtements. Les prisonniers passaient parfois quatre jours ou davantage dans les lieux de détention avant d'être embarqués dans des trains ou des camions gardés par une forte escorte.

726. La plupart des trains de déportés à destination de l'Union soviétique sont passés par Záhony, gare frontière hungaro-soviétique, mais certains auraient pénétré en Roumanie. Cependant, exception faite des personnes qui ont accompagné M. Nagy⁵, le Comité n'a aucune preuve décisive que des Hongrois ont été conduits en Roumanie. Les trains à destination de l'URSS suivaient la ligne Cegléd-Szolnok-Debrecen-Nyiregyháza ou la ligne Gödöllő-Hatvan-Miskolc. Des témoins ont attesté que ces trains se composaient de wagons à bestiaux ou à marchandises plombés. Chaque train en comptait d'ordinaire 20 à 35, quelquefois moins. Les trains ne contenaient que des déportés, à raison de 30 à 70 par wagon. Au cours du voyage, les prisonniers étaient à peine nourris et il n'y avait pas d'installations sanitaires satisfaisantes. Hommes et femmes voyageaient ensemble. Des soldats soviétiques gardaient chaque wagon et les mécaniciens étaient russes⁶.

727. De nombreux prisonniers jetèrent de leur wagon des billets griffonnés en hâte où ils demandaient assistance et donnaient leurs noms et adresses pour qu'on pût prévenir leurs familles. Des cheminots et d'autres Hongrois, ayant ramassé ces billets, veillèrent à en faire parvenir le plus grand nombre possible à leurs destinataires. Un témoin a déclaré au Comité que sur 17 billets que lui-même avait jetés d'un train, 8 au moins avaient atteint sa famille.

728. Après quelque temps, les autorités soviétiques ont éprouvé des difficultés à faire parvenir les trains de déportés jusqu'à la frontière, parce que les cheminots s'étaient mis en grève et que les combattants de la liberté parvenaient parfois à arrêter les trains et à libérer les prisonniers. Les insurgés arrachèrent les rails en certains endroits, notamment près de la gare frontière de Záhony, le 15 novembre. C'est pourquoi les Russes ont utilisé

de plus en plus de camions. Un témoin a déclaré que 150 personnes et lui-même avaient été enlevés de la ville de Veszprém, en Hongrie occidentale, et conduits en URSS dans sept camions gardés chacun par quatre soldats russes. Un autre témoin a rapporté qu'il se trouvait avec huit autres personnes dans la prison municipale de Nyiregyháza, près de la frontière russe, et que deux automobiles de la Croix-Rouge soviétique les avaient emmenés en URSS. Dans un cas, a dit un témoin, les déportés ont été forcés de voyager sans pardessus dans des camions ouverts alors qu'il faisait très froid.

729. Quand les combattants de la liberté arrêtaient un train de déportés en arrachant les rails ou mettant les signaux au rouge, ils ne libéraient d'ordinaire les prisonniers qu'au prix de combats acharnés; une fois cependant, les gardes russes ont fui sans se battre. L'un de ces exploits a eu lieu alors que le train était encore dans une gare de Budapest, mais le Comité a aussi appris que des déportés avaient été libérés près des frontières russe et roumaine.

730. La plupart des déportés avaient été arrêtés par les troupes soviétiques, mais certains l'avaient été par d'anciens agents de l'AVH. Des témoins ont déclaré avoir été maltraités au cours de leur détention en Hongrie, parfois par des soldats russes mais le plus souvent par des agents de l'AVH. Certains ont été longuement interrogés par des agents de l'AVH qui les ont traités de façon brutale et inhumaine. Un témoin a dit qu'avant de le déporter en URSS, l'AVH l'avait battu jusqu'à ce qu'il signât une confession reconnaissant qu'il était un contre-révolutionnaire. On battait ceux sur qui on trouvait des armes; souvent, on les privait de nourriture et on les menaçait d'exécution. Dans certains cas, on simulait une exécution imminente. Des soldats ont placé un témoin contre un mur puis ont fait feu tout autour de lui. Les témoins ont rapporté plusieurs cas de viol. Des soldats ont dit à un témoin qu'il serait envoyé aux travaux forcés en URSS; à d'autres, on a dit qu'ils seraient envoyés en Sibérie. Il est à noter qu'à quelques exceptions près, les témoins ont déclaré avoir été beaucoup mieux traités par les officiers et soldats soviétiques après leur arrivée en URSS, où il y avait moins de troupes d'origine mongole.

D. — Les déportés en URSS

731. Les huit témoins qui ont dit avoir été effectivement déportés ont tous été d'abord emmenés dans une prison située à Oujgorod⁷, en Transcarpathie, à 25 kilomètres environ de Záhony, ville frontière. D'autres déportés auraient été emmenés dans les prisons de Moukatchevo⁸ et Kolomea dans la même région. La prison d'Oujgorod avait été construite à l'époque où la région faisait partie de la Tchécoslovaquie. Elle avait été vidée de ses prisonniers pour loger les déportés, dont le premier paraît être arrivé le 7 novembre. Un témoin a dit que le 10 novembre les locaux étaient déjà bondés. Quarante-deux personnes auraient été enfermées dans une pièce qui pouvait en contenir quatorze environ et un témoin a été enfermé avec d'autres gens dans une pièce où il n'y avait pas assez de place pour se coucher. Selon les gardes, Oujgorod était un lieu de rassemblement et les

⁵ Chap. XIII, par. 630-639.

⁶ *Ibid.*, par. 608.

⁷ Que les Hongrois appellent Ungvár.

⁸ Que les Hongrois appellent Munkács.

trains qui transportaient les déportés poursuivaient leur route vers l'est à mesure que de nouveaux déportés arrivaient de Hongrie. On estime que la prison, une fois remplie, contenait au moins 2.000 personnes — toutes hongroises, croit-on.

732. D'une manière générale, le traitement des déportés était moins rigoureux dans les prisons soviétiques que dans les prisons hongroises. Le bâtiment où ils étaient détenus à Oujgorod était de construction moderne. La nourriture et les conditions générales se sont améliorées et étaient bien meilleures à la fin qu'au commencement. Les déportés n'ont pas été torturés ni contraints au travail forcé. Quelques-uns ont été enfermés dans des cellules individuelles. L'un des témoins a dit que beaucoup de ceux qui étaient mis en cellule étaient des étudiants et autres intellectuels, considérés comme ayant une influence pernicieuse. Les autres étaient divisés en groupes et mis dans des cellules collectives, les hommes séparés des femmes. Ils ne sortaient des cellules que pour l'interrogatoire ou pour faire un peu d'exercice dans la cour de la prison. Les témoins ont attesté que les gardes russes, dont beaucoup parlaient hongrois, ont manifesté aux prisonniers de la sympathie et de la bienveillance. On a dit au Comité que les Russes employés dans les prisons d'Oujgorod et de Stryj faisaient passer en fraude des messages aux prisonniers, pour leur donner des encouragements et des nouvelles de Hongrie. Quelques-uns ont fait parvenir des lettres des prisonniers à leurs familles et à leurs amis. Les gardes et le personnel de la prison leur ont aussi donné des nouvelles sur la situation en Hongrie et en URSS. Ils ont ainsi appris que les étudiants manifestaient à Léninegrad et à Kiev. Selon des témoins, quelques-uns des déportés envoyés à la prison de Stryj ont appris par les gardes qu'un grand nombre de prisonniers polonais étaient récemment passés par la prison et un témoin déclare avoir vu les mots « Poznan 1956 » gravés sur un banc de l'une des cellules.

733. Les témoins ont déclaré que des équipes d'officiers russes et d'agents de la police secrète russe (NKVD) interrogeaient les prisonniers à Oujgorod et à Stryj. Dans certains cas, l'interrogatoire était mené exclusivement par des agents de la police secrète. Outre les questions ordinaires sur leurs antécédents, les prisonniers étaient continuellement interrogés sur leur activité pendant l'insurrection. De l'avis d'un témoin, les interrogatoires avaient surtout pour but d'obtenir des renseignements sur les causes et sur l'organisation de l'insurrection, sur l'aide étrangère que, pensait-on, les Hongrois avaient reçue et sur la situation en Hongrie avant l'insurrection. Les témoins ont eu l'impression que les interrogatoires visaient non pas à déterminer la culpabilité ou l'innocence des prisonniers, mais à découvrir pourquoi le peuple hongrois avait pris les armes et comment il y avait réussi. Les prisonniers ont demandé à plusieurs reprises pourquoi ils avaient été déportés et en vertu de quelle loi ils avaient été amenés en Union soviétique. On leur a toujours répondu que c'était le Gouvernement Kádár qui avait demandé aux autorités soviétiques de prendre cette mesure.

734. Il y avait des femmes parmi les prisonniers. La majorité des déportés étaient des jeunes gens, dont beaucoup n'avaient pas plus de seize ans et quelques-uns même moins. Il y avait aussi quelques personnes âgées, dont un fermier de 62 ans, qui ne savait pas pourquoi il

avait été déporté, et un dirigeant du Parti des petits propriétaires indépendants, qui avait 67 ans. Il semble que la plupart des déportés qui se trouvaient dans la prison aient été des soldats ou étaient des insurgés. Il y avait aussi, dit-on, un certain nombre d'officiers supérieurs, dont quelques membres de la délégation qui avaient été arrêtés au Quartier général de l'armée soviétique à Tököl, avec le général Maléter, Ministre de la Défense, pendant la nuit du 3 novembre. Ces officiers avaient été amenés à Oujgorod par avion. Beaucoup de prisonniers étaient des ouvriers et quelques témoins estiment que 20 pour 100 environ étaient des étudiants. Le Comité a relevé le nom d'un certain nombre de Hongrois que les témoins déclarent avoir vus personnellement dans les prisons russes, mais il estime qu'il est de son devoir de ne pas divulguer ces noms. Il y avait, parmi eux, des membres du Parlement, des officiers supérieurs, des professeurs et des membres des conseils révolutionnaires et des conseils d'ouvriers venant de toutes les parties de la Hongrie. Parmi les noms indiqués au Comité figurait celui du chef de gare de l'une des villes frontières hongroises.

735. Lorsque les déportés arrivaient à Oujgorod — ont dit les témoins — ils étaient généralement photographiés, de face et de profil, et ils subissaient un interrogatoire préliminaire. On leur faisait diverses piqûres et, dans certains cas, ils avaient le corps et la tête entièrement rasés. Les gardes leur disaient que ces formalités étaient les préparatifs de leur voyage vers l'est. Un témoin a raconté que son groupe avait été placé dans un train chauffé au moyen de poêles. On leur a dit qu'ils allaient dans une région extrêmement froide et qu'ils ne recevraient d'aliments et d'eau que tous les deux jours. Cependant, le train n'alla pas plus loin que Stryj, à environ 136 kilomètres d'Oujgorod et le Comité n'a eu connaissance d'aucun élément qui indique que les déportés aient été emmenés plus loin. Les gardes russes ont dit aux déportés qu'ils étaient immobilisés là parce que les étudiants de Kiev manifestaient. Ils ont ajouté que d'autres trains transportant des prisonniers étaient déjà passés en direction de l'est. Plusieurs des autres témoins ont été également emmenés à la prison de Stryj.

736. Des huit témoins déportés que le Comité a interrogés, un avait réussi à s'évader avec cinq amis. Les sept autres témoins ont été renvoyés en Hongrie entre le 19 novembre 1956 et le 5 janvier 1957. On ne voit pas toujours clairement pourquoi ces prisonniers en particulier avaient été rapatriés. L'un d'eux cependant a été renvoyé dans un groupe de 30 jeunes gens dont tous, à une exception près, avaient moins de 16 ans. Un autre était membre du conseil révolutionnaire d'une ville de la Hongrie orientale. Il avait été renvoyé avec tous les membres du conseil parce que les travailleurs de la région s'étaient mis en grève pour réclamer leur retour. Quelques témoins pensaient que leur libération était due aux protestations qui s'étaient élevées en Hongrie contre les déportations et aux discussions qui avaient eu lieu à l'ONU à ce sujet. Les témoins ont été renvoyés chez eux par petits groupes et le plus souvent en camion. Après leur retour en Hongrie, ils ont été gardés dans des prisons hongroises pendant un laps de temps qui variait de quelques jours à quelques semaines. Ils ont été interrogés par la police de sécurité d'Etat reconstituée⁹, dans

⁹ Chap. XVI, par. 762-763.

certains cas, brutalisés avant d'être remis en liberté. Ils ont décidé de s'enfuir de Hongrie parce qu'ils craignaient d'être à nouveau arrêtés.

E. — L'existence de déportations reconnue par les autorités soviétiques

737. On a vu que des rumeurs sur les déportations circulaient en Hongrie peu après la seconde intervention soviétique. En novembre les cas signalés sont devenus très nombreux et l'une des conditions auxquelles les travailleurs subordonnaient la fin des grèves était l'arrêt des déportations. Comme on l'a dit plus haut, l'Union des écrivains hongrois a envoyé, le 20 novembre, une délégation au Ministère de l'intérieur et aux autorités militaires russes à Budapest. Un des membres de cette délégation a déclaré au Comité que le Commandement militaire soviétique, après avoir admis qu'un train de déportés avait été envoyé en URSS, avait essayé de persuader la délégation de faire intervenir l'Union des écrivains auprès des travailleurs pour qu'ils mettent fin à la grève¹⁰. Le témoin a déclaré que l'Union des écrivains avait décidé de céder à ce qu'il a qualifié de « manœuvre de chantage », parce qu'elle estimait qu'il fallait tout tenter pour aider les déportés et mettre fin aux déportations. Un accord a donc été conclu, aux termes duquel l'Union des écrivains devait essayer de persuader les travailleurs de terminer la grève et les autorités soviétiques promettaient de chercher à rapatrier les déportés sur lesquels l'Union des écrivains pourrait donner des renseignements.

738. Un témoin, professeur à Budapest, a déclaré que ses collègues et lui-même s'étaient à plusieurs reprises efforcés d'obtenir le rapatriement d'un certain nombre d'étudiants. Il a ajouté que le lieutenant-colonel Sidorenko, du Commandement militaire soviétique central, avait tout d'abord nié que les autorités soviétiques eussent ordonné une seule déportation. Si une telle chose s'était produite il ne pouvait s'agir que d'une mesure individuelle. Le témoin lui a tendu alors une liste de noms

jetés hors d'un train de déportés et lui a cité le cas de plusieurs enfants de 14 et 15 ans récemment ramenés, le crâne rasé, d'Oujgorod et de Kolomea en Union soviétique. Le lieutenant-colonel Sidorenko a alors admis que des déportations avaient eu lieu mais il dit que leur objet était de tenir les étudiants éloignés des lieux des combats et qu'une fois l'ordre rétabli, ils seraient renvoyés chez eux. Le même témoin a déclaré au Comité qu'il avait presque chaque jour plaidé la cause de ses étudiants au Parquet général. Le 21 janvier, le jour de la dernière visite du témoin avant son départ de Hongrie, le Procureur lui a dit qu'il avait lui-même examiné la question avec le chef du NKVD en Hongrie qui lui avait déclaré que les prisonniers seraient remis entre les mains des autorités hongroises dès que leur interrogatoire serait terminé.

739. Le Comité a eu connaissance d'un autre témoignage probant émanant d'une source différente : un Procureur adjoint a déclaré qu'en novembre et décembre le Parquet général avait reçu des centaines de plaintes et une liste de noms de personnes appréhendées par les autorités soviétiques. Le témoin et un de ses collègues se sont rendus dans une ville du sud de la Hongrie pour négocier, au nom du Procureur général, avec le Commandant des forces soviétiques. Ce dernier a commencé par nier que des citoyens hongrois eussent été arrêtés par les troupes soviétiques, jusqu'à ce qu'on plaçât sous ses yeux une liste de noms. Il a dit alors qu'il s'agissait de contre-révolutionnaires et que l'amnistie annoncée par le Gouvernement Kádár ne s'appliquait pas à eux. Il a refusé de remettre les personnes en question aux autorités hongroises et a laissé entendre que le témoin et ses collègues étaient eux-mêmes des contre-révolutionnaires.

740. D'après les témoignages et les autres preuves recueillies, le Comité est parvenu à la conclusion que, depuis le 4 novembre 1956, un nombre considérable de citoyens hongrois ont été déportés en Union soviétique ; leur nombre ne peut être évalué avec précision mais on l'estime à plusieurs milliers. Rien ne permet au Comité de penser que l'on ait renvoyé en Hongrie plus qu'une partie des déportés.

¹⁰ Chap. XIII, par. 611.

Chapitre XVI

AUTRES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES

A. — Observations préliminaires

741. Chargé d'étudier « la situation créée du fait de l'intervention de l'Union des Républiques socialistes soviétiques... dans les affaires intérieures de la Hongrie », le Comité spécial en tant qu'organe de l'ONU a, au cours de son enquête, porté son attention sur les effets que l'intervention soviétique a eus sur les droits de l'individu. L'examen du rôle déterminant joué par les forces armées soviétiques en Hongrie dans le renversement d'un régime qui se proposait de rétablir la jouissance des droits politiques et des libertés fondamentales ramenait inévitablement le Comité à la question des effets de cette intervention étrangère sur les droits de l'homme.

742. On se rappellera à cet égard qu'en ce qui concerne la Hongrie, une obligation contractuelle non contestée, découlant du Traité de paix, impose à ce pays, sans limitation de temps et sans condition aucune, de prendre « toutes les mesures nécessaires pour assurer à toutes les personnes relevant de sa juridiction, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression de la pensée, la liberté de presse et de publication, la liberté du culte, la liberté d'opinion et de réunion »¹. L'Assemblée générale a déjà eu l'occasion de se préoccuper de l'application de ces dispositions et, par des résolutions adoptées en 1949 et 1950 [résolutions 272 (III), 294 (IV) et 385 (V)], elle a noté les accusations portées contre la Hongrie par certains des pays parties au Traité de paix et a notamment exprimé l'espoir « que des mesures seraient diligemment appliquées, selon les Traités, en vue d'assurer (en Hongrie aussi bien qu'en Bulgarie) le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales » [résolution 272 (III)].

743. Dans la plupart des témoignages qu'il a recueillis, dans bon nombre de textes officiels, législatifs ou autres, qu'il a examinés, le Comité a eu connaissance de cas individuels ou de situations qui ne peuvent être considérés que comme contraires à cette obligation et à une notion, même très restrictive, de ce que l'on peut entendre par « la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales ». Il ne peut cependant pas s'agir pour le Comité de relater toutes les violations des droits et libertés dont il a pu avoir connaissance au cours de son étude. Cela aurait pour effet d'augmenter hors de proportion le volume de ce rapport. Certaines de ces violations ont déjà été mentionnées au cours des récits d'événements, contenus dans d'autres chapitres. Dans les paragraphes qui suivent, le Comité va donc traiter

de certains des problèmes touchant les droits individuels qui n'ont pas été examinés précédemment ou qui lui paraissent particulièrement graves et significatifs.

B. — Les hostilités

744. La guerre menée par l'armée soviétique en Hongrie a été une guerre de ville. Au cours des journées d'octobre, ce furent des combats de rues où s'affrontèrent des troupes de garnison, se servant presque exclusivement de chars et d'artillerie, et des révolutionnaires improvisés, armés au hasard d'armes légères². Errant à travers Budapest ou montant la garde aux points stratégiques, les équipages de chars soviétiques connaissaient peu de répit et le ravitaillement semblait leur faire défaut. Le 4 novembre, c'est une force mieux préparée, venue presque entièrement de l'extérieur du pays, qui a fait irruption dans Budapest et dans les autres villes hongroises, suivant des plans minutieusement mis au point, et, usant de sa supériorité massive en nombre et en armement, cette force a tenté de supprimer, rapidement et totalement, toute résistance qu'elle rencontrait. Au cours de la première intervention, l'armée soviétique avait fait preuve d'hésitations et d'un certain malaise, et certaines de ses unités n'avaient pas caché leur sympathie à l'égard des insurgés. Dans la seconde intervention, les contingents soviétiques étaient mieux disciplinés, composés d'éléments moins éduqués qui ignoraient les aspirations et même parfois l'identité de leurs adversaires. Dans les deux cas cependant, les témoignages recueillis par le Comité indiquent de nombreux exemples de brutalité et de cruauté³.

745. Il serait difficile au Comité d'analyser le détail des hostilités de Hongrie du point de vue des restrictions que les combattants sont tenus de respecter en vertu des normes internationales reconnues et, notamment, des conventions comme celles qui furent conclues à Genève le 12 août 1949. Quel que soit le caractère que l'on veut attribuer à l'intervention militaire soviétique en Hongrie, on se rappellera que ces conventions — auxquelles l'Union soviétique aussi bien que la Hongrie sont parties — contiennent de nombreuses stipulations de caractère humanitaire tendant à améliorer le sort des blessés et des malades dans les forces armées de terre et de mer et à protéger les prisonniers de guerre et les personnes civiles. Chacune des quatre conventions de Genève contient de nombreuses dispositions relatives au cas de guerre déclarée et à celui d'autres conflits armés entre des Etats parties, ainsi que certaines stipulations

² Chap. IV, par. 161-166.

³ Chap. VIII, par. 309-313.

¹ Article 2.

applicables au cas de « conflits armés ne présentant pas un caractère international ». Même en ce qui concerne ces derniers, les conventions prévoient notamment comme un minimum que :

« 1) Les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres des forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie, blessure, détention, ou pour toute autre cause, seront, en toutes circonstances, traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur la race, la couleur, la religion ou la croyance, le sexe, la naissance ou la fortune, ou tout autre critère analogue.

« A cet effet, sont et demeurent prohibés, en tout temps et en tout lieu, à l'égard des personnes mentionnées ci-dessus :

« a) Les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels, tortures et supplices ;

« b) Les prises d'otages ;

« c) Les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants ;

« d) Les condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable, rendu par un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties judiciaires reconnues comme indispensables par les peuples civilisés.

« 2) Les blessés et malades seront recueillis et soignés. »

746. Les récits et les renseignements recueillis par le Comité sont conformes en ce qui concerne le fait que, dans leur désir de mater la révolution, les chars soviétiques parcouraient les rues des villes hongroises en tirant sans discrimination sur des groupes ou des individus armés et sur tout immeuble d'où ils croyaient être attaqués⁴. Mais à côté de ces opérations que l'on pourrait qualifier de militaires, il y a de nombreux exemples de tirs de mortier opérés de Pest à Buda à travers le Danube, sur des quartiers habités, de tirs d'artillerie sur des immeubles d'où aucune riposte ne se faisait entendre, de tirs au hasard sur des passants sans défense. C'est ainsi qu'il a été rapporté au Comité que dans une rue de Budapest vingt à trente chars avaient avancé puis reculé pendant environ une heure en tirant sur les immeubles jusqu'à la complète destruction de ceux-ci. Voici un autre incident relaté au Comité : « Le 4 novembre, dix voitures blindées avancèrent en direction de nos positions de la place Széna, venant par le pont Sainte-Marguerite sur le Danube. Leurs canons étaient pointés successivement vers un côté, puis vers l'autre de la rue. Sur un kilomètre et demi, ils tiraient sur chaque maison, détruisant un grand nombre d'entre elles et tuant de nombreuses personnes, y compris des femmes et des enfants. Quand ils arrivèrent à la place Széna, ils tirèrent sur tout dans un rayon d'un kilomètre pendant plusieurs heures sans que personne ne riposte. »

747. De nombreux témoins ont rapporté que les troupes soviétiques avaient ouvert le feu contre des Hongrois qui faisaient la queue devant des boulangeries ou d'autres

magasins d'alimentation. Ces incidents, dont les victimes ont été surtout des femmes et des enfants, ont provoqué tout particulièrement l'indignation populaire, tout comme les nombreux cas de tir dirigé contre les ambulances, les voitures de la Croix-Rouge et le personnel médical et infirmier de ces véhicules.

748. Il apparaît donc au Comité qu'après le 4 novembre en particulier, le mot d'ordre soviétique était d'écraser toute résistance par tous les moyens qui pouvaient se révéler efficaces. C'est ainsi que même à Csepel le nombre des victimes « civiles » a été, dit-on, nettement supérieur à celui des victimes « militaires ». En décembre, les autorités municipales de Budapest ont estimé que pendant la période révolutionnaire, 40.000 immeubles avaient été atteints, 23.000 très endommagés et 4.000 complètement détruits. Les dommages que Budapest a subis ont été évalués à 700 millions de forints et les pertes commerciales à 200 millions de forints. Cependant ces estimations ont été démenties ultérieurement par le Conseil municipal de Budapest qui, dans un rapport, a déclaré que « ce chiffre de 40.000 immeubles endommagés ou complètement détruits paraît exagéré et un chiffre de 20.000 semblerait plus proche de la réalité ». Le 1^{er} février, l'Office central de statistique a signalé qu'environ 20.000 appartements avaient été endommagés à Budapest, soit 4,1 pour 100 des appartements de la capitale. Les appartements complètement détruits étaient au nombre de 2.217 et il faudrait quelque 260 millions de forints pour les reconstruire⁵.

749. Parmi les témoins interrogés par le Comité, il y avait des médecins, des infirmières, et du personnel hospitalier, qui se sont plaints d'avoir été empêchés par le feu des canons soviétiques de remplir leur devoir à l'égard des blessés dans les rues de Budapest. Ils n'ont pas caché leur indignation en rappelant certains cas de soldats soviétiques pénétrant dans les hôpitaux pour en retirer des blessés qu'ils soupçonnaient d'être des « combattants de la liberté ».

750. Les témoins se sont aussi plaints de l'usage abusif fait de l'emblème de la Croix-Rouge par l'AVH et l'armée soviétique, et du mépris montré pour ceux qui brandissaient le drapeau blanc ou levaient les bras en signe de reddition. Un incident a été rapporté où de tout jeunes gens de 13 ou 14 ans se trouvant en présence de tanks soviétiques déchiraient leurs chemises pour en faire des drapeaux blancs sans que ce geste ait un effet quelconque sur les soldats résolus au massacre. On a signalé divers cas de transport d'armes par l'AVH dans des ambulances et autres véhicules portant la marque de la Croix-Rouge, pendant les premiers jours de la révolution.

751. En ce qui concerne les envois de médicaments et de secours de l'étranger, les renseignements que le Comité a pu recueillir ne permettent pas d'aboutir à des conclusions précises. Certains des secours sont parvenus à leurs destinataires et ont été accueillis avec la plus grande satisfaction par le corps médical. Plus tard, lorsque les champs d'aviation ont été encerclés par l'armée soviétique et les frontières fermées, la transmission de ces secours et des médicaments a subi des retards.

⁴ Chap. V, par. 197.

⁵ *Népszabadság*, 22 décembre 1956; *Népakarat*, 1^{er} février 1957.

752. Dans son allocution radiodiffusée du 4 novembre 1956, M. Kádár a déclaré que « le Gouvernement ne tolérera pas que des travailleurs soient persécutés, sous quel que prétexte que ce soit, pour avoir pris part aux derniers événements ». M. Kádár et ses collègues ont indiqué, à plusieurs reprises, qu'ils avaient l'intention d'adopter une politique de clémence à l'égard de ceux qui avaient participé à ce que l'on appelait encore le « soulèvement populaire ». Mais, comme il est dit ailleurs dans le présent rapport⁶, le Gouvernement Kádár ne détenait pas le pouvoir réel et l'organisation lui faisait défaut; c'était l'armée soviétique qui avait la haute main sur la situation. Peu après la fin de la résistance armée, des groupes comprenant des soldats soviétiques accompagnés de membres de la police hongroise ou d'anciens membres de l'AVH ont fait des perquisitions systématiques pour rechercher des personnes soupçonnées d'avoir porté les armes; beaucoup de suspects ont été appréhendés; certains ont été abattus, d'autres déportés ou emprisonnés. Le 23 novembre, M. Géza Szénasi, nommé Procureur général le 16 novembre, a annoncé, d'après Radio-Budapest, que les forces armées soviétiques avaient commencé à remettre aux autorités hongroises les personnes qu'elles détenaient. Les Conseils d'ouvriers, l'Union des écrivains hongrois, les associations d'étudiants et d'autres organisations ont protesté à de nombreuses reprises, pendant cette période, contre l'emprisonnement de civils auquel il était procédé au mépris total des lois hongroises⁷.

753. En vue de « rétablir l'ordre... et... la sécurité des personnes... et... des biens... compromis par le fait que de grandes quantités d'armes à feu sont entre les mains d'éléments contre-révolutionnaires, de criminels professionnels... »⁸, le Président et le gouvernement ont pris, en novembre et décembre, une série de décrets-lois et de décrets visant à « simplifier la procédure criminelle »⁹ et à établir une nouvelle « procédure sommaire » applicable aux « éléments contre-révolutionnaires, aux criminels professionnels, aux fauteurs de troubles irresponsables et à d'autres personnes non autorisées à posséder des armes »¹⁰. On a d'abord décrété que les infractions suivantes pourraient être jugées sommairement: « meurtre, assassinat, incendie volontaire, vol ou pillage et tout autre crime commis à l'aide d'armes à feu employées illégalement »; il a été prévu aussi que, dans les cas précités, toute tentative serait également jugée sommairement¹¹. On a ajouté ensuite à cette liste d'autres infractions telles que « les dommages causés intentionnellement aux entreprises de service public ou aux entreprises publiques indispensables à la vie de la population » et « la détention non autorisée d'armes à feu, de munitions, d'explosifs ou de matériaux explosifs ». Le fait de ne pas signaler aux autorités que des armes à feu étaient détenues sans autorisation par des tiers — exception faite des parents proches — a également été classé dans les crimes auxquels s'appliquait la

procédure sommaire¹². Pour l'application du décret-loi du 11 décembre, un règlement a été promulgué par décret du 11 décembre 1956. Aux termes de l'article 12 de ce règlement, les « recours » (*perorvoslat*) contre les décisions des tribunaux compétents dans ces affaires étaient exclus¹³.

754. Le décret du 13 janvier¹⁴ a encore allongé cette liste pour y inclure des infractions aussi vagues que « l'action organisée contre la République populaire ou le système démocratique populaire et le fait de s'associer à cette fin », ainsi que la « révolte » et la « trahison ». Toutes ces infractions sont passibles de la peine de mort; toutefois en vertu dudit décret-loi, le tribunal, au lieu de prononcer la peine de mort, peut « eu égard à tous les faits de l'espèce », prononcer une sentence d'emprisonnement à vie ou d'emprisonnement pour 5 à 15 ans. Le décret-loi autorise l'application de la procédure sommaire aux affaires dont connaissent les « tribunaux spéciaux » rattachés au tribunal de Budapest, les tribunaux de comitats, les tribunaux militaires et la Cour suprême. Les « tribunaux spéciaux » se composent d'un président, nommé par le Président du tribunal auquel le tribunal spécial est rattaché, et d'« assesseurs populaires »¹⁵ élus pour un an par le Présidium de la République populaire. Un tribunal spécial de la Cour suprême composé de deux magistrats et de trois assesseurs populaires se prononce sur les recours formés contre les décisions des tribunaux spéciaux rattachés aux tribunaux de comitats.

755. La procédure sommaire suivie pour juger les délinquants permet au Procureur de la République de faire comparaître le prévenu devant le tribunal spécial sans formuler les chefs d'accusation par écrit ou d'avance. Le chef d'accusation est énoncé oralement par le Procureur à l'audience. Le droit qu'a l'accusé de préparer suffisamment sa défense est donc très compromis. La procédure sommaire peut aussi être employée devant la Cour suprême à la demande du Procureur général. Le paragraphe 8 i) du décret-loi du 13 janvier 1957 prévoit que — sauf en ce qui concerne l'imposition de la peine de mort — ses dispositions s'appliqueront rétroactivement aux crimes commis avant la date de son entrée en vigueur.

756. Le 6 avril 1957, pour unifier « la juridiction sur les crimes contre-révolutionnaires, de même que sur les crimes contre l'ordre public et la sécurité publique », la création a été annoncée d'un tribunal spécial fonctionnant dans le cadre de la Cour suprême, le « Tribunal du peuple »¹⁶. Ce tribunal se compose d'un Président qui est un juge désigné par le Président de la Cour suprême et de quatre « juges populaires » élus par le Présidium de la République populaire. La juridiction du « Tribunal du peuple » s'étend à toutes les affaires criminelles qui seraient normalement du ressort des tribunaux militaires ou civils. Le Tribunal du peuple juge en première instance quand il est saisi d'une affaire par le Président de la Cour suprême ou par le Procureur

⁶ Chap. XIII, par. 600-602.

⁷ Chap. XIV, par. 696.

⁸ *Magyar Közlöny*, n° 100, 11 décembre 1956.

⁹ *Ibid.*, n° 93, 12 novembre 1956.

¹⁰ *Ibid.*, n° 100, 11 décembre 1956.

¹¹ *Ibid.*, n° 93, 12 novembre 1956.

¹² *Ibid.*, n° 100, 11 décembre 1956.

¹³ *Ibid.*, n° 101, 12 décembre 1956.

¹⁴ *Ibid.*, n° 5, 15 janvier 1957. Pour les dispositions de ce décret-loi qui ont trait à certains délits commis dans les usines, voir chap. XIV, par. 659.

¹⁵ *Népi Ülnökök*.

¹⁶ *Népbíróági Tanács*.

général. Il peut aussi statuer en appel sur toute affaire jugée par n'importe quel autre tribunal, lorsqu'il est saisi par le Président de la Cour suprême ou sur appel du Procureur général. Il est aussi possible de saisir le Tribunal du peuple d'une demande de révision d'une affaire déjà jugée par un tribunal¹⁷.

757. Il convient de signaler ici que certains faits indiquent que les juges hongrois et procureurs locaux répugnent à appliquer les décrets en question avec la sévérité voulue. Les journaux se sont plaints que les juges acquittent souvent des prévenus qu'il aurait fallu châtier. Le 15 février 1957 a été convoquée à Budapest une conférence des présidents de tribunaux, au cours de laquelle Ferenc Münnich, Ministre des forces armées et de la sécurité publique, a admis ce qui suit : « Quelques juges et tribunaux se sont remis à la tâche avec beaucoup de répugnance. Ils sont manifestement influencés par le principe de l'indépendance du pouvoir judiciaire, qui est une des traditions de la magistrature et que beaucoup de gens ont mal interprété... ». M. Münnich s'est exprimé en termes menaçants : « Dans l'administration de la justice, j'ai vu des symptômes qui, étant donné les circonstances, n'étaient ni extraordinaires ni surprenants, mais que je veux voir disparaître le plus tôt possible. Là où nous verrons de la bonne volonté, nous donnerons avis et assistance. Mais là où nous rencontrerons un ennemi, nous aurons recours aux sanctions administratives. » Ferenc Nezvál, commissaire du gouvernement au Ministère de la justice, a ainsi défini la position officielle : « La tâche la plus importante du tribunal est de défendre et de consolider l'ordre dans l'Etat démocratique populaire, de châtier dans l'esprit de la lutte des classes — qu'il s'agisse de la procédure sommaire et expéditive ou de la procédure criminelle ordinaire — les éléments subversifs contre-révolutionnaires. Les tribunaux doivent notamment veiller à ce que les affaires concernant les crimes de contre-révolution passent avant toutes les autres. » Il a ajouté : « Une orientation politique saine est la condition essentielle d'une justice saine... En jugeant les crimes commis contre la révolution, notre justice doit être ferme, rapide et impitoyable... » Les juges devaient dans l'exercice de leurs fonctions respecter intégralement les principes de la « légalité socialiste ». Géza Szénasi, Procureur général, a déclaré : « La légalité doit coïncider parfaitement avec les intérêts de la dictature du prolétariat. »

758. D'autres décrets-lois promulgués en décembre et en janvier ont institué « la détention dans l'intérêt de l'ordre public »¹⁸. Aux termes de ces décrets-lois, « quiconque, par son activité ou son comportement, compromet l'ordre public ou la sécurité publique et, en particulier, le bon fonctionnement des entreprises productrices et des transports, peut être détenu dans l'intérêt de l'ordre public », pour une durée de six mois au plus. La détention est ordonnée par le chef de la police du comitat intéressé ou de la ville de Budapest, sous réserve de l'approbation du Procureur de la République. Les « plaintes » concernant des ordres de détention peuvent être adressées au Procureur général. L'article 6 du décret du 13 janvier 1957, publié par le Ministère des forces armées et de la sécurité publique, prévoit que « quiconque est placé en

détention dans l'intérêt de l'ordre public *peut* être autorisé à recevoir des visites, *peut* recevoir des colis et des lettres et *peut* écrire des lettres au moins une fois par mois », sous la surveillance de la police. Selon l'article 7, « quiconque est placé en détention dans l'intérêt de l'ordre public *peut*¹⁹ être employé à des travaux » ; l'intéressé reçoit alors une rémunération convenable mais « les frais qu'entraîne sa détention dans l'intérêt de l'ordre public seront déduits de sa rémunération »²⁰.

759. Un décret publié le 19 mars 1957 prévoit que certaines « personnes nuisibles, qui constituent un danger pour l'Etat et l'ordre public ou pour la coexistence dans une société socialiste, ou qui sont dangereuses pour des raisons économiques, ou qui sont un sujet d'inquiétude du point de vue d'autres intérêts importants de l'Etat », peuvent, d'ordre du chef de comitat ou de la police de Budapest, être placées sous la surveillance de la police ou transportées de leur lieu de résidence en un autre endroit, qu'elles soient ou non placées sous la surveillance de la police. Les personnes placées sous la surveillance de la police ne peuvent changer de domicile sans l'autorisation de la police ; elles doivent se présenter périodiquement à la police et se soumettre à d'autres restrictions. Il peut leur être interdit a) de quitter leur domicile à certains moments de la journée ; b) de fréquenter certains lieux publics ; c) d'utiliser un téléphone chez eux. Ces mesures administratives peuvent être prises pour une durée de deux ans au plus et sont sujettes à révision tous les six mois. Les intéressés peuvent faire appel au Quartier général de la police nationale du Ministère de l'intérieur²¹.

760. La presse et la radio officielles se sont efforcées de justifier ces mesures et d'expliquer qu'elles étaient nécessaires pour protéger la « démocratie populaire », l'ordre public et l'économie contre l'action secrète des « contre-révolutionnaires ». On a indiqué que ces mesures étaient temporaires et qu'on les appliquerait avec modération. D'autre part, on n'a pas manqué de signaler les exceptions prévues dans certains décrets, lorsque des mineurs, des valétudinaires et des femmes enceintes étaient en cause ; on a également insisté sur la façon dont le ministère public appliquait ces décrets avec équité. Enfin, plusieurs personnalités ont lancé des appels radiodiffusés à ceux qui avaient quitté le pays. Un décret-loi du 29 novembre stipula qu'on n'entamerait pas de procédure pénale contre les réfugiés accusés d'avoir franchi illégalement la frontière entre le 23 octobre et la date du décret-loi à condition qu'ils retournent volontairement en Hongrie le 31 mars 1957 au plus tard²². Mais cela n'empêchait pas les journaux de rendre régulièrement compte de procès, de condamnations à mort et même de quelques exécutions (dont les plus connues sont celles de József Dudás, ancien président du Comité national révolutionnaire hongrois, et de János Szabó, ancien commandant de la milice révolutionnaire de la place Széna). Les statistiques officielles relatives aux arrestations, aux condamnations et aux exécutions cherchèrent à donner le sentiment que le gouvernement ne se montrait pas trop sévère. On annonça qu'au 21 décembre, on n'avait pas exécuté plus de six condamnés à mort. Le 28 janvier, M. Szénasi, Procureur général, déclara qu'il n'y avait eu jusque-là

¹⁷ Magyar Közlöny, n° 40, 6 avril 1957.

¹⁸ Ibid., n° 102, 13 décembre 1956 ; n° 4, 13 janvier 1957.

¹⁹ C'est le Comité qui souligne le mot « peut ».

²⁰ Magyar Közlöny, n° 4, 13 janvier 1957.

²¹ Ibid., n° 32, 19 mars 1957.

²² Ibid., n° 98, 1^{er} décembre 1956.

que 148 affaires jugées sommairement, qui avaient mis en cause 193 accusés, dont 29 avaient été condamnés à mort, 9 avaient été exécutés immédiatement et 5 après le rejet de leur recours en grâce. Le 15 février, M. Nezvál, commissaire du gouvernement au Ministère de la justice, déclara que depuis l'entrée en vigueur de la procédure sommaire, 254 personnes avaient été traduites devant les tribunaux et 208 condamnées, dont 31 à la peine de mort. Sur ces 31 condamnés, 21 personnes avaient été exécutées.

761. Il reste que l'impression de clémence que donnent la version du gouvernement et les statistiques officielles des arrestations et des exécutions qui ont eu lieu depuis le 4 novembre contrastent vivement avec les renseignements que le Comité a reçus de plusieurs témoins, dont certains venaient de quitter le pays et d'autres avaient conservé en Hongrie des correspondants réguliers et apparemment dignes de foi. Il a été rapporté au Comité qu'en avril encore, l'armée et les services de sécurité soviétiques poursuivaient leurs enquêtes et leurs arrestations indépendamment des autorités hongroises quoique, dans certains cas, ces autorités leur aient prêté leur concours. On a dit qu'un grand nombre de personnes continuaient à être arrêtées dans toute la Hongrie. On avait appréhendé des membres de Conseils d'ouvriers ainsi que d'autres leaders révolutionnaires. On signalait des exécutions dans tout le pays et de nombreuses formules imprimées où il était dit que « l'intéressé avait été condamné à mort pour activité contre-révolutionnaire et dûment exécuté » étaient adressées aux familles des victimes, dont le nom avait été inscrit à la main sur lesdites formules. Le Comité n'a pas pu vérifier ces informations.

762. Quelques jours après l'occupation de Budapest par les troupes soviétiques, le gouvernement prit des mesures pour reconstituer la police et créer de nouveaux services de sécurité. Le 8 novembre, le commandant de la police nationale donna l'ordre à tous les membres des cadres réguliers de la police de rallier leur unité et le gouvernement prit un décret portant création de groupes armés spéciaux, comprenant la police « R » ainsi que d'autres formations chargées d'aider au rétablissement de l'ordre²³. Les commissariats de police reçurent des instructions pour organiser des groupes armés composés d'ouvriers, qui devaient rétablir l'ordre dans les usines et dans les quartiers où ces usines étaient situées. On annonça plus tard que ces groupes armés avaient pour objet d'« aider les forces armées qui pouvaient être appelées à veiller à ce que la production ne soit pas interrompue et à déjouer les tentatives des contre-révolutionnaires qui voulaient reprendre le pouvoir »²⁴. Cependant, la presse faisait savoir qu'il y avait très peu de volontaires et des témoins ont déclaré que les ouvriers étaient peu disposés à collaborer avec le Gouvernement Kádár dans ce domaine.

763. Une police de sécurité permanente a été organisée sous la direction du colonel László Mátyás, ancien codétenu de M. Kádár dans les prisons de l'AVH, et on a souligné officiellement l'importance de ce changement de direction. Mais de nombreux autres agents de la nouvelle police secrète ont été recrutés parmi l'ancien personnel de l'AVH²⁵.

764. En vertu d'un décret promulgué au début mois de février, les branches de la police responsables du maintien « de la sécurité et de l'ordre publics » de la « sécurité de l'Etat » ont été unifiées. Il a été précisé à la radio que « la nouvelle police unifiée doit s'occuper non seulement des cas de crimes de droit commun, mais également des activités subversives dirigées de l'étranger et de tous les actes criminels dirigés contre les démocraties populaires ». On s'est efforcé dans les milieux officiels de souligner la différence entre la nouvelle police secrète et l'AVH. On a déclaré que « la nouvelle police a été rompue avec les méthodes que la police de sécurité de l'Etat, de triste notoriété, employait au cours des enquêtes de caractère politique ». Les nouvelles garanties à cet égard résidaient dans les pouvoirs du ministère public qui « contrôle régulièrement » les activités de tous les services de police, y compris toutes les enquêtes. On a rappelé que la Constitution garantissait explicitement l'indépendance du Procureur général et que celui-ci avait le droit d'examiner les plaintes formulées contre les autorités chargées des enquêtes, de réexaminer tous les cas et de prendre des mesures légales contre les officiers de police soupçonnés d'avoir enfreint la loi. On a fait remarquer que les détentions préventives, qui ne pouvaient excéder trente jours dans les cas de droit commun et soixante jours dans les cas de délits politiques, pouvaient être prolongées que dans des cas très spéciaux avec le consentement du ministère public.

765. Le 21 avril, le *Népszabadság* a annoncé que le Présidium de la République populaire avait exprimé sa reconnaissance et ses remerciements à tous les membres et officiers de la police pour avoir « triomphé de la contre-révolution, liquidé les bandes contre-révolutionnaires et combattu avec héroïsme et dévouement pour la défense du socialisme ». Une nouvelle médaille a été frappée « pour le pouvoir des travailleurs et des paysans » et attribuée aux membres de la police qui avaient « rendu des services éminents ».

766. Le Comité n'a cependant recueilli aucune indication portant à croire que ces explications et ces assurances aient trouvé créance parmi la population hongroise ni que les efforts que le Gouvernement Kádár a entrepris pour faire croire qu'il appliquait des méthodes différentes de celles suivies par ses prédécesseurs avant le 23 octobre aient été couronnés du moindre succès.

767. Les autorités se sont donc efforcées de traquer et de punir sévèrement ceux qui ont joué un rôle actif dans les événements révolutionnaires. Les perquisitions et les arrestations continuent. Personne ne peut exprimer publiquement une opinion qui pourrait être interprétée comme étant opposée au régime ou à l'occupation soviétique. Les procès expédiés hâtivement ne permettent pas aux accusés de présenter convenablement leur

de police investis de pouvoirs spéciaux » ainsi que l'AVH, n'a pas été révoquée formellement. Cependant, dans diverses déclarations faites au public, il a été dit que l'AVH serait dissoute et que les enquêtes de police seraient à l'avenir effectuées par un département spécial créé à l'intérieur des services de police ordinaires. M. Münnich a même précisé que les activités auxquelles les agents de l'AVH s'étaient livrés dans le passé feraient l'objet d'enquêtes confiées aux services du ministère public ; à cette fin, des comités spéciaux auraient commencé à fonctionner dans l'ensemble du pays dès le début du mois de décembre. Les résultats de ces enquêtes n'ont pas encore été rendus publics. D'après certaines indications, beaucoup d'anciens agents de l'AVH ont été réintégrés, faute de preuves contre eux.

²³ Chap. XIII, par. 615.

²⁴ *Magyar Közlöny*, n° 21, 19 février 1957.

²⁵ La décision du 29 octobre 1956 abolissant « tous les organes

défense. Les gens se méfient des juges choisis sur la proposition du Parti communiste; ils savent que les camps de détenus politiques ont été rétablis, que l'administration peut leur imposer une résidence forcée et une surveillance policière; ils sont émus par les nouvelles d'exécutions; c'est pourquoi le peuple hongrois éprouve une peur et une aversion réelles à l'égard de la nouvelle police de sécurité qui, à ses yeux, s'identifie avec l'AVH. De nombreux témoins entendus par le Comité ont fait appel aux Nations Unies pour qu'elles s'efforcent de faire cesser la répression.

D. — Le spectre de l'AVH

768. Le Comité a été profondément choqué par les récits que lui ont faits les témoins des souffrances que l'AVH a fait endurer au peuple hongrois. Il a été frappé par l'étendue des abus que pouvait commettre une police qui n'était soumise à aucun contrôle, était toute puissante, sans pitié et ne reculait devant aucune ignominie. Il a compris que l'existence d'un tel organe, dont l'action secrète s'exerçait sur tous les rouages publics et privés de l'Etat, ne permettait à aucun des droits de l'homme de s'exercer véritablement et faussait le fonctionnement de toute institution indépendante.

769. Certains renseignements sur les origines de l'AVH ont déjà été donnés dans le présent rapport²⁶. Les liens de cette organisation avec le Parti communiste, ses méthodes de recrutement et quelques-uns de ses moyens d'action ont été mentionnés. Chargée nominativement d'enquêter sur les crimes contre la sûreté de l'Etat, l'AVH s'est dédiée à la défense du régime et plus particulièrement de ceux qui détenaient le pouvoir. Dotée par ceux-ci d'une absolue liberté d'action, elle a multiplié le nombre de ses agents et ses espions et ses informateurs étaient omniprésents. Par eux, elle a pénétré dans les bureaux et les usines, dans les immeubles d'habitation et les écoles, dans les services diplomatiques et dans les tribunaux. Ses agents en uniforme gardaient les bâtiments publics importants, ses agents en civil se mêlaient aux foules. Agissant sans surveillance extérieure d'aucune sorte, ses membres se sont constitués en un groupe privilégié, aux avantages matériels importants. Séparés du reste de la population par un mur de haine, ils étaient devenus un Etat dans l'Etat et un corps étranger s'employant exclusivement à dominer la population par le terrorisme et l'oppression. Au cours des journées d'octobre et novembre, les révolutionnaires horrifiés ont mis à jour les archives de l'AVH contenant des « listes noires » où figuraient des renseignements et des appréciations sur presque chaque habitant du pays et d'innombrables enregistrements de communications téléphoniques et de conversations privées; ils ont aussi découvert au siège de l'AVH des installations « perfectionnées » de torture.

770. Nombreux parmi les témoins qui ont comparu devant le Comité sont ceux qui avaient été à un moment donnés victimes de l'AVH. Bon nombre de chefs communistes eux-mêmes, comme on le sait, ont été l'objet de ses sévices, à des périodes où des querelles de doctrine ou des rivalités de personnes les séparaient de ceux qui exerçaient le pouvoir. Que cache ce mot « torture » qui revient à tout moment dans les dépositions? Les comptes

rendus sténographiques des réunions du Comité contiennent des récits épouvantables que le Comité aurait hésité à publier dans leur intégralité, même si la nécessité de protéger les familles des témoins n'avait pas constitué un obstacle.

771. A côté d'exemples de brutalité et de traitements dégradants provoquant d'indicibles douleurs physiques, il y avait les nombreux moyens « psychologiques », les simulacres d'exécutions, les menaces sur les familles, les interminables attentes des prisonniers dans des conditions inhumaines tendant à briser leur personnalité et à arracher l'aveu. Les extraits suivants des récits faits au Comité serviront à jeter quelque lumière sur ce sujet.

772. Le président d'un des Conseils d'ouvriers a fait le récit suivant:

« ... On m'a emmené dans une prison, on a attaché ma main droite à mon pied gauche et on m'a laissé dans une cellule obscure d'environ trois mètres carrés; il n'y avait pas de chauffage et cela se passait au milieu de l'hiver 1950. Je n'avais que des caleçons, une chemise et une paire de souliers. On m'a laissé dans cette cellule pendant 24 heures avant de me donner un petit morceau de pain d'environ 200 grammes. Il faisait si noir que je ne savais pas à quel moment de la journée on était, et je ne pouvais bouger car le moindre mouvement faisait saigner mes poignets et mes chevilles. J'avais froid et faim. On me mit ensuite au secret à un étage supérieur et je fus traité comme tous les autres prisonniers; il ne faisait pas sombre dans ce cachot et je n'étais plus enchaîné. Au bout de 24 heures, on m'a fait redescendre et on recommença à m'enchaîner. »

773. Un mécanicien a rapporté ce qui suit:

« Lorsque j'étais interrogé à la prison de l'AVH, et pendant la durée de l'instruction, j'étais soumis à deux sortes de tortures. La première était d'ordre physique, mes bourreaux me donnant des coups de poing dans la mâchoire et me cassant les dents. On ne me donnait presque rien à manger. De plus, pendant une durée de six mois et demi, je fus enfermé dans un cachot bétonné où je n'avais aucune possibilité de me laver ou de me tenir propre. Je n'avais qu'une très mince couverture. Pendant tout le temps où les accusations qui devaient être portées contre moi étaient préparées, je fus laissé là en même temps qu'on employait pour me réduire, une arme psychologique consistant en de continuelles menaces à l'égard de ma famille. On essaya aussi de pratiquer sur moi l'hypnotisme et je fus également soumis dans la cour de la prison à un simulacre d'exécution pour lequel les armes avaient été chargées à blanc. Tout cela fut fait dans l'espoir de venir à bout de ma résistance et de m'amener à signer des aveux mensongers. Soumis à un pareil traitement, je perdis énormément de poids et vers le milieu du mois de décembre, je ne pesais plus que cinquante-six kilos. »

774. Un ancien professeur d'université, fonctionnaire et membre du Parti communiste, a dit:

« ... Au cours des trois premiers jours, j'étais entièrement seul et on m'avait tout ôté en me mettant dans ma cellule. Pendant trois jours, je donnais des coups à la porte, je criais: « C'est une erreur, qu'est-ce qu'on me

²⁶ Chap. IX, par. 425-434.

veut ? » Ensuite, un colonel, que je connaissais de vue et qui était rentré de Moscou en 1946 me fit appeler devant lui. Il me dit d'avouer que j'étais un traître. A ce moment-là, il n'a pas donné de détails sur l'accusation. Depuis août 1949, et, par la suite, jusqu'en novembre 1950, c'est-à-dire pendant dix-huit mois environ, j'ai été incarcéré, complètement seul, dans une cellule en sous-sol d'à peu près 1,50 m. sur 2, qui était très humide et où j'avais parfois de l'eau jusqu'aux chevilles. Lorsque mon état de santé empira, on me mit dans une autre cellule, un peu moins mauvaise et je reçus un peu plus de nourriture. Mais j'étais continuellement seul, exception faite d'une courte période où l'on m'adjoignit un autre détenu — probablement pour m'espionner et rapporter mes propos. Dans l'intervalle, une instruction avait été ouverte et spécialement pendant les premiers mois on me convoquait de temps à autre. J'étais jour et nuit dans cette cellule où une veilleuse était constamment allumée, j'ignorais si c'était le jour ou la nuit, sauf que je supposais que c'était le jour quand un geôlier m'apportait à manger...

» Plus tard, les séances avaient parfois lieu la nuit — c'est-à-dire que je croyais que c'était la nuit, parce qu'ils ne me donnaient rien à manger, mais je me suis ultérieurement rendu compte de mon erreur. Dès la première heure, cette instruction visait sans doute à me forcer à avouer que j'avais été un agent britannique. La deuxième accusation était que j'étais un agent yougoslave... Troisième accusation: j'étais un agent français... Quatrième accusation: les services de renseignement américains m'avaient donné des instructions...

» C'était non pas par la force mais par la persuasion qu'on voulait m'obliger à avouer tout cela. Je ne voulais pas signer une telle déclaration. J'ai subi des tortures qui étaient un peu moins douloureuses que la pratique courante. La grande époque des tortures physiques violentes et cruelles était dépassée. Rajk avait été arrêté au mois de juin ou de juillet. Au moment où j'avais été questionné, déjà bien d'autres avaient avoué avant moi et l'emploi de la torture et des traitements cruels n'était pas au premier plan; on n'insistait pas trop sur ces méthodes. En outre, je dois dire également que plusieurs de mes camarades de prison accusés disaient à peu près la même chose que moi: ce n'est pas la torture physique qui était la plus douloureuse à l'époque, c'était l'isolement, la cellule. Cela peut sembler un peu étrange et bizarre à ceux qui n'ont pas connu ce dont je parle: je ne dis pas que j'étais heureux, mais je préférerais que l'on me prenne et que l'on me donne des gifles, je voyais au moins des êtres humains, j'avais un contact, j'essayais de me défendre, je donnais des coups de poing, mais je n'étais pas dans ma tombe, dans une crypte, où il n'y avait pas une âme, pas un bruit. Plusieurs années plus tard, j'ai rencontré des gens qui avaient passé par la même épreuve. Ils me disaient: j'ai eu la même impression, ce ne sont pas les mauvais traitements ou les coups qui nous ont affectés, c'était presque une diversion, un amusement. Les mauvais traitements et les coups, de l'aveu des policiers, ne réussissaient pas beaucoup. Les policiers ont reconnu eux-mêmes au procès de prétendus criminels que ce n'était pas la meilleure façon d'obtenir des résultats... On nous disait: « Si vous êtes un vrai communiste, vous devez accepter le sacrifice qu'on vous

demande. Acceptez ce sacrifice. C'est pour l'avenir, c'est pour le bien du Parti. N'oubliez pas que vous vous êtes peut-être rallié au Parti dans la clandestinité comme à un mouvement de résistance à l'époque de l'occupation allemande: vous étiez prêt alors à sacrifier votre vie même pour essayer d'assurer la libération du pays. Cette liberté, vous ne pourrez y arriver que par l'intermédiaire du Parti communiste qui éprouve quelques difficultés actuellement parce qu'il y a des traîtres en son sein, dont vous n'êtes peut-être pas. Vous avez l'occasion de montrer votre esprit de sacrifice. Il n'est pas question de perdre la vie. On va parler de tout ça entre nous. On décidera d'une sentence. Le juge se prononcera. Après la sentence, sans publicité, on vous enverra dans une ville, quelque part, vous pourrez communiquer avec votre famille, lire, étudier, etc. A part la liberté de déplacement, vous aurez pratiquement tout ce que vous voudrez.

» Par contre, si vous n'êtes pas prêt à signer les aveux, alors, par votre refus, vous désobéissez aux ordres du Parti. Donc, attention; votre premier devoir, c'est de signer. Si vous ne signez pas, vous êtes un ennemi du Parti. Contre ses ennemis, le Parti peut user de la force; il y a des prisons plus désagréables. Dans une semaine, il se peut que vous soyez un cadavre, c'est possible si vous ne signez pas. Mais si vous signez, rien de tragique ne vous arrivera. Ainsi, en bref, au bout d'une année et demie, j'ai signé. Je ne me posais plus la question de savoir si ce que j'avais signé était vrai ou faux. Cette expérience avait suffi pour me réveiller. Lorsque j'avais signé, j'étais très sceptique. J'avais dit: j'en ai assez et je ne peux plus supporter cet état de choses. Je ne pensais pas au prestige, je ne pensais pas à la possibilité de revoir ma famille. Je ne l'escomptais pas, mais je pensais quand même envoyer une lettre. Cela n'avait plus d'importance: ou bien on me tuait, on me pendait, ou bien on me condamnait. Je me disais: peut-être cela vaudra mieux, je vais voir d'autres humains, au moins à l'audience j'en verrai, et c'est avec un certain cynisme que je déclarais au bout de 18 mois: je signe tout ce que le Parti me demande de signer. Naturellement, les conditions matérielles s'améliorèrent immédiatement, ma cellule fut meilleure, ma nourriture aussi. Il y a eu deux semaines avant l'audience. On me donna des journaux, des livres, des magazines, on me promit qu'après l'audience et l'instruction je pourrais écrire à ma famille. Nous avons discuté du genre de sentence que le juge allait prononcer. Ils m'avertirent des questions que le juge me poserait. On me précisa la réponse à fournir. Ce juge était un homme faible, il allait tout mélanger, il allait confondre tout le dossier, il n'allait rien y comprendre du tout: « mais peu vous importe, répondez aux questions qui vous seront posées, on vous a donné les réponses, nous sommes tous d'accord, répondez dans l'ordre. Ne faites même pas attention à ce que le juge vous demande. » Cela devint vraiment du cinéma; tout le monde était burlesque. Le juge me posa des questions complètement différentes de celles qui avaient été prévues. C'était assez embarrassant pour moi et j'avais souvent de la peine à ne pas rire. Il disait: « Quel âge avez-vous ? » Je répondais: « Oui, je suis un agent anglais ». Il avait été bien d'accord que je devais répondre cette phrase à la première question. C'est de cette façon que le procès se déroula. »

775. Quelle valeur peut-on attribuer à des aveux arrachés dans de telles conditions ? Le Parti jugeait sans doute utile que ces aveux soient obtenus par n'importe quel moyen. Comme à d'autres moments, il lui avait fallu faire avouer à des paysans qu'ils agissaient en « koulaks », à des étudiants qu'ils avaient des collusions avec l'étranger, ou à des ouvriers qu'ils avaient saboté la production de leurs usines.

776. Les méthodes de l'AVH furent les plus cruelles entre 1948 et 1953 et les faits décrits ci-dessus se rapportent surtout à cette période. On sait qu'un certain adoucissement se fit sentir sous le premier ministère Nagy de 1953 à 1955 ; depuis ce moment, il avait été difficile de revenir complètement en arrière. Le régime lui-même avait paru comprendre le tort que lui causaient les procédés de l'AVH déchaînée. Les familles des victimes et certains détenus relâchés à la faveur des revirements politiques réclamaient des garanties, voulaient une vengeance. Dans une déclaration à l'Assemblée nationale, le 30 juillet 1956, M. Hegedüs lui-même, qui était alors Président du Conseil, a reconnu la nécessité de soumettre les organes de police et de sécurité de l'Etat « à une surveillance étroite »²⁷. M. György Non, le Procureur général, a rappelé à la même époque que les responsabilités de sa charge, qui étaient d'être le « gardien suprême de la légalité socialiste », s'étendaient à la sécurité de l'Etat. Il a admis publiquement que « plusieurs dirigeants des organes de l'Etat avaient abusé de leurs pouvoirs et avaient eu recours à des pressions morales et physiques par lesquelles ils avaient extorqué de faux aveux de culpabilité ». Il a fait allusion à leurs « méthodes illégales », au « gaspillage sur une grande échelle de la propriété de la communauté pour satisfaire leur cupidité sans mesure »²⁸.

777. Mais malgré ces affirmations et les intentions déclarées de réforme, et malgré les assouplissements apportés après l'automne de 1955, le peuple hongrois a gardé sa peur et conservé sa haine. Au début de la révolution d'octobre, ce sont les membres de l'AVH qui, les premiers, ont tenté d'arrêter l'insurrection par le tir de leurs mitrailleuses et par leurs moyens habituels de terreur et de torture. La vengeance populaire s'est tournée contre eux, sans mesure. Leurs anciennes victimes et les enfants de leurs victimes se sont à leur tour livrés à des atrocités. Il y a eu des lynchages, des pendaisons et des fusillades somnambules, et les appels de chefs improvisés qui cherchaient à assurer le retour à la légalité n'ont pas toujours été écoutés. De nombreux membres de l'AVH ont trouvé un refuge auprès des organisations révolutionnaires qui leur offraient asile en attendant que leurs cas soient tranchés par la justice régulière.

E. — Les droits de l'homme

778. Le besoin de liberté du peuple hongrois s'est manifesté avec un éclat et une ferveur remarquables au cours des brèves journées révolutionnaires d'octobre et de novembre. Des témoins ont rappelé la joie qu'ont montrée les étudiants dans l'après-midi du 23 octobre de pouvoir marcher en cortège, sans doute pour la première fois de leur vie, sans que leur manifestation soit de commande, sans que des slogans leur aient été imposés. Avec des cris joyeux, ils scandaient les seize points de leur pro-

gramme, qui comprenait la demande d'élections générales au vote secret, la reconnaissance du droit de grève, la liberté complète d'opinion, d'expression, de la presse et de la radio. Au cours des jours qui ont suivi, ce désir longtemps contenu de se débarrasser des entraves s'est communiqué à tous les groupes de la société. Budapest et le reste de la Hongrie l'ont exprimé par des manifestations spontanées, par la voix des journaux, dont le ton avait entièrement changé, par celle des postes de radio, qui promettaient de dire dorénavant « la vérité et rien que la vérité ». Les organisations révolutionnaires ont inscrit à leur programme la réalisation des droits de l'homme et plusieurs d'entre elles se sont référées à la Charte des Nations Unies et quelques-unes à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

779. Le Gouvernement a vite répondu à cette attente. M. Nagy a déclaré que son but était de « réaliser la démocratisation systématique du pays en ce qui concerne tous les aspects de la vie du Parti et de l'Etat, politiques et économiques ». Des amnisties ont été proclamées le 24 et le 26 octobre ; le 29 octobre a vu l'abolition de l'AVH ; le 30 octobre, la fin du système du parti unique ; le même jour, le cardinal Mindszenty sortait de prison et le lendemain liberté entière lui était rendue d'exercer ses fonctions ecclésiastiques sans aucune restriction. Le 31 octobre, l'organisation nouvelle des syndicats libres déclarait son indépendance à l'égard du Gouvernement et de tous les partis politiques et réclamait des élections libres et la reconnaissance du droit de grève. Les partis politiques ont commencé à s'organiser et ont fait des élections libres une condition à leur participation au Gouvernement. Le 2 novembre, le Ministère de l'éducation ordonnait le retrait des livres d'histoire utilisés dans les écoles, la fin de l'étude obligatoire de la langue russe et autorisait la reprise de l'enseignement religieux. Il ne faisait pas de doute que le succès de la révolution populaire aurait pu redonner aux Hongrois la jouissance des droits politiques et des libertés fondamentales que le Traité de paix avait cru leur garantir.

780. L'écrasement militaire de la révolution par l'armée soviétique a mis une fin cruelle à ces espérances. Les déclarations initiales de M. Kádár, qui gardaient encore des traces du programme révolutionnaire²⁹, ont été suivies de prises de position qui ont témoigné de la volonté du régime de ne pas faire de concessions aux demandes des « contre-révolutionnaires », puisque, comme l'a déclaré M. Gyula Kallai, membre du Comité central du Parti des travailleurs socialistes hongrois (communiste), « de petites concessions mèneraient inévitablement à des concessions plus grandes ». On se souviendra de l'attitude officielle en ce qui concerne les élections libres et le régime des partis multiples ainsi que de la déclaration faite par M. Kádár le 15 novembre et selon laquelle le pouvoir des ouvriers peut être détruit « non seulement par des balles, mais aussi par des bulletins de vote »³⁰.

781. On peut rappeler ici certaines mesures législatives et certaines mesures policières prises par le Gouvernement Kádár. Un décret du 8 décembre supprimait les conseils et les comités révolutionnaires. Un décret-loi du 2 décembre interdisait les réunions et les cortèges publics non autorisés par la police³¹. Le 20 décembre, le Gouver-

²⁷ *Szabád Nép*, 31 juillet 1956.

²⁸ *Ibid.*, 1^{er} août 1956.

²⁹ Chap. XIV, par. 642.

³⁰ *Ibid.*, par. 679.

³¹ *Magyar Közlöny*, n° 101, 12 décembre 1956 ; n° 36, 27 mars 1957.

nement annonçait la création d'un Office d'information de l'Etat dont la fonction allait être de contrôler les services de presse et d'information³². En janvier, l'arrestation de membres du Comité directeur de l'Association des étudiants, celle de plusieurs jeunes professeurs d'université, de nombreux journalistes et écrivains a été suivie par la suspension, le 17 de ce mois, de l'activité de l'Union des écrivains et, le 19, de celle de l'Association des journalistes³³. Dès la fin du mois de janvier, le Conseil national des syndicats libres se réunissait et abrogeait la décision que, pendant la période révolutionnaire, les syndicats hongrois avaient prise, de se retirer de la Fédération syndicale mondiale. Le 29 janvier, M. Kádár déclarait que dans un régime caractérisé par la dictature du prolétariat, le droit de grève était inutile³⁴. Vers la même époque, les étudiants étaient privés de la faculté de choisir l'étude de la langue de leur choix et, un peu plus tard, le droit de recevoir un enseignement religieux était limité aux élèves que les parents avaient déjà inscrits à ces cours au début de l'année scolaire³⁵. Un décret-loi du 24 mars a prévu que l'approbation du Présidium serait requise pour toute nomination, mutation ou démission concernant des postes de quelque importance dans l'Eglise catholique romaine, dans les Eglises presbytérienne et luthérienne comme pour ce qui est des dignitaires du culte israélite. Ce décret-loi avait effet rétroactif au 1^{er} octobre 1956³⁶. Le 6 février, un décret a renforcé les peines prévues pour ceux qui incitent ou aident des personnes à tenter de passer illégalement la frontière. Les personnes qui n'informent pas les autorités de ces infractions sont elles-mêmes passibles de peines de prison pouvant s'élever jusqu'à deux ans³⁷.

782. Le peuple hongrois se voit donc ramené, pas à pas, à l'état de choses qui prévalait avant les événements d'octobre: impossibilité d'exprimer des opinions qui s'écartent de celles du régime; presse et radio surveillées, à qui l'on impose des thèmes de propagande officielle pour

justifier l'action gouvernementale; défense de se réunir, de s'associer, de choisir des candidats aux postes politiques, administratifs ou économiques, autres que ceux proposés par le Parti unique; subordination de toute expression artistique à des consignes et des pressions économiques; entraves à tout contact scientifique personnel avec l'Occident; interdiction de s'organiser librement pour défendre des intérêts économiques et sociaux; éducation rendue conforme à une doctrine imposée et tournée vers l'adulation d'un pays étranger; obstacles administratifs et matériels à l'œuvre des représentants des cultes religieux; mesures prises pour empêcher les Hongrois de chercher asile à l'étranger. Toute infraction à ces défenses et interdictions est réprimée par de nouvelles mesures pénales. Les Hongrois que le Comité a entendus sont absolument persuadés que leurs compatriotes vivent de nouveau sous la menace du camp de concentration, de la résidence forcée, de la surveillance policière et dans la peur de perdre leur gagne-pain.

783. L'examen de la situation qui prévalait en Hongrie avant l'insurrection populaire d'octobre 1956 et celui des conditions qui existent dans ce pays depuis l'intervention soviétique montrent donc clairement qu'il est vain de se référer à la Déclaration universelle des droits de l'homme pour dégager un critère pratique. « L'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations » que la Déclaration universelle propose au monde contemporain est par trop éloigné de la réalité hongroise. C'est plutôt à l'extrait ci-après du Préambule de la Déclaration qu'il convient de se reporter en l'occurrence:

« *Considérant* que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme,

» *Considérant* qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression, ... ».

³² Chap. XIV, par. 699.

³³ *Ibid.*, par. 701.

³⁴ *Népszabadság*, 29 janvier 1957; chap. XIV, par. 659.

³⁵ *Magyar Közlöny*, n° 35, 24 mars 1957.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ *Ibid.*, n° 18, 8 février 1957.

Chapitre XVII

CONCLUSIONS

784. Le mandat du Comité spécial était très large: il s'agissait, après avoir procédé à une enquête objective, de rendre compte à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies de ses conclusions concernant tous les aspects de la question de l'intervention soviétique en Hongrie, par l'emploi de la force armée et d'autres moyens, et les effets de cette intervention sur l'évolution de la situation politique en Hongrie. Comme on l'a dit, le Comité, au cours de son enquête, a examiné une documentation abondante provenant de sources diverses et rédigée en plusieurs langues; il a interrogé plus de 100 témoins, dont les dépositions consignées par des sténographes représentent quelque 2.000 pages. Le Comité regrette que l'attitude du Gouvernement hongrois l'ait empêché de fonder son enquête sur des observations directes en Hongrie, comme l'Assemblée générale l'en avait prié.

785. Les conclusions du Comité concernent de multiples aspects des événements de Hongrie et elles portent sur un grand nombre de points de détail qui touchent à l'origine et à la nature de ces événements. Le rapport lui-même contient les conclusions du Comité, conclusions qu'il est difficile de séparer de tous les éléments de preuve qui y sont réunis. On a annexé à certains chapitres un résumé des conclusions du Comité relatives à tel ou tel aspect de la situation en Hongrie. Il semblerait cependant souhaitable de résumer ici plusieurs des conclusions que le Comité a tirées de son étude de l'ensemble du dossier. Le Comité croit sincèrement que ces conclusions reprennent, au sujet de l'insurrection hongroise, les faits essentiels qu'il est indispensable de connaître si l'on veut en comprendre la nature et l'issue. Voici ces conclusions:

i) Ce qui s'est produit en Hongrie en octobre et en novembre 1956 a été une insurrection nationale spontanée, provoquée par des griefs de longue date qui avaient éveillé le ressentiment populaire. L'un de ces griefs était la situation d'infériorité de la Hongrie par rapport à l'URSS. Le régime était maintenu en partie par la terreur, comme brandie par l'AVH ou police politique dont l'influence s'est exercée, au moins jusqu'à la fin de 1955, par l'intermédiaire d'un réseau complexe d'agents et de dénonciateurs qui s'était infiltré dans toute la société hongroise. A d'autres égards également, la pression soviétique était mal vue. Qu'il s'agisse du bâillon imposé à la liberté de parole ou de l'adoption pour l'armée hongroise d'un uniforme calqué sur celui des Soviets, l'influence étrangère n'épargnait personne. Les Hongrois n'éprouvaient personnellement aucune animosité envers les soldats soviétiques pris individuellement qui se trouvaient sur le territoire de leur pays, mais les forces armées soviétiques étaient les symboles de quelque chose qui blessait un peuple fier et qui attisait son désir de liberté;

ii) D'aucuns prétendent que l'insurrection a été fomentée par les milieux réactionnaires de Hongrie et qu'elle a tiré ses moyens de ces milieux ou des cercles « impérialistes » occidentaux, mais cette thèse n'a pas résisté à l'examen du Comité. Du début jusqu'à la fin, l'insurrection a été dirigée par des étudiants, des ouvriers, des soldats et des intellectuels parmi lesquels il y avait de nombreux communistes ou anciens communistes. La majorité des revendications politiques présentées pendant la révolution comprenaient notamment l'affirmation que le socialisme démocratique devait être la base de la structure politique hongroise et que d'autres réalisations sociales, comme la réforme agraire, devaient rester acquises. On n'a, à aucun moment, proposé le retour au pouvoir, ou au gouvernement, de l'une quelconque des personnalités d'avant guerre. Les « fascistes » et les « saboteurs » fortement armés n'auraient pas pu atterrir sur les aérodromes hongrois, qui étaient contrôlés par les Soviets, ni traverser la frontière autrichienne où il existait une zone interdite que les autorités autrichiennes ont fait visiter aux attachés militaires des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni et de l'URSS;

iii) L'insurrection n'était pas préméditée et les auteurs des dépositions examinées par le Comité sont unanimes à dire que les événements ont surpris les participants eux-mêmes. Il n'est pas possible de trouver un motif qui explique à lui seul pourquoi l'insurrection s'est produite à ce moment particulier. Les porte-parole communistes, dont M. Kádár et les membres de son gouvernement actuel, ont reconnu les griefs amers du peuple hongrois avant le 23 octobre. Ils ont parlé d'un « vaste mouvement populaire » provoqué par l'« amertume et l'indignation » des masses. Deux facteurs semblent avoir fait déborder le vase. Le premier a été la nouvelle, apprise le 19 octobre, que la Pologne avait réussi à se rendre plus indépendante de l'URSS. Cette nouvelle a fait beaucoup pour provoquer les meetings d'étudiants hongrois du 22 octobre. Le second facteur a été la vive déception causée, le 23 octobre au soir, par le discours où Ernő Gerő, Premier Secrétaire du Comité central du Parti des travailleurs hongrois (communiste), n'a accepté aucune des revendications populaires et a adopté vis-à-vis de ses auditeurs un ton jugé brutal;

iv) Bien qu'il n'existe aucun indice de plans arrêtés d'avance et bien que tout le déroulement de l'insurrection témoigne une improvisation continue, il semble que les autorités soviétiques aient pris, dès le 20 octobre, des mesures en vue d'une éventuelle intervention militaire en Hongrie. Il est établi que des mouvements de troupes ont eu lieu ou ont été prévus dès cette date et il semble que des plans d'action aient été arrêtés quelque temps avant que les étudiants se réunissent pour discuter de leurs

revendications. Le Comité n'est pas en mesure de dire si les autorités soviétiques avaient prévu que le peuple hongrois, aiguillonné par les événements de Pologne, ne pourrait plus contenir son ressentiment. Des signes d'opposition s'étaient manifestés avant le 23 et le Gouvernement hongrois avait des raisons d'escompter des troubles. Il est établi que des troupes soviétiques venues d'autres pays ont été employées en Hongrie dès la première intervention et, cependant, il n'existe dans le Traité de Varsovie aucune clause qui prévoit une intervention des forces armées de l'Union soviétique aux fins de diriger les événements politiques sur le territoire de l'un quelconque des signataires;

v) Les manifestations du 23 octobre ont été tout à fait paisibles au début. Aucun des manifestants ne semble avoir été armé et l'on n'a rien découvert qui montre qu'aucun de ceux qui ont articulé des revendications politiques ou qui se sont joints aux manifestants aient eu l'intention de recourir à la force. S'il est vrai que la déception causée par le discours de M. Gerő a pu provoquer la colère des foules, elle ne semble guère avoir été suffisante pour transformer la démonstration en une insurrection armée. Que cela se soit produit, c'est à la suite de l'action de l'AVH qui a ouvert le feu sur les gens qui se trouvaient devant l'immeuble de la radio. A peine quelques heures plus tard, les tanks soviétiques entraient en action contre les Hongrois. L'apparition des soldats russes parmi eux, non comme alliés et amis mais comme ennemis déclarés, a eu pour effet de resserrer encore l'union populaire ;

vi) Les circonstances de l'invitation que le Gouvernement hongrois aurait adressée aux autorités soviétiques pour les prier de l'aider à briser l'insurrection par la force, demeurent obscures. M. Nagy a nié — et tout paraît lui donner raison — avoir lancé l'invitation ou même en avoir eu connaissance. Etant donné que les tanks soviétiques ont fait leur apparition dans les rues de Budapest vers 2 heures du matin, le 24 octobre, il aurait été impossible à M. Nagy d'adresser une communication officielle aux autorités soviétiques puisqu'il n'occupait aucun poste au gouvernement au moment où les commandants de chars ont dû recevoir leurs ordres. Il est possible qu'une démarche officieuse ait été faite par M. Gerő, Premier Secrétaire du Comité central du Parti communiste, ou par M. Hegedüs, Président du Conseil. Le Comité n'a cependant pas eu l'occasion de voir le texte de pareille invitation ou d'étudier les circonstances exactes dans lesquelles elle aurait pu être lancée. Avant de chercher à établir si une invitation a réellement été adressée, il serait donc plus sage d'attendre un complément d'information.

Des considérations analogues s'appliquent à l'invitation qui aurait été adressée aux autorités soviétiques, avant la deuxième intervention, le 4 novembre. M. Kádár était resté membre du Ministère Nagy quand celui-ci a été remanié, le 3 novembre, et le Comité ne possède aucun élément qui permette de croire que M. Kádár a manifesté ouvertement son désaccord sur la politique de M. Nagy. Les mouvements de M. Kádár à l'époque ne sont pas parfaitement connus et l'on ne peut considérer qu'il a réussi à prouver — comme il le prétend — qu'il a, au nom du gouvernement, appelé les Soviétiques au secours. En tout état de cause, il existe de multiples preuves qui démontrent que depuis les derniers jours d'octobre, les Soviétiques préparaient une nouvelle intervention et avaient notamment

déplacé de l'étranger des troupes et des blindés. M. Kádár et ses ministres étaient absents de Budapest pendant les quelques jours qui ont suivi la formation de son gouvernement et les instructions administratives données au peuple hongrois émanaient des commandants d'unités soviétiques ;

vii) Lorsque M. Nagy est entré en fonctions, il n'a pu tout d'abord exercer tous les pouvoirs d'un Président du Conseil ; ce n'est qu'au moment où l'emprise de l'AVH s'est relâchée, grâce à la victoire des insurgés, qu'il a pu prendre une attitude indépendante. Le pouvoir véritable en Hongrie appartenait alors aux conseils révolutionnaires et aux conseils d'ouvriers qui s'étaient constitués spontanément dans diverses régions du pays et qui s'étaient substitués au Parti communiste dont la structure s'effondrait. M. Nagy, qui était lui-même un communiste de vieille date et qui avait passé bien des années en URSS, a cependant invité des non-communistes à entrer dans son nouveau gouvernement et a écouté les demandes des divers conseils révolutionnaires et conseils d'ouvriers. Il semble que M. Nagy lui-même, comme le pays dans son ensemble, a été surpris du rythme auquel les événements se sont déroulés. Toutefois, constatant que ses compatriotes étaient unanimes à désirer une autre forme de gouvernement et le départ des troupes soviétiques, il a fait cause commune avec les insurgés. Par cette décision, il a dissipé l'impression qu'il avait donnée lorsqu'il se trouvait encore sous la domination de l'AVH, et il est devenu un symbole de l'insurrection bien qu'il n'en ait pas été l'instigateur et qu'il n'en ait jamais été véritablement le chef ;

viii) Pendant les quelques jours où le peuple hongrois a joui de la liberté, le caractère populaire de l'insurrection s'est abondamment manifesté. Une presse et une radio libres ont vu le jour dans toute la Hongrie, et la dissolution de l'AVH a été le signal d'une allégresse générale qui révèle le degré d'unité auquel était parvenue la population, une fois affranchie de la peur qui pesait sur elle ;

ix) La foule s'est livrée à un certain nombre de lynchages et de voies de fait, dont les victimes étaient dans presque tous les cas des agents de l'AVH ou des personnes dont on disait qu'elles avaient collaboré avec eux ;

x) Au cours de cette période, les conseils d'ouvriers ont pris des mesures pour donner aux travailleurs le contrôle effectif des entreprises industrielles nationalisées et pour abolir des institutions impopulaires, comme le système des normes de production. Ces institutions blessaient la population qui les considérait comme injustes à l'égard des ouvriers et dans lesquelles elle voyait le résultat d'accords commerciaux secrets avec l'URSS, accords qu'elle soupçonnait d'imposer un lourd tribut à l'économie hongroise au profit de l'Union soviétique. Pendant les jours de liberté, tandis que les négociations se poursuivaient avec les autorités soviétiques en vue du retrait des troupes russes, on s'est efforcé de débayer les rues de Budapest et la vie commençait à redevenir normale. Les groupes d'insurgés avaient accepté, tout en conservant leur caractère propre, de fusionner pour créer une garde nationale qui, avec l'armée et la police, aurait été responsable du maintien de l'ordre ;

xi) Par opposition à ce qui s'était passé pendant l'insurrection au cours de laquelle on avait réclamé le rétablissement des droits politiques, les divers gouvernements hongrois avaient, jusqu'au 23 octobre, et surtout

jusqu'à l'automne de 1955, violé les droits fondamentaux du peuple hongrois, et ces violations ont repris après le 4 novembre. Le Comité est convaincu qu'il faut considérer comme véridiques les nombreux récits des traitements inhumains et des tortures infligés par l'AVH. Se fondant sur les éléments de preuve produits, il est également convaincu que de nombreux Hongrois, y compris des femmes, ont été déportés en Union soviétique et que certains n'ont peut-être pas été renvoyés chez eux. Ces déportations visaient à briser la révolution. L'action de la population hongroise au cours de son insurrection spontanée a réussi à la débarrasser pendant quelques jours de l'appareil policier qui la terrorisait. Cette réalisation démocratique, obtenue par un peuple uni, a été certes compromise par une « contre-révolution » qui l'a anéantie. Mais cette « contre-révolution » a été la mise au pouvoir par les forces armées soviétiques de M. Kádár et de ses collègues contre un gouvernement qui bénéficiait de l'appui d'une majorité écrasante du peuple hongrois;

xii) Après la seconde intervention soviétique, le 4 novembre, il n'y a eu aucune signe d'appui populaire en faveur du Gouvernement de M. Kádár. M. Kádár a successivement abandonné la plupart des points du programme révolutionnaire qu'il avait tout d'abord promis au peuple hongrois. Sur le point capital, le retrait des troupes soviétiques, il a, alors qu'il s'était auparavant rangé entièrement aux vœux du pays, refusé de discuter la question dans les circonstances présentes. M. Kádár a systématiquement anéanti le pouvoir des ouvriers et des conseils d'ouvriers. Les actes de grève sont punissables de la peine de mort. Le fonctionnement de la justice

a été faussé par la création d'une police et de tribunaux spéciaux et du fait que les droits du prévenu ont été méconnus. Le parti social-démocrate a été de nouveau liquidé. Les élections générales ont été retardées de deux ans. Les écrivains et les intellectuels font l'objet de mesures de répression. Rien dans l'attitude des ouvriers hongrois n'a indiqué qu'ils appuyaient le Gouvernement de M. Kádár ou qu'ils acceptaient l'éventualité d'une occupation soviétique prolongée. Sur les 190.000 Hongrois, pour la plupart des jeunes gens, qui ont fui leur pays, il n'y en a qu'un petit nombre qui ait accepté l'invitation qui leur a été faite d'y retourner. Les paysans ont des raisons d'être reconnaissants à M. Nagy de l'attitude qu'il a prise à l'égard de la collectivisation de l'agriculture et des livraisons obligatoires de produits agricoles ;

xiii) En raison de l'importance de l'intervention étrangère, l'Organisation des Nations Unies était fondée en droit à examiner la question hongroise, d'autant plus qu'elle en avait été priée par le Gouvernement légitime de la Hongrie. Dans le domaine des droits de l'homme, la Hongrie a assumé des obligations internationales précises, aux termes du Traité de paix. C'est pourquoi le Comité estime que les objections fondées sur le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte sont sans valeur dans le cas présent. L'intervention armée massive d'une Puissance sur le territoire d'une autre Puissance, dans l'intention avouée de s'ingérer dans les affaires intérieures de cette dernière, doit, aux termes de la définition que l'Union soviétique elle-même a donnée de l'agression, être considérée comme une question dont la communauté internationale a lieu de se préoccuper.

Annexe

LISTE DE DOCUMENTS RELATIFS A LA QUESTION DE HONGRIE *

A. — Documentation de l'Organisation des Nations Unies

1. Documentation du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.
2. Comptes rendus des débats du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.
3. Documentation du Comité spécial pour la question de Hongrie:
 - a) Comptes rendus des débats;
 - b) Extraits choisis d'auditions de témoins. Nos 1-2;
 - c) Documentation préparée par le Comité.
4. ONU — *Bulletin mensuel de statistique*, avril 1957, vol. XI, n° 4.
5. Publications de la Commission économique pour l'Europe:
 - a) Etude sur la situation économique de l'Europe en 1955 (E/ECE/235);
 - b) Etude sur la situation économique de l'Europe en 1956 (E/ECE/278);
 - c) Bulletin économique pour l'Europe, vol. 8, nos 1 à 3, mai, août et novembre 1956; vol. 9, n° 1, mai 1957.

B. — Documents d'origine hongroise

6. Documents publiés avant l'insurrection:
 - a) *Magyar Közlöny* (Journal officiel de la République populaire hongroise). Table alphabétique pour les nos 1 à 57, 4 janvier au 29 juin 1956; 1^{er} juin au 20 octobre 1956, nos 48 à 92;
 - b) *Budapest Statisztikai Zsebkönyve* (Manuel de statistique de Budapest) 1956, publié par le Bureau central de statistique de Hongrie, 1956.
7. Documents publiés par le Gouvernement Kádár:
 - a) *Magyar Közlöny*: 12 novembre au 29 décembre 1956, nos 93 à 106; 5 janvier au 8 mai 1957, nos 1 à 53.
 - b) Déclarations officielles hongroises (4 novembre 1956 au 9 mai 1957):
 - i) Programme du Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans de Hongrie, annoncé par M. János Kádár, le 4 novembre 1956¹;
 - ii) Déclaration du Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans de la République populaire hongroise, 5 janvier 1957 « Les principales tâches à accomplir »;
 - iii) Problèmes et tâches de l'heure. Résolution adoptée par le Comité central provisoire du Parti socialiste des travailleurs hongrois, 26 février 1957;
 - iv) Discours prononcé par M. István Dobi, Président du Présidium de la République populaire hongroise, devant l'Assemblée hongroise, le 9 mai 1957.
 - c) Publications du Bureau central de statistique (*Központi Statisztikai Hivatal*) de Hongrie:

i) *Fontosabb adatok az 1956 október-decemberi időszakról* (données les plus importantes relatives à la période octobre-décembre 1956) Budapest, 15 janvier 1957, 81 pages;

ii) *Statisztikai Szemle* (Revue statistique), vol. XXXIV, novembre et décembre 1956, nos 11 et 12.

d) Les forces contre-révolutionnaires dans les événements d'octobre de Hongrie. « Livre blanc » publié par l'Office d'information du Conseil des ministres de la République populaire hongroise (vol. I et II).

e) « Le siège de Radio-Budapest: 23 octobre 1956. » Articles parus dans *Népszabadság*, 22 au 28 janvier 1957 (traduit du hongrois).

f) Revue hongroise. Publiée par la Maison d'édition *Akadémiai Kiadó*, Budapest, mars 1957; avril 1957.

8. Journaux hongrois:

a) Publiés avant l'insurrection:

i) *Hétfői Hírlap* (Les nouvelles du lundi), 22 octobre 1956;

ii) *Irodalmi Ujság* (La gazette littéraire). Organe de l'Union des écrivains hongrois. 1955: 23, 30 juillet; 6 août; 3, 10 septembre; 8, 23 octobre; 2 novembre; 24, 31 décembre. 1956: 7, 14, 21 janvier; 4, 25 février; 3, 10, 17, 24, 31 mars; 7, 14, 21, 28 avril; 5 mai; 2, 9, 16 juin; 25 août; 1, 8, 15, 29 septembre; 6 octobre; 2 novembre;

iii) *Magyar Nemzet* (La nation hongroise). Organe du Front populaire patriotique, 20 juin 1956;

iv) *Népszava* (La voix populaire). Organe du Conseil des syndicats hongrois. 9 septembre 1956;

v) *Szabad Ifjúság* (La jeunesse libre). Organe de la jeunesse travailleuse (DISZ). 18 octobre 1956;

vi) *Szabad Nép* (Le peuple libre). Organe du Parti des travailleurs hongrois. 30 juin au 31 décembre 1955; 1^{er} janvier au 22 octobre 1956;

vii) *Társadalmi Szemle* (La revue sociale). Organe scientifique du Parti des travailleurs hongrois. Septembre 1955.

b) Publiés pendant l'insurrection²:

<i>A Szív</i>	3 novembre
<i>Az Én Ujságom</i>	31 octobre
<i>Egyetemi Ifjúság</i>	29, 31 octobre; 2 novembre
<i>Esti Budapest</i>	27 octobre
<i>Esti Hírlap</i>	30 octobre
<i>Győr-Sopron-Megyei Hírlap</i>	1 ^{er} , 3 novembre
<i>Hétfői Hírlap</i>	30 octobre
<i>Igazság</i>	30 octobre; 1 ^{er} , 2, 3 novembre
<i>Irodalmi Ujság</i>	23 octobre, 2 novembre (il existe également des traductions française et anglaise)
<i>Kis Ujság</i>	1 ^{er} , 2, 3 novembre
<i>Magyar Függelenség</i>	30, 31 octobre; 1 ^{er} , 2, 3 novembre
<i>Magyar Honvéd</i>	31 octobre; 1 ^{er} , 2, 3 novembre
<i>Magyar Ifjúság</i>	3 novembre
<i>Magyar Jövő</i>	3 novembre
<i>Magyar Nemzet</i>	26, 31 octobre; 1 ^{er} , 2, 3 novembre
<i>Magyar Szabadság</i>	30 octobre; 1 ^{er} novembre

* Cette liste ne constitue pas une bibliographie relative à la révolution hongroise, mais une liste des documents qui ont été mis à la disposition du Comité spécial pour la question de Hongrie.

¹ Chap. XIV, par. 642.

² Voir chap. XII, par. 587, note 4.

<i>Magyar Világ</i>	1 ^{er} , 2, 3 novembre
<i>Népakarat</i>	1 ^{er} , 2, 3 novembre
<i>Néphadsereg</i>	29 octobre
<i>Népszabadság</i>	2, 3 novembre
<i>Népszava</i>	25, 26, 29, 30, 31 octobre; 1 ^{er} , 2, 3 novembre
<i>Reformáció</i>	4 novembre
<i>Szabad Dunántúl</i>	1 ^{er} , 2 novembre
<i>Szabad Ifjúság</i>	23, 27, 29, 30 octobre
<i>Szabad Magyar Rádió</i>	31 octobre
<i>Szabad Nép</i>	22, 23, 26, 27, 28, 29 octobre
<i>Szabad Szó</i>	31 octobre
<i>Szabolcs-Szatmári Néplap</i>	23, 24, 25 octobre
<i>Uj Ember</i>	4 novembre
<i>Uj Magyarország</i>	2, 3 novembre
<i>Valóság</i>	1 ^{er} , 2 novembre
<i>Vasi Hírlap</i>	1 ^{er} novembre
<i>Veszprémmegyei Népláság</i>	30 octobre
c) Publiés après le 4 novembre 1956 ³ :	
<i>Dunántúli Napló</i>	5 novembre; 28 au 31 décembre 1956; 13 au 16, 19 au 20 janvier 1957
<i>Érdekes Ujság</i>	19 janvier 1957
<i>Esti Hírlap</i>	28 au 30 décembre 1956; 3 au 11, 13 au 17 janvier 1957
<i>Északmagyarország</i>	29 au 31 décembre 1956; 3 au 6, 9 au 20 janvier 1957
<i>Fejér Megyei Hírlap</i>	16 au 18, 21 novembre 1956
<i>Hazánk (Győr)</i>	10 au 26 novembre; 5 décembre 1956; 5 au 15, 17 au 20 janvier 1957
<i>Magyar Honvéd</i>	22, 23 novembre 1956
<i>Magyar Ifjúság</i>	5, 12 janvier 1957
<i>Mai Nap</i>	16, 19 décembre 1956
<i>Napló (Debrecen)</i>	16 novembre; 13 décembre 1956
<i>Népakarat</i>	16, 18, 23 novembre; 6 au 13, 16 au 20, 22 décembre 1956; 3 au 22 janvier; 13 mars jusqu'à maintenant
<i>Népszabadság</i>	13 au 14, 17 au 18, 20, 22 au 23, 27, 30 novembre; 1 ^{er} décembre 1956 jusqu'à maintenant
<i>Szabad Föld</i>	16 décembre 1956; 13 janvier 1957
<i>Szabad Nép</i>	6, 9, 11 novembre 1956
<i>Szabad Ózd</i>	14 novembre 1956
<i>Szabolcs-Szatmár-Megye</i>	
<i>Népe</i>	18 novembre 1956
<i>Uj Zala</i>	13 novembre 1956
<i>Vasmegeye</i>	14 novembre 1956
<i>Vas Népe</i>	20, 24 novembre 1956

9. Autres documents d'origine hongroise reçus de témoins :

a) Mémoire établi par les « chefs des forces hongroises de la libération » concernant les vues du « Gouvernement légal de la Hongrie, prisonnier des autorités soviétiques et du peuple hongrois qui combat pour la liberté ».

b) Déclarations écrites d'un témoin sur :

- Le rôle joué par les paysans hongrois et le mouvement coopératif de 1945 à 1956;
- L'origine de la révolution hongroise;
- L'Armée hongroise et l'AVH entre le 23 octobre et le 14 décembre 1956.

c) Mémoire d'un témoin sur :

- La justice hongroise, 1945 à 1956;
- Situation des membres du barreau;
- La situation des ouvriers;
- La situation de la bourgeoisie.

d) Déclaration d'un ingénieur éminent sur « l'exploitation économique » de la Hongrie depuis 1948.

e) Photostats de documents concernant l'arrestation de plusieurs témoins et de leur libération ultérieure.

f) Déclaration d'une Hongroise communiste sur :

- Son arrestation et le traitement qu'elle a subi en prison;
- La désintégration du Parti des travailleurs hongrois, à partir de mai 1956;
- La position prise par les intellectuels.

g) Photostats des documents publiés au début de la réunion de masse des étudiants de l'Université technique le 22 octobre 1956 ou ayant trait à cette réunion⁴ communiqués par un témoin.

h) Photostat d'un pamphlet contenant 17 revendications de la jeunesse universitaire, publié le 23 octobre 1956, communiqué par un témoin.

i) Manifeste et quatre autres déclarations d'écrivains hongrois, publiés au cours de la révolution; traduction française du numéro du 2 novembre 1956 de *Irodalmi Ujság*; et numéro du 15 mars 1957 de la même publication publié en dehors de la Hongrie par des membres en exil de l'Union des écrivains.

j) Protocole établi le 31 mars 1957, dans un camp de réfugiés hongrois en Italie, sur les activités terroristes de l'AVH.

k) Récit et notes d'un témoin concernant les pertes subies par les forces soviétiques entre les 24 et 27 octobre 1956, à Budapest.

l) Mémoire préparé par un témoin, sur les discussions qui ont eu lieu le 29 octobre 1956 au Commandement des forces aériennes hongroises, concernant la possibilité de bombarder les forces soviétiques en Hongrie.

m) Déclaration d'un témoin au sujet du Parquet général, pendant et après l'insurrection.

n) *Ahogy Lehet* (« Ce qui pourrait être ») (numéro spécial d'une revue littéraire et culturelle consacré à l'insurrection hongroise, Par., octobre 1956 à janvier 1957, vol. VIII, n° 10; IX, n° 1, nos 93-94 (communiqué par un témoin).

o) Mémoire communiqué par un journaliste hongrois sur :

- « La désintégration du Parti communiste hongrois »;
- Les mouvements des troupes russes;
- « Contrôle russe sur la Hongrie ».

p) Mémoire sur le Conseil central des ouvriers de Csepel, préparé par un témoin.

q) Mémoires communiqués par un témoin sur :

- L'origine et le rôle des conseils d'ouvriers en Hongrie ;
- La situation économique en Hongrie avant l'insurrection.

r) Tracts communiqués par un témoin (photostats de vingt tracts, déclarations, manifestes et mémoires publiés à Budapest pendant et après l'insurrection).

C. — Rapports d'écoute

10. *British Broadcasting Corporation (BBC). Résumé d'émissions radiophoniques mondiales :*

- Première partie (URSS);
- Deuxième partie A (Pologne, Tchécoslovaquie, Allemagne orientale, Finlande);
- Deuxième partie B (Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Albanie, Yougoslavie);

Publié par le Service d'écoute de la BBC, à partir du 22 octobre 1956.

11. *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) (Etats-Unis d'Amérique). Rapport quotidien :*

Emissions radiophoniques étrangères — URSS et Europe orientale, à partir du 22 octobre 1956.

12. *A Magyar Forradalom és Szabadságharc. A hazai rádióadások Tükre n. 1956 október 23-november 9.* (La révolution hongroise et la lutte pour la liberté d'après les émissions radiophoniques hongroises, 23 octobre-9 novembre 1956).

³ Chap. XIV, par. 700.

⁴ Chap. X, par. 439 à 452; chap. IX, par. 404.

D. — Communications

transmises par certains Etats membres de l'ONU⁵

13. *Australie*. — Rapport de M. Eugène Gorman, Q.C., sur la question de Hongrie.

14. *Belgique*. — Mémoire transmis par le délégué permanent de la Belgique auprès de l'Office européen de l'ONU.

15. *France*. — Rapport sur la révolution hongroise (transmis par le représentant permanent de la France auprès de l'Office européen de l'ONU).

16. *Italie*. — Rapport sur les événements de Hongrie (transmis par le délégué permanent de l'Italie auprès de l'Office européen de l'ONU).

17. *Pays-Bas*. — Communication relative aux événements de Hongrie et à l'intervention étrangère dans ce pays, en octobre et en novembre 1956 (émanant de la délégation des Pays-Bas auprès de l'Office européen de l'ONU).

18. *Royaume-Uni* :

a) « Report on the Hungarian revolution » (transmis par la délégation permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

b) Documentation transmise par la délégation permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sous forme d'annexes à « Report on the Hungarian revolution » :

A. Manifeste des étudiants en date du 22 octobre 1956; B. Traduction d'un article de Miklós Molnár publié dans *Szabad Nép* du 29 octobre 1956 en réponse à la *Pravda*; C. Traduction des allocutions radiodiffusées du cardinal Mindszenty, prononcées les 1^{er} et 3 novembre 1956; D. Traduction des allocutions et déclarations prononcées entre le 29 octobre et le 3 novembre 1956 par diverses personnalités hongroises importantes; E. Traduction de programmes et de déclarations du Parti, 26 octobre-3 novembre 1956; F. Traduction d'articles et déclarations sur la neutralité de la Hongrie; G. Déclarations et opinions de diverses personnalités hongroises, 26 octobre-3 novembre 1956; H. Traduction de *Irodalmi Ujság*, publiée le 2 novembre 1956; I. Mémoire du Conseil des ouvriers du Grand-Budapest, 6 décembre 1956; J. Traduction d'une déclaration des partis démocratiques et organisations révolutionnaires de Hongrie, le 8 décembre 1956; K. Télégramme adressé à M. N. A. Bulganine par le Conseil des ouvriers du Grand-Budapest, le 15 décembre 1956; L. Déclaration adoptée le 28 décembre 1956 par l'Assemblée générale de l'Union des écrivains hongrois.

c) Extraits de la presse britannique parue entre le 23 octobre 1956 et le 31 janvier 1957 (transmis par la délégation permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

d) Aperçus de la presse hongroise quotidienne et hebdomadaire :

i) Numéros de la presse quotidienne contenant des articles sur la question parus entre le 22 octobre 1956 et le 3 février 1957;

ii) Deux numéros de la revue bimensuelle « Revue des périodiques hongrois », 21 janvier et 4 février 1957.

e) Autres mémoires sur différents aspects de la révolte hongroise, transmis par le Gouvernement du Royaume-Uni.

f) Photostats d'un certain nombre de tracts, déclarations et manifestes publiés à Budapest pendant la période révolutionnaire et actuellement en la possession des autorités britanniques. La traduction officielle d'un certain nombre d'entre eux est jointe au dossier. Ces pièces sont numérotées de 1 à 44; deux photostats d'un bordereau contenant le sommaire de chacun des tracts sont également joints.

g) Documents publiés au Royaume-Uni :

i) « Hungarian Tragedy », par Peter Fryer;

ii) « Hungarian and the Communist Party », par Peter Fryer;

iii) « A Handful of Ashes », par Noel Barber;

iv) « The Hungarian Revolution », par George Mikes;

v) « What really happened in Hungary », par Basil Davidson;

vi) « Encounter », janvier 1957, contenant un article intitulé « Two Wandering Satellites » par Peter Miles;

vii) « Picture Post », supplément spécial intitulé « Cry Hungary »;

viii) « Le soulèvement du peuple hongrois », décembre 1956;

ix) « La résistance hongroise continue », janvier 1957;

x) « La répression en Hongrie », février 1957;

(Les trois derniers articles existent également en anglais et en espagnol.)

h) Une série de photos de l'exposition qui s'est tenue à Londres en novembre 1956.

19. *Etats-Unis d'Amérique* :

a) Chronologie des événements de Hongrie du 23 octobre au 23 novembre 1956.

b) Rapport sur la révolution hongroise (circonstances; chronologie des événements; analyse et commentaires).

c) Rapports d'écoute de la révolution hongroise, d'octobre à novembre 1956.

d) Appels et tracts :

i) Appels des étudiants de l'université (22-24 octobre 1956);

ii) Appels des conseils révolutionnaires: Budapest, 28 octobre 1956; Győr, 30 octobre 1956;

iii) Appels du Commandement militaire soviétique à Budapest et Győr, 6-7 novembre 1957;

iv) Appel de la Fédération syndicale mondiale, Prague, 3 novembre 1956;

v) Autres appels et tracts divers (88 pages photocopiées).

E. — Documents d'origine non gouvernementale

20. Résumé de communications reçues par le Comité, de sources non gouvernementales.

21. Dépositions transmises par la Commission internationale contre le régime concentrationnaire⁶.

22. Documents communiqués par la Commission internationale de juristes⁷ :

a) Mémoires: i) Documents de base sur la situation juridique en Hongrie; ii) La Hongrie et la définition soviétique de l'agression; iii) La situation hongroise à la lumière des Conventions de Genève de 1949; iv) Jugements sommaires en Hongrie.

b) « The Hungarian Situation and the Rule of Law », La Haye, 1957.

23. « On Human Rights in Hungary before the Revolution. » Mémoire transmis au Comité spécial pour la question de Hongrie et rédigé par Lázló Varga le 12 avril 1957 au nom de la Federation of Free Hungarian Jurists in America.

24. « Vier Tage Freiheit » — « Der Kampf des ungarischen Volkes und die Gewerkschaften der freien Welt » (Bruxelles, 1957). Brochure transmise par la Confédération internationale des syndicats libres.

25. « Plainte contre le Gouvernement hongrois relative aux atteintes portées à la liberté syndicale. » Texte d'une plainte présentée par le Secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats libres au Directeur général du Bureau international du Travail (10 avril 1957).

26. Rapport sur la Hongrie présenté par la délégation de la Fédération syndicale mondiale (23-27 novembre 1956) (comprend à l'annexe 1 des « Notes on an Interview with János Kádár and György Marosán, on 24 November »).

F. — Divers

27. Texte des déclarations officielles des gouvernements sur la question de Hongrie (compte non tenu des déclarations faites à l'ONU).

28. Coupures et extraits de la presse mondiale depuis le 22 octobre 1956.

⁵ Ibid., par. 29.

⁷ Chap. XV, par. 720.

⁶ Chap. I, par. 28.

INDEX AU RAPPORT

Note : Les chiffres se réfèrent au numéro des paragraphes. On trouvera également d'autres renvois dans le corps du rapport.

Accord entre le Gouvernement de la République populaire hongroise et le Gouvernement de l'URSS concernant le statut juridique des forces soviétiques stationnées temporairement sur le territoire de la République populaire hongroise (27 mai 1957) Chap. VIII, annexe A (texte), 363

Azél, Tamás 385

Agence télégraphique hongroise 532, 671

Agents provocateurs 100, 124, 127, 135

Agression 324

Alliance de la paysannerie hongroise 586

Alliance révolutionnaire de la jeunesse hongroise libre 515, 516

Andropov, I. V. 336, 337

Appel adopté lors d'une réunion des étudiants de l'Université technique de Budapest... (19 octobre 1956) Chap. IX, annexe G (texte)

Appel du Comité révolutionnaire des intellectuels hongrois (28 octobre 1956) Chap. IX, annexe G (texte)

Appel des membres de la DISZ de la faculté de médecine de Budapest (22 octobre 1956) Chap. IX, annexe B (texte)

Apró, Antal 288, 296, 569, 589, 650

Armée de l'air hongroise 174, 176, 307, 311 *Voir aussi* Comité révolutionnaire de la défense nationale

Armée hongroise 307, 310, 311 *Voir aussi* Comité révolutionnaire de la défense nationale

attitude envers les forces soviétiques 160, 188-190

attitude envers les insurgés 60, 160, 187-192, 195, 471, 472, 478, 612

désintégration 60, 188, 195, 613, 614

Armes et matériel hongrois 60, 61, 165, 199, 201, 473, 477

Armes et matériel soviétiques 61, 76, 175, 179, 183, 200, 201

Arrestations et détentions 84, 86, 606, 609, 611, 652, 691, 713, 716, 724, 725, 760, 761, 764, 767

Assemblée nationale *Voir* Elections

Association des journalistes 701, 708

AVH 769

exemples de brutalité 768, 770-776

haine populaire 47, 145, 777

liquidation 68, 71, 520, 572, 615, 779

rapports avec les forces soviétiques 145, 166, 168, 400, 615, 616

remplacement 615, 763, 764, 767

résistance 56, 145, 469, 470, 478, 482

Báli, Sándor 652

Baranya (comitat) 206, 207

Bata, István 566

Bebrits, Lajos 569

Bechtler, Péter 512

Bibliographie Annexe

Bibó, István 295, 584, 589

Bielkin, général 431

Bognár, József 568, 588

Boulganine, N. A. 316

Budapest (carte) Hors-texte

Buts de la Ligue de la jeunesse travailleuse (23 octobre 1956)

Chap. IX, annexe F (texte)

Casernes Kilián, Budapest *Voir* Combats, 1^{re} et 2^e phases, à Budapest

Cercle Petöfi 353, 354, 584-586, 688

Dix points (22 octobre 1956) Chap. IX, annexe E (texte)

Cercle Tánácsics 697

Cessez-le-feu, ordre de (28 octobre 1956) 67, 70, 238

Charte des Nations Unies 312, 320-322

Chepilov, D. T. 99, 264, 265, 318, 319, 325, 357

Cinéma Corvin, Budapest *Voir* Combats, 1^{re} et 2^e phases, à Budapest

Citadelle de Budapest *Voir* Combats, 1^{re} et 2^e phases, à Budapest

Combats, 1^{re} phase

à Budapest 64, 163, 164, 170, 479-482

en province 167, 168

Combats, 2^e phase

à Budapest 79, 196-198, 200, 202, 203

en province 79, 200, 204, 206-208, 210-214

Comité révolutionnaire de la défense nationale 193, 518, 520-522

Comité révolutionnaire des forces armées 522

Comité révolutionnaire des intellectuels hongrois *Voir* Conseil révolutionnaire des intellectuels hongrois

Comité révolutionnaire du Ministère des affaires étrangères 525, 526

Comité spécial pour la question de Hongrie *Voir* Nations Unies.

Comité spécial pour la question de Hongrie

Commandement militaire soviétique 78, 83, 598-619

ordres 601 (texte)

surveillance des communications 606-608

Commission internationale de juristes 29

Commission internationale contre le régime concentrationnaire 720

Conférence de Varsovie 316

Conseil central des ouvriers de Csepel 619, 621, 645, 654

Proclamation (8 janvier 1957) 657, 674

Conseil militaire révolutionnaire 173, 519

Conseil national des syndicats et Conseil national des syndicats libres 555, 671-675

Conseil national transdanubien 62, 171, 506-509

Conseil des ouvriers du Grand-Budapest 86, 354, 521, 645-650, 652, 653

Proclamation (6 décembre 1956) 652

Conseil révolutionnaire de Budapest-Sud 236

Conseil révolutionnaire de Csepel 203

Conseil révolutionnaire des étudiants 171, 244, 513, 514

Conseil révolutionnaire des intellectuels hongrois 88, 354

Appel (28 octobre 1956) Chap. IX, annexe G (texte)

Appel (12 novembre 1956) 693

Manifeste (24 novembre 1956) 695

Conseil révolutionnaire de Miskolc 171

Conseil révolutionnaire national de Hongrie 536

Conseils d'ouvriers 63, 86, 138, 489-491, 641-675, 692

constitution 542-545, 553

reconnaissance 238, 491, 492, 549-552, 556-559, 641, 649

réglementation 649, 655, 656, 660

revendications 546, 548, 643, 644, 650

rôle du Parti communiste 663-670

Conseils révolutionnaires 62, 485, 487, 490, 491, 524, 527-532, 692

abolition 652, 691

organisation 493-502, 505, 510-512, 533-535

reconnaissance 238, 491, 492, 507, 537, 538

revendications 503, 504, 506, 525-536

Contre-révolution 97, 105, 107, 132, 138, 140, 146, 651

préparatifs prétendus 120-123

Csepel, île de *Voir* Combats, 1^{re} et 2^e phases, à Budapest

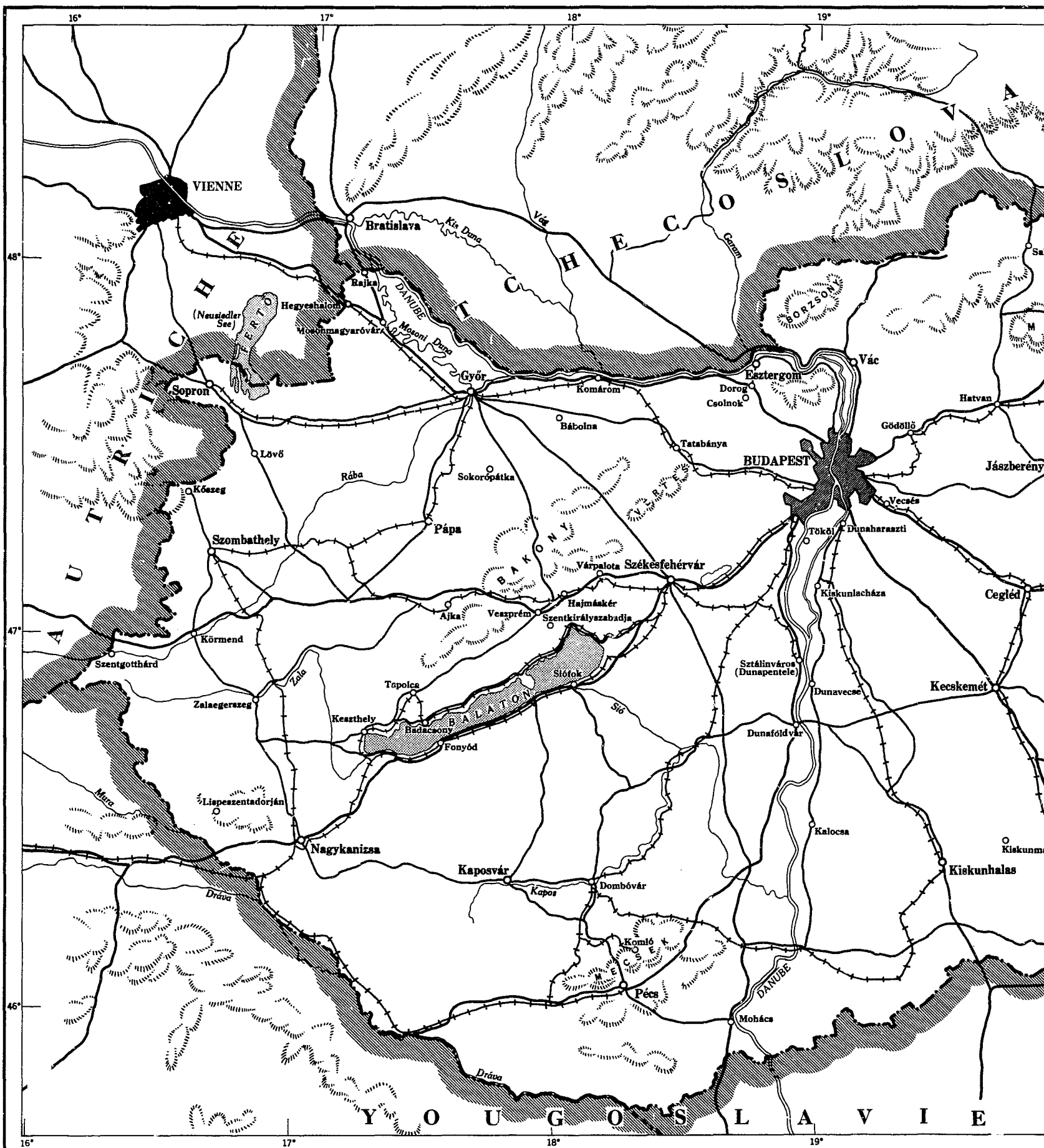
Csergő, János 569

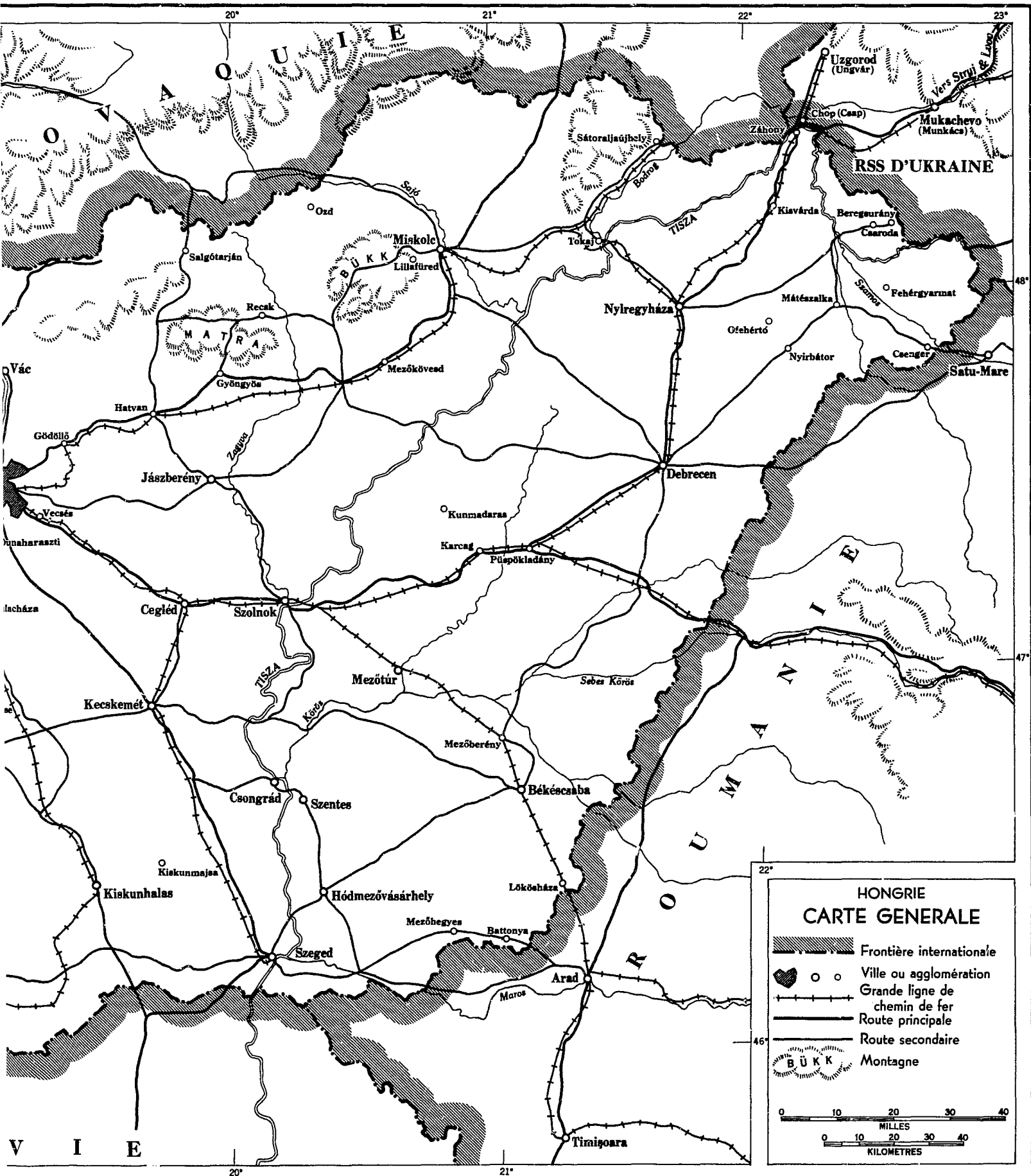
Czottner, Sándor 569

- Darvas, József 566
- Debrecen Voir Combats, 1^{re} phase, en province
- Déclaration sur les bases du développement et du renforcement ultérieur de l'amitié et de la coopération entre l'Union soviétique et les autres Etats socialistes* Voir *Déclaration soviétique* (30 octobre 1956)
- Déclaration du Gouvernement de la République populaire hongroise* (28 octobre 1956) 326
- Déclaration de neutralité de la Hongrie* 74, 337, 338 (texte)
- Déclaration publiée conjointement par le Gouvernement de l'Union soviétique et par le Gouvernement de la République populaire hongroise* (28 mars 1957) 325, 363
- Déclaration soviétique* (30 octobre 1956) 104, 331-332
- Déportations 84, 211, 212, 713-740
- Déry, Tibor 379, 697
- Destruction d'immeubles 197, 211, 748
- DISZ (Ligue de la jeunesse travailleuse) 49
- Appel...* (22 octobre 1956) Chap. IX, annexe B (texte)
- Buts de la Ligue...* (23 octobre 1956) Chap. IX, annexe F (texte)
- Résolution...* (22 octobre 1956) Chap. IX, annexe C (texte)
- Dix points du Cercle Petöfi, les* (22 octobre 1956) Chap. IX, annexe E (texte)
- Dobi, István 225, 569
- Dögei, Imre 296
- Donát, Ferenc 281, 630
- Droits de l'homme 741-783
- Dudás, József 536, 760
- Dunapentele Voir Combats, 2^e phase, en province
- Elections 88, 237, 238, 646, 679, 689
- Erdei, Ferenc 66, 75, 221, 279, 341, 568, 584, 588
- Érdekes Ujság* 700
- Esti Hírlap* 700
- Eszterházy, le prince Pál 136, 140
- Etudiants Voir DISZ; KISZ; MEFESZ; Insurrection du 23 octobre 1956
- Evacuation de civils soviétiques 175, 206
- Exécutions 606, 609, 762
- Farkas, Ferenc 72, 341, 342, 584, 589, 592
- Farkas, général Mihály 387, 388, 404 chap. IX, annexes A, C et E
- Farkas, lieutenant-colonel Vladimir 273, 388
- Fazekas, György 630
- Fédération hongroise des associations d'étudiants des universités et collèges Voir MEFESZ
- Fédération syndicale mondiale 673, 674
- Fischer, József 589
- Forces contre-révolutionnaires dans les événements d'octobre de Hongrie* Voir *Livre Blanc hongrois*
- Forces militaires soviétiques en Hongrie 51, 157-159, 166, 183, 304, 306 Voir aussi Combats; Intervention militaire soviétique
- déploiement, 1^{re} phase 51, 74, 153-154, 178-185, 261, 262
- déploiement, 2^e phase 76, 78, 111, 178-185
- résistance 160-153, 166, 198, 215
- retrait 70, 171-178, 305, 327-330, 332, 333, 347-355, 368, 520
- négociations 67, 74, 75, 230, 286, 290, 330, 336, 646
- Front populaire patriotique 565, 656
- Fryer, Peter 148
- Garde nationale 71, 173, 211, 522
- Gáspár, Sándor 350, 671, 675
- Gellért, colline de, Budapest Voir Combats, 1^{re} et 2^e phases, à Budapest
- Gerő, Ernő 117, 232, 242, 246, 247, 250, 251, 255, 260, 262
- discours (23 octobre 1956) 55, 223, 464-466
- remplacement 65, 230, 275
- Gouvernement le coalition Voir Gouvernement Nagy, 3 novembre 1956
- Gouvernement Kádár 76-78, 296-300, 680
- appui soviétique 83, 622, 623, 689
- communications adressées à l'Organisation des Nations Unies 326
- décrets 735-756, 758-769, 781
- désavoué par le Gouvernement Nagy 295
- formation 268, 296, 596, 626, 627
- légalité du pouvoir 299-300, 624
- programme 296, 360, 642, 689
- Gouvernement Nagy (27 octobre 1956) 66, 276, 279, 288, 565-569
- communications adressées à l'Organisation des Nations Unies 74, 326
- Conseil des ministres 566
- désaveu du Gouvernement Kádár 295
- ministère restreint 288, 573, 575
- renversement 289-291, 295
- Gouvernement Nagy (3 novembre 1956) 72, 106, 342, 367, 588-593
- Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans de Hongrie Voir Gouvernement Kádár
- Grebennik, général K. 343, 601, 606, 622
- Grèves 85-87, 604, 616, 644, 645, 650-652, 659 Voir aussi Résistance passive
- Groupe R Voir AVH
- Gyenes, Antal 567
- Győr Voir Combats, 1^{re} et 2^e phases, en province
- Haraszi, Sándor 630
- Háy, Gyula 121, 379
- Hegedüs, András 65, 219, 246, 247, 255, 260, 262, 317, 566, 776
- Hongrie (carte) Hors-texte
- Hongrie Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies
- Mémoire* (4 février 1957) 91, 122, 125, 362
- Horthy, amiral Miklós 136
- Horváth, Imre 288, 296, 346, 358, 387, 589
- Ignotus, Pál 382
- Illyés, Gyula 584
- Insurrection du 23 octobre 1956
- buts 108, 237, 391, 401
- caracère 111, 129, 278, 280, 374, 392-400
- historique 47-50, 370-404
- réunion d'étudiants (22 octobre 1956) 437-444
- revendications culturelles 372, 379, 397, 421, 423
- revendications économiques 372, 423
- revendications politiques 372, 376-378, 423
- manifestations 53, 54, 452-467
- origines (point de vue soviétique) 96-98, 114-117
- premiers coups de feu 56, 399, 469
- Intervention militaire soviétique (24 octobre 1956) 151-185, 479, 480, 744 Voir aussi Combats, 1^{re} phase; Forces militaires soviétiques en Hongrie
- demandes du Gouvernement hongrois 56, 69, 104, 106, 260, 261, 264, 318, 320
- attribuée à Gerő 242, 260
- attribuée à Hegedüs 242, 259
- attribuée à Nagy 216, 226, 231, 259
- démenti par Nagy 216, 242, 243, 245, 263
- justification 103, 109-112
- Intervention militaire soviétique (4 novembre 1956) 186-215, 597-600, 744 Voir aussi Combats, 2^e phase; Forces militaires soviétiques en Hongrie
- demande du Gouvernement hongrois 269, 606, 646
- Jánosi, Ferenc 221, 630
- Janza, général Károly 172, 173, 567, 589
- Jászberény Voir Combats, 1^{re} phase, en province
- Kádár, János 65, 73, 107, 110, 111, 254, 589 Voir aussi Gouvernement Kádár
- attitude politique 280, 283, 284
- carrière (1929-1956) 271-274
- collaboration avec Nagy 285, 286

- Kádár, János (*suite*)
déplacements, 1^{er} au 7 novembre 1956 287, 297
désaveu du Gouvernement Nagy 288
discours (24 octobre 1956) 275
discours (25 octobre 1956) 275
discours (30 octobre 1956) 279
discours (1^{er} novembre 1956) 281
discours (4 novembre 1956) 296, 319
discours (8 novembre 1956) 356
discours (11 novembre 1956) 356
discours (15 novembre 1956) 325
discours (28 novembre 1956) 356
discours (5 janvier 1957) 360, 656, 665, 686
discours (2 février 1957) 361
discours (11 mai, 1957) 364, 707
- Kállai, Gyula 780
- Kalocsa *Voir* Combats 2^e phase, en province
- Kardelj, Edvard 653
- Karinthy, Frigyes 421
- Kassák, Lajos 382
- Kecskemét *Voir* Combats, 2^e phase, en province
- Kelemen, Gyula 140, 569, 580, 583, 589
- Kéthly, Anna 7, 329, 346, 569, 580, 582, 583, 589, 591
- Kiráiy, général Béla 7, 173, 193, 290, 522
- Kiss, Arpád 567
- Kiss, Károly 664
- Kőbánya, Budapest *Voir* Combats, 2^e phase, à Budapest
- Kodály, Zoltán 585, 694
- Koniev, maréchal I. S. 314, 680
- Kopácsi, Sándor 257, 281
- Kós, Péter 326, 346, 504, 525
- Kossa, István 288, 296, 569
- Kouznetsov, Vassili 358
- Kovács, Béla 66, 75, 140, 568, 569, 578, 589, 591, 687
- Kovács, Imre 584
- Kovács, général István 193, 290, 341
- Kövágó, József 7, 341, 512
- Liberté d'expression 121, 379, 694, 696, 701, 767, 778 *Voir aussi*
Presse; Office national de l'information
- Ligue de la jeunesse travailleuse (Parti communiste) *Voir* DISZ
- Livre Blanc hongrois 91, 99-101, 122, 126, 136
- Losonczy, Géza 281, 295, 330, 341, 589, 630
- Lukács, György 281, 567
- Magyar Október* 719
- Maléter, général Pál 67, 72, 75, 184, 193, 290, 341, 343, 589
- Malinin, général 290, 343
- Marosán, György 296, 325, 687, 696, 701, 706
- Marton, général András 193, 341
- Mátyás, László 763
- MEFESZ 353, 354, 437-440
- Mikoyan, A. I. 253, 254, 286, 334
- Mindszenty, cardinal 71, 137, 140, 504, 779
- Miskolc *Voir* Combats, 2^e phase, en province
- Mód, Péter 91, 525
- Molnár, Erik 428, 569, 589
- Münnich, Ferenc 286, 288, 296, 567, 589, 757
- Náder, colonel 193
- Nagy, Ferenc 142
- Nagy, Imre 48, 54, 59, 133 *Voir aussi* Gouvernement Nagy
(27 octobre 1956 et 3 novembre 1956)
attitude politique 220, 339
carrière (1918-1956) 218-220
détention (octobre 1956) 217, 233-239, 246-250, 256, 257
discours (24 octobre 1956) 228, 229, 250, 251
discours (25 octobre 1956) 230, 252
discours (31 octobre 1956) 243, 333
discours (4 novembre 1956) 291
droit d'asile 80, 295, 630-634
popularité 218-221, 227-232, 462
- Nations Unies 320, 326, 346, 347, 353
- Nations Unies. Assemblée générale
Résolution 272 (III) 741
Résolution 294 (IV) 741
Résolution 385 (V) 741
Résolution 1132 (XI) Chap. I, annexe A (texte) 322, 323
- Nations Unies. Assemblée générale (XI), 582^e séance plénière
(19 novembre 1956) 318, 319
- Nations Unies. Charte 312, 320-322
- Nations Unies. Comité spécial pour la question de Hongrie
composition 1
conclusions 149-150, 185, 215, 266, 301-303, 365-369, 560,
561, 640, 708-712
création 1-2, Chap. I, annexe
procédure 4-5, 24-26, 32-34, 36, 44-46
rapport
adoption 5
agencement 35, 37-43
conclusions 784
documentation 27-31; Annexe « Liste de documents rela-
tifs à la question de Hongrie »
rapport intérimaire 3, 36
rapports avec gouvernements 4, 27-28, 32-34, 44, 90-91, 93, 270
- Nations Unies. Conseil de sécurité. Réunion d'urgence 293
- Németh, László 584, 591
- Népakarat* 698
- Népszabadság* 698
- Neutralité autrichienne 143
- Neutralité hongroise 74, 326, 327, 333, 337, 338, 339, 340, 341,
646, 648
- Nezvál, Ferenc 757
- Non, György 429, 776
- Obersovszky, Gyula 696
- Office national de l'information 88, 699 *Voir aussi* Liberté d'ex-
pression; Presse
- Organisation combattante des jeunes ouvriers et de la jeunesse
travailleuse 517
- Organisation internationale du Travail 675
- Organisations de jeunesse 702-707 *Voir aussi* DISZ; MEFESZ;
Insurrection du 23 octobre
- Pálinkás, commandant Anton 137
- Parlement, Bâtiment du, Budapest *Voir* Combats, 1^{re} et 2^e phases,
à Budapest
- Parlement de la jeunesse du 27 octobre (projet) 451
- Parti communiste *Voir* Parti socialiste des travailleurs hongrois;
Parti des travailleurs hongrois
- Parti conservateur hongrois 587
- Parti démocrate chrétien 587
- Parti démocratique 47
- Parti démocratique populaire 587
- Parti de l'indépendance hongroise 587
- Parti de la jeunesse révolutionnaire hongroise 587
- Parti national paysan 47, 584 *Voir aussi* Parti Petöfi
- Parti des petits propriétaires indépendants 47, 88, 354, 568, 578,
586, 678
- Parti social-démocrate hongrois 47, 88, 281, 329, 579-583, 678,
687, 688
- Parti socialiste des travailleurs hongrois 73, 115, 280, 505, 625,
629, 656, 665, 684 *Voir aussi* Parti des travailleurs hongrois
- Parti des travailleurs hongrois 47, 48, 115, 280, 625 *Voir aussi*
Parti socialiste des travailleurs hongrois
- Partis politiques 47, 66, 68, 72, 238, 573, 576-587, 676, 679, 687
Voir également sous les différents noms
- Pécs *Voir* Combats, 1^{re} et 2^e phases, en province
- Pertes hongroises 200, 202, 210-212, 214, 482, 621, 747, 748
- Pertes soviétiques 164, 197, 202, 207, 211, 212
- Pestszerterzsébet, Budapest *Voir* Combats, 2^e phase, à Budapest
- Péter, général Gábor 378
- Piros, László 566
- Pologne, événements d'octobre 50, 381, 390, 394

- Presse 587, 654, 694, 698-700 Voir aussi Liberté d'expression;
 Office national de l'information
 Procédure sommaire 225, 229, 652, 659, 753-756, 760
 Proclamation de l'Union des écrivains hongrois (23 octobre 1956)
 404 B (texte)
- Rácz, Sándor 652
 Radio, immeuble, Budapest 57, 155, 468-472
 Radio-Kossuth, poste libre de 291-294
 Radio Free Europe 100, 126, 128, 130, 131, 209
 Radio « Rákóczi » 209
 Radio « Róka » 202
 Rajk, Julia 389, 630
 Rajk, László 47, 48, 272, 378, 386
 Rákosi, Mátyás 47, 48, 117, 273, 377, 386
 Réfugiés 707 Voir aussi Déportations
 Résistance passive 83-87, 602, 604, 616 Voir aussi Grèves
 Résolution adressée aux participants à la réunion de masse de la
 DISZ (22 octobre 1956) Chap. IX, annexe C (texte)
 Révai, József 387
 Revendications des étudiants de l'Université technique de Budapest
 (premier état) (22 octobre 1956) Chap. IX, annexe D (texte)
 Révész, András 579
 Ribianszki, Miklós 568
 Rónai, Sándor 296, 376
- Seize points politiques, économiques et idéologiques de la résolution
 adoptée à la réunion plénière des étudiants de l'Université tech-
 nique, les (22 octobre 1956) 52, 328, 404 A (texte), 444-451, 468
 Serov, général Ivan 75, 290
 Shawcross, Sir Hartley 29
 Sik, Endre 346
 Soroksár, Budapest Voir Combats, 2^e phase, à Budapest
 Souslov, A. 253, 254, 286, 334
 Stépanor, général 290
 Syndicat de l'enseignement 671
 Syndicats 539, 540, 555, 650, 671-675 Voir aussi Conseil national
 des syndicats libres; Conseils d'ouvriers
 Szabad Nép 698
 Szabó, Imre 428
 Szabó, István 295, 346, 589
 Szabó, János 346
 Szakasits, Árpád 579
 Szántó, Zoltán 281
 Szénási, Géza 611, 757
- Szigethy, Attila 506, 507, 509, 584
 Szilágyi, János 630
 Szirmai, István 717
 Szolnok Voir Combats, 2^e phase, en province
 Sücs, colonel Miklós 75, 290, 341
- Táncos, Gábor 630
 Tcherbanine, général 290
 Tildy, Zoltán 66, 142, 279, 295, 330, 334, 568, 589
 Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle, entre la
 Hongrie et l'URSS (18 février 1948) 309
 Traité d'Etat autrichien (15 mai 1955) 312
 Traité de paix avec la Hongrie (10 février 1947) 306, 321, 322, 742
 Traité de Varsovie (14 mai 1955) 106, 312, 313, 316, 318, 321,
 322, 331
 dénonciation par la Hongrie 74, 326, 333, 337, 341
- Ujhelyi, Szilárd 630
 Ujpest, Budapest Voir Combats, 2^e phase, à Budapest
 Union des écrivains hongrois 52, 88, 225, 233, 293, 328, 354, 382,
 692, 694-697, 716, 781
 Proclamation (23 octobre 1956) 404 B (texte)
 Université technique de Budapest
 Appel... (19 octobre 1956) Chap. IX, annexe A (texte)
 Revendications des étudiants... (premier état) (22 octobre 1956)
 Chap. IX, annexe D, texte
 Les seize points politiques... (22 octobre 1956) 404, A (texte)
- Vajda, Imre 346
 Valentini, Ágoston 569
 Varsovie. Conférence 316
 Varsovie. Traité (14 mai 1955) 106, 312, 313, 316, 318, 321, 322,
 331
 dénonciation par la Hongrie 74, 326, 333, 337, 341
 Vas, Zoltán 330, 567
 Vászárhelyi, Miklós 630
 Veres, Péter 54, 584
 Veszprém Voir Combats, 1^{re} et 2^e phases, en province
 Vidić, Dobrivoje 633
- Yougoslavie
 différend avec le gouvernement Kádár 82, 635-637
 droit d'asile accordé à Nagy 80-81, 295, 630-634
- Zentai, Vilmos 341





PESTHIDEGKÚT

BÉCSI
ROAD

40

VÖRÖSHADSEREG
ST.

BUDAKESZI
ROAD

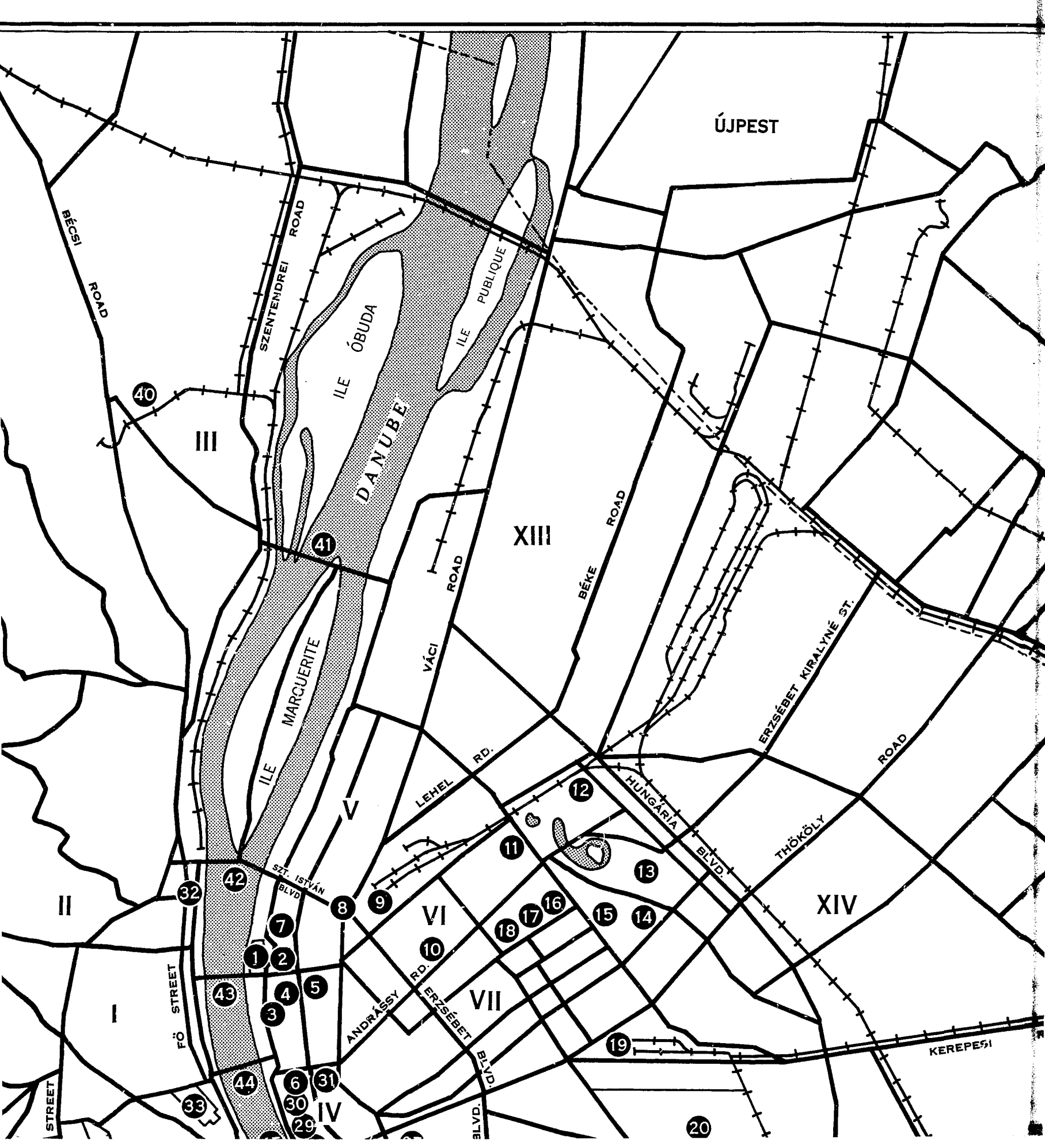
BUDAKESZI

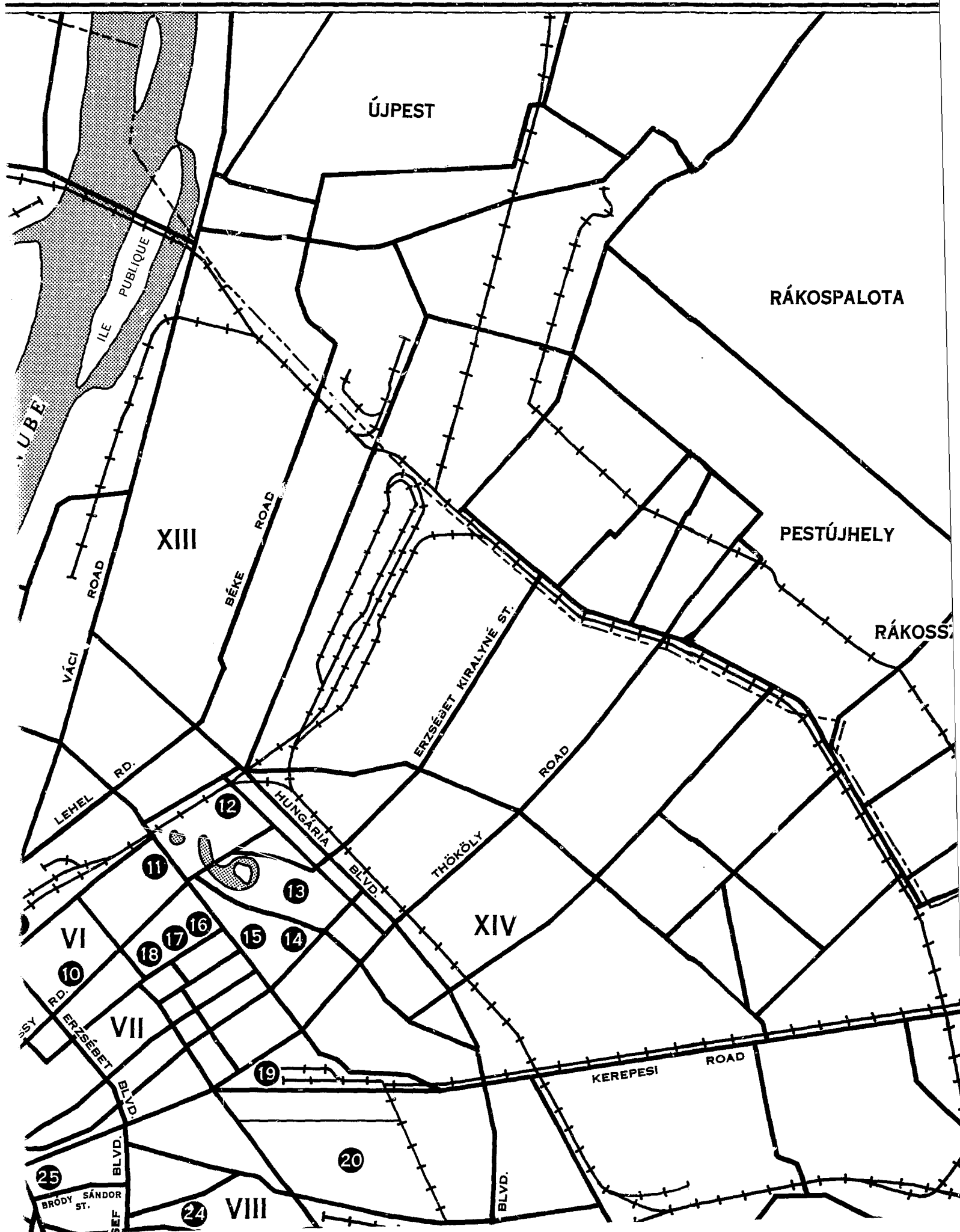
II

XII

STREET

STREET

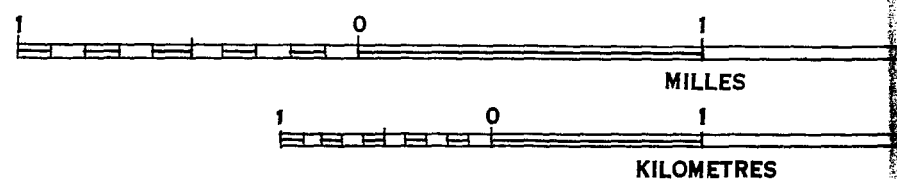




BUDAPEST

LEGENDE

- | | |
|--|-----------------------------|
| 1 Palais du Parlement | 17 Commandanture soviétique |
| 2 Ministère de l'agriculture | 18 Ambassade de l'URSS |
| 3 Siège du Parti communiste | 19 Gare de l'Est |
| 4 Section du P.C., 5ème arrondissement | 20 Cimetière |
| 5 Légation des Etats-Unis | 21 Parc du peuple |
| 6 Ministère de l'intérieur | 22 Hôpitaux |
| 7 Ministère de la défense | 23 Cinéma Corvin |
| 8 Place Marx | 24 Caserne Kilián |
| 9 Gare de l'Ouest | 25 Immeuble de la radio |
| 10 QG de l'AVH | 26 Hôtel Astoria |
| 11 Légation française | 27 Université centrale |
| 12 Jardin zoologique | 28 Statue de Petőfi |
| 13 Parc municipal | 29 Hôtel Duna |
| 14 QG soviétique | 30 Légation britannique |
| 15 Statue de Staline | 31 Ambassade de Yougoslavie |
| 16 Ambassade de Pologne | 32 Statue de Bem |



RÁKOSPALOTA

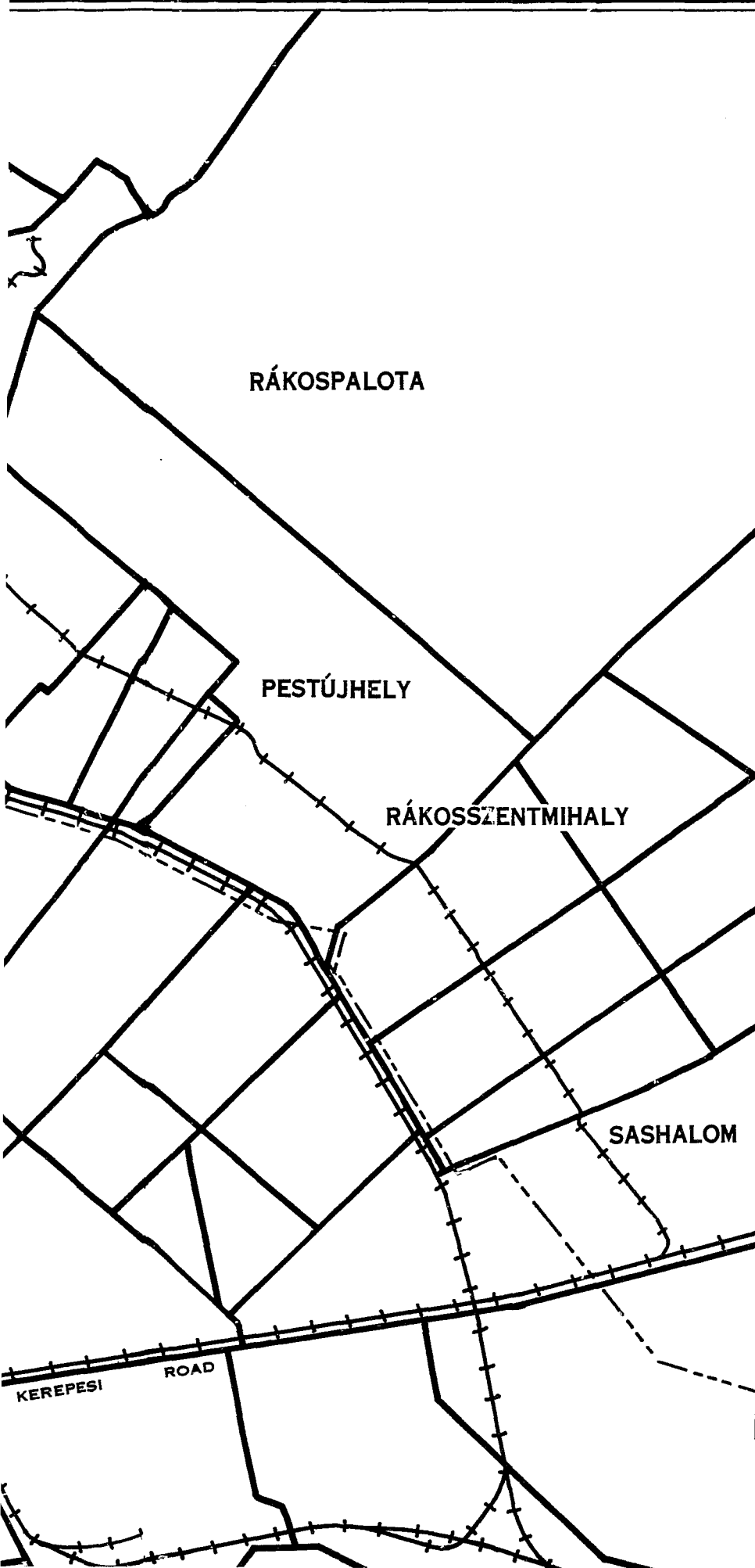
PESTÚJHELY

RÁKOSSZENTMIHALY

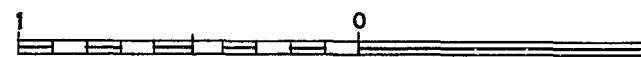
SASHALOM

RÁKOSMET

BUD



- | | |
|--|--------------|
| 1 Palais du Parlement | 17 Comman |
| 2 Ministère de l'agriculture | 18 Ambassa |
| 3 Siège du Parti communiste | 19 Gare de |
| 4 Section du P.C., 5ème arrondissement | 20 Cimetière |
| 5 Légation des Etats-Unis | 21 Parc du |
| 6 Ministère de l'intérieur | 22 Hôpitaux |
| 7 Ministère de la défense | 23 Cinéma |
| 8 Place Marx | 24 Caserne |
| 9 Gare de l'Ouest | 25 Immeubl |
| 10 QG de l'AVH | 26 Hôtel A |
| 11 Légation française | 27 Universit |
| 12 Jardin zoologique | 28 Statue d |
| 13 Parc municipal | 29 Hôtel D |
| 14 QG soviétique | 30 Légation |
| 15 Statue de Staline | 31 Ambassa |
| 16 Ambassade de Pologne | 32 Statue c |

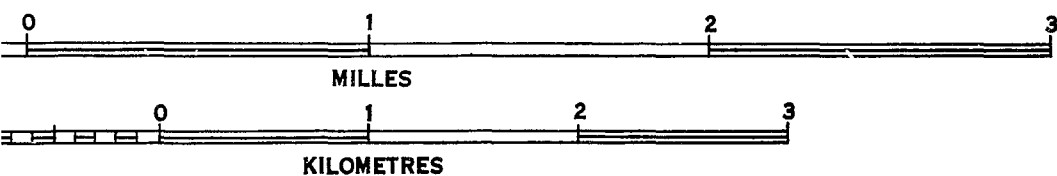


K

BUDAPEST

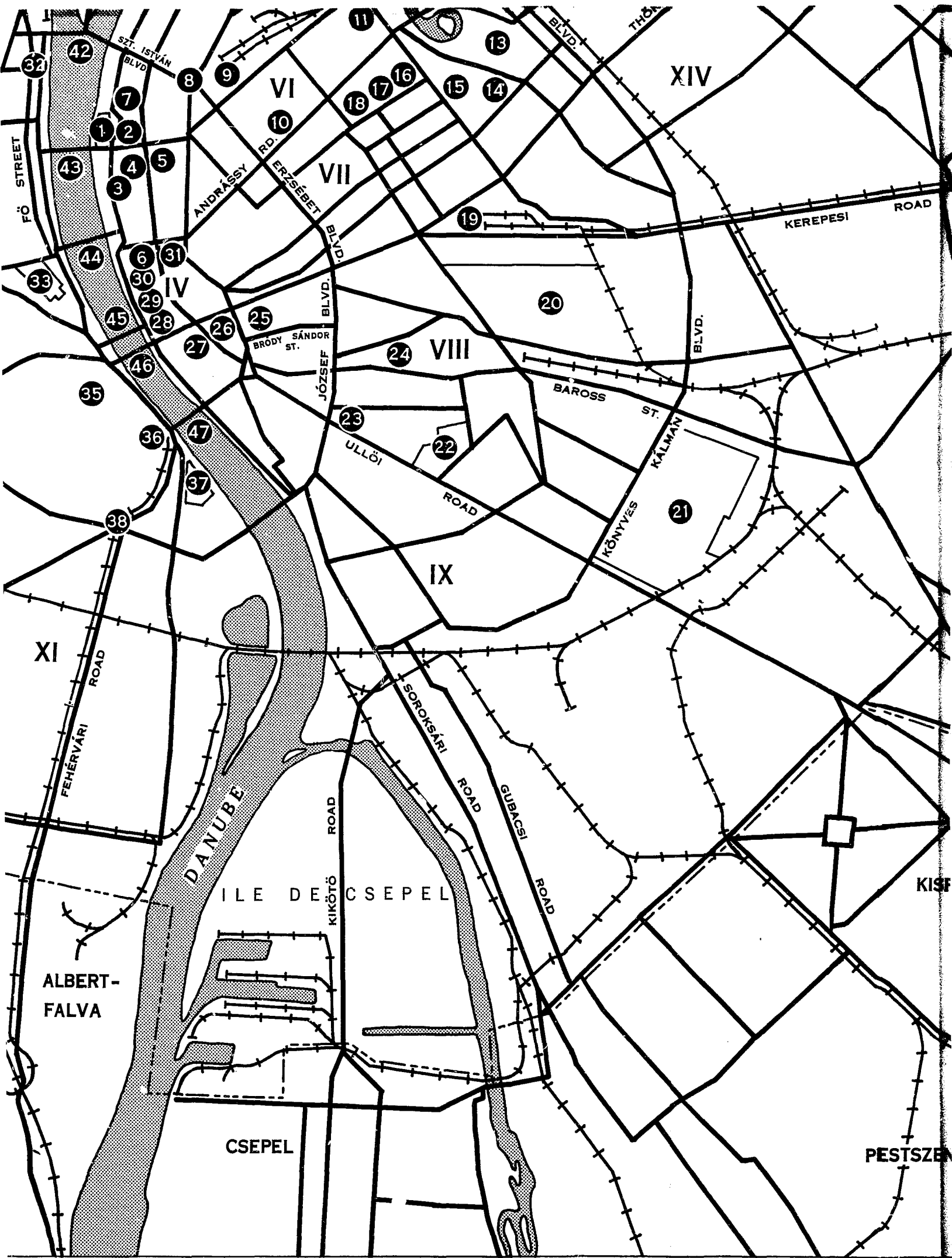
LEGENDE

- | | |
|--------------------------------------|--|
| 17 Commandanture soviétique, QG occ. | 33 Palais royal |
| 18 Ambassade de l'URSS | 34 Gare du Midi |
| 19 Gare de l'Est | 35 Citadelle |
| 20 Cimetière | 36 Mont Gellért |
| 21 Parc du peuple | 37 Université technique |
| 22 Hôpitaux | 38 Rond-point Moricz Zsigmond |
| 23 Cinéma Corvin | 39 Cimetière public |
| 24 Caserne Kilián | 40 Magasin des approvisionnements
de l'armée soviétique |
| 25 Immeuble de la radio | 41 Pont Árpád |
| 26 Hôtel Astoria | 42 Pont Marguerite |
| 27 Université centrale | 43 Pont Kossuth |
| 28 Statue de Petőfi | 44 Pont de la Chaîne |
| 29 Hôtel Duna | 45 Pont Petőfi |
| 30 Légation britannique | 46 Pont Elisabeth |
| 31 Ambassade de Yougoslavie | 47 Pont de la Liberté |
| 32 Statue de Bem | 48 Aéroport |



RÁKOSLIGET

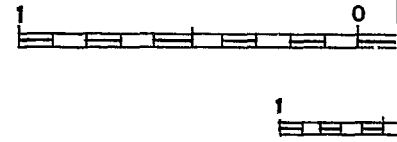




SASHALOM

15 Statue de Staline

16 Ambassade de Pologne



KEREPESI
ROAD

X

39

KISPEST

ULLÖI

PESTSZENTLŐRINC

ROAD

GYÖMRŐI

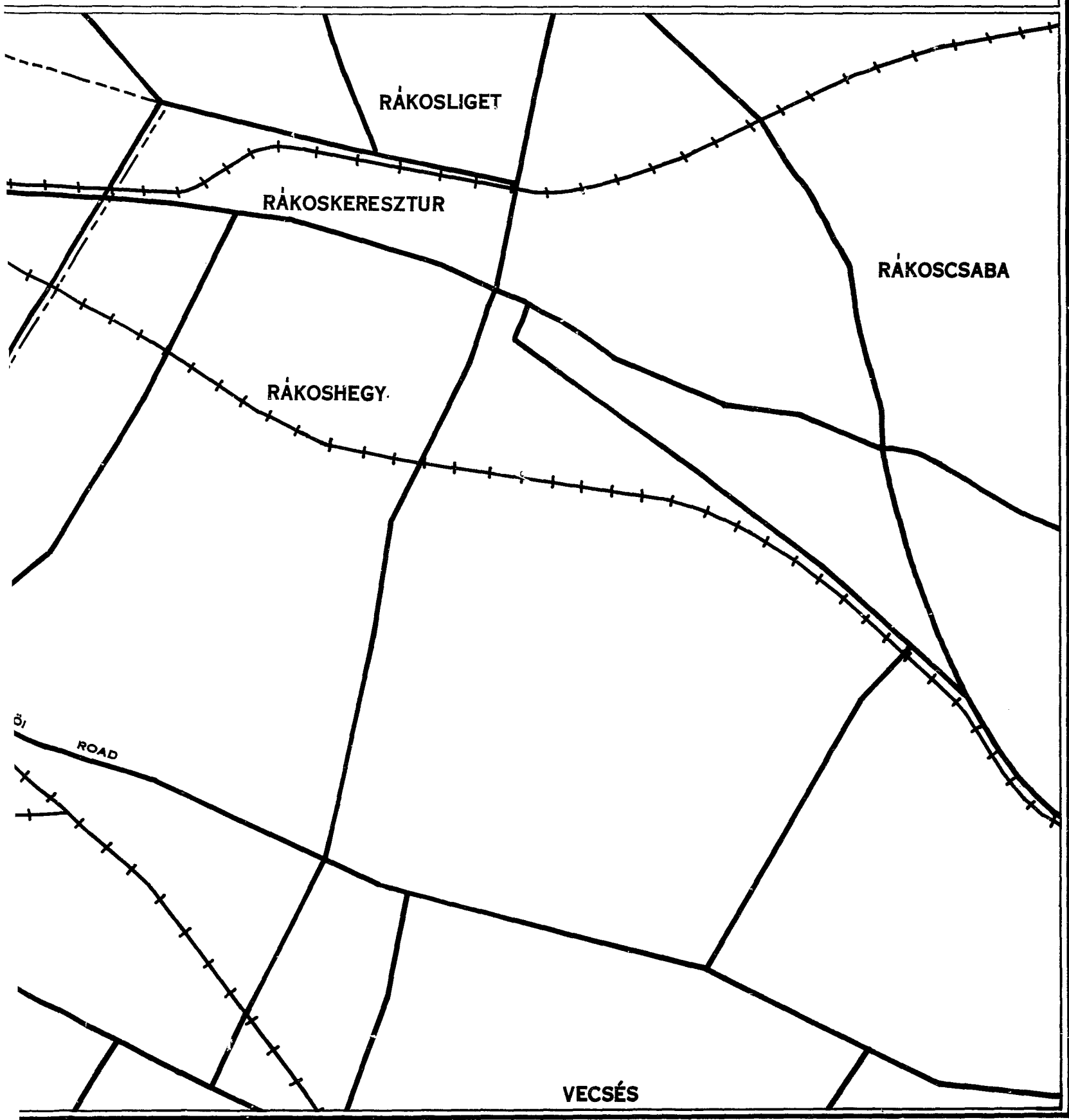
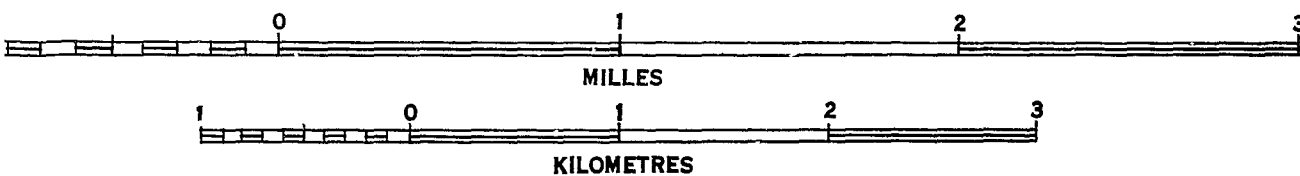
ROAD

PESTSZENTERZSÉBET

taline
de Pologne

31 Ambassade de Yugoslavie
32 Statue de Bem

47 Pont de la Liberté
48 Aéroport



DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

- ALLEMAGNE**
R. Eisenschmidt, Kaiserstrasse 49, FRANCFORT-MAIN.
Buchhandlung Elwert & Meurer, Hauptstrasse 101, BERLIN-SCHÖNEBERG.
Alexander Horn, Spiegelgasse 9, WIESBADEN.
W. E. Saarbach, G.m.b.H., Ausland-Zeitungs-handel, Gertrudenstrasse 36, COLOGNE 1.
- ARGENTINE**
Editorial Sudamericana, S.A., Calle Alsina 500, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE**
H. A. Goddard Pty., Ltd., 255a George Street, SYDNEY, N.S.W.; 90 Queen St., MELBOURNE, Victoria.
Melbourne University Press, CARLTON N.3, Victoria.
- AUTRICHE**
Gerold & Co., Graben 31, VIENNE I.
B. Wullerstorf, Book Import and Subscription Agency, Markus Sittikusstrasse 10, SALZBOURG.
- BELGIQUE**
Agence et Messageries de la Presse, S.A., 14-22 rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Libreria Selecciones, Empresa Editora «La Razon», Casilla 972, LA PAZ.
- BRESIL**
Livreria Agir, Rua Mexico 98-B, Caixa Postal 3291, RIO-DE-JANEIRO, D.F.; et à SAO PAULO et BELO HORIZONTE.
- CAMBODGE**
Papeterie-Librairie nouvelle, Albert Portail, 14 av. Boulloche, PNOM-PENH.
- CANADA**
The Ryerson Press, 299 Queen Street West, TORONTO, Ontario.
- CEYLAN**
The Associated Newspapers of Ceylon, Ltd., Lake House, P.O. Box 244, COLOMBO.
- CHILI**
Libreria Ivens, Casilla 205, SANTIAGO.
Editorial del Pacifico, Ahumada 57, SANTIAGO.
- CHINE**
The World Book Co., Ltd., 99 Chung King Road, 1st Section, TAIPEH, TAIWAN.
The Commercial Press, Ltd., 211 Honan Rd., CHANGHAI.
- COLOMBIE**
Libreria América, Sr. Jaime Navarro R., 49-58 Calle 51, MEDELLIN.
Libreria Buchholz Galeria, Av. Jiménez de Quesada 8-40, BOGOTÁ.
Libreria Nacional, Ltda., 20 de Julio, San Juan Jesús, BARRANQUILLA.
- COSTA-RICA**
Tres Hermanos, Apartado 1313, SAN-JOSÉ.
- CUBA**
La Casa Belga, René de Smedt, O'Reilly 455, LA HAVANE.
- DANEMARK**
Messrs. Einar Munksgaard, Ltd., Nørregade 6, COPENHAGUE.
- ÉGYPTE**
Librairie «La Renaissance d'Egypte», 9 Sharia Adly Iasha, LE CAIRE.
- ÉQUATEUR**
Libreria Científica Bruno Moritz, Casilla 362, GUAYAQUIL; et à QUITO.
- ESPAGNE**
Libreria José Bosch, Ronda Universidad 11, BARCELONE.
Libreria Mundi-Prensa, Lagasca 38, MADRID.
- ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**
International Documents Service, Columbia University Press, 2960 Broadway, NEW-YORK 27, N.Y.
- FINLANDE**
Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, HELSINKI.
- FRANCE**
Editions A. Pedone, 13 rue Soufflot, PARIS V°
- GRÈCE**
Kauffmann Bookshop, 28 Stadion Street, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
Sociedad Económica Financiera, Edf. Briz, Do. 207, 6° Av. 14-33, Zona 1, GUATEMALA CITY.
- HAÏTI**
Max Bouchereau, Librairie «A la Caravelle», Boîte postale 111-B, PORT-AU-PRINCE.
- HONDURAS**
Libreria Panamericana, Calle de la Fuente, TEGUCIGALPA.
- HONG-KONG**
Swindon Book Co., 25 Nathan Road, KOWLOON.
- INDE**
Orient Longmans, CALCUTTA, BOMBAY, MADRAS et NEW-DELHI.
Oxford Book & Stationery Co., Scindia House, NEW-DELHI, et à CALCUTTA.
P. Varadachary & Co., 8 Linghi Chetty Street, MADRAS I.
- INDONÉSIE**
Jajasan Pembangunan, Gunung Sahari 84, DIKARTARA.
- IRAK**
Mackenzie's Bookshop, Booksellers and Stationers, BAGDAD.
- IRAN**
«Guity», 482, av. Ferdowsi, TÉHÉRAN.
- ISLANDE**
Bokaverzlun Sigfusar Eymundssonar, Austurstreti 18, REYKJAVIK.
- ISRAËL**
Blumstein's Bookstores, Ltd., 35 Allenby Road, P.O.B. 4154, TEL-AVIV.
- ITALIE**
Libreria Commissionaria Sansoni, Via Gino Capponi 26, FLORENCE.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd., 6 Tori-Nichome, Nihonbashi, P.O.B. 605, TOKYO Central.
- JORDANIE**
Joseph & Bahous & Company, Dar-UI-Kutub, P.O. Box 66, AMMAN.
- LIBAN**
Librairie Universelle, BEYROUTH.
- LIBÉRIA**
Jacob Momolu Kamara, Gurly and Front Streets, MONROVIA.
- LUXEMBOURG**
Librairie J. Schummer, Place Guillaume, LUXEMBOURG.
- MEXIQUE**
Editorial Hermes, S.A., Ignacio Mariscal 41, MEXICO, D.F.
- NORVÈGE**
Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustsgt. 7A, OSLO.
- NOUVELLE-ZÉLANDE**
The United Nations Association of New Zealand, G.P.O. 1011, WELLINGTON.
- PAKISTAN**
Thomas & Thomas, Fort Mansion, Frere Road, KARACHI.
Publishers United, Ltd., 176 Anarkali, LAHORE.
The Pakistan Co-operative Book Society, 150 Govt. New Market, Azimpura, Dacca, East Pakistan, et à CHITTAGONG.
- PANAMA**
José Menéndez, Agencia Internacional de Publicaciones, Plaza de Arango, PANAMA.
- PARAGUAY**
Agencia de Librerías de Salvador Nizza, Calle Pte. Franco 39-43, ASUNCION.
- PAYS-BAS**
N. V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Libreria Internacional del Perú, S.A., Casilla 1417, LIMA; et à AREQUIPA.
- PHILIPPINES**
Alema's Book Store, 749 Rizal Avenue, MANILLE.
- PORTUGAL**
Livreria Rodrigues, Rua Auréa 186-188, LISBONNE.
- RÉPUBLIQUE DOMINICAINE**
Libreria Dominicana, Calle Mercedes 49, Apartado 656, CIUDAD-TRUJILLO.
- ROYAUME-UNI**
H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDRES, S.E.1; et H.M.S.O. Shops à LONDRES, BELFAST, BIRMINGHAM, BRISTOL, CARDIFF, EDIMBOURG et MANCHESTER.
- SALVADOR**
Manuel Navas y Cia, «La Casa del Libro Barfo», 1ª Avenida Sur 37, SAN SALVADOR.
- SINGAPOUR**
The City Bookstore, Ltd., Winchester House, Collyer Quay, SINGAPOUR.
- SUÈDE**
Librairie C. E. Fritzes, Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.
- SUISSE**
Librairie Payot, S.A., 1 rue de Bourg, LAUSANNE; et à BALE, BERNE, GENÈVE, MONTREUX, NEUCHÂTEL, VEVEY et ZÜRICH.
Librairie Hans Raunhardt, Kirchgasse 17, ZÜRICH I.
- SYRIE**
Librairie Universelle, DAMAS.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Ceskoslovensky Spisovatel, Národní Trida 9, PRAGUE I.
- THAÏLANDE**
Pramuan Mit., Ltd., 55, 57, 59 Chakrawat Road, Wat Tuk, BANGKOK.
- TURQUIE**
Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, BEYOGLU-ISTANBUL.
- UNION SUD-AFRICAINE**
Van Schaik's Bookstore (Pty.), P.O. Box 724, PRÉTORIA.
- URUGUAY**
Oficina de Representación de Editoriales, Prof. Héctor d'Elia, 18 de Julio 1333, Palacio Diaz, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Libreria del Este, Av. Miranda 52, Edf. Galipan, CARACAS.
- VIET-NAM**
Librairie Albert Portail, 185-193 rue Catinat, SAIGON.
- YUGOSLAVIE**
Drzavno Produzeca, Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/II, BELGRADE.
Cankars Endowment (Cankarjeva Zalozba), Ljubljana (Slovenia).

XII 56

Les commandes émanant de pays où des agents attirés n'ont pas encore été nommés peuvent être adressées à la
Section des Ventes, Office européen des Nations Unies, Palais des Nations, GENÈVE (Suisse) ou Section des Ventes et de la Distribution, Nations Unies, NEW-YORK (Etats-Unis d'Amérique)

Printed in Switzerland

Price: \$U.S.2.00; 14/- stg.; Sw. fr. 8.50
(or equivalent in other currencies)

57-19864—July 1957—13,000